La guerre pour les idées en Amérique latine : relations politiques et culturelles avec l'Union soviétique : une approche comparative (Cuba-Chili, 1959-1973)

Rafael Pedemonte

▶ **To cite this version:**

Rafael Pedemonte. La guerre pour les idées en Amérique latine : relations politiques et culturelles avec l'Union soviétique : une approche comparative (Cuba-Chili, 1959-1973). Histoire. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I; Pontificia universidad católica de Chile (Santiago de Chile), 2016. Français. NNT : 2016PA01H055 . tel-01848715

HAL Id: tel-01848715

https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01848715

Submitted on 25 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE

CRHS Centre de Recherche en Histoire des Slaves

PONTIFICIA UNIVERSIDAD CATÓLICA DE CHILE

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE
PONTIFICIA UNIVERSIDAD CATÓLICA DE CHILE

La guerre froide pour les idées en Amérique latine

Relations politiques et culturelles avec l'Union soviétique : une approche comparative (Cuba-Chili, 1959-1973)

Thèse de doctorat en vue de l'obtention du grade de docteur en Histoire

RAFAEL PEDEMONTE

Sous la direction de : Marie-Pierre REY et Alfredo RIQUELME

Membres du jury : Alvar DE LA LLOSA
Manuel GÁRATE
Annick LEMPÉRIÈRE
Marie-Pierre REY
Alfredo RIQUELME

Paris, 2016

La guerre froide pour les idées en Amérique latine

Relations politiques et culturelles avec l'Union soviétique : une approche comparative

(Cuba-Chili, 1959-1973)

Table des sigles et abréviations

AEF: Archives Casa Museo Fundación Eduardo Frei Montalva

AHMAEC : Archives historiques du ministère des Affaires étrangères du Chili

ANECH : Association nationale des étudiants chiliens

ANC : Archives nationales de Cuba

CIA : *Central Intelligence Agency*

CNC : Conseil national de la culture

CTC : Confédération des travailleurs de Cuba

CUT : Centrale unique des travailleurs du Chili

FMJD : Fédération mondiale de la jeunesse démocratique

FLACSO : Faculté latino-américaine de sciences sociales

GARF : Archives d'État de la Fédération de Russie

HUAC : *House Committee on Un-American Activities*

ICAIC : Institut cubain de l'art et de l'industrie cinématographique

ICAP : Institut cubain d'amitié avec les peuples

ICSC : Institut chileno-soviétique de culture

ILARI : Institut latino-américain de relations internationales

MAPU : Mouvement d'action populaire unitaire

MIR : Mouvement de la gauche révolutionnaire

MoMA : *Museum of Modern Art*

M26 : Mouvement du 26 Juillet

NAC : Conseil de l'Atlantique Nord

OEA : Organisation des États américains

OLAS : Organisation latino-américaine de solidarité

ONU : Organisation des Nations unies

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord

PC : partis communistes

PCCh : Parti communiste du Chili

PCUS : Parti communiste de l'Union Soviétique

PDC : Parti démocrate-chrétien

PGT : Parti guatémaltèque du travail

PSCh : Parti socialiste du Chili

PSP : Parti socialiste populaire

RDA : République démocratique allemande

RGANI : Archives russes d'État d'histoire contemporaine

UNEAC : Union des écrivains et des artistes de Cuba

UPL : Université de l'Amitié des peuples Patrice Lumumba

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

USIA : *United States Information Agency*

SECh : Société des écrivains chiliens

SSOD : Sociétés soviétiques pour l'amitié et les relations culturelles avec les pays étrangers

VOKS : Société pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger

Remerciements

La réalisation de ce travail a bénéficié de la collaboration désintéressée de nombreuses personnes, sans lesquelles le résultat aurait été bien différent. Tout d'abord, je tiens à remercier profondément mes deux directeurs de thèse : Mme le Professeur Marie-Pierre Rey et M. le Professeur Alfredo Riquelme. Sans leur soutien permanent, leurs lectures minutieuses et remarques pertinentes, le présent travail aurait été sans doute bien plus difficile de mener à bien.

Je remercie chaudement Mme Olga Ulianova de m'avoir confié un riche éventail de sources provenant d'archives ex-soviétiques mais aussi d'avoir attisé ma curiosité pour l'histoire de l'URSS bien avant que l'idée d'entamer un parcours doctoral ne m'effleure.

Si mes séjours de recherche à l'étranger (au Chili, à Cuba, en Belgique) se sont avérés efficaces et passionnants, c'est en grande partie grâce à l'aide et à la disposition amicale de maints archivistes et chercheurs qui ont toujours fait de leur mieux pour me faciliter la tâche. Merci infiniment à Jorge Fornet et Ana Cecilia de la *Casa de las Américas* ; à Carmen Gloria Duhart des Archives historiques du ministère des Affaires étrangères du Chili ; à Eudes Nouvelot des Archives OTAN ; à Jorge Domingo du *Instituto de Literatura y Lingüística José Antonio Portuondo* ; à Luciano Castillo et Mario Naíto de l'ICAIC. Je suis également redevable envers les fonctionnaires et responsables des bibliothèques que j'ai fréquentées pendant ces années de thèse, en particulier celle de l'IHEAL, la BnF et la Bibliothèque nationale José Martí, à La Havane (sans oublier les serveurs des cafés, toujours patients et attentionnés, où j'ai passé des heures et des heures à lire et esquisser mes chapitres).

Merci de tout cœur à tous les amis qui m'ont fourni une aide inestimable en me faisant part de leurs commentaires mais surtout en m'honorant de leur fidèle amitié au cours de ces dernières années : Gabriel, Olivier, Florent, Eugenia, Mathieu, Sylvain, Sophie, María, Victor, William, Sébastien, Léna, Nils, Giancarlo, Alfonso, Stéphane, Ana María.

Dans cette longue liste de proches éparpillés dans le monde, deux personnes méritent un mot spécial. Mon cousin Frédéric qui a tant fait pour moi depuis que j'ai décidé de vivre en Europe. Non seulement il m'a permis de découvrir les paysages, la culture, la vie nocturne de mon « second pays », la Belgique, mais il s'est donné la peine de lire attentivement, et d'un regard critique, de nombreux passages de ma thèse. Pour finir, *last but not least*, je ne pourrai jamais exprimer avec suffisamment d'éloquence ma profonde gratitude envers ma mère,

Marie-Anne. Le nombre d’heures qu’elle m’a consacrées, ainsi que la patience dont elle a fait preuve pendant mes phases de découragement, est incalculable et constitue un témoignage prégnant de son attachement inébranlable à ses enfants et à sa famille.

Merci à mes parents d’avoir toujours été présents malgré la distance et le temps.

Introduction

La culture et l'Amérique latine : un nouveau paradigme pour décentrer l'étude de la guerre froide

L'effondrement de l'URSS en 1991 a rapidement entraîné un tournant significatif dans l'étude des relations internationales, renouvelant profondément les perspectives dominantes au cours de la guerre froide. Une jeune génération de chercheurs prolifiques, plus détachée des anciennes tensions idéologiques, s'est proposée de dépasser les notions traditionnelles sur la politique extérieure des puissances. Parmi ces nouvelles approches, nombreuses sont celles qui soulignent le rôle de la « culture » afin d'offrir une vision plus subtile et complexe des priorités des États. Ainsi, l'affrontement Est-Ouest tend de plus en plus à être conçu comme un conflit idéologique singulier ; comme une guerre pour les idées dans laquelle la lutte pour les « cœurs et les esprits » des individus voisine avec la supériorité territoriale ou la confrontation militaire. Si les analyses accentuant les interactions culturelles s'avèrent riches dans les débats historiographiques concernant la diplomatie occidentale, côté soviétique, par contre, elles n'en sont qu'à leurs balbutiements. Malgré l'ouverture des archives russes, la présence de l'URSS dans les nations dites du « Tiers-monde », surtout à l'époque poststalinienne, n'est pas encore devenue un sujet de recherche majeur. À l'ère du régime communiste, les spécialistes devaient se contenter d'un corpus de documents limité et obéir aux impératifs idéologiques de chaque période[1]. Ces carences persistent aujourd'hui et, dans les études consacrées à la seconde moitié du XX^{e} siècle, les approches culturelles occupent une place des plus minimes[2].

Cette situation est d'autant plus réelle pour ce qui concerne les relations de Moscou avec les pays du Tiers-monde, particulièrement avec l'Amérique latine, continent entré tardivement dans la hiérarchie des priorités du Kremlin. Dans un conflit atypique, où la conversion idéologique des communautés étrangères s'érige en un enjeu fondamental au détriment des confrontations directes, il serait souhaitable de tourner le regard vers des phénomènes moins spectaculaires permettant néanmoins de lever le voile sur les spécificités de la guerre froide.

[1] PIKHOIA, Rudolf, "Certain Aspects of the 'Historiographical Crisis', or the 'Unpredictability' of the Past", in *Russian Studies in History*, vol. 40, n°2, 2001, p. 14.
[2] HERRMANN, Irène, « Une vision de vaincus ? La guerre froide dans l'historiographie russe aujourd'hui », in FLEURY, Antoine et JÍLEK, Lubor (éds.), *Une Europe malgré tout : 1945-1990. Contacts et réseaux culturels, intellectuels et scientifiques entre européens dans la guerre froide*, Bruxelles, Peter Lang, 2009, p. 453.

Bien que, nous le verrons, des efforts considérables aient été menés dans le but de dépasser l'histoire diplomatique classique, ces initiatives n'ont pas encore réussi à modifier vigoureusement les visions prépondérantes au sujet des relations soviéto-latino-américaines. Le présent travail cherche à mieux saisir les complexités du conflit à travers un regard doublement décentré, c'est-à-dire tant du point du vue géographique que thématique.

D'une part, en nous interrogeant sur l'ampleur de la présence soviétique en Amérique latine, un territoire souvent perçu comme une zone de domination de la puissance étatsunienne, nous prendrons la mesure de la place du « Sud » dans l'articulation globale de l'affrontement. D'autre part, le glissement de la sphère politico-diplomatique vers le domaine de la culture et des représentations sociales est une démarche nécessaire pour réévaluer l'importance des formes « souterraines » d'influences. Au-delà des éclaircissements sur l'évolution des réalités que nous allons étudier (Cuba et Chili), l'intérêt d'analyser la guerre pour les idées dans une zone souvent négligée par les spécialistes consiste à mieux cerner la logique confuse qui a façonné l'histoire de la seconde moitié du XX^{e} siècle. Mais nous ne souhaitons pas donner l'impression d'être en train d'aborder un terrain inexploré. Des ouvrages de qualité, on le verra, se sont penchés sur la place des échanges artistiques dans la politique étrangère des superpuissances. D'autres s'intéressent davantage à l'importance cruciale des transformations politiques et sociales du Tiers-monde. Cette thèse s'inscrit donc dans la continuité d'une orientation générale amorcée depuis de longues années déjà. Même si la place des « petits pays » de la planète est devenue un thème récurrent, les perspectives visant à appliquer une « dimension culturelle » à l'étude des « régions périphériques » s'avèrent, encore aujourd'hui, pratiquement inexistantes. Ce travail se veut une tentative de conjuguer deux approches déjà bien entérinées mais qui se développent sur des voies parallèles.

Pourquoi la culture ?

Il est d'abord indispensable de définir ce que nous entendons par « culture », concept central de notre travail. Paradoxalement, les spécialistes privilégiant ces perspectives ne se montrent pas toujours enclins à définir de manière précise l'objet de leur démarche intellectuelle. Cela est d'autant plus frappant que ce terme présente des connotations

différentes selon les cadres géographiques et temporels analysés[3]. Nombreux sont ceux qui perçoivent la culture comme une problématique englobant presque tous les aspects de la société et conditionnant l'ensemble des comportements des communautés. L'envergure de cette vision impose des obstacles difficiles à franchir car, comme le fait remarquer Anders Stephanson, « si tout est culture, alors rien ne l'est, du moins rien d'analytiquement significatif »[4]. Face à ces complexités, il s'avère fondamental de préciser la dimension conceptuelle que nous attribuons à cette notion dans le cadre des relations internationales.

Vers une définition de la « culture » appliquée aux relations internationales

Deux acceptions bien distinctes, mais complémentaires, seront privilégiées dans le présent travail. La première définition, d'une portée sémantique relativement restreinte, associe la culture à un ensemble de productions humaines susceptibles d'acquérir une importance politique. Il s'agit de manifestations collectives ou individuelles – une œuvre littéraire, un film, un tableau, une photographie, une découverte technologique – qui peuvent éventuellement être envoyées au-delà des frontières pour produire un effet sur des populations étrangères. Ces objets peuvent donc devenir une « arme » de la politique des États visant à propager des images ou des idées liées à la nation émettrice. Pendant la guerre froide, les productions artistiques ont été employées pour communiquer des messages subtilement élaborés[5] ; elles sont devenues un moyen fréquemment utilisé pour agir sur l'opinion publique internationale et légitimer un modèle idéologique. Ce que nous souhaitons mettre en valeur à travers cette première signification c'est la façon dont les « expressions symboliques », souvent créées sans nécessairement vouloir satisfaire un but politique, sont instrumentalisées en vue d'atteindre des objectifs stratégiques[6]. L'ensemble des efforts officiels menés pour doter ces manifestations d'un contenu idéologique est souvent qualifié de « diplomatie

[3] DEPKAT, Volker, "Cultural Approaches to International Relations: A Challenge?", in GIENOW-HECHT, Jessica et SCHUMACHER Frank (éds.), *Culture and International History*, New York, Berghahn Books, 2003, p. 178.
[4] STEPHANSON, Anders, "Commentary: Considerations on Culture and Theory", in *Diplomatic History*, vol. 18, n°1, 1994, p. 117. Toutes les traductions de citations rédigées à l'origine en anglais, en russe ou en espagnol ont été effectuées par l'auteur du présent travail.
[5] SOUTOU, Georges-Henri, « Conclusion », in SIRINELLI, Jean-François et SOUTOU, Georges-Henri (éds.), *Culture et Guerre froide*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2008, p. 303.
[6] SHAW, Tony, "The Politics of Cold War Culture", in *Journal of Cold War Studies*, vol. 3, n°3, 2001, p. 59.

culturelle », un phénomène indissociable des rivalités de la guerre froide, nous invitant à penser en termes de géopolitique et de pouvoir.

Le second sens proposé dans cette thèse dépasse largement le domaine des actions officielles ou institutionnelles pour s'intéresser aux réactions psychologiques des récepteurs et aux « causes profondes » qui expliquent les motivations des individus. Ici, la définition du mot culture emprunte des éléments aux approches sémiotiques et devient un système de valeurs propre à un groupe humain fondé sur ce qui a été qualifié « d'ordre signifiant » : un réceptacle complexe de « signes »[7]. Ces derniers sont assimilés par les populations qui développent un ensemble d'images à l'égard du monde les entourant. C'est donc ce réservoir de « signes » qui guide les imaginaires sociaux traduisant des instincts, désirs, nécessités et autres propensions dans des structures de représentation et de communication[8]. Mais en tant que créations humaines, insérées dans un temps historique, les cultures qui définissent les sociétés ne sont ni statiques, ni uniformes[9]. Loin de constituer des « forces mystiques » dont l'origine se perdrait dans la « nuit des temps », elles se produisent au sein d'une société précise et évoluent par rapport aux conditions temporelles et géographiques[10]. Suivant cette logique, les représentations collectives vis-à-vis d'une altérité sont également susceptibles de se transformer, parfois même brusquement, en fonction des vicissitudes des différents contextes.

Cette dernière signification de culture – un réceptacle commun de valeurs et de structures mentales engendrant des représentations sociales – est souvent associée à la psychanalyse. Dès la deuxième décennie du XX^{e} siècle, le médecin Carl Gustav Jung développe des idées qui relativisent les thèses dominantes de Sigmund Freud. Pour ce dernier, l'inconscient constitue la région de l'esprit humain contenant les désirs refoulés par la partie consciente ainsi que les craintes, mémoires et sentiments qui peuvent se manifester à travers les rêves, les formes artistiques ou le langage[11]. C. G. Jung, en revanche, estime que les interprétations

[7] Pour Marcel Danesi et Paul Perron, les signes peuvent être définis comme n'importe quel élément (un mot, un geste, etc.) qui renvoie à quelque chose d'autre que soi-même (un « référent »). Les analyses sémiotiques s'intéressent à l'activité mentale et aux interprétations permettant d'identifier ces signes, ce qui constitue, en dernier lieu, un processus de représentation. Les signes nous permettent donc de saisir le monde qui nous entoure et nous fournissent des outils suffisamment puissants pour nous interroger sur notre identité (Qui sommes-nous ?) et sur notre place dans ce monde (Pourquoi sommes-nous ici ?). DANESI, Marcel et PERRON, Paul, *Analyzing Cultures: An Introduction & Handbook*, Bloomington, Indiana University Press, 1999, pp. 44-47 et 67-68.

[8] *Ibid.*, pp. 14 et 23.

[9] KROEBER, Alfred et KLUCKHOHN, Clyde, *Culture: A Critical Review of Concepts and Definitions*, Cambridge, Peabody Museum of American Archaeology and Ethnology, 1952, p. 159.

[10] *Ibid.*, p. 186.

[11] DANESI, Marcel et PERRON, Paul, *Analyzing Cultures*, *op. cit.*, p. 15.

freudiennes présentent une vision trop étroite du phénomène[12], ce qui l'amène à diviser l'inconscient en deux sphères distinctes : « l'inconscient personnel » (celui « qui renferme toutes les acquisitions de la vie personnelle, ce que nous oublions, ce que nous refoulons, perceptions, pensées »[13]) et « l'inconscient collectif ». Cette dernière dimension est composée d'un enchevêtrement de pensées et de sentiments communs et instinctifs cumulés graduellement par l'espèce humaine au cours de son évolution ; ils forment un réceptacle de motifs et d'images primordiales partagés par toute l'humanité. Ce sont justement ces manifestations mentales universelles – les « archétypes » – qui s'expriment à travers les symboles perceptibles dans les rêves, les mythes, les religions et les rituels de l'ensemble des cultures[14]. Bien que C. G. Jung associe le « collectif » à l'humanité toute entière, il nous offre un modèle théorique stimulant visant à décrypter les phénomènes psychologiques qui sont à l'origine d'imaginaires communs. Ainsi, le rapport entre les hypothèses du psychiatre et l'approche sémiotique de la culture s'éclaircit : en octroyant une dimension collective à l'inconscient, fondée sur des archétypes hérités qui guident notre façon d'appréhender l'univers, le Suisse légitime l'existence de structures mentales partagées.

Ces dernières sont à la base d'une certaine convergence des réactions individuelles vis-à-vis des influences externes et nous permettent, en dernier lieu, de parler de systèmes de représentations sociales[15]. Reprenant la définition de Jean-François Sirinelli et Éric Vigne, ce cadre conceptuel nous autorise à concevoir une « histoire culturelle » conçue comme l'étude de « la gestation, l'expression et la transmission » de représentations du « monde au sein d'un groupe humain »[16]. Ces imaginaires acquièrent une signification sociale retentissante car ils sont à l'origine des comportements et des dispositions communes à l'égard d'un « autre ».

[12] Pour un aperçu des principaux reproches concernant l'inconscient que C. G. Jung adresse à son ancien maître S. Freud, voir JUNG, Carl Gustav, *Dialectique du Moi et de l'Inconscient*, Paris, Gallimard, 1973, pp. 23-45.
[13] JUNG, Carl Gustav, *Types Psychologiques*, Genève, Georg & Cie, 1968, p. 448.
[14] Pour une description synthétique du concept jungien d'archétype et de la thèse de l'inconscient collectif, voir JUNG, Carl Gustav, *Essai d'exploration de l'inconscient*, Paris, Denoël, 2003, particulièrement le chapitre VI, « L'archétype dans le symbolisme du rêve », pp. 115-141.
[15] Certains internationalistes cherchent à appliquer des théories psychologiques à leurs analyses. C'est le cas de Richard Immerman qui s'appuie sur des observations de la psychologie cognitive pour étudier la place des représentations et de la mémoire dans le processus de prise de décisions. Pour R. Immerman, l'interprétation de l'information de la part des décideurs s'effectue dans un contexte qui conditionne les modalités de perception, définit la façon dont les phénomènes sont évalués et explique, en dernier lieu, la politique menée. IMMERMAN, Richard, "Psychology", in HOGAN, Michael et PATERSON, Thomas (éds.), *Explaining the History of American Foreign Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, pp. 151-164.
[16] SIRINELLI, Jean-François et VIGNE, Éric, « Introduction : Des cultures politiques », in SIRINELLI, Jean-François (éd.), *Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, 1992, vol. 2 : « Cultures », p. III.

Pour Michel Vovelle, ils « deviennent somme toute le véhicule, le médium essentiel au travers duquel les attitudes collectives se façonnent, s'affirment, s'affrontent »[17].

Il convient de faire appel ici aux questions soulevées par l'anthropologue Clifford Geertz. L'Américain défend l'idée selon laquelle la vie humaine s'insère dans un réseau composé de multiples « structures signifiantes ». Si la culture est une « toile » de significations dans laquelle les êtres humains s'insèrent, l'analyse de ce « tissu symbolique » doit nécessairement aboutir à une approche interprétative. Il est donc possible pour C. Geertz d'inspecter les comportements au sein des sociétés et d'évaluer les actions de ses membres pour mieux embrasser les spécificités de l'ensemble[18]. Si l'on évoque ici ces hypothèses, c'est qu'elles ont souvent été appliquées dans le domaine des relations internationales[19]. Akira Iriye, par exemple, emprunte les considérations de C. Geertz et décrit la culture comme « la création et communication de mémoire, d'idéologie, d'émotions, de styles de vie, de travaux intellectuels et d'autres symboles »[20]. Michael Hunt reconnaît quant à lui que sa notion d'idéologie – des « structures de signification établies socialement »[21] – est aussi influencée par Geertz[22].

Revenons maintenant sur les implications pratiques de cette définition de culture. Les particularités des rapports internationaux, surtout dans un contexte d'hostilité politique comme celui de la guerre froide, contribuent à façonner les perceptions sociales à l'égard des « ennemis » ou des « alliés » idéologiques. En mettant l'accent sur les systèmes symboliques qui guident les formes de représentations collectives, cette idée nous invite à relativiser les visions stato-centriques et à repenser la notion même de « pouvoir ». Elle nous invite à déplacer les perspectives visant à examiner les politiques officielles pour accentuer les orientations psychologiques qui sont à l'origine des actions humaines. De fait, cette tendance a débouché sur une remise en question des divisions classiques : domaine public *versus*

[17] VOVELLE, Michel, « Des mentalités aux représentations : entretien avec Michel Vovelle », in *Sociétés et Représentations*, n°12, 2001-2002, p. 21.
[18] GEERTZ, Clifford, "Thick Description: Toward an Interpretive Theory of Culture", in GEERTZ, Clifford, *The Interpretation of Cultures: Selected Essays*, New York, Basic Books, 1975, pp. 3-30.
[19] D'autres maintiennent néanmoins une attitude plutôt méfiante à l'égard des hypothèses de Clifford Geertz. C'est le cas de Bruce Cumings qui souligne les dangers de cette tendance à considérer l'idéologie comme pratiquement l'équivalent de la culture. CUMINGS, Bruce, "'Revising Postrevisionism', or, The Poverty of Theory in Diplomatic History", in HOGAN, Michael (éd.), *America in the World. The Historiography of American Foreign Relations since 1941*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, pp. 46-47.
[20] IRIYE, Akira, "Culture and International History", in HOGAN, Michael et PATERSON, Thomas, *Explaining the History*, *op. cit.*, pp. 215-216.
[21] Pour un aperçu de la notion d'idéologie développée par Clifford Geertz, voir son article "Ideology As a Cultural System", in GEERTZ, Clifford, *The Interpretation of Cultures*, *op. cit.*, pp. 193-233.
[22] HUNT, Michael, "Ideology", in HOGAN, Michael et PATERSON, Thomas, *Explaining the History*, *op. cit.*, p. 195.

domaine privé ; culture de masse *versus* culture d'élite ; État *versus* société civile[23]. Néanmoins, tout en réexaminant le rôle du discours hégémonique, cette approche demeure intimement concernée par les comportements des autorités car les « systèmes de signification » – la culture – influencent aussi les attitudes des représentants de chaque pays. Les « décideurs sont eux-mêmes conditionnés par l'imaginaire collectif », nous dit Robert Frank[24]. Dans cette optique, il s'avère que les opérations diplomatiques s'établissent en fonction des penchants identitaires et des visions dominantes vis-à-vis de l'étranger. Comme le souligne Volker Depkat, « la culture ne pourra plus être conçue comme une simple dimension de la politique extérieure mais plutôt comme une véritable condition de possibilité de celle-ci »[25]. En bref, si l'on intègre les éléments de cette seconde acception – un réseau complexe de signes –, l'analyse des relations internationales devra s'enrichir et inclure des réflexions sur les affinités sociales, les représentations collectives et les réactions émotionnelles des ensembles humains étudiés.

Les deux conceptions de culture proposées ici ne s'opposent point. Bien au contraire, les objets susceptibles d'acquérir une connotation idéologique et la configuration d'un « système symbolique » sont des phénomènes qui s'influencent mutuellement. D'une part, la diffusion de productions humaines contribue à construire à l'extérieur des représentations particulières à l'égard du pays émetteur. D'autre part, les perceptions vis-à-vis de l'étranger déterminent le contenu des messages envoyés. Les manifestations propagées par la diplomatie culturelle sont définies et instrumentalisées en fonction des réalités supposées des nations réceptrices. Mais ces spécificités attribuées à « l'autre » appartiennent également au domaine des représentations. Ainsi, l'usage de ces objets symboliques à des fins politiques dépendra des visions associées à la communauté visée. Il nous semble essentiel de souligner les interactions entre ces deux approches car c'est en tenant compte de ce phénomène que nous entreprenons l'analyse de la présence soviétique en Amérique latine et de la façon dont ces influences sont interprétées, voire réappropriées, par les populations de Cuba et du Chili.

Pour finir, les « perspectives culturelles » nous offrent aussi un angle d'attaque pour évaluer l'impact des voyages. Durant la guerre froide, les grandes puissances se soucient d'intensifier les déplacements d'individus afin de faire découvrir les aspects séduisants de leur

[23] ROSENBERG, Emily, "'Foreign Affairs' after World War II: Connecting Sexual and International Politics", in *Diplomatic History*, vol. 18, n°1, 1994, pp. 60-61.
[24] FRANK, Robert, « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 : problèmes et méthodes », in FRANK, Robert (éd.), *Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938*, Paris, CNRS, 1994, p. 6.
[25] DEPKAT, Volker, "Cultural Approaches to International Relations", *op. cit.*, p. 179.

nation. Un système d'accueil sophistiqué est donc mis en place dans le but de propager une image positive, dévoilant l'existence de véritables « techniques d'hospitalité »[26]. Cependant, il serait réducteur de considérer cette question à partir des seuls intérêts officiels. À l'instar de Sylvain Venayre, nous revendiquons une « histoire culturelle du voyage » focalisée sur les sensibilités des acteurs concernés. Notre démarche ne se réduit pas à une description des itinéraires ou aux conditions matérielles des tournées mais elle cherche à dévoiler les effets de la rencontre. Si le périple à l'étranger acquiert un « sens » susceptible de modifier les impressions des individus[27], il peut être à l'origine d'une remise en question des convictions ou d'une réaffirmation des dispositions préalables. François Hartog insiste sur la nécessité de dépasser une histoire de la matérialité du déplacement pour se concentrer sur des aspects symboliques : le voyage est ici conçu comme un « regard » qui engendre un « schéma narratif »[28]. Après avoir clarifié les principales implications conceptuelles que nous attribuons à l'idée de culture, il est désormais possible de retracer la façon dont cette notion a été appliquée au cours du temps à l'analyse des relations internationales pendant la guerre froide.

Les approches culturelles dans l'historiographie de la guerre froide

Aux États-Unis, la fin de la Première Guerre mondiale voit le surgissement de différentes écoles vouées à l'analyse des politiques extérieures. La perspective dite « nationaliste » de Dexter Perkins et Flagg Bemis met l'accent sur les continuités de la diplomatie de Washington et tend à glorifier les principes qui guident les dirigeants avec l'assentiment de leur population. De manière générale, ces chercheurs focalisent leur attention sur les rapports interétatiques et laissent peu de place à des facteurs plus subjectifs. Mais, très vite, un courant dit « progressiste », inspiré des travaux de Charles Beard, conteste ces affirmations. Ce groupe tente d'identifier les fondements du processus décisionnel en soulignant l'importance

[26] HOURMANT, François, *Au pays de l'avenir radieux. Voyages des intellectuels français en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, Paris, Aubier, 2000, p. 128.
[27] VENAYRE, Sylvain, « Présentation : pour une histoire culturelle du voyage au XIX^e siècle », in *Sociétés & Représentations*, n°21, 2006, pp. 5-9.
[28] HARTOG, François, *Mémoire d'Ulysse. Récits sur la frontière en Grèce ancienne*, Paris, Gallimard, 1996, pp. 15-16. De la même manière, des études récentes s'attardent à mesurer l'impact du tourisme, une activité dans laquelle le sujet (le touriste) n'est pas seulement un consommateur de biens ou de services mais surtout un « consommateur de signes ». Voir ROJEK, Chris et URRY, John, "Transformations of Travel and Theory", in ROJEK, Chris et URRY, John (éd.), *Touring Cultures: Transformations of travel and theory*, London, New York, Routledge, 1997.

des conjonctures historiques ainsi que les conflits internes qui démentent l'apparent consensus voulu par les « nationalistes »[29]. Ces approches pionnières influenceront les réflexions des générations ultérieures.

Le courant « réaliste » – aussi qualifié de « traditionaliste » ou encore « d'orthodoxe » – s'inscrit dans la continuité des « nationalistes » et devient la vision dominante des années 1950. Dans une atmosphère de crainte hostile envers le communisme, ces spécialistes aboutissent à des hypothèses qui déculpabilisent les décideurs américains du déclenchement de la guerre froide. Face à la montée des tensions, cette pensée s'érige en fonction des idées soulevées par des politologues influents, dont l'ancien ambassadeur à Moscou George Kennan et son collaborateur Hans Morgenthau. La plupart des représentants de cette tendance sont davantage liés au pouvoir politique qu'aux institutions académiques[30]. Ils se concentrent prioritairement sur le rôle de l'État et les actions des élites tout en minimisant les conséquences des facteurs internes. Leurs analyses, dominées par des considérations militaires, font appel à des catégories géopolitiques (« intérêt national », « équilibre de pouvoir », « rapport de forces », etc.) et minimisent les facteurs culturels ou le rôle des acteurs non-étatiques[31].

Les années 1960 voient apparaître un courant intellectuel qui reprend les arguments des « progressistes » [32] . En s'opposant aux visions bipolaires des relations internationales dominantes au sortir de la Seconde Guerre mondiale, cette génération dite « révisionniste » manifeste un intérêt renouvelé pour les sources internes de la diplomatie. L'accent est mis désormais sur les raisons financières de l'affrontement et sur les tentatives militaristes du « capitalisme ». Le système de la superpuissance se caractérise par sa nature expansionniste, voire belliciste, qui incite les décideurs à sur-dimensionner délibérément le « danger » soviétique. Très critiques à l'égard de Washington, les « révisionnistes » sont convaincus que la responsabilité du déclenchement de la guerre froide repose sur les machinations de la

[29] HOGAN, Michael et PATERSON, Thomas, "Introduction", in HOGAN et PATERSON, *Explaining the History*, *op. cit.*, pp. 1-2.
[30] CUMINGS, Bruce, "'Revising Postrevisionism'", *op. cit.*, p. 31.
[31] Aujourd'hui, bien que la grande majorité des historiens occidentaux partagent une vision critique vis-à-vis des « traditionnalistes », certains se réclament encore héritiers de cette pensée. C'est le cas de Douglas Macdonald qui prétend que les nouvelles sources d'archives confirment que l'Union soviétique constituait de fait une menace expansionniste. Il s'oppose ainsi aux arguments qui visent à relativiser la dimension réelle du danger communiste et critique ceux qui ont tendance à exagérer les facteurs internes. MACDONALD, Douglas, "Communist Bloc Expansion in the Early Cold War. Challenging Realism, Refuting Revisionism", in *International Security*, vol. 20, n°3, 1995-1996, pp. 152-188.
[32] Pour un très bon aperçu des rapports entre l'école « progressiste » d'entre-deux-guerres et les tendances « révisionnistes » des années 1960, voir HUNT, Michael, "The Long Crisis in U.S. Diplomatic History: Coming to Closure", in HOGAN, Michael, *America in the World*, *op. cit.*, pp. 104-111.

Maison-Blanche[33]. Cette approche aboutit à une réévaluation de l'idéologie, un facteur décisif pour comprendre la politique étatsunienne : les leaders cherchent coûte que coûte à agir en fonction de l'intérêt national et d'une vision cohérente du système global[34]. Le plus célèbre des « révisionnistes » est sans doute William Appleman Williams[35], auteur de l'ouvrage *The Tragedy of American Diplomacy* (1959). L'historien passe en revue les intérêts visant à imposer un équilibre international favorable à son pays et étant à l'origine du caractère « tragique » de la diplomatie américaine[36]. On a souvent reproché à cette génération d'exagérer la place des mobiles financiers et de sous-estimer la responsabilité des nations étrangères, en particulier de l'URSS, dans le déroulement des tensions Est-Ouest. Cependant, le « déterminisme économique » n'est pas la notion essentielle qui définit la pensée des « révisionnistes ». Ce sont plutôt les connexions entre politique étrangère, facteurs domestiques et perception du monde qui constituent le fondement de la doctrine de Washington[37]. Probablement sans en être tout à fait conscients, les représentants de ce courant soulèvent des questions clés des approches culturelles. En s'interrogeant sur les moteurs internes de l'action internationale, ils s'intéressent à des problématiques liées aux caractéristiques identitaires du peuple américain. Pour Melvyn Leffler, leur mérite est de comprendre que la politique étatsunienne était indissociable du besoin de préserver un style de vie occidental (*a way of life*)[38].

Toutefois, ce n'est pas aux États-Unis mais en France que l'on introduit une véritable dimension culturelle. L'initiative vient de deux grands historiens, Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle, qui rédigent en 1964 un ouvrage précurseur : *Introduction à l'histoire des relations internationales*. Pour ces Français, les rapports entre pays ne peuvent pas être réduits à de simples connexions interétatiques. Ils soulignent l'existence de « forces profondes », conçues comme des conditions structurelles qui « ont formé le cadre des relations entre les groupes humains et, pour une large part, déterminé leur caractère »[39]. Dans

[33] GROSSER, Pierre, *Les temps de la guerre froide. Réflexions sur l'histoire de la guerre froide et sur les causes de sa fin*, Bruxelles, Complexe, 1995, pp. 134 et 150.
[34] HOGAN, Michael et PATERSON, Thomas, "Introduction", in HOGAN, Michael et PATERSON, Thomas, *Explaining the History*, pp. 4-5.
[35] D'autres intellectuels importants appartenant à ce courant peuvent être également mentionnés, notamment Gar Alperovitz, Walter LeFeber, Gabriel Kolko et Lloyd Gardner.
[36] APPLEMAN WILLIAMS, William, *The Tragedy of American Diplomacy*, Cleveland, New York, The World Publishing Company, 1959, pp. 12-14 et 206-207.
[37] KUKLICK, Bruce, "Commentary: Confessions of an Intransigent Revisionist about Cultural Studies", in *Diplomatic History*, vol. 18, n°1, 1994, p. 121.
[38] LEFFLER, Melvyn, "New Approaches, Old Interpretations, and Prospective Reconfigurations", in HOGAN, Michael, *America in the World*, *op. cit.*, p. 90.
[39] RENOUVIN, Pierre et DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1964, pp. 1-4.

cette interprétation novatrice, les représentations de « l'autre », le poids des mythes, les stéréotypes ou la psychologie collective, jouent un rôle primordial. En bref, P. Renouvin et J.-B. Duroselle se trouvent parmi les premiers à faire de la culture un pilier essentiel des politiques extérieures, ce qui contribue à élargir les facteurs explicatifs et, par extension, les caractéristiques même du système-monde[40]. Dans un article rédigé en 2003, Robert Frank rend compte de la portée des hypothèses des deux historiens qui ont « regardé la culture comme facteur […] hors des domaines de l'État ». Leur importance, poursuit R. Frank, est d'avoir pris en considération « tous les types de relations culturelles […] qu'elles soient conduites par des instances politiques officielles ou qu'elles suivent les chemins tracés par les sociétés civiles »[41].

Ces idées ont encouragé toute une série d'intellectuels francophones à croiser les méthodes des internationalistes avec les approches des historiens de la culture. C'est le cas de Pierre Milza, organisateur en 1980 d'un colloque consacré à ces questions. Dans un premier temps, il déplore le manque d'intérêt suscité par la culture et croit nécessaire de définir cette notion à travers une approche sémiotique empruntée à l'anthropologie : « la production, la diffusion et la consommation des objets symboliques créés par une société ». Dans son raisonnement, ce facteur constitue un agent clé des relations inter-sociétales dans la mesure où il « façonne les mentalités et oriente le sentiment public »[42]. Dès lors, les échos du colloque animé par Pierre Milza se font largement sentir. En 1981, une thèse d'Albert Salon se focalise sur l'action culturelle de l'État ; quelques années plus tard, Antoine Marès étudie l'influence du Service d'œuvre à l'étranger pendant que Jean Baillou se penche sur la diplomatie culturelle de la France. Des initiatives semblables sont menées par Corine Defrance, Annie Guénard, François Roche, Bernard Piniau et Gabriel Beis au début des années 1990[43]. Plus récemment, ces questions ont été abordées au cours de deux journées d'études ayant eu lieu à Paris à la mi-2003 et qui ont abouti à des publications dans les pages de *Relations Internationales*. En 2008, Jean-François Sirinelli et Georges-Henri Soutou éditent un volume intitulé *Culture et*

[40] Pour ce dernier point, voir l'ouvrage récent, véritable percée en matière de théorie sur l'histoire des relations internationales, de FRANK, Robert (éd.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012. Relevons en particulier le premier chapitre : « L'historiographie des relations internationales : des 'écoles' nationales », pp. 5-40.
[41] FRANK, Robert, « Introduction », in *Relations Internationales*, n°115, 2003, p. 319.
[42] MILZA, Pierre, « Culture et relations internationales », in *Relations Internationales*, n°24, 1980, p. 24.
[43] FRANK, Robert, « Introduction », *op. cit.*, p. 320.

guerre froide[44]. Un an plus tard, un ouvrage est consacré aux contacts artistiques, scientifiques et intellectuels dans l'Europe de l'après-guerre[45].

Au cours des années 1970 et 1980, dans un contexte international marqué par la Guerre du Viêt-Nam, se développe une tendance « post-révisionniste », caractérisée par la multiplication des approches pragmatiques et par un recul de l'importance attribuée aux engagements idéologiques. Ce courant ambitionne de produire une synthèse judicieuse entre la pensée « orthodoxe » et « révisionniste »[46]. En accentuant les facteurs contingents qui expliquent l'origine de la guerre froide, ces chercheurs subordonnent les convictions politiques aux facteurs stratégiques de l'affrontement. Pour eux, la priorité des autorités américaines, conditionnées par les contraintes du système international, est de contenir la menace du communisme[47]. L'accent est mis sur les objectifs militaires et sur d'autres catégories stratégiques telles que « sécurité nationale » ou « intérêt vital »[48]. Ce renouvellement historiographique stimule la parution d'analyses concevant la culture comme une « force sous-jacente de la diplomatie »[49]. Les relations artistiques ou scientifiques sont désormais comprises selon leur définition traditionnelle, c'est-à-dire comme des transferts d'outils symboliques, esthétiques aussi bien qu'intellectuels, destinés à propager des influences[50]. Films, œuvres littéraires, photographies ou tableaux peuvent donc devenir des instruments de propagande. C'est ce qui a été traditionnellement qualifié de « diplomatie culturelle ». Mais, vers la fin des années 1980, cette conception insistant sur l'instrumentalisation de l'art commence à être remise en question.

Après la chute de l'URSS, une jeune génération de chercheurs, de part et d'autre de l'océan Atlantique, s'efforce d'appliquer à l'étude des relations internationales des

---

[44] SIRINELLI Jean-François et SOUTOU, Georges-Henri, *Culture et Guerre froide, op. cit.*
[45] FLEURY, Antoine et JÍLEK, Lubor, *Une Europe malgré tout, op. cit.*
[46] GADDIS, John Lewis, "The Emerging Post-Revisionist Synthesis on the Origins of the Cold War", in *Diplomatic History*, vol. 7, n°3, 1993, pp. 171-172.
[47] LEFFLER, Melvyn, "Review Essay. The Cold War: What Do 'We Now Know'?", in *The American Historical Review*, vol. 104, n°2, 1999, p. 503.
[48] Parmi les postulats les plus influents de cette tendance, celui du Norvégien Geir Lundestad mérite d'être signalé : tandis que le Kremlin impose de façon brutale son empire totalitaire, l'expansion des États-Unis s'explique par les encouragements des nations étrangères qui souhaitent vivement la protection et l'aide financière de Washington. La présence globale de la puissance de l'Ouest est donc le résultat de la volonté des gouvernements occidentaux, désireux de satisfaire leurs intérêts domestiques. LUNDESTAD, Geir, "Empire by Invitation? The United States and Western Europe, 1945-1952", in *Journal of Peace Research*, vol. 23, n°3, 1986, pp. 263-277.
[49] GIENOW-HECHT, Jessica, "'How Good Are We?' Culture and the Cold War", in KRABBENDAM, Hans et SCOTT-SMITH, Giles (éds.), *The Cultural Cold War in Western Europe. 1945-1960*, London, Frank Cass, 2003, p. 273.
[50] ORY, Pascal, « De la diplomatie culturelle à l'acculturation », in *Relations Internationales*, n°116, 2003, p. 479.

perspectives renouvelées, ce qui débouche sur un élargissement de la notion de culture. Une vague de contributions – provenant de disciplines aussi diverses que la sociologie, la littérature, le journalisme et l'histoire – font des approches culturelles leur angle d'attaque privilégié. Le but est de dévoiler la richesse de ce phénomène en allant au-delà des rapports interétatiques pour se focaliser sur les facteurs sociaux ou émotionnels[51]. De surcroît, cette tendance, qui continue à produire d'excellentes contributions de nos jours[52], s'accompagne aussi d'un retour aux « paradigmes idéologiques »[53], visiblement minimisés dans les années 1970 et 1980. Dans un conflit où l'objectif principal est de « convertir » les habitants du monde pour faire triompher le modèle défendu, les sensibilités sociales et les engagements profonds acquièrent une dimension incontournable pour comprendre la logique atypique de l'affrontement. Mais l'idéologie ne peut pas être appréhendée en dehors du contexte social dans lequel elle se façonne. Les perceptions qui déterminent les politiques officielles, on l'a vu, se fondent sur les caractéristiques supposées de la communauté à atteindre : la prise de décisions demeure en ce sens inséparable du cadre culturel qui l'engendre.

Sur cette base, les chercheurs de l'après-guerre froide qui ont pu bénéficier de l'ouverture des archives, tant en Russie[54] qu'aux États-Unis, peuvent commencer à s'intéresser à des aspects jusqu'alors peu abordés. Ils s'occupent non seulement de l'action des élites mais aussi

[51] GIENOW-HECHT, Jessica, "Introduction. On the Division of Knowledge and the Community of Thought: Culture and International History", in GIENOW-HECHT, Jessica et SCHUMACHER, Frank, *Culture and International History*, *op. cit.*, p. 9.

[52] Outre les études déjà citées, et sans vouloir être exhaustif, les publications suivantes s'inscrivent aussi dans cette nouvelle approche culturelle : CAUTE, David, *The Dancer Defects: the Struggle for the Cultural Supremacy during the Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 2003 ; DUBOSCLARD, Alain, GRISON, Laurent, JEAN-PIERRE, Laurent [et al.], *Entre rayonnement et réciprocité. Contributions à l'histoire de la diplomatie culturelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002 ; GOULD-DAVIES, Nigel, "The Logic of Soviet Cultural Diplomacy", in *Diplomatic History*, vol. 27, n°2, 2003, pp. 193-214 ; HAUSER, Claude, LOUÉ, Thomas, MOLLIER, Jean-Yves et VALLOTTON, François, *La diplomatie par le livre : réseaux et circulation internationale de l'imprimé de 1880 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde, 2011 ; HIXSON, Walter, *Parting the Curtain. Propaganda, Culture and the Cold War, 1945-1961*, New York, St. Martins's Griffin, 1998 ; KOZOVOÏ, Andreï, *Par-delà le mur : la culture de guerre froide soviétique entre deux détentes*, Bruxelles, Complexe, 2009 ; KUZNICK, Peter et GILBERT, James (éds.), *Rethinking Cold War Culture*, Washington D. C., Smithsonian, 2010 ; MAJOR, Patrick et MITTER, Rana, *Across the Blocs: Cold War Cultural and Social History*, London, Frank Cass, 2004 ; MARÈS, Antoine, « La culture comme instrument de la politique extérieure des démocraties populaires : l'exemple franco-tchécoslovaque », in *Relations Internationales*, n°115, 2003, pp. 425-436 ; PREVOTS, Naima, *Dance for Export. Cultural Diplomacy and the Cold War*, Middletown, Wesleyan University Press, 2001 ; SHAW, Tony, *Cinematic Cold War: the American and Soviet Struggle for Hearts and Minds*, Kansas, University Press of Kansas, 2010 ; WHITFIELD, Stephen, *The Culture of the Cold War*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1996 ; YALE, Richmond, *Cultural Exchange and the Cold War: Raising the Iron Curtain*, University Park, The Pennsylvania State University Press, 2003.

[53] Pour une explication de la pertinence des « approches idéologiques » de la guerre froide, voir GOULD-DAVIES, Nigel, "Rethinking the Role of Ideology in International Politics during the Cold War", in *Journal of Cold War Studies*, vol. 1, n°1, 1999, pp. 90-109 et WESTAD, Odd Arne, "The New International History of the Cold War: Three (Possible) Paradigms", in *Diplomatic History*, vol. 24, n°4, 2000, pp. 551-565.

[54] Voir le numéro spécial de la revue *Diplomatic History*, vol. 21, n°2, 1997, notamment HASLAM, Jonathan, "Russian Archival Revelations and Our Understanding of the Cold War", pp. 217-228 ; GARTHOFF, Raymond, "Some Observations on Using the Soviet Archives", pp. 243-257.

des phénomènes de réception, voire de détournement, de la culture officielle. Cette nouvelle posture intellectuelle se matérialise par des travaux examinant des questions souvent négligées, comme le rôle de l'opinion publique[55] ou le rapport entre politique étrangère et problèmes de genre[56]. D'autres, conscients que les relations dépassent les simples contacts intergouvernementaux, orientent leurs recherches sur la place des institutions privées[57]. En bref, ce « tournant culturel » modifie les visions prédominantes et élargit amplement les perspectives en vogue au cours de la guerre froide. Ces réflexions introduisent des problématiques originales (la place des représentations et des facteurs émotionnels), interrogent des sources auparavant inaccessibles, explorent le rôle d'acteurs moins visibles (artistes, touristes, organisations non-étatiques, etc.) et soulèvent des questions traditionnellement marginalisées[58]. Si nous insistons ici sur ces démarches récentes, c'est qu'à nos yeux elles contribuent à une meilleure compréhension du phénomène qui est au cœur de notre travail : les relations culturelles pendant la guerre froide et leurs répercussions sur les représentations locales. Il nous semble donc important de signaler que nous nous sentons redevable envers cette approche conceptuelle et méthodologique[59].

Si ces efforts ont abouti à des examens approfondis de la présence culturelle des États-Unis ou de la place de pays tels que la France, l'Italie ou l'Angleterre dans l'imaginaire des sociétés étrangères, il en va autrement pour le reste du monde. Dans la structuration de ce que

[55] SMALL, Melvin, "Public Opinion", in HOGAN, Michael et PATERSON, Thomas, *Explaining the History*, *op. cit.*, pp. 165-176 et FILENE, Peter, "'Cold War Culture' Doesn't Say It All", in KUZNICK, Peter et GILBERT, James, *Rethinking Cold War Culture*, *op. cit.*, pp. 156-174.

[56] MAY, Elaine, "Commentary: Ideology and Foreign Policy: Culture and Gender in Diplomatic History", in *Diplomatic History*, vol. 18, n°1, 1994, pp. 71-78 ; MEYEROWITZ, Joanne, "Sex, Gender, and the Cold War Language of Reform", in KUZNICK, Peter et GILBERT, James, *Rethinking Cold War Culture*, *op. cit.*, pp. 106-123.

[57] HOGAN, Michael, "Corporatism", in HOGAN, Michael et PATERSON, Thomas, *Explaining the History*, *op. cit.*, pp. 226-236 ; LUCAS, Scott, "'Total Culture' and the State-Private Network: A Commentary", in GIENOW-HECHT, Jessica et SCHUMACHER, Frank, *Culture and International History*, *op. cit.*, pp. 199-207.

[58] GRIFFITH, Robert, "The Cultural Turn in Cold War Studies", in *Reviews in American History*, vol. 29, n°1, 2001, p. 150.

[59] Parmi les tendances récentes qui ont porté attention aux problèmes des relations internationales, nous pouvons également mentionner un courant minoritaire mais vigoureux qualifié de « postmoderniste ». Influencés par des philosophes français tels que Michel Foucauld, Jacques Derrida et Jean Baudrillard, ces intellectuels soulignent le rôle des discours. Selon eux, notre connaissance de la réalité est toujours « textualisée », c'est-à-dire qu'elle ne pourra jamais être intégralement appréhendée en dehors des pratiques linguistiques dominantes. Les politiques étrangères sont des constructions rhétoriques qui nous empêchent d'identifier des certitudes absolues. Les « postmodernistes » accentuent donc les manifestations du « pouvoir » et la façon dont les discours sont manipulés pour légitimer une structure de domination (en créant, par exemple, des hiérarchies binaires : centre / périphérie, civilisation / barbarie, liberté / despotisme). Ainsi, les questions liées à la culture semblent être évitées par peur d'essentialiser cette notion et de la transformer en un autre « discours de légitimité ». Voir NINKOVICH, Frank, "Interests and Discourse in Diplomatic History", in *Diplomatic History*, vol. 13, n°2, 1989, pp. 135-161 ; NINKOVICH, Frank, "Review Assay: No Post-Mortems for Postmodernism, Please", in *Diplomatic History*, vol. 22, n°3, 1998, pp. 451-466. D'autres réflexions intéressantes sont abordées par DEPKAT, Volker, "Cultural Approaches to International Relations", *op. cit.*, pp. 183-186.

nous qualifions de « guerre pour les idées », dans laquelle les rapports intellectuels ou artistiques sont appelés à jouer un rôle majeur, l'Amérique latine ne s'est pas encore imposée comme objet d'étude prioritaire. Ces carences historiographiques se reflètent aussi dans l'état précaire de la recherche concernant les multiples facettes des connexions tissées entre le sous-continent et l'Union soviétique.

Pourquoi l'Amérique latine ? : Dettes et limites de l'historiographie

Discerner les principales problématiques soulevées par les spécialistes des relations soviéto-latino-américaines est un exercice essentiel. Cette démarche nous permettra, d'une part, d'identifier les questions récurrentes et rarement renouvelées et, d'autre part, de mieux comprendre pourquoi cet objet d'étude demeure dans un état précaire. Considérée comme une « zone d'influence » étatsunienne, cette région a été insuffisamment incorporée dans les débats historiographiques autour des grands enjeux de la guerre froide[60]. Ceux qui se sont penchés sur ces sujets ont eu tendance à se limiter aux liens purement politico-diplomatiques sans aborder le rôle des acteurs non officiels, les interactions culturelles ou les questions liées aux représentations sociales. Deux obstacles majeurs expliquent le caractère fragmentaire des analyses : les vicissitudes d'ordre idéologique, qui ont longtemps conditionné les perspectives dominantes, et l'extrême dépendance vis-à-vis des sources périodiques ou émanant d'institutions nord-américaines. Ainsi, et malgré quelques contributions récentes qui annoncent un renouvellement souhaitable[61], la plupart des monographies ne parviennent pas à nous offrir un tableau satisfaisant de ces relations.

Par ailleurs, l'hégémonie des historiens et des politologues étatsuniens est écrasante : non seulement parce que l'impact de la guerre froide en Amérique latine a souvent été évalué sous l'angle de la diplomatie de Washington mais aussi parce que ce sont les chercheurs

[60] JOSEPH, Gilbert, "What We Know and Should Know: Bringing Latin America More Meaningfully into Cold War Studies", in GILBERT, Joseph et SPENCER, Daniela (éds.), *In From the Cold: Latin America's New Encounter with the Cold War*, Durham, Duke University Press, 2008, pp. 9-10.

[61] Parmi les contributions qui tentent d'appliquer des nouvelles approches nous pouvons mentionner : FURSENKO, Aleksandr et NAFTALI, Timothy, *"One Hell of Gamble": Khrushchev, Castro, and Kennedy, 1958-1964*, New York, Norton, 1997 ; RUPPRECHT, Tobias, "Socialist high modernity and global stagnation: a shared history of Brazil and the Soviet Union during the Cold War", in *Journal of Global History*, n°6, 2011, pp. 505-528 ; GORSUCH, Anne, "'Cuba, My Love': The Romance of Revolutionary Cuba in the Soviet Sixties", in *American Historical Review*, vol. 120, n°2, 2015, pp. 497-526.

américains qui ont le plus publié sur la « pénétration soviétique » dans leur « arrière-cour ». L'un des facteurs de ce déséquilibre est lié à la proximité géographique et linguistique. Dès les années 1960, des collaborations entre institutions du nord et du sud du continent se mettent en place débouchant sur des programmes destinés à financer des travaux sur le terrain. De fait, il s'avère que les universités anglo-saxonnes sont à l'origine de la grande majorité des publications en la matière. Cependant, ces études n'adoptent pas toujours une méthode rigoureuse et témoignent des sensibilités idéologiques du contexte. Souvent rédigées par des agents diplomatiques, ces œuvres cherchent avant tout à démontrer la supériorité du modèle libéral et à condamner les interventions du Kremlin.

Le caractère des sciences humaines en URSS doit aussi être souligné. Dans une nation où la pratique de l'histoire, on l'a vu, reste attachée aux impératifs politiques, les possibilités de mener des recherches sérieuses sont découragées. Même si l'évolution des sociétés latino-américaines a suscité un certain nombre de débats parmi les politologues[62], les ouvrages édités en URSS se contentent de tracer des descriptions chronologiques des rapports bilatéraux, souvent traversées de « leçons anti-impérialistes »[63].

Malgré ces limites manifestes, les années 1960 voient apparaître les premiers efforts en vue d'éclaircir les relations entre Moscou et le territoire d'outre-mer. Alarmés par le rapprochement du gouvernement castriste avec le monde de l'Est, les spécialistes américains conçoivent les premières synthèses sur la politique soviétique en Amérique latine. En 1965, Roger Hamburg fait paraître un ouvrage pionnier bien que visiblement imprégné de préjugés idéologiques[64]. Il est suivi deux ans plus tard d'un article qui révèle les principales hypothèses évoquées par cette génération. Son auteur, Herbert Dinerstein, se focalise sur les dirigeants communistes et minimise le rôle des acteurs latino-américains. Ces réflexions, produites à partir de la presse soviétique, adoptent une approche pragmatique qui réduit la nature des relations aux considérations stratégiques de la superpuissance. Dans un territoire contrôlé par la proximité géographique des États-Unis, un facteur clé qui restreint sévèrement les ambitions des socialistes, Moscou est contraint de définir une politique d'intervention

[62] Jerry Hough explique cette situation par le fait que l'Amérique latine ne constituait pas un objet d'intérêt prioritaire pour les décideurs soviétiques. HOUGH, Jerry, "The Evolving Soviet Debate on Latin America", in *Latin America Research Review*, vol. 16, n°1, 1981, pp. 124-125.
[63] Voir, par exemple, l'ouvrage de SIZONENKO, Alexander, *La URSS y Latinoamérica: Ayer y hoy*, Moscú, Progreso, 1972.
[64] HAMBURG, Roger, *The Soviet Union and Latin America, 1953-1963*, Ann Arbor, University Microfilms, 1965.

« réaliste »[65]. Il est important d'insister sur ce point puisqu'il sera systématiquement soulevé dans les études ultérieures[66].

Les années 1970 débutent avec la sortie de deux recueils de documents soviétiques composés essentiellement d'articles et de déclarations officielles. Il s'agit d'un premier volume édité par le spécialiste Gregory Oswald[67] et d'un second, dirigé par le diplomate britannique Stephen Clissold[68]. Malgré le biais inhérent à ce genre d'exercices, ces traductions exercent un impact sur la communauté historienne occidentale et expliquent en partie la multiplication des travaux dans ce domaine. En facilitant l'accès à des textes écrits en russe, ces ouvrages favorisent un certain renouvellement thématique. C'est ainsi que surgissent les premières interprétations des liens non diplomatiques, ce qui se traduit par des questions inédites, comme par exemple celle des échanges culturels. Outre la plus grande variété des sujets abordés, c'est aussi à cette époque que nous identifions une volonté d'examiner des cas précis, dévoilant l'existence d'une politique spécifique du Kremlin envers les nations du continent. Bien entendu, ce sont les relations soviéto-cubaines qui suscitent le plus d'intérêt, mais d'autres réalités font également l'objet d'une attention soutenue, en particulier le Chili, le Brésil et le Mexique.

Un projet collectif dirigé par Gregory Oswald en collaboration avec l'historien Anthony Strover témoigne de cette diversification. Paru en 1970, puis traduit en espagnol deux ans plus tard[69], le texte surprend par la modernité de ses réflexions. Les auteurs ne se bornent pas à exposer les enjeux politiques mais accentuent les particularités régionales et le rôle joué par les autorités latino-américaines. Outre la traduction d'un article signé par un spécialiste de l'Université Lomonossov[70], la contribution de Bayram Riza et Catherine Quirk sur les contacts culturels mérite d'être évoquée. Loin de concevoir la montée des échanges comme le simple résultat de la propagande du Kremlin, ils énoncent des facteurs nouveaux tels que les

[65] DINERSTEIN, Herbert, "Soviet Policy in Latin America", in *The American Political Science Review*, vol. 61, n°1, 1967, pp. 80-90.
[66] Le Péruvien Carlos Muñiz, ancien étudiant de l'Université Patrice Lumumba, publie en 1968 un petit livre qui retrace brièvement l'évolution des rapports bilatéraux à partir de la Révolution d'Octobre. L'objectif principal de son auteur n'est pas d'offrir une vision objective des relations mais d'encourager les liens commerciaux entre l'URSS et l'Amérique latine. Notons que le dernier chapitre s'intitule à dessein : *¿Por qué es conveniente para América Latina comerciar con la URSS ?* (« Pourquoi est-il opportun que l'Amérique latine établisse des liens commerciaux avec l'URSS ? »). MUÑIZ, Carlos, *La URSS y América Latina (50 años de relaciones diplomáticas y económicas)*, Lima, Francisco Moncloa, 1968.
[67] OSWALD, Gregory (éd.), *Soviet Image of Contemporary Latin America: A Documentary History, 1960-1968*, Austin, Texas Press, 1970.
[68] CLISSOLD, Stephen (éd.), *Soviet Relations with Latin America, 1918-68: a Documentary Survey*, London-New York-Toronto, Oxford University Press, 1970.
[69] OSWALD, Gregory et STROVER, Anthony (éds.), *La Unión Soviética y la América Latina*, México D.F., Letras, 1972.
[70] VOLSKY, Viktor, "La nueva etapa de la lucha de los pueblos", in *Ibid*., pp. 88-93.

motivations des populations locales, les actions des instituts « d'amitié » et la soif de connaître d'autres horizons dans un monde où les déplacements de part et d'autre du « rideau de fer » étaient plutôt rares[71]. C'est notamment pour cela que cette compilation constitue à notre avis l'œuvre la plus éclairante de cette période.

D'autres travaux moins stimulants voient également le jour : la revue *World Affairs* publie en 1972 un papier du politologue Ronald Pope. L'auteur ne modifie pas l'état des connaissances mais offre une bonne synthèse des points essentiels relevés jusqu'alors[72]. Comme la plupart de ses contemporains, il met en lumière les raisons des limites de l'engagement du Kremlin (la « fatalité géographique », l'incompatibilité économique, le nationalisme exacerbé des Latino-américains) et privilégie une approche pragmatique : afin de ne pas déclencher une confrontation majeure avec Washington, les autorités de l'URSS préfèrent assister des gouvernements « progressistes », menant une politique extérieure indépendante, plutôt que de soutenir des régimes ouvertement de gauche[73]. Un an plus tard, l'ouvrage collectif édité par Donald Herman introduit une problématique essentielle et peu développée auparavant : les conséquences de la fragmentation du communisme international[74]. En effet, la rupture sino-soviétique et le « défi castriste » des années 1960 engendrent des polémiques concernant les « voies révolutionnaires » qui ajoutent « de nouvelles dimensions à l'essor du communisme »[75]. Face au morcèlement des influences idéologiques, ce volume se penche sur la forme que l'affrontement Est-Ouest prend dans certains États (Chili, Venezuela, Guatemala, Uruguay, Mexique, Brésil et, bien sûr, Cuba).

Si cette dernière contribution laisse espérer une évolution positive, d'autres ne constituent que le reflet des intérêts politiques de Washington. James Theberge, futur ambassadeur américain au Nicaragua et au Chili, ne cherche guère à proposer de nouvelles pistes mais préfère plutôt mettre en valeur des épisodes controversés (expulsions de diplomates, opérations secrètes du KGB, « interventions navales » du Kremlin[76]). Notons que l'un de ses livres sera publié par la maison d'édition du régime militaire de Pinochet[77]. Suivant cette

[71] RIZA, Bayram et QUIRK, Catherine, "Relaciones culturales entre la Unión Soviética y América Latine", in *Ibid*., pp. 39-51.
[72] POPE, Ronald, "Soviet Foreign Policy toward Latin America", in *World Affairs*, vol. 135, n°2, 1972, pp. 139-170.
[73] *Ibid*., pp. 161-165.
[74] HERMAN, Donald (éd.), *The Communist Tide in Latin America: a Selected Treatment*, Austin, The University of Texas, 1973.
[75] HERMAN, Donald, "Introduction", in *Ibid*., p. 9.
[76] Sur ce point, voir THEBERGE, James (éd.), *Soviet Seapower in the Caribbean: Political and Strategic Implications*, New York, Praeger, 1972.
[77] THEBERGE, James, *Presencia soviética en América Latina*, Santiago, Editorial Gabriela Mistral, 1974.

tendance, deux auteurs, dont l'ancien fonctionnaire diplomatique à Moscou Morris Rothenberg, font paraître un volume éloquemment intitulé *Soviet Penetration of Latin America*[78]. Mais ici, contrairement à grand nombre de travaux précédents, l'Amérique latine n'est pas conçue comme un territoire marginal de la diplomatie de Moscou. Pour accentuer l'ampleur et les risques de la « pénétration soviétique », les deux collègues considèrent que le sous-continent est devenu un enjeu « important dans la lutte globale anti-impérialiste que le Kremlin aspire à diriger contre les États-Unis et l'Ouest en général »[79]. Dans cette optique, ils estiment que l'accroissement de la « propagande » culturelle est un phénomène corroborant leurs impressions[80].

La seconde moitié des années 1970 inaugure une « phase de silence ». Plusieurs facteurs peuvent nous aider à comprendre le repli soudain des travaux sur les relations URSS-Amérique latine. Ce phénomène est indissociable des évolutions internes du continent. De fait, entre 1973 et 1975, deux événements dramatiques marquent une brusque interruption de la coopération avec Moscou. Premièrement, le coup d'État militaire qui renverse en septembre 1973 le gouvernement du socialiste Salvador Allende, entraînant la cessation immédiate des liens diplomatiques avec l'URSS. Les affinités idéologiques entre Allende et les autorités soviétiques avaient fait du Chili un cas d'étude privilégié[81]. Deuxièmement, en août 1975, le Péruvien Juan Velasco Alvarado est écarté du pouvoir, signant ainsi la fin d'un gouvernement réformiste instauré en 1968. Même si le président Velasco Alvarado rejette l'idéologie communiste, il opte pour une politique d'ouverture internationale afin de minimiser la dépendance envers les États-Unis et accepte, en 1969, d'établir des relations officielles avec Moscou. Les échanges entre les deux pays se diversifient (y compris l'envoi

[78] GOURÉ, Leon et ROTHENBERG, Morris, *Soviet Penetration of Latin America*, Miami, University of Miami, 1975.
[79] *Ibid*., p. VI.
[80] Nous n'avons pas voulu décrire en détail l'ouvrage de Stephen Cheston et Bernard Loeffke car, comme les auteurs le reconnaissent eux-mêmes, leur intention n'est pas d'offrir de nouveaux éléments à l'analyse mais plutôt de rendre accessible pour un public plus large des informations générales. Les rédacteurs éclaircissent néanmoins des aspects complexes liés à l'appareil diplomatique de Moscou. La volonté de vulgarisation de l'ouvrage constitue un signe révélateur témoignant de l'intérêt croissant envers les relations soviéto-latino-américaines. CHESTON, Stephen et LOEFFKE, Bernard, *Aspects of Soviet Policy toward Latin America*, New York, MSS Information Corporation, 1974.
[81] Voir les chapitres consacrés aux rapports Chili-URSS : THEBERGE, James, *Presencia soviética en América Latina, op. cit.*, pp. 107-127 ; GOURÉ, Leon et ROTHENBERG, Morris, *Soviet Penetration of Latin America, op. cit.*, pp. 97-125, l'article de SIGMUND, Paul, "The 'invisible Blockade' and the Overthrow of Allende", in *Foreign Affairs*, vol. 52, n°2, 1974, pp. 322-340 et celui concernant l'administration du prédécesseur d'Allende, le démocrate-chrétien Eduardo Frei : HAMBURG, Roger, "Soviet Foreign Policy, the Church, the Christian Democrats, and Chile", in *Journal of Inter-American Studies*, vol. 11, n°4, 1969, pp. 605-615.

d'armes), faisant du Pérou « une partie de la stratégie » globale de l'URSS[82]. Le coup d'État en 1975 conduit à un recul progressif de la présence soviétique dans le territoire péruvien. Ces deux interventions, ajoutées à la « normalisation » des relations entre Moscou et La Havane suite à une phase conflictuelle marquée par les désaccords stratégiques (1962-1968), nous aident à comprendre la baisse frappante de l'intérêt académique envers le sujet qui nous occupe. De surcroît, l'autoritarisme des dictatures des années 1970 entrave la possibilité d'effectuer des recherches concernant l'URSS, une nation considérée désormais comme un ennemi idéologique menaçant[83].

Signalons toutefois que ce « silence » concerne moins le cas cubain que les autres pays du continent. Les rapports entre Moscou et La Havane ont toujours attiré l'attention des chercheurs bien que la fin des divergences politiques à partir de 1968 ait visiblement affaibli l'effervescence intellectuelle de la décennie précédente[84]. Le livre de Jacques Lévesque, consacré aux perceptions soviétiques de la Révolution cubaine, mérite néanmoins d'être évoqué. Fondé sur un corpus de sources écrites en russe, l'historien canadien parvient à identifier les principales étapes des relations réciproques et est le premier à se focaliser sur le regard des dirigeants du Kremlin[85]. Suivant une méthode similaire, Jerry Hough rédige un article visant à repérer dans la presse moscovite les principaux débats sur l'évolution des États du Nouveau Monde[86]. Il n'est pas surprenant de constater que les rares publications de cette période se concentrent sur le discours de la superpuissance. Dans un contexte qui décourage la recherche sur le territoire latino-américain, l'intérêt des spécialistes a naturellement tendance à se déplacer vers le bloc de l'Est.

Dès 1983, date à laquelle un ouvrage classique de Cole Blasier est publié, l'activité académique se ranime. L'Américain, qui a pu mener de longs séjours de recherche à Moscou, semble aller dans une toute autre direction que celle de ses collègues. Loin de réduire le phénomène aux seuls contacts diplomatiques, il souligne les facteurs politiques et

[82] BERRÍOS, Rubén et BLASIER, Cole, "Peru and the Soviet Union (1969-1989): Distant Partners", in *Journal of Latin American Studies*, vol. 23, n°2, 1991, p. 366.
[83] Outre le Chili et le Pérou, entre 1973 et 1976, des coups d'État militaires se produisent en Argentine et en Uruguay, transformant le Cône Sud en une zone dominée par des régimes autoritaires anti-communistes.
[84] Voir notamment les ouvrages de JACKSON, Bruce, *Castro, the Kremlin, and communism in Latin America*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1969 ; SUÁREZ, Andrés, *Cuba: Castroism and Communism, 1959-1966*, London, M.I.T. Press, 1969 ; TORRES RAMÍREZ, Blanca, *Las relaciones cubano-soviéticas, 1959-1968*, México D.F., El Colegio de México, 1971.
[85] LÉVESQUE, Jacques, *L'URSS et la révolution cubaine*, Paris, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques ; Montréal, Presse de l'Université de Montréal, 1976.
[86] HOUGH, Jerry, "The Evolving Soviet Debate", *op. cit*., pp. 124-143. Une conclusion semblable est proposée dans un ouvrage collectif de la même période : BARTLEY, Russell (éd.), *Soviet Historian on Latin America. Recent Scholarly Contributions*, Madison, University of Wisconsin Press, 1978.

émotionnels. Il démontre aussi que les liens ne se limitent pas aux actions gouvernementales. Tout en revendiquant la place des réseaux et des acteurs indépendants, il cherche à rendre compte des convergences idéologiques qui articulent les relations. Pour C. Blasier, la doctrine soviétique sur le continent doit être conçue comme le résultat d'une confluence de pragmatisme et de convictions révolutionnaires[87]. Le « réveil » des historiens s'accompagne d'une curiosité accrue envers les connexions soviéto-argentines[88], ce qui s'explique par l'affermissement des contacts commerciaux. Face à l'embargo céréalier décrété par Jimmy Carter en 1980 en réponse à l'invasion de l'Armée rouge en Afghanistan, Buenos Aires devient pour l'URSS un levier clé pour contrebalancer les difficultés d'approvisionnement[89]. Cette situation, étonnante à première vue[90], incite certains à accentuer le « pragmatisme » de Moscou et à noter les contradictions flagrantes entre l'attitude ferme du Kremlin à l'égard de la junte de Pinochet et celle qui est adoptée envers le dictateur Jorge Rafael Videla.

Le rapprochement avec l'Argentine, ajouté à la consolidation des rapports avec les régimes militaires du Brésil dès 1964 en dépit des divergences avérées, annonce une nouvelle phase de la recherche marquée par le recul des facteurs idéologiques. Les travaux de la Mexicaine Isabel Turrent témoignent de cette orientation. En se penchant sur les réalités du Chili et du Brésil, elle conclut que les ambiguïtés de la politique extérieure de Moscou s'expliquent par la primauté des enjeux économiques et stratégiques[91]. L'hypothèse selon laquelle les contraintes géopolitiques décourageraient un engagement plus décidé sur le continent (un argument qui semble se confirmer par la prudence soviétique à l'endroit du gouvernement d'Allende) atteint son paroxysme dans un livre de Nicola Miller paru en 1989. La Britannique cherche à prouver que les motivations du Kremlin se trouvent inévitablement limitées par les dynamiques de l'affrontement Est-Ouest et les intérêts économiques[92]. Même si le cas cubain

[87] BLASIER, Cole, *The Giant's Rival. The USSR and Latin America*, Pittsburgh, University of Pittburgh Press, 1987.
[88] Cet intérêt se manifeste par la publication, en espagnol et en anglais, de l'ouvrage de VACS, Aldo César, *Discreet Partners: Argentina and the USSR since 1917*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1984 ; ainsi que par les bons travaux de RAPOPORT, Mario, "Argentina and the Soviet Union: History of Political and Commercial Relations (1917-1955)", in *The Hispanic American Historical Review*, vol. 66, n°2, 1986, pp. 239-285 ; RAPOPORT, Mario, *Política y Diplomacia en la Argentina. Las relaciones con EE.UU. y la URSS*, Buenos Aires, Tesis, 1987.
[89] Entre 1980 et 1981, l'URSS absorbe 33,7 % des exportations argentines, un pourcentage qui contraste avec le faible 3 % de la période 1970-1975. VACS, Aldo César, *Discreet Partners*, *op. cit.*, p. 60.
[90] N'oublions pas que dès 1976, année de l'arrivée au pouvoir de Jorge Rafael Videla, l'Argentine est dominée par une succession de dictatures militaires anticommunistes.
[91] TURRENT, Isabel, *La Unión Soviética en América Latina: El caso de la Unidad Popular*, México D.F., El Colegio de México, 1984 et TURRENT, Isabel, "La Unión Soviética en América Latina: el caso de Brasil", in *Foro Internacional*, vol. 27, n°1, 1986, pp. 75-101.
[92] MILLER, Nicola, *Soviet Relations with Latin America, 1959-1987*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

fait ici figure d'exception, Moscou, poursuit-elle, « n'aurait jamais fait la même chose pour un autre pays latino-américain »[93]. Dans une « zone de faible priorité », ce sont les considérations financières qui constituent le réel moteur des relations. Elle va même jusqu'à affirmer que la stabilité de l'alliance Cuba-URSS est, elle aussi, liée à l'équilibre des marchés et notamment à l'importance des importations sucrières en provenance de l'île[94].

Le « pragmatisme » des explications d'I. Turrent et de N. Miller donne le ton de la plupart des publications de la décennie 1980 et du début des années 1990[95]. Nous avons vu que la discussion autour de la place de l'idéologie est une question qui a longuement intéressé les historiens « post-révisionnistes » ainsi que les générations de l'après-guerre froide. Les études évoquées cristallisent en ce sens les inquiétudes intellectuelles prédominantes dans les milieux occidentaux. Mais si la majorité des chercheurs des années 1990 défient les approches « réalistes », les latino-américanistes tendent à minimiser le rôle du « romantisme politique » et insistent sur les intérêts matériels. Selon Gilbert Joseph, ces spécialistes ont négligé les enjeux sociaux en exagérant le rôle tout-puissant de l'État et les impératifs économiques. Ainsi, les phénomènes culturels ont été éclipsés par les logiques stratégiques et diplomatiques du conflit[96]. Il s'avérait donc urgent d'élargir l'horizon de la « guerre froide latino-américaine » et d'intégrer de nouveaux éléments à l'analyse.

Cependant, malgré l'ouverture d'archives inaccessibles auparavant, la période 1990-2000 n'entraîne pas de multiplication notable des travaux. À part quelques études consacrées aux liens privilégiés de l'URSS avec la Cuba castriste[97] ou aux relations chileno-soviétiques[98], les

---

[93] *Ibid.*, p. 57.

[94] *Ibid.*, p. 221. Pour confronter cette vision « pragmatique », qui sous-estime les facteurs idéologiques, voir l'article de SPENCER, Daniela, "The Caribbean Crisis: Catalyst for Soviet Projection in Latin America", in GILBERT, Joseph et SPENCER, Daniela, *In From the Cold*, *op. cit.*, p. 77-111.

[95] Voir, par exemple, PRIZEL, Ilya, *Latin America through Soviet Eyes. The evolution of Soviet Perceptions during the Brezhnev Era, 1964-1982*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 ; BARK, Dennis, *The Red Orchestra: 1, Instruments of Soviet Policy toward Latin America*, Stanford, Hoover Institution Press, 1986 ; SMITH, Wayne (éd.), *The Russians aren't coming: new Soviet Policy in Latin America*, Boulder, Rienner, 1992 ; VARAS, Augusto, (éd.), *Soviet-Latin American Relations in the 1980s*, Boulder, Westview Press, 1987.

[96] JOSEPH, Gilbert, "What We Know and Should Know, *op. cit.*, pp. 16-18.

[97] FURSENKO, Alexandr et NAFTALI, Timothy, *"One Hell of Gamble", op. cit.* ; BLIGHT, James et BRENNER, Philip, *Sad and Luminous Days: Cuba's Struggle with the Superpowers after the Missile Crisis*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2002. Dans le champ de la critique littéraire, un certain nombre de travaux de qualité ont vu récemment le jour. Ils s'intéressent surtout à l'impact exercé par « l'omniprésence » soviétique à Cuba et s'interrogent sur des questions identitaires. Néanmoins, même si ces réflexions ont souvent inspiré nos analyses, elles ne se fondent pas sur des sources inédites et sont moins concernées par la guerre froide que par la société cubaine actuelle. Voir PUÑALES-ALPÍZAR, Damaris, *Escrito en cirílico: el ideal soviético en la cultura cubana posnoventa*, Santiago, Cuarto Propio, 2012 ; LOSS, Jacqueline et PRIETO, José Manuel (éds.), *Caviar with Rum: Cuban-USSR and the Post-Soviet Experience*, New York, Palgrave Macmillan, 2012 ; LOSS, Jacqueline, *Dreaming in Russian: The Cuban Soviet Imaginary*, Austin, University of Texas Press, 2013.

[98] Grâce à la présence au Chili de l'historienne russe Olga Ulianova, qui a entamé des recherches dans les archives moscovites, la nature des relations entre le Chili et l'URSS a pu être en partie clarifiée. Les efforts

problématiques traitées demeurent encore dans un état embryonnaire[99]. Il s'avère qu'au lieu d'accélérer les recherches sur le terrain, la disparition de l'URSS a découragé les travaux scientifiques liés à son influence en Amérique latine. Les rares ouvrages qui paraissent dans les années 2000 ne font qu'insister sur le pragmatisme du Kremlin[100] ou sur les opérations des services secrets[101]. De manière générale, le phénomène qui nous intéresse n'inspire plus de grandes synthèses comme celles qui ont vu le jour dans les années 1970 et 1980. Quant aux interrogations sur les rapports moins traditionnels (échanges artistiques, représentations sociales, etc.), le « tournant culturel » qui s'opère dès les premières années de la décennie 1990 ne semble pas avoir eu d'impact conséquent sur la manière d'analyser la présence soviétique en Amérique latine.

Au cours d'une interview accordée à des chercheurs chiliens, l'ex-membre du KGB Nikolaï Leonov affirme que pendant la guerre froide « nous étions guidés par l'idée que la confrontation mondiale entre les États-Unis et l'URSS, entre le capitalisme et le socialisme, serait résolue dans le Tiers-monde »[102]. De son côté, l'historien Odd Arne Westad suit une ligne similaire dans un ouvrage retentissant : « Ce livre affirme […] que les aspects les plus importants de la guerre froide ne furent ni militaires ni stratégiques, ni centrés sur l'Europe, mais liés au développement social et politique du Tiers-monde »[103]. Ces conclusions constituent un point de départ stimulant qui devrait nous inviter à réévaluer la position

---

remarquables entrepris par O. Ulianova ont débouché sur la traduction d'un certain nombre de documents : "Chile en los archivos de la URSS (1959-1973): Comité Central del PCUS y del Ministerio de Relaciones Exteriores de la URSS", in *Estudios Públicos*, n°72, 1998, pp. 391-443 ; et sur des articles éclairants : ULIANOVA, Olga et FEDIAKOVA, Eugenia, "Algunos aspectos de la ayuda financiera del Partido Comunista de la URSS al comunismo chileno durante la Guerra Fría", in *Estudios Públicos*, n°72, 1998, pp. 113-148 ; ULIANOVA, Olga, "La Unidad Popular y el Golpe Militar en Chile: Percepciones y análisis soviéticos", in *Estudios Públicos*, n°79, 2000, pp. 83-171.

[99] Il faut toutefois souligner que l'ouvrage de Tobias Rupprecht issu de sa thèse doctorale, véritable percée en la matière, fait ici figure d'exception. En se focalisant sur les représentations soviétiques du monde latino-américain, le jeune chercheur allemand reprend un sujet passionnant n'ayant plus fait l'objet d'étude satisfaisante depuis la publication du livre d'Ilya Prizel en 1990. Cependant, cette importante contribution est parue à la toute fin du processus de rédaction de notre thèse ; nous n'avons donc pu que partiellement l'incorporer aux analyses du présent travail. RUPPRECHT, Tobias, *Soviet Internationalism after Stalin: Interaction and Exchange between the USSR and Latin America during the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

[100] PASZYN, Danuta, *The Soviet Attitude to Political and Social Change in Central America, 1979-1990: Case Studies on Nicaragua, El Salvador and Guatemala*, New York, St. Martin's Press, 2000.

[101] GILBERT, Isidoro, *El oro de Moscú. Historia secreta de la diplomacia, el comercio y la inteligencia soviética en la Argentina*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2007 ; ANDREW, Christopher et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB à l'assaut du tiers-monde : agression-corruption-subversion, 1945-1991*, Paris, Le Grand Livre du Mois, 2008.

[102] "El general Nikolaï Leonov en el CEP", in *Estudios Públicos*, n°73, 1999, p. 85.

[103] WESTAD, Odd Arne, *La guerre froide globale. Le tiers-monde, les États-Unis et l'URSS (1945-1991)*, Paris, Payot, 2007, p. 419.

stratégique du continent latino-américain et du « Sud » en général[104]. Des hypothèses comme celles d'O. A. Westad, visant à repenser la place de régions traditionnellement perçues comme des agents mineurs de l'affrontement Est-Ouest, ont façonné nos propres interprétations, devenant un ressort puissant pour notre travail.

Problématique, sources et plan

Les « silences » de l'historiographie ne s'expliquent pas seulement par le manque d'objectivité des années de guerre froide ou par la concentration de la recherche autour de la diplomatie des grandes puissances ouest-occidentales. L'accès restreint aux sources des pays du Tiers-monde a aussi limité, voire découragé, la mise en œuvre de travaux plus ambitieux. Nous observons toutefois qu'aujourd'hui les archives latino-américaines tendent à être plus accessibles. Nous avons pu d'ailleurs bénéficier partiellement de ces ouvertures récentes.

Les documents diplomatiques constituent l'un des principaux fondements sur lequel repose cette thèse. Si à Santiago du Chili nous avons consulté l'ensemble des dossiers relatifs aux relations avec l'URSS (1964-1973) au ministère des Affaires étrangères, ce ne fut pas le cas à La Havane, où seuls les fonds des cinq premières années de la « révolution » nous ont été communiqués. En outre, l'information disponible dans l'Archives nationales de Cuba semble avoir été sélectionnée en fonction du « degré de confidentialité ». L'absence de documents signés par les plus hauts dirigeants de l'île confirme cette impression. Face à cette première difficulté, nous nous sommes tourné vers d'autres sources : les Archives de l'ICAIC[105] – organisme qui a historiquement centralisé les opérations de diffusion et de production cinématographique – et celui de la *Casa de las Américas*, une institution consacrée à la promotion des échanges culturels avec l'étranger. La documentation conservée dans ces deux centres actifs de la capitale nous a autorisé à tirer des conclusions sur l'ampleur des interactions cubano-soviétiques dans la sphère cinématographique et littéraire.

Au Chili, les rapports diplomatiques du ministère ont pu être complétés par les correspondances d'Eduardo Frei – président de 1964 à 1970 – accessibles dans les Archives

[104] Sur ce point, voir l'article très riche de SAULL, Richard, "El lugar del Sur global en la conceptualización de la guerra fría: desarrollo capitalista, revolución social y conflicto geopolítico", in SPENCER, Daniela (éd.), *Espejos de la guerra fría: México, América Central y el Caribe*, México D.F., Porrúa, 2004, pp. 31-66.
[105] Institut cubain de l'art et de l'industrie cinématographique (ICAIC).

Casa Museo Fundación Eduardo Frei Montalva (Santiago). Côté ouest-occidental, nous avons découvert, à notre grande surprise, des comptes rendus d'une valeur inestimable dans les Archives de l'OTAN (Bruxelles). Cette organisation décida en effet de créer en 1961 un comité d'experts sur l'Amérique latine pour répondre à la « menace » du régime castriste. Les rapports bisannuels établis par cette nouvelle instance, même s'ils reflètent les passions de ces années turbulentes, nous fournissent des témoignages prégnants. Contrairement à l'hypothèse selon laquelle le continent aurait été « condamné » à subir l'influence incontournable des États-Unis, les discussions à l'OTAN démontrent que l'éventualité d'une « soviétisation » du territoire d'outre-mer était une crainte bien réelle des décideurs occidentaux. Quant aux sources officielles de l'ère soviétique, un éventail important de documents nous est parvenu par l'intermédiaire de l'historienne Olga Ulianova qui a généreusement consenti à partager avec nous des rapports et des correspondances émanant du GARF (Archives d'État de la Fédération de Russie) et du RGANI (Archives russes d'État d'histoire contemporaine)[106]. Ces sources, qui concernent principalement le Chili, nous ont aidé à retracer les liens étroits et systématiques noués entre les institutions « d'amitié » de part et d'autre du « rideau de fer ».

Dans un travail qui ambitionne de déceler les motivations et les imaginaires sociaux, il est indispensable de confronter les informations factuelles aux impressions des individus. Pour ce faire, nous avons sélectionné plus de 50 publications qui rendent compte, d'une manière ou d'une autre, de sensibilités personnelles : mémoires, correspondances, récits de voyage, et même un certain nombre d'œuvres littéraires, nous ont fourni des renseignements essentiels afin de pouvoir appréhender le climat des années 1960-1970 en Amérique latine. Par ailleurs, nous avons personnellement mené une vingtaine d'interviews d'acteurs de l'époque donnant lieu à des révélations inattendues. Bien qu'il convienne de maintenir un regard prudent sur ces commentaires – altérés et probablement raccommodés par l'effet du temps et les espoirs ou désillusions politiques –, ils n'en demeurent pas moins un excellent vecteur pour saisir l'ambiance de la guerre froide. Cela est d'autant plus vrai dans le contexte cubain, où les témoignages oraux constituent un complément utile pour remédier aux lacunes des archives d'État.

Pour ce qui a trait aux questions culturelles, le dépouillement fouillé de la presse latino-américaine s'est transformé en un véritable pilier de l'articulation de cette thèse. Les périodiques cubains (*Bohemia*, *Cine Cubano*, *Cuba Internacional*, *Granma*, *Hoy Domingo*,

[106] Ces documents ont été rassemblés dans le cadre du projet FONDECYT 1060055 soutenu par le ministère de l'Enseignement du Chili.

Islas, *La Gaceta de Cuba*) nous informent profusément sur toutes les facettes des relations entretenues avec l'URSS, de même que les journaux et revues chiliens liés au communisme (*Enfoque Internacional*, *El Siglo*, *Aurora*, *Instituto Chileno-Soviético de Cultura*). Outre les données concrètes que ces matériaux fournissent (échanges de délégations, expositions, conférences ou concerts, signatures d'accords bilatéraux, etc.), ils apportent également des pistes pour compléter nos réflexions sur les représentations collectives. De fait, la presse consultée réserve une place importante à des intellectuels, des journalistes, des critiques d'art ou des hommes politiques leur permettant de manifester leurs impressions sur le « camp socialiste ». Même dans des organes hostiles aux influences de Moscou (*El Mercurio* au Chili ou, dans une moindre mesure, *Casa de las Américas* à Cuba) personne n'est indifférent à l'égard de la superpuissance de l'Est et du caractère de sa culture.

Malgré la richesse et la variété de cet ensemble documentaire, nous sommes loin d'en avoir épuisé toutes les possibilités. À Cuba, on l'a vu, les archives officielles ne sont que partiellement disponibles et, du côté russe, nous n'avons pas eu directement accès aux documents utilisés. Mais sur la base de ces sources, nous croyons avoir été en mesure de proposer un panorama multidimensionnel des rapports soviéto-latino-américains.

Ce tableau complexe s'appuie sur une architecture plus thématique que chronologique. Il s'organise en deux parties précédées d'un chapitre introductif qui vise à retracer les relations avant 1959, l'année de la Révolution cubaine. Les trois premiers chapitres composent la partie I consacrée essentiellement aux grands enjeux de la politique étrangère après la mort de Staline en 1953. Le but est de rendre compte du contexte dans lequel les interactions se déploient en s'interrogeant sur la place de l'Amérique latine, et surtout du régime castriste, dans la nouvelle doctrine internationale de Moscou. Le premier chapitre cherche à démontrer que la diplomatie culturelle devient une stratégie prioritaire des superpuissances et particulièrement de l'URSS khrouchtchévienne qui revendique de plus en plus la doctrine de la « coexistence pacifique ». Le chapitre II se focalise davantage sur les premiers jalons des relations officielles établies par Moscou avec La Havane (1959-1963) et Santiago (1964-1970) à « l'ère du rapprochement ». Quant au chapitre III, il examine le même phénomène au cours de la seconde partie de la décennie 1960 pour Cuba et à l'ère des « affinités politiques » : c'est-à-dire le temps de la « normalisation » cubano-soviétique (1968-1973) et les trois années de l'administration Allende au Chili (1970-1973).

Après avoir pris la mesure des contacts dans la sphère diplomatique et de tenter de déchiffrer les priorités des États latino-américains à l'égard du nouveau partenaire de l'Est, la seconde partie se penche sur d'autres facettes des relations. Couvrant la totalité de la période étudiée (1959-1973), les quatre chapitres suivants s'attardent sur la dimension culturelle du processus d'élargissement des connexions réciproques. Le chapitre IV cherche à analyser le rôle clé des institutions ou des groupements collectifs agissant en vue de souder les liens (instituts « d'amitié », associations d'étudiants, groupes militants et d'autres organisations indépendantes). Le cinquième chapitre montre que le rapprochement des années 1960 se manifeste par une multiplication des déplacements d'individus. Des délégations d'artistes, d'étudiants, d'intellectuels ou de dirigeants politiques traversent dans les deux sens l'océan Atlantique et deviennent parfois des intermédiaires privilégiés entre les deux mondes. Mais les personnes ne sont pas les seules à voyager. L'échange accru d'objets symboliques, porteurs d'un message que les nations émettrices souhaitent propager, est l'objet du chapitre VI. Livres, tableaux, photographies, revues, étendent l'influence de l'URSS suscitant des discussions au sein des sociétés d'accueil. Pour finir, le chapitre VII s'interroge sur l'impact que la nouvelle proximité exerce sur les visions prépondérantes des communautés vis-à-vis « du soviétique ». Les relations culturelles laissent une empreinte visible sur les imaginaires collectifs qui sont, quant à eux, indissociables des singularités du contexte local. La perspective comparative adoptée dans cette thèse permet de mettre en évidence les différentes formes que ce phénomène revêt au Chili et à Cuba.

La structure thématique du plan général nous est apparue comme le meilleur angle d'approche pour aborder ces questions. Ce choix, nous semble-t-il, s'avère d'autant plus pertinent que l'étendue ne porte que sur 14 années (1959-1973). Au lieu de s'attaquer à une longue période des relations entre deux pays, nous avons opté pour restreindre les limites temporelles mais élargir les réalités géographiques qui interviennent dans l'analyse.

Les années qui vont de l'arrivée au pouvoir des rebelles cubains en 1959 au coup d'État militaire de Pinochet en 1973 englobent une phase particulièrement révélatrice de l'atmosphère de guerre froide. Comme nous le remarquerons au fil des chapitres suivants, le défilé triomphal des forces castristes à La Havane, en janvier 1959, ouvre une phase nouvelle de l'histoire latino-américaine marquée par l'émergence définitive du continent dans le conflit Est-Ouest. Dès lors, les décideurs du Kremlin articulent une politique étrangère plus décidée, se traduisant par une augmentation significative de la coopération envers un territoire jusqu'alors faiblement arpenté. Loin de se restreindre aux seuls contacts avec les Cubains, le

« volontarisme » khrouchtchévien conduit également à un engagement actif dans des pays considérés comme « progressistes », dont le Chili d'Eduardo Frei (1964-1970) – avec son projet réformiste (la « révolution dans la liberté ») – constituera le cas paradigmatique. Quant à la date qui clôt cette étude, plusieurs raisons nous ont amené à choisir la fin 1973. Il s'agit premièrement de l'année qui voit l'accession au pouvoir du général Pinochet suite à une intervention mettant un terme au projet de gauche dirigé par Salvador Allende. Le gouvernement de l'Unité populaire (1970-1973) avait noué d'importants liens politiques, culturels et commerciaux avec l'URSS, attisant les espoirs des partisans les plus enthousiastes du modèle socialiste. La rupture immédiate des relations diplomatiques avec Santiago (septembre 1973) entraîne un repli des influences de l'Est et annonce en Amérique du Sud une ère placée sous le signe de la violence et des dictatures militaires anti-communistes. À quelques mois près, l'année 1973 coïncide avec la « normalisation » des rapports cubano-soviétiques, symbolisée par l'intégration de La Havane dans le Comecon en juillet 1972 ainsi que par la visite retentissante de Léonid Brejnev dans « l'île de la liberté » un an et demi plus tard[107]. C'est surtout à ce moment-là que Cuba devient un allié fidèle de Moscou, ce qui met fin à une longue période de dissensions caractérisée, d'une part, par l'apaisement des divergences idéologiques et, d'autre part, par une forme « d'homogénéisation culturelle » édifiée sur les piliers du modèle soviétique.

Traversée par des événements tragiques et des engagements exacerbés, cette période (1959-1973) reflète plus globalement la richesse des références idéologiques et cristallise la vigueur des projets qui ont mobilisé les habitants du continent. C'est une époque où tous les espoirs, mais aussi toutes les craintes, étaient envisageables. L'insurrection de la *Sierra Maestra* légitimait aux yeux de certains la pertinence de la lutte armée en les encourageant à s'engager dans les campagnes ; la crise des missiles de 1962 rappelait que la survie de l'humanité dépendait d'un équilibre bien fragile ; l'impact de la mort du Che en 1967 s'accompagnait de nouveaux projets révolutionnaires, dont la « voie chilienne vers le socialisme » ; les premières dictatures militaires anti-communistes annonçaient une nouvelle étape de la « lutte des peuples ». C'était aussi le temps de la guerre du Viêt-Nam, des intenses divisions du communisme international, des tentatives de rendre compatible le marxisme et le christianisme, des illusions de réformes en Tchécoslovaquie et de l'ultérieure intervention des forces du Pacte de Varsovie, des agissements clandestins de la CIA. Bref, une ère où tout était possible, où tous les extrêmes trouvaient leur place.

[107] Pour Leila Latrèche, c'est en 1973 que Fidel Castro « se convertit en défenseur inconditionnel de l'URSS ». LATRÈCHE, Leila, *Cuba et l'URSS. 30 ans d'une relation improbable*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 134.

Le cycle 1959-1973 constitue donc un intervalle éclairant qui nous ouvre des portes pour mieux saisir l'extrême complexité de l'atmosphère de guerre froide en Amérique latine, une atmosphère qui aujourd'hui pourrait nous sembler bien étrange. Mais la récente recrudescence des tensions internationales nous renvoie à ces années tumultueuses. Face à un monde désorienté, qui ne semble plus annoncer un « avenir radieux », nous pourrions chanter, comme dans une strophe nérudienne,

« Réunis face au sanglot !
À l'heure
haute de terre et de parfum, regardez ce visage
qui vient d'émerger du sel terrible,
regardez cette bouche amère qui sourit,
regardez ce cœur neuf qui vous salue
avec sa fleur débordante, déterminée et d'or »[108].

[108] NERUDA, Pablo, *Trois poèmes*, Paris, GLM, 1949, p. 25.

Chapitre introductif

D'une révolution à une autre : les rapports entre l'Union soviétique et l'Amérique latine avant l'insurrection cubaine (1917-1959)

On a longtemps écrit qu'avant 1959, l'année de la Révolution cubaine, l'Amérique latine ne constituait qu'un objet géopolitique secondaire pour le Kremlin. Cependant, les recherches récentes nous permettent de relativiser les affirmations, souvent trop sévères, qui insistent sur la marginalité des liens établis entre l'URSS et le continent[109]. Pour ce faire, il s'avère nécessaire de retracer l'évolution des rapports au cours du XX^{e} siècle, de sorte de mieux prendre la mesure des échanges bilatéraux après l'instauration du régime castriste. Sans pour autant permettre de placer l'Amérique latine au sommet des priorités soviétiques, de nouveaux témoignages nous invitent aujourd'hui à confronter les hypothèses classiques et à identifier quelques éléments de continuité avant et après 1959.

1.-L'Amérique latine aux yeux des dirigeants soviétiques : un enjeu secondaire ?

Dans ses mémoires publiées en 1994, Nikolaï Leonov – ancien vice-directeur du KGB et responsable du département latino-américain entre 1968 et 1972 – juge ainsi l'impact de la Révolution cubaine sur la nouvelle perception soviétique de l'Amérique latine : « Cuba nous a forcés à poser un regard nouveau sur l'ensemble du continent qui avait jusque-là occupé la dernière place dans la hiérarchie des priorités du pouvoir soviétique »[110]. Nos recherches confirment le poids considérable des événements de janvier 1959 sur la diplomatie du Kremlin. Cependant, comme nous le verrons par la suite, les rapports d'après 1959 ne se dérouleront pas sur un territoire totalement inexploré.

[109] Nous avons évoqué dans l'introduction un certain nombre de travaux soulignant le caractère marginal de l'Amérique latine dans la géostratégie du Kremlin. Sans vouloir être exhaustif, nous mentionnerons les ouvrages les plus représentatifs de cette tendance : HAMBURG, Roger, *The Soviet Union and Latin America*, *op. cit.* ; POPE, Ronald, "Soviet Foreign Policy toward Latin America", *op. cit.*, pp. 139-170 ; TURRENT, Isabel, *La Unión Soviética en América Latina*, *op. cit.* ; MILLER, Nicola, *Soviet Relations with Latin America*, *op. cit.*

[110] LEONOV, Nikolaï, *Liholet'e*, Moskva, Meždunarodnye otnošenia, 1994, p. 60.

Il est vrai que les premiers Bolcheviks ne prennent guère sérieusement en compte les réalités de l'Amérique latine. Dans son essai classique *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine ne fait qu'une brève allusion à ce territoire pour illustrer une forme de dépendance financière :

> « L'Amérique du Sud et, notamment, l'Argentine, écrit Schulze-Gævernitz dans son ouvrage sur l'impérialisme britannique, est dans une telle dépendance financière vis-à-vis de Londres qu'on pourrait presque l'appeler une colonie commerciale de l'Angleterre »[111].

Ensuite, il constate, mais sans justifier son assertion, que « la lutte pour l'Amérique du Sud devient de plus en plus âpre »[112]. Lénine connaît mal le monde hispano-américain, qui ne fait certainement pas partie de ses priorités. Lors du deuxième Congrès du Komintern tenu en 1920, un délégué communiste mexicain doit avouer que Lénine ne semble nullement intéressé par le mouvement socialiste de son pays[113]. Quant à l'activiste indien Manabendra Nath Roy, qui participe à la même réunion, il nous a laissé un témoignage éclairant des priorités du PCUS. Pour Lénine, nous dit-il, d'autres objectifs révolutionnaires étaient bien plus urgents que ceux du Nouveau Monde : dans les pays au sud de la frontière nord-américaine, les conditions ne sont pas encore mûres pour la révolution[114].

De façon générale, Staline partage les appréhensions de son prédécesseur : il n'hésite pas à déclarer son hostilité à l'égard des pays qui forment « l'armée la plus servile des États-Unis »[115]. Dans une interview publiée par la *Pravda* en février 1951, il critique durement les Nations Unies en qualifiant l'organisme « d'instrument de guerre » et il accuse les États d'Amérique latine de cette situation : « Le noyau agressif des Nations Unies est représenté par les dix pays membres de l'OTAN et les 20 pays latino-américains »[116]. Dans le contexte de guerre froide, l'Amérique latine s'insère sans hésitation dans le bloc occidental. L'adhésion unanime au Traité interaméricain d'assistance réciproque (ou Pacte de Rio), établi en 1947 et signé par l'ensemble des pays du continent hormis le Canada, renforce la méfiance soviétique et place définitivement le territoire dans la sphère d'influence étatsunienne. La dureté de

[111] LÉNINE, Vladimir, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Paris, Science Marxiste, 2010, p. 102.
[112] *Ibid.*, p. 113.
[113] GÓMEZ, Manuel, "From Mexico to Moscow", in *Survey: a Journal of Soviet and East European Studies*, n°53, 1964, p. 43.
[114] ROY, Manabendra Nath, *M. N. Roy's Memoirs*, Bombay, Allied Publishers Private Limited, 1964, p. 346.
[115] Cité in CLISSOLD, Stephen, *Soviet Relations with Latin America*, *op. cit.*, p. 157.
[116] *Idem*.

l'URSS s'accentue vers la fin des années 1940, ce qui est immédiatement remarqué par l'ambassadeur argentin en poste à Moscou, Federico Cantoni :

> « Après la Conférence de Rio de Janeiro qui a défini l'orientation des nations sud-américaines dans la politique internationale […] l'attitude du gouvernement soviétique a cessé d'être cordiale avec les représentants diplomatiques américains, devenant même dans certains cas discourtoise. […] Désormais, l'offensive s'est concentrée contre les États-Unis, le Brésil et la République argentine »[117].

Mais le manque d'intérêt envers le monde hispano-américain ne s'explique pas seulement par les divisions idéologiques imposées par l'affrontement Est-Ouest. Après la Seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique se consacre surtout à consolider sa stabilité interne et à assurer son influence en Europe de l'Est. Les effets tragiques du conflit ont occasionné de nombreuses destructions matérielles et ont affaibli fortement l'économie soviétique[118]. Comme l'indique l'historienne Marie-Pierre Rey, le désastreux bilan financier et démographique d'après-guerre contribue à l'isolement de l'URSS qui reste une puissance régionale renonçant momentanément à des ambitions d'expansionnisme universel. Ainsi Staline lègue-t-il à ses successeurs une

> « …puissance euro-asiatique qui malgré un discours à prétention universelle, se pense comme une puissance visant à une hégémonie régionale et qui en dépit des peurs qu'elle inspire en Occident, se perçoit comme fragile, incapable de rivaliser avec la puissance américaine »[119].

Au-delà des causes propres à l'URSS, plusieurs facteurs contribuent à l'éloignement de ces deux entités territoriales avant 1959. On pourrait mentionner, en premier lieu, le « fatalisme géographique », déterminé par la présence menaçante de la superpuissance occidentale au nord du territoire. En effet, les perspectives soviétiques se trouvent inévitablement restreintes par le caractère prioritaire de l'Amérique latine aux yeux des responsables de la Maison-Blanche. Pour les dirigeants communistes, il est préférable de limiter l'intérêt envers le

[117] Cité in GILBERT, Isidoro, *El oro de Moscú, op. cit.*, p. 166.
[118] JUDT, Tony, *Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, Hachette Littérature, 2007, pp. 32-34.
[119] REY, Marie-Pierre, « Puissance régionale ? Puissance mondiale ? Le point de vue des décideurs soviétiques, 1953-1975 », in *Relations Internationales*, n°92, 1997, pp. 392-393. Sur ce sujet, voir aussi l'ouvrage de MASTNY, Vojtech, *The Cold War and Soviet Insecurity: the Soviet Insecurity*, Oxford, New York, Oxford University Press, 1996, pp. 11-29.

continent afin d'éviter une escalade des tensions. Outre cela, avant les années 1960, le commerce avec ces pays ne représente qu'une très faible partie du volume global des échanges soviétiques[120].

Un autre élément qui mérite d'être évoqué est le fait qu'une grande proportion de la population latino-américaine, et particulièrement les élites politiques et financières, partage un sentiment anticommuniste. À quelques exceptions près[121], cette tendance se reflète dans la ligne idéologique des gouvernements qui semblent pour la plupart méfiants à l'égard de l'URSS[122]. Pour finir, Ilya Prizel souligne une composante moins liée aux contraintes géostratégiques mais tout aussi pertinente : du côté soviétique, la perception traditionnelle de l'Amérique latine reste conditionnée par la distance infranchissable qui sépare les deux espaces, de même que par l'absence de contacts historiques. Les vues des leaders se caractérisent ainsi par un facteur plus abstrait : « l'exorbitante ignorance » concernant le continent et l'incapacité à saisir la logique des dynamiques politiques internes[123].

Il faudra attendre le début des années 1960 et la nouvelle ère marquée par l'élan révolutionnaire cubain pour voir s'opérer une véritable réévaluation des priorités des décideurs communistes. La relative stabilité de l'administration castriste, qui s'oriente graduellement vers un modèle socialiste, incite le Kremlin à porter un intérêt renouvelé sur l'ensemble du territoire latino-américain. En août 1960, par exemple, Cuba prend le nom de code « tête de pont » (« Avanpost ») au sein du KGB[124]. L'historienne Nicola Miller estime que les relations avant l'ascension de Fidel Castro se déroulaient virtuellement sur une *tabula rasa*[125]. Toutefois, sans vouloir nier le caractère secondaire du continent aux yeux des Soviétiques, un certain nombre de découvertes récentes nous invitent à relativiser cette hypothèse.

En évoquant ici les discours et les priorités du temps de Lénine et de Staline, nous avons voulu montrer l'existence d'une forme de continuité concernant la doctrine soviétique sur le continent. Mais, faut-il pour autant réduire à néant les relations réciproques d'avant 1959 ? La réponse est clairement non. En mesurant l'envergure des contacts préalables, nous pourrons

[120] MILLER, Nicola, *Soviet Relations with Latin America*, *op. cit.*, pp. 5-6.
[121] Nous pensons à l'administration brésilienne de Getulio Vargas avant son décès en 1954 et, bien sûr, au gouvernement de Jacobo Árbenz au Guatemala (1951-1954). Il faudrait également mentionner l'Argentine du président Juan Domingo Perón. Dès son arrivée au pouvoir en 1946, ce dernier cherche à définir une doctrine internationale fondée sur la notion de « troisième voie » entre le capitalisme et le communisme. VACS, Aldo César, *Discreet Partners*, *op. cit.*, pp. 12-13.
[122] BLASIER, Cole, *The Giant's Rival*, *op. cit.*, p. 18.
[123] PRIZEL, Ilya, *Latin America through Soviet Eyes*, *op. cit.*, pp. 1-3.
[124] FURSENKO, Aleksandr et NAFTALI, Timothy, *"One Hell of Gamble"*, *op. cit.*, pp. 54-55.
[125] MILLER, Nicola, *Soviet Relations with Latin America*, *op. cit.*, p. 3.

obtenir davantage d'éléments pour comprendre le développement ultérieur des liens soviéto-latino-américains.

2.-Les contacts embryonnaires avant la guerre froide

Parmi les États du Nouveau Monde, c'est le Mexique qui entretient les liens les plus étroits avec l'URSS pendant les années 1920. L'échange d'ambassadeurs avec le régime bolchevique s'effectue en 1924, ouvrant de nouvelles possibilités pour le Kremlin et créant une base stratégique pour la « pénétration » continentale[126]. Mais les attaques publiques du Komintern contre le gouvernement mexicain accentuent les tensions et conduisent à l'interruption des relations officielles en 1930. Plus au sud, les contacts commerciaux avec l'Argentine et l'Uruguay s'intensifient dans le courant des années 1920, mais les autorités sud-américaines n'osent pas encore officialiser les relations[127]. Buenos Aires autorise néanmoins en 1927 l'installation de l'agence Yuzhamtorg, une filiale soviétique destinée à encourager les échanges économiques avec les pays de la région[128]. Après le déroulement de plusieurs pourparlers à Moscou avec des représentants syndicaux latino-américains, les responsables du Komintern décident d'installer dans la capitale argentine un bureau de la Yuzhamtorg. Dès 1928, les activités de cette succursale se multiplient et se consacrent surtout à la surveillance et à l'aide des partis communistes locaux. Un an plus tard, deux congrès communistes latino-américains, à Montevideo et à Buenos Aires, bénéficient de la présence de délégués du Komintern.

Mais, malgré ces premiers signes de rapprochement, à la fin des années 1920 les dirigeants bolcheviques ne prétendent nullement faire des efforts considérables pour accroître la coopération avec l'Amérique latine. Il ne faut pas oublier qu'après la mort de Lénine en 1924, l'Internationale communiste se trouve sous la domination rigoureuse de Staline, qui mène une politique d'ostracisme fondée sur la théorie dite du « socialisme dans un seul pays ». À ses

[126] CÁRDENAS, Héctor, *Historia de las relaciones entre México y Rusia*, México D.F., Fondo de Cultura Económica, 1993, p. 147.
[127] Avant la Seconde Guerre mondiale, seulement deux pays hispano-américains décident d'établir des relations diplomatiques avec l'Union soviétique : le Mexique (1924-1930) et l'Uruguay (1934-1935). BLASIER, Cole, *The giant's rival*, *op. cit.*, p. 18.
[128] CLISSOLD, Stephen, "Relaciones soviéticas con América Latina entre las dos guerras mundiales", in OSWALD, Gregory et STROVER, Anthony, *La Unión Soviética y la América Latina*, *op. cit.*, p. 26.

yeux, l'extension de la révolution mondiale ne constitue pas un objectif prioritaire. Le Komintern est plutôt censé servir les intérêts nationaux de l'URSS en limitant ses interventions internationales. Malgré quelques opérations clandestines d'agents soviétiques, les territoires lointains, dont les États latino-américains, demeurent un enjeu mineur[129].

Au milieu des années 1930, le contexte mondial modifie cette situation. Les liens avec les partis communistes sont désormais encouragés dans un contexte d'hostilité croissante envers les tendances fascistes. C'est aussi la période des « fronts populaires » qui inaugure une politique nouvelle marquée par les espoirs d'unité et d'alliances après des années de sectarisme et de divisions[130]. Mais avant d'évoquer ce phénomène, le cas de Luis Carlos Prestes au Brésil nous offre un témoignage incontournable. Sous la direction de ce dernier, un soulèvement militaire appelé « insurrection nationale-libératrice » se déclenche à l'automne 1935. Cette tentative révolutionnaire est en partie préparée en URSS, d'où Prestes était rentré quelques mois auparavant. Par ailleurs, des agents du Komintern sont envoyés au Brésil pour épauler les rebelles. Mais la tentative subit un échec retentissant et une mission de la Troisième Internationale tombe aux mains de la police. Lors des perquisitions, on découvre qu'une somme importante d'argent avait été transférée par Moscou[131]. Personne ne nie le concours du « communisme international » dans les événements. Cependant, ces engagements sont loin d'être déterminants : le mouvement est plus une action du *prestisme* qu'une insurrection orchestrée par la « main invisible » du Kremlin[132].

Les exhortations du PCUS à former des « fronts antifascistes » sont rapidement assimilées par les PC du continent. À Santiago du Chili, une alliance hétéroclite composée de mouvements de gauche et de forces socio-démocratiques (comme la Confédération des travailleurs et la Phalange nationale) accède au pouvoir en décembre 1938. Les communistes soutiennent le gouvernement et sont invités à faire partie de la coalition politique du président Pedro Aguirre Cerda (1938-1941), ce qui constitue l'un des plus grands succès en Amérique latine de la stratégie des « fronts populaires ». Cette victoire arrive toutefois à un moment délicat : les accords de Munich se déroulent quelques semaines auparavant, l'Espagne est alors déchirée par une guerre civile qui fait échouer le projet du *Frente Popular* et, en France, le Front populaire est pratiquement anéanti. Bien que la presse et la propagande du Komintern

[129] BROUÉ, Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste : 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, pp. 360-361.
[130] SMITH, Wayne, "Introduction: An Overview of Soviet Policy in Latin America", in SMITH, Wayne, *The Russians aren't Coming*, *op. cit.*, p. 5.
[131] BROUÉ, Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste*, *op. cit.*, pp. 666-668.
[132] CABALLERO, Pablo, *Latin America and the Comintern, 1919-1943*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, pp. 116-120.

se vantent d'avoir inspiré la réussite du pacte, les nouveaux dirigeants chiliens ne bénéficient que très maigrement de leur soutien[133]. L'influence de cette politique d'alliance reste cependant considérable. Au Mexique, le Parti communiste soutient désormais le chef d'État de la nation, le général Lázaro Cárdenas. La Havane est témoin d'une véritable « lune de miel » entre les militants du PSP[134] et le militaire Fulgencio Batista. En 1938, ce dernier autorise la parution du journal communiste *Hoy* et les activités de la Confédération des travailleurs de Cuba (CTC). Plus tard, en 1942, Batista nomme deux ministres du PSP dans son Cabinet[135].

L'action soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale débouche sur un accroissement des relations interétatiques. Les gouvernements du continent soutiennent pour la plupart les Alliés (dont l'URSS fait partie) et portent un regard favorable sur la conduite de l'Armée rouge[136]. En conséquence, entre 1942 et 1946, les administrations décident de nouer des liens diplomatiques avec Moscou : à ce stade, toutes les nations sud-américaines (à l'exception du Pérou) reconnaissent officiellement la puissance socialiste. Le Kremlin possède désormais un réseau diplomatique solide en Amérique latine[137]. Les contacts économiques se consolident également. Par exemple, en août 1946, l'ambassadeur de l'Uruguay officialise un accord avec le ministre Anastase Mikoyan permettant aux autorités soviétiques d'envoyer à Montevideo une mission commerciale composée de 23 délégués[138]. En Argentine, avec l'accession au pouvoir de Juan Domingo Perón en juin 1946, les négociations reprennent à grande vitesse, pendant que la presse moscovite souligne les avantages réciproques de l'essor des échanges économiques[139].

Dans le domaine culturel, les relations ont aussi tendance à se renforcer. Comme l'indique Russell Bartley, après la guerre 1939-1945, l'intérêt académique envers les réalités latino-américaines s'accentue dans les institutions soviétiques[140]. Entre 1943 et 1945, des

[133] Bien que nous ne puissions pas constater un plan spécifique du Komintern pour assurer le succès du Front populaire chilien, les archives soviétiques confirment l'envoi d'aides financières à quelques acteurs du milieu politique local. ULIANOVA, Olga et FEDIAKOVA, Eugenia, "Algunos aspectos de la ayuda financiera", *op. cit.*, p. 121.
[134] Le Parti socialiste populaire (PSP) est l'équivalent cubain des partis communistes. Ses membres témoignent d'une extrême fidélité à l'égard de Moscou. On y reviendra.
[135] CABALLERO, Pablo, *Latin America and the Comintern*, *op. cit.*, pp. 127-129.
[136] Il ne faut pas oublier qu'en 1943, en plein milieu de la guerre, Staline décide de dissoudre le Komintern en vue de détendre les rapports avec les Alliés. Cette décision est reçue favorablement par la plupart des gouvernements latino-américains.
[137] SMITH, Wayne, "Introduction", *op. cit.*, p. 7.
[138] OSWALD, Gregory, "An introduction to USSR relations with Mexico, Uruguay, and Cuba", in HERMAN, Donald, *The Communist Tide in Latin America*, *op. cit.*, p. 86.
[139] RAPOPORT, Mario, "Argentina and the Soviet Union", *op. cit.*, p. 255.
[140] BARTLEY, Russell, *Soviet Historian on Latin America*, *op. cit.*, p. 9.

organismes « d'amitié » avec l'URSS sont inaugurés au Mexique, au Chili et à Cuba. À Santiago, l'Institut chilien des relations culturelles avec l'Union soviétique voit le jour en 1944 et se propose notamment de promouvoir des expositions, de propager des manifestations artistiques de l'URSS et de stimuler la connaissance du russe[141]. Une association analogue est inaugurée en 1945 à La Havane. Elle rassemble de grandes figures du milieu intellectuel cubain, telles que l'écrivain Ángel Augier, l'ethnologue Fernando Ortiz et le romancier Alejo Carpentier. Très vite, l'organisme commence à agencer des activités culturelles[142]. Pour finir avec un exemple probant, les émissions de radio soviétiques, qui débutent en Amérique latine durant la Seconde Guerre mondiale, comptabilisent en 1948 plus de 17 heures par semaine[143].

3.-L'Union soviétique dans une « zone d'influence » américaine : prudence et rapprochements (1947-1956)

La période 1947-1948 s'avère néanmoins défavorable aux intérêts communistes en Amérique latine[144]. La polarisation idéologique suscitée par la guerre froide refroidit de façon durable les rapports avec Moscou. On a déjà évoqué l'impact du Traité de Rio de 1947. De surcroît, entre 1947 et 1952, les gouvernements du Brésil, du Chili, de Cuba, de la Colombie et du Venezuela prennent la décision de rompre les relations officielles avec l'URSS. Par ailleurs, les États-Unis mènent une ferme campagne anticommuniste destinée à contrer l'expansion des influences soviétiques en Amérique latine. C'est à ce moment-là que George Kennan effectue une longue tournée au sud du continent et conclut que, dans le cadre de l'affrontement Est-Ouest, la Maison-Blanche pourrait être amenée à ne pas respecter la souveraineté des nations latino-américaines. Il justifie ainsi une doctrine interventionniste qui définira les rapports avec le « Sud » tout au long de la guerre froide[145]. Ces éléments amoindrissent fortement les tendances pro-URSS et intensifient l'isolement des associations

[141] Instituto Chileno de Relaciones Culturales con la Unión Soviética, *estatutos*, Santiago, Imprenta Universitaria, 1944, pp. 4-5.
[142] NABEL PÉREZ, Blas, *Las relaciones culturales Cuba-URSS, 1530-1989*, Moscú, Oficina de Cultura Embajada de la República de Cuba, 1989, pp. 32-36.
[143] DILLON, Dorothy, *International Communism and Latin America: Perspectives and Prospects*, Gainesville, University of Florida Press, 1962, p. 16.
[144] GRANDIN, Greg, *The Last Colonial Massacre: Latin America in the Cold War*, Chicago, University of Chicago Press, 2011, p. 8.
[145] RABE, Stephen, *The Killing Zone: The United States Wages Cold War in Latin America*, New York, Oxford, Oxford University Press, 2012, pp. 21-30.

liées à Moscou. Le cas du Parti communiste du Chili (PCCh), déclaré illégal en 1948 par le président Gabriel González Videla malgré l'alliance initiale, est un signe révélateur de ce climat bipolaire[146].

La fin de l'ère stalinienne s'accompagne d'une ouverture toute relative. À partir de 1952, des délégations de communistes latino-américains se rendent davantage en URSS pour participer à des pourparlers politiques ou assister à des fêtes commémoratives[147]. Un mois avant son décès, le chef du PCUS s'entretient avec l'ambassadeur de l'Argentine Leopoldo Bravo, ce qui constitue un fait exceptionnel car Staline n'avait jamais rencontré de représentant diplomatique sud-américain. D'après l'Argentin, le Premier secrétaire semble particulièrement intéressé par la personnalité du président Juan Domingo Perón, qui suit une politique internationale indépendante (la « troisième voie »). Pour Staline, Buenos Aires pourrait ainsi devenir le déclencheur d'un mouvement régional plus vaste attirant d'autres pays du continent. Au cours de la réunion, on évoque la nécessité d'intensifier les connexions commerciales : Staline se montre disposé à encourager les échanges avec les « pays amis »[148].

Mais il faudra attendre la mort du dirigeant en mars 1953, et surtout le XX^{e} Congrès du PCUS en février 1956, pour distinguer des signes visibles de rapprochement. L'abandon d'une vision strictement bipolaire du monde, fondée sur la notion d'incompatibilité absolue entre les camps capitaliste et socialiste, redéfinit le rôle des États dits du « Tiers-monde ». Sous l'administration de Nikita Khrouchtchev, qui prône la « coexistence pacifique », les autorités soviétiques cherchent à diversifier les relations à l'échelle globale pour éventuellement rallier de nouveaux partenaires internationaux[149]. Dans ce nouveau contexte, les allusions publiques à l'Amérique latine se font de plus en plus fréquentes[150]. Les services de renseignements intensifient également leurs actions sur le continent. C'est en 1953 que Nikolaï Leonov est envoyé au Mexique dans le but d'améliorer son niveau d'espagnol avant d'intégrer les rangs du KGB[151]. Trois ans plus tard, il rencontre le futur leader de Cuba Fidel Castro ainsi que l'Argentin Ernesto Che Guevara. Ses relations privilégiées favorisent

[146] RIQUELME, Alfredo, *Rojo atardecer: el comunismo chileno entre dictadura y democracia*, Santiago, Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, 2009, pp. 68-69.
[147] POPPINO, Rollie, *International Communism in Latin America. A History of the Movement, 1917-1963*, New York, The Free Press, 1966, p. 168.
[148] GILBERT, Isidoro, *El oro de Moscú*, *op. cit.*, pp. 196-201.
[149] ZUBOK, Vladislav, *A failed Empire: the Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2007, pp. 101-105.
[150] BLASIER, Cole et VACS, Aldo, "América Latina frente a la Unión Soviética", in *Foro Internacional*, vol. 24, n°2, 1983, p. 200.
[151] LEONOV, Nikolaï, *Liholet'e*, *op. cit.*, pp. 29-30.

l'ascension ultérieure de l'agent qui deviendra le responsable des opérations en Amérique latine et ensuite vice-directeur du KGB[152].

Les obstacles demeurent cependant très nombreux. La nouvelle stratégie rhétorique des leaders ne s'accompagne pas dans l'immédiat d'un essor consistant des relations. En outre, Moscou n'ose pas intervenir de manière directe dans une « zone d'influence américaine »[153]. Cette prudence à l'égard de la présence menaçante de « l'ennemi idéologique » sur le territoire d'outre-mer devient notoire lors des événements du Guatemala en 1954. L'administration de Jacobo Árbenz, élu président en 1951, est renversée par un coup d'État orchestré par la CIA, alors qu'elle avait entamé une réforme agraire expropriant 94 700 hectares à l'entreprise américaine *United Fruit Company*. Washington encourage ainsi la chute d'un gouvernement démocratique mais suspecté d'avoir une orientation communiste. Ce n'était en réalité pas tout à fait le cas : le Parti guatémaltèque du travail (qui ne fait pas officiellement partie du gouvernement même si certains de ses militants sont des proches collaborateurs d'Árbenz[154]), se caractérisait par son autonomie vis-à-vis du Kremlin[155]. Malgré les conséquences dramatiques de l'intervention, l'URSS se contente d'une prudente condamnation et reste fidèle à sa traditionnelle circonspection concernant les affaires de l'Amérique latine. Au lieu d'encourager les espoirs de changement politique et social, la chute de Jacobo Árbenz confirme plutôt les réticences des dirigeants socialistes quant au potentiel révolutionnaire du continent[156]. Cette disposition sera cependant remise en question au cours de la seconde moitié de la décennie et, surtout, suite à la victoire retentissante des insurgés cubains en janvier 1959.

[152] "El general Nikolaï Leonov en el CEP", *op. cit.*, p. 65.
[153] KAUFMAN, Edy, *The Superpowers and their Spheres of Influence. The United States and the Soviet Union in Eastern Europe and Latin America*, London, Croom Helm, 1976, pp. 195-199.
[154] PERUTKA, Lukas, "La exportación de armas de Checoslovaquia a Guatemala, y la caída de Jacobo Árbenz en 1954", in BLOCH, Avital et RODRÍGUEZ, María del Rosario, (éds.), *La Guerra Fría y las Américas*, Morelia, Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo, 2013, p. 405.
[155] Le Parti guatémaltèque du travail (PGT) est l'équivalent des partis communistes. Malgré la proximité idéologique avec Moscou, le PGT n'est pas invité à participer au XIX[e] Congrès du PCUS. José Manuel Fortuny, dirigeant du parti guatémaltèque, doit avouer que, malgré la volonté de se rapprocher de l'URSS, ces derniers « n'ont jamais répondu ». GLEIJESES, Piero, *Shattered Hope: The Guatemalan Revolution and the United States, 1944-1954*, Princeton, Princeton University Press, 1991, p. 186.
[156] LATRÈCHE, Leila, *Cuba et l'URSS*, *op. cit.*, pp. 77-78.

4.-L'Amérique latine d'avant 1959 pour le Kremlin : une *tabula rasa*[157] ?

Au cours du XX[e] Congrès du PCUS, Nikita Khrouchtchev inclut l'Amérique latine dans les « zones critiques » où se livre la bataille décisive contre l'impérialisme[158]. Lors d'une interview avec un journaliste étranger publiée en janvier 1956, le président du Conseil des ministres, Nikolaï Boulganine, se dit prêt à stimuler les échanges humains et commerciaux avec le territoire d'outre-mer. Pour lui, les contacts diplomatiques que l'URSS entretient déjà avec l'Argentine, le Mexique et l'Uruguay s'avèrent mutuellement profitables. Dans un discours qui caractérise le ton de la rhétorique soviétique de la seconde moitié des années 1950, Boulganine prononce un plaidoyer en faveur d'une extension des rapports officiels avec les régimes qui demeurent hésitants :

> « Nous soutenons le développement des liens internationaux et de la coopération avec tous les États, y compris ceux d'Amérique latine. […] Les relations que l'Union soviétique a avec l'Argentine, le Mexique et l'Uruguay sont, nous semble-t-il, avantageuses pour les deux parties. Elles facilitent la coopération des États sur des questions qui concernent le maintien et le renforcement de la paix. […] Ainsi, le commerce avec l'Argentine s'est considérablement étendu. Nous espérons que nos relations avec les pays d'Amérique latine continueront à se développer dans l'intérêt des deux parties »[159].

Côté latino-américain, les Soviétiques comptent sur le soutien enthousiaste et décidé des organisations communistes qui entretiennent pour la plupart des contacts étroits avec le PCUS. Dans la grande majorité des cas, les militants communistes font preuve d'une sincère admiration pour le modèle soviétique. L'URSS constitue sans doute une source d'inspiration incontournable ; ses actions sont épaulées par les « compagnons » latino-américains qui défendent coûte que coûte les décisions prises par Moscou. Comme l'indique Gregory Oswald, bien que les relations réelles avec le continent restent limitées, l'impact idéologique exercé par le modèle soviétique s'affermit[160].

Parmi les PC latino-américains, plusieurs ont été fondés avec la collaboration d'émissaires soviétiques : dès le début, le marxisme-léninisme constitue leur inspiration idéologique et

[157] Il s'agit de l'expression employée par Nicola Miller pour caractériser les liens URSS-Amérique latine avant la Révolution cubaine. MILLER, Nicola, *Soviet Relations with Latin America*, *op. cit.*, p. 3.
[158] FALERONI, Alberto Daniel, "Estrategia soviética en América Latina", in OSWALD, Gregory et STROVER, Anthony, *La Unión Soviética y la América Latina*, *op. cit.*, pp. 53-54.
[159] Cité in CLISSOLD, Stephen, *Soviet Relations with Latin America*, *op. cit.*, pp. 158-159.
[160] OSWALD, Gregory, "An introduction to USSR relations with Mexico, Uruguay, and Cuba", *op. cit.*, p. 75.

l'URSS alimente leur imaginaire révolutionnaire. Étudier l'histoire des partis communistes du continent sans prendre en compte les rapports avec l'URSS serait donc réduire injustement ce phénomène. L'Uruguayen Rodney Arismendi, qui dirige le PC de son pays pendant près de trente ans (1955-1987), est considéré comme l'un des collaborateurs les plus fidèles de Moscou[161]. Dans ses ouvrages théoriques sur la révolution en Amérique latine il applique la ligne dictée par le « frère aîné » et revendique l'héritage léniniste. Pour le spécialiste Joaquín Fermandois, l'attitude du communisme chilien vis-à-vis de l'URSS peut être définie comme une « relation de dépendance idéologique » envers un « horizon paradigmatique »[162].

L'influence croissante du système soviétique au Chili est confirmée par Alfonso Salgado dans une analyse onomastique tout à fait originale : le jeune historien prouve qu'à partir de 1953, le nombre d'individus portant un prénom associé au leader de la Révolution d'Octobre (Vladimir, Ilich ou Lénine) augmente de façon significative, ce qui reflète une admiration accrue pour l'URSS et ses représentants[163]. À Cuba, le Parti socialiste populaire (PSP), d'obédience marxiste-léniniste, soutient ardemment le Kremlin lors de l'intervention des chars de l'Armée rouge sur le territoire hongrois en octobre-novembre 1956. Dans une brochure destinée à contrer « les mensonges de la presse bourgeoise quand il s'agit d'inventer des calomnies antisoviétiques », les Jeunesses du PSP prennent parti pour l'URSS et accusent durement les « fascistes hongrois qui prétendaient restaurer le capitalisme »[164]. Ces exemples de fidélité prosoviétique sont loin d'être des cas isolés ; ils se rencontrent au sein de la plupart des organisations communistes latino-américaines.

Mais ce dévouement n'est pas complétement gratuit. Il est entretenu par une politique systématique d'aides financières et d'encouragements divers qui s'intensifient à partir de la seconde moitié de la décennie 1950. Les dirigeants communistes sont invités régulièrement à se rendre en URSS sous des conditions extrêmement avantageuses : les hôtes prennent en charge le prix du billet d'avion, les frais d'hébergement, les déplacements internes, le service d'interprète et les repas. Ces séjours sont souvent accompagnés de cérémonies chaleureuses,

[161] BLASIER, Cole, *The giant's rival*, *op. cit.*, pp. 75 et 98.
[162] FERMANDOIS, Joaquín, *Chile y el mundo 1970-1973. La política exterior del Gobierno de la Unidad Popular y el Sistema Internacional*, Santiago, Universidad Católica de Chile, 1985, p. 49.
[163] SALGADO, Alfonso, "Antroponimia leninista: Santiago de Chile, 1914-1973", in *Seminario Simon Collier 2009*, Santiago, Pontificia Universidad Católica de Chile, Instituto de Historia, 2010, pp. 186-187.
[164] Archives nationales de Cuba (par la suite, ANC), *Fondo Especial*, dossier n°14, numéro d'ordre 121, "Documento impreso de la Juventud Socialista en respuesta a 'La Gran Mentira' de *Bohemia* y a la publicación en *Life* de calumnias contra la Unión Soviética".

d'invitations à participer à des conférences, de banquets copieux et, dans certains cas, de traitements médicaux[165].

Les Soviétiques offrent également des cours de préparation idéologique de durée variable (entre trois mois et un an) destinés aux militants du Parti ou aux délégués syndicaux. Les archives soviétiques témoignent de l'intensité des liens établis entre le PCUS et les différentes organisations de travailleurs du continent au cours des années 1950. La première délégation de syndicalistes latino-américains qui visite Moscou après la Seconde Guerre mondiale touche le sol soviétique en décembre 1950. Les 18 voyageurs représentent huit pays différents – le Mexique, Cuba, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur et le Costa Rica – et ils séjournent en URSS pendant près de deux semaines[166]. Ces échanges se systématisent par la suite. En 1956, par exemple, le président de la Centrale unique des travailleurs du Chili, Clotario Blest, reçoit une lettre du Conseil des syndicats soviétiques lui faisant part de la volonté d'accueillir une délégation de cinq représentants chiliens pour l'année 1957[167]. Deux ouvriers soviétiques, accompagnés d'un traducteur, sont invités à leur tour au congrès de la Fédération de la construction qui a lieu à Santiago[168].

Au-delà de ces encouragements, le PCUS transmet secrètement aux « partis frères » des subsides financiers qui tendent à se multiplier à la fin des années 1950. Un fonds pour l'appui des organisations communistes des « pays capitalistes » est créé en 1948 à Budapest. La direction du PCCh reçoit en 1955 la première contribution destinée à un parti sud-américain. Cette aide obéit à une demande du Secrétaire général Galo González formulée lors d'un séjour à Moscou[169]. La somme, qui satisfait les attentes des communistes chiliens, reste cependant modeste (5 000 dollars sur un budget total de 5 millions, soit 0,1 % du total), mais elle sera quatre fois plus importante en 1957. Dès lors, les subsides délivrés par Moscou s'accroissent substantiellement ainsi que le nombre de receveurs[170]. En 1958, le PC du

[165] ULIANOVA, Olga et FEDIAKOVA, Eugenia, "Algunos aspectos de la ayuda financiera", *op. cit.*, pp. 141-142.
[166] Archives d'État de la Fédération de Russie (par la suite, GARF), Fonds 5451, O.52, D.100, 5 janvier 1951. Comme il a été dit dans l'introduction, toutes les sources issues des archives russes que nous citons dans cette thèse ont été rassemblées par l'historienne Olga Ulianova dans le cadre du projet FONDECYT 1060055 soutenu par le ministère de l'Enseignement du Chili.
[167] GARF, Fonds 5451, O.45, D.1286, décembre 1956.
[168] GARF, Fonds 5451, O.45, D.1286, décembre 1956.
[169] CORVALÁN, Luis, *De lo vivido y lo peleado*, Santiago, Lom, 1997, p. 108.
[170] ULIANOVA, Olga et FEDIAKOVA, Eugenia, "Algunos aspectos de la ayuda financiera", *op. cit.*, pp. 129-136.

Venezuela occupe la sixième place dans la liste des bénéficiaires. On y trouve aussi les PC de l'Uruguay, du Chili, de la Colombie, du Guatemala, du Mexique et de la Bolivie[171].

La seconde moitié des années 1950 voit aussi se consolider les liens dans d'autres domaines, confirmant qu'à bien des égards l'intérêt renouvelé de Moscou envers l'Amérique latine précède l'éclatement révolutionnaire à Cuba. L'activité culturelle soviétique se renforce pendant la période 1956-1959. Des organes périodiques sont traduits en espagnol et en portugais (*Cultura y Vida*, *Tiempos Nuevos*, *Literatura Soviética*, *Mujer Soviética*, *Unión Soviética*, etc.) pour être diffusés au sein des sociétés. Ces publications sont distribuées par des associations communistes ainsi que par des instituts culturels « d'amitié » qui intensifient leurs activités : en 1958, près de 30 sociétés binationales sont réparties dans sept pays (Argentine, Bolivie, Chili, Mexique, Pérou, Uruguay, Brésil). Elles encouragent des activités diverses (conférences, expositions, séances cinématographiques, concerts) et sont à l'origine de manifestations liées à la réalité soviétique[172].

En URSS, la littérature latino-américaine suscite plus d'intérêt que dans les années précédentes, ce qui se reflète par l'accroissement de traductions d'œuvres d'auteurs hispano-américains. Le célèbre intellectuel Ilya Ehrenbourg, par exemple, traduit la poésie du Cubain Nicolás Guillén et de Pablo Neruda, dont la quasi-totalité de l'œuvre est disponible en langue russe avant 1959[173]. D'un autre côté, la présence de visiteurs latino-américains est visiblement stimulée. Plusieurs cas peuvent être évoqués. Après avoir fait la connaissance du violoniste Leonid Kogan à Santiago du Chili, la folkloriste Margot Loyola est invitée en 1957 par le ministère de la Culture de l'URSS. Elle fait une tournée de près de deux ans lui permettant de visiter cinq pays socialistes et de nombreuses républiques d'URSS[174]. D'importantes figures du monde artistique soviétique se rendent également en Amérique avant 1959, dont le compositeur Aram Khatchatourian, les musiciens Leonid Kogan, David Oïstrakh, Tatiana Nikolaïeva et les écrivains Ilya Ehrenbourg et Constantin Simonov. Concernant les échanges de délégations, un événement mérite d'être souligné. Il s'agit du Festival mondial de la jeunesse et des étudiants qui a lieu à Moscou en juillet-août 1957. À cette occasion, les Latino-américains sont au nombre de 900, un chiffre qui s'explique notamment par la

[171] Archives russes d'État d'histoire contemporaine (par la suite, RGANI), Fonds 89, O.38, D.1, 25 décembre 1958.
[172] DILLON, Dorothy, *International Communism and Latin America*, *op. cit.*, pp. 20-22.
[173] GRIGULIÉVICH, Iosif, "Ilya Enrenburg y América Latina", in *Invitación al diálogo. América Latina: reflexiones acerca de la cultura del continente*, Moscú, Progreso, 1990, p. 96.
[174] LOYOLA, Margot, *Por el mundo: memorias de viaje*, Santiago, Sello Raíces, 1989, pp. 12-18. Entretien de l'auteur avec Margot Loyola et Osvaldo Cádiz, Santiago, 21 janvier 2013.

multiplication des subsides provenant du bloc socialiste[175]. D'après Zoia Barach, qui fut traductrice pendant les festivités, les délégués d'Amérique latine manifestaient une grande curiosité envers la vie en URSS. Il a même fallu créer plusieurs groupes d'interprètes pour encadrer correctement les jeunes représentants hispanophones[176].

C'est dans ce cadre d'intensification graduelle des relations que survient l'insurrection cubaine de 1959. L'existence d'un régime révolutionnaire incite les décideurs soviétiques à renforcer leur présence dans l'ensemble du territoire. À partir de cette année, des institutions destinées à faciliter les liens avec le continent sont créées. Nul ne doute qu'une politique spécifique envers l'Amérique latine va se dessiner plus concrètement après le succès des frères Castro. Mais cette nouvelle proximité est aussi le résultat d'une tendance préexistante. Comme nous l'avons indiqué, cette propension commence à devenir visible après la mort de Staline et, surtout, à la suite du XX^{e} Congrès du PCUS qui officialise la doctrine de la « coexistence pacifique »[177]. Il est donc essentiel de prendre en compte ces efforts précurseurs qui préparent le terrain pour l'établissement d'une véritable diplomatie culturelle sur le sous-continent. Si l'intérêt du Kremlin envers l'Amérique latine est vigoureusement encouragé par les espoirs révolutionnaires à Cuba, il est aussi lié à des transformations propres à l'URSS, où les autorités définissent une politique de rapprochement avec l'Occident. Il est désormais temps de se pencher sur les effets concrets de la politique extérieure poststalinienne.

[175] DILLON, Dorothy, *International Communism and Latin America*, *op. cit.*, pp. 20-22.
[176] Entretien de l'auteur avec Zoia Barach, La Havane, 27 mars 2014.
[177] LÉVESQUE, Jacques, *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*, Paris, Armand Colin, 1988, pp. 170-171.

1ère PARTIE

L'Amérique latine entre dans la guerre pour les idées : les relations internationales avec l'Union soviétique (1953-1973)

Dans la seconde moitié de la décennie 1950, les pays dits du « Tiers-monde » commencent à s'insérer davantage dans la logique de guerre froide. Au cours de l'affrontement Est-Ouest, un phénomène qui se définit de plus en plus comme un conflit pour les idées, la volonté d'accroître la présence dans des sociétés historiquement marginalisées des grands débats internationaux devient un enjeu crucial. Les puissances de la planète (particulièrement les États-Unis et l'URSS, mais aussi l'Angleterre, la France, l'Italie ou la Chine) conçoivent des programmes d'intervention politique et culturelle pour tenter de « convertir » les habitants d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine en répandant une image positive de leur modèle. La mort de Staline en 1953, puis la conférence de Bandung en 1955 et la crise du canal de Suez en 1956, marquent un renouvellement de la doctrine soviétique dans des contrées qui s'étendent au-delà de sa sphère d'influence traditionnelle.

Un premier chapitre sera consacré à la nature idéologique de la guerre froide de part et d'autre du « rideau de fer ». Dans une confrontation qui ne se caractérise guère par la montée des hostilités armées entre les « deux grands », ces derniers érigent de véritables diplomaties culturelles destinées, en dernier ressort, à transformer de l'intérieur les communautés visées. Côté soviétique, les évolutions internes et les espoirs révolutionnaires soulevés par la victoire des rebelles cubains poussent les autorités à définir une doctrine spécifique envers le continent. Le deuxième chapitre examinera l'essor des relations avec le gouvernement de Fidel Castro au « temps du rapprochement » (1959-1963) et avec le Chili du démocrate-chrétien Eduardo Frei (1964-1970). Vers la fin des années 1960, les convergences entre les deux pays latino-américains et l'URSS se consolident. Alors que La Havane entame un processus de « normalisation » des rapports avec Moscou suite à une période de sévères divergences idéologiques, à Santiago, le président socialiste Salvador Allende accède au pouvoir en 1970. Un troisième chapitre analysera les particularités des liens réciproques au cours de ces périodes « d'affinité politique ».

Chapitre I

La « guerre froide globale » : un affrontement idéologique

> Dans la société de consommation, la denrée que l'homme consomme le plus, c'est l'optimisme. Depuis le temps que la planète était bourrée de tout ce qu'il fallait pour la détruire – et avec elle, au besoin, les planètes les plus proches –, on avait fini par dormir tranquille. Chose bizarre, l'excès même des armes terrifiantes et le nombre grandissant des nations qui les détenaient apparaissaient comme un facteur rassurant. De ce qu'aucune, depuis 1945, n'avait encore utilisée, on augurait qu'*on n'oserait* et qu'il ne se passerait rien. On avait même trouvé un nom et l'apparence d'une haute stratégie à cette fausse sécurité où nous vivions. On l'appelait *« l'équilibre de la terreur »*.
>
> Il faut bien dire aussi : rien, absolument rien, dans les semaines qui précédèrent le jour J, ne l'avait laissé prévoir. Il y avait bien des guerres, des famines et des massacres. Et çà et là, des atrocités. Les unes flagrantes – chez les sous-développés, les autres, plus cachées – chez les nations chrétiennes. Mais rien, en somme, que nous n'ayons déjà observé dans les trente années passées. Tout cela se situait d'ailleurs à une distance commode, chez les peuples lointains. On était ému, certes, on s'indignait, on signait des motions, il arrivait même qu'on donnât un peu d'argent. Mais en même temps, tout au fond de soi, après toutes ces souffrances vécues par procuration, on se rassurait. La mort, c'était toujours pour les autres[178].

Les nouvelles interprétations des années 1990 concernant les relations internationales au cours de la guerre froide – évoquées dans l'introduction – entraînent un véritable renouvellement conceptuel : aujourd'hui, on parle davantage de « guerre froide culturelle » ou de « guerre idéologique » pour mieux saisir la réalité de l'affrontement. « L'équilibre nucléaire » impose la prudence et rend moins plausible une confrontation armée entre les deux superpuissances[179], désormais conscientes de la vulnérabilité de la planète face au danger atomique. Ainsi, la guerre froide acquiert une dimension idéologique dans laquelle le

[178] MERLE, Robert, *Malevil*, Paris, Gallimard, 2012, pp. 73-74.

[179] Après la Seconde Guerre mondiale, le monde entre dans un nouveau système de puissances. Ce bouleversement de la scène internationale entraîne également un renouvellement conceptuel. Dès lors, les États-Unis et l'Union soviétique se désignent plus régulièrement sous le terme de « superpuissance », ce qui révèle un changement structurel de l'ordre mondial, marqué par la consolidation des deux grands vainqueurs de la guerre – Washington et Moscou – et par leur capacité accrue d'hégémonie. Les « superpuissances » sont désormais capables de mettre en état de dépendance d'autres nations pour ainsi former un « camp » qu'elles contrôlent et dont elles sont le modèle. ALLAIN, Jean-Claude et FRANK, Robert, « La hiérarchie des puissances », in FRANK, Robert, *Pour l'histoire des relations internationales*, *op. cit.*, pp. 172-174.

rapport de forces traditionnellement centré sur la supériorité militaire se modifie en faveur du politique. Moscou et Washington doivent, par conséquent, réévaluer leurs priorités internationales en fonction des singularités du conflit. Nous sommes face à un antagonisme atypique nourri par le choc constant entre visions du monde et « modes de vie » incompatibles [180]. Dans ce cadre, les États-Unis et l'URSS cherchent à stimuler le rayonnement des doctrines préconisées. Pour s'assurer la diffusion efficace de leur modèle, les superpuissances élaborent des programmes qui font de la culture une « arme » privilégiée d'influence politique.

Dans la mesure où les pays du Tiers-monde s'intègrent dans la logique de guerre froide, les diplomaties culturelles visent de plus en plus de nations. Suite à la conférence de Bandung en avril 1955, les territoires d'Asie et d'Afrique entrent avec fermeté dans le conflit global et deviennent un enjeu clé de la politique étrangère des puissances. Côté soviétique, les campagnes de propagande culturelle s'érigent en pilier essentiel de la « coexistence pacifique », une doctrine ardemment encouragée par l'administration Khrouchtchev. En ce qui concerne l'Amérique latine, après la Révolution cubaine le continent s'insère de plain-pied dans la guerre froide du Kremlin. De fait, avec l'entrée des « barbus » à La Havane en janvier 1959, le Nouveau Monde connaît une intense « bataille pour les idées ». Ainsi, les pays latino-américains deviennent témoins et acteurs d'une rivalité dans laquelle la présence croissante de l'URSS parvient à affaiblir la place historiquement dominante du « voisin du Nord ».

1.1.-Une guerre pour les idées

Malgré l'extrême hostilité internationale, la guerre froide ne provoque pas de confrontation armée directe entre les deux grandes puissances. La crise globale acquiert une dimension principalement idéologique incitant Moscou et Washington à propager une image séduisante du modèle représenté plutôt qu'à chercher à obtenir des récompenses matérielles ou territoriales. Nous nous retrouvons face à une guerre pour les idées à travers laquelle les deux camps prétendent légitimer leurs convictions devant les yeux du monde. Nigel Gould-Davies

[180] LEFFLER, Melvyn, *For the Soul of Mankind: the United States, the Soviet Union, and the Cold War*, New York, Hill and Wang, 2007, p. 98.

souligne l'importance des stratégies non militaires destinées à « conquérir les esprits »[181]. Pour Odd Arne Westad, ce sont justement ces enjeux qui stimulent des plans d'intervention sophistiqués, engendrant des tensions accrues dans les territoires étrangers[182]. Contraints par « l'équilibre nucléaire », qui fait de la lutte militaire une menace bien réelle pour l'avenir de l'humanité[183], les superpuissances conçoivent des campagnes de persuasion à l'échelle mondiale appelées à remplacer des politiques d'agression directe. C'est ainsi qu'une véritable « guerre psychologique », destinée à « gagner les cœurs et les esprits »[184] des populations, se met en place. Comme nous l'observerons à présent, le caractère prioritaire des mécanismes de transmission d'une image séduisante se consolide dans la mesure où la conscience du danger atomique se répand.

1.1.1.-Le caractère dissuasif de « l'équilibre nucléaire » : du déclenchement de la guerre froide à « l'ère de la détente »

Le 29 août 1949 marque une date charnière dans l'histoire du monde contemporain : c'est à ce moment-là que les Soviétiques réussissent à tester efficacement leur première bombe atomique. Le succès de l'opération ne satisfait cependant pas entièrement les responsables du Kremlin car, contrairement aux attentes, les Américains la détectent avec une extrême rapidité et, de surcroît, ils ne tardent pas à rendre publique leur découverte[185]. À moins d'un mois de l'explosion nucléaire, le 23 septembre 1949, le président Harry Truman s'adresse à ses concitoyens et il leur signale que cet événement a été largement anticipé :

[181] GOULD-DAVIES, Nigel, "The Logic of Soviet Cultural Diplomacy", *op. cit.*, pp. 193-194.
[182] WESTAD, Odd Arne, *La guerre froide globale*, *op. cit.*, pp. 15-18.
[183] John Lewis Gaddis insiste de façon systématique sur l'impact décisif de « l'équilibre nucléaire » dans la configuration de la guerre froide. Voir notamment la conclusion de son ouvrage-bilan, GADDIS, John Lewis, *The Cold War: A New History*, New York, Penguin Books, 2007.
[184] Cette expression, très régulièrement invoquée pour rendre compte des particularités de la guerre froide, a été popularisée par le président Dwight Eisenhower pour faire référence aux stratégies des décideurs étatsuniens. Pour plus de détails sur la rhétorique d'Eisenhower, voir l'ouvrage de l'historien OSGOOD, Kenneth, *Total Cold War. Eisenhower's Secret Propaganda Battle at Home and Abroad*, Lawrence, University Press of Kansas, 2006.
[185] ROMER, Jean-Christophe, « L'URSS après 1945 : l'obsession atomique », in DELMAS, Jean et KESSLER, Jean (éds.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide, 1947-1953*, Bruxelles, Complexe, 1999, pp. 58-59.

> « Nous avons la preuve qu'au cours des dernières semaines, une explosion atomique s'est produite en URSS. […]
> Voici près de quatre ans, j'ai souligné que l'opinion scientifique semble être pratiquement unanime quant au fait que les connaissances théoriques sur lesquelles est basée la découverte sont déjà largement répandues. […] Et, dans la déclaration des trois nations faite par le président des États-Unis et des premiers ministres du Royaume-Uni et du Canada, en date du 15 novembre 1945, il a été souligné qu'aucune nation ne peut, en fait, avoir le monopole des armes atomiques »[186].

La guerre froide se déclenche donc au début de « l'ère nucléaire », dans un contexte où l'état de développement des armements implique un « tout ou rien », c'est-à-dire une situation dans laquelle l'escalade des tensions militaires est susceptible de produire une « guerre totale ». C'est précisément cela qui amène l'historien Claude Delmas à formuler un commentaire éclairant à propos de la confrontation Est-Ouest : « Limitation des moyens au service d'enjeux illimités, telle est la caractéristique fondamentale de la guerre froide »[187]. De fait, malgré l'utilisation d'une rhétorique alarmiste de la part de certaines autorités, la singularité du conflit réside dans le fait que l'équilibre des forces rend très difficile l'éclatement d'une Troisième Guerre mondiale[188]. Certes, il y a une période allant de 1947 – année de l'exposé officiel de la « Doctrine Truman »[189] – à avril 1951 – date qui marque un tournant des affrontements de la Guerre de Corée[190] – au cours de laquelle la peur s'empare véritablement d'un certain nombre de dirigeants. Mais dès que la parité nucléaire devient une donnée incontestable, les stratèges des superpuissances prennent définitivement conscience de la nécessité d'abandonner la possibilité armée. Pour le Kremlin, la décision d'exclure

[186] TRUMAN, Harry, « Déclaration sur la bombe atomique russe », in DELMAS, Claude, *Armements nucléaires et guerre froide*, Paris, Flammarion, 1971, p. 122.
[187] *Ibid.*, p. 22.
[188] HOBSBAWM, Eric, *L'Âge des extrêmes. Le Court Vingtième Siècle, 1914-1991*, Bruxelles, Complexe, 2000, p. 305.
[189] La « Doctrine Truman » est une politique du gouvernement américain annoncée pour la première fois par Harry Truman au cours d'une allocution en mars 1947 devant le Congrès de son pays. Elle vise à prévenir sur le caractère menaçant de l'expansion communiste, tout en justifiant l'ingérence extérieure de Washington ainsi que la possibilité de s'opposer aux interventions soviétiques. Dans ses mémoires, l'ancien président décrit la méfiance des autorités américaines envers la politique jugée interventionniste de l'Union soviétique : « la nouvelle menace qui se dressait devant nous paraissait tout aussi grave que l'avait été celle de l'Allemagne nazie et de ses amis ». Cette situation justifie une attitude de confrontation : « L'inaction, une politique de repli, des concepts genre 'forteresse américaine', ne pourrait avoir qu'un seul résultat : faire cadeau à la Russie de vastes régions du globe qui se refusaient encore à elle ». Le 5 avril 1947, Truman insiste sur ses idées à l'occasion du dîner annuel de la Journée Jefferson : « Il faut que nous agissions à temps – avant même que le temps soit venu – pour étouffer les premières lueurs de toute conflagration qui risquerait d'embraser l'univers entier ». TRUMAN, Harry, *Mémoires*, Paris, Plon, 1956, vol. 2 : « Années d'épreuves et d'espérance. L'Alliance atlantique, 1946-1950 », pp. 118-119 et 126.
[190] C'est à ce moment-là que le président Truman décide de limoger le général Douglas McArthur, le commandant des forces américaines qui poussait à l'extrême ses stratégies offensives. HOBSBAWM, Eric, *L'Âge des extrêmes*, *op. cit.*, p. 307.

l'utilisation d'armes pour le développement du conflit est sans doute une démarche gênante d'un point de vue théorique : elle remet en cause l'idée léniniste selon laquelle la guerre constitue un moyen de faire progresser la révolution socialiste[191].

La logique dissuasive du nucléaire se renforce lors de la première explosion d'une « bombe H » (aussi connue sous l'appellation de bombe thermonucléaire ou bombe à fusion) américaine, le 1er novembre 1952, suivie huit mois plus tard d'une opération soviétique équivalente. Cette bombe, considérée comme près de 200 fois plus puissante que celle d'Hiroshima[192], impose définitivement la modération par la reconnaissance généralisée de l'irrationalité du recours à la force. À la crainte grandissante envers le pouvoir destructeur des armements désormais disponibles, s'ajoute un facteur non négligeable : celui de l'incertitude des superpuissances vis-à-vis du progrès technique de la contrepartie. L'incapacité de prévoir le comportement de l'ennemi contribue à consolider l'équilibre forcé qui s'installe sur la scène internationale. D'ailleurs, les stratèges des deux camps idéologiques jugent souvent de façon inexacte les intentions de l'autre[193].

Immédiatement après la mort de Staline en mars 1953, ses successeurs adoptent une approche prudente concernant les dangers de « l'ère nucléaire ». Lavrenti Beria et Gueorgui Malenkov, qui perçoivent les risques du discours agressif stalinien, s'engagent graduellement dans une politique de diminution des tensions globales[194]. Suivant l'analyse de Vladislav Zubok et Constantine Pleshakov, pour Nikita Khrouchtchev, à la tête du Parti communiste de l'URSS à partir de septembre 1953, le problème nucléaire devient l'élément essentiel qui façonne sa vision du monde. Même pendant ses moments d'euphorie extrême – comme quand il annonce le lancement de la première fusée intercontinentale en août 1957 –, il garde à l'esprit les limites inhérentes imposées par la bipolarité nucléaire[195].

Le succès du Spoutnik introduit un nouveau facteur. Cette opération annonce en effet des moyens rénovés de transport d'armes nucléaires, désormais susceptibles d'atteindre le territoire étatsunien. Mais les Américains ne tardent pas à réagir et, quelques mois après, ils fabriquent leurs propres satellites. Les « deux grands » sont donc capables à la fin de la décennie 1950 de détruire l'adversaire. C'est cette logique de vulnérabilité mutuelle que l'on

[191] SOUTOU, Georges-Henri, *La guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, pp. 324-325.
[192] DELMAS, Claude, *Armements nucléaires et guerre froide*, *op. cit.*, p. 142.
[193] HOFFMAN, David, *The Dead Hand: The Untold Story of the Cold War Arms Race and its Dangerous Legacy*, New York, Anchor Books, 2010, p. 17.
[194] ZUBOK, Vladislav et PLESHAKOV, Constantine, *Inside the Kremlin's Cold War: From Stalin to Khrushchev*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1996, pp. 138-173.
[195] *Ibid.*, p. 189.

qualifie communément « d'équilibre de la terreur »[196]. En outre, comme l'indique le journaliste David Hoffman, la nature dissuasive de la « course aux armements » n'est pas déterminée uniquement par le développement des connaissances atomiques mais aussi par l'évolution croissante d'armes chimiques et biologiques[197].

Certes, la crise des missiles à la fin 1962 marque un retour vigoureux des craintes d'affrontements et engendre les pires cauchemars. Mais suite à la signature du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires en août 1963, l'atmosphère de soulagement revient sur la scène et un nouveau climat s'instaure. Souvent connue sous le nom de « détente », cette phase d'assouplissement se caractérise par la recherche incessante d'une stabilité internationale. Dès lors, dans la hiérarchie des priorités de chaque superpuissance, l'amélioration systématique des rapports Est-Ouest prend le pas sur le développement militaire. Les effets de la crise cubaine incitent les dirigeants soviétiques à éviter des engagements risqués dans les territoires du Tiers-monde[198]. Selon Jeremi Suri, à ce stade c'est la « stabilité, et non pas le progrès, qui est devenue le mot d'ordre de la diplomatie des années 1960 »[199].

Les décideurs tournent leur attention vers d'autres méthodes d'influence, dont les échanges culturels, poussant à une réorientation des stratégies de la guerre froide. Le caractère dissuasif du nucléaire est souligné à maintes reprises par des historiens internationalistes dès la fin des années 1970. La tendance à minimiser le risque d'une confrontation militaire globale trouve son plus grand défenseur en la personne de John Lewis Gaddis : il énonce dès les années 1980 la thèse selon laquelle la guerre froide pourrait être qualifiée de *Long Peace* : une « ère de stabilité comparable à celle présidée par Metternich et Bismarck au cours du XIX^{e} siècle »[200]. C'est donc dans ce contexte d'équilibre fragile, conditionné par les avancées technologiques des puissances, que les autorités soviétiques définissent une doctrine qui deviendra la pierre angulaire de leur diplomatie : la « coexistence pacifique ».

[196] MENDRAS, Marie, « Le Tiers-monde dans la doctrine soviétique des relations internationales », in *Relations Internationales*, n°45, 1986, p. 91.
[197] HOFFMAN, David, *The Dead Hand*, *op. cit.*
[198] SURI, Jeremi, *Power and Protest: Global Revolution and the Rise of Detente*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2003, pp. 42-43.
[199] *Ibid.*, p. 43.
[200] GADDIS, John Lewis, *The Cold War*, *op. cit.*, p. 196.

1.1.2.-La « coexistence pacifique » et l'émergence du Tiers-monde dans la politique extérieure du Kremlin

Ébranlée par les effets désastreux de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS d'après 1945 est à la recherche de stabilité interne. Avant d'établir une politique d'intervention destinée à diffuser les principes du socialisme, Staline cherche surtout à retrouver un équilibre dans un pays accablé par les effets tragiques de la guerre. L'affrontement a occasionné de nombreuses destructions matérielles (70 000 villages, 32 000 usines et 1 700 villes ont été détruits ; 64 000 kilomètres de voies ferrées deviennent inutilisables), l'économie soviétique est incapable de se redresser dans l'immédiat et les autorités ont tendance à se méfier d'une partie importante des habitants. L'impressionnant taux de mortalité des soldats soviétiques provoque un dramatique déséquilibre au sein de la population : le nombre de femmes dépasse de 20 millions celui des hommes[201]. Par ailleurs, les décideurs du Kremlin n'ont aucun intérêt à entrer en conflit avec les États-Unis. Bien au contraire, le redressement du pays dépend de l'aide internationale et la puissance américaine est la seule capable d'offrir l'assistance nécessaire[202].

Ainsi, l'URSS de Staline demeure une puissance régionale, sans véritables ambitions d'expansionnisme mondial. Le funeste bilan d'après-guerre, qui contraste fortement avec le développement de l'économie américaine, fait de Moscou un État faible, incapable de concevoir de grands objectifs internationaux. Les priorités de la politique extérieure se limitent pour le moment à la préservation de l'hégémonie en Europe de l'Est, où la prépondérance des partis communistes permet d'envisager une évolution favorable des forces de gauche. D'un autre côté, la politique de confrontation stimulée par George Kennan et établie formellement par le gouvernement d'Harry Truman (1945-1953), force Staline à modérer ses perspectives stratégiques. La « Doctrine Truman », on l'a vu, vise à arrêter l'expansion du communisme, ce qui justifie l'ingérence extérieure de Washington. L'essentiel de l'ère stalinienne est la volonté d'organiser une zone d'influence et d'harmoniser le bloc est-européen[203]. Selon Marie-Pierre Rey, à sa mort en mars 1953, Staline lègue à ses

[201] JUDT, Tony, *Après-guerre*, *op. cit.*, pp. 32-34.
[202] HOBSBAWM, Eric, *L'Âge des extrêmes*, *op. cit.*, pp. 311-312.
[203] CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène, « L'Union soviétique et l'Europe depuis 1945 », in *Opinion publique et politique extérieure. 1945-1981*, Rome, École Française de Rome, 1985, p. 247.

successeurs une nation qui se pense surtout comme une puissance euro-asiatique d'hégémonie restreinte[204].

Mais malgré les années d'isolement, l'établissement de la « coexistence pacifique » comme pilier de la diplomatie de l'URSS n'est pas une nouveauté imposée par l'administration Khrouchtchev mais plutôt l'aboutissement d'une évolution plus large qui remonte à 1952. Mikhaïl Lipkin a montré récemment que la Conférence économique internationale de Moscou, qui se déroule en avril 1952, constitue une première tentative d'innovation de la politique étrangère. Bien que finalement le principe de la « coexistence pacifique » n'ait pas réussi à s'imposer, il est invoqué au cours des réunions préparatoires à cette rencontre[205]. En décembre de cette même année, Staline affirme devant un journaliste américain que la

> « …coexistence pacifique du capitalisme et du communisme est pleinement possible s'il existe un désir mutuel de coopérer, si l'on est prêt à remplir les engagements contractés, si l'on observe le principe de l'égalité et de la non-immixtion dans les affaires intérieures des autres États »[206].

En effet, dans le contexte de détérioration de la situation internationale lors de la Guerre de Corée (1950-1953), Staline manifeste certains signes de relâchement. Cependant, cette apparente accalmie est plutôt une stratégie rhétorique et n'implique pas forcément de changements majeurs. Il demeure convaincu que l'Occident pourrait l'attaquer tôt ou tard et se prépare donc à une éventuelle confrontation[207]. Ce sont ses successeurs qui entameront un processus d'assouplissement en politique internationale, contribuant à instaurer consciemment un nouveau climat de détente[208]. Nikita Khrouchtchev, devenu Premier secrétaire du PCUS en septembre 1953, cherche à démontrer que la période d'isolement et de chauvinisme menée par Staline a été abandonnée et remplacée par une volonté de rapprochement avec l'Ouest. Le ministre belge des Affaires étrangères Paul-Henri Spaak – qui compte parmi les dirigeants européens les plus sceptiques à l'égard des changements intervenus en URSS – déclare en 1955 que

---

[204] REY, Marie-Pierre, « Puissance régionale ? Puissance mondiale ? », *op. cit.*, pp. 392-393.
[205] LIPKIN, Mikhaïl, « Avril 1952, la conférence économique de Moscou : changement de tactique ou innovation dans la politique extérieure stalinienne », in *Relations Internationales*, n°147, 2011, pp. 25-26.
[206] Cité in DU BOIS, Pierre, « Guerre froide, propagande et culture (1945-1953) », in *Relations Internationales*, n°115, 2003, pp. 441-442.
[207] SOUTOU, Georges-Henri, *La guerre de cinquante ans, op. cit.*, p. 262.
[208] ZUBOK, Vladislav, *A failed Empire, op. cit.*, pp. 94-95 et 101-105.

« …la détente internationale, c'est essentiellement […] une modification qui s'est produite dans l'attitude des représentants de l'URSS. […] Outre ce changement dans le langage et dans le comportement, on a assisté à l'exécution d'un certain nombre de faits »[209].

Par ailleurs, la condamnation du colonialisme lors de la réunion de 29 pays d'Asie et d'Afrique à Bandung (Indonésie) en 1955 et la crise du canal de Suez en 1956 – un échec retentissant des influences franco-britanniques en Égypte – marquent l'émergence du Tiers-monde en tant qu'acteur important sur la scène mondiale. Dans ce nouveau contexte, Nikita Khrouchtchev et ses collaborateurs estiment indispensable d'adapter les priorités internationales de l'État soviétique. Afin d'accroître les contacts et d'accélérer le dialogue avec les « pays capitalistes », Moscou préconise énergiquement la « coexistence pacifique ». Cette nouvelle volonté universaliste s'exprime par un intérêt croissant envers les nations sous-développées ainsi que par la multiplication des échanges avec l'Occident[210].

C'est dans la foulée de cette restructuration de la politique extérieure que se tient en février 1956 le XX^{e} Congrès du PCUS au cours duquel Khrouchtchev dénonce les crimes commis par son prédécesseur. Les délégués présents apprennent ainsi les manipulations des autorités, les épurations des cadres du Parti et la déportation massive de citoyens. Cette rupture avec l'impitoyable autoritarisme stalinien entraîne une relaxation des tensions globales, de même qu'une reconnaissance de la nécessité de cohabiter avec l'Ouest[211]. Pour l'ancien communiste français Victor Leduc, tout retard dans le processus de déstalinisation est en même temps un recul de la lutte pour imposer la « coexistence pacifique », une thèse qu'il qualifie « de conquête de la pensée marxiste déstalinisée »[212]. De fait, comme l'indique pertinemment Jacques Lévesque, dès 1956 cette doctrine devient officiellement la ligne générale de la politique extérieure de Moscou[213]. Après la conférence de Bandung, on retrouve cette formule dans quasiment toutes les conventions internationales signées par des représentants soviétiques[214].

---

[209] SMETS, Paul-F. (éd.), *La pensée européenne et atlantique de Paul-Henri Spaak : 1942-1972*, t.1, Bruxelles, Goemaere, 1980, pp. 458-459.
[210] REY, Marie-Pierre, « L'URSS et l'Europe occidentale de 1956 à 1975 : de l'ignorance méfiante à la coopération », in *Relations Internationales*, n°82, 1995, p. 239.
[211] CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène, *La Déstalinisation commence*, Bruxelles, Complexe, 1984, pp. 42-43.
[212] LEDUC, Victor, *La coexistence pacifique*, Paris, René Julliard, 1962, pp. 11-12.
[213] LÉVESQUE, Jacques, *L'URSS et sa politique internationale*, *op. cit.*, pp. 170-171.
[214] BOSC, Robert, *Guerres Froides et affrontements de 1950 à 1980 : analyse et prospective internationale*, Paris, Aubier Montaigne, 1973, pp. 36-37.

D'un point de vue strictement théorique, la « coexistence pacifique » implique la renonciation aux conflits armés comme moyen de résolution des questions litigieuses. Elle met en avant la notion de non-ingérence dans les affaires internes d'autres pays tout en encourageant des relations réciproques entre États sur la base d'une entière égalité[215]. Fondée sur ces principes, la « coexistence pacifique » a limité l'agressivité du discours du Kremlin et s'est traduite par des gestes de bonne volonté vis-à-vis du monde occidental, dont la signature de traités bilatéraux à caractère économique et culturel[216].

Cette nouvelle disposition contribue à modifier de manière substantielle l'image internationale de l'URSS et suscite des illusions du côté occidental, du moins jusqu'en octobre-novembre 1956, quand les chars soviétiques interviennent en Hongrie pour étouffer la vague de mécontentement qui exigeait des réformes démocratiques. À son retour à Paris suite à sa tournée en URSS en mai 1956, Guy Mollet déclare que le climat de méfiance envers l'Est est en train de s'atténuer[217]. Ce sentiment est également évoqué au sein de l'Alliance atlantique. Dans le but de mener une politique commune à l'égard de Moscou, le Comité de l'information et des relations culturelles de l'OTAN présente, le 3 juillet 1956, un rapport concernant les contacts entre les deux blocs. Sans nier la logique de propagande qui se cache derrière les intentions de Moscou, les délégués de l'OTAN concluent toutefois que les échanges avec le monde de l'Est doivent être encouragés. Cette posture se justifie par une tendance d'ouverture de la part des autorités soviétiques, indissociable, disent-ils, « d'une certaine évolution qui se manifeste à l'intérieur de l'URSS »[218]. Le texte parvient à saisir l'esprit des représentants du Kremlin ainsi que l'impact de la politique de « coexistence pacifique » en Occident :

[215] KHROUCHTCHEV, Nikita, *Ce que je pense de la coexistence pacifique*, Paris, Plon, 1960, pp. 4-5.
[216] D'autres indices de détente peuvent être mentionnés : le rétablissement de liens amicaux avec la Yougoslavie de Tito (les relations s'étant profondément détériorées sous Staline) ; la signature d'un accord avec les puissances occidentales en 1955 octroyant la pleine souveraineté à l'Autriche ; l'évacuation en septembre 1955 de la base navale de Porkkala, en Finlande, occupée par les Soviétiques depuis 1944 ; les deux réunions de Genève qui rassemblent des représentants des États-Unis, de l'URSS, de la France et de l'Angleterre. En outre, la « coexistence pacifique » se traduit par la multiplication de missions politiques à l'étranger : sur les seules années 1955-1956, Khrouchtchev se rend en Yougoslavie, en Inde, en Birmanie, en Afghanistan et en Angleterre. Il reçoit également le chancelier Konrad Adenauer en septembre 1955, le Premier ministre de l'Inde Jawaharlal Nehru, le Canadien Lester Bowles Pearson, le chef d'État danois, le Chah d'Iran, les autorités belges Paul-Henri Spaak et Achille Van Acker, le président du Conseil français Guy Mollet et son ministre des Affaires étrangères Christian Pineau.
[217] MOURIN, Maxime, *Les relations franco-soviétiques (1917-1967)*, Paris, Payot, 1967, p. 320.
[218] Archives OTAN, *AC/52-WP/20*, « Projet de rapport sur les contacts entre la communauté atlantique et le bloc soviétique », Bruxelles, 3 juillet 1956, p. 2.

« Les dirigeants soviétiques donnent absolument l'impression qu'ils désirent maintenir et, à certains égards, développer les contacts limités qu'ils ont établis avec l'Ouest. Ils estiment sans doute ces contacts utiles pour les raisons suivantes :
En contribuant à la détente internationale et au relâchement de la vigilance du monde non communiste, les échanges culturels jouent un rôle primordial dans la 'coexistence pacifique', qui est devenue le thème principal de la politique soviétique au cours des trois dernières années. […] Il est en effet difficile pour les dirigeants actuels, alors qu'ils condamnent dans une certaine mesure l'oppression stalinienne, de ne pas supprimer quelque peu les cloisonnements qui séparaient le monde communiste de l'étranger »[219].

Néanmoins, la « coexistence pacifique » n'annonce pas l'affaiblissement de la lutte idéologique globale ni du désir d'étendre l'influence du communisme ; elle redéfinit plutôt les moyens adéquats à utiliser dans la rivalité Est-Ouest. L'URSS ne souhaite pas ralentir la lutte contre l'Occident mais la mener de façon plus efficace que Staline[220]. Ainsi, d'autres méthodes moins ouvertement hostiles sont favorisées pour répandre les bienfaits du modèle. La guerre pour les idées ne s'arrête donc pas là, cependant, le recours aux interventions armées devient de plus en plus difficile d'envisager. En échange, la « pénétration culturelle » s'impose pour devenir une stratégie d'influence récurrente, voire prioritaire, dans les nations étrangères. Le Tiers-monde en particulier se transforme en un terrain profitable pour tester l'efficacité de cette nouvelle forme de combat idéologique[221].

Ce nouveau facteur – le Tiers-monde – est évalué de façon tout à fait convaincante par Odd Arne Westad, auteur qui se positionne aujourd'hui comme l'un des plus enthousiastes défenseurs de la « guerre froide idéologique ». Dans un article paru en 2000, O. A. Westad propose « trois (possibles) paradigmes » de la guerre froide : idéologie, technologie et Tiers-monde. Pour le Norvégien, les trois concepts nous offrent chacun un angle de vue particulier de l'affrontement ; un schéma appelé à faire progresser notre compréhension d'une guerre conçue comme « un système international et non seulement comme un conflit bilatéral ou comme une histoire diplomatique »[222]. Il insiste ensuite sur la nécessité de prendre en compte les perceptions ainsi que les images préconçues des leaders car elles constituent des « outils essentiels » pour clarifier les grands épisodes de la seconde moitié du siècle[223]. Mais l'originalité d'O. A. Westad réside surtout dans l'incorporation d'un élément supplémentaire : le Tiers-monde, le troisième « paradigme ». Son hypothèse principale est que la rivalité

[219] *Ibid.*, pp. 1-2.
[220] SOUTOU, Georges-Henri, *La guerre de cinquante ans*, *op. cit.*, p. 322.
[221] MENDRAS, Marie, « Le Tiers-monde dans la doctrine soviétique », *op. cit.*, pp. 87 et 91-94.
[222] WESTAD, Odd, "The New International History of the Cold war", *op. cit.*, p. 552.
[223] *Ibid.*, pp. 552-556.

idéologique se transpose aussi dans les nations d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et domine l'évolution interne de ces continents au point de délégitimer parfois les discours politiques locaux. Par conséquent, il est nécessaire d'identifier les connexions du système international qui façonnent, d'une manière ou d'une autre, la vie de l'ensemble de la planète. C'est bien pour cela qu'il préfère qualifier la confrontation de « guerre froide globale »[224].

Ce schéma s'élargit dans un livre édité en 2005, où il met en application ses théories et adopte une « approche idéaliste » qu'il défend avec fermeté :

> « Ce livre affirme que les États-Unis et l'Union soviétique furent poussés à intervenir dans le Tiers-monde par les idéologies inhérentes à leurs politiques. Enfermés dans un conflit portant sur le concept même de modernité européenne – dont les deux États se considéraient eux-mêmes les héritiers –, Washington et Moscou se devaient de transformer le monde afin de démontrer l'applicabilité universelle de leurs idéologies, et les États nouvellement indépendants s'avéraient être un terrain fécond pour exprimer leur rivalité »[225].

Concernant l'URSS, l'historien constate que l'engagement des autorités envers le Tiers-monde obéit à un sentiment de responsabilité universelle. Avec l'avènement de l'administration Khrouchtchev, l'idéologie du Kremlin atteint un stade où la défense des États d'outre-mer conditionne l'existence même du socialisme. Les décideurs sont convaincus que la progression du monde vers un « avenir radieux » dépend d'eux-mêmes et de la façon d'assumer leur « mission historique » : « Le rôle de l'Union soviétique était de contribuer à préparer le monde à la révolution »[226]. Cette vision « romantique » est particulièrement passionnée chez Nikita Khrouchtchev qui est même prêt à prendre des risques considérables pour défendre les nations étrangères[227]. Pour Westad, la décision d'installer des missiles à

[224] *Ibid*., pp. 562-565.
[225] WESTAD, Odd Arne, *La guerre froide globale*, *op. cit.*, p. 17.
[226] *Ibid*., p. 62.
[227] La figure de Nikita Khrouchtchev est étudiée à maintes reprises par des spécialistes partageant une « perspective idéologique » de la guerre froide. Les singularités de son caractère ainsi que la ferveur de ses engagements offrent des arguments convaincants pour le renforcement des « hypothèses idéalistes ». Georges-Henri Soutou, par exemple, retrace les traits marquants de la personnalité de Khrouchtchev : « Tout d'abord une foi révolutionnaire très profonde, la conviction absolue que l'Occident capitaliste perdrait la partie ». C'est justement cette certitude totale qui entraîne le chef du Parti à s'impliquer dans différents « points chauds » du Tiers-monde. SOUTOU, Georges-Henri, *La guerre de cinquante ans*, *op. cit.*, pp. 317-319. Quant à l'historien William Taubman, auteur d'une biographie monumentale de Nikita Khrouchtchev, il passe en revue les engagements idéologiques que le leader prend tout au long de sa vie et conclut que, malgré ses graves erreurs, Khrouchtchev mène « une existence consacrée au service de la cause » du socialisme. TAUBMAN, William, *Khrushchev: the Man and his Era*, New York, London, Norton & Company, 2003, p. 640.

Cuba constitue un exemple flagrant de cette volonté idéaliste[228]. Nous verrons maintenant que le nouveau statut du Tiers-monde dans le conflit, si ardemment accentué par le Norvégien, se consolide surtout à la fin de la décennie 1950.

1.1.3.-De la conférence de Bandung à la Révolution cubaine

Les événements de la seconde moitié des années 1950 entraînent un bouleversement du rapport de forces qui fait émerger les nations du Tiers-monde sur la scène mondiale. Les États « en voie de développement » deviennent ainsi une force politique susceptible de modifier l'équilibre idéologique Est-Ouest. Les revendications anticolonialistes et la nouvelle visibilité des mouvements de libération nationale attirent l'attention des dirigeants du Kremlin qui sont désormais disposés à tenter de les rallier à leur cause. Ce nouvel engagement dans des zones traditionnellement négligées s'inscrit parfaitement dans la ligne de la « coexistence pacifique », visant à remplacer le discours agressif par une politique plus subtile de propagation de « valeurs communistes ». La conférence de Bandung de 1955, rassemblant des représentants d'Asie et d'Afrique qui tiennent souvent des discours anti-impérialistes, confirme l'importance nouvelle des « régions périphériques ». Moscou compte certainement tirer profit de ces revendications qui semblent viser avant tout les interventions occidentales dans les pays colonisés. Les tensions internationales qui s'ensuivent (dont l'échec tonitruant de la France et de l'Angleterre en Egypte lors de la crise de Suez) sont efficacement exploitées par les Soviétiques qui dénoncent la nature oppressive de l'Ouest. Les relations avec le « Sud » devaient ainsi permettre à Moscou d'asseoir sa légitimité dans ces contrées et de faire figure d'allié naturel face à un monde occidental « hostile et agressif »[229]. Dès lors, des plans de coopération de plus en plus ambitieux s'établissent avec le Tiers-monde pour rendre compte de la volonté solidaire de la puissance socialiste.

Le Secrétariat international de l'OTAN rédige en décembre 1956 un rapport sur « les tendances et conséquences de la politique soviétique » dans lequel il est question des efforts entrepris pour « favoriser la prédominance du monde communiste » à l'étranger. Ce document est révélateur dans la mesure où les délégués de l'Ouest ne cachent pas leurs craintes à l'égard

[228] WESTAD, Odd Arne, *La guerre froide globale*, *op. cit.*, p. 176.
[229] REY, Marie-Pierre, « Introduction : l'URSS et le Sud », in *Outre-mers, revue d'histoire*, vol. 95, n°354-355, 2007, p. 6.

de l'efficacité des méthodes soviétiques. Il révèle le climat tendu de guerre froide et les incertitudes annoncées par la confrontation Est-Ouest. Tout en désirant éviter un conflit nucléaire, l'URSS

> « …poursuit vigoureusement son objectif qui consiste à étendre la zone d'influence communiste par les moyens de la diplomatie, de la propagande, de l'idéologie, de la pénétration politique et économique […]
> [L'Union soviétique] poursuit activement l'exécution d'un programme de contacts accrus avec les pays non communistes dans les domaines politiques, culturels et scientifiques »[230].

Après un examen des transformations internes de la superpuissance et de sa politique en Europe, le texte analyse les « nouvelles possibilités d'agitation qui lui sont offertes » dans la « zone de Bandung » :

> « En s'alliant aux forces du nationalisme et du neutralisme dans les pays sous-développés, dans ceux qui viennent d'accéder à l'indépendance, ou dans les colonies, le gouvernement soviétique essaie de saper et de tourner les positions des puissances occidentales dans le monde, espérant ainsi les isoler, […] la politique soviétique vise à briser ou à affaiblir les liens économiques qui existent entre les pays sous-développés et les puissances occidentales, à étendre la zone de neutralisme. […] Pour appliquer cette politique, les Soviets n'emploient plus les mêmes méthodes que celles de Staline ; ils n'essaient plus de renverser les régimes au pouvoir, ni d'encourager les seuls communistes ou groupes alliés. Ils sont maintenant prêts à collaborer avec n'importe quel régime s'ils voient en cela l'occasion d'encourager des intérêts ou des aspirations de nature à opposer ce régime dans une certaine mesure à l'Ouest »[231].

Ensuite, les représentants de l'Alliance atlantique se focalisent sur les agissements de Moscou entrepris dans des réalités territoriales précises afin de s'ériger en « défenseurs du nationalisme » contre « les Occidentaux ». Dans ces pays, ils exploitent des plans d'assistance économique et d'échange commercial et renforcent leurs missions techniques, une « tendance qui gagnera peut être rapidement en importance ». Ainsi, en Afrique du Nord, par exemple, le Kremlin tente d'établir « des têtes de pont » en proposant des aides à des États tels que la Libye, le Soudan ou le Maroc[232]. Déjà en janvier 1954, la puissance de l'Est accorde pour une première fois une assistance financière à un pays asiatique non communiste. Il s'agit de

[230] Archives OTAN, *C-M (56) 133*, « Tendances et conséquences de la politique soviétique : rapport du Secrétariat international », Bruxelles, 3 décembre 1956, p. 2.
[231] *Ibid.*, pp. 7-8.
[232] *Ibid.*, p. 9.

l'Afghanistan qui reçoit un crédit de 3,5 millions de dollars. Mais cette aide ne représente pas une somme particulièrement importante.

C'est plutôt l'Inde qui devient le principal bénéficiaire de l'URSS dans le Tiers-monde. Une convention est conclue en février 1955 pour la réalisation d'une usine de lingots d'acier sur le site de Bhilai. Elle devait permettre l'arrivée de techniciens et d'ingénieurs soviétiques qui s'associeraient aux travaux amorcés par les Indiens. En outre, le leader de la nation, Jawaharlal Nehru, se rend en URSS et entame une visite retentissante de 15 jours : c'est ici la première fois qu'un dirigeant étranger non marxiste-léniniste s'adresse à la masse du peuple soviétique. Côté indien, la tournée est considérée comme un véritable succès qui s'ensuit d'un accroissement notoire des missions techniques en direction de la sphère de l'Est[233]. Nikita Khrouchtchev profite de ce climat encourageant pour visiter lui-même l'Inde. Suite à l'invitation de Nehru, il atterrit sur le territoire asiatique accompagné du maréchal Boulganine en novembre 1955. Ils profitent de cette occasion pour visiter la Birmanie et annoncent un don de machines agricoles pour New Delhi (d'un montant de 5 millions de roupies)[234]. Les liens ne cessent de se développer à la grande satisfaction des Soviétiques qui se réjouissent de leur influence grandissante dans ce vaste territoire. Malgré les appréhensions provoquées par la « crise hongroise », les contacts ne s'estompent pas pour autant et continuent à se consolider pendant la décennie 1950[235].

Nous sommes face aux premiers jalons d'une politique de rapprochement qui commence petit à petit à favoriser l'image de l'URSS parmi les « démocraties nationales ». Constantin Katsakioris montre habilement que les liens culturels et éducatifs de Moscou avec les nations africaines se développent de façon visible à partir de la seconde moitié des années 1950. Les gouvernements africains récemment indépendants mettent en place des plans de collaboration avec l'Est qui se traduisent très vite en échanges d'étudiants et de spécialistes. La formation

[233] BOQUÉRAT, Gilles, *Les avatars du non-alignement : l'Inde et les politiques d'aide américaine et soviétique de l'indépendance à la conférence de Tachkent (1947-1966)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, pp. 136-144.
[234] *Ibid.*, pp. 144-145.
[235] L'intervention des chars soviétiques dans le territoire de la Hongrie en octobre-novembre 1956 entraîne un repli temporaire du prestige de l'URSS dans les nations sous-développées. La condamnation du chef du gouvernement Imre Nagy et le décès dramatique de près de 2 700 Hongrois provoquent l'émoi tout au long de la planète. En Europe occidentale, les espoirs suscités par l'évolution de la politique extérieure de Moscou fait place à d'intenses désillusions. Les relations culturelles avec l'URSS sont immédiatement annulées par les pays de l'OTAN et les partis communistes ouest-européens subissent une baisse importante de leurs effectifs. Cependant, les effets négatifs de la crise sont vite surmontés. Le succès du lancement du Spoutnik (octobre 1957), le premier satellite à être mis en orbite, et la prise de conscience de la nécessité de ne pas laisser les rapports culturels aux mains d'associations prosoviétiques, poussent les autorités de l'Ouest à une reprise accélérée des interactions Est-Ouest. Voir PEDEMONTE, Rafael, « La Belgique et l'OTAN face à l'Union soviétique. Rupture et reprise des relations culturelles suite à la crise hongroise (1956-1960) », in *Revue belge d'Histoire contemporaine* (RBHC), vol. XLV, n°1, 2015, pp. 48-74.

de cadres africains en territoire soviétique est l'une des manifestations les plus tangibles de cette « amitié » naissante, témoignant du désir de l'administration Khrouchtchev d'instaurer un partenariat avec le continent[236]. Le triomphe politique de Gamal Abdel Nasser en novembre 1956, qui suscite une rhétorique engagée des décideurs socialistes en faveur des intérêts afro-asiatiques, constitue une plateforme favorable à la politique volontariste de l'URSS. En décembre 1957, Le Caire est le théâtre de la première Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques. Cette rencontre donne lieu à la création d'une organisation anticolonialiste au sein de laquelle Moscou occupe une place dans le bureau permanent[237].

Cependant, ce rapprochement avec les pays du Tiers-monde concerne pour l'instant les réalités d'Afrique et d'Asie mais ne se concrétise guère par une présence décidée du Kremlin dans le territoire latino-américain. L'intervention de la CIA au Guatemala, qui entraîne le renversement du régime démocratique de Jacobo Árbenz en 1954, ne suscite que de timides déclarations des autorités soviétiques, ce qui contraste fortement avec la dénonciation explicite des événements de Suez. Il est évident que la puissance de l'Est n'est pas encore prête à mener une « offensive » politique dans « l'arrière-cour » de l'ennemi. Bien que l'on puisse constater une légère intensification des liens avec l'Amérique latine, on l'a vu dans le chapitre introductif, les interactions demeurent faibles et ne nous permettent point de parler d'une entente concrète comme celle qui commence à s'édifier dans le reste du Tiers-monde. Il faudra encore attendre quelques années pour voir s'ériger une politique spécifique envers le continent. C'est après l'entrée des « barbudos » à La Havane en janvier 1959 – et surtout suite à la décision ultérieure de Fidel Castro d'adopter progressivement un système inspiré du modèle communiste (nationalisations, intervention étatique, parti unique) – que l'URSS s'engage activement en Amérique latine. Dès lors, tout un appareil administratif se met en place en vue de suivre de plus près les évolutions des régimes d'au-delà de l'océan Atlantique.

Nikolaï Leonov, ex-agent du KGB, estime qu'à l'ère de Nikita Khrouchtchev la politique internationale dans le Tiers-monde s'est avérée très « prosélyte », car la « destinée de la planète, son avenir, dépendait du résultat de la lutte » dans ces nations[238]. C'est la Révolution cubaine, insiste Leonov, qui marque un fléchissement de la doctrine latino-américaine de Moscou. Le triomphe des frères Castro stimule par ailleurs la création d'institutions

[236] KATSAKIORIS, Constantin, « Transferts Est-Sud. Échanges éducatifs et formation de cadres africains en Union soviétique pendant les années soixante », in *Outre-mers, revue d'histoire*, vol. 95, n°354-355, 2007, p. 84.
[237] *Ibid*., pp. 87 et 93.
[238] LEONOV, Nikolaï, "La Inteligencia soviética en América Latina durante la Guerra Fría", in *Estudios Públicos*, n°73, 1999, p. 32.

consacrées à cette aire géographique : alors que le ministère des Affaires étrangères crée un département de l'Amérique latine, le sous-continent se détache de la section dédiée aux États-Unis au sein du service de renseignement de l'URSS. En outre, l'Académie des sciences inaugure un institut d'études qui publie à son tour une revue intitulée *América Latina*. Le territoire, conclut Nikolaï Leonov, entre dans l'arène politique soviétique grâce à Cuba, parce que « avant cela, l'intérêt était beaucoup plus limité »[239].

Les réponses occidentales à cette nouvelle volonté du Kremlin ne tardent pas à se manifester. Washington met au point une ambitieuse « diplomatie anticommuniste » destinée à distribuer dans toute l'Amérique, grâce aux agissements clandestins de la CIA, des matériels de propagande anti-Castro (périodiques, brochures, films, émissions de radio)[240]. Lorsque les liens diplomatiques entre La Havane et Moscou sont établis, le Conseil de l'OTAN décide de mettre en place en septembre 1961 un groupe d'experts sur l'Amérique latine. Ce comité est censé se réunir deux fois par an pour évaluer les risques de la « menace communiste » et ainsi « influer sur la situation »[241]. De cette façon, le continent émerge complètement sur la scène mondiale et s'insère de manière définitive dans la « guerre froide globale ». Pour Odd Arne Westad, le « défi cubain » introduit une nouvelle source d'inspiration idéologique. En tentant de promouvoir leur modèle révolutionnaire, les leaders de La Havane contribuent à complexifier l'affrontement et à attirer davantage l'attention des « deux géants »[242].

Ainsi, les autorités du Kremlin sont poussées à porter un regard intéressé sur un territoire qui ne peut plus leur être indifférent. Tout en soutenant vigoureusement Cuba, elles cherchent à établir des liens diplomatiques et à multiplier les relations amicales avec des gouvernements considérés comme « progressistes » afin d'affaiblir la position historiquement prépondérante de la Maison-Blanche. Ce désir aboutit à la mise en place d'une politique spécifique envers le continent et encourage un élargissement visible des rapports. Mais cette nouvelle volonté ne s'exprime pas seulement par une augmentation des interactions politiques ; elle pousse aussi à la définition d'une diplomatie culturelle visant l'ensemble des nations latino-américaines. Moscou et Washington se font face sur un terrain de confrontation qui est devenu un enjeu clé de la guerre pour les idées.

---

[239] *Ibid.*, p. 50.
[240] ELLISTON, Jon, *Psywar on Cuba: The Declassified History of U.S. Anti-Castro Propaganda*, New York, Ocean Press, 1999, pp. 14-20.
[241] Archives OTAN, *C-R (61) 48*, « Procès-verbal de la réunion du Conseil tenue au Siège Permanent », Bruxelles, 5 octobre 1961, pp. 3-4.
[242] WESTAD, Odd Arne, *La guerre froide globale*, *op. cit.*, pp. 157-158 et 170-181.

1.2.-La diplomatie culturelle de guerre froide

Dans une étude concernant les relations culturelles entre deux mondes distants, nous serons amenés à nous intéresser aux échanges et aux transferts de productions matérielles qui traversent les frontières. Comme nous l'avons développé dans l'introduction, la notion de « culture » que nous utilisons ici peut notamment faire allusion aux expressions humaines susceptibles d'être diffusées. La guerre froide donne un élan renouvelé aux efforts officiels destinés à accroître la circulation de manifestations artistiques afin d'influencer les opinions publiques des pays récepteurs. Le gouvernement nord-américain et l'administration soviétique tentent d'affirmer leur puissance à travers une politique culturelle sophistiquée censée renforcer leur image à l'étranger et modifier en leur faveur les sensibilités dominantes. Pour les puissances, la distribution à grande échelle d'objets symboliques constitue un vecteur essentiel pour remporter la « guerre idéologique ». Il est donc temps de s'interroger sur les spécificités de la diplomatie culturelle de Moscou et de Washington, ce qui nous permettra de mieux saisir le caractère atypique de l'affrontement Est-Ouest.

1.2.1.-La « quatrième dimension » de la diplomatie américaine : La politique culturelle internationale de Washington

Pendant longtemps les autorités américaines ont cru que les questions culturelles devaient relever de la sphère privée. Imprégnées d'une vision libérale, elles considéraient que les échanges de manifestations artistiques devaient rester une affaire gérée par des fondations et d'autres associations non-gouvernementales. C'est donc tardivement que la Maison-Blanche entre dans le jeu de la diplomatie culturelle. Avant la Seconde Guerre mondiale, l'État privilégie les actions visant à propager le modèle économique américain, l'art étant déplacé à l'arrière-plan. Mais la « menace communiste » qui s'accentue à la fin des années 1940 incite à un revirement de cette conception traditionnelle et, dès lors, les dirigeants cherchent à multiplier les institutions influentes à l'étranger[243]. Suivant l'hypothèse de Philip Coombs, proche collaborateur du président John F. Kennedy, avec l'avènement de la guerre froide,

[243] FRANK, Robert, « Culture et relations internationales : les diplomaties culturelles », in FRANK, Robert, *Pour l'histoire des relations internationales*, *op. cit.*, pp. 379-380.

« l'arme culturelle » devient la « quatrième dimension » de la diplomatie (après les dimensions politique, économique et militaire)[244].

Il est toutefois difficile d'évaluer l'ampleur des efforts menés dans ce sens car l'initiative privée demeure aux États-Unis une source incontournable de « pénétration » culturelle. En effet, cette stratégie est un amalgame de volontés hétéroclites promues, d'une part, par des pouvoirs publics et, d'autre part, par des organisations indépendantes telles que les universités, les fondations, les musées et les médias. Contrairement à ce qui se passe en URSS, l'État agit souvent en collaboration avec ces différents organismes, ce qui rend moins visible le poids de sa participation. C'est justement pour cela que l'historien Scott Lucas introduit le concept de *State-Private Network*. Pour ce dernier, dans un conflit qui prend les caractéristiques d'une « guerre totale », toutes les volontés peuvent être rassemblées afin de promouvoir une idéologie fondée sur la notion de liberté : « Chaque secteur de la société américaine – les entreprises, les travailleurs, les journalistes, la jeunesse, les femmes, les Afro-Américains, les athlètes – devait jouer un rôle dans la guerre froide totale »[245]. Ainsi, les décideurs reconnaissent la nécessité de diriger des programmes de propagande avec le soutien continu du secteur privé. Cependant, loin de constituer des instruments des intérêts officiels, ces organisations mènent aussi des initiatives dont elles sont les seules responsables. L'essor de la présence internationale des États-Unis pendant la guerre froide est, par conséquent, le résultat des agissements simultanés du *State-Private Network*[246].

Dans ces nouvelles conditions, l'après-guerre voit naître de multiples manifestations de diplomatie culturelle. Le président Harry Truman approuve en août 1946 le Programme Fulbright, établi en vue d'accélérer les échanges universitaires avec différents pays du globe. Ce système de bourses d'études ne cesse de se développer dans le courant du siècle devenant l'un des plans les plus ambitieux de la politique culturelle de Washington[247]. Le *Fulbright Act* n'est que le premier pas d'une série d'initiatives dans ce domaine. Côté américain, quasiment toutes les formes d'expressions humaines, « du sport au ballet, des bandes dessinées aux voyages spatiaux, acquièrent une signification politique et deviennent des armes potentielles pour façonner l'opinion des populations »[248]. Il est vrai que cette nouvelle campagne de lutte psychologique est surtout dirigée par une élite restreinte mais, comme le souligne Peter

[244] *Ibidem*.
[245] LUCAS, Scott, "'Total Culture' and the State-Private Network: A Commentary", in GIENOW-HECHT, Jessica et SCHUMACHER Frank, *Culture and International History*, *op. cit.*, p. 201.
[246] *Ibid.*, pp. 199-207.
[247] DOLLOT, Louis, *Les relations culturelles internationales*, Paris, PUF, 1968, p. 63.
[248] SHAW, Tony, "The Politics of Cold War Culture", *op. cit.*, p. 59.

Filene, l'intensité des efforts déclenche des répercussions massives qui agissent sur la vie quotidienne de l'Américain ordinaire et détermine la teneur du discours public[249].

Du temps de l'administration Eisenhower (1953-1961), la diplomatie culturelle se transforme en une priorité avouée de la politique extérieure. Le président lui-même conçoit la confrontation comme une « guerre psychologique » qui réclame des techniques d'intervention non traditionnelles[250]. Six jours après l'arrivée au pouvoir d'Eisenhower, un groupe d'experts (le *Jackson Committee*) se réunit afin d'évaluer le programme de propagande de Washington. Après de longues consultations, il pronostique un renforcement de l'influence politique du Kremlin dans les pays occidentaux et minimise le risque des actions militaires. Pour le comité, qui partage dans ce sens l'avis du président, le « monde libre » deviendra le théâtre de l'affrontement idéologique. Les recommandations de Jackson et de ses collaborateurs ouvrent la voie à la création, en août 1953, de la *United States Information Agency* (USIA). Les autorités lui confient d'importantes tâches, dont la diffusion de la langue anglaise, la transmission de productions artistiques (films, livres, photographies, etc.), la publication de revues (telles que la *Free World Magazine*) et la prolifération de transmissions radiophoniques à l'étranger[251].

Avec l'établissement de l'USIA, l'État américain se soucie davantage de l'image extérieure du pays. D'autres institutions assument également un rôle décisif dans ce domaine. C'est le cas de la *Central Intelligence Agency* (CIA), une agence de renseignement fondée en 1947 et chargée de la plupart des opérations clandestines effectuées hors des États-Unis. La journaliste britannique Frances Stonor Saunders publie en 1999 un ouvrage révélateur qui dévoile l'ampleur du système secret d'intervention culturelle patronné par la CIA. À travers un ensemble de documents émanant d'archives anglaises et américaines, – il faut rajouter à cela de nombreux entretiens oraux avec des acteurs clés (Arthur Schlesinger, Melvin Lasky, Stephen Spender) – l'auteure nous livre un bilan incisif de la « guerre froide culturelle » menée par l'agence au cours des décennies 1950 et 1960. Tout en soulignant les convergences avec les objectifs du gouvernement, F. Stonor Saunders insiste sur la place des réseaux d'intellectuels qui se vouent à assurer l'efficacité des agissements. Divers groupes d'artistes, de journalistes et d'écrivains – souvent d'anciens militants de gauche « reconvertis » – agissent dans le but d'amoindrir l'influence communiste en Europe occidentale. Dans cette

[249] FILENE, Peter, "'Cold War Culture' Doesn't Say It All", *op. cit.*, p. 157.
[250] Le rôle d'Eisenhower dans la consolidation d'une nouvelle stratégie de « guerre psychologique » a été étudié en profondeur par l'historien américain OSGOOD, Kenneth, *Total Cold War*, *op. cit*.
[251] *Ibid.*, pp. 78-107.

optique, plusieurs initiatives voient le jour : des périodiques sont édités (*Der Monat*, *Encouters*, *Cuadernos*), plusieurs conférences sont organisées et des expositions sont inaugurées afin de mettre en valeur le principe de la liberté de création (et de souligner ainsi les différences avec les contraintes du « réalisme socialiste »)[252]. Parmi les révélations, la journaliste tisse les liens établis entre la CIA et le Congrès pour la liberté de la culture, une organisation domiciliée à Paris en 1950 pour contrecarrer la « pénétration » de la culture communiste. Cette association constitue une pièce essentielle de la machine de propagande étatsunienne. Jusqu'à 1967 – quand cette liaison est révélée par le magazine *Ramparts* – l'agence de renseignement cherche à masquer ses financements par l'intermédiaire de fondations privées ou d'institutions philanthropiques, dont la *Ford Foundation* et la *Farfield Foundation*[253].

La mise en place de ce dispositif sophistiqué de diplomatie engendre de nouvelles stratégies fondées sur l'instrumentalisation de productions culturelles. L'art abstrait, par exemple, est l'une des manifestations exploitées. Un aspect controversé de l'ouvrage de l'Anglaise est l'affirmation selon laquelle la CIA aurait soutenu vigoureusement la diffusion de peintures contemporaines, faisant même du *Museum of Modern Art* (MoMA) de New York un agent actif de cette propagande[254]. Cette question avait déjà été soulevée par d'autres spécialistes. Le Français Serge Guilbaut dévoile les efforts réalisés pour faire de l'expressionnisme abstrait une preuve de la liberté créatrice existante aux États-Unis. Les tableaux de Jackson Pollock, Mark Rothko, Robert Motherwell, et tant d'autres, incarnent

> « …l'expression de la liberté : liberté de créer des œuvres controversées, liberté symbolisée par l'action, par le geste, par l'expression de l'artiste apparemment libre de toute entrave. […] Ce faisant, ils présentaient à l'étranger l'image de cette lutte interne comme un gage de liberté inhérent au système américain, à l'opposé des restrictions qu'imposait à l'artiste le système soviétique »[255].

Il est intéressant de constater que le potentiel propagandiste des courants abstraits est aussi remarqué au sein du Comité de l'information et des relations culturelles de l'Alliance

[252] STONOR SAUNDERS, Frances, *La CIA y la guerra fría cultural*, Madrid, Debate, 2001.
[253] *Ibid.*, pp. 185-207.
[254] *Ibid.*, pp. 351-387.
[255] GUILBAUT, Serge, *Comment New York vola l'idée d'art moderne. Expressionisme abstrait, liberté et guerre froide*, Paris, Hachette Littératures, 2006, pp. 245-246.

atlantique (OTAN)[256]. Lors d'une réunion en 1956, le Canadien Leolyn Dana Wilgress, président du Comité, insiste sur la nécessité de propager dans le monde de l'Est – trop habitué à la monotonie du « réalisme socialiste » – des manifestations d'avant-garde :

> « en faisant place aux idées modernes et contemporaines, on donnera ainsi au peuple soviétique un aperçu de l'état actuel de l'opinion et des doctrines occidentales, ainsi que de leur dynamisme et de leur diversité, qui forment un vif contraste avec l'uniformité d'une grande partie de l'art soviétique contemporain »[257].

La danse joue aussi un rôle de premier ordre dans la guerre pour les idées. Dès 1954, des fonds spéciaux sont alloués par la Maison-Blanche pour organiser des tournées internationales de ballets. L'objectif est de montrer aux sociétés étrangères que les Soviétiques n'ont pas le monopole des compagnies de grande qualité[258]. En effet, les chorégraphies du Théâtre Bolchoï ou celles d'Igor Moïsseïev, qui commencent à parcourir le monde à partir de la seconde moitié des années 1950, sont considérées par les spectateurs comme un aspect particulièrement remarquable de la sphère artistique en URSS[259]. Ainsi, Washington s'engage dans une compétition à l'échelle globale pour contrer le succès des danseurs soviétiques. Face au classicisme qui s'impose en URSS, ils optent pour une stratégie mettant l'accent sur le caractère moderne des spectacles. La tournée asiatique de 1955 de la compagnie multiethnique de Martha Graham, l'une des plus grandes innovatrices de la danse moderne, constitue un exemple éclairant de ce projet. Ce cas témoigne aussi d'un autre élément essentiel de la diplomatie culturelle : la volonté d'exporter le talent d'artistes afro-américains. Dans un contexte d'effervescence, marqué par les revendications du Mouvement des droits civiques, l'envoi de danseurs noirs s'avère un bon moyen pour montrer à l'opinion publique mondiale qu'il existe une forme d'intégration ethnique dans le pays. Ce problème est

[256] Pour comprendre le dispositif complexe de l'OTAN, il est nécessaire de savoir que la coopération entre les États membres repose essentiellement sur l'autorité politique du Conseil de l'Atlantique Nord (NAC), composé par les délégués permanents de chaque nation représentée. Ces derniers se réunissent au moins une fois par semaine et diffusent systématiquement des déclarations ou des communiqués. Le Conseil a créé des organismes subordonnés afin d'assumer des responsabilités dans des domaines particuliers et d'offrir une assistance spécialisée. Les décisions prises au sein du Conseil s'appuient fréquemment sur des rapports préparés, à la demande du NAC, par ces organismes subordonnés. Parmi ceux-ci, c'est le Comité de l'information et des relations culturelles qui s'occupe d'effectuer des recommandations concernant les échanges artistiques et humains avec des pays non représentés. *Manuel de l'OTAN*, Bruxelles, 1995, pp. 101-105.

[257] Archives OTAN, *C-M (56) 98*, « Rapport du Président du Comité de l'information et des relations culturelles », Bruxelles, 20 juillet 1956, p. 6.

[258] Sur ce point, voir la thèse récente de GONÇALVES Stéphanie, *Une guerre des étoiles. Les tournées de ballet dans la diplomatie culturelle de la Guerre froide (1945-1968)*, Thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles, 2015.

[259] Voir le chapitre 17 de l'ouvrage de CAUTE, David, *The Dancer Defects*, *op. cit.*, pp. 468-505.

d'ailleurs suivi attentivement par les médias internationaux et la propagande communiste ne manque pas l'occasion d'attirer l'attention sur les discriminations qui persistent aux États-Unis[260].

La hausse des subventions pour l'action culturelle – le budget de l'USIA passe de 84 millions de dollars en 1954-1955 à 190 millions en 1967-1968[261] – permet d'intensifier la présence internationale d'artistes étatsuniens. Tous les domaines (la musique, la littérature, l'enseignement, l'architecture, la photographie, la radiodiffusion, etc.) bénéficient de cet intérêt accru. Il serait trop long de retracer le développement de chacun d'entre eux. Nous mentionnerons néanmoins l'importance considérable attribuée par le gouvernement aux productions cinématographiques. Parmi toutes les activités programmées, le cinéma est sans doute la manifestation la plus visible et populaire de la culture nord-américaine, devenant un moyen puissant pour transmettre un message favorable. Les « deux grands » prennent très tôt conscience de la capacité de persuasion des créations audiovisuelles, transformant le cinéma – d'après l'expression de Sarah Davies – en l'un des principaux « champs de bataille idéologique »[262].

Suivant cette logique, plusieurs auteurs insistent sur le rôle de l'industrie cinématographique dans la promotion d'une image séduisante de la société capitaliste. Tony Shaw et Denise Youngblood consacrent la première partie de leur ouvrage sur la « guerre froide d'Hollywood » à éclairer les rapports entre les intérêts politiques officiels et le processus de production. En analysant ce phénomène dans les deux superpuissances, ils confirment que les films ont souvent été conçus comme des instruments clés pour transmettre des messages soigneusement élaborés. Sur cette base, ils identifient cinq périodes : une première phase marquée par l'agressivité du ton anti-communiste (1947-1953), suivie d'une volonté d'exalter les aspects positifs du système américain (1953-1962). Les années 1962-1980 sont témoins d'un surgissement accéléré de films cherchant à encourager la détente internationale. Dans un premier temps, l'ère de Ronald Reagan renoue avec l'hostilité patente du début de la guerre froide (1980-1986), mais elle est vite remplacée par un apaisement visible et un souci de communiquer des messages de paix (1986-1990)[263].

[260] Sur les rapports entre les conflits ethniques et la « diplomatie de la danse » aux États-Unis, voir l'ouvrage de PREVOTS, Naima, *Dance for Export*, *op. cit.*
[261] DOLLOT, Louis, *Les relations culturelles internationales*, *op. cit.*, p. 65.
[262] DAVIES, Sarah, "Soviet Cinema and the Early Cold War: Pudovkin's *Admiral Nakhimov* in Context", in MAJOR, Patrick et MITTER, Rana, *Across the Blocs*, *op. cit.*, p. 50.
[263] SHAW, Tony et YOUNGBLOOD, Denise, *Cinematic Cold War*, *op. cit.*, pp. 17-36.

Le professeur Stephen Whitfield adopte un regard plus critique à l'égard de l'instrumentalisation politique des films. Il insiste sur le poids du *House Committee on Un-American Activities* (HUAC), une commission d'enquête de la Chambre des représentants qui agit activement dans ce domaine. Le HUAC stimule notamment les activités d'une organisation influente destinée à canaliser le travail de réalisateurs, de scénaristes et d'acteurs : le *Motion Picture Alliance for the Preservation of American Ideals*. Parmi les membres de cette association, S. Whitfield mentionne Ayn Rand, une philosophe d'origine russe qui rédige en 1950 un pamphlet intitulé *Screen Guide for Americans*. Le but est de fournir des instructions aux artistes liés au monde du cinéma pour produire des œuvres favorables aux objectifs idéologiques de Washington[264].

La diplomatie culturelle des États-Unis franchit un nouveau pas en 1958 avec la signature d'un accord de grande envergure avec l'Union soviétique. L'administration Eisenhower, toujours soucieuse de développer les liens avec le monde socialiste, s'efforce de remplacer les hostilités – accentuées par l'intervention de l'Armée rouge sur le territoire hongrois en 1956 – par un rapprochement progressif. C'est ainsi que dès le mois d'octobre 1957, des tractations avec des représentants soviétiques se mettent en place en vue d'établir une convention culturelle. Afin « de propager les opinions occidentales », d'éviter que l'URSS prétende que « nous avons l'intention de ranimer la guerre froide » et de « combler des lacunes importantes dans leur connaissance du monde soviétique »[265], John Foster Dulles signe à Washington, en janvier 1958, un accord sportif, technique et culturel avec l'ambassadeur de Moscou. Pour l'historien Walter Hixson, il s'agit ici d'une des initiatives les plus efficaces de la diplomatie de guerre froide[266]. De fait, ces négociations imposent de nombreux contacts dans des domaines multiples et envisagent un programme systématique d'échanges d'étudiants. Ce dernier point constitue un enjeu privilégié par les décideurs occidentaux car

> « …étant donné le malaise qui règne parmi les étudiants des Universités soviétiques et la nécessité d'établir des contacts avec des esprits qui sont encore à un stade de formation, il semble particulièrement nécessaire d'organiser des échanges entre étudiants »[267].

[264] WHITFIELD, Stephen, *The Culture of the Cold War*, *op. cit.*, pp. 127-151.
[265] Ces arguments sont soulevés par les délégués occidentaux lors d'une réunion du Comité de l'information et des relations culturelles de l'OTAN en avril 1957. Archives OTAN, *AC/52-D/224/6*, « Échanges entre la communauté atlantique et l'Union soviétique », Bruxelles, 18 avril 1957, pp. 5-6.
[266] HIXSON, Walter, *Parting the Curtain*, *op. cit.*, p. 153.
[267] Archives OTAN, *AC/52-D/224/6*, « Échanges entre la communauté atlantique et l'Union soviétique », Bruxelles, 18 avril 1957, p. 6.

Par ailleurs, le nombre de touristes américains en URSS augmente considérablement : 18 mois après la signature du protocole, 1 674 visiteurs, répartis en 107 délégations, se rendent sur le territoire soviétique. Mais la convention n'est pas le seul « triomphe » de la diplomatie étatsunienne au cours de l'année 1958. En avril, le jeune pianiste Van Cliburn remporte le Concours international de musique Tchaïkovski qui se déroule à Moscou. Les agences de presse et les dirigeants des États-Unis tentent de présenter cette réussite comme une victoire du modèle capitaliste. Van Cliburn est reçu à New York par un immense cortège et le magazine *Time* qualifie sa victoire de « Spoutnik américain ». Son talent séduit également les Moscovites, particulièrement les jeunes filles, qui se réunissent autour de son hôtel en criant « Vania, Vania ! » avec l'espoir de voir passer leur nouvelle idole. Les concerts de Van Cliburn font l'objet d'ovations interminables et même Nikita Khrouchtchev assiste à l'une de ses prestations[268]. L'édition 1958 du concours permet donc une réelle présence de la culture américaine sur le sol de la puissance ennemie. Cependant, cet épisode est aussi instrumentalisé par les stratèges soviétiques qui essayent d'inscrire le succès de Van Cliburn dans une politique volontariste d'ouverture et de compréhension internationale. Il convient maintenant de s'interroger sur les caractéristiques de la diplomatie culturelle du Kremlin.

1.2.2.-Le dispositif soviétique : un programme ambitieux de propagande culturelle

La présence internationale de la culture américaine a fait l'objet d'un large éventail de publications qui s'intéressent à quasiment tous les aspects de la propagande de guerre froide. Des nouvelles générations de spécialistes nous offrent un cadre complet et détaillé de la diplomatie culturelle de Washington[269]. Nous ne pouvons pas en dire autant du cas soviétique. Selon Irène Herrmann, les historiens russes de l'après-guerre se consacrent davantage à des sujets politiques centrés sur les stratagèmes des dirigeants ; les échanges intellectuels avec l'étranger occupent une place secondaire[270]. Cela peut sembler contradictoire si l'on tient compte de l'ampleur du dispositif communiste. Des études récentes sont néanmoins en train de modifier petit à petit ce déséquilibre.

[268] HIXSON, Walter, *Parting the Curtain*, *op. cit.*, p. 156.
[269] GIENOW-HECHT, Jessica, "How Good Are We?", *op. cit.*, pp. 273-274.
[270] HERRMANN, Irène, « Une vision de vaincus ? », *op. cit.*, p. 453.

Comme le travail récent de Michael David-Fox le démontre, la diplomatie culturelle de l'Union soviétique connaît ses premières manifestations tangibles dès le début des années 1920. Les institutions qui sont créées à cette époque se focalisent sur les échanges avec le monde extérieur et sur l'importance de consolider un dispositif d'accueil séduisant aux yeux des invités[271]. La création de la Société pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger (VOKS) – l'organisation clé de la propagande de Moscou – date de 1925. Officiellement remplacée en 1958 par l'Union des Sociétés soviétiques pour l'amitié et les relations culturelles avec les pays étrangers (SSOD), la VOKS cherche à satisfaire une double ambition, à la fois culturelle et politique. Pour Jean-François Fayet, son activité s'inscrit dans un « projet cohérent d'élaboration et de diffusion d'une image positive et contrôlée »[272]. Surveillée par l'État à travers la nomination de responsables qui vérifient l'application de la ligne communiste, la VOKS est une institution fortement structurée : un vaste réseau de bureaux et départements doit permettre une « pénétration » efficace de la culture soviétique au-delà des frontières[273].

Dès les années 1920, le Kremlin s'engage à développer un système d'accueil capable d'influencer les opinions des visiteurs[274]. C'est dans ce but que les responsables conçoivent Intourist, une institution qui voit le jour en 1929 et qui se propose d'accélérer l'arrivée de touristes. À travers l'agencement d'itinéraires préétablis – spécialement conçus en fonction des particularités professionnelles, sociales et politiques des délégués –, l'organisme vise à faire découvrir les aspects les plus admirables du pays. Cependant, les déplacements sont strictement limités et les circuits méticuleusement organisés. L'objectif est de diffuser un « modèle idéologique au sein des opinions étrangères par la manipulation de voyageurs qu'on essaie coûte que coûte de convaincre »[275].

Mais la diplomatie culturelle de l'URSS s'avère un phénomène instable : la période des Grandes Purges (1936-1939) marque le début d'une ère d'isolement extrême. Les conséquences tragiques de la Seconde Guerre mondiale renforcent cette tendance et découragent les initiatives sur le plan de la diffusion culturelle au-delà des frontières de la zone d'influence communiste. Il faudra attendre la disparition physique de Staline en 1953

[271] DAVID-FOX, Michael, *Showcasing the Great Experiment: Cultural Diplomacy and the Western Visitors to the Soviet Union, 1921-1941*, New York, Oxford University Press, 2012, pp. 1-27.
[272] FAYET, Jean-François, « La Société pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger (VOKS) », in *Relations Internationales*, n°115, 2003, p. 416.
[273] *Ibid.*, pp. 418-419.
[274] DAVID-FOX, Michael, *Showcasing the Great Experiment*, *op. cit.*, p. 16.
[275] MAZUY, Rachel, « Le tourisme idéologique en Union Soviétique », in *Relations Internationales*, n°102, 2000, p. 201.

pour constater une restructuration de l'ancien dispositif. D'après l'historienne Anne Gorsuch, qui consacre un ouvrage à l'appareil touristique du Kremlin, l'ère d'ouverture de Nikita Khrouchtchev permet l'intégration progressive, voire même enthousiaste, de l'URSS dans un réseau « transnational de circulation de personnes, d'objets et d'idées »[276]. Ainsi, la « coexistence pacifique » s'accompagne d'une vaste offensive culturelle[277].

Le réseau devient de plus en plus complexe et fait intervenir un nombre croissant de structures institutionnelles : tant l'appareil étatique que le Parti communiste de l'URSS et ses organisations internationales y participent activement. À cela, il est nécessaire de rajouter les agences d'information, les ambassades et légations étrangères, les médias, un certain nombre d'associations de façade[278], les unions d'artistes et d'écrivains soviétiques, les syndicats, etc. On assiste également à une accélération de l'organisation de manifestations artistiques étrangères : des représentations théâtrales, des expositions, des conférences d'écrivains et des concerts se multiplient largement sur le sol soviétique[279].

Dans ce contexte d'ouverture internationale, les connexions culturelles se transforment en « arme » privilégiée destinée à rendre visible la nouvelle volonté de rapprochement de Moscou. Les messages que les décideurs désirent transmettre doivent être diffusés par le biais de la mise en place d'une politique de propagande à grande échelle. Nikita Khrouchtchev évoque explicitement cette stratégie lors du XX^{e} Congrès du PCUS en février 1956. Il exprime que

[276] GORSUCH, Anne, *All This is Your World: Soviet Tourism at Home and Abroad after Stalin*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 1.
[277] Cette thèse a d'abord été évoquée par BARGHOORN, Frederick, *The Soviet Cultural Offensive. The Role of Cultural Diplomacy in Soviet Foreign Policy*, Connecticut, Greenwood Press, 1976, pp. 1-27.
[278] Le Comité de l'information et des relations culturelles de l'OTAN établit en 1956 une liste avec les principales institutions considérées comme « organisations para-communistes », c'est-à-dire des associations de façade vouées à renforcer les intérêts idéologiques du bloc de l'Est. Outre la Fédération démocratique internationale des femmes et le Conseil mondial de la paix, la liste inclut la Fédération syndicale mondiale, la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, l'Association internationale des juristes démocrates, la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques, l'Union internationale des étudiants, la Fédération internationale des résistants, l'Organisation internationale des journalistes, le Comité international pour le développement du commerce, la Conférence internationale des médecins et l'Organisation internationale de radiodiffusion. Archives OTAN, *C-M (56) 99*, « Organisations para-communistes : Rapport du Président du Comité de l'information et des relations culturelles », Bruxelles, 20 juillet 1956, pp. 1-2.
[279] ROTH-EY, Kristin, *Moscow Prime Time: How the Soviet Union Built the Media Empire that Lost the Cultural Cold War*, Ithaca, London, Cornell University Press, 2011, p. 9.

« …l'extension des relations d'affaires et des échanges culturels a une grande importance pour améliorer encore les relations entre pays. De son côté, le gouvernement soviétique fait tout pour contribuer au développement de ces échanges sous tous leurs aspects »[280].

Ensuite, le chef du PCUS expose les priorités concernant la politique étrangère de la puissance socialiste et souligne qu'il est indispensable d'étendre les « contacts et la coopération dans le domaine de la culture et de la science »[281]. Parmi les idées désormais véhiculées, la « paix » fait figure de thème essentiel dans la rhétorique du Kremlin. Il est vrai que cette notion imprègne le discours communiste depuis les années 1920 et qu'elle retrouve une vitalité nouvelle après la guerre 1939-1945, mais ce ne sera qu'au cours de la décennie 1950 qu'elle deviendra le complément idéal de la « coexistence pacifique ». Dès lors, nulle déclaration publique, nulle exhortation à la mobilisation, qui ne fasse mention de la paix[282].

L'accroissement des liens culturels avec le monde extérieur devient patent vers la fin des années 1950, quand l'impact en Occident de la « crise hongroise » commence à s'atténuer. On a vu qu'en janvier 1958, une convention dans ce domaine se met en place avec les États-Unis. Déjà en 1956, peu avant l'intervention de l'Armée rouge à Budapest, des accords analogues sont établis avec des nations non communistes : la Syrie, la Norvège, la Belgique[283] ; puis, plus tard, la France et l'Angleterre[284]. La formalisation de ces échanges constitue une conséquence directe de la nouvelle volonté de Nikita Khrouchtchev mais elle est également la réponse occidentale au souci de rompre le monopole des associations « d'amitié » (l'Association France-URSS, les Amitiés Belgo-soviétiques, l'Association Italie-URSS, etc.) pour mieux contrôler l'expansion de la culture de l'Est[285].

Les accords offrent un soutien formel qui systématise et encourage l'envoi de productions artistiques et de représentants du milieu culturel de part et d'autre du « rideau de fer ». Généralement, le protocole prévoit la constitution d'une commission mixte qui doit se réunir une ou deux fois par an, alternativement à Moscou et dans le pays cosignataire. La

[280] KHROUCHTCHEV, Nikita, « Rapport d'activité du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique », in *XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. 14-25 février 1956. Recueil de documents*, Paris, Cahiers du Communisme, 1956, p. 40.
[281] *Ibid.*, p. 48.
[282] DU BOIS, Pierre, « Guerre froide, propagande et culture », *op. cit.*, pp. 438-445.
[283] MIKHAÏLOV, N., « Coopération culturelle ! », in *A.B.S.*, n°3, 1957, p. 3.
[284] Sur les accords culturels mis en place par l'Union soviétique pendant la guerre froide, voir le chapitre 3 de l'ouvrage de RICHMOND, Yale, *Cultural Exchange and the Cold War*, *op. cit.*
[285] Cet argument est invoqué au sein du Conseil de l'OTAN. Archives OTAN, *C-R (56) 56*, « Procès-verbal de la réunion du Conseil », Bruxelles, 26 octobre 1956. C'est aussi la principale motivation qui explique la décision du gouvernement italien de mettre en place une convention culturelle avec Moscou en février 1960. BAGNATO, Bruna, « L'accord culturel italo-soviétique de 1960 », in FLEURY, Antoine et JÍLEK, Lubor, *Une Europe malgré tout*, *op. cit.*, pp. 418 et 424.

commission est chargée d'élaborer un programme détaillé d'activités en précisant la nature et les dates de chaque initiative. Afin de mieux se représenter la teneur de ces plans de coopération bilatéraux, le cas de l'accord belgo-soviétique s'avère éclairant. Le protocole est scellé par les ministres des Affaires étrangères de chaque partie le 25 octobre 1956. Le texte, aux prétentions ambitieuses, envisage l'encouragement d'échanges d'étudiants, de professeurs et de membres de sociétés scientifiques à travers un système avantageux de bourses. Il doit aussi permettre le renforcement de la coopération entre organisations de jeunesse et l'élargissement des connexions dans plusieurs sphères : la littérature, le théâtre, la musique, le cinéma et les arts plastiques. L'envoi régulier de délégations, d'expositions et de différents objets artistiques (livres, périodiques, photographies, tableaux, films, etc.) est un point prioritaire de l'accord. Le sport, la radiodiffusion, la télévision, la science et la santé publique, sont aussi des domaines concernés[286]. Pour coordonner des programmes annuels et régler des questions financières, une commission doit se réunir une fois par an. Elle sera composée de dix représentants – cinq de chaque pays – désignés par leur gouvernement respectif. L'accord est censé entrer en vigueur le jour de sa signature et se prolonger pour une période de cinq ans[287].

Parmi les manifestations privilégiées de l'art soviétique, nous retrouvons les grands ensembles de danse. Dès la fin de la décennie 1950, ces troupes parcourent les scènes du monde dans le but d'émerveiller les observateurs à travers l'une des expressions les plus spectaculaires et célèbres de la culture soviétique. Comme le montre David Caute, les compagnies de ballet attirent à l'extérieur une audience très nombreuse. Quand des membres du Théâtre Bolchoï visitent les États-Unis pour la première fois en 1959, près d'un million d'Américains tentent de réserver une place. Ce succès se répète en 1962, à l'occasion d'une deuxième représentation marquée par la présence de la très admirée Maïa Plissetskaïa[288]. Le Bolchoï n'est certainement pas la seule compagnie soviétique qui expose ses talents en Occident : en 1958, l'ensemble d'Igor Moïsseïev entame aussi une tournée retentissante au-delà de l'océan Atlantique. Dès la fin des années 1950, le Bolchoï, le *Beriozka*, les Chœurs de l'Armée rouge et d'autres, propagent la danse soviétique et la transforment en un vecteur clé de propagande.

[286] « Accord concernant la coopération culturelle entre l'Union des républiques socialistes soviétiques et la Belgique », in *Temps Nouveaux*, n°45, 1956, pp. 35-36.
[287] *Ibid.*, p. 36.
[288] CAUTE, David, *The Dancer Defects*, *op. cit.*, p. 489.

C'est pendant cette même période que l'URSS commence à faire découvrir ses plus grandes célébrités artistiques : le compositeur Aram Khatchatourian, les interprètes David Oïstrakh, Leonid Kogan et Mstislav Rostropovitch ou les danseuses Maïa Plissetskaïa et Natalia Makarova. Parmi ces noms, le cas du musicien Dmitri Chostakovitch mérite d'être évoqué. Déjà du temps de Staline, cette figure est instrumentalisée pour favoriser une image positive de la réalité culturelle. Il est l'une des personnalités majeures de la musique mondiale, massivement admiré par des amateurs de la planète toute entière. Les stratèges de Moscou ne comptent certainement pas perdre cette belle opportunité : ils le font participer à la conférence du Waldorf-Astoria en 1949, à New York. Cette rencontre est une initiative voilée du Kominform, l'organisation centrale du Mouvement communiste international, qui cherche à influencer l'opinion publique nord-américaine sur son propre territoire. Chostakovitch intervient et répond avec fermeté aux questions posées par les auditeurs ; sa participation est dénoncée comme une manipulation des propagandistes du Kremlin[289]. Malgré le scandale, il reviendra aux États-Unis dix ans plus tard, en novembre 1959, avec une délégation de compositeurs. L'exemple de Chostakovitch est un signe remarquable qui met en évidence la capacité des autorités à s'approprier des éléments de la culture soviétique spontanément admirés à l'étranger[290]. En s'exposant aux yeux du monde, de manière à favoriser les intérêts idéologiques du modèle, les artistes sont appelés à incarner la qualité du milieu culturel et à devenir une « arme » efficace de diplomatie.

Pour finir, nous évoquerons un instrument puissant de transmission d'une image idéalisée de la puissance de l'Est : le cinéma. Comme dans le cas américain, la diffusion de films devient aussi un enjeu majeur de la politique culturelle de Moscou. Un solide réseau de distribution est mis en place après la Seconde Guerre mondiale. L'appareil étatique définit l'orientation idéologique et esthétique du « septième art » ainsi que le « choix des produits exportables et par là du rayonnement cinématographique du pays »[291]. Même après la mort de Staline, un contrôle strict est assuré par le département de la culture du PCUS et les opérations de production et de distribution se centralisent autour d'un comité d'État : le Goskino. Outre cela, la présence du cinéma à l'étranger est renforcée par l'action de Sovexportfilm, une société instituée en 1945 qui s'occupe de l'exportation de films[292]. La

[289] STONOR SAUNDERS, Frances, *La CIA y la guerra fría cultural*, *op. cit.*, pp. 73-87.
[290] Sur le cas de Dmitri Chostakovitch, voir le chapitre spécialement consacré au compositeur dans CAUTE, David, *The Dancer Defects*, *op. cit.*, pp. 415-440.
[291] REY, Marie-Pierre, *La tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Paris, Publication de la Sorbonne, 1991, p. 270.
[292] DOLLOT, Louis, *Les relations culturelles internationales*, *op. cit.*, p. 91.

popularité du cinéma fait des œuvres transmises un outil plus aisément assimilable que d'autres expressions moins répandues. Cependant, il convient de ne pas exagérer leur efficacité et de prendre en considération les effets non souhaités qu'elles peuvent entraîner. Suivant l'excellent travail d'Andreï Kozovoï, le cinéma demeure certainement un « formidable outil de propagande, mais aussi un médium qui parvient, mieux que tout autre, à transcender les ordres du pouvoir »[293]. Une part d'imprévu est donc toujours à considérer. Ainsi, le cinéma et les tentatives de le propager dévoilent éloquemment l'inlassable complexité de la culture de guerre froide.

L'ère poststalinienne voit le succès international d'un certain nombre de films soviétiques. C'est l'époque de *Quand passent les cigognes*, une œuvre réalisée par Mikhaïl Kalatozov au cours de l'année 1957. En obtenant la Palme d'Or à Cannes en 1958, la production devient « un des symboles de la période du 'dégel' dont la liberté de ton aurait permis de séduire un vaste public »[294]. Il est certain que cette création s'éloigne des principes staliniens imposés précédemment : les personnages s'avèrent moins stéréotypés, la caméra de Sergueï Ouroussevski opère des prouesses techniques impensables auparavant, l'élément féminin incarné par Veronika passe au premier plan et la « Grande Guerre patriotique » est présentée comme la source de malheur de cette dernière, qui subit une immense détresse à cause du départ forcé de son amant. Comme le montre Félix Chartreux après une étude de la presse écrite, la réception du film par la critique française est indiscutablement positive. Mais ce qui frappe le plus c'est le succès réel que le film connaît auprès du public, qui se rend en masse dans les salles de Paris et de province pendant les 19 semaines d'exploitation[295].

La Ballade du soldat, film dirigé par Grigori Tchoukhraï, représente un deuxième exemple de réussite de la période de Khrouchtchev. Outre son énorme diffusion, la production soviétique est récompensée dans le territoire de « l'ennemi » – quand elle obtient le prix principal du Festival de San Francisco –, ce qui constitue un important triomphe symbolique[296]. Les deux cas précédents témoignent d'une accélération évidente de la « pénétration » de la culture soviétique au-delà des frontières du monde socialiste. Des manifestations se répandent rapidement et atteignent souvent des régions éloignées du globe, une situation difficile d'envisager du temps de Staline. L'ampleur de la « guerre froide

[293] KOZOVOÏ, Andreï, *Par-delà le mur*, *op. cit.*, pp. 21-35 et 113.
[294] CHARTREUX, Félix, « La sortie du film *Quand passent les cigognes* en France. Configuration d'un succès cinématographique soviétique en 1958 », in *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°26, 2007, p. 152.
[295] *Ibid.*, pp. 156-162.
[296] CAUTE, David, *The Dancer Defects*, *op. cit.*, p. 228.

culturelle » en Amérique latine nous permettra maintenant de prendre la mesure de ce phénomène.

1.2.3.-La « guerre froide culturelle » en Amérique latine

En 1953, un groupe d'intellectuels latino-américains proches du communisme, dont le romancier brésilien Jorge Amado et les poètes Pablo Neruda et Nicolás Guillén, organise au Chili le Congrès continental de la culture. L'événement suscite de vives polémiques qui reflètent l'intensité de l'affrontement Est-Ouest sur le continent. Le gouvernement chilien du général Carlos Ibáñez del Campo tente d'empêcher la participation d'une délégation soviétique et accuse l'organe de presse officiel du Parti communiste (*El Siglo*) d'être à l'origine d'une conspiration internationale, ce qui provoque la suppression temporaire du journal. Les dénonciations se multiplient et soulignent les enjeux politiques qui se cachent derrière la rencontre[297]. Jorge Edwards se remémore l'agitation qui entoure le Congrès : avec un groupe de collègues – notamment Teófilo Cid, Luis Oyarzún, Eduardo Anguita et Eduardo Barrios – il décide de signer une déclaration par laquelle les écrivains conditionnent leur soutien à la possibilité de discuter les problèmes de la culture en URSS sous Staline. Le texte est fermement refusé par les responsables et les signataires sont qualifiés de « provocateurs »[298].

Comme en témoigne cet exemple, l'Amérique latine devient dans les années 1950 un terrain de confrontation idéologique, où la logique de guerre froide se manifeste avec vigueur. Les références politiques sont reprises par de nombreux acteurs du monde de la culture, qui agissent en fonction de leurs convictions et des modèles admirés. Cette tendance se renforce suite au décès de Staline en 1953, qui s'accompagne d'un accroissement de la propagande culturelle soviétique dans les pays du Tiers-monde. Ce nouveau « danger » provoque une réaction ferme du gouvernement américain qui décide de mettre en place des « opérations

[297] FRANCO, Jean, *The Decline and Fall of the Lettered City: Latin America in the Cold War*, Cambridge, Harvard University Press, 2002, p. 34.
[298] Entretien de l'auteur avec Jorge Edwards, Paris, 14 juin 2012 ; EDWARDS, Jorge, *Adiós, poeta…*, Barcelona, Tusquets, 1990, pp. 44-47.

psychologiques » et des programmes de distribution d'objets culturels destinés à neutraliser la « pénétration » du communisme[299].

L'USIA joue un rôle fondamental en ce sens : l'agence cherche à convaincre les populations latino-américaines des bienfaits du système capitaliste ainsi que de la nécessité d'intégration économique du continent. Elle craint un débordement de tendances nationalistes qui pourraient être exploitées par des mouvements « anti-impérialistes ». En tenant compte de cette menace, l'USIA augmente de 20 % son budget de l'année 1955 pour l'Amérique latine et inaugure un « programme spécial d'information économique » dirigé au territoire. Ce plan inclut l'envoi d'ouvrages spécialisés, de pamphlets et de brochures, la création d'émissions de radio, la diffusion de films exhortant la coopération régionale, entre autres stratégies. Washington accentue également le ton anticommuniste de sa propagande, ce qui s'avère particulièrement évident après l'intervention de la CIA au Guatemala en 1954. La chute de Jacobo Árbenz est utilisée pour prouver le soi-disant renforcement de l'activité soviétique sur le territoire. Par le biais de divers articles ou de posters, les autorités exagèrent l'influence du camp socialiste et diffusent une histoire biaisée de – suivant le titre d'un pamphlet édité à 100 000 exemplaires – « la chronologie du communisme au Guatemala »[300]. La CIA participe aussi de cette campagne en encourageant des agissements secrets dans le « Sud ». L'arrivée au pouvoir des rebelles cubains en 1959 accélère de façon notoire les efforts visant à remplacer le régime de Fidel Castro par un gouvernement plus acceptable aux yeux de la Maison-Blanche. Dès la fin 1959, l'intelligence étatsunienne s'empare de nombreux médias latino-américains afin de mener un programme intensif et clandestin de propagande anticastriste. Ce vaste dispositif, qui fait de la radio un élément clé pour faire passer ses messages, cherche à déstabiliser le régime de La Havane à travers la transmission dans le continent d'une image effrayante de l'évolution récente de l'île[301].

L'une des manifestations les plus visibles de la « guerre froide culturelle » en Amérique latine est l'édition et distribution à grande échelle de revues plus ou moins favorables aux intérêts des superpuissances. Le Congrès pour la liberté de la culture, une organisation, on l'a vu, soutenue par la CIA, étend son champ d'action après la mort de Staline et focalise son attention sur les nations du Tiers-monde[302]. Elle porte un regard intéressé sur le continent latino-américain et décide de financer la publication de *Cuadernos,* un périodique en espagnol

[299] OSGOOD, Kenneth, *Total Cold War*, *op. cit.*, pp. 113-114.
[300] *Ibid.*, pp. 143-149.
[301] ELLISTON, Jon, *Psywar on Cuba*, *op. cit.*, pp. 3-5.
[302] BARTLEY, Russell, "The Piper Played to Us All: Orchestrating the Cultural Cold War in the USA, Europe, and Latin America", in *International Journal of Politics, Culture, and Society*, vol. 14, n°3, 2001, p. 585.

édité à partir de 1953 par l'homme de lettres né à Valence Julián Gorkin. Dans les années 1960, le Congrès encourage la diffusion de l'influent mensuel *Mundo Nuevo*, un organe spécialement consacré à la culture et à la littérature hispano-américaine qui parvient à attirer l'attention d'intellectuels de renom, dont Gabriel García Márquez, Mario Vargas Llosa, Jean-Paul Sartre et Jorge Luis Borges[303]. D'autres, néanmoins, se méfient des déclarations d'autonomie de la revue et refusent de prêter leur support. L'écrivain uruguayen Mario Benedetti, très proche des autorités cubaines, tente de dissuader ses collègues de publier dans les pages de *Mundo Nuevo*[304]. Le Chilien Jorge Edwards partage l'avis de Benedetti et prévient son ami Pablo Neruda des réelles intentions de l'éditeur Emir Rodríguez Monegal. Dans une lettre adressée au poète en 1966, il lui fait part de ses soupçons :

> « Une petite tempête a secoué la colonie latino-américaine de Paris lors de la parution de la revue de ton ami Rodríguez Monegal. Je trouve que c'est un personnage trop ambigu et qu'il valait mieux ne pas collaborer. Le premier numéro vient de paraître mais sans gloire. On y voit une dose suffisante d'anticommunisme pour justifier la collaboration des fondations nord-américaines et, d'après ce que l'on dit, de la CIA. Qui sait ? »[305].

Mais malgré les réticences initiales, *Mundo Nuevo* connaît un véritable succès éditorial, grâce, en effet, aux généreuses contributions de la CIA. La revue se propage largement en Amérique latine (même à Paris où elle est initialement éditée avant d'être transférée à Buenos Aires) et jouit d'un prestige indubitable sans que les manigances des stratèges américains deviennent trop visibles. *Mundo Nuevo* n'est certainement pas le seul signe de « l'offensive culturelle » étatsunienne sur le continent. En 1963, le nom de Pablo Neruda est évoqué comme possible détenteur du prix Nobel de littérature. Comme le dévoile France Stonor Saunders, une campagne s'organise afin d'influencer la décision du jury et d'empêcher le militant communiste d'obtenir la médaille suédoise. René Tavernier, écrivain et ancien résistant français, est sollicité afin d'élaborer un rapport sur l'engagement politique de Neruda : il affirme qu'il est « impossible de dissocier 'Neruda l'artiste' de 'Neruda le propagandiste politique' ». Ensuite, Tavernier insiste sur l'admiration du poète envers Staline, « son maître », et évoque un vers que Pablo Neruda lui dédie avant sa mort en 1953. Le journaliste espagnol Salvador de Madariaga est aussi contacté pour adhérer à cette campagne,

[303] *Ibid.*, p. 589.
[304] Entretien de l'auteur avec Jorge Edwards, Paris, 14 juin 2012.
[305] Jorge Edwards à Pablo Neruda, Paris, 8 juillet 1966, in QUEZADA, Abraham (éd.), *Correspondencia entre Pablo Neruda y Jorge Edwards. Cartas que romperemos de inmediato y recordaremos siempre*, Santiago, Alfaguara, 2007, p. 80.

mais ce dernier considère que les chances du Chilien sont minces et décline sa participation[306]. Au final, Pablo Neruda n'obtient pas cette année le prix Nobel – il l'obtiendra en 1971 – mais les responsables du Congrès n'ont aucune raison de se satisfaire. Le prix est décerné à Jean-Paul Sartre, lui-même une des cibles préférées de la CIA !

Côté américain, les fondations privées jouent un rôle majeur dans la diplomatie culturelle. C'est d'ailleurs la *Ford Foundation* qui finance l'Institut latino-américain de relations internationales (ILARI), chargé d'assurer un programme permanent de conférences et de rencontres. Elle offre également des subsides généreux pour suivre des formations en sciences sociales dans des universités américaines ou pour soutenir (et par là, influencer) des institutions académiques, telles que la FLACSO (Faculté latino-américaine de sciences sociales), *El Colegio de México*, l'Université catholique du Chili ou l'Université des Andes au Venezuela. Le but est « d'homogénéiser » le discours scientifique des élites intellectuelles de l'hémisphère susceptibles d'agir sur les classes dirigeantes et de promouvoir des politiques de développement compatibles avec les intérêts de Washington[307].

Le monde intellectuel de gauche réagit par des moyens similaires à cette puissante diplomatie. Peu après l'éclatement révolutionnaire à Cuba, le régime inaugure l'organisation culturelle *Casa de las Américas*, appelée à accélérer les échanges artistiques entre les différents États latino-américains. Dès sa première année, la *Casa* publie un périodique qui ne cache pas sa volonté politique et attribue un prix littéraire dans diverses catégories (poésie, conte, roman, théâtre, essai). L'objectif déclaré est de rallier le soutien des artistes du continent à travers un discours ouvertement agressif envers Washington. Comme l'indique Susan Frenk de l'Université de Cambridge, la revue *Casa de las Américas* est indissociable de *Mundo Nuevo* : les deux organes tentent de divulguer des projets panaméricains, s'opposant cependant de façon radicale l'un l'autre[308]. On peut dire qu'à bien des égards ces deux périodiques incarnent le volet littéraire de la « guerre froide culturelle » en Amérique latine.

Du côté soviétique, les institutions culturelles font un effort impressionnant pour répandre des idées par la transmission de publications. À Moscou, les agences de presse traduisent des revues sur la vie en URSS et envoient des milliers d'exemplaires dans différentes nations du globe. Les citoyens latino-américains peuvent ainsi lire en espagnol et en portugais un ensemble de périodiques sur des aspects divers concernant la puissance de l'Est. Vers 1972,

[306] STONOR SAUNDERS, Frances, *La CIA y la guerra fría cultural*, *op. cit.*, pp. 486-488.
[307] BARTLEY, Russell, "The Piper Played to Us All", *op. cit.*, pp. 598-603.
[308] FRENK, Susan, "Two Cultural Journals of the 1960s: *Casa de las Américas* and *Mundo Nuevo*", in *Bulletin of Latin American Research*, vol. 3, n°2, 1984, pp. 83-84.

les hispanophones ont notamment accès à *Ciencias Sociales*, *Comercio Exterior*, *Cultura y Vida*, *Deportes en la URSS*, *Enfoque Internacional*, *Films Soviéticos*, *Literatura Soviética*, *La Mujer Soviética*, *Novedades de Moscú*, *Revista Militar Soviética*, *Tiempos Nuevos* et *Unión Soviética*[309]. Ce réseau de distribution exige un effort budgétaire considérable ainsi qu'une importante organisation éditoriale, composée de nombreux spécialistes.

Comme le remarque Enrique Pineda Barnet, l'URSS comptait dans les années 1960 d'excellents traducteurs de l'espagnol (Nina Boulgakova, Ella Braginskaïa, Pavel Gruchko, et tant d'autres)[310], un domaine qui suscite davantage d'intérêt après la Révolution cubaine. Parmi ces spécialistes bilingues, beaucoup sont – comme le journaliste Juan Cobo, correspondant au Chili de *Tiempos Nuevos* – des immigrés espagnols accueillis en URSS après la Guerre civile de 1936-1939. C'est ainsi que des maisons d'édition (*Progreso*, *MIR*, *Raduga*), épaulées par l'Institut latino-américain de Moscou créé en 1961, parviennent à bâtir un dispositif imposant de traduction et de distribution de livres, revues, dictionnaires, manuels de russe, brochures, pamphlets, etc. sur le territoire latino-américain. Mais les Soviétiques font aussi appel aux intellectuels du sous-continent. C'est le cas du poète cubain Heberto Padilla, engagé en 1962 pour devenir le rewriter de *Novedades de Moscú*, une revue soviétique éditée en espagnol[311]. En outre, les Éditions du Progrès traduisent et publient de nombreux ouvrages liés au monde culturel russe et soviétique. Il faut ajouter à cela l'action de l'agence d'information internationale RIA Novosti, chargée de sélectionner et de distribuer à l'étranger un large éventail de matériel de presse[312]. Pour sa part, l'Institut latino-américain de l'Académie des sciences de l'URSS fait paraître l'organe *América Latina*, un espace réservé à l'analyse de la situation politique, sociale, économique et culturelle du continent.

Ces efforts hétéroclites sont soutenus par les organisations communistes de chaque pays d'Amérique latine, qui tentent de rendre les revues accessibles au plus grand nombre de citoyens. Les périodiques soviétiques peuvent être acquis dans les librairies ou bibliothèques des « partis frères », qui proposent par ailleurs des abonnements peu onéreux. On les trouve également dans les instituts « d'amitié » avec l'URSS[313]. Cela nous amène à un aspect essentiel de la diplomatie culturelle de Moscou : dès 1959, année de la Révolution cubaine, un vaste réseau d'associations se met rapidement en place afin d'intensifier et de mieux canaliser les relations avec l'Amérique latine. Nous ne nous attarderons pas ici sur ce phénomène car il

[309] GOURÉ, Leon et ROTHENBERG, Morris, *Soviet Penetration of Latin America*, *op. cit.*, pp. 175-176.
[310] Entretien de l'auteur avec Enrique Pineda Barnet, La Havane, 15 avril 2014.
[311] PADILLA, Heberto, *La mauvaise mémoire*, Paris, Lieu Commun, 1991, p. 73.
[312] BLASIER, Cole, *The giant's rival*, *op. cit.*, p. 13.
[313] Entretien de l'auteur avec Enrique Silva Cimma, Santiago, 19 octobre 2007.

fera ensuite l'objet d'une analyse approfondie (chapitre IV). Il convient cependant de mentionner les principales institutions.

À partir de 1956, le dispositif administratif de l'URSS, dont les organisations culturelles, se réorganise. La VOKS, jusque-là l'institution clé de la propagande internationale du Kremlin, ne semble plus être adaptée aux priorités en matière de politique extérieure. C'est en février 1958 que l'Union des Sociétés soviétiques pour l'amitié et les relations culturelles avec les pays étrangers (SSOD) remplace définitivement la VOKS et redéfinit les objectifs[314]. Après la Révolution cubaine, une nouvelle structure entièrement consacrée à la promotion des liens avec le monde ibéro-américain se détache de la SSOD : il s'agit de l'Association pour l'amitié et la coopération culturelle avec les pays d'Amérique latine. Sous l'autorité du compositeur d'origine arménienne Aram Khatchatourian, premier président de l'Association, ses membres se vouent à intensifier les échanges, envoyer des productions artistiques et organiser dans le territoire soviétique des activités liées à la culture du continent[315].

Dans les années 1960, et dans la mesure où les connexions culturelles tendent à dépasser les capacités de gestion de l'organisation de Khatchatourian, cette dernière expérimente un processus de démembrement en plusieurs unités distinctes, consacrées cette fois aux rapports avec chacun des pays. C'est ainsi qu'on voit surgir des structures binationales, telles que les sociétés URSS-Cuba (1964), URSS-Chili (1966), URSS-Mexique (1966) et URSS-Uruguay (1968). Elles établissent des liens systématiques avec les instituts « d'amitié » de l'Amérique latine, de plus en plus nombreux sur le territoire[316]. Les responsables des sociétés moscovites offrent notamment des invitations régulières pour se rendre en URSS, ce qui permet aux visiteurs latino-américains de séjourner dans l'État socialiste sous des conditions extrêmement favorables. Les hôtes prennent en charge les frais de voyage, le logement, les repas, les transports, le service d'interprètes, les déplacements à l'intérieur du pays, etc. au cours d'une période qui peut se prolonger pendant des mois[317]. Ces réceptions font partie d'une stratégie globale visant à diffuser une image séduisante de la superpuissance[318]. Comme nous l'observerons plus tard, les sociétés « d'amitié » envoient régulièrement des outils nécessaires

[314] GOMART, Thomas, *Double détente: les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 103-104.
[315] Pour plus de détails sur les activités de l'Association pour l'amitié et la coopération culturelle avec les pays d'Amérique latine, voir l'interview à Aram Khatchatourian in *Enfoque Internacional*, n°26, février 1969, pp. 6-7.
[316] Le Chili compte, en 1972, 21 instituts chileno-soviétiques de culture. Le Pérou en a 12, l'Uruguay, six. GOURÉ, Leon et ROTHENBERG, Morris, *Soviet Penetration of Latin America*, *op. cit.*, p. 177.
[317] ULIANOVA, Olga et FEDIAKOVA, Eugenia, "Algunos aspectos de la ayuda financiera", *op. cit.*, p. 141.
[318] Voir l'excellent ouvrage de HOURMANT, François, *Au pays de l'avenir radieux*, *op. cit.*

pour faciliter la tâche des organismes latino-américains et encourager ainsi la diffusion de la culture soviétique : instruments de musique, photographies, revues, dictionnaires, projecteurs de cinéma, machines à écrire, drapeaux de l'URSS, disques de musique, jeux d'échecs, manuels de russe et même des voitures Lada !

Cette tendance au resserrement des liens avec l'Amérique latine qui suit la Révolution cubaine est confirmée en 1961 par la fondation de l'Institut latino-américain de l'Académie des sciences de l'URSS[319]. L'année précédente, un deuxième événement contribue aussi à intensifier les relations. Il s'agit de l'inauguration de l'Université de l'Amitié des peuples, une institution qui accueille tous les ans un nombre significatif d'étudiants du Tiers-monde. D'après Leon Gouré et Morris Rothenberg, vers 1970, 964 boursiers latino-américains poursuivent des études au sein de cet établissement[320]. Pour un historien russe, ils sont près de 3 000 vers la fin de la décennie[321]. Le gouvernement soviétique assume la totalité des charges par un système de bourses particulièrement intéressant, qui comprend des allocations mensuelles pour des longues formations (cinq à sept ans), des cours intensifs de russe ainsi que toute une série d'avantages matériels, tels que des habits d'hiver et l'accès aux hébergements universitaires[322]. À travers ce système de coopération éducative, les autorités cherchent à former des jeunes susceptibles de devenir des figures importantes de leur pays. Les États du Tiers-monde, caractérisés par l'instabilité de leur situation institutionnelle, sont perçus comme des berceaux possibles pour l'émergence de mouvements révolutionnaires, ce qui explique en partie l'intérêt croissant accordé aux échanges universitaires[323].

L'institutionnalisation dans les années 1960 d'un réseau d'échange culturel avec le monde socialiste nous montre que l'ascension politique des frères Castro représente un tournant majeur. Il est certain que le Kremlin voit dans les événements de l'île des Caraïbes une excellente opportunité pour consolider sa présence dans un continent traditionnellement perçu comme une zone infranchissable de domination étatsunienne. Dans le contexte de la « coexistence pacifique », la « pénétration » culturelle constitue un moyen adéquat pour influencer la population ibéro-américaine sans froisser davantage les décideurs de la Maison-Blanche. Mais la victoire à Cuba est décisive pour bien d'autres raisons. Elle modifie de

[319] BLASIER, Cole, *The giant's rival*, *op. cit.*, p. 204.
[320] GOURÉ, Leon et ROTHENBERG, Morris, *Soviet Penetration of Latin America*, *op. cit.*, p. 165.
[321] Cité in ROJAS, Francisco, "Diplomatic, Economic, and Cultural Linkages between Costa Rica and the Soviet Union", in VARAS, Augusto, *Soviet-Latin American Relations in the 1980s*, *op. cit.*, p. 263.
[322] GARF, Fonds 9576r, O.10, D.14, 17 de septembre 1962.
[323] BARGHOORN, Frederick, *The soviet cultural offensive*, *op. cit.*, p. 83.

manière radicale la scène intellectuelle et mobilise la communauté artistique[324]. Des poètes, peintres ou cinéastes assument des engagements politiques indissociables des tensions Est-Ouest. D'après le romancier José Donoso, le projet castriste séduit initialement la quasi-unanimité des artistes du continent[325], au point « qu'être révolutionnaire est devenu presque une condition *sine qua non* pour être considéré un intellectuel »[326]. Ainsi, alors que le régime cubain s'insère graduellement dans la sphère socialiste, la présence de la culture soviétique s'élargit, suscitant un plus grand intérêt envers, par exemple, les romans « réalistes socialistes ».

L'accroissement des influences soviétiques et la radicalisation de la « guerre froide culturelle latino-américaine » obéissent donc à des facteurs divers liés, d'une part, aux réalités internes du continent et, d'autre part, aux nouvelles priorités internationales de Moscou. Cette « offensive » aurait été impensable du temps de Staline qui affichait, on l'a vu, une hostilité ouverte envers les nations d'Amérique latine. C'est la réévaluation de l'administration Khrouchtchev qui entraîne un fléchissement de cette tendance.

Il est temps maintenant d'approfondir ce phénomène et de rendre compte de l'importance nouvelle qu'acquiert l'Amérique latine aux yeux des Soviétiques. Le régime castriste à Cuba et le Chili des années 1960 représentent deux réalités bien distinctes permettant de mesurer l'ampleur et les ambiguïtés de ce processus de rapprochement.

[324] FRANCO, Jean, *The Decline and Fall of the Lettered City*, *op. cit.*, p. 38.
[325] DONOSO, José, *Historia personal del "boom"*, Santiago, Alfaguara, 2007, p. 60.
[326] FORNET, Jorge, *El 71: anatomía de una crisis*, La Habana, Letras Cubanas, 2013, p. 10.

Chapitre II

Deux nouveaux partenaires de Moscou sur le continent américain : une première phase d'intensification des rapports avec Cuba et le Chili

> Victor continuait à faire les cent pas, plus calme, le long de la salle, les mains derrière le dos. Il s'arrêta devant le portrait de l'Incorruptible. « Eh bien ! Tout ici restera comme avant », dit-il finalement : […] Et si la révolution doit être perdue en France, elle se poursuivra en Amérique. Le moment est venu de nous occuper de la Terre Ferme. » Et se tournant vers Esteban : « Tu vas traduire immédiatement en espagnol la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, et le texte de la Constitution. […] Il faut que de cette île partent les idées qui agiteront l'Amérique espagnole. Puisque nous avons eu des partisans et des alliés en Espagne, nous en aurons aussi sur le continent. Et plus nombreux peut-être, car les mécontents sont plus nombreux dans les colonies que dans la métropole[327].

Bien que le rapprochement entre pays ne soit pas toujours dépendant des rapports officiels, il est certain que le cadre politique influence la nature et l'articulation des relations dans tous les domaines. L'établissement de liens diplomatiques permet de canaliser, voire de mieux contrôler, les échanges transnationaux et favorise la mise en œuvre de programmes de coopération économique, artistique, scientifique ou sportive. La présence soviétique à Cuba, plutôt faible dans les années 1950, se développe à un rythme effréné suite à la mise en place du projet révolutionnaire de Fidel Castro, atteignant pendant la décennie 1960 une impressionnante intensité. Au Chili, la décision du nouveau gouvernement démocrate-chrétien de rétablir des liens diplomatiques avec Moscou en novembre 1964 suscite un accroissement sans précédent des contacts. Les échanges réciproques se consolident tout au long de l'administration d'Eduardo Frei (1964-1970), bien avant l'arrivée au pouvoir du président socialiste Salvador Allende (1970-1973). Il est donc indispensable de se pencher sur les vicissitudes des premières années de relations politiques du Chili et de Cuba avec l'URSS afin de saisir le contexte dans lequel le renforcement des interactions devient possible.

[327] CARPENTIER, Alejo, *Le Siècle des Lumières*, Paris, Gallimard, 1980, pp. 214-215.

2.1.-Une rencontre qui ne va pas de soi : les vicissitudes de la formation de l'alliance cubano-soviétique (1959-1963)

Lors de la prise de pouvoir de Fidel Castro en janvier 1959, peu d'antécédents peuvent augurer de l'intensité de l'alliance qui se mettra en place avec l'URSS. Les dirigeants révolutionnaires adoptent initialement une attitude plutôt conciliante envers les États-Unis. Le Kremlin, quant à lui, observe l'évolution politique de Cuba avec prudence, voire avec méfiance. Avant le triomphe des rebelles, seul le Parti socialiste populaire (PSP), une organisation d'obédience marxiste-léniniste, suit strictement la ligne de la superpuissance. La plupart des révolutionnaires, par contre, insistent sur le caractère nationaliste et anti-impérialiste du mouvement. Ce n'est qu'à partir de mai 1960, une fois les liens diplomatiques établis, que s'amorce la prise en charge de La Havane par l'Union soviétique. Dès lors, les événements se précipitent : Castro décide de nationaliser les entreprises américaines et Nikita Khrouchtchev s'engage à soutenir économiquement l'île. Mais la crise des missiles d'octobre 1962 fait monter les tensions entre Cuba et l'URSS, inaugurant une phase de divergences grandissantes.

2.1.1.-Les relations sous l'ère Batista : le rôle du Parti socialiste populaire (PSP) et les premiers contacts entre Soviétiques et révolutionnaires cubains

Les communistes cubains obtiennent la légalisation de leur parti en 1938. À partir de cette date, ils commencent à agir ouvertement en vue d'accroître la présence idéologique de l'URSS sur le territoire. Suivant la stratégie des fronts populaires, ils soutiennent en 1940 le candidat à la présidentielle Fulgencio Batista (le même qui sera ensuite renversé par Fidel Castro et ses hommes). En échange, ils sont invités à intégrer le gouvernement en 1942 : c'est ainsi que Juan Marinello et Carlos Rafael Rodríguez (par la suite, une des personnalités principales du régime castriste) deviennent ministres[328]. Dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, qui répand une image positive de « l'héroïsme » de l'Armée rouge, les militants communistes (rassemblés dès 1944 au sein du Parti socialiste populaire) encouragent

[328] GOTT, Richard, *Cuba: a New History*, New Haven, Yale University Press, 2004, p. 158.

la création d'une société d'échanges culturels avec l'URSS. Cette nouvelle organisation, intégrée par des figures majeures du milieu artistique, parvient à organiser de nombreuses expositions et publie une revue intitulée *Cuba y la URSS*. Mais le coup d'État de mars 1952 – fomenté par « un nouveau » Fulgencio Batista qui sera cette fois impitoyable – oblige l'institut à fermer ses portes et donne naissance à une période très difficile pour les militants prosoviétiques[329].

Le PSP condamne immédiatement les événements qui débouchent sur l'instauration de la dictature de Batista. Cependant, le soutien populaire du Parti s'affaiblit de manière notoire. Dans un cadre de répression politique accrue, les doctrines qui insistent sur la violence insurrectionnelle gagnent de nouveaux adhérents. Le PSP (qui compte environ 35 000 membres en 1946) voit diminuer ses effectifs à près de 20 000 personnes[330]. En effet, avant l'année 1958, quand le PSP annonce publiquement la décision d'incorporer la lutte armée dans sa ligne stratégique, l'organisation se caractérise par sa discipline et par l'insistance sur un travail idéologique de longue haleine[331].

De manière générale, la situation politique pousse aux extrêmes et le « gradualisme » du PSP ne satisfait plus une nouvelle génération de rebelles qui privilégient une tactique d'affrontement direct avec le pouvoir. Fidel Castro a 26 ans lorsqu'il mène la fameuse attaque contre la caserne de Moncada à Santiago de Cuba, le 26 juillet 1953. C'est un échec retentissant qui se solde par son arrestation et par la mort de plusieurs de ses camarades. Son but était d'inciter à des soulèvements analogues dans l'ensemble du pays pour créer une atmosphère révolutionnaire. Face au désastre de l'opération, les responsables du PSP ne tardent pas à critiquer violemment les méthodes « stériles » et « irrationnelles » des jeunes insurgés, qualifiés « d'aventuristes faisant le jeu de la tyrannie »[332]. Ce genre de stratégie ne peut que resserrer le contrôle de la dictature et affaiblir les rares espaces de liberté encore existants. Il s'agit là d'une erreur tactique grave susceptible de nuire aux intérêts du peuple. Dans un rapport du Comité central du PSP, on insiste sur ce point :

> « Le chemin choisi par Fidel Castro et ses compagnons est erroné. Même si nous apprécions sa transparence morale et nous sommes convaincus de son honnêteté, nous

[329] NABEL PÉREZ, Blas, *Las relaciones culturales Cuba-URSS, op. cit.*, pp. 32-37.
[330] LÉVESQUE, Jacques, *L'URSS et la révolution cubaine*, *op. cit.*, p. 11.
[331] MASSÓN SENA, Caridad, "El Partido Socialista Popular y la Revolución Cubana", in MASSÓN SENA, Caridad (éd.), *Comunismo, socialismo y nacionalismo en Cuba (1920-1958)*, La Habana, Instituto Cubano de Investigación Cultural Juan Marinello, 2013, pp. 260-268.
[332] FRANQUI, Carlos, *Journal de la révolution cubaine*, Paris, Édition du Seuil, 1976, p. 566.

devons dire que le putsch, que l'action armée désespérée, aventuriste, ne conduit qu'à l'échec, qu'au gaspillage des forces, qu'à la mort de son objectif. Il faut que nous disions ceci pour convaincre ces jeunes, tous les jeunes qui pensent comme eux, que le vrai chemin est celui de la lutte des masses et de l'action des masses »[333].

En soutenant cette thèse, le PSP se place dans la ligne soviétique. Nous avons vu que le Kremlin, surtout à partir de 1956, insiste davantage sur la nécessité d'un rapprochement international fondé sur le principe de la « coexistence pacifique ». Les opérations armées mal préparées, spécialement sur un continent peu important aux yeux de Moscou, n'étaient en aucun cas des actions souhaitables. L'organisation communiste cubaine fait preuve dans les années 1950 d'une fidélité inébranlable envers la puissance de l'Est. Dans une lettre dirigée au journaliste Sergio Carbó, l'ancien ministre du PSP Juan Marinello défend avec fermeté l'intervention des troupes de l'Armée rouge à Budapest (octobre-novembre 1956). Pour le militant, les réformistes hongrois ont été épaulés par des « nazis et des agents *yankees* ». Ensuite, il fait l'éloge du système électoral – « le système le plus démocratique qu'a connu l'histoire » – et du programme d'enseignement soviétique qui permet « à tous les citoyens » d'étudier[334].

C'est aussi le PSP qui noue les liens les plus étroits avec l'URSS avant le triomphe des rebelles. Quand les rapports entre le mouvement de Fidel Castro et les communistes cubains se renforcent en vue de trouver une stratégie commune pour renverser Batista (premier semestre 1958), les membres du PSP commencent à faire pression pour convaincre Moscou de les soutenir. Parmi les hautes autorités (Lázaro Peña, Blas Roca, Severo Aguirre), on retrouve des admirateurs convaincus de Staline[335]. D'ailleurs, la déstalinisation du Parti semble avoir été un processus tardif. Le supplément du dimanche du journal officiel du PSP, *Hoy Domingo*, publie en décembre 1959 un article élogieux à l'égard « du grand dirigeant de l'Union soviétique » et accuse « les ennemis du socialisme » de soulever des accusations sur Staline pour « calomnier l'URSS et les communistes »[336].

En ce qui concerne le Mouvement du 26 Juillet (M26) – l'organisation créée par Fidel Castro pour réorganiser la lutte armée après les événements sanglants de la Moncada –

[333] Cité in MASSÓN SENA, Caridad, "El Partido Socialista Popular y la Revolución Cubana", *op. cit.*, pp. 261-262.
[334] ANC, *Fondo Especial*, dossier n°5, numéro d'ordre 88, "Carta mimeografiada, firmada por Juan Marinello, dirigida a Sergio Carbó, relativa a los juicios emitidos por este último en su periódico sobre la Unión Soviética y el levantamiento de Hungría", La Habana, 12 février 1958.
[335] FURSENKO, Aleksandr et NAFTALI, Timothy, *"One Hell of Gamble"*, *op. cit.*, p. 14.
[336] "1879 – J. V. Stalin 1959", in *Hoy Domingo*, 20 décembre 1959, p. 8.

l'influence des sympathisants prosoviétiques est plutôt faible. En 1955, un certain nombre de révolutionnaires – dont Castro lui-même, relâché à la faveur d'une amnistie générale – gagnent le Mexique. C'est là qu'Ernesto Che Guevara rejoint les jeunes insurgés. Ils s'embarquent en novembre 1956 à bord du navire *Granma*, mais ils seront vite écrasés par l'armée cubaine. Dès lors, les forces de la guérilla entament des opérations de sabotage et des actions armées dans différents endroits de l'île afin de déstabiliser le gouvernement. Simultanément, les menaces répressives de Batista accroissent l'impopularité du régime ainsi que le soutien populaire du M26. Dans des conditions si favorables, l'offensive révolutionnaire prend de l'ampleur et rassemble près de 2 000 combattants, permettant l'entrée triomphale de Fidel Castro à Santiago de Cuba le 1er janvier 1959. C'est seulement à la mi-1958, six mois avant la victoire définitive, que le PSP conclut avec les rebelles un accord de collaboration et forme la colonne insurrectionnelle « Máximo Gómez » dans la région de Yaguajay[337]. Les communistes se rallient donc tardivement au processus ; leur contribution est secondaire[338].

Quant à Fidel Castro, il est certain qu'il n'est pas encore communiste. Nous osons même dire qu'il garde un regard méfiant, voire hostile, à l'égard du PSP et de Moscou. Son discours se caractérise avant tout par un ton fortement nationaliste et anti-impérialiste. Le soulèvement contre le régime se justifie par l'attitude du chef du gouvernement Fulgencio Batista, considéré comme un allié fidèle de « l'exploitation américaine » et donc incapable d'engager les réformes jugées indispensables[339]. Lors de sa visite au Chili en 1971, Fidel Castro reconnaît que

> « …j'avais beaucoup d'idées en tête, mais je n'appartenais à aucun parti politique. Je m'étais moi-même endoctriné. […] Étais-je un communiste ? Non. […] Je m'étais laissé submerger par le tourbillon de la crise politique à Cuba […] et j'ai commencé à lutter »[340].

Ensuite, il insiste sur l'importance de l'expérience vécue, facteur bien plus décisif que l'application de théories idéologiques étrangères : « j'ai pu connaître l'impérialisme plus

[337] MASSÓN SENA, Caridad, "El Partido Socialista Popular y la Revolución Cubana", *op. cit.*, pp. 268-269.
[338] LÉVESQUE, Jacques, *L'URSS et la révolution cubaine*, *op. cit.*, pp. 12-15.
[339] WESTAD, Odd Arne, *La guerre froide globale*, *op. cit.*, pp. 170-171.
[340] CASTRO, Fidel, "Conversación con los estudiantes de la Universidad de Concepción", in *Cuba-Chile*, La Habana, Ediciones Políticas, Comisión de Orientación Revolucionaria del Comité Central del Partido Comunista de Cuba, 1972, p. 277.

concrètement que dans un livre de Lénine : je l'ai connu à Cuba, à 90 miles, […] le pire, le plus agressif de tous »[341].

Cependant, il en va différemment pour Raúl Castro et pour le médecin argentin Ernesto Guevara, qui façonnent l'aile d'orientation communiste du M26. Selon les historiens Aleksandr Fursenko et Timothy Naftali, le frère cadet de Fidel Castro décide d'entrer secrètement dans les rangs des Jeunesses du PSP[342]. En février 1953, il se rend à Bucarest (Roumanie) pour participer au festival mondial de la jeunesse et des étudiants, visitant ensuite Sofia, Prague et Vienne. Au cours de sa tournée, il noue des liens avec des militants communistes de différentes nationalités. D'après le membre des Jeunesses du PCCh, Luis Guastavino, qui rencontre le frère de Fidel à cette occasion, ce dernier est déjà empreint d'une ferme conviction marxiste[343]. Raúl Castro devient aussi l'ami du futur membre du KGB Nikolaï Leonov. Ce sera la première d'une longue série de rencontres. Plus tard, le Soviétique est envoyé par les responsables du KGB en Amérique latine afin d'apprendre l'espagnol à l'Université Autonome du Mexique (1955). En 1960, il atterrit finalement à La Havane accompagné d'Anastase Mikoyan[344].

Dans un premier temps, l'Argentin Ernesto Guevara prône également un élargissement des contacts avec le monde soviétique. Son intérêt à l'égard du modèle de Moscou s'active au Mexique en 1955, quand il rencontre personnellement Nikolaï Leonov et décide de s'inscrire à l'Institut de relations culturelles Mexique-URSS pour commencer des cours de russe[345]. D'après le cinéaste cubain Manuel Pérez Paredes, un proche de N. Leonov, le Che s'intéresse davantage à la réalité de l'URSS. Pour satisfaire sa curiosité, il demande à Leonov des ouvrages littéraires. C'est ainsi qu'il reçoit des romans épiques tels que *Et l'Acier fut trempé...* de Nikolaï Ostrovski et *Histoire d'un homme véritable* de Boris Polevoï[346]. Sous les encouragements de Raúl Castro, il intègre finalement les rangs du PSP en 1957 mais sa nouvelle appartenance politique n'a pas d'impact majeur dans le déroulement des événements[347].

Globalement, l'influence idéologique du Kremlin s'avère plutôt faible dans l'ensemble du processus révolutionnaire (1953-1959). Bien que Raúl Castro s'efforce d'obtenir le soutien de

[341] *Idem*.
[342] FURSENKO, Aleksandr et NAFTALI, Timothy, *"One Hell of Gamble"*, *op. cit.*, p. 11.
[343] Entretien de l'auteur avec Luis Guastavino, Viña del Mar, 4 février 2013.
[344] GOTT, Richard, *Cuba: a New History*, *op. cit.*, p. 169.
[345] LATRÈCHE, Leila, *Cuba et l'URSS*, *op. cit.*, pp. 75-76.
[346] Entretien de l'auteur avec Manuel Pérez Paredes, La Havane, 7 avril 2014.
[347] FURSENKO, Aleksandr et NAFTALI, Timothy, *"One Hell of Gamble"*, *op. cit.*, p. 14.

Moscou, il est contraint de garder secrète sa militance communiste. Face aux accusations des journalistes, le leader du mouvement Fidel Castro nie fermement entretenir des rapports avec le communisme. En outre, les décideurs soviétiques ignorent presque complétement les intentions politiques des jeunes rebelles et se méfient de leur manque de détermination idéologique. Nikita Khrouchtchev se remémore dans ses *Souvenirs* son incapacité à saisir les objectifs de Castro : « Nous n'avions pas la moindre idée du régime politique qu'il entendait instaurer ». Le chef du PCUS demeure perplexe face aux premiers pas du nouveau gouvernement :

> « Et quand les barbudos prirent le pouvoir à La Havane, nous dûmes nous contenter des informations que donnaient la presse cubaine et étrangère […] La situation dans son ensemble était assez confuse. […] Cuba, en outre, n'avait pas reconnu notre gouvernement […] D'après les informations qui nous parvenaient de diverses sources nous savions que Raoul Castro était un communiste sincère mais qu'il semblait le cacher à son frère Fidel. Che Guevara était également communiste, ainsi que certains de ses compagnons – du moins le pensions-nous. Nous n'avions aucun contact officiel avec la nouvelle direction cubaine et nous devions nous contenter de rumeurs »[348].

Comme Khrouchtchev le constate avec pertinence, après le triomphe de janvier 1959, le régime maintient ses réserves à l'égard des influences du Kremlin et adopte une attitude hésitante. Il faudra encore attendre quelques mois avant de voir entrer Cuba dans le camp socialiste.

2.1.2.-Une première phase d'ambiguïté et de scepticisme (1959-1961)

La révolution de la *Sierra Maestra* a été essentiellement motivée, on l'a vu, par les difficultés locales et la répression de la dictature de Fulgencio Batista. Elle ne se transformera que de façon graduelle et partielle en une expérience marxiste. Suite à l'établissement du régime castriste, et tout au long de l'année 1959, aucune déclaration officielle n'annonce l'alliance étroite qui se mettra en place avec l'Union soviétique. De surcroît, Fidel Castro se rend en avril 1959 aux États-Unis. Comme on pouvait s'y attendre, il est à plusieurs reprises

[348] KHROUCHTCHEV, Nikita, *Souvenirs*, Paris, Robert Laffont, 1971, pp. 463-464.

interrogé sur ses éventuelles affinités avec le camp socialiste, mais ses répliques sont concluantes. Face à la question du parlementaire démocrate Charles Porter, qui insinue la présence de « prosoviétiques » au sein du mouvement, le « Líder Máximo » est ferme :

> « Vous le croyez vraiment ? C'est mon armée. Je l'ai constituée à partir de rien et je la contrôle […] Ne pensez-vous pas que je serais le premier à m'inquiéter si un autre pouvoir était en train de l'emporter ? »[349].

Ce type de déclaration se multiplie au cours du séjour : « Nous sommes contre toute sorte de dictature […] c'est pour cela que nous sommes contre le communisme », dit-il pendant une conférence de presse. Ensuite, à l'ONU, il ajoute qu'aucun communiste ne siège au sein du nouveau gouvernement[350].

Fidel Castro adopte aussi une attitude conciliante à l'égard de Washington. Pendant son voyage, il est reçu par le vice-président Richard Nixon (Dwight Eisenhower s'est absenté juste à temps sous prétexte de participer à l'inauguration d'un tournoi de golf) et accepte des invitations de trois institutions d'enseignement (les universités de Princeton, Yale et Harvard). Le romancier chilien Jorge Edwards – qui deviendra en 1970 le premier chargé d'affaires de son pays à La Havane – a l'occasion d'écouter le discours de Princeton. D'après son témoignage, l'allocution constituait un long plaidoyer, prononcé dans un anglais hésitant, en faveur de la collaboration réciproque. Fidel Castro souligne aussi les différences notoires existantes entre l'insurrection soviétique d'octobre 1917 et le processus révolutionnaire cubain, « qui ne s'est pas fondé sur le principe de lutte des classes ». C'est exactement le contraire qui a eu lieu : « des membres de toutes les classes ont participé à la lutte commune contre la tyrannie »[351].

Il est tout de même nécessaire d'observer que la mission de Castro aux États-Unis ne suscite pas l'adhésion unanime de ses collaborateurs. Raúl Castro, qui contrôle désormais les forces militaires du pays, se sent profondément déçu. Inquiet face aux hésitations de son frère, il renforce ses liens secrets avec les décideurs moscovites. Des rumeurs, peut-être infondées, selon lesquelles « l'aile communiste » examinait sérieusement la possibilité de scinder le mouvement révolutionnaire cubain se font entendre au Kremlin. Ernesto Guevara est également bouleversé par les discours anticommunistes de Fidel Castro et envisage de quitter

[349] Cité in FURSENKO, Aleksandr et NAFTALI, Timothy, *"One Hell of Gamble"*, *op. cit.*, p. 9.
[350] *Ibid.*, p. 10.
[351] EDWARDS, Jorge, *Persona non grata*, Santiago, Alfaguara, 2007, pp. 28-29.

l'île des Caraïbes. Toutefois, le militant PSP Blas Roca entreprend en juin 1959 une tournée à Moscou afin de rassurer ses interlocuteurs et de leur exprimer que le nouveau régime a besoin du soutien soviétique[352]. Fidel Castro, pour sa part, demeure dans une position incertaine. Face aux pressions multiples, il devra certainement faire un choix dans les mois à venir mais, à ce moment-là, il n'a pas d'orientation claire. Il est indubitable qu'il n'est pas encore un idéologue de gauche : il connaît mal, avoue-t-il au Chili en 1971, la littérature théorique du marxisme[353]. Fidel Castro est avant tout « fidéliste ».

En outre, pendant les premiers mois de l'ère castriste, les contacts avec certains milieux étatsuniens se raffermissent. Le maire de Tampa, Julian Lane, souhaite inviter en février 1960 son homologue de La Havane à l'occasion du grand carnaval qui est organisé chaque année dans la ville[354]. Le consul de Cuba à Chicago est l'hôte d'honneur au cours d'une cérémonie dédiée à l'île et agencée par l'*International House* de l'université de la métropole[355]. Par ailleurs, jusqu'en juillet 1959, le président de la nation est le juriste cubain Manuel Urrutia, un sympathisant déclaré du libéralisme prôné par Washington. En mars de cette année, il reçoit les lettres de créance de l'ambassadeur nord-américain Philip Bonsal et profite de cette opportunité pour manifester son admiration à l'égard du modèle occidental. Il insiste sur les convergences idéologiques avec les États-Unis ainsi que sur la nature démocratique du nouveau projet cubain :

> « Certainement, tant les États-Unis que Cuba obéissent à une même idéologie démocratique, républicaine et libérale. […] C'est pour cette raison que le peuple cubain admire profondément les créateurs de la politique des États-Unis, les héros immortels que furent Washington et Jefferson, Lincoln et Franklin Roosevelt, […] car ils ont incarné les plus hautes vibrations de l'idéalisme qui anoblit la vie individuelle et collective, les principes de liberté, le respect de la loi et la confraternité humaine. […]
> Les idéaux de justice, d'amour, d'altruisme, qui ont animé les hommes-guides [de l'histoire de Cuba] […] sont les mêmes qui animent la jeunesse cubaine pendant ces jours décisifs de l'histoire dans sa lutte héroïque contre la tyrannie, sous la glorieuse direction du Commandant en chef de la révolution, le docteur Fidel Castro »[356].

[352] FURSENKO, Aleksandr et NAFTALI, Timothy, *"One Hell of Gamble", op. cit.*, p. 18.
[353] CASTRO, Fidel, "Conversación con los estudiantes de la Universidad de Concepción", in *Cuba-Chile, op. cit.*, p. 277.
[354] ANC, *Fondo Ministerio de Relaciones Exteriores*, dossier n°3, numéro d'ordre 39, de Joaquín Freire à Raúl Roa, s/d.
[355] ANC, *Fondo Ministerio de Relaciones Exteriores*, dossier n°3, numéro d'ordre 39, de Dechard y de la Torriente à Raúl Roa, 15 janvier 1960.
[356] ANC, *Fondo Ministerio de Relaciones Exteriores*, dossier n°9, numéro d'ordre 159, "Discurso del ciudadano presidente doctor Manuel Urrutia", 3 mars 1959, p. 41.

Manuel Urrutia poursuit cette allocution enthousiaste en condamnant le régime soviétique. Il est nécessaire de « lutter inlassablement pour la démocratie et, par conséquent, pour l'éradication de toute menace des systèmes totalitaires, qu'ils soient de droite ou de gauche ». Pour ne laisser aucun doute sur sa vision négative de l'URSS, le président reprend la logique de la guerre froide en divisant le monde en « deux conceptions antagonistes » et n'hésite pas à placer son pays dans le camp occidental : « D'un côté, notre culture occidentale, qui a comme devise le respect des valeurs de l'esprit et des droits de l'homme. De l'autre, celle qui s'empare de la souveraineté des peuples et de la conscience individuelle par le biais de la persécution et de la mort »[357].

Des déclarations comme celle de Manuel Urrutia font croire aux Américains qu'une entente cordiale avec les révolutionnaires est possible. Ces espoirs seront néanmoins rapidement déçus et, face aux pressions des plus radicaux, le président Urrutia se verra contraint de démissionner en juillet 1959. C'est à ce moment-là que les Cubains saisissent les premières propriétés étatsuniennes. Mais, malgré l'amorce timide du processus de nationalisation, les autorités de la Maison-Blanche font pour l'instant preuve de retenue. Certains soutiennent ces mesures au nom de la nécessité de favoriser à Cuba un processus de réforme agraire jugé démocratique. Ce n'est qu'au début de l'année 1960 que toute une série de signes viennent annoncer la dégradation accélérée des rapports avec Washington[358]. L'attitude conciliante de Fidel Castro vis-à-vis de la superpuissance du Nord perturbe les décideurs soviétiques qui se forment une image confuse et incertaine du gouvernement castriste. Le Kremlin et les articles de presse manifestent une extrême prudence qui s'explique essentiellement par deux facteurs : d'une part, la volonté officielle de ne pas se compromettre politiquement dans un contexte international de détente, marqué par le voyage de Nikita Khrouchtchev aux États-Unis en septembre 1959 ; d'autre part, leurs réserves à l'égard d'un régime mal assuré qui semble hésitant et imprévisible.

Les inquiétudes s'amoindrissent quelque peu lors de la nomination d'Osvaldo Dorticós, membre du PSP depuis 1953, à la présidence du pays en juillet 1959. Le geste de Fidel Castro constitue un triomphe politique de l'aile représentée par son frère ; un geste qui rassure aussi les Soviétiques. Moscou décide d'ailleurs d'envoyer à Cuba, en octobre de cette année, un premier observateur. Nikita Khrouchtchev fait appel à l'agent du KGB Alexander Alexeiev, qui ne tarde pas à se lier d'amitié avec les acteurs clés du nouveau régime. Malgré son

[357] *Ibid.*, p. 42.
[358] LÉVESQUE, Jacques, *L'URSS et la révolution cubaine*, *op. cit.*, pp. 33-34.

enthousiasme, il doit toutefois avouer à ses supérieurs que le communisme constitue encore un enjeu idéologique secondaire. L'élément qui rassemble les rebelles n'est guère l'identification commune à un modèle précis mais le rejet de « l'impérialisme ». Face à ce manque de définition politique, Alexander Alexeiev demeure confus : « je ne comprenais pas de quelle sorte de révolution il s'agissait, où elle allait »[359]. La Révolution cubaine débute donc dans un contexte d'incertitude et de tâtonnement. Plusieurs facteurs deviennent en 1959 de véritables obstacles à la formation d'une alliance cubano-soviétique solide, dont le discours de Fidel Castro lui-même. L'ex-KGB Nikolaï Leonov synthétise les ambiguïtés idéologiques de cette première phase :

> « Si l'on analyse l'évolution de la Révolution cubaine pendant la première année, on voit clairement que le premier gouvernement est absolument bourgeois. […] [Fidel Castro] avait lu quelques œuvres du marxisme-léninisme mais dans un premier temps, si on lit les décrets qu'il signe, [on se rend compte que] c'était un leader d'une révolution démocratique et bourgeoise. […] Les gens qu'il nomme dans son premier gouvernement et ceux avec qui il travaille n'ont rien à voir avec le communisme, ils étaient même anticommunistes. À ce moment-là, Che Guevara et Raúl Castro étaient relégués ; Raúl était en province, dans la partie orientale, et le Che, je ne sais pas très bien où. Les membres de ce premier gouvernement étaient des démocrates bourgeois ou des gens liés aux États-Unis »[360].

Malgré ces imprécisions, la restructuration du gouvernement cubain à la mi-1959 entraîne un élargissement des influences du PSP, qui compte désormais quelques ministres[361]. C'est aussi l'une des causes du renforcement des hostilités étatsuniennes. Vers la fin de l'année, avec les premiers bombardements américains sur l'île et l'amorce d'un programme de propagande anticastriste financé par la CIA [362], le terrain est désormais propice à l'établissement de contacts sérieux avec l'URSS[363]. Au cours de 1960, les doutes commencent à se dissiper. En février, Fidel Castro accueille à l'aéroport Anastase Mikoyan, chargé d'évaluer les dispositions cubaines à l'égard de son pays[364], et négocie avec l'hôte un plan de

---

[359] FURSENKO, Aleksandr et NAFTALI, Timothy, *"One Hell of Gamble"*, *op. cit.*, p. 27.
[360] "El general Nikolaï Leonov en el CEP", *op. cit.*, p. 95.
[361] Le comité d'experts de l'OTAN sur l'Amérique latine remarque également cette évolution. Ces transformations politiques représentent un succès pour les communistes cubains. Ils réussissent à renforcer leur influence dans un mouvement « qui, à l'origine, semblait d'inspiration libérale et démocratique ». Archives OTAN, *C-M (61) 123*, « La situation en Amérique latine : Rapport du Groupe ad hoc d'Experts sur l'Amérique latine », Bruxelles, 1er décembre 1961, p. 8.
[362] ELLISTON, Jon, *Psywar on Cuba*, *op. cit.*, p. 15.
[363] LAGONOTTE, Claire, « L'URSS et Cuba, 1959-1972. Des relations opportunistes et conflictuelles », in *Outre-mers, revue d'histoire*, vol. 95, n°354-355, 2007, pp. 25-27.
[364] KHROUCHTCHEV, Nikita, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 464.

coopération financière. Le Soviétique ne débarque pas seul. Il est accompagné d'une délégation prestigieuse d'artistes, dont le compositeur Aram Khatchatourian et le violoniste Leonid Kogan. C'est également l'occasion de présenter à La Havane une importante exposition sur les avancées scientifiques de l'URSS [365]. Ayant tiré des conclusions encourageantes de la tournée, Mikoyan se montre favorable à la mise en place d'un plan de collaboration avec Cuba. À ce stade, les événements se précipitent. Pendant la visite de Mikoyan, une convention commerciale est signée par laquelle l'URSS s'engage à acheter 425 000 tonnes de sucre pour l'année 1960 et 1 million de tonnes annuellement pour la période 1961-1964. De plus, la superpuissance accorde à Cuba un crédit de 100 millions de dollars et promet une aide technique pour la construction d'usines[366].

Dans ces conditions rassurantes, le gouvernement révolutionnaire ose enfin établir, le 8 mai 1960, des relations diplomatiques avec Moscou et entame un projet radical de nationalisation d'entreprises américaines. Bien que conscient des représailles imminentes, Fidel Castro sait maintenant qu'il peut compter sur la solidarité du Kremlin. De fait, le 9 juillet 1960, trois jours après l'annonce de la première grande sanction économique de Washington, Khrouchtchev communique son soutien explicite :

> « Pour parler de manière imagée, en cas de nécessité, les artilleurs soviétiques peuvent au moyen du feu de leurs fusées, soutenir le peuple cubain si les forces agressives du Pentagone osaient commencer une intervention contre Cuba »[367].

C'est ainsi que s'initie la prise en charge, dès lors irréversible, du régime par l'URSS. En retour, Castro se qualifie face à A. Alexeiev, mais de façon encore confidentielle, de marxiste[368]. En avril 1961, la veille du débarquement de la Baie des Cochons – une tentative d'invasion militaire soutenue par les Américains et qui se solde par un échec – le « Líder Máximo », en revanche, proclame publiquement le caractère socialiste de la Révolution cubaine. À la fin de cette même année, il prononce un discours, devenu célèbre, pour signaler que le marxisme est

[365] *Hoy Domingo*, 14 février 1960, p. 5.
[366] ANC, *Fondo Ministerio de Relaciones Exteriores*, dossier n°11, numéro d'ordre 197, "Comunicado conjunto soviético-cubano", La Havane, 13 février 1960, p. 81.
[367] LAGONOTTE, Claire, « L'URSS et Cuba, 1959-1972 », *op. cit.*, p. 27.
[368] FURSENKO, Aleksandr et NAFTALI, Timothy, *"One Hell of Gamble"*, *op. cit.*, p. 71.

> « …la plus exacte, la plus scientifique, la seule vraie, la seule théorie véritablement révolutionnaire. Je puis dire avec pleine satisfaction et pleine confiance : je suis un marxiste-léniniste et je serai un marxiste-léniniste jusqu'au dernier jour de ma vie »[369].

À travers ces déclarations éloquentes, Fidel Castro cherche à dissiper les appréhensions qui subsistent au sein de l'administration soviétique. Les réticences de Moscou sont bien fondées : Cuba n'est pas encore un État dirigé par un parti unique et la plupart des autorités (dont Castro lui-même) ne peuvent guère être considérées comme des communistes militants. Le cas d'Armando Hart, ministre de l'Éducation et dirigeant actif du M26, s'avère intéressant pour dévoiler les sensibilités politiques prédominantes. Il niait à la fin 1960 tout rapport avec l'idéologie marxiste et accusait « l'oligarchie » du pays de vouloir « tromper les timides » en invoquant « le prétexte du communisme ». D'après Armando Hart, la Révolution cubaine est « à tel point radicale et originale » qu'il est impossible de dire « qu'elle est née d'une autre [révolution] ». Pour inciter les habitants à la méfiance, l'opposition et les États-Unis font « appel à un fantôme importé d'Europe : le communisme ». Ainsi, « ils tentent de nous faire peur avec un problème qui n'est pas le nôtre »[370].

L'alliance soviéto-cubaine prend bel et bien forme au cours de la période 1960-1961, mais pour Fidel Castro ce rapprochement répond avant tout aux enjeux sécuritaires. La stabilité est menacée par les interventions de la Maison-Blanche. L'alignement sur le modèle de Moscou est une décision nécessaire pour convaincre le Kremlin de poursuivre une politique d'appui défensif et financier. Mais, au fond de lui-même, Fidel Castro n'adhère pas entièrement au communisme. Comme on le verra maintenant, son intention réelle est de faire de l'exemple cubain un modèle autonome de lutte sociale ; un modèle adapté aux spécificités du continent latino-américain et pour lequel un schéma théorique reste à définir. C'est l'Argentin Ernesto Che Guevara qui assumera au nom du régime cette responsabilité.

[369] CLISSOLD, Stephen, *Soviet Relations with Latin America*, *op. cit.*, p. 265.
[370] HART, Armando, "Lo que preocupa es el radicalismo de nuestra revolución", in *Islas*, vol. 3. n°1, 1960, pp. 39-43.

2.1.3.-Cuba à la recherche d'une identité révolutionnaire autonome : la pensée politique d'Ernesto Che Guevara

Au début des années 1960, la Révolution cubaine se trouve à un stade de construction théorique et d'autoréflexion. Comme Fidel Castro le souligne au cours d'une allocution – plus communément connue comme *Palabras a los intelectuales* (juin 1961) – « l'improvisation politique » est un facteur décisif de la formation inachevée du régime[371]. Contrairement à d'autres expériences révolutionnaires, poursuit Castro, les Cubains ne bénéficient pas de la même « maturité intellectuelle » car

> « Cette Révolution n'a pas eu de phase d'élaboration […] Nous croyons qu'avec nos efforts nous sommes en train de mener à bien une véritable révolution et que cette révolution progresse et est destinée à devenir un des événements importants de ce siècle. Cependant […] nous ne nous considérons pas comme des théoriciens ni comme des intellectuels des révolutions. […] En réalité, nous avons tous beaucoup de choses à apprendre et nous ne sommes pas venus ici pour vous instruire, nous sommes aussi venus pour apprendre »[372].

Dans de telles conditions, un texte d'Ernesto Guevara se transforme en une première tentative de traduire l'expérience révolutionnaire en un schéma conceptuel. *La guerre de guérilla* constitue une référence incontournable pour l'extrême gauche latino-américaine, devenant vite la « bible » pour toute une génération de jeunes révolutionnaires. Pratiquement tous les mouvements de guérilla se sont inspirés des idées guevaristes présentées dans l'ouvrage[373]. Publié pour la première fois en 1960, mais remanié par la suite, *La guerre de guérilla* met en valeur les stratégies privilégiées par les « fidélistes ». Il insère les idées

[371] Cette idée est reprise dans un roman du Cubain Miguel Cossío Woodward. *Sacchario* (1972) est l'histoire d'un groupe de jeunes révolutionnaires qui s'engagent dans la récolte de la canne à sucre afin de faire augmenter la production du principal produit d'exportation de l'île. Un paragraphe rend compte du caractère ambigu de l'idéologie cubaine : « Darío apprenait, comme tous, à être révolutionnaire dans le déroulement même de la révolution. C'était la pratique, la marche de l'histoire, qui suggérait les premières idées sur la lutte des classes, l'impérialisme, la réaction interne, ouvrant un regard et des concepts différents. C'était la crise des anciens dogmes qui incitait à la recherche de nouvelles doctrines, à la découverte d'autres règles, à la quête d'une voie originale ». Ensuite, l'auteur insiste sur cette particularité du processus : « Il s'agissait d'une prise embryonnaire de conscience qui surgissait face aux actes contre-révolutionnaires et qui était orientée principalement vers la défense d'une œuvre dont le sens idéologique était encore imprécis, vague, en état de formation. Son évolution n'était pas seulement déterminée par les intentions des promoteurs, mais plutôt par le mécanisme flexible de l'action-réaction ». COSSÍO WOODWARD, Miguel, *Sacchario*, La Habana, Instituto Cubano del Libro, 1972, pp. 101-102 et 115.

[372] CASTRO Fidel, *Palabras a los intelectuales*, La Habana, Consejo Nacional de Cultura, 1961, pp. 5-6.

[373] BRANDS, Hal, *Latin America's Cold War*, Cambridge, Harvard University Press, 2010, pp. 43-44.

dominantes des dirigeants du M26 dans un plan explicatif connu comme la thèse du *foco*[374]. Cette doctrine idéologique est fréquemment évoquée pour fournir des orientations aux révolutionnaires fidèles à La Havane[375].

Avant d'analyser le contenu du texte, il faut souligner que son auteur est maintenant loin d'éprouver le même enthousiasme qu'auparavant à l'égard du modèle incarné par l'administration Khrouchtchev. Dans un premier temps, Ernesto Guevara est « l'architecte » de la relation entre Cuba et l'URSS : c'est lui qui reçoit Alexander Alexeiev en octobre 1959 et qui négocie avec Mikoyan les premiers plans de coopération[376]. Toutefois, les événements ultérieurs (notamment l'explosion en mars 1960, attribuée à la CIA, de *La Coubre*, un bateau français à bord duquel ont péri plusieurs Cubains) le pousse à prendre conscience de la nécessité de trouver une voie plus radicale pour la révolution[377]. Cela contribue à affaiblir l'engagement prosoviétique du Che et l'amène à critiquer le principe de la « coexistence pacifique ».

Son livre témoigne de cette désillusion. Dès le chapitre initial, Guevara esquisse les trois principales leçons de l'insurrection cubaine. Elles constituent le squelette autour duquel s'articule l'intégralité de l'œuvre :

> « (1) les forces populaires peuvent gagner une guerre contre l'armée du pouvoir ;
> (2) il ne faut pas toujours attendre que toutes les conditions soient réunies pour lancer la révolution ; le foyer insurrectionnel peut les instaurer ;
> (3) dans l'Amérique sous-développée, la lutte armée doit impérativement être menée à la campagne »[378].

Parmi ces trois formules essentielles, les deux dernières sont susceptibles d'enflammer le débat avec les défenseurs de l'orthodoxie marxiste-léniniste représentée par Moscou. Les responsables latino-américains des partis prosoviétiques, qui insistent sur la nécessité d'attendre que les « conditions objectives » soient réunies avant de déclencher le processus révolutionnaire, sont également alarmés par les propos de l'Argentin. Des imputations

[374] Le *foco* est un terme qui désigne en espagnol le « foyer révolutionnaire », une unité insurrectionnelle agissant dans les zones rurales. Comme on le verra dans ce chapitre, Che Guevara fait du *foco* une théorie fondée sur les actions armées menées par les guérillas dans les campagnes.
[375] CHILDS, Matt, "An Historical Critique of the Emergence and Evolution of Ernesto Che Guevara's *Foco* Theory", in *Journal of Latin American Studies*, vol. 27, n°3, 1995, p. 598.
[376] LATRÈCHE, Leila, *Cuba et l'URSS*, *op. cit.*, pp. 84-85.
[377] ANDERSON, Jon, *Che Guevara: A Revolutionary Life*, New York, Grove Press, 1997, pp. 467-470.
[378] GUEVARA, Che, *La guerre de guérilla*, Paris, Flammarion, 2010, p. 33.

d'hérésie doctrinaire, accusant le Che de préconiser une accélération dangereuse de l'histoire, ne tardent pas à se faire entendre[379].

L'idée de la prépondérance des zones rurales au détriment de l'action politique organisée par un parti précurseur est loin de satisfaire les communistes. Pour Guevara, au lieu de s'embrouiller dans des interprétations théoriques, les révolutionnaires latino-américains doivent agir en fonction des conditions locales qui, en l'occurrence, rendent presque impossible un éclatement insurrectionnel urbain. En revendiquant le rôle d'une avant-garde ancrée dans les campagnes, le Che veut faire comprendre que les objectifs révolutionnaires peuvent être atteints sans le développement d'une conscience politique préalable. En outre, le deuxième principe, soulignant la capacité d'un groupe restreint à imposer les « conditions objectives », constitue un affront direct aux communistes qui défendent une stratégie « par étapes ». Autrement dit, cette conclusion se place au centre des polémiques interaméricaines car elle met en cause la soi-disant « passivité » attribuée par les « foquistes » aux PC fidèles à Moscou.

Les appréhensions d'Ernesto Guevara vis-à-vis de l'URSS se confirment lors de son premier séjour dans le bloc de l'Est. Dès le mois d'octobre 1960, il parcourt les plus grandes villes soviétiques (Moscou, Leningrad, Stalingrad, Irkoutsk) mais il n'en revient certainement pas séduit. De manière confidentielle, il s'avoue déçu par le style de vie « bourgeois » des élites du Kremlin qui n'ont pas réussi, pense-t-il, à créer un « homme nouveau socialiste » malgré plus de 40 ans de communisme. Alors que les tensions sino-soviétiques montent, le Che profite du voyage pour visiter la Chine de Mao, où il croit découvrir « un exemple ouvrant de nouvelles voies pour les Amériques ». Par ailleurs, il fait publiquement l'éloge des communes populaires rurales chinoises explicitement critiquées par Moscou[380].

Pendant que les responsables cubains défendent un discours favorable à la lutte armée dans l'ensemble de l'Amérique latine, le Kremlin ne semble guère vouloir encourager d'autres mouvements insurrectionnels. Au début des années 1960, on l'a vu, les décideurs soviétiques étaient nettement engagés dans une politique de rapprochement avec le camp occidental[381]. Afin d'assouplir les tensions avec l'Ouest, Moscou adopte en général une position défavorable à la voie armée en Amérique latine, une zone considérée comme la sphère

[379] RATLIFF, William, *Castroism and communism in Latin America, 1959-1976: the varieties of Marxist-Leninist experience*, Washington D.C., American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1976, pp. 53-86.
[380] ANDERSON, Jon, *Che Guevara*, *op. cit.*, pp. 488-490.
[381] REY, Marie-Pierre, « Introduction. L'URSS et le Sud », *op. cit.*, pp. 7-8.

d'influence naturelle de Washington[382]. Ainsi, le « foquisme », ou thèse du *foco*, témoigne des divergences conceptuelles. Les différences deviennent plus visibles suite aux déclarations ultérieures d'Ernesto Guevara qui ose même remettre en cause le principe léniniste selon lequel « sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire »[383]. Selon l'Argentin, l'élaboration d'un schéma théorique ne constitue pas une condition irremplaçable pour l'éclatement d'une véritable révolution. L'expérience cubaine démontre que cette dernière « peut être déclenchée si les réalités historiques sont interprétées correctement et si les forces disponibles sont utilisées de façon adéquate »[384], ce qui équivaut à dire que l'on peut faire la révolution sans être consciemment marxiste. C'est pour confirmer cette idée que Guevara, au cours d'un entretien avec la journaliste Laura Berquist à la fin de l'année 1960, s'exprime de la manière suivante :

> « …où l'on apprend vraiment c'est au cours de la guerre révolutionnaire ; chaque erreur vous apprend plus que des millions de bouquins. Vous arrivez à la maturité dans l'extraordinaire université de l'expérience »[385].

En bref, la thèse du *foco* – fondée sur l'importance des conditions morales, déterminées à leur tour par l'action d'une avant-garde politique – met l'accent sur le caractère flexible de l'analyse révolutionnaire. Le processus insurrectionnel doit reposer sur les enseignements de chaque réalité plutôt que sur l'adhésion aveugle aux interprétations doctrinaires. La pensée du Che n'a pas de véritables précédents théoriques. Elle tente plutôt de construire, en s'inspirant de l'expérience du mouvement cubain, un modèle original de lutte sociale, difficilement compatible avec les stratégies exhortées par Moscou. Ainsi, la publication et la diffusion de *La guerre de guérilla* se transforme en un indice explicite d'autonomie. Il est clair que, malgré la dépendance croissante envers l'URSS, Cuba cherche à suivre sa propre voie révolutionnaire.

Globalement, la doctrine présentée par Guevara est une lecture approfondie et systématisée des idées « fidélistes ». Elle traduit à bien des égards les visions du M26 et souligne les stratégies appliquées par Fidel Castro au cours de l'insurrection de la *Sierra Maestra*. Dans les années 1960-1962, le leader est prêt à intensifier ses liens économiques et militaires avec

[382] KAUFMAN, Edy, *The Superpowers and their Spheres of Influence*, *op. cit.*, pp. 195-199.
[383] LÉNINE, Vladimir Ilitch, *Que faire?*, Paris, Édition du Seuil, 1966, p. 78.
[384] Cité in CHILDS, Matt, "An Historical Critique", *op. cit.*, p. 609.
[385] Cité in *Idem*.

l'URSS mais il en va autrement pour les rapports idéologiques. C'est dans ce contexte que Castro lance le défi en décidant de soutenir les mouvements révolutionnaires armés du continent. Il est convaincu que pour assurer la consolidation du régime et dissuader les Américains d'intervenir, il est nécessaire de promouvoir le surgissement « d'autres Cubas ». De plus, ces incitations sont d'autant plus pertinentes que les « conditions objectives » justifiant le déclenchement de la révolution (misère, ignorance, exploitation) sont partout présentes. À l'instar du Che, Fidel Castro souhaite voir se multiplier les mouvements armés et, par conséquent, le soutien cubain commence à prendre des formes concrètes[386].

Entre 1961 et 1962, de nombreux Latino-américains débarquent à La Havane pour suivre des programmes d'entraînement militaire ; quelques Cubains rejoignent également des groupes de guérilleros qui s'activent notamment au Venezuela, au Guatemala, au Nicaragua, au Pérou et en Argentine[387]. Cette politique d'aide provoque des heurts entre les services secrets de l'île et les responsables du KGB qui tentent de modérer les décideurs cubains. De fait, côté soviétique, on observe un silence absolu quant à la pertinence pour le continent des stratégies insurrectionnelles, ce qui reflète les réticences de Moscou[388]. Mais Fidel Castro demeure inflexible. Lors de la « Seconde déclaration de La Havane » de février 1962, un discours qui synthétise les principes « fidélistes », le « Líder Máximo » interpelle les militants modérés et souligne « qu'il n'est pas juste d'entretenir chez les peuples […] la vaine et commode illusion qu'on viendra à bout, par des voies légales, des classes dominantes ». Ensuite, il conclut en indiquant que le sacrifice de vies humaines et donc la lutte insurrectionnelle armée est une situation inévitable pour l'affranchissement définitif des peuples d'Amérique latine :

> « Le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution. Comme on le sait, en Amérique et dans le reste du monde, la révolution triomphera, mais ce n'est pas faire preuve d'esprit révolutionnaire que de s'asseoir devant sa maison en attendant de voir passer le cadavre de l'impérialisme. Le rôle de Job ne sied pas à un révolutionnaire. […] Car, cette grande humanité a dit : 'Assez !' et elle s'est mise en marche. Et cette marche de géants ne s'arrêtera plus jusqu'à la conquête de la véritable indépendance, pour laquelle ils se sont fait tuer plus d'une fois inutilement. Quoi qu'il arrive, ceux qui mourront

[386] GLEIJESES, Piero, *Conflicting missions: Havana, Washington and Africa, 1959-1976*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2002, pp. 21-23.
[387] BRANDS, Hal, *Latin America's Cold War*, *op. cit.*, p. 105 ; PALIERAKI, Eugenia, "¿Bajo el signo de Fidel? La Revolución Cubana y la 'nueva izquierda revolucionaria' chilena en los años 1960", in HARMER, Tanya et RIQUELME, Alfredo (éds.), *Chile y la Guerra Fría global*, Santiago, RIL Editores, 2014, pp. 173-181.
[388] LÉVESQUE, Jacques, *L'URSS et la révolution cubaine*, *op. cit.*, pp. 93-95.

maintenant, mourront comme ceux de Cuba, comme ceux de Playa Girón : ils mourront pour leur véritable et définitive indépendance. La Patrie ou la Mort ! Nous vaincrons ! »[389].

Ainsi, les « barbudos » affichent leur originalité par rapport à l'URSS. Mais malgré les divergences, les relations cubano-soviétiques demeurent plus ou moins stables au cours de la période 1961-1962. Les visites réciproques ne cessent de se développer et les programmes de collaboration technique, commerciale et culturelle s'intensifient visiblement. Les tensions latentes vont cependant resurgir avec violence en octobre 1962 suite à l'avènement traumatique de la crise des missiles.

2.1.4.-La crise des missiles et la montée des tensions (1962-1963)

Les premiers mois de l'année 1962 annoncent une période d'entente et de rapprochement idéologique. En avril, l'URSS reconnaît publiquement le caractère socialiste de la Révolution cubaine et décide de s'engager dans une politique concrète de défense de l'île des Caraïbes. Pour Nikita Khrouchtchev, le moyen le plus efficace est le déploiement de missiles nucléaires permettant d'assurer la protection de Cuba et un rééquilibrage des forces internationales. L'opération ne suscite toutefois pas un accord unanime au sein de l'administration soviétique. Anastase Mikoyan juge cette décision trop risquée dans un pays situé à moins de 100 miles de la côte de « l'ennemi idéologique ». Alexander Alexeiev, nommé ambassadeur à La Havane en mai 1962, est convoqué à Moscou pour prendre part aux discussions. Il estime que la stratégie de Khrouchtchev pourrait compromettre la solidarité de l'opinion publique latino-américaine vis-à-vis du projet révolutionnaire des « barbudos ». Fidel Castro, pense-t-il, n'acceptera pas l'installation des missiles[390]. Les Cubains, cependant, donnent finalement leur accord et « l'Opération Anadyr » est approuvée le 24 mai 1962[391].

D'après Carlos Lechuga, ambassadeur de Cuba à l'ONU pendant la crise des missiles, les dirigeants de son pays cherchent à renforcer leur position à l'égard des États-Unis. Afin de

[389] CASTRO, Fidel, *Seconde déclaration de La Havane*, La Havane, s. éd., 1962, pp. 37 et 42.
[390] LECHUGA, Carlos, *Cuba and the Missile Crisis: The dramatic inside story by Carlos Lechuga, Cuba's UN Ambassador*, Melbourne, New York, Ocean Press, 2001, pp. 1 et 22.
[391] LATRÈCHE, Leila, *Cuba et l'URSS, op. cit.*, p. 90.

favoriser cet objectif, ils demandent aux Soviétiques de rendre publiques les manœuvres[392]. Ces derniers insistent sur la nécessité de maintenir le caractère secret « d'Anadyr » mais affirment leur volonté d'aide militaire et poursuivent leurs livraisons[393]. Pour les Cubains, il ne s'agit pas d'une décision à prendre à la légère. En autorisant l'entrée massive d'armement soviétique, ils s'insèrent définitivement dans le camp socialiste et limitent leur possibilité d'indépendance. Néanmoins, l'éclatement de la crise en octobre 1962 oblige Nikita Khrouchtchev à démanteler les bases de lancement installées sur l'île, ce qui entraîne une période de durcissement progressif des relations URSS-Cuba. La résolution déclenche la colère de Castro ; elle est perçue par les habitants comme une trahison injustifiable. Des manifestations antisoviétiques se déroulent dans les rues de La Havane, pendant lesquelles on peut entendre des insultes telles que : « Nikita pédé, ce qui a été donné ne se reprend pas ».

Le conflit, qui a failli déclencher un affrontement aux conséquences apocalyptiques, constitue un véritable traumatisme pour les leaders cubains qui semblaient prêts à défendre avec leurs vies le projet nucléaire[394]. Les tensions précédentes refont surface, ce qui conditionnera durablement les rapports bilatéraux. Au cours d'une interview avec l'écrivain Gianni Minà, Fidel Castro signale que la crise d'octobre « a influencé les relations soviéto-cubaines pendant des années […] D'une certaine façon, cet incident a réellement détérioré nos relations »[395]. L'exaspération du leader va redoubler lors de son séjour à Moscou à partir d'avril 1963. C'est au cours de cette tournée qu'il se rend compte de l'existence d'une entente entre Moscou et Washington portant sur le retrait des armements américains installés en Turquie. Cet accord, gardé secret, confirme les soupçons selon lesquels la protection de Cuba n'était qu'un prétexte pour consolider la position internationale de l'URSS. Pour Castro, c'est une nouvelle humiliation qui renforce ses impressions négatives[396]. Cuba doit désormais apprendre à se défendre toute seule car le Kremlin ne partage pas la même ferveur révolutionnaire que ses alliés latino-américains. Face à cette évidence, les autorités décident de radicaliser leur politique extérieure et de tendre vers une plus grande indépendance à l'égard de la puissance de l'Est. Motivés par l'espoir de consolider leur sécurité interne via la multiplication de régimes révolutionnaires, les Cubains insistent davantage sur la nécessité d'encourager des stratégies de lutte armée en Amérique latine.

[392] LECHUGA, Carlos, *Cuba and the Missile Crisis*, *op. cit.*, pp. 30-31.
[393] LAGONOTTE, Claire, « L'URSS et Cuba, 1959-1972 », *op. cit.*, p. 29.
[394] BLIGHT, James et BRENNER, Philip, *Sad and Luminous Days*, *op. cit.*, pp. 73-75.
[395] MINÁ, Gianni, *Un encuentro con Fidel*, La Habana, Oficina de Publicaciones del Consejo de Estado, 1987, p. 111.
[396] BLIGHT, James et BRENNER, Philip, *Sad and Luminous Days*, *op. cit.*, pp. 98-100.

Mais les conséquences de la crise des missiles s'avèrent funestes pour l'administration Khrouchtchev aussi. À ce stade de la relation, la Révolution cubaine était devenue un facteur essentiel de la politique interne de l'URSS. Selon l'historien russe Vladislav Zubok, un large segment de la population voyait d'un très bon œil les transformations sociales à Cuba et sympathisait sincèrement avec les frères Castro. L'impact de la crise explique en grande partie l'opposition grandissante aux politiques khrouchtchéviennes et a un effet à long terme sur les relations avec la Maison-Blanche. En effet, même la détente de l'ère Brejnev ne pourra pas effacer complètement les séquelles de la crise d'octobre 1962[397]. Au cours de l'année suivante, les responsables du Kremlin tentent d'apaiser la colère des Latino-américains. Ils leur accordent un important soutien économique et envoient au nom de Cuba une aide militaire destinée aux Algériens (dans le contexte de la Guerre des Sables contre le Maroc). C'est ainsi que le voyage de Fidel Castro en URSS (avril-juin 1963) est tout de même couronné par des accords favorables aux intérêts cubains : le gouvernement soviétique prend l'initiative d'élever d'un tiers le prix du sucre qui sera acheté à Cuba en 1963. De surcroît, Nikita Khrouchtchev s'engage à « résoudre le problème de la mécanisation générale de la production de la canne à sucre » et, pour cela, il décide d'envoyer 1 500 tracteurs et 3 500 récolteuses[398]. Malgré ces mesures, il s'agit là d'un accommodement pragmatique fondé sur des « compensations » économiques, mais ne se traduisant guère par un renforcement des affinités idéologiques.

Du côté de Moscou, les facilités visent aussi à concurrencer les Chinois qui ne perdent pas l'occasion de critiquer la « capitulation » de Khrouchtchev. De fait, Mao et ses hommes semblent être dans une ligne révolutionnaire semblable à celle de La Havane[399]. Alors que les désaccords sino-soviétiques s'intensifient, Pékin s'acharne contre le manque supposé d'engagement de l'équipe Khrouchtchev et développe ses liens avec l'île. Le groupe d'experts sur l'Amérique latine, créé par l'Alliance atlantique (OTAN) à la fin septembre 1961, distingue très vite cette stratégie :

> « Tout en suivant la ligne générale communiste, la Chine a critiqué la 'mollesse' de Khrouchtchev dans la crise cubaine. D'autre part, elle joue discrètement la carte du

[397] ZUBOK, Vladislav, *A failed Empire*, *op. cit.*, pp. 143-153.
[398] « Discours de Fidel Castro Ruz à la radio et à la télévision cubaines (La Havane, 4 juin 1963) », in *Études soviétiques*, « Les peuples de Cuba et de l'URSS défendent une même cause », n°184-185, 1963, pp. 74-82.
[399] SPENCER, Daniela, "The Caribbean Crisis", *op. cit.*, p. 98.

‘communisme de couleur’, et prétend que la Révolution cubaine a suivi la voie chinoise »[400].

Pour « gagner les cœurs » des Cubains, les dirigeants asiatiques insistent davantage, surtout après la crise des missiles, sur le caractère socialiste du régime castriste. En décembre 1962, l’Association d’amitié sino-cubaine est inaugurée (alors que la Société URSS-Cuba ne sera mise en place qu’à partir de 1964, un retard qui renforce d’autant plus le caractère significatif du « geste » chinois). En allant à l’encontre de la prudence soviétique, les théoriciens maoïstes valident le chemin révolutionnaire de Fidel Castro (« la voie glorieuse du M26 ») et approuvent les trois principes exposés dans l’œuvre de Che Guevara, *La guerre de guérilla*. Par ailleurs, dès mars 1963, la presse chinoise commence à publier en espagnol l’hebdomadaire *Pekín Informe*[401].

La Havane, pour sa part, ne cesse d’exprimer des positions radicales concernant les voies insurrectionnelles, s’éloignant de plus en plus de la doctrine de la « coexistence pacifique ». Nous sommes face à deux visions presque incompatibles du militantisme révolutionnaire : ce que Moscou considère comme de la prudence dans une sphère d’influence étatsunienne est perçu par Fidel Castro comme un manque inexcusable de principes idéologiques. Ces controverses s’expriment notamment par les écrits de certains militants communistes latino-américains, défenseurs ardents de la ligne de Moscou. En novembre 1963, *Kommunist*, l’organe théorique du Comité central du PCUS, offre ses pages au communiste uruguayen Enrique Rodríguez. L’article met en garde contre les conclusions mécaniques qui peuvent être tirées de l’expérience cubaine et appelle à éviter le « putschisme » et « l’aventurisme » : le triomphe du M26 n’a pas « automatiquement résolu le problème des rapports de forces entre le peuple et ses oppresseurs dans les autres pays »[402]. Ce type d’argument est aussi repris par des spécialistes soviétiques qui se méfient de la pertinence de la violence révolutionnaire dans le contexte latino-américain[403].

[400] Archives OTAN, *C-M (62) 108*, « La situation en Amérique latine : Note du Président du Groupe d’Experts sur l’Amérique latine », Bruxelles, 27 novembre 1962, p. 7.
[401] JOHNSON, Cecil, *Communist China & Latin America, 1959-1967*, New York, London, Columbia University Press, 1970, pp. 150-153.
[402] Cité in LÉVESQUE, Jacques, *L’URSS et la révolution cubaine*, *op. cit.*, pp. 120.
[403] Il convient toutefois de mettre l’accent sur le fait qu’en Union soviétique la question de la pertinence de la lutte armée soulève des débats internes, notamment dans les milieux intellectuels. Tout semble indiquer que la principale opposition à la violence révolutionnaire en Amérique latine venait de l’autorité suprême du Parti communiste, Nikita Khrouchtchev. Pour se faire une idée des divergences stratégiques concernant l’évolution politique du continent latino-américain, voir PRIZEL, Ilya, *Latin America through Soviet eyes*, *op. cit.*.

La presse cubaine répond sans hésiter aux commentaires des partis prosoviétiques du continent. Dans la seconde moitié de 1963, on insiste davantage sur la lutte armée. Ernesto Guevara publie en septembre une deuxième version, encore plus radicale, de son œuvre *La guerre de guérilla*. Les divergences engendrent des débats dans les milieux intellectuels, où une myriade de penseurs et d'écrivains se mettent à méditer sur l'évolution récente du pays. Les références théorico-politiques étrangères se diversifient et commencent à circuler abondamment au sein d'une société en effervescence. Dans les pages de divers périodiques, les controverses constantes, parfois enflammées, illustrent le désir grandissant de penser la révolution en fonction d'interprétations originales, pas nécessairement empruntées aux auteurs classiques (Lénine, Marx, Engels)[404].

Malgré ces désaccords, les divergences sont encore loin d'atteindre leur paroxysme. L'ère brejnévienne instaurera un tout autre climat, marqué par l'amoindrissement des perspectives enthousiastes vis-à-vis de la Révolution cubaine. Les années suivantes connaîtront un accroissement sans précédent des hostilités. Mais avant d'analyser cette nouvelle phase, il convient de s'interroger sur l'attitude de Moscou, à la même période, vis-à-vis d'un régime tout à fait différent : le Chili du président démocrate-chrétien Eduardo Frei.

2.2.-Le Chili d'Eduardo Frei : un allié potentiel pour Moscou ? Les relations officielles au cours des années 1960

Pour le gouvernement démocrate-chrétien qui arrive au pouvoir au Chili en novembre 1964, l'établissement de relations diplomatiques avec l'Union soviétique constitue un moyen efficace pour diversifier les partenaires économiques et réduire ainsi la dépendance financière et politique à l'égard des États-Unis. Mais les enjeux stratégiques ne sont nullement les seuls facteurs qui incitent à un rapprochement entre Santiago et Moscou. Quelques autorités – dont le ministre des Affaires étrangères Gabriel Valdés et le futur candidat du PDC à la présidentielle Radomiro Tomic – se sentent attirées par les promesses de la « coexistence pacifique » et commencent à s'intéresser davantage au système de l'URSS. Par ailleurs, tout semble indiquer que le Kremlin porte un regard positif sur le projet d'Eduardo Frei. Dans un

[404] Sur ce sujet, voir ROJAS, Rafael, *El estante vacío: literatura y política en Cuba*, Barcelona, Anagrama, 2009 et ROCHDI, Nour-Eddine, « La revue *Casa* : culture et révolution », in MOULIN CIVIL, Françoise (éd.), *Cuba 1959-2006 : révolution dans la culture, culture dans la révolution*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 93-108.

continent dominé par la présence imposante de Washington, les mesures « progressistes » annoncées par les nouveaux décideurs favorisent une entende cordiale avec une superpuissance engagée dans un processus d'ouverture internationale. C'est sans doute les premières années du régime démocrate-chrétien qui permettent une expansion des rapports. Néanmoins, quelques signes de rapprochement, bien que sporadiques, sont identifiables au cours de l'administration précédente dirigée par l'homme politique de droite Jorge Alessandri.

2.2.1.-Des premiers signes de rapprochement au rétablissement des liens diplomatiques avec le monde socialiste (1958-1965)

Au-delà des rapports réguliers établis entre les partis communistes chilien et soviétique ainsi qu'entre représentants syndicaux – évoqués dans le chapitre introductif –, les liens avec l'URSS avant le triomphe d'Eduardo Frei sont très irréguliers, pour ne pas dire insignifiants. Le gouvernement de Jorge Alessandri Rodríguez (1958-1964), un politicien indépendant soutenu par une coalition de partis de droite, ne semble pas intéressé à mettre en place des relations durables avec Moscou. Quelques timides tentatives de rapprochement, provenant surtout de milieux financiers et culturels, sont entreprises par un réseau d'intermédiaires qui commence lentement à prendre forme. D'après un ancien fonctionnaire à l'ambassade soviétique à Santiago, les premiers pas vers l'établissement de connexions commerciales datent des années 1958-1959 et s'expliquent par la volonté d'accroître les perspectives d'échanges économiques. Dans des circonstances favorables, marquées par l'impact universel du processus de déstalinisation ainsi que par les grandes conquêtes scientifiques de l'URSS – dont le lancement du Spoutnik en 1957 constitue le témoignage le plus prégnant[405] – une mission soviétique se rend à Santiago en juillet 1958. Cependant, les pourparlers n'aboutissent pas à la signature de conventions sur l'importation de cuivre chilien[406].

[405] ULIANOVA, Olga, "Izquierda chilena y la URSS en la década de los cincuenta: en los orígenes de la 'vía chilena' (a través de los documentos de archivos soviéticos)" (texte inédit). Sur l'impact local et international du climat de déstalinisation et du développement accéléré de la science soviétique à la fin des années 1950, voir ZUBOK, Vladislav, *Zhivago's Children: The Last Russian Intelligentsia*, Cambridge, London, Belknap Press of Harvard University Press, 2009, pp. 122-131.

[406] Archives OTAN, *C-M (59) 2*, « L'offensive économique du bloc sino-soviétique : Rapport du Comité économique », Bruxelles, 21 janvier 1959, p. 16.

Invité par la SSOD, le journaliste et neveu du président Alessandri, Arturo Matte, visite Moscou en novembre 1958. Il s'entretient avec de nombreuses personnalités du monde intellectuel et scientifique et tire des conclusions encourageantes. Selon le visiteur, son oncle pourrait consentir à nouer des relations interétatiques si les autorités de l'URSS se manifestent dans ce sens. Malgré les pressions de Washington, il considère que le moment est propice pour réévaluer la politique extérieure à l'égard de l'État communiste. Par ailleurs, au Chili, plusieurs hommes d'affaires sont disposés à entamer des échanges commerciaux avec l'Est. Les responsables de la SSOD évaluent de manière positive le séjour d'Arturo Matte et concluent que sa visite est susceptible de favoriser la diffusion d'informations véridiques sur l'Union soviétique et de contrer les prédispositions négatives de la société chilienne[407].

Ces bonnes dispositions sont confirmées un an plus tard lors de la présence en URSS de trois délégués influents. Parmi les visiteurs, on trouve l'ex-ministre d'État et vice-président d'une entreprise minière Francisco Cuevas Mackenna. Durant le déplacement, les Chiliens informent leurs hôtes qu'en 1959 un groupe de politiciens et d'hommes d'affaires a conçu un comité pour le rétablissement des relations diplomatiques et commerciales avec l'Union soviétique et les pays du camp socialiste. Cette nouvelle organisation est intégrée par des membres jouissant d'une certaine renommée, dont Guillermo del Pedregal – qui deviendra ambassadeur à Moscou sous le gouvernement de Salvador Allende – et le sénateur du Parti radical Ángel Faivovich. Ces deux derniers avaient déjà eu l'occasion de se rendre en URSS grâce à des invitations officielles, ce qui témoigne de l'impact que les séjours à l'étranger peuvent exercer sur les sensibilités politiques. Au cours d'un entretien avec les partenaires soviétiques, F. Cuevas Mackenna prédit le prompt rétablissement des liens diplomatiques mais estime que, pour susciter cette décision, le Kremlin devrait prêter davantage d'attention aux nations latino-américaines[408].

Les gestes de rapprochement portent finalement leurs fruits et influencent les volontés politiques du gouvernement. En janvier 1960, Jorge Alessandri décide d'envoyer à Moscou une délégation d'industriels destinée à apprécier sur le terrain les opportunités financières offertes par une éventuelle entente commerciale. En retour, suite au terrible tremblement de terre qui a lieu en mai de cette année au sud du Chili, l'URSS expédie un convoi de médicaments et de produits alimentaires. Dès 1961, La Moneda est prête à vendre du cuivre à ses homologues soviétiques mais l'opposition acharnée de certains milieux politiques

[407] RGANI, Fonds 5-R9232, O.50, D.175, 10 janvier 1959.
[408] RGANI, Fonds 5-R9232, O.50, D.175, 16 novembre 1959.

dissuade pour l'instant les décideurs. Ce n'est qu'en 1963 que Santiago signe une convention commerciale avec le Kremlin afin de régulariser l'exportation de cuivre. Cependant, ces perspectives encourageantes ne se consolident pas dans le temps : une seconde délégation gouvernementale présidée par le ministre conservateur Julio Philippi atterrit à Moscou en juin 1963 et rencontre même Alexis Kossyguine[409]. Les démarches n'aboutiront cependant pas à des résultats concrets[410].

Dans un tout autre domaine, le Festival mondial de la jeunesse et des étudiants qui se déroule à Moscou en juillet-août 1957 constitue également une bonne occasion de renforcer les liens chileno-soviétiques. C'est le communiste Luis Guastavino qui prend la tête d'une importante délégation composée de 165 jeunes représentants[411]. À partir de la fin des années 1950, les rapports entre individus s'accélèrent grâce à des volontés diverses. En 1959 par exemple, Raúl Vicherat institue une agence touristique afin d'ouvrir les frontières avec les pays de l'Est. Rapidement, *Vía Mundi* commence à organiser des tournées d'artistes locaux sur le sol soviétique. Elle programme aussi des représentations d'ensembles russes au Chili : c'est ainsi qu'en 1962 les habitants de Santiago peuvent assister aux spectacles du ballet *Beriozka* et du *Stanislavski*[412]. À la fin de la décennie 1950, le romancier Francisco Coloane est invité en URSS afin de participer à la Première conférence d'écrivains afro-asiatiques qui a lieu à Tachkent[413].

Bien que le nombre d'intellectuels chiliens se rendant en URSS s'intensifie avant l'échange officiel d'ambassadeurs en novembre 1964, il faut toutefois constater que ces derniers sont souvent liés, d'une manière ou d'une autre, à la sphère communiste. Les hôtes fréquents, tels que Pablo Neruda, Francisco Coloane ou Volodia Teitelboim, sont des militants actifs du PCCh qui tentent coûte que coûte de propager une image séduisante du modèle soviétique. Parmi les récits de voyage publiés au Chili à cette époque, rares sont ceux qui laissent entrevoir une vision moins enthousiaste envers la « patrie du prolétariat ». Au cours de nos recherches, nous n'avons trouvé qu'un seul témoignage plus ouvertement critique : il s'agit des impressions du professeur universitaire et poète Luis Oyarzún. Son « journal intime », écrit pendant le voyage qu'il effectue en 1957, souligne le style « abominable » des hôtels moscovites. Il constate ensuite que le « culte envers Lénine »

[409] "Chilenos en la URSS", in *Enfoque Internacional*, n°1, janvier 1967, p. 16.
[410] BLASIER, Cole, *The giant's rival*, *op. cit.*, p. 37.
[411] Entretien de l'auteur avec Luis Guastavino, Viña del Mar, 4 février 2013.
[412] "Turismo chileno hacia la URSS", in *Enfoque Internacional*, n°17, mai 1968, p. 34.
[413] COLOANE, Francisco, "Un viaje por la URSS: en el metro de Moscú", in *Enfoque Internacional*, n°26, février 1969, p. 26.

atteint « les extrêmes de la sottise » pour conclure – après avoir assisté à un discours de Nikita Khrouchtchev – qu'en URSS la « réflexion se trouve enchaînée à l'action, et l'action repose en dernier lieu sur une théorie établie ». Pour finir, l'intellectuel déclare qu'il ne voudrait pas appartenir à la société soviétique où les « longues et profondes méditations n'ont pas leur place »[414].

Mais le cas de Luis Oyarzún représente une exception. La plupart des délégués, surtout les artistes, sont enclins à exprimer leurs impressions positives par le biais de manifestations diverses qui constituent de véritables « gestes de gratitude » : des conférences, des récits de voyage, des expositions photographiques, des concerts, entre autres. Ils contribuent à propager petit à petit une image positive de la réalité et de la culture de l'URSS et aident ainsi à préparer le terrain social pour l'annonce du rétablissement des rapports politiques avec Moscou. Comme le fait remarquer avec préoccupation le groupe d'experts sur l'Amérique latine, créé au sein de l'OTAN en 1961, « au Chili, la menace communiste provient d'une pénétration efficace des milieux intellectuels ». Désormais, « tous les partis politiques préconisent l'accroissement des échanges commerciaux avec le bloc [de l'Est], et même les partis du centre ne s'opposeraient pas activement au rétablissement des relations diplomatiques avec l'Union soviétique »[415].

En effet, le candidat de l'organisation démocrate-chrétienne à la présidentielle de 1964, Eduardo Frei Montalva, obtient une victoire écrasante avec un programme politique qui envisage notamment l'extension des liens officiels avec les États de la sphère socialiste. Dans un contexte de polarisation idéologique accrue, le Parti démocrate-chrétien (PDC) se transforme en une alternative institutionnelle et réformiste aux mesures révolutionnaires préconisées par Cuba. Pendant la campagne électorale, les militants du PDC prônaient un projet visant une réforme structurelle du pays à travers la nationalisation du cuivre, la mise en place de nouvelles organisations sociales et syndicales et la redistribution de la terre dans les zones rurales. En matière de politique extérieure, le programme connu sous la formule « révolution dans la liberté », cherche à minimiser la dépendance à l'égard de Washington par l'élargissement des marchés internationaux et des possibilités financières de l'État[416]. Pour

[414] OYARZÚN, Luis, *Diario íntimo*, Santiago, Universidad de Chile. Facultad de Ciencias Físicas y Matemáticas, Departamento de Estudios, 1995, pp. 277-281.
[415] Archives OTAN, *C-M (62) 33*, « La situation en Amérique latine : Rapport du Groupe ad hoc d'experts sur l'Amérique latine », Bruxelles, 6 avril 1962, p. 13.
[416] CORVALÁN MARQUÉZ, Luis, *Del anticapitalismo al neoliberalismo en Chile. Izquierda, centro y derecha en la lucha entre los proyectos globales. 1950-2000*, Santiago, Editorial Sudamericana, 2001, pp. 73-80.

favoriser ces mesures et faire preuve d'indépendance, Frei envisage une véritable ouverture diplomatique.

Les négociations avec le bloc socialiste commencent dès l'arrivée au pouvoir des démocrates-chrétiens en septembre 1964. Très vite, en novembre de cette même année, le gouvernement confirme l'établissement de relations officielles avec Moscou. Au cours de la cérémonie qui officialise cette décision – effectuée dans une salle du ministère des Affaires étrangères avec la présence de l'ambassadeur soviétique à Buenos Aires Nikolaï Alekseïev – le responsable de la diplomatie de Santiago, Gabriel Valdés, prononce un discours éloquent. Sans nier l'appartenance du pays au système occidental, les observations de Valdés témoignent des nouvelles priorités internationales de l'administration Frei :

> « Le gouvernement considère que la diversité de systèmes, de formules de gouvernement ou d'organisations politiques et sociales ne constitue pas un inconvénient pour l'existence de relations normales entre les pays si ces dernières se maintiennent dans un cadre de respect réciproque des lois souveraines qui régissent chaque État.
> Dans le cadre de ces principes, le gouvernement du Chili considère que ses relations normales avec l'Union soviétique contribueront à renforcer la paix et la coopération pacifique entre tous les peuples ; il estime que ces relations sont essentielles pour accroître notre commerce extérieur qui ne peut pas ignorer une aussi grande portion du monde […]
> Il ne peut pas renoncer aux expectatives que représente pour nos produits ce puissant ensemble humain et économique. […]
> Nous sommes convaincus que les relations vont s'avérer fructueuses et, au-delà des formes différentes de nos régimes politiques, il y aura une coopération entre notre peuple, généreux et ouvert, attaché à ses traditions et à ses libertés, et le grand peuple russe, dont ses souffrances pendant la guerre, sa bonté et son amour pour la paix constituent une partie du patrimoine de l'humanité toute entière »[417].

Quelques mois après la signature du protocole, Alexander Anikine prend la tête de cette nouvelle mission diplomatique à Santiago. Côté chilien, c'est le juriste démocrate-chrétien Máximo Pacheco qui devient ambassadeur à Moscou. Il s'installe avec toute sa famille à partir de juin 1965 et, peu de temps après son arrivée, a la possibilité de s'entretenir pendant 30 minutes (laps de temps qu'il considère tout à fait exceptionnel) avec le ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Andreï Gromyko. Pour Pacheco, l'avenir des relations officielles s'annonce plutôt prometteur. Il est étonné de constater que son interlocuteur fait

[417] *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1964*, Santiago, Editorial Universidad Católica, p. 44.

preuve d'une connaissance approfondie des objectifs internationaux du gouvernement de Frei et d'une volonté réelle d'accroître son aide financière envers le Chili[418].

Cette ouverture internationale ne concerne pas que l'URSS. Au cours de l'année 1965, le Chili noue des rapports diplomatiques avec la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie[419]. Dès lors, le rapprochement avec la sphère de l'Est ne cessera de se développer, produisant des effets concrets sur les possibilités financières et politiques de Santiago.

2.2.2.-Un développement accéléré des relations officielles URSS-Chili pendant l'administration Frei (1965-1970)

Au cours d'une réunion avec Alexis Kossyguine, président du Conseil des ministres de l'URSS, Máximo Pacheco évoque la possibilité de mettre en place un programme d'aide économique et reçoit de la part du dirigeant une réponse qu'il juge satisfaisante. Ensuite, il transmet à La Moneda un rapport soulignant ses perspectives encourageantes et la bonne volonté exprimée par Kossyguine. Pour le diplomate chilien, la qualité de l'accueil annonce une période de resserrement des liens qui devrait se matérialiser par la signature de conventions bilatérales. Concrètement, il sollicite une assistance industrielle pour mener à bien les réformes structurelles prévues par le gouvernement chilien et pour « rendre réelle la nationalisation de nos richesses ». Suite à une série de questions, Kossyguine conclut que l'établissement d'un plan de coopération économique est pleinement possible et anticipe que ce dernier pourrait consister notamment en un « soutien technique pour améliorer l'élaboration de cuivre » et en l'envoi d'équipements et d'installations industrielles. Pour finir, l'ambassadeur met en valeur le caractère significatif de l'interview, visible par le fait « qu'elle m'a été accordée une semaine après la demande alors que plusieurs diplomates que j'ai consultés préalablement ont manifesté qu'il est 'très difficile' d'obtenir un rendez-vous avec le Premier ministre ». En outre, la durée de la réunion, l'intérêt montré par le Soviétique et les

[418] Archives historiques du ministère des Affaires étrangères du Chili (par la suite, AHMAEC), Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 8 juin 1965.
[419] *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1965*, Santiago, Editorial Universidad Católica, p. 163.

expressions de sympathie à l'égard d'Eduardo Frei « mettent en évidence la haute considération pour le gouvernement »[420].

Les années suivantes confirmeront les bonnes dispositions du Kremlin et verront de nombreux projets de collaboration. De fait, les échanges matériels et les voyages augmentent considérablement. Les promesses soviétiques se matérialisent en janvier 1967, quand Santiago et Moscou signent trois accords : un protocole commercial, une convention d'assistance technique et financière pour la construction de centres industriels et un programme de distribution d'équipements[421]. Cette même année 1967 voit l'URSS octroyer au gouvernement de Frei un crédit généreux de 40 millions de dollars et un second de 15 millions pour l'achat de produits soviétiques[422].

Les relations politiques ont aussi tendance à se raffermir, ce qui s'exprime par la multiplication des visites et des invitations à se rendre à Moscou. Une délégation parlementaire, dirigée par le militant du PDC et président de la Chambre des députés, Eugenio Ballesteros, est invitée par le Soviet suprême en octobre 1965. Elle est composée d'une douzaine de représentants, dont le communiste Volodia Teitelboim[423]. Il s'agit ici d'une donnée intéressante. Elle nous permet d'observer que les missions peuvent être renforcées par la participation d'hommes politiques liés à l'URSS. En effet, l'écrivain du PCCh Volodia Teitelboim maintient depuis très longtemps un rapport étroit avec Moscou. Fils d'un Ukrainien et d'une Moldave, il entre tôt dans les rangs du Parti communiste et entretient des connexions systématiques avec ses homologues du PCUS (suite au coup d'État d'Augusto Pinochet, il vivra exilé à Moscou). Il est d'ailleurs constamment sollicité par l'ambassadeur du Kremlin à Santiago Alexander Anikine pour discuter sur la situation politique du Chili. Sa présence dans la délégation est donc susceptible de renforcer l'importance de la mission et d'attirer davantage l'attention des hôtes moscovites.

Luis Fernando Luengo, vice-président du Sénat, prend la tête d'une deuxième représentation de 11 parlementaires chiliens en juillet 1968. Ils ont l'occasion de visiter des musées, des usines et de nombreuses institutions de la capitale avant de se déplacer en direction d'Irkoutsk, en Sibérie orientale. Ce voyage constitue également une bonne

[420] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 6 juillet 1965.
[421] VERA CASTILLO, Jorge, "Las relaciones bilaterales de Chile con los países socialistas durante el Gobierno del Presidente Salvador Allende", in VERA CASTILLO, Jorge (éd.), *La política exterior chilena durante el Gobierno de Salvador Allende: 1970-1973*, Santiago, Instituto de Estudios de las Relaciones Internacionales Contemporáneas, 1987, p. 242.
[422] FERMANDOIS, Joaquín, *Chile y el mundo*, *op. cit.*, p. 354.
[423] *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1965*, *op. cit.*, p. 167.

opportunité pour connaître d'autres réalités du monde socialiste. Avant de quitter l'URSS, les délégués se divisent en trois groupes afin de continuer séparément leur mission en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en République démocratique allemande (RDA). Le déplacement devient ainsi un moyen efficace pour renforcer les liens avec l'Est et contribue à régulariser les échanges politiques. C'est d'ailleurs au cours de ce séjour que le départ d'une délégation soviétique vers le Chili est confirmé[424]. À la présence des autorités chiliennes, s'ajoute cette année d'autres visites significatives : 29 jeunes sont invités suite à leur participation au Festival mondial de la jeunesse et des étudiants de Sofia pour assister à la « Semaine de d'amitié soviéto-chilienne » qui se déroule en Ukraine[425]. Toujours en 1968, un groupe de travailleurs métallurgistes se rend à Moscou et à Donetsk pour consolider les interactions – déjà nombreuses, on l'a vu, dans les années 1950 – entre représentants syndicaux[426].

L'intensification des échanges de délégations ne constitue nullement un phénomène unilatéral. De nombreux Soviétiques visitent régulièrement l'État sud-américain : entre le 30 septembre et le 9 octobre 1966, une représentation du Soviet suprême, accompagnée d'assesseurs ainsi que d'un traducteur et d'un journaliste d'*Izvestia*, est reçue officiellement par le président Eduardo Frei, puis par les autorités supérieures du Parlement. Ils entament une tournée intense qui comprend aussi bien les mines de cuivre du Nord que les usines sidérurgiques du Sud[427]. Au contact entre parlementaires, il faut ajouter l'accroissement visible de la présence de leaders syndicaux. Une mission de trois ouvriers soviétiques accepte une invitation de la Confédération nationale des travailleurs du cuivre du Chili à la mi-1968. Les visiteurs entretiennent de longues discussions avec les dirigeants de la CUT (Centrale unique des travailleurs) et participent à des conférences de presse. Le responsable de la délégation, I. Novikov, rédige un rapport détaillé sur son séjour en soulignant les conditions techniques et l'atmosphère politique du pays. Il conclut avec optimisme que les syndicalistes chiliens mènent une activité

> « …favorable au renforcement de l'unité du mouvement ouvrier et syndical, tant sur le plan national qu'international. Ils mettent en place une ligne d'indépendance nationale

[424] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1968, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 5 août 1968.
[425] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1968, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 22 août 1968.
[426] "Metalúrgicos chilenos en la URSS", in *Enfoque Internacional*, n°14, février 1968, p. 14.
[427] *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1966*, Santiago, Editorial Universidad Católica, pp. 495-496.

pour expulser l'impérialisme nord-américain de toutes les sphères de l'économie et de l'industrie »[428].

L'ambassade de l'URSS à Santiago se renforce également avec l'arrivée de nouveaux fonctionnaires. Au cours de l'année 1965, Máximo Pacheco accorde 40 visas diplomatiques et 85 visas officiels. Parmi les demandeurs, on trouve le responsable de la section commerciale Vassili Mouraviev, celui de la section consulaire Vitali Shubin, le premier secrétaire de l'ambassade Alexeï Razlivajin, l'envoyé spécial de la SSOD à Santiago, Vladimir Kuzmichev, entre autres employés[429].

En ce qui concerne la sphère étatique, des visites ministérielles de première importance prennent place. Le titulaire du ministère du Travail et de la Prévision sociale William Thayer atterrit sur le sol soviétique le 15 juin 1966 pour entamer une longue série de pourparlers politiques. Avec sa femme, W. Thayer suit un itinéraire qui le conduit notamment dans les salles du Kremlin, où il discute pendant une demi-heure avec Nikolaï Podgorny, tête du présidium du Soviet suprême. L'ambassadeur M. Pacheco considère que cette interview révèle les excellentes dispositions des hôtes car, le jour suivant, le dirigeant devait accompagner le président Charles de Gaulle à Novossibirsk. D'ailleurs, lors d'une première demande, l'éventuelle rencontre avec Podgorny est jugée impossible dans ces circonstances. Mais, soudainement, les Soviétiques annoncent que le ministre sera reçu à 16h00, une heure et demi avant l'arrivée du chef d'État français[430]. Le délégué chilien souhaite aussi transmettre la bonne volonté de son gouvernement. Pendant une allocution publique, il insiste sur « les désirs de paix du peuple soviétique » et augure que « l'amitié entre l'URSS et le Chili va s'accroître de jour en jour ». Plusieurs signes positifs rendent compte du caractère « absolument exceptionnel » de la visite : l'intérêt de la presse soviétique, qui publie de nombreux articles, l'entretien avec Nikolaï Podgorny, la qualité de l'accueil, etc. En bref, pour l'ambassadeur chilien, le séjour de W. Thayer « a très clairement contribué à l'affermissement des relations entre les deux pays »[431].

Les missions officielles ne cessent de se développer : en 1967, c'est le tour des membres du Parti démocrate-chrétien Patricio Aylwin et Jaime Castillo Velasco de se rendre en URSS.

[428] GARF, Fonds 5451, O.52, D.885, juin 1968.
[429] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco, « Nómina visas diplomáticas y oficiales » Moscou, 20 octobre 1966.
[430] THAYER, William, *Memorias ajenas*, Santiago, Andrés Bello, 2012, pp. 233-235.
[431] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 27 juin 1966.

Il est significatif que le candidat du PDC pour les élections présidentielles de 1970, Radomiro Tomic, décide aussi d'aller à Moscou avant le début de la campagne. Selon un rapport signé par un spécialiste soviétique de l'Amérique latine, Tomic entreprend ce voyage afin « d'augmenter son prestige parmi les forces politiques de gauche ». Apparemment, il réussit à attirer la sympathie de ses interlocuteurs grâce à son intelligence, sa maîtrise parfaite de la langue française et anglaise, son charme et sa cordialité. Tout semble indiquer, conclut le signataire, « qu'il est un ami sincère de l'Union soviétique »[432].

Mais, malgré le rapprochement accéléré avec la superpuissance, le chef d'État Eduardo Frei ne se décidera jamais à entreprendre une tournée à Moscou. Ce n'est pourtant pas les initiatives soviétiques qui manquent. En mars 1968, Nikolaï Podgorny adresse un message à Frei par l'intermédiaire de l'ambassade de son pays à Santiago. Il souligne que le Kremlin est prêt à « réaliser de nouveaux efforts pour le développement des rapports entre nos pays dans les domaines économique, commercial, scientifique, culturel ». Ensuite, il profite de « renouveler l'invitation à visiter l'Union soviétique qui a été transmise par A. P. Kirilenko en 1965 » lors de son séjour au Chili[433]. Pour sa part, Máximo Pacheco insiste sur la nécessité d'accepter une telle proposition. À travers une lettre de septembre 1966, il s'adresse à Frei personnellement (d'habitude, il se communique avec le ministre des Affaires étrangères Gabriel Valdés) pour tenter de le convaincre. Plusieurs arguments sont évoqués :

> « Les plus hautes autorités soviétiques : Brejnev, Kossyguine et Podgorny m'ont exprimé, à maintes reprises, leur désir de vous voir en URSS. Je pense que vous devriez accepter cette invitation et effectuer la visite en mai prochain pour les raisons suivantes : a) Vous seriez le premier président d'Amérique latine à réaliser une telle tournée ; b) Votre visite placerait de nouveau le Chili au centre de l'attention internationale ; c) Votre décision se placerait dans la ligne de l'histoire, cherchant une entente et une compréhension entre les pays occidentaux et les socialistes, seul moyen de renforcer la paix dans le monde ; d) Il me semble qu'au cours du mois de mai la Conférence des présidents américains aura déjà eu lieu ; e) C'est en 1967 que l'on fête les cinquante ans de la Révolution et l'attention mondiale se dirigera vers l'URSS »[434].

Mais le président chilien semble hésiter. Le climat de guerre froide n'est pas encore suffisamment adouci pour oser un geste qui ne passerait – comme le souligne l'ambassadeur Pacheco – certainement pas inaperçu à l'étranger. Malgré tout, le Chili continue d'appartenir

[432] GARF, Fonds 9576r, O.10, D.135, 24 août 1969.
[433] AHMAEC, Dossier Países – Moscú 1968, Nikolaï Podgorny à Eduardo Frei, Moscou, 20 mars 1968.
[434] Archives Casa Museo Fundación Eduardo Frei Montalva (par la suite, AEF), Dossier 57, Máximo Pacheco à Eduardo Frei, Moscou, 7 septembre 1966.

à la sphère occidentale et la dépendance à l'égard de Washington demeure contraignante. Il faudra attendre l'ascension politique du socialiste Salvador Allende pour enfin voir atterrir le chef du gouvernement sur le territoire de l'URSS. Toutefois – comme on a pu le constater en suivant l'évolution des rapports entre 1964 et 1970 –, le régime démocrate-chrétien fait des gestes publics éloquents visant à nouer des liens plus étroits avec le monde de l'Est. À l'encontre du partage idéologique global, l'URSS devient pendant les six années de l'administration Frei un partenaire privilégié. La Moneda parvient à diversifier sa politique de coopération internationale et, par conséquent, à amoindrir de façon notoire sa dépendance traditionnelle à l'égard de la Maison-Blanche. Dans un contexte de détente internationale, le gouvernement découvre un pays faisant preuve d'une excellente volonté, prêt à amorcer un plan d'aide économique et technique, et désireux d'intensifier les relations réciproques dans tous les domaines. Dans ce sens, le programme progressiste de Frei – véritable alternative politique aux projets révolutionnaires exhortés par La Havane – pouvait être vu d'un bon œil par les dirigeants soviétiques. Plusieurs éléments, on insistera plus loin sur ce point, expliquent cette disposition. Le rôle de l'ambassade du Chili à Moscou constitue à cet égard l'un des facteurs clés à prendre en considération.

2.2.3.-Un acteur de première importance : l'ambassade du Chili à Moscou

Au début du mois de juin 1965, le militant démocrate-chrétien Máximo Pacheco, accompagné de sa femme, de ses huit enfants et d'une secrétaire, atterrit à Moscou pour démarrer la première mission diplomatique chilienne en URSS depuis 1947. Il est attendu par un comité d'accueil à l'aéroport qui le guide jusqu'à l'hôtel où il séjournera les premiers jours. Une semaine après son arrivée, il remet les lettres de créance au ministre des Affaires étrangères de l'URSS Andreï Gromyko. Au cours de l'entretien, qui se prolonge, on l'a vu, pendant 30 minutes, le Soviétique se montre disposé à « soutenir les pays qui cherchent l'autodétermination politique et économique ». Ensuite, il déclare être au courant de « la politique progressiste du président Frei » et s'ouvre à la possibilité de « fournir une aide économique au gouvernement » afin qu'il soit en mesure de « détruire les vieilles structures et d'obtenir sa totale libération ». Pour Pacheco, cette rencontre « chaleureuse » est allée

largement au-delà des conventions protocolaires[435]. C'est, en effet, le premier pas vers une relation durable avec les responsables du Kremlin.

Dès son arrivée à Moscou, le diplomate entame des démarches constantes en vue de transmettre une image « volontariste » de son gouvernement. À travers un discours bien maîtrisé, il cherche à encourager l'accroissement des liens réciproques en soulignant – tant dans ses communications avec La Moneda qu'avec ses homologues moscovites – les convergences entre les deux États. Comme nous l'avons indiqué, il s'adresse à Eduardo Frei pour tenter de le convaincre de l'intérêt de se rendre en URSS et, pour renforcer ses arguments, il ne cesse de décrire les gestes de bonne volonté à l'endroit de Santiago. Une des idées les plus communément évoquées est que le Kremlin aurait développé une attitude préférentielle vis-à-vis du Chili. Suivant cette logique, Pacheco ne rate pas l'occasion de montrer à ses supérieurs que les Soviétiques ont un comportement exceptionnellement favorable à son égard.

Le 12 juin de cette année, au cours d'un entretien privé avec l'influent décideur Anastase Mikoyan, l'ambassadeur insiste sur le caractère structurel des réformes que la nouvelle administration chilienne souhaite mettre en place. Afin d'attirer l'intérêt de son interlocuteur, il décrit le projet démocrate-chrétien comme une alternative au processus révolutionnaire cubain appelée à devenir un exemple pour Amérique latine. Pour finir, il constate que « tous les diplomates avec lesquels j'ai discuté de mes premières démarches à Moscou m'ont assuré que le gouvernement soviétique fait à mon égard, en tant que représentant du Chili, preuve d'une amitié absolument exceptionnelle et veut en témoigner de manière ostensible »[436]. Des arguments semblables sont soulevés par la suite : lors d'un entretien avec Alexis Kossyguine, d'une soirée organisée pour célébrer la fête nationale du Chili, du voyage du ministre William Thayer en juin 1966, de la présence d'une délégation de recteurs universitaires en mai 1967, de l'autorisation qui lui est accordée pour visiter en train la Sibérie.

Dans le bilan de sa première année de mission, adressé personnellement à son ami le ministre des Affaires étrangères Gabriel Valdés, il se réjouit de la décision d'avoir rétabli les rapports diplomatiques avec Moscou car « comme je te l'ai fait savoir à plusieurs reprises, l'ambiance politique appréciée en URSS est splendide ». Il accentue la nécessité d'évaluer la réalité du monde socialiste « avec un critère absolument objectif, dépourvu de tout préjugé ».

[435] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 8 juin 1965.
[436] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 12 juin 1965.

Suite aux efforts effectués pour « étudier toutes les possibilités en vue d'accroître nos relations », Pacheco croit voir dans l'attitude des dirigeants un désir sincère de renforcer les contacts. Mais il laisse entrevoir une critique envers le manque de décision politique du gouvernement, qui ne saisit pas avec dynamisme les opportunités offertes. La superpuissance est prête à fournir une assistance financière et ne pas réagir à temps serait une « grave erreur ». Il est impératif de préciser les projets que l'administration Frei souhaite développer « avec l'aide soviétique » ainsi que la nature d'une éventuelle demande de crédit. Pour cela, la présence en URSS d'une délégation de spécialistes chiliens s'avère indispensable. En adoptant un ton intime, il incite son ami à agir au plus vite : « en ce qui concerne les relations avec l'URSS, nous sommes 'à l'heure de la décision', qui ne peut plus être retardée ni évitée, et c'est toi, en tant que ministre, qui a maintenant le dernier mot »[437]. Les incitations semblent avoir porté leurs fruits. Un an plus tard, les deux nations signent trois conventions économiques et Moscou accorde deux crédits au gouvernement de Frei.

Le même discours incisif, cherchant toujours à mettre en valeur l'intérêt réciproque que représente l'élargissement de la coopération soviéto-chilienne, est utilisé à l'endroit de ses homologues. À chaque occasion présentée – même dans les déclarations faites à la presse – l'ambassadeur souligne les nouvelles priorités internationales de Santiago ainsi que la place essentielle de l'URSS dans cette reconfiguration. Dans une interview publiée par le journal *Izvestia* pour commémorer le premier anniversaire du rétablissement des relations officielles, Máximo Pacheco veut montrer au lecteur soviétique que les Chiliens éprouvent un intérêt réel pour la culture de leur pays. Ensuite, il ne cache guère ses éloges à l'égard du peuple soviétique, « qui travaille avec fierté, enthousiasme et foi en lui-même pour une nouvelle société ». Tout en manifestant son désir de rendre les liens plus étroits, il admet s'être rendu compte pendant son séjour « du sentiment de paix » que ressentent les habitants[438].

Bien que les facteurs pragmatiques ne puissent guère être écartés, le discours engageant du diplomate chilien n'obéit pas uniquement à une pratique rhétorique visant l'assistance de Moscou. Nous devons nous interroger sur la personnalité singulière de l'ambassadeur qui fait preuve d'une remarquable capacité d'adaptation aux réalités étrangères. Nous croyons qu'il éprouve un enthousiasme sincère pour le système et le monde qu'il découvre. Selon ses propres déclarations, sa famille parvient à s'insérer de manière satisfaisante dans le mode de vie moscovite. Résider dans la capitale, poursuit-il, est une expérience « passionnante », une

[437] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco à Gabriel Valdés, Moscou, 14 janvier 1966.
[438] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 25 novembre 1965.

« fascinante aventure intellectuelle ». Il se réjouit d'avoir pu assister à des sessions du Soviet suprême, de se lier d'amitié avec des personnalités soviétiques de renom, de fréquenter les meilleures salles de spectacles, et n'hésite pas à décrire son lieu de résidence – accordé par les autorités – comme un des « bons et élégants » de Moscou : « une nouvelle preuve de la magnifique volonté » du Kremlin, dit-il. Ses enfants semblent également être en train de vivre une expérience profitable : sa fille aînée s'inscrit à l'école du Ballet Bolchoï et, contrairement à la plupart des descendants de diplomates étrangers, quatre de ses fils sont scolarisés dans des établissements soviétiques. D'après le Chilien,

> « …ils se sont tous magnifiquement insérés ; ils ont de bons amis russes qu'ils visitent dans leurs modestes maisons ; eux viennent aussi chez nous ; ils ont déjà appris suffisamment bien la langue pour se faire comprendre ; […] l'atmosphère à l'école est cordiale et très positive pour des enfants de tous les milieux »[439].

En outre, sa mission à Moscou devient aussi une bonne occasion pour connaître cette mystérieuse nation : il visite l'Ukraine, la Géorgie, l'Ouzbékistan, l'Estonie et entreprend un long voyage de plus de 10 000 kilomètres lui permettant de traverser la Sibérie – un privilège rarement accordé aux étrangers – et de se rendre à Vladivostok[440]. De plus, il appelle sa dernière fille Natacha !

Máximo Pacheco se transforme en un intermédiaire privilégié des négociateurs soviétiques. Il est constamment interrogé et semble jouir de la confiance des dirigeants qu'il côtoie. Cependant, au début de l'année 1968, il est appelé par le président Frei pour devenir ministre de l'Éducation nationale. Il est donc obligé de quitter Moscou pour occuper à Santiago un poste clé pour la réalisation du programme politique « réformiste » de l'administration démocrate-chrétienne. Ce n'est pas un hasard s'il devient plus tard l'invité de l'Académie des sciences et du ministère de l'Enseignement de l'URSS. En effet, suite à une proposition officielle, il se rend à nouveau à Moscou en février 1970, cette fois en tant que ministre. C'est l'occasion de signer deux protocoles – un accord culturel et un second à caractère scientifique – qu'il avait lui-même négociés au cours de sa précédente mission diplomatique. Il y rencontre d'importantes personnalités : Nikolaï Podgorny, le président de l'Académie des sciences, le ministre de la Culture et celui de l'Enseignement. Cette visite lui permet donc de consolider ses rapports précédents et de couronner, par la matérialisation des conventions, ses

[439] AEF, Dossier 57, Máximo Pacheco à Eduardo Frei, Moscou, 26 novembre 1965.
[440] "Entrevista al Embajador en la URSS", in *Enfoque Internacional*, n°1, janvier 1967, p. 3.

efforts antérieurs. L'invitation constitue aussi un geste symbolique. Pacheco en est conscient et il ne tarde pas à remercier ses hôtes en déclarant lors de son séjour : « Je suis extrêmement attaché au peuple soviétique. Je désirais revenir dans ce pays où j'ai vécu pendant trois ans une expérience extraordinaire à tout point de vue »[441].

Mais les relations cordiales ne se refroidissent pas avec le départ de l'ambassadeur. Cette tendance se poursuit au cours des années de mission de son successeur : Óscar Pinochet de la Barra. Dès le 19 avril 1968, quand ce dernier présente ses lettres de créance, il se préoccupe d'entretenir des liens d'amitié avec de nombreux Soviétiques. Dans ce but, il organise notamment une soirée dans l'une des salles de l'ambassade et insiste pour que la femme de Léonid Brejnev et la célèbre cosmonaute Valentina Terechkova y assistent. D'après O. Pinochet l'événement est exceptionnel car, dans le cas des deux femmes, il s'agit de la première visite effectuée à une ambassade occidentale[442].

Dans ses mémoires, écrites « à quatre mains » avec sa femme, il se remémore avec nostalgie ses années vécues à Moscou. Il avoue toutefois avoir eu quelques appréhensions concernant ce « monde méconnu et terriblement éloigné de la patrie », mais ces dernières disparaissent « dès le premier instant »[443]. Dans la capitale, leur demeure offre toutes les commodités nécessaires pour recevoir des hôtes soviétiques, ils sont entourés d'un groupe d'amis proches et profitent activement de la programmation culturelle. Comme dans le cas de Pacheco, l'ambassadeur Pinochet a aussi la possibilité de visiter des dizaines de villes appartenant à différentes républiques de l'URSS. Parmi ses amis, on retrouve le poète Evgueny Evtouchenko, le peintre Ilya Glazounov et le mathématicien Mstislav Keldych. Mais c'est Valentina Terechkova qui devient « immédiatement la meilleure collaboratrice de l'ambassade du Chili »[444]. Óscar Pinochet se rend compte de l'importance de nouer des liens avec ces célébrités et s'efforce de maintenir et de développer les contacts. À l'occasion de la fête nationale de son pays, il organise une cérémonie en vue de remettre l'ordre du Mérite Bernardo O'Higgins à trois citoyens soviétiques : Mstislav Keldych, qui s'est déjà rendu au Chili en 1966, le chirurgien Alexander Vichnievski, président de la Société URSS-Chili de Moscou et Valentina Terechkova[445]. Ses efforts s'avèrent fructueux : il insiste auprès du ministère des Affaires étrangères pour que le gouvernement offre une invitation à la

[441] "Máximo Pacheco: 'Me he sentido muy feliz…'", in *Enfoque Internacional*, n°40, avril 1970, p. 29.
[442] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1969, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 7 juin 1969.
[443] ALEXANDER DUPLEICH, Carmiña et PINOCHET DE LA BARRA, Óscar, *Por Siberia al Sol Naciente*, Santiago, Editorial del Pacífico, (s/d), p. 20.
[444] *Ibid.*, p. 45.
[445] "Condecoración chilena a ciudadanos soviéticos", in *Enfoque Internacional*, n°34, octobre 1969, pp. 38-39.

cosmonaute, une personnalité « qui a dépassé les schémas politiques pour devenir une figure de catégorie mondiale »[446]. C'est ainsi que la première femme à effectuer un vol dans l'espace atterrit à Santiago en mars 1972. La population est témoin d'une visite retentissante qui restera gravée dans la mémoire de nombreux Chiliens.

Comme nous avons pu le noter, le sort des relations entre les nations n'est pas un phénomène exclusivement lié aux programmes politiques définis par chaque partie. Souvent, les agissements et les motivations de certains individus déterminent l'intensité des contacts, voire même les décisions des États. Nous estimons que, dans le cas des rapports chileno-soviétiques pendant les six années de l'administration du démocrate-chrétien Eduardo Frei, la volonté des ambassadeurs à Moscou a influé de manière décisive sur les orientations officielles. En outre, tant Máximo Pacheco qu'Óscar Pinochet, parviennent à s'insérer dans la société d'accueil nouant sur place des liens personnels avec de nombreux Soviétiques. Ces interactions humaines peuvent par la suite être reprises et instrumentalisées – comme le montre éloquemment la visite de 1970 du ministre Pacheco et l'invitation adressée à Valentina Terechkova – afin d'assurer le succès des missions officielles.

2.2.4.-Les décideurs soviétiques : un regard positif de l'administration Frei ?

Les témoignages que nous avons pu recueillir nous permettent de dire que l'administration soviétique portait un regard plutôt positif sur l'évolution du Chili pendant les années du gouvernement démocrate-chrétien. Sur un continent lointain, dominé inévitablement par la présence écrasante de la puissance américaine, les projets réformistes qui suivent une voie plus ou moins indépendante semblent convenir aux ambitions stratégiques de Moscou. Comme nous l'avons remarqué dans le chapitre introductif, au-delà de Cuba, l'Amérique latine ne constitue pas une priorité internationale de l'URSS. L'apparition de régimes révolutionnaires proclamés marxistes-léninistes pourrait entraîner une augmentation des pressions et des demandes d'aide dans un territoire où les possibilités d'intervention du Kremlin se trouvent limitées par l'influence incontournable des États-Unis. Dans ce sens, la

[446] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1970, Óscar Pinochet de la Barra au cabinet du ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 14 avril 1970.

plupart des dirigeants soviétiques privilégient une évolution graduelle vers la révolution[447]. Sans écarter le chemin de la lutte armée, ils préfèrent une transformation progressive dans laquelle l'essentiel n'est pas d'atteindre dans l'immédiat le stade du socialisme mais plutôt d'intensifier les sensibilités « anti-impérialistes ». Cette logique s'inscrit parfaitement dans la nouvelle doctrine internationale préconisée par Nikita Khrouchtchev. En effet, dès le XX^{e} Congrès du PCUS les décideurs de l'URSS incorporent dans leur discours l'alternative d'une « voie pacifique vers la révolution »[448].

L'objectif est de diversifier les partenaires ou les alliés éventuels sur le continent mais sans devoir assumer d'engagements couteux et politiquement risqués. La prise en charge, désormais irréversible, de Cuba par l'URSS s'avère d'ailleurs extrêmement onéreuse, ce qui n'incite certainement pas les Soviétiques à multiplier les expériences analogues. Les agissements de Khrouchtchev dans l'île des Caraïbes, et surtout son attitude jugée trop aventureuse lors de la crise des missiles, est un des facteurs à l'origine de sa chute en 1964[449]. L'escalade sans précédent des tensions Est-Ouest, qui a failli provoquer en octobre 1962 un conflit majeur, est devenue un véritable traumatisme pour les responsables qui souhaitent dès lors éviter le surgissement d'un « second Cuba ». En faisant allusion à la doctrine de Moscou en Amérique latine, l'ex-KGB Nikolaï Leonov explique lors d'un entretien en 1998

> « …qu'à cette époque les révolutions effrayaient le Kremlin encore plus que les régimes réactionnaires, parce que quand un régime révolutionnaire atteint le pouvoir, il commence à demander de l'aide, des crédits, de l'argent, etc. Par contre, un gouvernement stable, conservateur, reste là, les relations normales se maintiennent, il n'y a guère de problèmes ni de préoccupations »[450].

Cette déclaration, il est vrai, mérite d'être nuancée car les priorités du Kremlin ne constituent pas une doctrine immuable et unanimement partagée par les dirigeants. Elle nous révèle toutefois qu'en Amérique latine, il s'avérait souvent préférable de stimuler des tendances anticapitalistes ou des régimes progressistes permettant ainsi d'affaiblir la position étatsunienne tout en préservant une conduite prudente[451]. Mais l'attitude volontariste à l'égard

[447] FERMANDOIS, Joaquín, *Chile y el mundo*, *op. cit.*, p. 354.
[448] ULIANOVA, Olga, "La Unidad Popular y el Golpe Militar en Chile", *op. cit.*, p. 86.
[449] ZUBOK, Vladislav, *A failed Empire*, *op. cit.*, pp. 193-194.
[450] "El general Nikolaï Leonov en el CEP", *op. cit.*, p. 78.
[451] Le potentiel transformateur des régimes progressistes est souvent souligné au sein des communautés intellectuelles soviétiques consacrées à l'étude et à l'analyse des sociétés latino-américaines. Voir les exemples recueillis par OSWALD, Gregory, *Soviet Image of Contemporary Latin America*, *op. cit.*, pp. 69-130.

du projet démocrate-chrétien au Chili se justifie également par des considérations d'ordre théorique, fondamentales à l'heure de comprendre la politique extérieure de la puissance socialiste. Une phase réformiste comme celle que Frei souhaite mettre en place peut constituer une étape intermédiaire avant l'établissement d'un régime véritablement révolutionnaire. Certains analystes soviétiques considèrent qu'une période de transition est nécessaire afin de préparer le terrain pour des transformations décisives. Qualifié de « voie anticapitaliste », de « démocratie nationale » ou de « démocratie révolutionnaire », ce stade de développement devrait permettre de modifier le système socio-économique à travers une expansion de l'intervention étatique, l'amorce d'une réforme agraire et l'accroissement de la participation politique des classes populaires[452].

Dans cette logique, les mesures prises dès 1964 par le gouvernement chilien semblent s'adapter aux souhaits des Soviétiques. La ligne indépendante et progressiste de Frei – marquée par la reprise des relations diplomatiques avec les nations de l'Est – pousse au renforcement de la coopération. Dans son analyse de la situation chilienne, l'expert de l'Amérique latine Iossif Grigoulevitch – plus tard identifié comme l'un des plus remarquables espions de la guerre froide – insiste en novembre 1965 sur le fait que le président « est en train de mener à bien ses promesses ». L'élection de 1964 « a ouvert une nouvelle page de l'histoire » du Chili car le gouvernement entame une « révolution pacifique » et maintient une ferme volonté réformiste[453].

Les nombreux rapports de l'ambassadeur Máximo Pacheco, passés en revue dans la section précédente, témoignent de cet intérêt. Sans doute, le diplomate cherche à souligner les gestes amicaux des leaders afin de légitimer ses actions auprès de ses supérieurs et de faire preuve de leur efficacité. Mais l'accueil réservé aux visites gouvernementales ainsi que les invitations réitérées adressées à Frei pour effectuer un séjour à Moscou constituent autant de signes éloquents. Les premières rencontres de Pacheco à Moscou sont révélatrices : il s'entretient avec Anastase Mikoyan, Alexis Kossyguine, Andreï Gromyko – qui se rend à cette occasion à l'ambassade du Chili – et même avec Léonid Brejnev. Ce dernier lui consacre 90 minutes et confirme qu'en URSS on « apprécie le gouvernement » de Frei. En outre, la visite effectuée

[452] Un article de la revue *Kommunist* identifie trois groupes différents de pays en voie de développement : ceux qui ont choisi une « voie de développement non capitaliste », ceux qui tentent de renforcer leur indépendance sous des conditions capitalistes et ceux qui sont dominés par des « éléments réactionnaires » liés à « l'impérialisme ». GOURÉ, Leon et ROTHENBERG, Morris, *Soviet Penetration of Latin America*, *op. cit.*, p. 10.

[453] GRIGULEVICH, I. R. "The Significance of the Christian Democratic Electoral Victory in Chile", in OSWALD, Gregory, *Soviet Image of Contemporary Latin America*, *op. cit.*, p. 129.

par Andreï Kirilenko[454] – secrétaire du Comité central et « l'un des dix dirigeants les plus importants de l'URSS » – peu de temps après la victoire électorale du PDC, atteste la volonté de consolider les liens bilatéraux[455].

D'autres antécédents nous permettent de confirmer cette impression. La fête nationale chilienne – le 18 septembre – commence à être célébrée par différentes associations. En 1965, les commémorations donnent lieu à des conférences de presse, des émissions de télévision, une exposition sur la littérature chilienne et diverses soirées organisées notamment par l'agence RIA Novosti et par l'Association pour l'amitié et la coopération culturelle avec les pays d'Amérique latine[456]. Les festivités se multiplient largement l'année suivante, dévoilant une réelle volonté d'accroître les liens avec le pays sud-américain. À cette occasion, les responsables inaugurent une organisation qui jouera un rôle clé dans l'essor des rapports bilatéraux : la Société URSS-Chili. La cérémonie se conclut par les prestations d'un ensemble d'artistes du Théâtre Bolchoï et d'un groupe de contorsionnistes. Mais on n'en reste pas là : Pacheco est interviewé par la télévision soviétique, une exposition de peinture chilienne s'ouvre à Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg), la chaîne 1 transmet un film documentaire sur le Chili et la presse diffuse des articles élogieux à l'endroit du pays[457]. Des initiatives semblables sont organisées en 1967. Cette fois, Pacheco ne peut s'empêcher d'accentuer le caractère « absolument exceptionnel » des fêtes commémoratives, qui surpassent « tous les antécédents et contrastent avec les célébrations des journées nationales des autres pays de l'Amérique du Sud ». Selon lui, la Fête de l'Uruguay n'est guère honorée et celle de l'Argentine ne fait pas l'objet d'articles de presse[458].

Au-delà de ces manifestations – sans doute parlantes mais qui demeurent symboliques –, le regard positif de l'administration soviétique se traduit par une politique d'aide concrète. Nous avons vu que Moscou octroie en 1967 des crédits au gouvernement chilien et signe des conventions économiques. Dès 1965, un projet d'accord dans le domaine culturel – proposé par l'ambassadeur Alexander Anikine – est minutieusement examiné. Dans la sphère artistique, un protocole très avantageux pour les Chiliens est mis en place entre l'Académie

[454] Andreï Kirilenko entretient des liens étroits avec les communistes chiliens. À la fin 1971, il sera au Chili à la tête d'une délégation de membres du PCUS. Je remercie mon ami et collègue Diego Hurtado de m'avoir fourni ces informations.
[455] AEF, Dossier 57, Máximo Pacheco à Eduardo Frei, Moscou, 26 novembre 1965.
[456] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 21 septembre 1965.
[457] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 28 septembre 1966.
[458] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 21 septembre 1967.

chorégraphique du Théâtre Bolchoï et l'École de danse de l'Université du Chili. Le ministre du Travail William Thayer qui, on l'a vu, voyage en URSS en 1966 et rencontre Nikolaï Podgorny, explique la qualité de la réception par « l'intérêt soviétique de se mettre en rapport avec la démocratie chrétienne chilienne »[459].

À cette époque, nous sommes dans un contexte international tendu marqué par l'intensité du débat concernant les « voies révolutionnaires » pour atteindre le pouvoir au sein du communisme international. En janvier 1966, la Conférence de Solidarité avec les Peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine (aussi appelée Conférence Tricontinentale) se déroule à La Havane. Suite aux réunions, Fidel Castro conclut que la survie du régime cubain ne peut être assurée que par la propagation de mouvements révolutionnaires. À l'instar de l'exemple du peuple vietnamien, il faut « créer deux, trois… de nombreux Viêt-Nam »[460], selon la formule utilisée par Ernesto Guevara dans son message à la Tricontinentale. Ces appels à la violence révolutionnaire embarrassent les responsables soviétiques qui privilégient une approche plus modérée et graduelle. Un soutien explicite aux thèses insurrectionnelles de Castro ne pourrait qu'accentuer la méfiance des forces démocratiques progressistes telles que le PDC du Chili.

Face à cette éventualité, l'ambassadeur Pacheco est appelé par un responsable du département de l'Amérique latine, Lev Mendelyevich, pour lui transmettre la position officielle mais secrète de l'État soviétique envers les doctrines prônées par La Havane. Le document nie le soutien de Moscou aux « activités subversives », insiste sur le respect de la « souveraineté et indépendance » de chaque pays et refuse de manière explicite « l'exportation de la révolution »[461]. En revendiquant le principe de la « coexistence pacifique », le texte adopte une posture clairement opposée à celle des Cubains mais qui se rapproche des positions des communistes chiliens, toujours soucieux de voir consolider une « voie institutionnelle vers le socialisme ». Il s'agit ici d'un témoignage probant aussi bien de l'intensité des divergences cubano-soviétiques que du désir de maintenir des rapports amicaux avec Santiago et le PCCh.

Vers la fin du mandat d'Eduardo Frei, les spécialistes de l'Amérique latine en URSS semblent toutefois moins enthousiastes à l'égard de la politique démocrate-chrétienne. De

[459] THAYER, William, *Memorias ajenas*, *op. cit.*, p. 232.
[460] *Commandant Ernesto Che Guevara : Message à la Tricontinentale*, La Havane, Secrétariat exécutif de l'OSPAAAL, 1967, p. 5.
[461] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 12 février 1966.

fait, les tensions idéologiques montent au Chili et les partis de gauche accusent les décideurs de ne pas avoir entamé les réformes structurelles promises. Cette polarisation pousse les experts soviétiques à publier des rapports de plus en plus critiques[462]. On y reviendra dans le chapitre suivant. Toujours est-il que ces controverses ne modifient pas substantiellement la position officielle du Kremlin qui continue à préconiser l'élargissement des contacts. D'ailleurs, on l'a vu, lors du séjour en 1969 du candidat démocrate-chrétien pour les élections de 1970, Radomiro Tomic, un rapport de la SSOD qualifie l'homme politique « d'ami sincère » et souligne son « état d'esprit révolutionnaire »[463].

Comme nous l'avons indiqué, en février 1970 Máximo Pacheco revient à Moscou, cette fois en tant que ministre de l'Éducation nationale. Accompagné de l'ambassadeur Óscar Pinochet de la Barra, il est accueilli par Nikolaï Podgorny, qui ne tarit pas d'éloges sur le gouvernement. La réunion, qualifiée « d'exceptionnellement positive »[464], fait l'objet d'une communication détaillée adressée au président Frei. Bien sûr, nous devons lire ce type de source avec attention puisque les hôtes souhaitent sans doute légitimer leur mission auprès du chef d'État en soulignant les aspects positifs. D'autre part, Podgorny lui-même veut probablement satisfaire les aspirations des visiteurs en adoptant un comportement ouvert et encourageant. Cependant, l'importance de l'entretien et son caractère strictement officiel limitent les possibilités de manipulation, car les promesses et les engagements peuvent être ensuite utilisés par l'une des parties. La représentation chilienne est cette fois composée du ministre et de l'ambassadeur et le rapport porte la signature des deux, ce qui minimise aussi l'éventualité d'une modification substantielle du contenu de la discussion. C'est pourquoi, malgré les appréhensions sur le document, nous croyons que celui-ci dévoile une tendance et cristallise une volonté réelle de la part des Soviétiques. Il montre qu'au cours des six années du gouvernement de Frei (1964-1970) le Kremlin a conservé un regard essentiellement positif sur le projet de la démocratie chrétienne.

Dans un premier temps, Podgorny annonce qu'en matière de politique internationale « nos objectifs sont les mêmes » pour ensuite interroger ses interlocuteurs sur la situation électorale : « Pourquoi ne pas réélire le président Frei qui est en train de faire un si bon travail ? », se demande-t-il. Au Chili, le règlement constitutionnel ne permet pas la réélection immédiate de l'autorité suprême. Face à cette contrainte incontournable, le Soviétique exprime qu'une

[462] PRIZEL, Ilya, *Latin America through Soviet Eyes*, *op. cit.*, pp. 160-162.
[463] GARF, Fonds 9576r, O.10, D.135, 24 août 1969.
[464] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1970, Óscar Pinochet de la Barra au cabinet du ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 11 février 1970.

« Constitution qui empêche la réélection du président Frei est une mauvaise Constitution » et promet qu'il interviendra auprès des communistes chiliens pour modifier cette loi. Après un examen minutieux des vicissitudes de la campagne présidentielle et des priorités politiques du candidat Radomiro Tomic, Podgorny conclut que le résultat des scrutins a une grande importance pour l'URSS car :

> « Les relations entre les deux pays ont beaucoup progressé avec Frei, il y a de bonnes perspectives pour qu'elles progressent encore davantage dans cette même ligne. La politique de Frei a été favorable pour nous et pour les forces démocratiques. Bien entendu, ce serait dommage que le résultat des élections arrête ou dénature ce progrès. Le Chili a un rôle très important en Amérique latine et son influence s'exerce surtout sur les pays qui n'ont pas une politique progressiste. Si vous continuez comme cela, je pense que vous aurez de bons rapports avec Cuba. […] Nous avons l'espoir que les Chiliens soutiendront les cercles progressistes qui mènent le pays sur la bonne voie. Si à Moscou nous avions plus de gens qui parlent espagnol, nous les enverrions au Chili pour qu'ils puissent voter pour les démocrates-chrétiens »[465].

De là à croire que le Kremlin préférait une victoire du PDC à l'arrivée au pouvoir d'un homme de gauche comme Salvador Allende, ouvertement proclamé marxiste-léniniste, il y a un grand pas. Cependant, il est tout à fait possible que les autorités soviétiques voient d'un bon œil une victoire de Radomiro Tomic, un candidat qui, tout en assurant une continuité des relations cordiales avec Moscou, mènerait une politique indépendante et réformiste. Dans un contexte marqué par les récentes divergences avec La Havane et l'amorce de difficultés économiques croissantes, un soutien semblable à celui octroyé à Cuba dans le continent n'était guère souhaitable.

Par contre, un nouveau gouvernement démocrate-chrétien était susceptible de favoriser le renforcement des sensibilités « anti-impérialistes » sans contraindre Moscou à assumer un engagement couteux dans une zone qui représente un intérêt secondaire. L'éventuelle victoire d'un militant du PDC au Chili s'inscrit alors parfaitement dans les objectifs de l'URSS en Amérique latine. Comme on l'observera dans le chapitre suivant, les priorités de la politique extérieure soviétique à l'ère de la détente expliquent aussi l'attitude prudente et réservée adoptée vis-à-vis de Salvador Allende, un socialiste qui accède au pouvoir à la fin de l'année 1970.

[465] AEF, Dossier 57, Máximo Pacheco et Óscar Pinochet de la Barra à Eduardo Frei, Moscou, 11 février 1970.

Chapitre III
Un chemin difficile vers la consolidation des rapports entre alliés idéologiques (1966-1973)

> Je vais essayer de te raconter certaines anecdotes, les expériences perçues dans le pays des espoirs du monde, mon vieux, malheureusement, le pays qui n'était pas[466].

L'existence de régimes politiques de gauche autoproclamés marxistes, tant au Chili qu'à Cuba, n'entraîne pas un développement immédiat de relations amicales avec Moscou. Comme on le verra dans la première partie du chapitre, les divergences idéologiques soviéto-cubaines deviennent de plus en plus visibles au cours de la seconde moitié des années 1960, atteignant leur sommet avec le fameux procès de la « micro-fraction » (janvier 1968). C'est seulement vers la fin de la décennie que La Havane finira par s'intégrer définitivement dans le camp de l'Est. Nous chercherons à montrer dans un premier temps que le chemin vers la « normalisation » Cuba-URSS fut extrêmement épineux et que l'alliance solide établie durant les années 1970 et 1980 a longtemps été menacée. Les débats autour des « voies révolutionnaires » ainsi que les politiques divergentes à l'égard des gouvernements latino-américains témoignent de ces difficultés.

De la même façon, les vicissitudes des liens avec Santiago sous l'administration du président Salvador Allende (1970-1973), un régime qui partageait en principe les priorités internationales de l'URSS, révèlent des obstacles politiques qui entravent le resserrement des rapports bilatéraux. Nous tenterons d'expliquer que l'arrivée au pouvoir de l'Unité populaire (UP) ne constitue pas vraiment un tournant radical de la volonté de collaboration du Kremlin. Les réticences de Moscou à l'endroit du Chili et les résultats insatisfaisants de la tournée d'Allende en URSS viennent confirmer cette idée. Contrairement aux attentes, nous estimons qu'il est possible de constater davantage d'éléments de continuité que de rupture entre le gouvernement démocrate-chrétien (1964-1970) et celui de l'UP.

[466] ARMENTEROS, Antonio, *País que no era*, La Habana, Letras Cubanas, 2005, p. 80.

3.1.-Une voie épineuse vers la stabilisation des relations soviéto-cubaines : affinités idéologiques ou pragmatisme ?

Après une longue phase de dissensions politiques, Cuba intègre le Comecon en juillet 1972. Cette décision est accompagnée d'accords commerciaux favorables aux intérêts de l'île ainsi que d'un discours extrêmement élogieux à l'égard des Soviétiques. Mais cette entente définitive a dû faire face à des entraves nombreuses et peut seulement s'expliquer par une convergence de facteurs. Certains chercheurs privilégient des explications soulignant les contraintes économiques de La Havane ; d'autres voient dans le processus de transformation politique latino-américain la source réelle de la « normalisation ». Il nous semble que c'est un amalgame complexe de différentes mutations qui offre la clé pour déchiffrer les intentions des dirigeants cubains. Par ailleurs, contrairement à ce qui a été souvent répété, l'évolution de la politique extérieure du régime castriste ne représente guère un affaiblissement des convictions idéologiques. Vers la fin des années 1960, nous sommes plutôt face à une nouvelle orientation des objectifs en fonction du rééquilibrage du potentiel révolutionnaire mondial.

3.1.1.-Comment faire la révolution en Amérique latine ? Moscou / La Havane, deux modèles incompatibles

De manière générale, la chute de Nikita Khrouchtchev (octobre 1964), vivement critiqué par ses successeurs pour son « comportement irresponsable » à Cuba, amoindrit l'enthousiasme envers l'île. Tout semble indiquer que, dès 1965, la doctrine soviétique vise essentiellement le resserrement graduel des liens diplomatiques et commerciaux avec les gouvernements jugés « progressistes » du continent. Mais Léonid Brejnev souhaite avant tout l'unification du Mouvement communiste international et son administration débute par des signes qui invitent à penser qu'un rapprochement Cuba-URSS est alors possible. Moscou approuve la résolution de la conférence des Partis communistes latino-américains organisée à La Havane en décembre 1964, validant par ce biais la thèse de la lutte armée pour six pays : le Venezuela, la Colombie, le Guatemala, le Honduras, le Paraguay et Haïti[467]. Ce compromis

[467] MILLER, Nicola, *Soviet Relations with Latin America*, *op. cit.*, p. 113.

peut toutefois être considéré comme un succès de la diplomatie soviétique. En soulignant l'importance des rencontres internationales entre « partis frères », les signataires du communiqué final font des organisations communistes pro-URSS les interlocuteurs privilégiés entre Cuba et la gauche latino-américaine. Par ailleurs, aucun des groupements prochinois, qui commencent à s'organiser en Amérique, ne participe à l'événement[468], ce qui annonce la rupture définitive avec Pékin.

La conférence constitue un « marché tacite »[469] qui est loin de déplaire aux Cubains car, en soutenant son déroulement à La Havane, le Kremlin reconnaît de manière explicite le leadership de Cuba dans le territoire d'outre-mer. Les responsables de l'OTAN parviennent à identifier rapidement l'importance de la réunion et les avantages mutuels qui sont en jeu :

> « Son but [de la conférence] était d'essayer d'éliminer les discussions au sein du communisme latino-américain et de définir l'attitude de ce dernier face à la scission du monde communiste. Dans la querelle Moscou-Pékin, la conférence s'est rangée aux côtés des Soviétiques, en adhérant en particulier au principe d'une conférence du monde communiste.
> Elle a également souligné la nécessité de soutenir Cuba ; un 'Congrès continental de solidarité avec Cuba' doit se tenir en Uruguay au mois de juin. En retour, les Cubains auraient promis de ne pas soutenir les groupes fractionnistes de gauche opposés aux partis communistes orthodoxes de l'Amérique latine »[470].

Plus tard, une décision importante témoigne de la volonté du régime castriste d'évoluer vers un système socialiste de type soviétique. En octobre 1965, Fidel Castro fait une déclaration publique pour annoncer la formation d'un parti communiste unifié et de son premier comité central. Cette détermination est d'autant plus significative que le Kremlin avait à plusieurs reprises évoqué le problème de l'institutionnalisation de la Révolution cubaine. En créant un organisme unique fondé sur les principes marxistes-léninistes, les dirigeants semblent accepter un modèle qui s'inspire davantage du communisme de l'Est. Cependant, l'évolution ultérieure des événements démontrera que cette entente idéologique n'était qu'une illusion passagère.

L'administration Brejnev se montre de son côté de plus en plus sceptique à l'égard des mouvements prônant une insurrection armée et elle renforce ses liens diplomatiques avec les

---

[468] LÉVESQUE, Jacques, *L'URSS et la révolution cubaine*, *op. cit.*, pp. 126-127.
[469] LAGONOTTE, Claire, « L'URSS et Cuba, 1959-1972 », *op. cit.*, p. 34.
[470] Archives OTAN, *C-M (65) 26*, « La situation en Amérique latine : Note du Président du Groupe de travail d'experts », Bruxelles, 23 avril 1965, p. 9.

régimes du continent[471]. Quant à Castro, il ne cache guère sa profonde déception face à l'abandon progressif par le Parti communiste du Venezuela des thèses de la lutte armée (fin 1965). Les déceptions se cristallisent autour de la Conférence Tricontinentale tenue à Cuba en janvier 1966. Ce rassemblement massif de représentants de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ouvre une période à partir de laquelle les organisations communistes latino-américaines cessent d'être les interlocuteurs privilégiés de Cuba. De fait, Fidel Castro commence à porter un intérêt grandissant envers des mouvements révolutionnaires d'autres pays du Tiers-monde. Au cours des réunions, il se dit particulièrement frappé par la situation du Viêt-Nam et conclut que la survie de son régime ne peut être assurée que par la propagation de luttes insurrectionnelles[472]. À l'instar de l'exemple donné par le peuple vietnamien, il faut « créer deux, trois… de nombreux Viêt-Nam »[473], selon la formule utilisée par Ernesto Guevara dans son message à la Tricontinentale.

Ce discours ne peut que renforcer les frictions avec les partis communistes prosoviétiques qui préconisent une voie institutionnelle pour atteindre le pouvoir et défendent la doctrine de la « coexistence pacifique ». Les tensions qui s'ensuivent sont annoncées par Castro lorsqu'il affirme le 15 janvier 1966, pendant la cérémonie de clôture de la Tricontinentale, que

> « …si les révolutionnaires consacrent moins d'énergie et de temps à la spéculation théorique et s'ils consacrent davantage d'énergie et de temps au travail pratique, et si l'on privilégie moins tous ces accords et toutes ces alternatives, et si l'on finit par comprendre que tôt ou tard tous les peuples ou presque tous seront obligés de prendre les armes pour se libérer, alors l'heure de la libération du continent sera proche »[474].

Dès lors, une nouvelle phase s'amorce au cours de laquelle Cuba évoque très ouvertement ses dissensions avec Moscou et ses « acolytes » latino-américains. Le cas chilien nous fournit un exemple révélateur pour comprendre la nature des divergences soviéto-cubaines. Nous avons vu que dès 1964, quand le gouvernement d'Eduardo Frei décide de rétablir les relations diplomatiques avec l'URSS, les Soviétiques multiplient les gestes de rapprochement vis-à-vis de Santiago. Ils octroient également un crédit de 15 millions de dollars à l'Argentine, un autre

[471] À la grande stupéfaction de Fidel Castro, Moscou établit entre 1964 et 1970 des liens diplomatiques avec le Chili, la Colombie, la Bolivie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela. Dans les années 1970, des relations officielles se nouent avec les nations d'Amérique centrale : le Costa Rica, la Jamaïque, la Grenade et le Nicaragua. BLASIER, Cole, *The giant's rival*, *op. cit.*, pp. 19-20.
[472] LÉVESQUE, Jacques, *L'URSS et la révolution cubaine*, *op. cit.*, pp. 141-142.
[473] *Commandant Ernesto Che Guevara : Message à la Tricontinentale, op. cit.*, p. 5.
[474] CASTRO, Fidel, "Discurso de Fidel Castro en la clausura de la Conferencia", in *Cuba Socialista*, n°54, février 1966, pp. 87-88.

de 100 millions de dollars au Brésil et font des propositions analogues au Costa Rica, à la Colombie et à l'Uruguay[475]. Face à ce rapprochement indéniable avec les « États bourgeois » du sud du continent, les Cubains ne tardent pas à réagir. Une intense polémique éclate en juillet 1966 quand Fidel Castro prononce une allocution pour condamner le régime démocrate-chrétien de Frei et critiquer l'attitude conciliante du Kremlin. Il accuse Santiago d'être « complice du blocus impérialiste contre Cuba » pour ensuite justifier indirectement ses reproches envers la politique extérieure de l'URSS :

> « Nous les Cubains, nous considérons que nous avons le droit absolu de nous sentir lésés, blessés, par n'importe quel pays qui accorde n'importe quelle assistance technique et économique au régime de Frei »[476].

Pour le « Líder Máximo », l'administration démocrate-chrétienne – qui reçoit une assistance considérable de l'URSS et est considérée par certains comme une alternative au projet cubain – ne fait pas honneur à son slogan de campagne : « révolution dans la liberté ». Il est impossible, poursuit Fidel Castro, de parler de révolution « avec un esprit de conciliation de classes ». Après avoir qualifié Eduardo Frei de « réactionnaire », de « lâche qui abuse du pouvoir », de « menteur » et de « politicien vulgaire », il conclut que le président chilien ne mène pas une « révolution dans la liberté » mais plutôt « une politique de sang sans révolution »[477]. À travers ce genre de discours, le Chili de Frei devient un baromètre des dissensions croissantes qui entravent les rapports entre Cuba et l'URSS au cours de la seconde moitié des années 1960.

Le Kremlin pour sa part se montre « fort embarrassé » et cherche à « démontrer aux gouvernements latino-américains que l'URSS continue à défendre la « doctrine de la non-intervention »[478]. D'après les spécialistes du groupe d'experts sur l'Amérique latine de l'OTAN, Cuba opte pour une voie risquée car elle joue à « s'octroyer, en matière de politique

---

[475] TORRES RAMÍREZ, Blanca, *Las relaciones cubano-soviéticas (1959-1968)*, México D.F., El Colegio de México, 1971, p. 110.
[476] *Granma : résumé hebdomadaire*, La Havane, 31 juillet 1966, p. 11.
[477] Fidel Castro, "Frei y la máscara del reformismo", in *Cuba*, La Habana, avril 1966, p. 16. Cette allocution violente est une réponse à ceux qui considèrent l'expérience chilienne comme une alternative révolutionnaire au castrisme et fait suite à un incident déclenché dans une mine de cuivre au nord du Chili qui a provoqué la mort de six travailleurs. Ces derniers ont été abattus par des membres des Forces armées mobilisées par le gouvernement.
[478] Archives OTAN, *C-M (66) 39*, « La situation en Amérique latine : Note du Président du Groupe de travail d'experts », Bruxelles, 11 mai 1966, p. 8.

étrangère, l'indépendance maximum que peut tolérer l'Union soviétique »[479]. Face à la radicalisation de la rhétorique castriste, la réaction de Moscou s'exprime par la publication d'articles de militants communistes hispano-américains, véritables porte-paroles du Kremlin. Les revues *Kommunist*, *World Marxist Review* et, bien sûr, le journal officiel du PCUS (la *Pravda*) font paraître des commentaires qui adoptent une attitude clairement hostile à l'égard de l'alternative révolutionnaire prônée par La Havane. Luis Corvalán, Secrétaire général du PC du Chili, défend l'approche soviétique et critique ouvertement les stratégies cubaines. La *Pravda* reproduit en juillet 1967 un article controversé dans lequel Corvalán plaide pour la formation d'alliances politiques de gauche et avertit sur les risques d'imiter le modèle cubain : pour le Chilien, un « courant révolutionnaire qui surgit au sein de la petite bourgeoisie a souvent tendance à sous-estimer le prolétariat et les partis communistes ». Il est aussi plus facilement « enclin au nationalisme, à l'esprit d'aventure et au terrorisme, et tolère parfois des attitudes anticommunistes et antisoviétiques »[480]. En rédigeant cette analyse, son auteur cherche à contester quelques spécificités du régime de Castro tout en épaulant le caractère inclusif de la « voie institutionnelle vers le socialisme » préconisée par l'URSS.

Les tensions sont explicitement corroborées en août 1967 lors de la première conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS) qui fait passer au plan institutionnel les divergences avec les « partis frères ». Les délégations présentes approuvent pour la plupart les « idées castristes » sur la lutte armée (trois représentations s'y opposent : celles de l'Uruguay, du Costa-Rica et du Salvador). L'écrasante majorité des mouvements invités signent deux résolutions : l'une qui condamne le Parti communiste du Venezuela pour avoir abandonné la « violence révolutionnaire », l'autre qui accuse « certains partis socialistes » de collaborer financièrement avec des régimes contre-révolutionnaires. Cette dernière est une claire allusion aux efforts diplomatiques de l'URSS dans le sud du continent. Pour ne laisser aucun doute sur ses appréhensions, Fidel Castro prononce un discours de clôture au cours duquel il interpelle l'URSS et met en cause la volonté internationaliste de la superpuissance. En réagissant face aux premiers contacts mis en place entre Moscou et le gouvernement de Carlos Lleras Restrepo en Colombie, il signale que

[479] Archives OTAN, *C-M (67) 23*, « La situation en Amérique latine : Note du Président du Groupe de travail d'experts », Bruxelles, 24 mai 1967, p. 11.
[480] DEVLIN, Kevin, "El reto castrista al comunismo", in OSWALD, Gregory et STROVER, Anthony, *La Unión Soviética y la América Latina*, *op. cit.*, pp. 220-221.

« …tout ce qui a trait à l'aide financière et technique à n'importe lequel des pays qui sont en train de réprimer le mouvement révolutionnaire […] nous le condamnerons. […] Si l'internationalisme existe, si la solidarité est un mot qui mérite d'être prononcé, le moins que nous puissions attendre d'un État du camp socialiste est qu'il n'offre d'aide financière et technique à aucun de ces gouvernements »[481].

Ensuite, il désavoue l'autorité du Mouvement communiste international patronné par Moscou et revendique la nouvelle légitimité de l'OLAS, véritable incarnation des mouvements révolutionnaires régionaux :

« Je ne veux pas dire que le mouvement révolutionnaire, et en général le mouvement communiste, ait cessé de jouer un rôle et même un rôle important dans l'histoire révolutionnaire en Amérique latine. Mais il a adopté une méthode, un style et pas mal de caractéristiques de chapelle. […] Cela veut dire que la mentalité de chapelle doit être surmontée. Et nous, en tant que Parti communiste, nous lutterons pour le dépassement de cet esprit étroit. Nous devons dire qu'en tant que Parti marxiste-léniniste nous appartenons à l'OLAS ; qu'en tant que Parti marxiste-léniniste nous n'appartenons pas à un groupe dans le mouvement révolutionnaire mais à une organisation qui comprend tous les véritables révolutionnaires »[482].

Ainsi, la période amorcée par la Conférence Tricontinentale (1966-1968) voit s'aggraver les tensions. Fidel Castro accuse de façon de plus en plus fréquente les Soviétiques d'avoir abandonné leur conscience révolutionnaire et dénonce leur politique de rapprochement avec les nations sud-américaines. Plusieurs « symptômes » rendent compte de la profonde désillusion de La Havane : Alexis Kossyguine visite Cuba en juin 1967 et est très froidement reçu par les autorités (Castro ne va même pas l'accueillir à l'aéroport et la visite ne donnera pas lieu à un communiqué commun)[483] ; l'imposant Congrès culturel de La Havane de janvier 1968 (autrement nommé « Réunion des intellectuels de tout le monde sur les problèmes de l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine ») aboutit à des manifestations d'hostilité vis-à-vis de Moscou[484] ; Castro se rapproche davantage du Viêt-Nam et de la République démocratique de Corée pour faire preuve de solidarité « tiers-mondiste » et accentuer sa volonté d'indépendance. Les animosités atteignent l'apogée lors du procès de la « micro-fraction » au début de l'année 1968. Ce terme est utilisé pour désigner un groupe de communistes cubains,

[481] CASTRO, Fidel, « Discours de clôture de Fidel Castro », in « OLAS : 1ère conférence de l'organisation latino-américaine de solidarité (La Havane, août 1967) », in *Cahiers libres*, n°106-107, Paris, François Maspero, 1967, p. 259.
[482] *Ibid.*, pp. 247-248.
[483] BLIGHT, James et BRENNER, Philip, *Sad and Luminous Days*, *op. cit.*, p. 124.
[484] FORNET, Jorge, *El 71*, *op. cit.*, pp. 68-69.

dirigé par Aníbal Escalante, accusé de dénigrer la ligne officielle du gouvernement et d'entretenir des liens extra-officiels avec des représentants soviétiques. Ces 37 individus sont expulsés du Parti en raison de leurs réunions secrètes avec des diplomates de pays socialistes pendant lesquelles ils livrent des renseignements sur Cuba. Il s'agit ici d'une épuration qui constitue sans doute un affront direct contre le Kremlin et sa « politique d'intervention » dans les affaires de l'île[485].

À ce stade, l'avenir de l'alliance soviéto-cubaine s'avère incertain. Moscou décide même de rappeler l'ambassadeur Alexander Alexeiev, connu pour ses prises de positions procubaines, et de le remplacer par le diplomate pragmatique Alexander Soldatov. La gravité de la crise est confirmée par le membre du Comité central du Parti communiste Jorge Pollo qui – au cours d'un entretien avec les historiens James Blight et Philip Brenner – confesse que les rapports entre La Havane et l'URSS n'étaient à cette époque pas loin d'une « rupture totale »[486]. Mais les contradictions ne sont pas que l'expression de conflits diplomatiques ou de divergences de vues concernant l'actualité internationale. Elles expriment l'existence de deux postures incompatibles à l'égard du militantisme révolutionnaire. Ce n'est pas seulement « l'attitude conciliante » du Kremlin qui est mise en cause mais aussi la façon de concevoir le marxisme-léninisme : le problème théorique se trouve au cœur de la controverse.

3.1.2.-L'imbroglio théorique : le « castrisme » face à la « coexistence pacifique »

À Cuba, la seconde moitié des années 1960 se caractérise par le déclenchement dans la presse de nombreux débats intellectuels touchant à des questions tout à fait hétéroclites. Parmi ces discussions, il y en a une qui nous semble particulièrement révélatrice des difficultés à accepter le rôle conducteur de l'URSS. Il s'agit d'une polémique centrée sur la pertinence (ou non) d'importer des manuels soviétiques pour l'apprentissage de la théorie marxiste au sein des Écoles d'instruction révolutionnaire[487]. Elle se déroule en 1966 dans les pages de la revue *Teoría y Práctica* (plus précisément dans les numéros 28, 30 et 31) et aboutit rapidement à

[485] LATRÈCHE, Leila, *Cuba et l'URSS*, *op. cit.*, pp. 120-122.
[486] BLIGHT, James et BRENNER, Philip, *Sad and Luminous Days*, *op. cit.*, p. 94.
[487] DÍAZ SOSA, Fidel, "El proceso de difusión del marxismo soviético en Cuba. Apuntes preliminares", in PLÁ LEÓN, Rafael et GONZÁLEZ ARÓSTEGUI, Mely (éds.), *Marxismo y Revolución: escena del debate cubano en los sesenta*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, Centro de Investigación y Desarrollo de la Cultura Cubana Juan Marinello, 2006, p. 94.

une réflexion plus vaste sur la façon dont il faut interpréter le marxisme. C'est un moment important qui révèle les tensions accrues opposant un courant prosoviétique (composé essentiellement d'anciens membres du PSP) à ce qui est qualifié par l'historien Rafael Rojas de « néo-marxisme révolutionnaire »[488]. Ceux qui maintiennent une posture plus « rebelle » sont pour la plupart issus du Département de philosophie de l'Université de La Havane. Cette nouvelle génération de jeunes penseurs aborde des problématiques diverses et analyse les implications philosophiques du processus révolutionnaire cubain. La revue *El Caimán Barbudo*, parue en 1966, se propose notamment de théoriser le problème de l'action insurrectionnelle en Amérique latine tout en soutenant les efforts des mouvements armés. Ses rédacteurs développent une vision critique du marxisme-léninisme fondée sur un argument essentiel : l'existence de conditions différentes, dont l'attitude du prolétariat et de la bourgeoisie, dans les pays sous-développés[489]. C'est dans ce contexte d'intense recherche sur le plan philosophico-théorique qu'un livre retentissant voit le jour.

Révolution dans la révolution ? est le titre d'un ouvrage du Français Régis Debray destiné à schématiser la pensée idéologique et stratégique des autorités de l'île. L'auteur cherche à conceptualiser et à rendre plus intelligibles les notions de la « doctrine castriste » (en somme, une appellation différente désignant la thèse « foquiste » évoquée auparavant). Publié par les éditions de la *Casa de las Américas* en janvier 1967, ce « tract politique » de près de 100 pages vient renforcer et valider les efforts des jeunes intellectuels cubains de l'Université de La Havane. Entre 1961 et 1967, Régis Debray séjourne dans pratiquement tous les pays latino-américains afin d'observer sur le terrain les actions des divers mouvements révolutionnaires. Après avoir réussi l'agrégation de philosophie à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, sous la direction du philosophe marxiste Louis Althusser, il se rend à Cuba en 1965 et se lie d'amitié avec Fidel Castro. Il y reste près d'un an[490]. Suite au départ d'Ernesto Guevara, qui décide de quitter la vie politique pour tenter d'étendre la révolution dans d'autres contrées de la planète, c'est Debray qui assume la tâche difficile d'élaborer un schéma interprétatif du processus cubain[491]. Son intention est de « débloquer un verrou à la fois mental, théorique et pratique, bloquant l'essor de la lutte révolutionnaire armée »[492].

---

[488] ROJAS, Rafael, *El estante vacío*, *op. cit.*, p. 72.
[489] MARTÍNEZ PÉREZ, Liliana, *Los hijos de Saturno: Intelectuales y revolución en Cuba*, México D.F., Porrúa, 2006, pp. 240-241 et 358.
[490] JACKSON, Bruce, *Castro, the Kremlin, and communism in Latin America*, *op. cit.*, p. 121.
[491] RAMM, Hartmut, *The Marxism of Régis Debray. Between Lenin and Guevara*, Lawrence, The Regents Press of Kansas, 1978, p. VIII.
[492] DEBRAY, Régis, « Lettre à la *Monthly Review* », in DEBRAY, Régis, *Révolution dans la révolution ? & autres essais*, Paris, François Maspero, 1972, p. 210.

Bien que présentée comme une œuvre indépendante, il est évident que le texte incarne la doctrine officielle du régime. Non seulement Régis Debray a la possibilité d'entretenir de longues conversations avec Castro et ses collaborateurs mais il reçoit également l'autorisation de consulter un ensemble de documents inédits, parmi lesquels des correspondances militaires écrites pendant les opérations de la *Sierra Maestra*. Si l'on en croit l'écrivain Roberto Fernández Retamar, « personne d'autre n'a eu accès à une telle abondance de sources et de données pour faire de la recherche historique »[493]. Le journaliste K. S. Karol, qui séjourne à quatre reprises à Cuba entre 1961 et 1968 et s'entretient avec Fidel Castro, rédige un ouvrage sur ses expériences à La Havane. Dans ce dernier, il signale que le « Líder Máximo » aurait lui-même « revu et corrigé personnellement les épreuves » de *Révolution dans la révolution ?*[494]. Le romancier Lisandro Otero, ami de Régis Debray depuis 1965, se remémore une conversation (« jusqu'au lever du jour ») avec Fidel Castro et le jeune Français. Il souligne que le dirigeant « barbudo » avait une « attention spéciale » pour Debray et qu'ils passaient « de longues heures consacrées à des échanges théoriques »[495]. En outre, le livre est publié en 1967 par un organisme culturel étatique (*Casa de las Américas*) et bénéficie d'un tirage impressionnant de 200 000 exemplaires[496]. Tous ces indices nous permettent de conclure sans hésitation que la publication correspond à une initiative consciemment désirée par le gouvernement ; elle s'insère dans la continuité de la pensée guevariste et synthétise les considérations politico-stratégiques des autorités de l'île.

Dans le cadre tendu qui caractérise les relations soviéto-cubaines, cette œuvre devient une expression patente de divergence. Par rapport aux principes de Che Guevara (analysés dans le deuxième chapitre), Régis Debray fait un pas supplémentaire en minimisant à l'extrême le rôle du Parti pour le fusionner dans le « foyer guérillero » (le *foco*). Il insiste premièrement sur le caractère infructueux des actions menées dans les centres urbains par les organisations communistes. La lutte armée en ville entraîne des risques multiples (dépendance militaire, dispersion, actions incontrôlées, embourgeoisement des effectifs, etc.) susceptibles d'anéantir le mouvement insurrectionnel :

[493] FERNÁNDEZ RETAMAR, Roberto, "Introducción", in DEBRAY, Régis, *¿Revolución en la revolución?*, La Habana, Casa de las Américas, 1967, pp. 9-10.
[494] KAROL, K. S., *Les guérilleros au pouvoir : l'itinéraire politique de la révolution cubaine*, Paris, Robert Laffont, 1970, p. 372.
[495] OTERO, Lisandro, *Llover sobre mojado. (Una reflexión personal sobre la historia)*, Madrid, Clásicos Libertarias, 1999, p. 118.
[496] RAMM, Hartmut, *The Marxism of Régis Debray*, *op. cit.*, p. 206.

> « En attendant, la sanction d'une théorie fausse c'est l'échec militaire, et la sanction de l'échec militaire, l'assassinat de dizaines et de centaines de camarades et d'hommes du peuple : certaines politiques relèvent de la criminologie.
> Placer la guérilla sous la dépendance stratégique et tactique d'un Parti qui ne change pas radicalement son organisation normale de temps de paix, comme une ramification de plus de son action, a pour conséquence une série d'erreurs militaires mortelles »[497].

Cette conviction l'amène logiquement à critiquer les stratégies institutionnelles des partis communistes, imbibés, dit-il, « d'un idéalisme naïf qui inspire dans le fond ceux qui s'adonnent à l'opium électoral, pour qui le socialisme arrivera quand la moitié des inscrits sur le registre électoral plus un voteront pour lui »[498]. L'exemple cubain constitue l'argument qui lui permet de constater que (à l'encontre de « l'orthodoxie historique » revendiquant l'idée « que la politique dirige le fusil »[499]) c'est l'armée rebelle le véritable noyau à partir duquel la conquête du pouvoir est possible[500]. En bref, en Amérique latine, l'action armée dans les campagnes doit précéder impérativement l'agitation urbaine. C'est le « foyer guérillero » qui incarne l'avant-garde qui engendra à son tour une organisation politique plus concrète : « la guérilla est le Parti en gestation »[501].

Comme Debray le reconnaît lui-même, sa thèse s'oppose aux doctrines marxistes préconisées par les dirigeants soviétiques, chinois[502] ou vietnamiens soulignant la nécessité de placer l'armée sous la direction du Parti. Sans nier pour autant son obédience marxiste-léniniste, il cherche à dissuader les révolutionnaires du continent « d'appliquer mécaniquement des formules »[503] à des réalités particulières. Dans des territoires fermement contrôlés par des forces hostiles, la « mobilité » constitue un facteur décisif[504]. Par conséquent, c'est dans les montagnes, de manière clandestine et à travers une « guerre de guérilla » qu'il faut mener le combat. Les agissements du Parti ou la maîtrise des théories révolutionnaires prépondérantes (Marx, Engels, Lénine, Mao, Giáp) ne sont nullement des conditions essentielles pour le déclenchement du mouvement social. Les déclarations de Régis Debray à cet égard sont explicites :

---

[497] DEBRAY, Régis, « Révolution dans la révolution ? », in DEBRAY, Régis, *Révolution dans la révolution ?*, *op. cit.*, p. 158.
[498] *Ibid*., p. 173.
[499] *Ibid*., p. 182.
[500] *Ibid.*, pp. 191-192.
[501] *Ibid*., p. 192.
[502] Mao Zedong exprime clairement sa position dans un opuscule publié en 1938 : « Notre principe c'est : le Parti commande aux fusils. Il est absolument inadmissible que les fusils commandent au Parti ». TSE-TOUNG, Mao, *Problèmes de la guerre et de la stratégie*, Pékin, Édition en langue étrangère, 1961, p. 16.
[503] DEBRAY, Régis, « Révolution dans la révolution ? », *op. cit.*, p. 184.
[504] *Ibid*., p. 156.

> « De toutes les éducations requises par la guerre de guérilla, la physique est la fondamentale, avec la morale : les deux vont de pair. Une parfaite éducation marxiste-léniniste n'est pas, pour commencer, une condition impérative »[505].

En opposition à cette thèse radicale, le discours de Moscou, on l'a vu, se caractérise dans les années 1960 par sa modération. Il est toutefois difficile d'identifier une posture unitaire et cohérente car la rhétorique des Soviétiques évolue en fonction des vicissitudes du contexte historique. Quelques traits récurrents, évoqués lors des rencontres du Mouvement communiste international, peuvent cependant être identifiés. Le PCUS vise à décourager des initiatives jugées trop risquées et à privilégier une « voie institutionnelle » orientée par des partis communistes[506]. Mais le rôle primordial des PC n'est pas le seul point de dissension confrontant les idées soviétiques à celles du « castrisme ». Moscou insiste sur la nécessité de créer des « fronts », composés de forces progressistes et anti-impérialistes, et prévient contre l'accélération forcée du processus[507].

Le cycle de Conférences mondiales des partis communistes (1957, 1960, 1969) devient également le théâtre de conflits croissants. Pour isoler les Chinois, en juin 1960, les délégués français, italiens et soviétiques défendent à Bucarest la « coexistence pacifique » et plaident pour une « voie démocratique et parlementaire »[508]. Cette tendance s'affermit pendant les rassemblements ultérieurs. Ce n'est pas par hasard que les Cubains sont absents aux manifestations préparatoires de 1967-1968 à la prochaine conférence mondiale[509]. Alors que La Havane gomme « l'alternative pacifique » et nie le rôle d'avant-garde du Parti, le Kremlin estime qu'un certain nombre de conditions doivent d'abord être remplies avant d'entamer

---

[505] *Ibid*., p. 188.
[506] Les spécialistes de l'Alliance atlantique (OTAN) caractérisent la politique soviétique en Amérique latine de la manière suivante : « l'Union soviétique désapprouve la tactique employée par Castro et continue de fonder sa politique sur le système de la pénétration pacifique. Le développement de relations politiques et commerciales plus étroites avec plusieurs pays d'Amérique Latine, les infiltrations dans les universités, les milieux intellectuels, les organisations ouvrières et les milieux de l'information, en vue de gagner au communisme des personnes susceptibles d'exercer ultérieurement une influence, constituent une menace à long terme pour la sécurité ». Ils poursuivent plus loin en indiquant que l'URSS, « qui dispose déjà d'un réseau de relations diplomatiques, cherche à améliorer ses relations de gouvernement à gouvernement, sans tenir compte de leur caractère 'bourgeois' et à multiplier les offres commerciales auprès des pays qui ont des problèmes d'exportation […] Par ailleurs, Moscou cherche à éviter le passage au communisme d'un pays qu'il devrait alors, comme c'est le cas pour Cuba, soutenir économiquement. De même, Moscou ne semble pas vouloir prendre le risque d'une nouvelle épreuve de force avec les États-Unis dans cette région du monde ». Archives OTAN, *C-M (67) 23*, « La situation en Amérique latine : Note du Président du Groupe de travail d'experts », Bruxelles, 24 mai 1967, p. 13.
[507] JACKSON, Bruce, *Castro, the Kremlin, and communism in Latin America*, *op. cit.*, pp. 135-136.
[508] MARCOU, Lilly, *Le mouvement communiste international depuis 1945*, Paris, PUF, 1990, pp. 60-61.
[509] *Ibid*., pp. 73-74.

toute tentative insurrectionnelle. Or, en prônant l'action d'une armée rebelle dans les campagnes, le « foquisme » de R. Debray soutient que la « violence stratégique » anticipe la formation d'une véritable conscience révolutionnaire du peuple. Les conditions peuvent donc être imposées aux masses. C'est un raccourci vers la révolution. Il vaut mieux se méfier des alliances sociales élargies pour éviter les trahisons et fortifier l'hégémonie du noyau populaire restreint (le *foco*), véritable déclencheur de la « guerre de guérilla »[510].

Face à la radicalisation des thèses cubaines, les Soviétiques cette fois ne laissent pas passer l'occasion de réagir. En octobre 1967, la *Pravda* traduit un papier du militant communiste argentin Rodolfo Ghioldi qui s'avère une accusation décidée contre les « nationalistes petit-bourgeois ». Ces derniers, inévitablement associés aux leaders cubains, défendent

> « …le rejet de l'activité nécessaire du Parti communiste, le mépris du rôle de la classe ouvrière en tant que force révolutionnaire, la négation de la théorie de l'hégémonie prolétarienne, la répudiation du principe léniniste du rôle d'avant-garde du prolétariat, l'affirmation qui soutient l'existence de plusieurs avant-gardes. Dans cette énumération, il est évident que l'on traite la théorie avec mépris et ignorance, […] ils insistent aussi avec entêtement sur le fait que les pays latino-américains doivent se lancer immédiatement dans la révolution socialiste, en négligeant la phase intermédiaire de la révolution agraire anti-impérialiste et démocratique. Dans leur tentative obstinée de démontrer la faiblesse des indestructibles positions marxistes-léninistes, ils essayent […] de refuser les positions de base de l'unité du système socialiste mondial, du mouvement prolétarien dans les pays capitalistes et des mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux »[511].

Cette acerbe interpellation dévoile visiblement l'intensité des tensions. Néanmoins, les événements de l'année en cours ainsi qu'une pléiade de facteurs contraignants obligent les Cubains à chercher un raccommodement avec le camp socialiste. Un processus graduel de « normalisation » des relations se rend visible dès les derniers mois de 1968.

[510] DEBRAY, Régis, « Révolution dans la révolution ? », *op. cit.*, p. 174.
[511] Cité in MEMEGALOS, Florence, "Régis Debray: el profeta del castrocomunismo", in OSWALD, Gregory et STROVER, Anthony, *La Unión Soviética y la América Latina*, *op. cit.*, pp. 238-239.

3.1.3.-La Havane opte pour la « normalisation » : une convergence de facteurs

Tant les pressions financières de Moscou que les vicissitudes de l'évolution politique latino-américaine poussent La Havane à trouver une forme d'entente avec l'Est. De fait, l'administration Brejnev adopte une posture menaçante et annonce à la fin 1967 qu'elle n'augmentera pas l'approvisionnement de pétrole pour l'année suivante[512], imposant une situation extrêmement délicate dans un pays accablé par les effets de l'embargo étatsunien. D'après l'interprète soviétique lors de la tournée de Kossyguine à Cuba en juin 1967, le représentant de Moscou débarque avec l'intention d'émettre un « ultimatum virtuel » destiné à dissuader les Cubains de poursuivre leurs efforts révolutionnaires en Amérique latine. De surcroît, on l'a vu, le Kremlin décide de remplacer l'ambassadeur procubain Alexander Alexeiev, ce qui constitue un avertissement à peine voilé[513].

Par ailleurs, malgré le soutien technique et moral de Castro, l'échec absolu des guérillas latino-américaines suscite le désarroi. L'écrasement de l'armée populaire conduite en Bolivie par Ernesto Guevara, provoquant son décès retentissant en octobre 1967, confirme que les perspectives de victoire des mouvements insurrectionnels sont encore lointaines. Le présent sombre des guérillas rurales oblige les dirigeants à faire face à une réalité qui affaiblit les illusions récentes. Même le défenseur acharné de la thèse du *foco* Régis Debray est forcé à reconnaître plus tard que

> « …la disparition physique du Che, brutale, précipitée, incroyable, fit l'effet d'une douche glacée sur ceux qui vivaient dans l'euphorie de ce moment exceptionnel. Elle est plus que symbolique, nous semble-t-il : elle marque un tournant réel de la lutte. En 1967, la courbe de la guérilla rurale s'infléchit, sans appel ni recours possibles »[514].

Face aux échecs des tentatives insurrectionnelles, Fidel Castro prend aussi conscience de la nécessité de « normaliser » ses rapports avec la superpuissance de l'Est. L'occasion parfaite se présentera en août 1968 suite à l'invasion des chars du Pacte de Varsovie sur le territoire tchécoslovaque. Contrairement aux attentes, le « Líder Máximo » prononce un discours pour soutenir, bien qu'avec de sérieuses réticences, la décision de Moscou :

---

[512] L'approvisionnement de pétrole de l'île était à 98 % dépendant des exportations soviétiques. BLIGHT, James et BRENNER, Philip, *Sad and Luminous Days*, *op. cit.*, p. 133.
[513] *Ibid.*, pp. 125-127 et 133.
[514] DEBRAY, Régis, *La critique des armes 1*, Paris, Seuil, 1974, p. 245.

« La Tchécoslovaquie marchait vers une situation contre-révolutionnaire, vers le capitalisme et vers le bras de l'impérialisme. Il était indispensable d'empêcher à tout prix, d'une manière ou d'une autre, que cela se produise »[515].

Nous devons considérer cette intervention mitigée comme le premier jalon vers un raccommodement qui ne tardera pas à se renforcer. Dès les premiers mois de l'année 1969, toute une série de signes de convergence se succèdent pour annoncer l'avenir prometteur de l'alliance soviéto-cubaine. De nouveaux accords bilatéraux sont scellés et une Association d'amitié cubano-soviétique voit finalement le jour à La Havane[516]. Ainsi, la rhétorique cubaine cesse d'attaquer publiquement la politique « modérée » de l'URSS et Castro lui-même commence à souligner l'importance décisive de l'assistance et de la solidarité de l'allié. L'amorce de la « normalisation » est accompagnée « d'espoirs réformistes » dans les États du sud du continent. Au Pérou, un coup militaire porte au pouvoir en octobre 1968 le général Juan Velasco Alvarado, qui met rapidement en place une politique « anti-impérialiste ». Les Cubains observent avec enthousiasme la radicalisation du régime marquée par une vague de nationalisation et par la mise en application d'une loi ambitieuse de réforme agraire. Après quelques mois de prudence, Castro décide de soutenir ouvertement le gouvernement péruvien en lui attribuant un « caractère révolutionnaire »[517].

L'attitude à l'égard de Lima est un témoignage révélateur de l'évolution de la politique extérieure de l'île, désormais disposée à accepter d'autres voies de lutte sociale. L'assistance matérielle aux groupes armés ainsi que la confiance envers la théorie du *foco* s'amoindrissent[518]. Cette réorientation facilite même un rapprochement avec le Chili d'Eduardo Frei, si ardemment critiqué auparavant. Quelques membres du Parti démocrate-chrétien, poussés par le ministre des Affaires étrangères Gabriel Valdés, adoptent une approche conciliante envers Cuba et se prononcent pour un rétablissement progressif des relations. Un groupe de députés du PDC se rend même à La Havane et conclut sa visite par une déclaration favorable à la politique de l'île[519]. Pour confirmer cet état d'esprit, l'administration Frei lève en 1970 l'embargo commercial qui pesait sur Cuba[520], une décision

[515] *Granma : résumé hebdomadaire*, 25 août 1968, p. 1.
[516] "Dos palabras, un solo significado: Amistad Дружба", in *Cuba Internacional*, n°1, juillet 1969, pp. 30-31.
[517] "Discurso de Fidel en el C. Guiteras", 14 juillet 1969, in *Política Internacional*, n°26, 1969, pp. 250-252.
[518] HARMER, Tanya, *Allende's Chile & the Inter-American Cold War*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2011, p. 51.
[519] FERMANDOIS, Joaquín, *Chile y el mundo*, *op. cit.*, pp. 167 et 203.
[520] *Ibid.*, pp. 164-165.

qui motive la reconnaissance publique de Castro[521]. Le journal *Cuba Internacional*, un organe de presse diffusé dans le monde entier, annonce les répercussions de ce nouveau climat interaméricain :

> « N'importe quel gouvernement de l'Amérique latine qui, de manière sincère et conséquente, se lance dans le développement économique et social de son pays, vers la libération du joug impérialiste, peut bénéficier du soutien de notre peuple et de notre révolution, et cela dans tous les sens et dans tous les domaines »[522].

Une nouvelle phase des relations entre Santiago et La Havane s'amorce, à la grande satisfaction de la presse soviétique qui souligne la politique amicale du gouvernement Frei[523]. La revue cubaine *El Caimán Barbudo*, qui s'était auparavant positionnée comme l'un des plus ardents défenseurs de la « voie armée », profite des festivités du centenaire de Lénine (1970) pour faire passer un message d'ouverture. L'intellectuel marxiste Juan Mier Febles cite les idées du leader bolchevik pour souligner que l'unité internationale du « mouvement ouvrier communiste n'exige pas la suppression de la diversité ni l'élimination des différences nationales ». Elle demande plutôt « l'amplification des principes fondamentaux du communisme et leur modification adéquate en fonction des conditions particulières ». Pour conclure, l'universitaire déclare que cette ouverture « internationaliste » a toujours caractérisé la vision théorique et politique du « constructeur du premier État socialiste de l'histoire », permettant de « concrétiser les rêves millénaires de la société humaine »[524]. L'article de J. Mier Febles montre à quel point le discours des Cubains s'est assoupli. Il s'avère tout à fait intéressant dans la mesure où, en quelques lignes, l'auteur parvient à rendre publique la nature flexible de la nouvelle politique extérieure de La Havane tout en faisant l'éloge du fondateur de l'URSS. Il fait donc « d'une pierre deux coups » : son message est destiné à la fois aux régimes latino-américains et aux responsables du Kremlin.

Ainsi, la période 1969-1971 donne naissance à un processus accéléré d'insertion de Cuba dans la sphère de l'Est. Les rapports avec l'URSS se resserrent et le discours officiel insiste de manière de plus en plus fréquente sur la « générosité » des Soviétiques. Pendant son voyage au Chili en novembre-décembre 1971, Fidel Castro confesse que la Révolution

[521] "Criterios selectivos", in *Cuba Internacional*, n°12, juillet 1970, p. 18.
[522] "Por experiencia propia", in *Cuba Internacional*, n°12, juillet 1970, p. 19.
[523] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1970, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 18 mars 1970.
[524] MIER FEBLES, Juan, "Vigencia del pensamiento leninista", in *El Caimán Barbudo*, n°38, 1970, p. 3.

cubaine n'aurait pas pu subsister sans « l'immense soutien du camp socialiste »[525]. Il précise ensuite que ses relations avec Moscou sont « très bonnes » et qu'il ne pourra jamais oublier que

> « …pendant les moments décisifs de notre Révolution, […] quand l'on préparait des invasions contre nous, nous avons bénéficié du marché soviétique. Ils nous ont envoyé toutes les armes dont nous avions besoin. Ils nous ont appuyés politiquement. Et, invariablement, indéfectiblement, tout au long de ces années, ils nous ont octroyé une aide extraordinaire, avec un esprit internationaliste incontestable »[526].

Quelques semaines auparavant, le deuxième séjour à La Havane d'Alexis Kossyguine, président du Conseil des ministres de l'URSS, vient consolider le rapprochement. L'accueil chaleureux qui lui est réservé contraste fortement avec celui de sa précédente mission, réalisée en 1967, en plein cœur de la crise. Cette fois, les habitants ordinaires de l'île ont dû avoir du mal à déchiffrer la « une » du journal du Parti communiste (le *Granma*) qui affichait le 26 octobre 1971, en caractères cyrilliques rouges, l'intitulé suivant : « ДОБРО ПОЖАЛОВАТЬ, ТОВАРИЩ АЛЕКСЕЙ Н. КОСЫГИН! » (« Bienvenue, camarade Alexis Kossyguine) ». Une seconde phrase significative accompagnait les salutations : « ДА ЗДРАВСТВУЕТ ВЕЛИКАЯ ОКТЯБРЬСКАЯ РЕВОЛЮЦИЯ! » (« Vive la grande Révolution d'Octobre ») [527]. C'est un message éloquent consciemment conçu pour plaire à l'hôte soviétique, interlocuteur privilégié de la superpuissance. Durant cette visite, les bonnes dispositions réciproques sont confirmées par la signature d'un communiqué bilatéral exprimant la convergence de vues en matière de politique étrangère[528].

La « normalisation » est désormais entamée. Mais d'autres facteurs viennent renforcer cette tendance. Un événement de première importance pousse à mettre fin à l'isolement dans lequel Cuba se trouvait pendant la seconde moitié des années 1960. En 1970, Fidel Castro s'engage dans un projet ambitieux et pratiquement irréalisable visant à produire 10 millions de tonnes de sucre. Les Cubains mènent une énorme campagne qui mobilise les efforts d'une très grande partie de la population (et de quelques volontaires étrangers). Les leaders multiplient les discours pour encourager les travailleurs ruraux et attirer l'attention

[525] CASTRO, Fidel, "Con los obreros de la fundición Huachipato, Concepción, Chile", in *Cuba-Chile, op. cit.*, p. 236.
[526] "Conferencia de prensa", in *Ibid*., pp. 507-508.
[527] FORNET, Jorge, *El 71, op. cit.*, p. 23.
[528] *Granma : résumé hebdomadaire*, 31 octobre 1971, p. 1.

internationale. Si l'objectif est atteint, l'île pourra démontrer au monde qu'en rassemblant les « volontés révolutionnaires » des citoyens, l'économie cubaine peut jouir d'une forme d'autonomie. La *Zafra de los 10 millones* (la récolte de la canne à sucre pour l'année 1970) se transforme ainsi en l'objectif numéro un du régime. Mais, malgré les efforts, la récolte est inférieure aux 10 millions de tonnes et Castro lui-même est forcé de reconnaître que ses ambitions étaient trop grandes. Dans son discours du 19 mai 1970, il parle « d'un revers moral indubitable » qui montre à quel point « la construction du socialisme est difficile »[529]. D'autres secteurs de l'économie sont visiblement négligés pendant la campagne. L'autocritique sévère de Fidel Castro (qui prend sur lui les responsabilités de l'échec) est accompagnée d'un accroissement de l'aide financière de Moscou et d'une prise de conscience douloureuse : le pays est incapable de se redresser sans un soutien conséquent de ses alliés de l'Est. Selon le sociologue cubain Aurelio Alonso, ce qui a échoué cette année ce n'est pas le plan de la *zafra* mais « l'idée de consolider un projet socialiste autonome »[530]. La « normalisation » n'est plus qu'un choix politique ; elle devient aussi une nécessité impérieuse pour la survie du régime.

L'entrée de Cuba dans le Comecon en juillet 1972, immédiatement après une tournée de Fidel Castro en URSS, constitue le couronnement du processus d'intégration dans le camp socialiste. Comme on l'a vu au cours de cette partie, les raisons qui expliquent cet engagement sont à la fois politiques et économiques, liées aux vicissitudes de la réalité latino-américaine et aux évolutions globales. Dans ce cadre, l'attitude de Castro face au projet de Salvador Allende au Chili viendra témoigner des nouvelles évaluations de La Havane à l'égard des possibilités révolutionnaires en Amérique latine.

3.1.4.-La « voie chilienne » et la réorientation de la politique extérieure de Cuba

Dans un premier temps, l'arrivée au pouvoir du socialiste chilien Salvador Allende à la fin 1970 devient un moment clé permettant au gouvernement cubain de dévoiler la portée de l'évolution de sa politique extérieure. L'attitude enthousiaste adoptée vis-à-vis de la « voie pacifique » de la coalition victorieuse, l'Unité populaire, se transforme en l'expression la plus

[529] Cité in FORNET, Jorge, *El 71*, *op. cit.*, p. 31.
[530] Cité in *Ibid.*, p. 32.

éloquente de ce tournant et permet d'affermir les affinités avec Moscou. Le triomphe d'Allende entraîne une remise en question de la notion de « révolution » qui acquiert un caractère plus flexible. Par rapport aux principes « foquistes » invoqués auparavant, le projet chilien représente en effet un défi théorique majeur mais aussi une opportunité de reformuler les conceptions précédentes.

La « voie chilienne vers le socialisme » est un programme politique singulier. L'originalité de ce « processus révolutionnaire » repose sur le maintien des structures institutionnelles préexistantes. La violence armée ne deviendrait donc pas le déclencheur du mouvement social. Il s'agirait plutôt de vaincre par le biais d'élections démocratiques après avoir constitué une alliance solide, articulée autour des partis communiste et socialiste, et d'autres organisations de gauche. La transition vers un modèle marxiste-léniniste suppose la prise de pouvoir du peuple au détriment de l'oligarchie traditionnelle et la construction d'une économie planifiée. Mais cette évolution doit se réaliser de façon pacifique. Pour Salvador Allende, ce projet exige le respect du cadre constitutionnel, des libertés individuelles et du pluralisme politique[531]. Dans les années 1960 et au début des années 1970, le Parti communiste chilien (PCCh) s'érige en principal défenseur de cette doctrine. Le Secrétaire général Luis Corvalán publie de nombreux ouvrages visant à développer les implications conceptuelles de la « voie chilienne »[532]. On a vu également qu'il adopte l'approche soviétique et n'hésite guère à critiquer les stratégies radicales prônées par les Cubains.

Il est donc évident que pour La Havane la décision de soutenir le projet de l'Unité populaire (UP) ne va pas de soi. Cependant, le contexte interaméricain de septembre 1970, quand Allende remporte le scrutin, est loin d'être celui qui avait caractérisé les années 1960. Non seulement Fidel Castro est désormais prêt à donner des signes rassurants de l'évolution de sa vision politique mais il éprouve une sincère amitié pour Allende[533]. Du côté chilien, une déclaration cubaine validant le « processus institutionnel » de l'UP devient un objectif essentiel pour apaiser la « nouvelle gauche révolutionnaire » qui revendique la lutte armée[534]. En juillet 1970, une délégation atterrit à La Havane pour essayer de convaincre Castro de la

[531] RIQUELME, Alfredo, *Rojo atardecer*, *op. cit.*, pp. 81-82.
[532] En français, voir le recueil présenté par Jean-Pierre Febrer, CORVALÁN, Luis, *Chili : les communistes dans la marche au socialisme*, Paris, Éditions sociales, 1972.
[533] Les liens d'amitié entre Salvador Allende et Fidel Castro se consolident lors de la Conférence Tricontinentale de La Havane (1966). Allende participe à cette rencontre en tant que représentant du Parti socialiste de son pays. Par ailleurs, sa fille Beatriz séjourne longtemps à Cuba, où elle tombe amoureuse de Luis Fernández Oña, un membre du service d'intelligence qui deviendra ensuite le premier chargé d'affaires cubain au Chili.
[534] RIQUELME, Alfredo, "Política de reformas e imaginación revolucionaria en el Chile constitucional (1933-1973)", in GONZÁLEZ, Marianne et PALIERAKI, Eugenia (éds.), *Revoluciones imaginadas. Itinerario de la idea revolucionaria en América Latina contemporánea*, Santiago, RIL Editores, 2013, pp. 167-169.

pertinence de la « voie chilienne ». L'ancien député communiste Luis Guastavino, un des membres de cette mission, nous a révélé au cours d'une interview que Castro leur avait consacré une nuit entière. Pour persuader son interlocuteur, le parlementaire chilien insiste sur la nécessité de comprendre les particularités de la situation idéologique de son pays. Lors de cette épuisante discussion, le « Líder Máximo » se montre réceptif, voire enthousiaste, à l'égard du projet exposé par Luis Guastavino[535]. La preuve arrive quelques jours plus tard, le 4 août 1970, quand Castro déclare publiquement que le « stade socialiste » peut être atteint à travers des élections démocratiques[536]. Un mois après, la presse cubaine salue avec ardeur le triomphe électoral de l'UP et le « Comandante » exprime que l'événement constitue la plus grande victoire ayant eu lieu en Amérique latine depuis sa propre révolution en 1959[537].

Il faut toutefois constater que l'établissement de rapports étroits entre les deux administrations ne favorise pas uniquement les intérêts des Chiliens. La Havane peut également en tirer avantage. Le programme de la coalition d'Allende, paru en décembre 1969, annonce la « solidarité avec la Révolution cubaine », un principe qui imposerait nécessairement une restructuration de la politique extérieure de Santiago. L'établissement de relations diplomatiques pourrait déclencher un bouleversement du système interaméricain car cette décision va à l'encontre des dispositions communes adoptées à l'OEA (Organisation des États américains), institution qui décide en 1962 d'exclure l'île des Caraïbes[538]. Dans ce cadre difficile – et malgré l'appel à la prudence de Castro lui-même[539] – Allende proclame neuf jours après la formation de son gouvernement la reprise des rapports officiels. Cuba émerge ainsi de son long isolement, à la grande satisfaction de l'Union soviétique qui se réjouit de ce processus de réintégration régionale. Fidel Castro prend vite conscience de l'importance de ce geste et ne tarde pas à remercier son homologue chilien d'avoir « brisé cette espèce de blocus moral »[540]. De fait, l'ambassade que Cuba possède désormais à Santiago permet d'opérer une stratégie de rapprochement avec les États du Sud. À partir de 1971, des représentants cubains

[535] Entretien de l'auteur avec Luis Guastavino, Viña del Mar, 4 février 2013.
[536] GLEIJESES, Piero, *Conflicting missions, op. cit.*, p. 221.
[537] "Conversación del embajador N. B. Alekseev con Volodia Teitelboim", in "Chile en los archivos", *op. cit.*, p. 412.
[538] FERMANDOIS, Joaquín, *Chile y el mundo, op. cit.*, pp. 170-171.
[539] D'après Beatriz Allende, la fille du président, qui rencontre Fidel Castro quelques jours après les élections, ce dernier conseille à son collègue chilien d'éviter de mettre immédiatement en place des mesures « trop révolutionnaires » et de ne pas se précipiter dans l'établissement de relations diplomatiques avec Cuba. Pour empêcher une escalade des tensions, il lui aurait même recommandé de garder à son poste le ministre démocrate-chrétien des Affaires étrangères Gabriel Valdés, considéré par Castro comme « un anti-impérialiste ». "Conversación del embajador N. B. Alekseev con Volodia Teitelboim", in "Chile en los archivos", *op. cit.*, pp. 412-413.
[540] CASTRO, Fidel, "Concentración celebrada en la Plaza de Antofagasta, Chile", in *Cuba-Chile, op. cit.*, p. 142.

effectuent des voyages secrets au-delà des frontières chiliennes et mettent en œuvre les premières négociations commerciales avec l'Argentine et le Pérou[541].

L'accord diplomatique chileno-cubain installe un contexte propice pour exprimer les nouvelles priorités continentales de Castro. Cette entente est un indice puissant qui révèle que les positions cubaines sur la lutte armée se sont considérablement assouplies. Pour sa part, Moscou analyse avec optimisme cette nouvelle posture qui fait disparaître la principale source de tension entre les deux pays[542]. La visite à Cuba d'Alexis Kossyguine en 1971, déjà évoquée, se conclut par la signature d'un communiqué bilatéral soulignant la solidarité commune à l'égard de l'UP. Le texte n'oublie pas non plus de mentionner « les transformations que le gouvernement du Pérou a entreprises dans la structure du pays ». Il finit par dévoiler un « appui décidé aux mesures économiques et sociales » des nations latino-américaines « visant à récupérer leurs richesses nationales et à consolider leur indépendance économique et politique »[543].

Dans ce processus de redéfinition de la politique extérieure cubaine, un événement nous semble particulièrement important. Il s'agit de la visite de près d'un mois que Fidel Castro effectue au Chili (du 10 novembre au 4 décembre 1971). Au cours de cette exténuante tournée, le dirigeant parcourt presque la totalité des régions du pays et improvise de nombreux discours. Il observe le fonctionnement des mines de cuivre, d'institutions d'enseignement, de fermes, d'usines industrielles, d'universités et discute avec des représentants des Forces armées, de l'Église catholique, d'associations d'étudiants et de travailleurs. Nous partageons l'avis de l'historien Joaquín Fermandois selon lequel la présence de Castro peut être considérée comme un point d'inflexion dans l'évolution du Chili d'Allende puisqu'elle intensifie visiblement la polarisation idéologique du pays. Jamais auparavant une visite étrangère n'avait déclenché de si vives polémiques[544]. Mais, plus important pour nous, cette tournée devient une source remarquable témoignant du revirement de la politique internationale de Cuba. En outre, après son périple chilien, Castro se rend également au Pérou, puis en Équateur. Ainsi, il rencontre en quelques jours trois présidents

[541] HARMER, Tanya, *Allende's Chile & the Inter-American Cold War*, *op. cit.*, p. 134.
[542] GLEIJESES, Piero, *Conflicting missions*, *op. cit.*, p. 222.
[543] *Granma : résumé hebdomadaire*, 7 novembre 1971, p. 1.
[544] FERMANDOIS, Joaquín, *Chile y el mundo*, *op. cit.*, p. 210.

latino-américains alors qu'il ne s'était entretenu avec aucun d'entre eux au cours des dix années précédentes[545].

Tout au long de son voyage, le dirigeant souligne avec intention sa profonde reconnaissance envers l'URSS. Déjà avant son arrivée, il fait annoncer à Allende que les rapports sont excellents et l'encourage à suivre cet exemple[546]. Ces déclarations élogieuses envers le Kremlin doivent gêner quelque peu les militants chiliens d'extrême gauche qui revendiquent le modèle cubain pour critiquer la « passivité » de Moscou[547]. Mais Fidel Castro est décidé à soutenir la stratégie du gouvernement Allende. Régulièrement interrogé sur la « voie pacifique », Castro se montre dans un premier temps enthousiaste. D'après lui, être révolutionnaire n'implique pas de devenir un dogmatique. Au contraire, il est préférable d'adopter une approche fondée sur la réalité de chaque nation afin de « profiter de chaque possibilité » pour « se rapprocher des objectifs qui encouragent la lutte de nos peuples ». Il n'y a donc aucune contradiction entre les doctrines cubaines et le projet institutionnel de l'UP :

> « Nous avons vu […] dans les élections une possibilité et nous sommes disposés à observer avec réjouissance les variantes qui se présentent. Accueillons les nouvelles variantes ! Si plusieurs chemins mènent à Rome, nous espérons qu'il existe des milliers de chemins pour atteindre la Rome révolutionnaire »[548].

Les espoirs de Castro ne se justifient pas uniquement par la victoire d'Allende. Le Pérou de Velasco Alvarado ainsi que la politique de José Velasco Ibarra en Équateur suscitent également son intérêt. Il reste aussi très attentif au scrutin qui doit avoir lieu le 28 novembre de cette année en Uruguay où le *Frente Amplio*, une coalition de gauche formée à partir de l'expérience de l'UP, a de fortes chances de remporter une victoire.

---

[545] LÉVESQUE, Jacques, *L'URSS et la révolution cubaine*, *op. cit.*, p. 180. Pour les experts de l'OTAN, la visite de Castro a « pour but essentiel de marquer de façon spectaculaire la fin de l'isolement complet de Cuba en Amérique latine, et plusieurs autres pays ont, à cet égard, été encouragés par l'exemple chilien ». Archives OTAN, *C-M (72) 32*, « La situation en Amérique latine : Note du Président du Groupe d'experts », Bruxelles, 18 mai 1972, p. 7.

[546] "Conversación del embajador N. B. Alekseev con Volodia Teitelboim", in "Chile en los archivos", *op. cit.*, p. 412.

[547] SIGMUND, Paul, "The USSR, Cuba, and the Revolution in Chile", in DONALDSON, Ronald (éd.), *The Soviet Union in the Third World: Successes and Failures*, London, Westview Press, 1981, p. 37.

[548] CASTRO, Fidel, "Reunión con la directiva de la Central Única de Trabajadores de Chile (CUT), Santiago de Chile", in *Cuba-Chile, op. cit.*, p. 337.

Néanmoins, les derniers jours de la visite de Castro sont à l'origine d'une remise en question du potentiel révolutionnaire des États du continent. Plusieurs signes inquiétants se manifestent et affaiblissent les attentes. Le revers électoral retentissant du *Frente Amplio* est une grande désillusion qui amène Castro à déclarer qu'en Uruguay il ne reste que la possibilité de la « voie armée »[549]. Le « Líder Máximo » se sent surtout perturbé par les conflits internes du Chili et par l'hostilité croissante que sa présence suscite dans certains milieux. Les publications satiriques de la presse sensationnaliste, qui insinuent même une éventuelle homosexualité de Castro, l'agacent profondément et l'amènent à critiquer les « libertés bourgeoises, capitalistes »[550]. Par ailleurs, une grande manifestation dite des « casseroles vides » se déroule le 1er décembre dans les rues de Santiago. Outre les revendications affichées concernant le problème de ravitaillement, il est évident que cette explosion sociale est motivée avant tout par la polarisation politique du pays que la présence de Castro ne fait qu'intensifier. Suite aux affrontements avec des partisans de l'Unité populaire, qui font près de 100 blessés, Salvador Allende impose « l'état d'urgence ». Cet événement produit une vive impression sur le Cubain et explique en partie la radicalisation de son dernier discours, prononcé le lendemain au stade national du Chili.

Dans ce climat tendu, l'allocution de Fidel Castro n'a certainement pas aidé à apaiser les esprits. Par rapport aux messages conciliants des deux premières semaines de la tournée, le changement de ton surprend. Après avoir attaqué les « institutions bourgeoises », Castro insiste avec une note de scepticisme sur le caractère exceptionnel de l'expérience chilienne : « unique dans l'histoire de l'humanité »[551]. Ensuite, il affirme qu'après avoir vécu une vingtaine de jours au Chili, il est en mesure de constater que rien n'empêcherait le déroulement de la « loi de l'histoire », c'est-à-dire le développement inéluctable de « ce courant réactionnaire qu'est le fascisme »[552]. En bref, l'affrontement est inévitable. Il faut donc se préparer pour la bataille décisive contre « la réaction, l'oligarchie » qui se trouve au Chili – contrairement à celle de Cuba en 1959 – « beaucoup mieux organisée et équipée pour résister aux changements »[553].

La vision du dirigeant, clairement moins optimiste qu'à son arrivée, est confortée par l'existence de nombreuses « faiblesses du processus révolutionnaire, par les faiblesses dans la

[549] FERMANDOIS, Joaquín, *Chile y el mundo*, *op. cit.*, p. 240.
[550] CASTRO, Fidel, "Acto de despedida que le brindó el pueblo de Chile en el Estadio Nacional", in *Cuba-Chile*, *op. cit.*, p. 474.
[551] *Ibid.*, p. 475.
[552] *Ibid.*, p. 477.
[553] *Ibid.*, p. 479.

bataille idéologique, par les faiblesses dans la lutte de classes, […] par les faiblesses de la consolidation des forces, de l'unification et de l'amplification des forces »[554]. Ce manque de cohésion est aussi confirmé par la présence « relativement faible » de la population au stade national (le public ne remplit pas les 100 000 places réservées pour l'occasion), ce qui témoigne d'un pouvoir de mobilisation limité[555]. Les obstacles de la « voie chilienne » sont ainsi associés au problème de l'unité du mouvement révolutionnaire. Cette critique est en dernière instance un reproche voilé de la diversité politique qui compose l'Unité populaire et, par conséquent, du caractère démocratique du projet d'Allende. Pour ne laisser aucun doute sur les conclusions de sa visite, il partage avec la foule

> « ...une impression qui nait du plus profond de mon âme : quand j'observe l'histoire en action, quand j'observe toutes ces luttes, quand j'observe à quel point les réactionnaires tentent de démoraliser le peuple par le biais de multiples moyens ; du fond de mon cœur, je tire une conclusion : je retournerai à Cuba plus révolutionnaire qu'avant mon arrivée ! Je retournerai à Cuba plus radical qu'avant mon arrivée ! Je retournerai à Cuba plus extrémiste qu'avant mon arrivée ! »[556].

En suivant l'évolution du discours de Castro pendant son séjour de près d'un mois, nous pouvons apprécier l'affaiblissement patent de son optimisme initial à l'égard de la « voie institutionnelle » de l'UP, sur laquelle le dirigeant avait initialement fait reposer ses espoirs. Si la décision de rencontrer le peuple chilien est devenue dans un premier temps une preuve concrète de sa nouvelle approche stratégique sur le continent, ses paroles du 2 décembre marquent une réévaluation des perspectives. Désormais, il faut focaliser les efforts sur la défense du gouvernement qui devra, tôt ou tard, prendre les armes pour affronter les forces hostiles de l'opposition. Après le voyage, Cuba augmente la livraison secrète d'armements, le programme d'entraînement militaire de volontaires chiliens sur l'île se renforce et le nombre de résidents cubains à Santiago s'élève de façon inhabituelle[557].

Les inquiétudes de Castro finissent par se cristalliser dans une lettre adressée à Allende et signée du 29 juin 1973. À travers ce message, le chef d'État réaffirme « sa volonté de coopérer face aux difficultés et aux dangers qui font obstacle et menacent le processus ».

---

[554] *Ibid*., p. 480.
[555] CASTRO, Fidel, "Conferencia de prensa ofrecida a los periodistas extranjeros, en Santiago de Chile", in *Cuba-Chile, op. cit.*, p. 497.
[556] CASTRO, Fidel, "Acto de despedida que le brindó el pueblo de Chile en el Estadio Nacional", in *Cuba-Chile, op. cit.*, p. 483.
[557] FERMANDOIS, Joaquín, *Chile y el mundo, op. cit.*, p. 179.

Après une brève description des tensions internes au Chili, il implore son homologue de « ne pas oublier une seconde la formidable force de la classe ouvrière chilienne et le soutien résolu qu'elle a toujours apporté dans les moments difficiles ». Et il poursuit :

> « face à ton appel à défendre la révolution en danger, elle est capable de paralyser les putschistes, de maintenir l'adhésion de ceux qui hésitent, d'imposer ses conditions et de décider une fois pour toutes, si cela est nécessaire, du destin du Chili » [558].

C'est sans doute une incitation à radicaliser la « voie chilienne » et à préparer le peuple pour une grande rupture, jugée désormais inévitable. La solution à la crise ne passerait pas par des négociations politiques – stratégie privilégiée par Allende – mais plutôt par la capacité de mobiliser les masses en vue de défendre dans la rue le projet socialiste. Castro augure une réaction imminente ; il est convaincu que cette fois le chemin institutionnel ne résoudra pas les tensions. Il n'avait pas tort. Le 11 septembre 1973, près de deux mois après la rédaction de la missive, le régime de l'Unité populaire est renversé par un coup d'État militaire dirigé par Augusto Pinochet.

De la même façon que le triomphe d'Allende reflète éloquemment la nouvelle approche internationale du gouvernement cubain, sa chute dramatique marque aussi un revirement des priorités. Face aux événements du Chili, Castro conclut avec désespoir que les perspectives révolutionnaires dans la région sont encore lointaines et, par conséquent, il décide de déplacer ses efforts vers l'Afrique. En effet, l'acceptation de la défaite des mouvements sociaux en Amérique latine est accompagnée d'un accroissement considérable de l'aide militaire et humanitaire vers des pays africains : en 1974, de nombreux instructeurs sont envoyés en Somalie, en Guinée, au Congo, en Tanzanie et au Mali pour entraîner les milices locales. Au même moment, un plan durable de coopération médicale avec l'Algérie voit le jour[559].

Cette nouvelle politique de collaboration, visiblement intensifiée après le coup d'État de Pinochet, dévoile l'impact de l'évolution du projet de l'Unité populaire sur la configuration de la politique extérieure de Cuba. L'assouplissement de la rhétorique castriste ainsi que son « désengagement » ultérieur vis-à-vis du continent latino-américain constituent deux phénomènes liés intimement à l'essor de la « voie chilienne ». L'accent mis désormais sur la coopération avec l'Afrique montre que, malgré les nouvelles affinités avec le Kremlin, le

[558] Lettre de Fidel Castro à Salvador Allende, 29 juin 1973, cité in *Ibid*., p. 188.
[559] GLEIJESES, Piero, *Conflicting missions*, *op. cit.*, pp. 227-229.

principe de la lutte armée n'est guère désuet pour les Cubains. Pour l'ancien communiste chilien Ernesto Ottone, qui a connu de près ces questions quand il présidait la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD) à Budapest, la mort d'Allende réactualise la conviction cubaine de la pertinence de la « voie armée »[560]. De fait, l'intervention en Afrique – contrairement aux nations latino-américaines, un territoire qui ne fait pas partie de la sphère d'influence de Washington – permet à La Havane d'opérer une politique internationale indépendante tout en assurant de bons rapports avec l'URSS. De cette façon, le gouvernement a pu se permettre de désavouer à nouveau la « coexistence pacifique » sans faire preuve d'hostilité explicite à l'égard des Soviétiques.

Au début des années 1970, la situation politique au sud de l'Amérique latine fait croire que le chemin électoral peut déboucher sur des transformations révolutionnaires. Mais l'échec de la « voie institutionnelle » de l'Unité populaire réduit les espoirs et redonne de l'importance au discours de la « violence armée ». Le continent africain incarne le terrain propice où les tentatives insurrectionnelles peuvent à présent aboutir à la révolution. Cette évolution nous force à nous interroger sur les motivations qui guident les doctrines internationalistes des frères Castro. Initialement, le caractère malléable du discours des dirigeants pourrait nous amener à sur-dimensionner la part de pragmatisme dans les prises de décisions du régime de l'île. Nous croyons que malgré les difficultés presque insurmontables du contexte international que nous avons mentionnées dans ce chapitre (blocus américain, échec des guérillas, « ultimatum » soviétique, etc.) le rôle des convictions idéologiques des « barbudos » doit se placer au centre de nos analyses. Plutôt que de voir dans le processus de « normalisation » soviéto-cubain un accommodement contraint, il convient de souligner les évolutions de la conscience révolutionnaire des décideurs. Comme Castro le dit lui-même en 1961 au cours d'une allocution publique, « nous avons tous beaucoup de choses à apprendre »[561]. Les expériences dramatiques de la période 1967-1973 (décès du Che en Bolivie, coup d'État au Chili, difficultés financières) induisent un réaménagement de la politique extérieure. Ainsi, face aux échecs douloureux en Amérique latine, les thèses castristes se maintiennent mais elles se tournent vers l'Afrique, territoire qui incarne désormais les espérances renouvelées de La Havane.

[560] OTTONE, Ernesto, *El viaje rojo: un ejercicio de memoria*, Santiago, Debate, 2014, p. 89.
[561] CASTRO Fidel, *Palabras a los intelectuales*, *op. cit.*, p. 6.

3.2.-Les relations URSS-Chili au cours d'une période d'affinité politique : espoirs et désillusions de Salvador Allende (1970-1973)

Vers la fin des années 1960, après la chute de Nikita Khrouchtchev, le Kremlin semble moins disposé qu'auparavant à soutenir économiquement et militairement un pays appartenant à la sphère d'influence étatsunienne. Le Chili de Salvador Allende (1970-1973), un homme de gauche autoproclamé marxiste-léniniste, offre un exemple éloquent de cette nouvelle disposition. La modération de l'URSS, qui n'est plus en mesure de fournir un appui décidé à un « second Cuba », va hanter les dirigeants chiliens tout au long de l'administration de l'Unité populaire. Elle sera à la source de critiques, d'inquiétudes et d'efforts visant à inciter à une assistance plus importante. Mais il ne faut pas croire pour autant que les liens réciproques ne se sont pas développés au cours de cette période. Les contacts entre les nouveaux « compagnons idéologiques » se renforcent en effet, mais ne satisfont point l'ensemble des membres du gouvernement à Santiago. Comme nous allons chercher à le démontrer ici, nous devons analyser les relations soviéto-chiliennes sous l'angle d'un processus de continuité dont le tournant est plutôt l'année 1964 que le triomphe politique de 1970.

3.2.1.-L'Union soviétique : « frère aîné » du marxisme chilien ?

Pour l'historien Joaquín Fermandois, auteur d'un travail pionnier sur les relations internationales de l'Unité populaire au début des années 1980, le regard de la gauche chilienne vis-à-vis de l'URSS se caractérise par les affinités envers un « horizon paradigmatique »[562]. Bien qu'un nombre important de militants marxistes ait effectivement développé une sincère admiration pour Moscou et son modèle, cette affirmation doit être relativisée. Il est vrai que pour le PCCh le Kremlin constitue une référence idéologique incontournable. Néanmoins, il en va autrement pour les diverses organisations politiques de la gauche. Le marxisme chilien des années 1960 et 1970 compose un échiquier complexe et bien plus hétéroclite que l'hypothèse de Joaquín Fermandois ne le laisse entendre.

[562] FERMANDOIS, Joaquín, *Chile y el mundo, op. cit.*, p. 49.

Le Parti socialiste du Chili (PSCh) ne partage certainement pas l'enthousiasme prosoviétique de ses homologues communistes. Dès le début de la décennie 1960, ses membres refusent le concept de « camp » car, en l'utilisant, ils estiment que l'on risque de subordonner la lutte de classes à l'affrontement Est-Ouest. En 1962, lors d'une polémique avec les communistes, le Secrétaire général du PSCh, Raúl Ampuero, déclare qu'il n'est pas question d'exagérer le poids des superpuissances au détriment des efforts du prolétariat[563]. Ampuero nie ensuite le rôle de guide que Moscou cherche à s'octroyer. Bien que d'obédience marxiste-léniniste, le parti se présente comme une voie alternative entre les projets des « deux géants » et défend de plus en plus le modèle cubain et les thèses « foquistes ». Lors du XIII[e] Congrès du PSCh en 1967, la « violence révolutionnaire » est déclarée par la majorité des délégués « inévitable et légitime », alors que la voie parlementaire est reléguée à une position secondaire[564]. Plus tard, ses militants n'hésiteront pas à condamner l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en août 1968, de la même façon qu'ils avaient critiqué l'intervention soviétique à Budapest en 1956. Nous partageons l'avis du spécialiste Luis Corvalán Márquez selon lequel on ne peut pas parler d'un projet unifié de la gauche dans le Chili des années 1960. En confrontant l'évolution politique des organisations communistes et socialistes, l'auteur conclut que nous sommes face à « deux projets difficilement assimilables mais qui ont été obligés de suivre le même chemin »[565].

En ce qui concerne le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), une organisation politique remarquablement étudiée par Eugenia Palieraki dans sa thèse de doctorat[566], ses membres soutiennent une approche critique de l'orthodoxie de Moscou. Vers la fin de la décennie 1960, c'est plutôt l'exemple cubain qui s'impose comme la référence révolutionnaire privilégiée. La jeune chercheuse montre également que pendant ces années les modèles allogènes revendiqués sont nombreux. De fait, les textes théoriques analysés par la gauche chilienne forment un éventail diversifié (Frank Fanon, Lénine, Trotski, Che Guevara, Carlos Marighella). Quant à Mao et à son impact, pour Eugenia Palieraki, « il fut incontestablement l'auteur qui a influencé de la façon la plus décisive l'extrême gauche latino-américaine à la fin des années 1960 »[567]. En outre, d'autres associations militantes

[563] Cité in CANCINO TRONCOSO, Hugo, "El Partido Socialista de Chile, 1945-1970", in BLOCH, Avital et RODRÍGUEZ, María del Rosario, *La Guerra Fría y las Américas*, *op. cit.*, p. 117.
[564] *Ibid.*, pp. 117 et 120.
[565] CORVALÁN MÁRQUEZ, Luis, *Del anticapitalismo al neoliberalismo en Chile*, *op. cit.*, pp. 53 et 57.
[566] PALIERAKI, Eugenia, *Histoire critique de la « nouvelle gauche » latino-américaine. Le* Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) *dans le Chili des années 1960*, Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2009.
[567] *Ibid.*, pp. 590 et 806.

partagent les thèses de la lutte armée tout en se méfiant de la « voie pacifique vers le socialisme » privilégiée par les autorités soviétiques. Dans les années 1970, ce « pôle révolutionnaire » va rassembler une fraction du MAPU (Mouvement d'action populaire unitaire) et une partie de la Gauche Chrétienne, tous deux des organisations issues du PDC[568]. À l'instar du modèle cubain, ces partis adoptent une doctrine faisant de la violence insurrectionnelle le déclencheur de la révolution.

Pour finir, les années 1960 voient surgir Spartacus, un groupement d'inspiration maoïste composé d'anciens communistes expulsés en 1963 à cause de leur posture dans le conflit sino-soviétique. Ses membres tenaient une maison d'édition qui distribuait des brochures de propagande prochinoise ainsi que la revue *Principios Marxista-leninistas* et la gazette *Combate*[569].

Dans cette myriade hétérogène d'organisations politiques et sociales, le Parti communiste s'érige en le principal défenseur du système soviétique. Dès ses origines dans les années 1920, le PCCh suit scrupuleusement la ligne de Moscou. Ses responsables défendent coûte que coûte les décisions de la superpuissance, même les interventions les plus polémiques comme celle de 1956 en Hongrie ou celle de Prague 12 ans plus tard. En retour, les liens ont tendance à se renforcer de manière considérable, permettant l'établissement d'une relation organique et continue entre les leaders des « partis frères ». Des voyages en URSS sont systématiquement proposés ainsi que des formations de cadres de durée variable (3 à 10 mois). Les librairies du PCCh reçoivent également une large gamme de publications distribuées par les agences moscovites et spécialement traduites en espagnol. Mais l'aspect le plus spectaculaire de cette coopération, tel qu'évoqué dans le chapitre introductif, est l'aide financière que Moscou destine dès 1955 à ses homologues chiliens. En 1970, le PCCh reçoit du « Fonds d'aide international aux organisations ouvrières » 400 000 dollars sur un total de 16 550 000[570], soit 2,41 % de l'aide octroyée. En 1973, ce pourcentage s'élève à 3,89 %[571].

L'assistance de l'Est n'est pas tout à fait gratuite et désintéressée. Les communistes chiliens tentent avec entêtement de répandre au sein de la nation une image séduisante de la réalité soviétique. Ils s'efforcent aussi d'encadrer l'ensemble de leurs déterminations dans un projet global fondé sur les principes énoncés par le Kremlin. Ainsi, le PCCh, le plus grand

[568] CORVALÁN MÁRQUEZ, Luis, *Del anticapitalismo al neoliberalismo en Chile*, *op. cit.*, p. 174.
[569] HALPERIN, Ernst, *Nationalism and Communism in Chile*, Cambridge, Center for International Studies, 1965, p. 244.
[570] "Aprobación de aportes para 1970", in "Chile en los archivos", *op. cit.*, pp. 399-400.
[571] "Rendición de aportes entregados en 1973", in *Ibid.*, pp. 401-402.

parti communiste d'Amérique du Sud (plus de 100 000 membres avant le coup d'État de 1973)[572], réussit à propager efficacement les idées de l'orthodoxie marxiste-léniniste. Comme on l'a constaté précédemment, face aux divergences soviéto-cubaines, les membres du PCCh se positionnent toujours dans la ligne de la puissance et n'hésitent pas à désavouer les idées castristes ou maoïstes[573]. Le militant communiste Alejandro Toro Herrera se remémore l'atmosphère tendue lors de son voyage en Chine en 1959. Pour protester face aux manifestations d'hostilité à l'égard du PCUS, il décide avec ses « compagnons de route » de ne pas assister au dernier séminaire organisé et de quitter le pays avant la date prévue. Quelques années plus tard, en août 1963, il rédige un article dans le journal officiel de son parti (*El Siglo*) afin de rendre compte de la ligne politique du PCCh. Il réagit contre les « calomnies » à l'égard du Mouvement communiste international et qualifie la posture chinoise de « révisionniste », « dogmatique » et « égoïste ». En s'inspirant des principes soulevés lors du XX[e] Congrès du PCUS (1956), il souligne l'existence de plusieurs chemins pour le triomphe révolutionnaire et insiste sur le caractère évitable de la guerre[574].

Le soutien du communisme chilien reste inébranlable suite à l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968. Alors que d'autres PC latino-américains critiquent la décision du Pacte de Varsovie (comme celui du Mexique), les membres du PCCh se rangent tous derrière l'URSS. Si l'on en croit l'ancien militant Luis Guastavino, les décideurs de son parti se réunissent à plusieurs reprises pour analyser les effets de la « contre-révolution » de Prague. Aucune voix ne s'élève pour dénoncer l'intervention de l'Armée rouge. C'est d'ailleurs Guastavino lui-même qui assume la tâche de défendre au Parlement les agissements soviétiques et de dévoiler les intentions de « la bourgeoisie qui voulait renverser le gouvernement communiste ». Il prend la parole afin de faire preuve de la « force solidaire envers l'URSS et le Mouvement communiste mondial pour défendre le socialisme en Tchécoslovaquie »[575].

---

[572] RIQUELME, Alfredo, *Rojo atardecer*, *op. cit.*, p. 87. D'après le Secrétaire général du PCCh, Luis Corvalán, si l'on ajoute les Jeunesses du Parti (qui s'élevaient à près de 90 000 effectifs), l'organisation comptait environ 200 000 membres. CORVALÁN, Luis, *Santiago Moscú Santiago: apuntes del exilio*, Madrid, Coirón, 1983, pp. 91-92.

[573] D'après le communiste chilien Jorge Insunza, la thèse du *foco* allait à l'encontre des idées marxistes. Pour attaquer les défenseurs d'une avant-garde insurrectionnelle, il fait appel à Karl Marx : « Leurs activités consistent précisément à anticiper le processus révolutionnaire en l'amenant vers une crise artificielle et à improviser une révolution sans que les conditions soient remplies. Pour eux, la seule condition pour déclencher une révolution c'est une conspiration suffisamment organisée ». Cité in RATLIFF, William, *Castroism and communism in Latin America, op. cit.*, p. 179.

[574] TORO HERRERA, Alejandro, *Memorias de un comunista discrepante. Contra el stalinismo y la aventura*, Santiago, LOM, 2014, pp. 25-26.

[575] Entretien de l'auteur avec Luis Guastavino, Viña del Mar, 4 février 2013.

En bref, il nous semble indéniable que pour le Parti communiste du Chili, l'URSS constitue « l'horizon paradigmatique ». Nonobstant, cette expression ne peut pas être appliquée à la totalité du marxisme local qui s'est rendu visiblement plus complexe suite à l'expérience cubaine et à la diversification des doctrines idéologiques de la gauche. Quant au gouvernement de l'Unité populaire, ses membres se trouvent aussi tiraillés par des références politiques diverses. Cette coalition est composée du PSCh, du PCCh, du MAPU, du Parti radical social-démocrate – une organisation de centre – et de l'Action populaire indépendante. Salvador Allende, lui-même militant du PSCh, ne semble guère partager la vision critique à l'égard de Moscou de beaucoup de ses camarades socialistes.

Entre le 6 et le 9 décembre 1972, le président se rend en Union soviétique au cours d'une mission qui comprend également d'autres destinations : le Mexique, les Nations Unies à New York, l'Algérie et Cuba. C'est la première fois qu'un chef d'État chilien accepte une invitation de la puissance de l'Est. Sa visite constitue pour Santiago un enjeu fondamental. Salvador Allende envisage de solliciter une aide financière de grande ampleur qui s'avère à ce stade urgente pour faire face à la crise économique qui accable son pays. Tout est spécialement conçu pour tenter de s'assurer le succès de la mission. Des commissions spécifiques de négociateurs sont mises en place pour étendre au maximum les domaines de discussion (l'achat d'aliments, les crédits, les relations politiques, la coopération technique, la vente d'armes) et préparer le terrain pour les pourparlers décisifs. L'équipe économique est composée de deux sous-groupes, renforcés à leur tour par la présence du président de la Banque centrale, qui doit négocier avec ses homologues de la Banque soviétique[576].

À ce point, c'est l'avenir du gouvernement, et donc du projet chilien de la « révolution pacifique », qui est en jeu. Ce n'est pas non plus par hasard que le séjour d'Allende est précédé par un voyage de Luis Corvalán, Secrétaire général du PCCh et principal intermédiaire entre le Chili et l'URSS. Nous avons vu que les communistes chiliens développent pendant les années 1950-1970 d'excellents rapports avec Moscou et, parmi les médiateurs privilégiés, c'est sans doute Corvalán qui a le plus de poids[577]. Plusieurs éléments témoignent de ce statut exceptionnel : il est présent lors des réunions du XX^{e} Congrès du PCUS (1956). Suite au coup d'État de septembre 1973, les services secrets soviétiques décident d'organiser une opération spectaculaire pour le libérer des mains de la police

[576] MARTNER, Gonzalo, *El Gobierno del Presidente Salvador Allende, 1970-1973: una evaluación*, Concepción, LAR, 1988, pp. 221-223.
[577] LEONOV, Nikolaï, "La Inteligencia soviética en América Latina", *op. cit.*, p. 39.

dictatoriale[578]. Les Soviétiques préféraient certainement dialoguer avec un homme comme Corvalán, un instituteur d'origine modeste qui a toujours fait preuve d'une fidélité inébranlable envers l'URSS, qu'avec un médecin « bourgeois » et militant socialiste comme Allende. La présence de Corvalán dans la capitale soviétique avant l'arrivée de la délégation officielle vise à renforcer les affinités et sensibiliser les esprits des hôtes.

Pendant les trois jours de son périple, Allende est accompagné du ministre des Affaires étrangères Clodomiro Almeyda, de celui de la Planification nationale Gonzalo Martner ainsi que du président de la Centrale unique des travailleurs du Chili (CUT) Luis Figueroa, lui aussi un invité récurrent du Kremlin. Ils visitent Moscou et Kiev et multiplient les pourparlers avec des personnalités telles que Léonid Brejnev, Andreï Gromyko et Alexis Kossyguine[579]. Après une allocution de Nikolaï Podgorny, Allende prononce un discours le 6 décembre au Kremlin devant une représentation du Présidium du Soviet Suprême. En soulignant la précarité dans laquelle vit le peuple chilien et le potentiel économique du pays, il est évident que le président cherche à convaincre les dirigeants de l'assister financièrement. Il attaque aussi les « monopoles étrangers » et accuse « l'oligarchie financière, bancaire et agricole » de vouloir entraver les efforts du gouvernement. Une révolution « faite dans le cadre de la démocratie bourgeoise », en accord avec « nos conditions, notre Constitution, nos lois », doit nécessairement faire face à des obstacles difficiles à franchir. À cela, il faut ajouter les dettes internationales, les frais dans le domaine de la défense et les « agressions économiques » des « impérialistes ». C'est à ce moment du discours qu'il manifeste ses espoirs pour l'avenir : « nous ne sommes pas seuls » car « nous comptons avec la solidarité de beaucoup de peuples et de gouvernements » et surtout avec l'appui de « l'Union soviétique, celle que nous appelons 'Notre frère aîné' ». Après avoir évoqué avec intention les paroles du poète communiste et grand défenseur du modèle soviétique Pablo Neruda, qui a qualifié le Chili de « Viêt-Nam silencieux », Allende rend explicite ses attentes :

> « C'est pour cela, chers camarades soviétiques, que votre aide et solidarité ont une spéciale importance pour nous. […]
> Cher camarade Podgorny : vous avez exprimé votre sympathie pour le Chili. Vous avez déclaré le soutien de l'État soviétique ; du peuple soviétique envers notre pays. Nous avons perçu cette sympathie, cette chaleur fraternelle. Solidarité et soutien. La fermeté inébranlable de l'Union soviétique à l'égard de la défense des libertés et de l'indépendance des peuples.

[578] GILBERT, Isidoro, *El oro de Moscú*, *op. cit.*, p. 332.
[579] FERMANDOIS, Joaquín, *Chile y el mundo*, *op. cit.*, pp. 364-365.

> Au nom du Chili, j'exprime avec émotion notre gratitude pour ces paroles. Je sais que dorénavant nous allons bénéficier nous aussi de ce soutien. Parce que nous sommes fidèles aux intérêts nationaux. Parce que nous sommes sur la voie qui ouvre de nouvelles possibilités pour la construction du socialisme dans notre patrie. Pour cela, nous nous appuyons sur vos soins, sur vous, les pionniers de la construction du socialisme »[580].

Cette éloquente déclaration, qui a déclenché une énorme polémique au Chili, a pu faire croire à certains que le système soviétique constituait le modèle indiscutable de l'Unité populaire. Sans vouloir nier l'importance symbolique que représente la « nation de Lénine » pour la plupart des décideurs de La Moneda, nous pensons que la rhétorique d'Allende s'explique surtout par les attentes de sa tournée. Le Chili connaît à cette époque un déficit public croissant et une hyperinflation qui radicalisent les clivages idéologiques internes et font déjà penser à l'éventualité d'un renversement militaire. Un rapport émanant de l'ambassade soviétique à Santiago, daté du 13 septembre 1972 (près de trois mois avant le voyage), évoque la possibilité d'une résolution dramatique de la crise. Lors d'un entretien avec les communistes Luis Corvalán et Volodia Teitelboim, l'ambassadeur Alexander Basov transmet les rumeurs d'un possible coup d'État. Des conspirateurs opèrent au sein des Forces armées et la droite chilienne tente d'inciter les militaires à prendre le pouvoir par les armes. Selon le diplomate, cette situation critique est due notamment aux difficultés économiques : les problèmes de ravitaillement et la hausse des prix[581]. C'est, par conséquent, le destin même du projet politique d'Allende qui dépend de la volonté d'assistance de Moscou. Lors de sa tournée, le chef d'État ne compte donc pas perdre cette occasion unique. Pour lui, c'est un moment décisif qui déterminera son avenir en tant que leader suprême du Chili. Comme l'indiquent pertinemment les spécialistes Joseph Nogee et John Sloan, seule l'URSS aurait pu fournir les subsides nécessaires pour contrebalancer les obstacles financiers et les interventions étatsuniennes[582].

L'allocution d'Allende et surtout le qualificatif de « frère aîné » doivent être lus à la lumière d'un contexte tendu qui laisse peu de place aux perspectives optimistes. Mais d'un point de vue strictement idéologique, la fidélité totale du président à l'égard de Moscou doit

[580] ALLENDE, Salvador, "Palabras del Presidente de la República de Chile, Salvador Allende Gossens, pronunciadas en la cena ofrecida en su honor en el Kremlin", in VERA CASTILLO, Jorge, *La política exterior chilena*, *op. cit.*, pp. 527-530.
[581] "Conversación del embajador A. V. Basov con Luis Corvalán y Volodia Teitelboim", in "Chile en los archivos", *op. cit.*, p. 441.
[582] NOGEE, Joseph et SLOAN, John, "Allende's Chile and the Soviet Union: A Policy Lesson for Latin American Nations Seeking Autonomy", in *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 1, n°3, 1979, p. 350.

cependant être relativisée. N'oublions pas qu'Allende s'est toujours montré extrêmement élogieux vis-à-vis de la Révolution cubaine, même pendant les moments où les divergences URSS-Cuba semblaient insurmontables. Il participe d'ailleurs à la conférence de l'OLAS à La Havane (1967), où l'on a si vivement critiqué la politique du Mouvement communiste international. À son retour, il crée un bureau de l'organisation. Tout au long de la décennie 1960, le militant socialiste soutient les efforts guérilleros de Castro en Amérique latine. Suite à l'échec de Che Guevara en Bolivie, il aide un groupe de survivants à s'installer au Chili et, lors de leur expulsion du pays, il les accompagne pour garantir leur protection. Pour Tanya Harmer, qui a consacré une thèse de doctorat aux relations Cuba-Chili, Salvador Allende s'inspirait davantage de l'exemple cubain, alors que l'orthodoxie soviétique l'avait déçu depuis un certain temps[583]. Même s'il croit sincèrement que la « voie légaliste » doit être privilégiée au Chili, il est aussi séduit par l'élan révolutionnaire des jeunes « barbudos ».

La complexité du panorama politique latino-américain et mondial s'est donc reflétée dans l'identité idéologique de l'Unité populaire. Même si Allende parle de « frère aîné » pour faire allusion à l'URSS, les convictions des dirigeants de La Moneda sont bien plus variées. Le fameux discours évoqué a lieu à Moscou, devant les responsables du Kremlin qui doivent prendre une décision concernant leur assistance à un gouvernement qui traverse un moment d'extrême fragilité. Comme nous avons cherché à le démontrer, l'URSS est certainement une référence importante, incontournable pour les communistes, mais elle n'est pas « l'horizon paradigmatique » de l'ensemble de la gauche chilienne. Avec le temps, les déceptions vont d'ailleurs s'accroître face au manque de détermination des Soviétiques, peu enclins à contracter un engagement trop important envers la « voie d'Allende ».

3.2.2.-L'essor de la coopération et des contacts bilatéraux : continuité ou rupture ?

L'un des objectifs principaux du chapitre II était de mettre en valeur les efforts réalisés de part et d'autre du « rideau de fer » en vue d'accroître les relations, auparavant presque inexistantes, entre le Chili de Frei et Moscou (1964-1970). Les liens dans tous les domaines (économiques, universitaires, artistiques) se sont, de fait, considérablement développés et des

[583] HARMER, Tanya, "Chile y la Guerra Fría interamericana, 1970-1973", in HARMER, Tanya et RIQUELME, Alfredo, *Chile y la Guerra Fría global*, *op. cit.*, pp. 202-203.

accords de coopération furent mis en place. Dans ce cadre prometteur, tous ces indices semblaient indiquer que suite au succès électoral de Salvador Allende, les rapports devaient se multiplier davantage. Nul ne doute que cette ère « d'affinité idéologique » (1970-1973) permettra une consolidation de la collaboration soviéto-chilienne. Mais l'année 1970 ne représente pas le tournant décisif que maintes personnalités du milieu politique chilien auraient voulu découvrir. Les délégués soviétiques qui participent à la cérémonie d'investiture d'Allende perçoivent déjà à la fin novembre 1970 un certain malaise des communistes locaux. Selon les visiteurs, lors d'une réunion avec les plus hautes autorités du PCCh, ces derniers ne cachent pas leur insatisfaction par rapport à « l'absence de propositions concrètes de notre part en ce qui concerne le développement de la collaboration économique et commerciale ». Ils concluent en présentant un panorama optimiste de la situation interne et incitent leurs supérieurs à préparer des plans de soutien scientifique et financier afin « d'appuyer l'action du gouvernement de l'Unité populaire »[584].

En réalité, le cadre à partir duquel l'intensification des relations et de l'assistance est possible avait été établi au cours de l'administration démocrate-chrétienne. Trois conventions économiques sont signées en 1967, un protocole culturel est officialisé au début de l'année 1970 et Moscou décide d'octroyer des premiers crédits au Chili bien avant la victoire de l'UP. Cependant, les possibilités offertes par cette solide plateforme ne sont guère pour l'instant suffisamment exploitées par les parties respectives. L'ambassadeur chilien Óscar Pinochet de la Barra attire l'attention de Santiago sur ce problème. Il informe depuis Moscou en février 1971 que l'étape de négociation préalable est à présent franchie car toute une série d'accords ont été confirmés. Néanmoins, il est encore nécessaire de faire preuve de plus « d'esprit d'initiative et de décision politique pour entamer une activité commerciale […] qui n'est pas facile ni spontanée et qui nécessite l'attention spéciale des autorités ». Désireux de dépasser ce stade de « point mort », le diplomate compte cette fois tirer profit d'une mission commerciale chilienne qui doit bientôt se rendre à Moscou[585].

Un rapport de 1972, rédigé par des spécialistes de l'Institut de l'Amérique latine de l'Académie des sciences de Moscou, confirme les observations de Pinochet de la Barra. Malgré les accords de 1967, les liens économiques ne se sont pas accélérés de façon consistante. Ce manque de détermination s'explique pour les experts de l'URSS par « l'orientation historique » du commerce chilien, trop lié aux « marchés d'un nombre réduit

[584] "Informe de la delegación soviética", in "Chile en los archivos", *op. cit.*, pp. 414-415.
[585] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1971, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 5 février 1971.

de pays occidentaux », ainsi que par « l'attitude prudente (et sceptique) des gouvernements bourgeois ». Mais, même sous la présidence d'Allende, un certain nombre d'obstacles entravent l'amplification des rapports, notamment « les capacités limitées de Moscou à fournir les produits dont le Chili a réellement besoin »[586]. De fait, les Soviétiques seront incapables de satisfaire les aspirations des dirigeants de La Moneda qui s'attendaient à recevoir une aide bien plus importante.

Il convient maintenant de se poser la question de l'impact du triomphe de l'UP pour l'évolution des relations Chili-URSS. L'arrivée au pouvoir d'Allende constitue-t-elle une rupture pour le développement des liens ? Ou faudrait-il parler davantage de continuité entre les deux administrations (celle de Frei et celle du nouveau dirigeant socialiste) ? Nous estimons que pour comprendre l'affermissement indéniable des rapports, il est préférable de privilégier la seconde alternative. Nous avons cherché à démontrer dans le chapitre précédent que le Kremlin a fait un effort sensible pour accroître sa présence dans le Chili d'Eduardo Frei : les visites officielles se multiplient et le travail des représentants diplomatiques donne des résultats visibles dans des domaines divers (le commerce, le milieu universitaire, la danse, les arts appliqués et tant d'autres). L'absence d'une réelle volonté de la part de Moscou de transformer en profondeur la logique des relations est à l'origine, nous semble-t-il, des désillusions des autorités chiliennes.

Les spécialistes de l'Alliance atlantique (OTAN) suivent de près l'évolution du régime de Salvador Allende car « il semble opportun de poursuivre une politique de modération à l'égard du Chili et de ne pas laisser aux pays socialistes le monopole de la coopération »[587]. Lors d'une évaluation des intérêts soviétiques au Chili rédigée peu avant le coup d'État de Pinochet, ils remarquent :

> « La sérieuse dégradation de la situation économique du Chili, les doutes qu'ils éprouvent quant aux chances de succès du Président Allende […] et une certaine hésitation à contracter un autre engagement important en Amérique latine semblent avoir inspiré quelque réserve aux Soviétiques dans la réponse à la demande d'aide du Président Allende »[588].

[586] "Informe sobre la situación chilena elaborado por el Instituto de América Latina de la Academia de Ciencias de la URSS", in "Chile en los archivos", *op. cit.*, p. 437.
[587] Archives OTAN, *C-M (73) 39*, « La situation en Amérique latine : Note du Président du Groupe d'experts », Bruxelles, 10 mai 1973, p. 7.
[588] *Ibidem.*

Il ne faut pas conclure pour autant que les relations réciproques ne se renforcent point au cours de la période 1970-1973. Les échanges se consolident et l'assistance de l'URSS touche désormais des secteurs plus vastes de l'économie chilienne, mais cet engagement se fait dans un cadre déjà établi qui voit ses premières manifestations au fil des années précédentes. En deux mots, nous considérons qu'il est nécessaire d'analyser l'évolution des rapports comme un processus d'intensification dans une continuité.

C'est dans ce contexte que de nouvelles négociations économiques débutent. Les exportations de l'URSS en direction de Santiago atteignent des sommes inédites en 1971 (7,8 millions de roubles) et des accords sont signés en vue d'assurer l'exportation de blé et de tracteurs soviétiques. Pendant le séjour du ministre des Affaires étrangères chilien Clodomiro Almeyda à Moscou en mai 1971, les négociateurs décident d'amplifier la coopération « sous des conditions mutuellement avantageuses ». Les pourparlers portent notamment sur la construction d'une usine industrielle de briques préfabriquées et d'une seconde destinée à la production d'huile et de lubrifiants. En septembre de cette même année, les deux États officialisent un accord visant à développer la pêche industrielle au Chili. Le texte comprend la participation de l'URSS dans la construction de ports, l'envoi de spécialistes et la possibilité de louer des bateaux soviétiques à des conditions favorables. En janvier-février 1972, une délégation soviétique dirigée par le vice-président du Comité d'État pour la planification atterrit à Santiago pour poursuivre les négociations[589]. La volonté solidaire du Kremlin se matérialise également suite au tremblement de terre de juillet 1971, ce qui stimule le don d'une usine pour la construction d'immeubles[590].

L'un des secteurs qui a le plus largement bénéficié de la consolidation des rapports bilatéraux, est le monde syndical. Le président de la CUT Luis Figueroa, qui est aussi, on l'a vu, un intermédiaire privilégié avec l'URSS, s'adresse régulièrement à ses homologues de l'Est pour multiplier ses requêtes. Ainsi, des techniciens soviétiques arrivent au Chili pour offrir une assistance technique. C'est notamment le cas de spécialistes dans le domaine de la radio qui commencent à interagir avec les syndicalistes chiliens à partir de 1972 pour mettre en place des stations de transmission[591]. Simultanément, les Soviétiques proposent des invitations aux membres de la CUT pour suivre des formations en URSS ou simplement pour visiter le pays. Trente bourses sont offertes pour l'année académique 1972-1973. Elles

[589] "Informe sobre la situación chilena elaborado por el Instituto de América Latina de la Academia de Ciencias de la URSS", in "Chile en los archivos", *op. cit.*, pp. 438-439.
[590] LEONOV, Nikolaï, "La Inteligencia soviética en América Latina", *op. cit.*, p. 54.
[591] GARF, Fonds 5451, O.45, D.2431, 7 janvier 1972.

permettent aux étrangers d'étudier dans des établissements tels que la Faculté internationale de l'école supérieure du mouvement syndical[592]. Parmi les représentants des travailleurs, certains, comme Luis Figueroa, bénéficient même de la possibilité de se soigner ou de se reposer dans des sanatoriums soviétiques[593].

Les recherches scientifiques de spécialistes soviétiques sur le territoire sud-américain augmentent aussi de manière patente. Il est toutefois nécessaire de faire remarquer que cet accroissement se matérialise dans le cadre d'un protocole signé en février 1970, c'est-à-dire au cours de la dernière année du mandat de Frei. Le texte prévoit notamment la création conjointe d'un observatoire astronomique, l'élaboration d'un plan tectonique du Chili ainsi qu'une plus large participation de l'Académie des sciences de Moscou dans des projets d'investigation chimique, géologique et physique[594]. Cet accord ambitieux nous montre une fois de plus que l'élargissement des rapports URSS-Chili sous Allende est un phénomène qui s'insère dans la continuité. En juin 1971, un groupe de techniciens soviétiques se rend au nord du Chili pour examiner les méthodes d'extraction des mines de cuivre[595]. Dans l'ensemble de la période de l'Unité populaire, 20 protocoles bilatéraux sont scellés entre les gouvernements. Ils concernent des sphères diverses telles que la culture, l'enseignement, l'activité commerciale, la pêche, les œuvres publiques, etc. et la plupart donnent des résultats concrets avant la chute d'Allende en septembre 1973[596]. On pourrait continuer à énumérer les programmes de coopération entre les institutions. Il suffit pour l'instant de souligner que les interactions se renforcent dans tous les domaines sans pour autant satisfaire les aspirations des leaders chiliens. L'aide soviétique est, certes, importante mais elle ne s'avère pas décisive. Contrairement au cas cubain, la volonté de Moscou ne représente pas un facteur qui détermine l'avenir politique de la « voie chilienne vers le socialisme ».

D'un point de vue diplomatique, l'ambassade de Moscou dans la capitale chilienne tend à souder des liens avec des représentants du milieu politique local. Le chef de la mission soviétique Alexander Basov (et avant lui Nikolaï Alekseïev qui quitte ses fonctions en 1971) ne cesse de s'entretenir avec de nombreuses figures et informe ses supérieurs de l'évolution du Chili. Parmi les principaux intermédiaires, on trouve des personnalités de diverses tendances idéologiques. Des communistes comme Luis Corvalán, Volodia Teitelboim ou

[592] GARF, Fonds 5451, O.45, D.2431, 16 mars 1972.
[593] GARF, Fonds 5451, O.45, D.2372, 24 mars 1971.
[594] *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1970*, Santiago, Editorial Universidad Católica, pp. 251-257.
[595] BLASIER, Cole, *The giant's rival*, *op. cit.*, p. 39.
[596] VERA CASTILLO, Jorge, "Las relaciones bilaterales de Chile con los países socialistas", *op. cit.*, pp. 279-280.

Orlando Millas deviennent évidemment des partenaires fréquemment consultés. Mais A. Basov cherche aussi à obtenir l'avis de militants socialistes (qui ont une vision plus critique de la situation du pays et de la « voie institutionnelle » d'Allende) ou même celui du centriste Parti radical [597]. En outre, la mission diplomatique à Santiago se transforme pour les Soviétiques en un point de contact permettant d'établir des liens avec des interlocuteurs d'autres régions du continent. L'ex-KGB Nikolaï Leonov insiste sur cet aspect. Il se remémore son seul voyage au Chili en 1969 en vue d'observer l'évolution du régime de Velasco Alvarado au Pérou : « j'ai dû aller au Chili car on avait là une ambassade et on pouvait décharger l'information, faire les premiers contacts et les premières évaluations ». À Lima par contre, « nous n'avions pas d'ambassade, ni de bureau […] rien du tout ; j'étais donc incapable de faire parvenir l'information à Moscou »[598]. L'importance stratégique des relations diplomatiques se consolide par la suite. Les services secrets du Kremlin préfèrent nouer des liens avec des représentants nord-américains dans des nations telles que le Chili : « Le contre-espionnage à l'intérieur des États-Unis est rigoureux, solide, mais quand un Américain sort de son pays c'est une personne tout à fait différente ». De fait, maints hommes d'affaires ou journalistes étatsuniens résidaient dans les territoires d'Amérique latine et cette situation fournit une bonne opportunité pour les services de renseignement : « Il était, souligne N. Leonov, beaucoup plus facile de travailler avec eux ici qu'aux États-Unis, surtout quand on avait des amis latino-américains qui nous aidaient à les étudier, […] à découvrir leurs faiblesses »[599].

Dans un tout autre milieu, l'intérêt de la presse soviétique vis-à-vis de l'évolution du gouvernement de l'UP s'accroît ostensiblement. Entre les derniers mois de septembre 1970 et 1973, des articles concernant le Chili ne cessent d'être publiées à Moscou. Bien que dans un premier temps la presse adopte une posture prudente à l'égard du triomphe du président socialiste[600], des correspondants de différents journaux ou revues de l'URSS sollicitent des visas pour s'installer dans le pays. C'est ainsi que Juan Cobo, rédacteur du mensuel *Tiempos Nuevos* (*Temps Nouveaux*) est autorisé à séjourner à Santiago à partir de décembre 1970[601]. Il

[597] Voir les documents présentés dans la revue *Estudios Públicos*, in "Chile en los archivos", *op. cit.*, pp. 391-443.
[598] LEONOV, Nikolaï, "La Inteligencia soviética en América Latina", *op. cit.*, p. 38.
[599] *Ibid.*, p. 40.
[600] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1970, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 7 septembre 1970.
[601] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1970, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 25 novembre 1970.

en va de même pour Gueorgui Tikhonov, journaliste du magazine *Trud*[602]. Dans un rapport sur l'activité internationale de RIA Novosti adressé au Comité central du PCUS, le directeur de l'agence d'information signale que le département de l'Amérique latine agit dans 14 pays du sous-continent. Le bilan de l'année 1970, poursuit le document, s'avère particulièrement favorable dans cette zone de la planète. Parmi les États visés,

> « …la propagande vers le Chili occupe une place spéciale. Le département prépare et envoie à la presse et à la radio chilienne des productions qui promeuvent la réalisation de profondes transformations socio-économiques dans le pays, la consolidation de la direction étatique de l'économie nationale ; de la même manière [le département envoie] des productions qui dévoilent la politique agressive de rapine de l'impérialisme nord-américain en Amérique latine »[603].

Enfin, il convient d'évoquer les contacts militaires ou plutôt l'absence de collaboration dans ce domaine, ce qui constitue une preuve de la prudence de Moscou. L'exemple de la Cuba castriste aurait pu nous faire penser que les Soviétiques tenteraient de faire parvenir des armes au Chili pour la défense éventuelle du gouvernement. Fidel Castro, on l'a vu, croyait que le peuple chilien devait être prêt pour une « bataille décisive » face aux « forces hostiles de l'oligarchie », en d'autres termes, il devait se préparer à une lutte armée. Or, les décideurs du Kremlin refusent de fournir des armes aux partis qui croient en la nécessité de former des « groupes d'autodéfense » (notamment un certain nombre de militants socialistes). Contrairement au régime militaire de Juan Velasco Alvarado au Pérou, qui reçoit des chars, de l'artillerie et des supports antiaériens de l'URSS[604], les Chiliens n'obtiennent que très peu. Des démarches en ce sens ont été tout de même amorcées. Les relations militaires avec Moscou font partie de l'agenda de l'administration Allende. Ce problème est d'ailleurs évoqué par le président lors de sa rencontre avec Léonid Brejnev à la fin 1972 ; il est ensuite rediscuté à Moscou par Carlos Prats, général en chef des armées chiliennes et ministre de la Défense (il fut aussi, entre novembre 1972 et mars 1973, ministre de l'Intérieur). Cependant, nul document n'indique l'existence d'armes soviétiques sur le territoire du pays[605]. D'après N. Leonov, le Kremlin aurait toutefois accepté d'octroyer un crédit à Santiago en 1973 pour l'achat de matériel militaire mais, face à l'éventualité d'un coup d'État presque imminent,

[602] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1970, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 26 novembre 1970.
[603] RGANI, Fonds 5, O.63, D.104, 23 juin 1971.
[604] BRANDS, Hal, *Latin America's Cold War*, *op. cit.*, p. 137.
[605] ULIANOVA, Olga, "La Unidad Popular y el Golpe Militar", *op. cit.*, pp. 108-109.

l'opération fut annulée[606].

Ce cas est intéressant puisqu'il confirme les appréhensions des décideurs de l'URSS à l'égard des possibilités révolutionnaires du projet marxiste de Salvador Allende. Les réticences soviétiques témoignent également des inquiétudes face à une radicalisation de la « voie chilienne ». La puissance de l'Est hésite à fournir des armes, et en général une aide plus substantielle, car elle craint d'être mêlée à un conflit qui n'aboutirait probablement pas à un résultat favorable. L'envoi d'armement ou l'intervention de Moscou dans une guerre civile, qui semble proche en 1973, risquerait de créer des « armées populaires » de résistance et d'éterniser une confrontation dans un point éloigné de la planète. À l'ère de la détente internationale (quand les tensions entre les « deux Allemagnes » s'assouplissent et suite à la visite de Richard Nixon à Moscou en 1972), toute tentative soviétique d'agir de façon décisive dans une zone traditionnellement contrôlée par les États-Unis serait susceptible d'entacher les efforts diplomatiques récents. N'oublions pas non plus que l'URSS entre dans une phase de récession, dont les effets catastrophiques ne tarderont pas à devenir visibles[607].

Pour synthétiser la posture du Kremlin, la conclusion de Jeremi Suri nous semble particulièrement pertinente : la politique de Brejnev cherchait à « conserver la stabilité au prix de changements progressifs »[608]. Mais la prudence des Soviétiques ne s'explique pas exclusivement par les vicissitudes du panorama politique global. D'autres facteurs convergent et finissent par décourager un engagement décisif vis-à-vis de Santiago.

3.2.3.-Des appréhensions malgré les sympathies politiques…

Gonzalo Martner, le ministre de la Planification nationale qui accompagne Salvador Allende à Moscou en décembre 1972, rend compte de l'ampleur des déceptions issues de cette tournée[609]. La Banque centrale de l'URSS ne semblait pas disposée à donner une suite

[606] LEONOV, Nikolaï, "La Inteligencia soviética en América Latina", *op. cit.*, p. 57.
[607] HANSON, Philip, *The Rise and Fall of the Soviet Economy: An Economic History of the USSR from 1945*, London, Pearson Education, 2003, p. 98.
[608] SURI, Jeremi, *Power and Protest*, *op. cit.*, p. 262.
[609] Sergio Bitar, ministre des Mines pendant une courte période du gouvernement Allende, explique les profondes déceptions non pas par le caractère limité de l'aide soviétique (bien plus importante qu'auparavant) mais plutôt par « l'ampleur des expectatives ». Il avoue tout de même que le Chili ne représente pas une véritable priorité pour le Kremlin. D'après S. Bitar, Léonid Brejnev ne cache pas à ses hôtes chiliens que le Viêt-Nam, Cuba et l'Égypte constituent les principaux problèmes internationaux. Au-delà de ces trois premiers,

favorable aux pétitions des Chiliens, à savoir l'octroi d'un crédit de 80 millions de dollars dans le but de rééquilibrer le déficit pour l'année 1973. Allende reçoit avec désappointement cette nouvelle. Selon Martner, une atmosphère de « démoralisation et de tension » régnait pendant un repas au Kremlin : « Toutes les conversations […] ne semblaient pas avoir produit de résultats. La partie soviétique avait offert à la délégation chilienne l'accueil habituel qu'elle offrait à toute délégation en visite (ce qui déplaisait à certains membres de la délégation) ». Suite à son insistance, Allende parvient finalement à arracher aux Soviétiques un crédit de 45 millions de dollars, une somme qui ne satisfait point ses attentes. Le président est épuisé et demande aux hôtes de se reposer dans une datcha où il ne cache pas sa profonde désillusion à ses collaborateurs : « on n'a pas pu résoudre le problème principal », « c'est la fin », conclut-il avec tristesse[610].

Faisant preuve d'objectivité, G. Martner évoque dans son analyse de la période 1970-1973 toute une série d'arguments convaincants qui expliquent en partie la prudence des amphitryons. Il est en premier lieu difficile d'adapter les technologies de la superpuissance à une industrie comme celle du Chili. De surcroît, d'autres difficultés d'ordre économique s'imposent : les négociateurs soviétiques ne souhaitent pas mener des opérations en dollars car ils n'en disposent pas en grandes quantités. Face à la question du remboursement du crédit, les Chiliens proposent de payer leurs dettes à travers des exportations de cuivre mais les interlocuteurs rétorquent : « pourquoi aurions-nous besoin de cuivre alors que nous avons fait de grands investissements dans les mines de cuivre de Sibérie et que nous pouvons satisfaire nos nécessités internes ? »[611]. Nous sommes donc face à deux économies incompatibles. Dans un contexte de difficultés matérielles accrues[612], l'URSS n'est guère disposée à faire des sacrifices importants au nom de la « solidarité idéologique ». La période de l'année n'est pas non plus la mieux adaptée pour entamer des tractations financières : les plans annuels harmonisés en sein du Comecon s'établissent en juin (la tournée s'effectue en décembre) ; il est donc trop tard pour modifier substantiellement les priorités. Au-delà des contraintes économiques, Gonzalo Martner annonce un élément essentiel qui nous amène à analyser un deuxième facteur à l'origine de la circonspection soviétique :

---

quatre ou cinq pays se placent avant le Chili dans la hiérarchie des priorités de l'URSS. BITAR, Sergio, *Chile 1970-1973: Asumir la historia para construir el futuro*, Santiago, Pehuén, 1995, pp. 194-197.

[610] MARTNER, Gonzalo, *El Gobierno del Presidente Salvador Allende, op. cit.*, pp. 224-226.

[611] *Ibid.*, p. 225.

[612] Pour se faire une idée des difficultés économiques que l'Union soviétique commence à ressentir au début de la décennie 1970 et qui aboutissent à une crise majeure dans les années suivantes, voir l'ouvrage clair et synthétique de HANSON, Philip, *The Rise and Fall of the Soviet Economy, op. cit.*

« L'Union soviétique ne voyait pas le gouvernement d'Allende comme un gouvernement socialiste. […] Les Soviétiques considéraient le gouvernement d'Allende comme un gouvernement progressiste, mais qui était destiné à demeurer dans la sphère des pays capitalistes occidentaux. À ce qu'il paraissait, l'URSS n'était pas en condition de donner au Chili le même traitement (couteux) donné à la Cuba socialiste »[613].

On entre ici dans un problème essentiel bien qu'insuffisamment abordé par les historiens. Il s'agit de la question théorique et plus précisément de celle des stades de développement révolutionnaire. Avant d'établir une politique concrète d'aide envers l'Unité populaire, il était indispensable pour les décideurs du Kremlin de définir la nature du régime chilien. De quelle sorte de révolution s'agissait-il ? Pouvait-on tout simplement parler de révolution ? Il fallait insérer l'alternative pacifique d'Allende dans une catégorie d'État (« pays socialiste », « pays d'orientation socialiste », « pays progressiste anti-impérialiste », « pays non capitaliste », « démocratie nationale ») en fonction de laquelle s'érigerait la diplomatie soviétique. La « voie constitutionnelle » de l'UP représente aux yeux des dirigeants un défi pour la théorie du socialisme. Salvador Allende prétend construire une société nouvelle mais les Forces armées et le système de justice se maintiennent dans leur intégralité : « Nous n'avions jamais vu ça. […] Serait-il possible ? », se demande Nikolaï Leonov. Bien que « toutes nos sympathies étaient avec cette expérience […] nous ne croyions pas à son succès parce que ce qui se passait au Chili contredisait tout ce qui était écrit et ce que nous avions appris »[614].

Pour reprendre la vision soviétique sur l'évolution cubaine, même dans l'île, le passage d'une « bourgeoisie démocratique » vers un « État socialiste » ne s'est pas réalisé de manière immédiate. Le caractère de la révolution des « barbudos », on l'a vu, est largement débattu par les responsables de l'URSS qui hésitent, dans un premier temps, à octroyer un appui trop décidé. Si cela est ainsi pour les Cubains, il est d'autant plus pertinent pour la « révolution avec *empanadas* et vin rouge », selon la fameuse formule d'Allende. Pour l'historien Kiva Maidanik, l'un des plus grands spécialistes soviétiques de l'Amérique latine, les possibilités révolutionnaires du continent sont plutôt faibles. Il écrit en 1970 qu'il est improbable que les « forces intermédiaires » latino-américaines puissent bouleverser le système politique sans susciter la réaction hostile du « capital étranger » et de « l'oligarchie ». Victor Volski partage cet avis et prévient du danger des tentatives de « sauter les stades révolutionnaires »[615].

[613] MARTNER, Gonzalo, *El Gobierno del Presidente Salvador Allende, op. cit.*, p. 224.
[614] LEONOV, Nikolaï, "La Inteligencia soviética en América Latina", *op. cit.*, pp. 53-54.
[615] Cité in HOUGH, Jerry, "The Evolving Soviet Debate", *op. cit.*, pp. 129-130.

D'autres articles sont moins sévères mais demeurent tout de même très prudents en ce qui concerne les opportunités d'Allende. Le directeur de la revue *América Latina*, Sergo Mikoyan, fils du fameux dirigeant, publie à la mi-1971 une analyse intéressante sur les transformations sociales du continent. Dans les pages de l'hebdomadaire *Za Rubezhom*, il souligne avec enthousiasme les « nouvelles formes de développement » qui ne contredisent pas les « enseignements du marxisme-léninisme ». Néanmoins, il place le Chili dans la même catégorie que le régime militaire péruvien de Juan Velasco Alvarado (un homme politique réformiste mais nullement un marxiste déclaré comme Allende). Les efforts de l'Unité populaire, insiste S. Mikoyan, constituent « une très sérieuse expérience historique » qui a une « énorme importance pour le destin du continent ». Mais le Soviétique évite soigneusement de qualifier le gouvernement chilien de « socialiste »[616]. De manière générale, le ton des rubriques publiées par les experts latino-américanistes entre 1970 et 1973 confirme le souci de modération des autorités. Pour elles, le Chili n'a certainement pas atteint le stade de développement révolutionnaire de la Cuba castriste ; la politique d'aide, par conséquent, ne peut pas être la même que celle envers La Havane.

Cette tendance est confirmée par le discours de Nikolaï Podgorny lors de la tournée d'Allende en URSS à la fin 1972. L'allocution a dû décevoir fortement les hôtes qui s'attendaient à des manifestations plus concrètes d'engagement. N. Podgorny souligne l'importance de « renforcer les relations d'amitié » mais n'évoque point la possibilité de mettre en place une assistance de grande ampleur. Par ailleurs, il se réfère au Chili en insérant toujours le pays dans l'histoire de l'ensemble du territoire latino-américain. Pour le Soviétique, ce sont les rapports avec toutes les nations du continent qui doivent se développer. En ce sens, Santiago ne représente pas une exception. En décrivant les transformations récentes menées par l'Unité populaire, le membre du Soviet Suprême ne voit qu'un pays qui a entrepris la « construction d'une nouvelle vie », « vers un meilleur avenir pour l'humanité ». Il n'est cependant nullement question de « voie chilienne vers le socialisme »[617].

Outre le caractère imparfait du « marxisme à la chilienne », le pessimisme à l'égard des aspirations de Salvador Allende se fonde également sur une évaluation permanente de la situation du pays. L'ambassadeur en mission à Santiago (A. Basov à partir de 1971) s'entretient fréquemment avec d'importantes figures du milieu politique local et rédige des

[616] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1971, Guillermo del Pedregal au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 10 juin 1971.
[617] "Palabras del Presidente del Presídium del Soviet Supremo de la URSS, Nicolai Podgorni, pronunciadas en la cena ofrecida al Presidente de la República de Chile, compañero Salvador Allende Gossens", in *La gira de Chile: documentos especiales*, Santiago, Quimantú, 1973, pp. 88-91.

rapports qui laissent souvent entrevoir les difficultés croissantes. À la fin 1971, l'équipe diplomatique exprime ses doutes sur la viabilité de la « voie chilienne » en s'appuyant sur une conversation entretenue avec trois militants du Parti socialiste (Adonis Sepúlveda, O. Ulloa et Hernán del Canto). Un document rapporte que d'après les interlocuteurs, l'ambiance politique « n'est pas favorable pour les forces de gauche ». La droite, quant à elle, « s'est consolidée et se manifeste à pleine voix » ; elle est « passée à l'offensive ». Pour finir, le rapport conclut que les transformations s'avèrent « trop lentes » et que l'Unité populaire doit « activer le processus révolutionnaire, enthousiasmer les masses et les guider en avant »[618]. Plus tard, en septembre 1972, il est déjà question d'un possible renversement militaire. Malgré le soi-disant « caractère constitutionnaliste » des Forces armées, souligné par le communiste Luis Corvalán, plusieurs facteurs marquent une « brusque chute du prestige du gouvernement Allende ». Cette fois, tant « l'activité des conspirateurs » de droite que les divisions au sein de la gauche conduisent à un « danger réel de tentatives de coup d'État »[619].

Mis à part l'ambassadeur et ses collaborateurs, les interprétations d'autres organismes contribuent aussi à la propagation d'une image peu encourageante de l'évolution du Chili. Un long rapport de 1972 de l'Institut de l'Amérique latine de Moscou évite expressément d'utiliser le concept de « révolution » pour décrire le projet d'Allende. L'analyse par contre n'hésite pas à mentionner les tensions au sein du « bloc multi-partisan », la polarisation politique de la nation, l'accentuation de la lutte interne et même les efforts de l'extrême droite visant à déclencher une « guerre civile ». Face à tous ces obstacles, un coup d'État n'est pas à exclure[620]. La lecture de ces bilans pessimistes a sans doute conforté l'attitude prudente des autorités soviétiques. Ainsi, il n'était pas souhaitable de mener un programme ambitieux d'aide destiné à un projet probablement voué à l'échec.

Bien que les visions négatives se renforcent avec le temps, elles sont toutefois perceptibles dès la première année de la gauche au pouvoir. Suivant l'historienne Olga Ulianova, qui a interviewé de nombreux décideurs d'URSS, déjà en novembre 1970 (lors de la prise de fonction d'Allende), l'un des délégués soviétiques constate que le projet « ne va pas bien se finir »[621]. Ce n'est donc pas seulement les résultats concrets des politiques menées par le

[618] "Conversación del Embajador A. V. Basov con representantes del Partido Socialista de Chile", in "Chile en los archivos", *op. cit.*, pp. 417-418.
[619] "Conversación del embajador A. V. Basov con Luis Corvalán y Volodia Teitelboim", in *Ibid.*, pp. 441-443.
[620] "Informe sobre la situación chilena elaborado por el Instituto de América Latina de la Academia de Ciencias de la URSS", in *Ibid.*, pp. 424-440.
[621] ULIANOVA, Olga, "La Unidad Popular y el Golpe Militar", *op. cit.*, pp. 89-90.

gouvernement qui incitent à la méfiance mais aussi la nature même du projet démocratique de l'UP.

Les transformations du Chili sous Allende sont, on l'a vu, analysées de près par divers acteurs et institutions qui influent sur les positions officielles. Face à ces perspectives peu prometteuses, d'autres priorités doivent être encouragées au détriment d'une assistance trop coûteuse. Au fur et à mesure que les difficultés commencent sérieusement à entraver les efforts du gouvernement, les associations « d'amitié » moscovites multiplient les actes de soutien envers le Chili. De fait, à défaut d'un engagement plus solide, la « Solidarité » devient un moyen privilégié pour extérioriser les sympathies idéologiques. Cette tendance va d'ailleurs se maintenir avec vigueur à l'ère de la dictature militaire d'Augusto Pinochet (1973-1990). L'ambassadeur chilien Guillermo del Pedregal annonce en avril 1972 la mise en place d'une importante manifestation organisée à la « Maison d'Amitié » de Moscou par le Komsomol, le Conseil central des syndicats et la SSOD. Les milieux de presse soviétiques décrivent en détail ces événements ainsi que les discours des représentants des travailleurs, du compositeur Aram Khatchatourian, de Valentina Terechkova et d'autres personnalités remarquables. D'après le diplomate, le public nombreux s'est montré enthousiaste[622]. Les rassemblements accueillis dans la capitale soviétique deviennent de plus en plus fréquents. En 1972, ils se tiennent pour commémorer l'indépendance nationale du Chili[623] et pour célébrer le deuxième anniversaire de l'accession au pouvoir d'Allende[624]. En mai 1973, la « Maison d'Amitié » est à nouveau le théâtre d'une réunion, destinée cette fois à fêter l'octroi du prix Lénine pour la paix à Salvador Allende[625]. Mais même dans ces cérémonies « moins officielles », présidées en général par des personnalités du monde ouvrier, culturel, sportif, scientifique, la prudence s'impose. Les discours parlent de « combat contre l'impérialisme et les forces réactionnaires », de « lutte des peuples pour l'indépendance », de « conquête de la liberté », mais il n'est jamais question de « socialisme » au Chili[626].

D'autres objectifs sont privilégiés au détriment d'une assistance politique ou économique directe envers La Moneda : les rapports avec le « parti frère » (PCCh) se consolident

[622] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1972, Guillermo del Pedregal au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 21 avril 1972.
[623] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1972, Mario Darrigrandi au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 20 septembre 1972.
[624] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1972, Mario Darrigrandi au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 3 novembre 1972.
[625] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1973, Mario Darrigrandi au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 25 mai 1973.
[626] "Los soviéticos estamos con Chile", in *Enfoque Internacional*, n°71, décembre 1972, pp. 32-34.

visiblement. Les communistes chiliens se rendent davantage en URSS pour suivre des formations ou visiter le pays et reçoivent d'importantes sommes d'argent de leurs homologues du Kremlin. Le maintien et le renforcement de la « communauté idéologique » sont au centre des intérêts des décideurs. Par ailleurs, les relations culturelles entre organismes et personnalités, nous le verrons dans les chapitres suivants, ont tendance à s'intensifier et à prendre un caractère plus politique. Dans les domaines de la science, des arts appliqués, de la littérature ou des échanges universitaires, la collaboration de l'URSS représente une part considérable des efforts entrepris pour resserrer les liens. Elle constitue une priorité de la doctrine de Moscou envers le gouvernement d'Allende. Ainsi, l'essor de la coopération culturelle permet aux Soviétiques de se montrer concernés par l'évolution du Chili sans devoir garantir d'autres engagements plus risqués. Ce sera l'un des objets cruciaux de notre thèse.

Pour finir, nous souhaitons évoquer un dernier point expliquant en partie les circonspections des Soviétiques. Luis Guastavino met en valeur un problème tout à fait pertinent bien que souvent négligé. Il s'agit des faiblesses de la représentation diplomatique chilienne à Moscou[627]. Comme on a pu l'observer dans la partie consacrée aux relations URSS-Chili sous la présidence d'Eduardo Frei, l'ambassade en URSS a joué un rôle fondamental pour la multiplication des contacts réciproques. Máximo Pacheco et Óscar Pinochet de la Barra, les chefs de mission du gouvernement démocrate-chrétien, se sont transformés en interlocuteurs influents entre le Chili et le Kremlin. Paradoxalement, au cours de la période « d'affinité idéologique » (1970-1973), l'Unité populaire est faiblement représentée et les agents diplomatiques semblent moins enthousiastes que pendant les années 1960. Dans un premier temps, Guillermo del Pedregal, un homme sans obédience politique et qui fait l'unanimité au sein de la communauté des partis, occupe le poste d'ambassadeur. Il ne s'agit nullement d'un « compagnon de route » des Soviétiques[628]. La brièveté des informations rapportées, qui contraste avec la profusion des lettres envoyées par ses

[627] Entretien de l'auteur avec Luis Guastavino, Viña del Mar, 4 février 2013. Une nouvelle tendance historiographique visant à accentuer le rôle des fonctionnaires diplomatiques dans la définition de la politique extérieure devient de plus en plus visible en France. Il est en effet nécessaire de se pencher sur les agissements de ces intermédiaires privilégiés pour mieux saisir le processus décisionnel des États. Un certain nombre d'ouvrages s'intéressent à cette question : DULLIN, Sabine, *Des hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Paris, Payot, 2001 ; BADEL, Laurence, *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010 ; REY, Marie-Pierre, « Diplomatie et diplomates soviétiques à l'ère du dégel, 1953-1964 », in *Cahiers du monde russe*, vol. 44, n°2-3, 2003, pp. 309-322.

[628] Guillermo del Pedregal est, d'ailleurs, ministre de l'Intérieur et de l'Économie du gouvernement du général Carlos Ibánez del Campo (1952-1958), qui s'oppose aux élections de 1952 au candidat socialiste Salvador Allende. *Diccionario biográfico de Chile*, Santiago, Empresa Periodística Chile, 1976-1978, p. 855.

prédécesseurs, témoigne de son manque de détermination. Il semble aussi moins actif et peu enclin à faire des efforts personnels pour accroître les possibilités d'échanges, ce qui est probablement dû à l'absence d'une véritable volonté politique et à son état délicat de santé. G. del Pedregal doit, d'ailleurs, retourner au Chili à la mi-1972 pour cause de maladie.

Pour le remplacer, Salvador Allende pense à l'indépendant de gauche Ricardo Lagos (futur président du Chili entre 2000 et 2006) mais le Sénat national, qui devait ratifier son affectation, s'y oppose fermement. Bien que R. Lagos ait été choisi pour son indiscutable parcours académique, ce qui lui confère un statut moins politique, l'opposition ne lâche pas la main. Pour éclaircir cette situation, le membre de la démocratie-chrétienne Francisco Cumplido s'adresse à Ricardo Lagos et lui explique les réserves de son parti : pour eux, Salvador Allende est en train de constituer subtilement une « diplomatie parallèle » à travers les nominations diplomatiques. Dans ce contexte de tensions accrues, où une « guerre » plus ou moins explicite entre l'Unité populaire et les organisations de centre et de droite est déclarée, le gouvernement a de plus en plus de mal à obtenir l'approbation de la majorité parlementaire. Ainsi, la proposition d'Allende pour remplacer Guillermo del Pedregal est systématiquement refusée. Cette manœuvre ne concerne pas uniquement la représentation en URSS. L'opposition réussit à bloquer la désignation d'ambassadeurs dans plusieurs pays, notamment dans les États-Unis, Cuba et la France[629].

Dès septembre 1972, et jusqu'à la chute de Salvador Allende un an plus tard, c'est en conséquence le chargé d'affaires *par intérim* Mario Darrigrandi qui s'occupe des principales activités diplomatiques à Moscou. C'est lui aussi qui prend la parole au nom de Santiago et qui signe les rapports concernant les activités de l'ambassade. Son statut de représentant provisoire le dissuade probablement de mener une activité trop indépendante et d'encourager des contacts sans l'autorisation de responsables supérieurs. Il ne possède certainement pas l'aisance d'un Máximo Pacheco et, logiquement, les actions de l'ambassade tendent à s'estomper[630]. Mario Darrigrandi se plaint également du manque de personnel, ce qui paralyse l'action culturelle chilienne : « si l'on veut activer le développement de l'activité culturelle, il serait souhaitable de considérer à l'avenir la désignation d'un attaché ». À ce stade, l'ambassade ne compte que deux fonctionnaires diplomatiques : Darrigrandi lui-même et le secrétaire et consul Julio Dagnino, « un personnel trop réduit tenant compte de l'ampleur et de

[629] LAGOS, Ricardo, *Mi vida. De la infancia a la lucha contra la dictadura*, Santiago, Penguin Random House, 2013, pp. 244-250.

[630] Mario Darrigrandi ne semble pas non plus partager la vision politique de ses hôtes soviétiques ni celle du gouvernement. Dans ses rapports, il fait précéder sa signature d'un étonnant « que Dieu vous garde », une expression inattendue venant de la part d'un représentant d'un président marxiste !

l'importance du pays »[631]. Le chargé d'affaires est donc en attente d'une résolution. Mais la crise interne du Chili et l'abandon de « l'alternative soviétique » qui fait suite au voyage décevant du président, n'incitent guère à trouver une issue à ce problème. Les événements ne permettront pas l'arrivée à Moscou d'un nouveau chef de mission. L'intervention des militaires putschistes en septembre 1973 signera la fin tragique de l'Unité populaire suscitant la cessation immédiate des relations diplomatiques entre le Chili et la superpuissance de l'Est.

3.2.4.-Le 11 septembre 1973 et la cessation immédiate des relations

Une semaine après le coup d'État orchestré par les hauts dirigeants militaires chiliens, l'ambassade de l'URSS à Santiago reçoit la nouvelle de la suspension des relations diplomatiques. Le 21 septembre, Mario Darrigrandi est reçu par le vice-président du ministère des Affaires étrangères, Vassili Kouznetsov, pour être informé de la décision du Kremlin. Le Soviétique manifeste sa perplexité à l'égard de « l'usurpation du pouvoir » et du renversement d'un « gouvernement légitime ». Ses paroles sont empreintes d'indignation :

> « Le président Allende est tombé suite aux actions violentes des militaires séditieux, le Congrès national a été dissous, les garanties constitutionnelles des droits démocratiques élémentaires des citoyens chiliens ont été supprimées. Les dirigeants du gouvernement de l'Unité populaire ont été arrêtés ; ils ont été soumis à la répression et même à la liquidation physique. La junte militaire a provoqué dans le pays une vague sanglante de terreur contre les forces progressistes, contre l'ensemble du peuple chilien. La terreur contre les patriotes chiliens par l'hystérie anti-communiste a été déclenchée par tous les milieux propagandistes des forces de droite »[632].

Vassili Kouznetsov dénonce ensuite l'état d'esprit anti-URSS qui s'est instauré et accuse les nouvelles autorités d'agir violemment à l'endroit de citoyens soviétiques résidant au Chili. D'après l'homme politique, la vie de l'équipage de l'embarcation *Ecliptica* a été mise en danger, de même que celle d'une délégation artistique qui séjournait à Santiago. En outre, il accuse les militaires d'emprisonner des ouvriers soviétiques qui travaillaient pour fournir une

[631] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1973, Mario Darrigrandi au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 19 juillet 1973.
[632] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1973, Mario Darrigrandi au Cabinet du ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 21 septembre 1973.

« aide amicale au peuple chilien » et de violer les locaux de l'agence de presse RIA Novosti. Dans de telles circonstances, il était impossible d'envisager le maintien de l'ambassade de Moscou[633]. Ainsi, entre le 21 et le 23 septembre, les Soviétiques en mission abandonnent définitivement le pays. Pourtant, dans un premier temps, la décision ne semblait pas si évidente. La Chine de Mao, par exemple, ne rompt pas ses relations diplomatiques avec le Chili de Pinochet. Le Kremlin, d'ailleurs, avait des relations officielles avec les régimes militaires du Brésil et de l'Uruguay. Plus tard, suite au coup d'État mené par Jorge Rafael Videla en Argentine, Moscou n'interrompra pas ses rapports avec Buenos Aires. Si l'on en croit Sergo Mikoyan, certains dirigeants, dont le ministre des Affaires étrangères Andreï Gromyko, s'opposent à la rupture des relations[634]. Malgré les déclarations alarmées de V. Kouznetsov, il semble que la suspension des activités diplomatiques n'ait pas fait dès le début l'unanimité au sein de l'administration soviétique.

Le destin tragique du projet institutionnel d'Allende produit un véritable engouement des intellectuels soviétiques qui se mettent à analyser les causes de l'échec. Le débat qui s'ensuit témoigne des divergences au sein de la communauté d'experts latino-américanistes. Certains spécialistes accusent les secteurs radicaux de l'Unité populaire de contribuer à déstabiliser le gouvernement de l'intérieur en cherchant à imposer la nécessité d'un « virage armé »[635]. D'autres considèrent que la dégringolade de la « voie pacifique » est due à l'incapacité de défendre par les armes les acquis sociaux de la gauche[636]. Cette dernière interprétation se situe dans la ligne de la critique castriste et met en valeur les faiblesses du « processus révolutionnaire » chilien. Dans ce sens, au lieu d'estomper l'intérêt à l'égard de la réalité politique et sociale de l'Amérique latine, la dictature post-Allende incite à une réévaluation de l'histoire latino-américaine, voire de la théorie révolutionnaire vis-à-vis du continent.

Selon Olga Ulianova, une première interprétation officielle est rédigée par l'Institut de marxisme-léninisme du Comité central du PCUS en février 1974. L'auteur du rapport, A. N. Sobolev, un théoricien du communisme international extrêmement influent, conclut que, malgré la mort d'Allende, la « voie constitutionnelle » ne doit pas pour autant être délégitimée. C'est plutôt dans les agissements de l'extrême gauche (trotskistes, maoïstes) qu'il faudrait creuser pour trouver une explication satisfaisante de l'échec[637]. C'est aussi l'avis de la chercheuse Irina Zorina, qui fait un effort considérable afin de reconstruire les

[633] *Ibidem*.
[634] ULIANOVA, Olga, "La Unidad Popular y el Golpe Militar", *op. cit.*, pp. 112-113.
[635] Voir *Ibid*., pp. 116-125.
[636] Voir HOUGH, Jerry, "The Evolving Soviet Debate", *op. cit.*
[637] ULIANOVA, Olga, "La Unidad Popular y el Golpe Militar", *op. cit.*, pp. 116-121.

« mille jours » d'Allende à travers de nombreuses sources journalistiques. Sa posture soutient explicitement « l'action pacifique » du Parti communiste chilien et présente les « extrémistes » comme les authentiques coupables de la chute de l'Unité populaire[638]. Dans une ligne tout à fait différente, on trouve l'opinion du politologue Kiva Maidanik, qui insiste sur les erreurs de l'administration 1970-1973. Pour lui, la phase institutionnelle du processus aurait dû être dépassée pour neutraliser les tentatives de la « réaction ». Les élections parlementaires de mars 1973 qui, contrairement aux attentes de plusieurs, ne constituent pas une victoire retentissante de l'opposition, était le moment précis pour « aller de l'avant »[639].

Les interprétations sont alimentées par la présence à Moscou d'un nombre important d'exilés politiques chiliens et, plus particulièrement, de militants communistes. Déjà en novembre 1973, le PCUS autorise l'installation dans la capitale soviétique du bureau étranger du PCCh, qui sera dirigé par Volodia Teitelboim[640]. Moscou promet de financer les activités de cette représentation politique et décide en même temps de créer un « Comité de solidarité avec les démocrates chiliens »[641]. De fait, l'aide de l'URSS « d'après-coup » s'avère importante. À bien des égards, nous pourrions dire que les Soviétiques se sont montrés plus décidés en appuyant la gauche chilienne à l'ère de la dictature que pendant les trois années de gouvernement de l'UP. Immédiatement après le coup de Pinochet, Radio Moscou commence à diffuser une émission (dirigée par une équipe binationale) intitulée *Escucha Chile*, qui deviendra avec le temps l'une des principales sources d'information de l'opposition à Pinochet. À la fin 1976, des négociations avec les autorités de la junte aboutissent à l'échange de Luis Corvalán (arrêté par les militaires) contre le dissident soviétique Vladimir Boukovski[642]. Le chef du PCCh s'installe à Moscou dès le mois de décembre de cette année. De plus, les formations politiques et militaires destinées aux exilés s'intensifient visiblement[643] ainsi que les campagnes de solidarité envers la cause chilienne. L'évolution du pays est suivie de près par des millions de citoyens soviétiques qui se mobilisent grâce au vaste dispositif soutenu et financé par l'État.

---

[638] *Ibid.*, pp. 124-125.
[639] HOUGH, Jerry, "The Evolving Soviet Debate", *op. cit.*, p. 132.
[640] Les Soviétiques et les militants communistes chiliens décident de faire opérer la direction des Jeunesses du PCCh à Budapest afin d'élargir le champ d'action. C'est Ernesto Ottone qui est chargé de coordonner les agissements de l'organisation de jeunes activistes. À partir de 1978, il présidera la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD), siégeant également en Hongrie. OTTONE, Ernesto, *El viaje rojo*, *op. cit.*, pp. 80 et 102-129.
[641] RGANI, Fonds 4, O.22, D.406, 13 novembre 1973.
[642] ULIANOVA, Olga, "Corvalán for Bukovsky: a real exchange of prisoners during an imaginary war. The Chilean dictatorship, the Soviet Union, and US mediation, 1973-1976", in *Cold War History*, vol. 14, n°3, 2014, pp. 315-336.
[643] RIQUELME, Alfredo, *Rojo atardecer*, *op. cit.*, p. 113.

Mais l'élan solidaire prend aussi des formes différentes. Le cinéaste Roman Karmen, qui s'était rendu à trois reprises à Santiago, s'engage dans la production de documentaires sur les événements du Chili. Le 11 octobre 1973, avec le matériel collecté lors de ses tournées, Karmen présente son œuvre *Chili temps de lutte, temps d'angoisse*. Un an plus tard, il réalisera *Camaradas* et, en 1976, le film biographique *Le cœur de Corvalán*[644]. Ce dernier exemple nous amène à nous interroger sur l'importance de la collaboration de Moscou dans des sphères telles que l'art, la littérature, le cinéma, le sport ou la science. Nous avons vu que les décideurs de l'UP se plaignaient du manque d'engagement financier de l'URSS. Cependant, les contacts avec le Chili au cours de la période 1970-1973 revêtaient aussi un caractère culturel plus difficile à quantifier. L'assistance non monétaire de la puissance de l'Est, encore très marginalement étudiée, mérite d'être mesurée pour saisir l'ampleur de la présence soviétique en Amérique latine. Nous estimons que la culture est devenue un terrain privilégié de la coopération ainsi qu'un domaine qui rendait pleinement possible l'expression des affinités idéologiques. Tant au Chili qu'à Cuba, « le Soviétique » se répand considérablement par l'accroissement des influences culturelles, devenant dans les années 1960-1970 une référence incontournable pour beaucoup d'habitants. Il s'avère désormais nécessaire de se pencher sur ces aspects afin d'évaluer au plus juste l'impact des différentes formes d'interactions soviéto-latino-américaines.

Les relations de l'URSS avec la Cuba castriste et le Chili d'Allende dévoilent remarquablement que, malgré les affinités politiques qui ont pu exister, les connexions entre pays se trouvent conditionnées par bien d'autres facteurs. Les stratégies de Moscou envers l'ensemble du continent suscitent, côté cubain, de fortes réticences. Comme nous avons cherché à le démontrer, alors que l'URSS s'engage dans une doctrine de rapprochement avec l'Occident, La Havane souhaite répandre un modèle insurrectionnel fondé sur la violence armée. Ces désaccords ont entraîné une phase marquée par des tensions croissantes que les autorités cachent de moins en moins. Vers la fin de la décennie 1960, des contraintes diverses, liées à la situation internationale et aux difficultés internes, forcent les Cubains à trouver une forme d'entente avec la seule nation qui peut à ce stade assurer la survie du régime. L'URSS a pu ainsi préserver l'alliance politique avec Castro sans abandonner le discours de la

[644] BARBAT, Victor, « Roman Karmen, un soviétique au Chili : campagne de tournage et solidarité à l'Est autour du film *Le Cœur de Corvalán* », in BARBAT, Victor et ROUDÉ, Catherine (éds.), *De l'Unité populaire à la transition démocratique : représentations, diffusions, mémoires cinématographiques du Chili, 1970-2013*, actes des journées d'étude, Paris, 9-10 octobre 2013.

« coexistence pacifique », particulièrement pertinent dans un territoire conçu comme « l'arrière-cour » de Washington.

C'est notamment ce souci de modération qui dissuade les responsables du PCUS de soutenir des mouvements jugés trop radicaux et qui explique, en dernier lieu, l'attitude prudente à l'endroit du gouvernement d'Allende. Le Chili de l'UP, un pays lointain où de véritables transformations révolutionnaires étaient perçues comme un résultat improbable, n'a pas pu obtenir les avantages que ses dirigeants croyaient pouvoir tirer des nouveaux partenaires. Dans un contexte de crise accablante, l'effet décevant du voyage d'Allende à Moscou constitue un indice éloquent des limites de la volonté soviétique. Face à ces circonspections, le président socialiste prend conscience qu'il devra faire face aux menaces internes sans bénéficier d'un engagement comme celui qui est établi entre l'URSS et Cuba. Santiago et La Havane offrent ici deux exemples qui révèlent que la doctrine internationale de l'URSS ne s'applique guère de manière homogène et que le chemin vers la consolidation des rapports se heurte souvent à des obstacles difficiles à franchir.

2ème PARTIE

Les relations culturelles entre l'Union soviétique et l'Amérique latine : la multiplication des échanges et leurs effets sur les représentations sociales (1959-1973)

Nous avons observé dans la première partie de ce travail que, de manière générale, les relations politiques entretenues par l'Union soviétique avec l'Amérique latine se sont considérablement renforcées tout au long des années 1960. La puissance socialiste, désireuse d'inciter à un rapprochement avec la sphère occidentale, cherche à nouer des liens diplomatiques avec des gouvernements considérés comme « progressistes » et susceptibles d'affaiblir la position idéologique de « l'ennemi capitaliste ». Ainsi, à la fin 1964, le Chili du démocrate-chrétien Eduardo Frei officialise l'échange d'ambassadeurs avec l'URSS. Cependant, l'arrivée au pouvoir des rebelles cubains entraîne aussi un engagement « risqué » de Moscou dans la « zone d'influence » américaine, suscitant des craintes et des hostilités à l'Ouest. Dans les deux cas de figure, la présence soviétique s'élargit de manière presque vertigineuse, débouchant sur la mise en place de nombreux programmes de collaboration politique et culturelle.

Le resserrement des rapports s'accompagne d'une croissance indéniable des relations artistiques et des déplacements d'individus de part et d'autre de l'océan Atlantique. La culture, en un mot, doit permettre aux responsables soviétiques de faire preuve de leur nouvelle volonté internationale. L'envoi de délégations en direction de l'Amérique latine, les invitations pour se rendre à Moscou, l'organisation d'expositions et de conférences, la signature d'accords bilatéraux, entre autres manifestations, constituent des vecteurs primordiaux de cette nouvelle « amitié ». Pour encadrer les échanges et favoriser la diffusion de sa culture, le Kremlin conçoit un dispositif institutionnel ambitieux. Mais il ne faut pas croire pour autant que les acteurs latino-américains jouent un rôle mineur. C'est un amalgame complexe de déterminations individuelles ou collectives et de volontés étatiques qui explique, en dernier lieu, l'établissement d'un vaste appareil pour les interactions culturelles. Un premier chapitre s'interrogera sur le rôle des actions gouvernementales et extra-officielles dans la mise en place d'un réseau institutionnel pour les relations. Un deuxième cherchera à

démontrer que l'une des expressions les plus marquantes de ce rapprochement est le développement sans précédent de contacts entre individus. En effet, des délégués soviétiques atterrissent de plus en plus régulièrement sur le sol du continent d'outre-mer. Dans les années 1960, une véritable ouverture touristique favorise aussi l'envoi, désormais régulier, de Latino-américains au-delà du « rideau de fer ». Nous verrons ensuite que la signature de conventions culturelles et les liens croissants entre institutions sont à l'origine d'une forte augmentation des échanges. Des revues soviétiques, des œuvres cinématographiques, des photographies destinées à être exposées, des livres traduits en espagnol, etc. sont systématiquement envoyés pour renforcer la diplomatie outre-Atlantique de Moscou. Le monde latino-américain, jusqu'alors voilé par l'ignorance et les stéréotypes devient, lui aussi, moins énigmatique grâce aux productions d'artistes locaux.

Les trois chapitres évoqués nous permettront de nous interroger sur la place des relations culturelles dans la conformation d'imaginaires sociaux. Comme nous chercherons à le démontrer, le rapprochement fulgurant entre deux mondes historiquement et géographiquement éloignés suscite un intérêt avéré ne se manifestant pas toujours par une plus grande acceptation du modèle socialiste. Le septième et dernier chapitre de notre thèse s'intéressera à l'impact de l'accroissement des contacts sur les regards de différents secteurs de la communauté. Pour mener une réflexion bien fondée sur cette question complexe, il ne faut jamais perdre de vue que la logique des interactions n'est pas la même au Chili qu'à Cuba. Au sein de deux sociétés qui expérimentent différemment les rapports avec l'URSS, les visions des individus sont conditionnées par la portée et l'importance des relations officielles.

Chapitre IV

Le « dispositif du rapprochement » : un vaste réseau institutionnel pour l'encadrement des relations culturelles

> Ernesto m'a écrit pour que j'aille immédiatement à l'ambassade, un petit coin cubain au cœur de Moscou. Il m'a reçu avec son splendide sourire mulâtre pour ensuite me montrer les bureaux et me présenter quelques concitoyens. On a mangé de la *comida criolla* : du riz, des haricots noirs et du rôti de porc mariné à la bière. J'avais la tête qui tournait. Autour de moi, tout le monde parlait espagnol ; une énorme affiche de Varadero, une plage éblouissante, était accrochée sur le mur ; la nourriture très assaisonnée et la musique à un rythme élevé : tout faisait écho de manière presque douloureuse aux cordes de la mémoire[645].

Dès 1959, quand les « barbudos » atteignent le pouvoir à Cuba, et tout au long de la décennie 1960, le Kremlin met en place une véritable « offensive culturelle » sur le continent latino-américain. Cette détermination s'exprime par l'inauguration d'institutions diverses amenées à faciliter les contacts bilatéraux. Dans une première phase, si ce dispositif vise prioritairement La Havane, « tête de pont » de la « pénétration » soviétique, très vite, il se déploiera sur l'ensemble du territoire. Mais, paradoxalement, l'ampleur des rapports officiels URSS-Cuba décourage les initiatives des habitants locaux, alors qu'au Chili les efforts non-gouvernementaux jouent un rôle essentiel pour comprendre la consolidation de la présence soviétique.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il convient de s'interroger sur le rôle des associations dans le processus de développement des relations entre États. Dans un ouvrage suggestif consacré aux rapports entretenus entre la France et l'Union soviétique, l'historien Thomas Gomart constate que les liens bilatéraux s'organisent autour de trois noyaux qui interagissent : le niveau individuel, l'intermédiaire et le politico-diplomatique[646]. C'est cette dernière catégorie qui a le plus longtemps prévalu et qui a suscité le plus d'intérêt dans les milieux académiques[647]. Dans ce quatrième chapitre, nous analyserons cependant le rôle des organisations faisant partie du « niveau intermédiaire », c'est-à-dire de celui qui réunit « les

[645] VEGA SEROVA, Anna Lidia, *Ánima fatua*, Letras Cubanas, La Habana, 2011, p. 88.
[646] GOMART, Thomas, *Double détente*, *op. cit.*, pp. 13-14.
[647] Pour plus de détails, voir l'excellent article : FRANK, Robert, « Histoire et théories des relations internationales », in FRANK, Robert, *Pour l'histoire des relations internationales*, *op. cit.*, pp. 41-82.

groupes professionnels, les partis politiques, les associations et les entreprises qui alimentent les flux » entre deux pays[648] : il s'agit ici d'un ensemble hétérogène d'institutions et de groupements agissant en vue de favoriser un rapprochement entre l'Amérique latine et le monde soviétique.

Comme l'indique Jean-Pierre Rioux, la vie associative au XX^e^ siècle présente une densité sans précédent. L'extension quantitative du collectif confirme la capacité d'influence élargie des « corps intermédiaires », marquant de façon décisive le processus de « conquête de la société par l'association qui caractérise le XX^e^ siècle »[649]. En cimentant les rapports entre l'individu et l'État, la consolidation de ces « organismes-tampons » a donc permis d'exercer une certaine pression, au nom des objectifs revendiqués, sur l'opinion publique et de structurer le « système politique »[650]. Dans la sphère de la société civile, les instituts locaux dits « d'amitié » avec Moscou constituent des groupes de première importance. Rachel Mazuy montre que pour la France, déjà dans les années 1930, les « Amis de l'URSS » s'érigeait en une véritable « organisation de masse » visant une population très large[651]. Les efforts grandissants des groupes prosoviétiques latino-américains pendant la guerre froide méritent d'être analysés car, nous semble-t-il, ces associations ont réussi à s'imposer comme des centres actifs et visibles au sein de leur société. Quant à l'État soviétique, il conçoit aussi une vaste toile d'institutions pour resserrer les contacts culturels avec les nations étrangères. Comme on le remarquera, le renforcement des actions de ce « niveau intermédiaire » devient un enjeu stratégique prioritaire de l'URSS poststalinienne[652].

[648] GOMART, Thomas, *Double détente*, *op. cit.*, p. 14.
[649] RIOUX, Jean-Pierre, « L'association en politique », in RÉMOND, René (éd.), *Pour une histoire politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, p. 108.
[650] *Ibid*., pp. 91 et 120.
[651] MAZUY, Rachel, « Les 'Amis de l'URSS' et le voyage en Union soviétique : La mise en scène d'une conversion (1933-1939) », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 5, n°18, 1992, p. 108.
[652] GOMART, Thomas, « La diplomatie culturelle française à l'égard de l'URSS : Objectifs, moyens et obstacles (1956-1966) », in SIRINELLI, Jean-François et SOUTOU, Georges-Henri, *Culture et Guerre froide*, *op. cit.*, p. 185.

4.1.-La Révolution cubaine et « l'offensive culturelle » de l'URSS en Amérique latine

Les transformations à Cuba, nous l'avons vu, obligent les décideurs soviétiques à porter un regard intéressé sur le continent. Dans la mesure où les liens politiques avec l'île des Caraïbes se consolident, de nouveaux organismes sont créés à Moscou. Le but est d'évaluer le potentiel révolutionnaire des nations latino-américaines et de propager une image séduisante de l'URSS dans un contexte de divergences accrues entre les différents modèles révolutionnaires du communisme mondial. Pour atteindre ces objectifs, le Kremlin établit une ambitieuse diplomatie culturelle qui ne cesse de se développer grâce à la création d'instituts dits « d'amitié ». La culture, en effet, s'érige en un instrument clé pour exercer une influence, d'abord à Cuba, puis dans l'ensemble de l'Amérique latine. Rien n'empêche l'essor des influences artistiques soviétiques dans l'île castriste. Les mécanismes étatiques parviennent, sans difficulté, à bâtir un « appareil » pour les relations dans ce domaine. Par conséquent, et contrairement au Chili de Frei, les initiatives individuelles ou associatives ne jouent qu'un rôle mineur. Face au poids incontournable de l'État cubain, elles sont naturellement moins poussées à s'investir pour combler les insuffisances éventuelles des rapports entre gouvernements.

4.1.1.-Le tournant de 1959 et l'émergence à Moscou de nouvelles organisations

En 1945, après la participation de l'Armée rouge dans la libération des pays alliés occupés par les nazis, la société havanaise voit apparaître un Institut d'échanges culturels Cuba-URSS. Des personnalités prestigieuses du milieu artistique local intègrent cette organisation qui publie un organe (*Cuba y la URSS*) et agence de nombreuses activités associées à la puissance de l'Est. Son président, le célèbre ethnologue Fernando Ortiz, s'entoure d'une équipe d'écrivains et d'intellectuels de premier rang, dont le romancier Alejo Carpentier, les poètes Ángel Augier et Nicolás Guillén et la critique littéraire Mirta Aguirre. La plupart de ces figures ne militent pas dans le parti d'obédience communiste de l'île (le PSP), ce qui contribue sans doute à attirer l'attention d'un public plus large. Par ailleurs, les rapports diplomatiques entre La Havane et Moscou avaient déjà été établis en 1942, ce qui facilite les interactions culturelles réciproques. Ainsi, vers la fin 1945, une exposition sur l'urbanisme à

Cuba est inaugurée dans la capitale soviétique et, trois ans plus tard, l'Institut d'échanges cubano-soviétiques devient le théâtre d'une manifestation semblable intitulée « la femme en URSS ». Mais l'essor de cette phase de rapprochement s'estompe avec le retour au pouvoir en 1952 du militaire Fulgencio Batista qui décide de rompre les liens politiques avec Moscou et exige la clôture du centre culturel havanais[653].

Il survient donc une période pendant laquelle les références liées au monde soviétique se raréfient. Quelques échanges ont lieu dans le domaine de la danse : lors d'une de ses multiples tournées à l'étranger, la fameuse ballerine Alicia Alonso parvient à se produire en URSS (1957)[654]. En outre, un certain nombre de « Russes blancs » s'établissent, par des circonstances aléatoires, dans différentes villes de Cuba. C'est le cas d'Anna Leontieva (1919-1978) qui s'installe dans la capitale dans la décennie 1940 et crée, en 1955, une école de ballet. Avec l'avènement de la révolution, elle assumera des tâches importantes au sein du Théâtre national. Nous pouvons aussi faire allusion à Mariana de Gonich qui quitte la Russie après le soulèvement des Bolcheviks et organise à Cuba une école privée d'opéra en 1945. Dans les années 1960, elle contribue à former toute une génération de chanteurs[655]. Le Parti socialiste populaire (PSP), qui éprouve de plus en plus de difficultés politiques avec l'administration Batista, arrive néanmoins à entretenir un petit cinéma qui projette des films de réalisateurs soviétiques et entretient des négociations avec un représentant de Mosfilm[656].

Cette situation se modifie substantiellement, on l'a vu, suite au triomphe des insurgés cubains en 1959 et à la consolidation des rapports entre les deux pays. Les décideurs du Kremlin décident alors de mettre en place un appareil sophistiqué destiné à renforcer leur diplomatie sur le continent. Moscou vise, en premier lieu, le nouveau régime révolutionnaire mais agit aussi dans l'ensemble du territoire latino-américain. Il fallait, bien entendu, élargir les contacts avec Cuba et pousser à la « soviétisation » de l'île. Les espérances renouvelées par les événements des Caraïbes entraînent toutefois une politique culturelle spécifique à l'égard des autres nations de l'aire géographique. En septembre 1957, la SSOD[657] remplace définitivement la VOKS qui, depuis 1925, s'occupait des relations artistiques avec l'extérieur[658]. Immédiatement après l'entrée à La Havane de Fidel Castro, la SSOD se ramifie pour permettre la mise en place d'une nouvelle structure consacrée à la promotion des liens

[653] NABEL PÉREZ, Blas, *Las relaciones culturales Cuba-URSS*, *op. cit.*, pp. 32-37.
[654] *Ibid*., p. 37.
[655] MOISÉEV, Alexander et EGÓROVA, Olga, *Los rusos en Cuba. Crónicas históricas: juicios y testimonios*, La Habana, Editora Abril, 2010, pp. 98-100 et 104-106.
[656] Entretien de l'auteur avec Rafael Morante et Teresa Blanco, La Havane, 4 avril 2014.
[657] Union des Sociétés soviétiques d'amitié et d'échanges culturels avec les pays étrangers (SSOD).
[658] DAVID-FOX, Michael, *Showcasing the Great Experiment*, *op. cit.*, p. 323.

avec le sous-continent : il s'agit de l'Association pour l'amitié et la coopération culturelle avec les pays d'Amérique latine. Pour la présider, les autorités pensent à un compositeur dont la renommée est bien connue à l'étranger : Aram Khatchatourian. Ce n'est pas un choix aléatoire. Le musicien d'origine arménienne s'était déjà rendu en Amérique du Sud en 1957 pour parcourir l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil[659] ; sa nouvelle mission devrait, par conséquent, bénéficier des relations tissées au préalable. Par ailleurs, la participation de ce type de personnalités, admirées mondialement pour leur talent artistique (et donc moins directement associées aux aspirations politiques de l'État socialiste), est censée flatter les esprits des habitants. La population latino-américaine pourrait voir la nomination de Khatchatourian comme un signe de bonne volonté ; comme une preuve que l'URSS se sent aussi concernée par les « petits pays » de la planète.

La direction de l'Association se compose de 80 personnes, dont le secrétaire du Présidium du Soviet suprême Mikhaïl Gueorgazde, le professeur Victor Volski et le poète, ami de longue date du Chilien Pablo Neruda, Semion Kirsanov. La branche latino-américaine de la SSOD comprend également des scientifiques, des sportifs, des hommes de lettres, des cinéastes, ainsi que des collectivités d'usines industrielles ou de coopératives agricoles[660]. Avec le temps, les activités organisées vont s'amplifier grâce notamment à l'inauguration de filiales dans différentes républiques (Ukraine, Arménie, Azerbaïdjan et Ouzbékistan)[661]. Les membres de l'Association se préoccupent d'intensifier la présence soviétique en envoyant en Amérique latine d'abondantes productions artistiques : des livres, des revues, des partitions musicales, des photographies, des bandes cinématographiques et d'autres œuvres destinées à être exposées. Ils cherchent simultanément à accroître les visites touristiques de Latino-américains sur le sol de l'URSS. Au cours des dix premières années d'activité (1959-1969), l'organisme dirigé par Khatchatourian accueille, d'après ce dernier, près de 180 délégations. Pour familiariser les habitants soviétiques avec ce continent lointain, toujours mystérieux, ils conçoivent des émissions de radio et agencent des conférences sur la culture et l'histoire de l'Amérique latine. Des jumelages de villes sont encouragés et des soirées commémoratives

[659] "Un gran libro soviético sobre la América Latina: 'La América Latina en el pasado y en el presente'", in *Hoy Domingo*, 13 mars 1960, p. 3.
[660] "Entrevista a Aram Jachaturiam: 'La amistad es nuestra vocación'", in *Enfoque Internacional*, n°26, février 1969, p. 6.
[661] Selon Vladimir Kuzmichev, secrétaire de l'Association pour l'amitié avec l'Amérique latine, l'une des premières manifestations organisées fut une soirée cinématographique pour fêter le premier anniversaire de la Révolution cubaine, ce qui confirme le caractère prioritaire des relations culturelles soviéto-cubaines. VILCHES, Otto, "Amistad entre la URSS y Latinoamérica: una entrevista con Vladimir Kuzmichev", in *Hoy Domingo*, 14 février 1960, p. 5.

dédiées aux fêtes nationales des nations d'outre-mer ont systématiquement lieu à Moscou[662]. Comme on le remarquera plus tard, l'accélération des connexions culturelles dans les années 1960 sera à l'origine de la subdivision de l'association de Khatchatourian en plusieurs unités plus restreintes, consacrées cette fois aux relations avec des pays en particulier (sociétés URSS-Cuba, URSS-Mexique, URSS-Chili et URSS-Uruguay).

Dans une sphère différente de la culture, et bien que l'initiative ne se limite pas aux Latino-américains, l'Université de l'Amitié des peuples Patrice Lumumba[663] contribue grandement à l'élargissement des liens. Inaugurée en novembre 1960, cette institution favorise, à travers un système de bourses extrêmement intéressant, l'insertion d'étudiants du continent dans la vie de l'URSS. Les conditions offertes par Moscou s'avèrent tout à fait séduisantes pour des jeunes souvent issus de milieux défavorisés qui n'auraient probablement pas eu les moyens de faire des études dans leur pays d'origine. Ces allocations comprennent notamment l'octroi d'une subvention mensuelle, l'hébergement dans des résidences universitaires et même un subside pour acquérir des vêtements d'hiver (300 roubles)[664]. L'ancienne étudiante chilienne à Moscou entre 1964 et 1970, Cristina Lártiga, souligne les avantages matériels de ce système éducatif et reconnaît qu'elle ne dépensait pas plus de la moitié de sa bourse. Avec le surplus, elle se permettait de visiter d'autres régions soviétiques et même des pays d'Europe occidentale[665]. Ces conditions enthousiasmantes élèvent le nombre de candidatures. Au-delà des « étudiants camarades », souvent épaulés par un membre du parti communiste local, les appels intéressent de plus en plus de jeunes. Ainsi, en Bolivie, le président d'une société d'amitié régionale (Cochabamba) sollicite en 1965 l'augmentation des allocations (trop peu de places sont à pourvoir à la faculté de médecine alors que les candidats sont au nombre de 390 !)[666].

Pour maints observateurs occidentaux, l'Université Lumumba constitue un vecteur « dangereux » de propagande. Perçue par l'Alliance atlantique comme l'instrument d'une nouvelle stratégie pour « influencer les pays en développement », l'institution était censée – selon les conclusions du Comité de l'information de l'OTAN – permettre la formation de spécialistes du Tiers-monde qui devraient, pour le moins, adopter une orientation idéologique « anti-impérialiste ». Les leaders du Kremlin espéraient voir se propager les principes

[662] *Ibid.*, pp. 6-7.
[663] En réalité, l'Université de l'Amitié des peuples commence à porter le nom du leader congolais Patrice Lumumba à partir de mars 1961, soit deux mois après son assassinat.
[664] GARF, Fonds 9576r, O.10, D.14, 17 septembre 1962.
[665] Entretien de l'auteur avec Cristina Lártiga, Santiago, 1er février 2013.
[666] COUMEL, Laurent et DUPOUY, Cristobal, « L'Université Lumumba à Moscou dans les années 1960 : l'échec d'un pôle de contestation institutionnel » (texte inédit).

marxistes au sein d'une communauté d'étudiants appelés à devenir des personnalités influentes de leur pays[667]. Pour l'ambassadeur chilien Máximo Pacheco, la limite qui sépare la volonté d'endoctrinement d'une « sérieuse et rigoureuse formation professionnelle est, dans le cas de l'Université, vague et imprécise ». La politisation de la vie étudiante, poursuit-il, est facilement perceptible dans le campus et peut être confirmée par le recrutement de plusieurs membres des jeunesses communistes des pays représentés[668].

Mais au-delà des enjeux idéologiques évoqués par les décideurs de l'Ouest, ce projet éducatif aboutit à une réelle interaction culturelle entre jeunes soviétiques et latino-américains. Dans un premier temps, ces derniers sont en minorité face aux Africains et Asiatiques mais, au fur et à mesure que les relations s'affermissent pendant la décennie 1960, ils finissent par constituer l'ensemble continental le plus important de l'établissement : ils sont près de 1 000 en 1970[669]. Comme on le verra plus tard, l'insertion de ces communautés d'étudiants facilite la diffusion en URSS de la culture d'Amérique latine. De plus, à leur retour définitif au pays, les anciens « lumumbistes » contribuent par des initiatives concrètes à rendre plus accessible la réalité qu'ils ont si bien connue.

Pour finir, il faudrait faire allusion à un organisme qui acquiert pendant ces années une énorme importance. Il s'agit de l'Institut latino-américain de l'Académie des sciences de Moscou qui voit le jour en avril 1961 pour répondre à la nécessité de mieux connaître les particularités du sous-continent. Un groupe d'experts se constitue au sein de ce centre d'études afin de multiplier les analyses de l'évolution politique et sociale des nations concernées. Sous la direction de Sergueï Mikhaïlov (1961-1964), futur ambassadeur au Brésil, l'Institut fait ses premiers pas vers la consolidation d'un réseau de latino-américanistes. Les efforts entrepris donnent lieu à des échanges tangibles : dès 1969, Sergo Mikoyan s'occupe de l'édition de la revue *Latinskaïa America*, publiée plus tard en espagnol pour être diffusée parmi les habitants hispanophones[670]. Les spécialistes se rendent également sur le continent afin de poursuivre leurs recherches et participer à des conférences. C'est le cas de Boris Nikiforov, Secrétaire général de l'Institut, qui sollicite un visa au gouvernement chilien pour

[667] Archives OTAN, *AC/52-WP (60) 37/2*, "Committee on Information and Cultural Relations: Soviet Cultural Penetration of Developing Countries", Bruxelles, 31 août 1960, pp. 3-5.
[668] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 9 juillet 1966.
[669] GOURÉ, Leon et ROTHENBERG, Morris, *Soviet Penetration of Latin America*, *op. cit.*, p. 165.
[670] DAVYDOV, Vladimir, "Latinoamericanística en el cruce de caminos. Alcances anteriores y búsquedas actuales", in *REDIAL*, n°6-7, 1995-1996, pp. 20-21.

assister aux formations estivales proposées par deux universités[671]. À cela, il faut ajouter toute une série d'ouvrages qui commencent à être publiés grâce aux enquêtes de cette nouvelle génération d'experts. Ces travaux se focalisent sur des objets divers liés à l'ensemble des pays d'Amérique latine mais privilégient logiquement l'histoire et l'évolution politique de Cuba. Ainsi, on voit apparaître des traductions d'œuvres d'auteurs soviétiques, diffusées grâce au puissant dispositif éditorial de Moscou.

Pour autant, tous ces livres n'ont pas été exclusivement conçus à des fins de propagande. Parmi les contributions, on trouve des analyses minutieuses qui ne manquent pas d'intérêt. En outre, nous l'avons brièvement évoqué dans le chapitre III, l'évolution des sociétés latino-américaines représente un champ d'étude qui offre un espace de discussion bien plus ouvert que dans d'autres domaines. Jerry Hough explique cette situation par l'éloignement géographique du continent ainsi que par le rôle essentiel et l'esprit d'ouverture de Sergo Mikoyan[672]. De véritables débats académiques se déroulent au sein de cette communauté intellectuelle qui doit, par ailleurs, permettre de combler l'ignorance des autorités du Kremlin à l'égard de l'Amérique latine. Comme nous avons pu le constater dans la partie consacrée aux relations entre le Chili et Moscou, l'Institut latino-américain de l'Académie des sciences était chargé de rédiger des rapports sur la situation politique de Santiago en vue d'orienter les décisions du PCUS[673].

C'est ainsi que se met en place un appareil institutionnel qui tend à se ramifier tout au long des années 1960 et 1970. L'insurrection cubaine stimule la création d'organismes destinés à inciter à un rapprochement avec un territoire jusque-là négligé. L'Association pour l'amitié et la coopération culturelle avec les pays d'Amérique latine (1959), l'Université Patrice Lumumba (1960) et l'Institut de l'Amérique latine de Moscou (1961) sont appelés à accroître les relations tout en établissant un « réseau intermédiaire » pour la connaissance d'une zone traditionnellement ignorée. Ce n'est ici qu'un premier jalon. Des structures distinctes seront bientôt inaugurées pour développer les liens avec les nouveaux « États prioritaires » du continent.

[671] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, ambassade de l'URSS au Chili au ministère des Affaires étrangères du Chili, Santiago, 3 janvier 1966.
[672] HOUGH, Jerry, "The Evolving Soviet Debate", *op. cit.*, pp. 124-125.
[673] Voir le document révélateur publié en 1998 et édité par l'historienne Olga Ulianova dans la revue *Estudios Públicos* : "Informe sobre la situación chilena elaborado por el Instituto de América Latina de la Academia de Ciencias de la URSS", in "Chile en los archivos", *op. cit.*, pp. 424-440.

4.1.2.-Les relations culturelles officielles limitent la mise en place d'institutions « d'amitié » cubano-soviétiques

En décembre 1960, à l'occasion de sa première tournée en URSS, Che Guevara signe avec ses homologues soviétiques un accord bilatéral sur le « développement culturel et la collaboration scientifique ». Tout en offrant un cadre officiel pour l'accélération des rapports, ce texte envisage un large éventail de manifestations artistiques : il devait faciliter l'échange de délégations, d'ensembles musicaux, d'expositions ainsi que la mise en place d'un vaste programme de bourses pour les étudiants universitaires. La distribution massive « d'objets symboliques » concernait également des sphères telles que le journalisme, le cinéma, la télévision, le sport, la littérature et la traduction[674]. Grâce à ce protocole ambitieux, premier pas vers l'établissement d'un plan continu et grandissant d'interactions culturelles, les Cubains ont pu découvrir le Ballet Moïsseïev, le Cirque de Moscou, les œuvres traduites de maints écrivains soviétiques. Il s'agit par ailleurs d'une décision intervenue très tôt dans le contexte latino-américain (le Chili, par exemple, ne signera d'accord semblable que dix ans plus tard, en 1970). Cet effort est ensuite accompagné d'autres conventions, scellées tout au long des années 1960, et de l'action d'organismes spécialement créés pour renforcer les échanges soviéto-cubains[675].

Le 11 novembre 1964, l'Association pour l'amitié avec l'Amérique latine ouvre les portes d'une nouvelle section qui devra désormais s'occuper des liens avec La Havane : la Société URSS-Cuba[676], à ce stade la seule filiale consacrée spécifiquement à un pays du continent (deux ans plus tard, en 1966, seront inaugurées les sociétés URSS-Chili et URSS-Mexique)[677]. Cette « exclusivité » cubaine montre à quel point les relations avec l'île sont considérées comme un enjeu prioritaire par Moscou. Ceci sera éloquemment confirmé par la nomination du nouveau président de la Société URSS-Cuba : Youri Gagarine, probablement la célébrité soviétique qui jouit de la plus grande renommée internationale ! Le premier homme à avoir effectué un vol dans l'espace en avril 1961 se met ainsi à la tête d'une organisation composée de près de 250 structures collectives (usines industrielles, centres

[674] Ministerio de Relaciones Exteriores, *Tratados Bilaterales de Cuba*, La Habana, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1963, U. 1, p. 6.
[675] NABEL PÉREZ, Blas, *Las relaciones culturales Cuba-URSS, op. cit.*, p. 43.
[676] *Amistad fraternal e inquebrantable*, Moscú, Agencia de Prensa Novosti, 1973, p. 16.
[677] SIZONENKO, Alexander, *La URSS y Latinoamérica*, *op. cit.*, p. 168.

éducatifs, représentations militaires, etc.)[678]. Ce choix est censé attiser la fierté des habitants locaux qui n'ignorent certainement pas les exploits du cosmonaute. C'est aussi, comme dans le cas précédent d'Aram Khatchatourian, une façon de tirer profit des relations nouées antérieurement.

De fait, Youri Gagarine se rend à Cuba en juillet 1961 suite à un séjour au Brésil[679]. Sa visite d'une semaine frappe durablement les esprits des habitants. Avant son arrivée à La Havane, les hommages et les articles se multiplient dans des organes de presse. La revue *Bohemia*, par exemple, consacre plusieurs pages à exalter la figure du Soviétique. Juan Marinello, fervent défenseur de l'URSS et vieux militant du PSP, écrit que dans chaque Cubain, Gagarine verra « briller la volonté limpide d'imiter sa discipline et son courage »[680]. Le fait que le « héros » arrive peu de jours avant le 26 juillet, fête nationale de Cuba, permet aux journalistes de souligner la solidité de « l'amitié cubano-soviétique » : « Les noms de Youri Gagarine et de Fidel, symboles de l'amitié de deux peuples solidaires unis dans un effort commun pour le bien-être de l'humanité, se confondent et s'entrelacent dans la ferveur nationale »[681]. Pendant ce voyage, qualifié « d'événement international le plus important du siècle pour l'île »[682], l'hôte peut saluer la foule rassemblée dans les rues de la capitale en compagnie de Fidel Castro. Mais les activités sont loin de s'arrêter là. Il serre la main des plus grandes personnalités politiques et culturelles (Raúl Castro, Osvaldo Dorticós, Nicolás Guillén, Raúl Roa, et tant d'autres), prononce une conférence de presse et prend part à l'immense rassemblement du mercredi 26 juillet dans la mythique *Plaza de la Revolución*. Lors de sa brève intervention, et après avoir reçu des mains du « Líder Máximo » la toute première Ordre Playa Girón, il annonce : « Je suis sûr que dans l'avenir des cosmonautes cubains, des fils héroïques de cette terre, voleront dans l'espace »[683].

Son décès accidentel en mars 1968 interrompt violemment sa mission culturelle mais les autorités se préoccupent de le remplacer par une autre figure majeure de la « conquête du

[678] "Dos palabras, un solo significado: Amistad дружба", in *Cuba Internacional*, n°1, juillet 1969, p. 31.
[679] ANC, *Fondo Ministerio de Relaciones Exteriores*, dossier n°8, numéro d'ordre 135, "Ceremonial especial para el recibimiento oficial del comandante Yuri Gagarin, primer cosmonauta soviético, el día 24 de Julio a las 2 de la tarde en el aeropuerto internacional José Martí", p. 198.
[680] MARINELLO, Juan, "Yuri Gagarin: fiel expresión de su patria y del socialismo", in *Bohemia*, n°30, 23 juillet 1961, p. 74.
[681] "Nunca La Habana lució más bella", in *Bohemia*, n°31, 30 juillet 1961, p. 52.
[682] "Gagarin: Mensajero de Paz y Amistad", in *Ibid*, p. 56.
[683] "Palabras de Yuri Gagarin", in *Ibid.*, p. 82. Le pronostique de Youri Gagarine a pu finalement se concrétiser en septembre 1980, quand le colonel Arnaldo Tamayo Méndez accompagne le Soviétique Youri Romanenko dans une mission spatiale de sept jours à bord de Soyouz 38. Pour davantage d'informations sur la genèse de ce projet, voir les mémoires de TAMAYO MÉNDEZ, Arnaldo, *Un cubano en el cosmos*, La Habana, Verde Olivo, 2013.

cosmos » : la présidence de la Société URSS-Cuba est confiée à Vladimir Chatalov, un scientifique qui entreprend, lui aussi, une sortie orbitale. La nouvelle direction qui se constitue à Moscou en novembre 1969 est intégrée par des responsables d'agences de presse (RIA Novosti, TASS) ainsi que par des membres du Comité central du PCUS[684]. Parmi les éminentes personnalités élues, le cinéaste Roman Karmen est sans doute l'une des plus connues par la société cubaine. Ce dernier a d'ailleurs filmé à plusieurs reprises le territoire caribéen et tourné notamment un documentaire intitulé *L'Île en flammes* (1961)[685]. Son affectation au sein de la Société URSS-Cuba témoigne de la volonté d'exploiter les contacts préalables pour assurer le succès des programmes culturels. Par leurs relations privilégiées, ces médiateurs clés sont en mesure de mieux saisir les opportunités d'échanges et de séduire davantage un public avec lequel ils entretiennent un rapport durable[686].

Pour les Cubains, la première moitié des années 1960 n'est pas seulement une phase de découverte de la vie et de la réalité de la superpuissance soviétique. Les connexions avec les « républiques démocratiques » de l'Est, elles aussi, se resserrent visiblement. Le nombre de visiteurs en provenance de Bulgarie, Roumanie, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie ne cesse de s'accroître grâce à la mise en place d'un dispositif pour les interactions. Il est d'ailleurs étonnant de constater que, quelques mois avant l'apparition de la Société URSS-Cuba, une association tchécoslovaco-cubaine est d'abord créée à Prague. Le 6 septembre 1963, à quelques pas de la fameuse place Venceslas, en plein cœur de la capitale, émerge la « première maison de la culture cubaine qui s'ouvre dans un pays socialiste ». L'établissement présente sept vitrines qui donnent directement sur la rue et qui exposent aux passants des objets représentatifs du folklore et du mode de vie de l'île. Au moment de son inauguration, qui bénéficie de la présence du ministre tchécoslovaque de l'Enseignement, les spectateurs peuvent déjà apprécier une exposition d'art. De surcroît, le bâtiment qui abrite la société bilatérale subit des interventions structurelles effectuées par l'architecte cubain Tomás Oliva et par son compatriote, le peintre avant-gardiste Salvador Corratgé[687].

Il peut paraître surprenant que la première société « d'amitié » réciproque avec une nation de l'Est ne soit pas celle de l'URSS. Mais si l'on tient compte de l'intensification

[684] "Elegido el cosmonauta Vladimir Shatalov, presidente de la Sociedad de Amistad Soviético-Cubana", in *Granma*, 22 novembre 1969, p. 1.
[685] KARMEN, Roman, *¡No pasarán!*, Moscú, Progreso, 1976, pp. 364-390.
[686] Parmi les institutions qui s'érigent pour souder l'alliance avec Cuba, nous pouvons également mentionner le Club des amis de La Havane, une organisation moscovite qui rassemble vers la fin de la décennie 1960 un groupe de Soviétiques intéressés par la vie de l'île des Caraïbes. "La escuela José Martí", in *Novedades de Moscú*, n°49, 1968, p. 15.
[687] "La Casa de la Cultura Cubana en Praga", in *Pueblo y Cultura*, n°16, octobre 1963, pp. 8-9.

exponentielle des liens culturels avec Moscou, on comprendra que l'édification d'un dispositif institutionnel n'était pas une nécessité urgente. La machine des relations s'était déjà mise en route avant 1964. Quelques associations jouent bel et bien un rôle d'une importance croissante. Nous y reviendrons. Cependant, dans cette logique d'entente officielle matérialisée par la signature d'accords divers, elles ne sont guère indispensables. Par ailleurs, côté cubain, les « pays satellites » attirent souvent davantage l'attention de la population, alors que la « surabondance » de manifestations soviétiques, nous le verrons dans le chapitre VII, limite leur caractère exceptionnel. De fait, dès 1960, les conventions avec le Kremlin offrent un cadre favorable pour l'arrivée incessante de représentants de l'URSS. L'ouverture de « maisons d'amitié » n'est donc pas une condition impérative pour la consolidation du rapprochement. Si l'on établit une comparaison avec le Chili – où les instituts bilatéraux surgissent dans de nombreuses villes avant la signature d'un protocole officiel –, les traités gouvernementaux à La Havane assurent une relation continue et contractualisée. Entre 1960 et 1968, les deux pays souscrivent notamment des accords destinés à la formation de techniciens (1960), à faciliter les liaisons aériennes (1962), à favoriser les interactions entre universités (1964), ainsi qu'un programme entre les académies des sciences de chaque partie contractante[688].

Bien que les incitations officielles restreignent, voire découragent, les volontés particulières ou associatives, il nous semble pertinent de mentionner quelques initiatives de cette nature. Parmi les sphères privilégiées par les plans culturels, les universités s'imposent comme un terrain tout à fait profitable pour les échanges. Dès les premières années révolutionnaires, le gouvernement castriste envoie des étudiants en URSS pour servir, à leur retour, d'interprètes. En novembre 1960, un texte officiel rédigé à Moscou prévoit la formation de 300 boursiers dans l'enseignement supérieur ainsi que l'encadrement de 100 chercheurs scientifiques et de 400 ouvriers spécialisés[689]. Juan Luis Hernández Milián fait partie d'un groupe de jeunes cubains qui débarquent en URSS en 1961 afin d'intégrer l'Institut Pouchkine de Moscou. L'objectif est de former des traducteurs pour faciliter la tâche des spécialistes soviétiques qui s'installent dans l'île dans le cadre de programmes de coopération[690]. Ce plan n'est qu'un premier pas vers un déplacement massif d'étudiants qui atteindra des chiffres spectaculaires : on estime que 15 000 Cubains ont réalisé des études

[688] *Amistad fraternal e inquebrantable*, *op. cit.*, pp. 14-16.
[689] ANC, *Fondo Ministerio de Relaciones Exteriores*, dossier n°6, numéro d'ordre 83, Direction de chancellerie, "Memorándum", p. 129.
[690] Entretien de l'auteur avec Juan Luis Hernández Milián, Matanzas, 8 mars 2014.

supérieures en URSS pendant la guerre froide[691]. Ce n'est donc pas par hasard que les universités de l'Est se transforment en organismes clés pour l'essor des relations.

En effet, les accords entre centres d'enseignement concernent des institutions localisées dans différents points de l'URSS[692], où de véritables « colonies » d'étudiants favorisent la dissémination de la culture caribéenne dans la société d'accueil. Des organisations de Cubains, fortement engagés dans la vie en collectivité, se consacrent à la propagation de leur identité. Elles se développent bien sûr à Moscou et à Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg), mais aussi dans des villes telles que Krasnodar, Tachkent et Kiev. Au sein de l'Université de l'Amitié des peuples Patrice Lumumba, une association de Cubains est conçue pour mener à bien des activités et créer des cercles de discussions. En 1963, son président Serbelio Rodríguez envisage même de constituer une grande confédération d'étudiants cubains dans les pays socialistes[693].

De manière générale, les « unions d'artistes » des deux pays deviennent aussi des intermédiaires actifs qui agissent en vue de mettre sur pied des programmes de coopération culturelle. Elles obéissent, tant à La Havane qu'à Moscou, à un système ayant des traits communs : ce sont des organismes centralisés, unitaires et fortement contrôlés par les pouvoirs étatiques. Leurs structures, hautement hiérarchisées, répondent en dernier lieu aux intérêts du Parti qui se trouve en tête de la pyramide[694]. Les « unions » doivent en théorie agir au nom du gouvernement pour renforcer la planification effectuée par les sphères dirigeantes. Néanmoins, à La Havane, les responsables des organismes culturels officiels jouissent dans un premier temps d'une certaine forme d'autonomie. L'Institut cubain de l'art et de l'industrie cinématographique (ICAIC), chargé de programmer et de contrôler les créations du « septième art », surgit peu après l'arrivée au pouvoir des « barbudos ». Fidel Castro confie la présidence à un homme de confiance, son ami proche Alfredo Guevara[695], qui devait

[691] MOISÉEV, Alexander et EGÓROVA, Olga, *Los rusos en Cuba*, *op. cit.*, p. 119.
[692] En 1967, par exemple, l'Université de Kiev profite de la tournée du recteur de l'Université de Las Villas (province de Villa Clara) pour mettre en vigueur un accord qui comprend des visites réciproques de professeurs, la transmission de textes et d'ouvrages spécialisés et, bien sûr, un système de bourses destinées à des jeunes étudiants. RAMOS, Sidroc, "Lo visto, lo sentido, lo pensado: diario de un viaje en tres países", in *Islas*, vol. 9, n°1, 1967, p. 23.
[693] ALPÍZAR, Sergio, "Estudiantes Cubanos en la URSS", in *Cuba*, n°9, 1963, pp. 72-78.
[694] Pour une analyse de la genèse et de l'évolution de l'Union des écrivains de l'URSS, voir DRAGOMIR, Lucia, « L'Union des écrivains : Un modèle institutionnel et ses limites », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°109, 2011, pp. 59-70.
[695] Alfredo Guevara rencontre Fidel Castro dans les années 1940, quand ils militent dans les mouvements politiques universitaires. En mars 1948, ils partent ensemble en Colombie pour assister à un congrès latino-américain de la jeunesse anti-impérialiste. Le pays sud-américain vit une situation difficile qui débouche, peu avant les élections présidentielles, sur l'assassinat du candidat de gauche Jorge Eliécer Gaitán que Guevara et Castro avaient rencontré le jour même de son décès. C'est le chaos dans la capitale colombienne (l'épisode est

transformer le cinéma en moyen efficace pour ériger un « homme nouveau »[696]. Pour satisfaire ces objectifs, l'aide des pays socialistes devient un facteur crucial. La puissance de l'Est accorde à l'île du matériel cinématographique et accueille régulièrement des représentants de l'ICAIC qui souhaitent se perfectionner dans les écoles moscovites. En 1961, l'Institut du cinéma de Moscou reçoit un groupe de réalisateurs s'installant dans la capitale pour suivre des formations de deux ans[697]. Parmi ces jeunes boursiers membres de l'ICAIC – Rafael Morante, Luis Felipe Bernaza, Idelfonso Ramos – plusieurs d'entre eux deviendront des figures majeures de la scène artistique cubaine[698].

La constitution de l'ICAIC facilite également la présence de cinéastes soviétiques sur l'île. Les accords culturels comprennent notamment l'échange de délégations cinématographiques. C'est ainsi que chaque année une mission artistique de l'URSS, composée d'éminents créateurs (tels que Mikhaïl Kalatozov, Gregori Tchoukhraï, Serge Bondartchouk, Roman Karmen, Larisa Shepitko, Andreï Kontchalovski), atterrit à Cuba pour présenter les « Semaines du cinéma soviétique » ou s'entretenir avec les collègues de l'ICAIC (voir chapitre VI). De plus, La Havane compte un bureau et un représentant permanent de Sovexportfilm qui s'occupe de distribuer des revues spécialisées et des appareils technologiques. C'est lui aussi qui est censé, en accord avec ses interlocuteurs latino-américains, sélectionner les productions destinées à être projetées sur les écrans[699]. En 1961, suite à un accord entre l'ICAIC et les studios Mosfilm, les deux parties ébauchent un projet conjoint de grande ampleur : il s'agit de l'exécution d'une coproduction inspirée des événements révolutionnaires récents. La réalisation du film est confiée à Mikhaïl Kalatozov, mondialement célèbre pour son film *Quand passent les cigognes* (Palme d'Or à Cannes en 1958). Accompagné de son directeur de la photographie Sergueï Ouroussevski, du poète Evgueny Evtouchenko (qui doit s'occuper du scénario) et d'une vingtaine de techniciens, Kalatozov entame le tournage de *Soy Cuba*. L'œuvre sort finalement dans les salles en juillet 1964.

À bien des égards, l'ICAIC mérite d'être considéré comme un médiateur important permettant le développement de liens avec le monde socialiste. Cependant, pour Alfredo Guevara, les contacts avec l'URSS ne constituent guère un enjeu prioritaire. Bien que les

connu comme le « Bogotazo »). Les deux amis prennent une part active aux imposantes manifestations populaires, ce qui renforce leurs convictions idéologiques de gauche. MANET, Eduardo, *Mes années Cuba*, Paris, Bernard Grasset, 2004, pp. 98-99.

[696] PUÑALES-ALPÍZAR, Damaris, *Escrito en cirílico*, *op. cit.*, pp. 39-40.

[697] Entretien de l'auteur avec Rafael Morante et Teresa Blanco, La Havane, 4 avril 2014.

[698] Entretien de l'auteur avec Enrique Pineda Barnet, La Havane, 15 avril 2014.

[699] Entretien de l'auteur avec Zoia Barach, La Havane, 27 mars 2014.

relations avec l'Est dans le domaine du cinéma aient tendance à s'affermir, conséquence naturelle des convergences idéologiques, A. Guevara compte profiter des espaces de liberté offerts par les premières années du régime pour mener une politique indépendante. Il est très clair à ce propos. Son intérêt principal est de concevoir un « vrai » cinéma national, connecté à la vie des peuples latino-américains. Il n'hésite d'ailleurs pas à critiquer durement « les productions provenant des pays socialistes » qui se perdent souvent dans une « rhétorique artistique, un néo-conservatisme ou un quasi-total manque de rythme »[700]. Pour sa part, Saúl Yelín, responsable des relations internationales de l'ICAIC, cherche surtout à tisser des réseaux de contacts avec des réalisateurs européens d'avant-garde[701].

Nous retrouvons une situation analogue au sein de l'Union des écrivains et des artistes de Cuba (UNEAC), un organisme inauguré en août 1961 pour lier les créations artistiques aux « grands devoirs de la Révolution sociale cubaine »[702]. Sans aucun doute, cette association incite à la présence grandissante d'hommes de lettres soviétiques. C'est grâce à une invitation de l'UNEAC que Boris Polevoï donne des conférences à La Havane en avril 1962[703]. Les responsables envoient aussi des représentants à Moscou : désignée par ces derniers, la romancière et journaliste Renée Méndez Capote, escortée par son collègue Roberto Brandy, se réjouit des journées « délicieuses » vécues en URSS en 1965[704]. Mais, comme dans le cas précédent de l'ICAIC, l'encouragement des rapports artistiques avec l'Union soviétique ne s'avère pas un but primordial. Les revues éditées par l'institution (*Unión* et *La Gaceta de Cuba*) témoignent de l'ampleur des sujets abordés ainsi que de la diversité des intérêts intellectuels de ses membres. En 1964, par exemple, *Unión* consacre un numéro spécial au mouvement surréaliste[705], une tendance avant-gardiste pourtant constamment vilipendée par les autorités du Kremlin[706].

Parmi les organisations qui viennent bâtir le nouveau « front culturel » cubain, *Casa de las Américas*, créée quelques mois seulement après la victoire insurrectionnelle, en juillet 1959, se propose de rompre avec l'isolement de l'île. Dans un contexte d'hostilité accrue de la part de Washington, il fallait susciter la solidarité des intellectuels étrangers. Pour répondre à cette

[700] "Reconocer en el cine la imagen", in GUEVARA, Alfredo, *Tiempo de fundación*, Madrid, Iberautor, 2003, p. 181.
[701] POGOLOTTI, Graziella, *Dinosauria soy: memorias*, La Habana, Unión, 2011, p. 281.
[702] KUMARASWAMI, Par, "Cultural Policy, Literature and Readership in Revolutionary Cuba: The View from the 21st Century", in *Bulletin of Latin American Research*, vol. 26, n°1, 2007, pp. 70-71.
[703] "Visita de Boris Polevoï", in *La Gaceta de Cuba*, n°1, 15 avril 1962, p. 16.
[704] MÉNDEZ CAPOTE, Reneé, *Crónicas de viaje*, La Habana, Ediciones Unión, 1966, p. 53.
[705] *Unión*, n°3, 1964.
[706] CAUTE, David, *The Dancer Defects*, *op. cit.*, p. 541.

nécessité, l'émergence de *Casa* devait servir à établir des relations étroites avec, en priorité, des artistes latino-américains. Sa directrice Haydée Santamaría prononce un discours éloquent dans lequel elle rend compte de ses préoccupations initiales : « comment nous pouvons faire en sorte que les meilleurs écrivains, artistes, peintres, tous les hommes de lettres et d'art de Notre Amérique se rapprochent »[707]. Par le biais d'activités diverses (festivals de théâtre, expositions, rencontres d'écrivains) et de son prestigieux concours littéraire, *Casa de las Américas* appelle les créateurs du continent à mieux se coordonner pour se défendre mutuellement face aux attaques de « l'impérialisme ». Il n'est donc point question de déployer des efforts pour stimuler l'engagement des artistes de l'Est. D'ailleurs, parmi les textes publiés par des intellectuels non latino-américains dans la revue *Casa de las Américas*, comme ceux d'Alain Robbe-Grillet, Italo Calvino et Jean-Paul Sartre, les Soviétiques ne sont guère représentés pendant les premières années de la décennie 1960.

Nous avons pu apprécier que pendant les premières années de la révolution, un vigoureux appareil culturel s'instaure dans l'île pour développer l'activité créatrice interne et nouer des liens avec les nations étrangères. Mais les connexions avec Moscou ne s'imposent pas comme un objectif essentiel. Les conventions officielles, signées dès 1960 quand Ernesto Che Guevara se rend en URSS, suffisent pour assurer la continuité des relations culturelles. Contrairement à des pays comme le Chili, où des organismes surgissent pour compléter les actions des sphères dirigeantes, la création d'associations indépendantes n'est pas indispensable à Cuba. Dans un contexte où les gouvernements garantissent la régularité des échanges, les incitations émanant « d'en bas », entravées par la bureaucratie étatique, s'avèrent moins nécessaires et fluides. Le retard significatif de l'Association d'amitié cubano-soviétique, établie seulement en avril 1969, constitue un signe probant de la logique particulière des rapports entre Moscou et La Havane.

4.1.3.-L'émergence tardive de l'Association cubano-soviétique de culture : un signe de désintérêt ?

Alors qu'au début des années 1970 le Chili compte 21 instituts chileno-soviétiques de culture – de loin le chiffre le plus élevé du continent –, Cuba ne possède pas d'organisme

[707] Cité in ROCHDI, Nour-Eddine, « La revue *Casa* : culture et révolution », *op. cit.*, p. 93.

analogue avant avril 1969. Nous noterons par la suite que la genèse et l'essor de ces centres bilatéraux s'expliquent par l'action de volontés plus ou moins indépendantes qui souhaitent stimuler un rapprochement culturel avec la puissance socialiste. Ces motivations, on l'a déjà remarqué, ne sont pas absentes à Cuba mais elles se trouvent limitées par l'encadrement étatique des relations. Cette situation ainsi que les tensions accrues avec Moscou (évoquées dans le chapitre III) nous permettent de comprendre l'apparition tardive de l'Association d'amitié Cuba-URSS, une forme de contrepartie havanaise de la Société URSS-Cuba siégeant à Moscou depuis 1964.

Dans un nouveau climat d'entente entre les autorités des deux nations, faisant suite à une longue phase de dissension idéologique, le régime castriste choisit une date hautement symbolique pour ouvrir les portes de l'Association et transmettre la décision avec éclat : le 99e anniversaire de la naissance du principal « héros » bolchevik, Lénine. La cérémonie, revêtue d'une solennité toute particulière, est conçue pour assurer un maximum de visibilité publique et pour faire preuve des bonnes dispositions des dirigeants vis-à-vis du Kremlin. Elle constitue en ce sens une manifestation tangible du processus de « normalisation ». Fidel Castro est présent à l'inauguration qui se déroule dans la salle « Camilo Cienfuegos » de l'Académie des sciences de La Havane. Il est accompagné de son frère Raúl, d'autres membres importants du Parti communiste cubain ainsi que d'émissaires soviétiques spécialement mandatés par Moscou pour prendre part aux commémorations. Pour ne laisser aucun doute sur son nouvel état d'esprit et justifier en même temps l'apparition tardive de cette société, le « Líder Máximo » effectue un discours soulignant que « l'amitié » URSS-Cuba « existait bien avant la fondation de l'Association et qu'elle se trouve ancrée dans le cœur du peuple ». En définitive, sa genèse n'est que « la mise en place d'une base officielle aux relations fraternelles entre les deux peuples »[708].

Les discours élogieux insistant sur la solidarité soviétique et sur l'attachement inébranlable des Cubains envers l'URSS se prolongent tout au long de la journée. Lors d'une réception officielle qui a lieu plus tard, Fidel Castro converse cordialement avec ses invités. Il accentue à nouveau devant Lidia Egorova, vice-présidente de la Société URSS-Cuba, et Sergueï Minaïev, « Héros du travail socialiste », l'importance décisive de la solidarité de l'URSS « aussi bien pour les plans de développement que pour la défense de notre Patrie »[709]. La personne élue pour présider l'institution est l'anthropologue, ancien étudiant de l'Université

[708] *Amistad fraternal e inquebrantable*, *op. cit.*, p. 65.
[709] "Dos palabras, un solo significado: Amistad дружба", in *Cuba Internacional*, n°1, juillet 1969, pp. 30-31.

Lomonossov, Antonio Nuñez Jiménez. C'est une personnalité de prestige à Cuba, largement légitimée pour sa participation au mouvement révolutionnaire et pour son rôle fondateur au sein de l'Académie des sciences de La Havane. Son choix confirme l'importance raffermie que l'URSS revêt désormais aux yeux du gouvernement castriste. Afin de manifester son enthousiasme, Nuñez Jiménez prononce une longue allocution dans laquelle il expose ses objectifs (« renforcer les liens de solidarité avec différents organismes et institutions sociales, politiques, syndicales, scientifiques et culturelles de l'Union soviétique ») et rend hommage aux constructeurs de l'État communiste. Sans oublier de dire un mot en l'honneur du « premier cosmonaute du monde » Youri Gagarine, décédé un an plus tôt, il s'efforce de présenter l'histoire de son pays dans la continuité du chemin tracé par les premiers leaders bolcheviks : « Le triomphe de la Révolution cubaine est la plus brillante confirmation de la vitalité des idées léninistes », insiste-t-il. Il reprend subséquemment les paroles récentes de son « camarade Fidel Castro » insistant sur le fait que le processus cubain « fait partie du puissant mouvement révolutionnaire mondial qui a commencé avec l'historique révolution des travailleurs et des paysans de l'Union soviétique, la Révolution de Lénine »[710]. Dans ce discours, l'Association est présentée comme un intermédiaire destiné à affermir les liens entre deux « frères idéologiques » qui se conçoivent à présent comme des preuves tangibles de la « marche léniniste de l'histoire ».

En outre, le choix des membres de la direction devait également se transformer en un indice éloquent de bonne volonté, visant à complimenter les Soviétiques. La vice-présidence est composée de la célèbre ballerine Alicia Alonso, l'historien Julio Le Riverand, le médecin Zoilo Marinello et l'écrivain Roberto Fernández Retamar. Le « Poète national de Cuba » Nicolás Guillén et le chef de l'ICAIC, Alfredo Guevara, faisaient aussi partie du comité dirigeant[711]. Tout est donc prévu pour faire de la naissance de l'Association Cuba-URSS un geste ferme dévoilant la portée de la réévaluation de la politique extérieure de Castro. La proximité culturelle est ici appelée à confirmer les nouvelles intentions du régime à l'égard du Kremlin. Mais si l'ouverture de cette organisation est un signe d'amitié, sa formation tardive constitue une donnée que nous ne pouvons pas éluder. Elle reflète l'intensité des divergences de la période 1962-1968 et témoigne du poids limité que ces institutions peuvent avoir dans le développement des relations réciproques. De fait, dans une société démocratique comme celle du Chili des années 1960, où les actions non officielles agissent concrètement sur l'évolution

[710] *Ibid*., p. 31
[711] *Ibidem*.

des rapports, le « niveau intermédiaire » (suivant la formule de Thomas Gomart) peut jouer un rôle tout à fait considérable. Comme on l'a observé, ceci est moins évident à Cuba.

Même si l'Association Cuba-URSS commence lentement à jouir d'une certaine forme de visibilité, elle se trouve toujours circonscrite dans le cadre des rapports interétatiques agencés par l'Institut cubain d'amitié avec les peuples (ICAP). C'est justement ce dernier – organisé en 1960 pour stimuler le rapprochement avec l'ensemble des nations de la planète et canaliser la solidarité étrangère à l'endroit de La Havane – qui détermine l'essentiel des relations culturelles. Les activités des réseaux Cuba-URSS s'articulent au sein de cette imposante organisation sociale qui détient le contrôle de « l'amitié » avec l'extérieur. Toutes les autres institutions bilatérales émanent de l'ICAP et c'est aussi cette dernière qui entame les premières négociations avec la Société URSS-Cuba. Peu de temps avant la gestation de l'Association havanaise de 1969, Gary González Benítez, directeur de l'ICAP, accompagné du vice-directeur Arturo Espinosa, signe à Moscou un protocole de collaboration et d'échanges culturels[712]. C'est donc dans cette logique d'encadrement officiel qu'il faut évaluer les actions des nouveaux instituts Cuba-URSS.

Une filiale régionale de l'Association s'installe tardivement à Santiago de Cuba, la deuxième ville du pays, en décembre 1972. Elle est censée propager la culture soviétique dans la province d'Orient, noyau de la lutte insurrectionnelle de la *Sierra Maestra*. Le cosmonaute Vladimir Chatalov, tête de la Société URSS-Cuba, est présent à la cérémonie inaugurale pendant laquelle l'architecte Rafael Almeida est officiellement nommé président. La direction est également constituée d'anciens combattants révolutionnaires, d'intellectuels et de sportifs renommés, dont le boxeur Teófilo Stevenson, médaille d'or aux Jeux olympiques de Munich quelques semaines auparavant[713].

Mais malgré l'effort officiel pour donner un certain éclat à ces solennités, les organismes bilatéraux n'ont guère laissé de trace durable dans les esprits du public. Parmi les personnalités que nous avons interviewées, la plupart ne gardent pas un souvenir impérissable des initiatives organisées. Le cinéaste Enrique Pineda Barnet, pourtant un convive fréquent de ses collègues soviétiques, avoue n'avoir jamais participé aux activités de la « Maison » Cuba-URSS de La Havane[714]. Globalement, la presse se montre peu encline à annoncer la

[712] "Suscriben convenio de colaboración sociedades de amistad soviético-cubana", in *Granma*, 28 mars 1969, p. 4.
[713] "Constituida en Santiago de Cuba filial de la Asociación de Amistad Cubano-Soviética", in *Granma*, 27 décembre 1972, p. 1.
[714] Entretien de l'auteur avec Enrique Pineda Barnet, La Havane, 15 avril 2014.

programmation culturelle ou à rendre compte de la réception des événements. Alors qu'au Chili même l'institut bilatéral du port de San Antonio dispose d'un bulletin hebdomadaire, aucun périodique n'est publié par les organisations analogues du pays caribéen. Il est toutefois indispensable de souligner que ce phénomène n'implique nullement que les liens avec Moscou demeurent limités. Bien au contraire, ils se multiplient à une vitesse extraordinaire mais ne dépendent guère des interventions des réseaux réciproques « d'amitié ». À Cuba, l'accroissement indéniable des rapports culturels avec l'URSS s'explique fondamentalement par d'autres facteurs que nous avons en partie mentionnés et qui feront l'objet des chapitres ultérieurs. Il est temps désormais d'analyser le cas du Chili, un exemple qui dévoile une réalité tout à fait différente, voire opposée, confirmant ainsi la diversité des expériences en Amérique latine.

4.2.-Un vaste « dispositif institutionnel » pour les relations culturelles soviéto-chiliennes

La présence culturelle soviétique sur le continent latino-américain est loin de constituer un phénomène homogène dans l'ensemble du territoire. Elle prend des formes diverses qui obéissent aux spécificités du contexte politique et social de chaque État ainsi qu'à la nature des relations officielles avec Moscou. Le Chili de la période 1964-1973, on l'a vu, voit surgir deux types différents de gouvernement (celui d'Eduardo Frei et l'Unité populaire dirigée par le socialiste Salvador Allende), au cours desquels, et malgré leur caractère idéologique divergent, les rapports avec le Kremlin suivent une certaine continuité. En ce qui concerne les liens culturels, le réseau institutionnel pour les échanges bilatéraux se trouve déjà largement ancré à l'ère de l'administration démocrate-chrétienne. La plupart des organisations, dont la Société URSS-Chili et une grande partie des instituts chileno-soviétiques, ont été établies pendant la décennie 1960. En ce sens, l'arrivée au pouvoir du président Allende en 1970 ne constitue pas un tournant majeur des interactions dans ce domaine.

4.2.1.-La Société URSS-Chili prend le relais en 1966…

Dans le Chili de la seconde moitié des années 1960, l'essor des relations non politiques avec Moscou dépasse vite la capacité de gestion de l'Association pour l'amitié et la coopération culturelle avec les pays d'Amérique latine dirigée par Khatchatourian depuis 1959. Suite au rétablissement des liens diplomatiques avec Santiago à la fin 1964, les décideurs de l'URSS décrètent l'instauration de la Société URSS-Chili (septembre 1966). Cette nouvelle initiative est présentée publiquement à Moscou le 18 septembre, une date significative : jour de la fête nationale du Chili. Au cours de la cérémonie, qui compte sur la participation d'importantes figures intellectuelles, scientifiques et politiques, les organisateurs énoncent les objectifs. Après toute une série de discours et de prestations artistiques[715], l'économiste Nikolaï Vassiliev lit la résolution du comité fondateur : l'organisme « d'amitié » réciproque « permettra d'amplifier et de fortifier nos relations amicales et culturelles ». Par ce texte, ses responsables lancent aussi un appel dirigé

> « …aux personnalités de la science et de la culture, aux ouvriers et aux kolkhoziens, aux organisations de la jeunesse et des femmes, culturelles et sociales, à collaborer activement avec la Société URSS-Chili et, de cette manière, à faire une contribution pour la noble cause du renforcement de la paix entre les peuples chilien et soviétique »[716].

Comme dans le cas cubain, nous retrouvons ici la volonté d'instrumentaliser les liens noués préalablement par les représentants des institutions. L'homme chargé de diriger le centre soviéto-chilien est le médecin, directeur de l'Institut de chirurgie de l'URSS, Alexander Vichnievski. Ancien combattant pendant la « Grande Guerre patriotique » et prix Lénine pour la paix, ce dernier rencontre dans les années 1950 un certain nombre de Latino-américains. Il accueille à Moscou son collègue Salvador Allende, avec qui il se lie d'amitié dès 1954[717]. Plus tard, en 1965, il séjournera au Chili pour donner des conférences et s'entretenir avec des membres d'organismes scientifiques et artistiques[718]. Mais Vichnievski

[715] Parmi les prestations culturelles, le public peut apprécier une chorégraphie d'une représentation du Bolchoï, les exploits d'un groupe de contorsionnistes soviétiques ainsi que les chansons de l'ensemble folklorique chilien *Los Quincheros*.
[716] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 28 septembre 1966.
[717] LOZINSKI, Konstantin, "Reportaje a un gran amigo de Chile: el cirujano Vishnievski", in *Enfoque Internacional*, n°49, février 1971, p. 15.
[718] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 1 novembre 1965.

est également une importante personnalité politique, ce qui dévoile les entrecroisements complexes entre culture et idéologie. Militant du PCUS dès le début de la décennie 1950, il occupe un siège au sein du Soviet suprême[719]. Le choix de Vichnievski est censé servir les intérêts du Parti tout en optant pour une figure largement légitimée par son passé. Outre son engagement dans l'Armée rouge, il développe des méthodes chirurgicales modernes et publie des investigations sérieuses. Il s'agit donc d'un homme susceptible de faire l'unanimité et d'attirer davantage l'attention de la société chilienne. Selon l'ambassadeur Óscar Pinochet de la Barra, Vichnievski a toujours travaillé intensément pour rapprocher les deux peuples[720].

Il en va de même pour d'autres membres de la direction de la Société URSS-Chili. Le gardien de but Lev Yachine, qui a impressionné les spectateurs locaux lors du Mondial de football du Chili en 1962, intègre la société dès les premiers jours. C'est aussi le cas de l'actrice Nadezhda Rumyantseva qui visite la nation sud-américaine en 1964 à l'occasion d'une « Semaine du cinéma soviétique ». Sa tournée lui permet de parcourir de nombreuses villes tout au long du territoire chilien, de l'extrême Nord à la Terre de Feu, en passant par la capitale et le port de Valparaíso[721].

En tout, le comité organisateur est composé de 79 Soviétiques appartenant à des milieux divers. On y trouve également des adhérents collectifs. En 1973, les organisations enrôlées représentent toutes les républiques de l'URSS : les travailleurs d'une usine d'Alma-Ata, les agriculteurs d'un kolkhoze géorgien, les professeurs d'un centre d'enseignement d'Erevan viennent ainsi élargir la composition de la société bilatérale[722]. La militance associative dans ce genre d'institutions est une pratique courante en URSS. Elle permet d'augmenter le nombre de participants pour mettre l'accent sur l'ampleur des statistiques. Dans une interview accordée au journal du PCCh *El Siglo,* Vladimir Tirkin ne manque pas l'occasion d'insister sur le caractère massif de la société dont il est le secrétaire : ses membres sont près de 500 000[723] ! En réalité, ce chiffre important est la somme de tous les individus appartenant à des structures collectives : une école supérieure, une communauté agricole, une fabrique textile, etc. Beaucoup d'entre eux ne savent probablement pas qu'ils font partie de l'organisme. Comme le souligne Tobias Rupprecht, qui assure qu'à la fin 1960 près de 40 millions de Soviétiques militent dans des « sociétés d'amitié », cela ne nous indique pas

[719] LOZINSKI, Konstantin, "Reportaje a un gran amigo de Chile: el cirujano Vishnievski", in *Enfoque Internacional*, n°49, février 1971, p. 16.
[720] ALEXANDER DUPLEICH, Carmiña et PINOCHET DE LA BARRA, Óscar, *Por Siberia al Sol Naciente*, *op. cit.*, p. 45.
[721] "Saludos a Chile", in *Enfoque Internacional*, n°1, janvier 1967, p. 2.
[722] "Sociedad 'URSS-Chile', crisol de la amistad", in *Enfoque Internacional*, n°73, février 1973, pp. 28-29.
[723] *El Siglo*, 23 septembre 1967, p. 7.

grand-chose sur les motivations des citoyens mais nous donne une idée de l'importance attribuée par l'État à la diffusion d'une image d'un peuple engagé dans « l'internationalisme »[724].

Malgré le caractère relatif de ces chiffres, la participation dans les instituts bilatéraux peut tout de même familiariser les Soviétiques avec la culture du Chili. Par exemple, dans une école industrielle de Moscou une peinture murale intitulée « Amitié » laisse apercevoir les drapeaux chilien et soviétique. De plus, un comité du Komsomol a décidé d'installer dans les locaux de l'institution d'enseignement une exposition avec des photographies et des articles de presse ayant trait au Chili. Les jeunes et leurs professeurs organisent également des conférences, commémorent des dates marquantes (comme l'anniversaire de la victoire de l'Unité populaire), proposent des cours d'espagnol et rassemblent dans une petite bibliothèque des ouvrages d'auteurs chiliens[725].

Les actions menées par la Société URSS-Chili permettent de rendre plus accessible la culture chilienne pour un nombre croissant de citoyens. Sa création en 1966, on l'a vu, obéit à la nécessité de mieux canaliser les contacts qui ne cessaient de se développer depuis le rétablissement des relations diplomatiques avec Santiago. En prenant le relais de l'Association pour l'amitié avec l'Amérique latine, la nouvelle société devient le principal intermédiaire entre les deux cultures. Dès lors, les activités programmées se multiplient dans un contexte de rapprochement et de curiosité grandissante. D'après Youri Lundin, le Secrétaire exécutif, l'une des tâches stipulées par les statuts de l'organisation est celle de « familiariser » la population avec « l'histoire, la culture, l'économie et d'autres aspects de la vie du peuple chilien ». Inversement, le but est aussi de contribuer à une meilleure connaissance de l'URSS au sein de l'opinion publique de la « nation amie ». Pour ce faire, poursuit Lundin :

> « Nous échangeons des matériels informatifs qui reflètent la vie des deux pays : des expositions, des films, des livres, des partitions musicales, des disques et des enregistrements de compositeurs soviétiques et chiliens. Grâce à ces matériels, nous donnons des conférences sur le Chili dans des usines, des kolkhozes, des instituts, des écoles ; nous organisons des soirées consacrées à la littérature, à la poésie et à la musique de ce pays. D'un autre côté, nous organisons aussi des cérémonies commémoratives des

[724] RUPPRECHT, Tobias, *Soviet Internationalism after Stalin*, *op. cit.*, p. 32.
[725] NICOLAYEV, Valeri, "Aquí estudian los amigos de Chile", in *Enfoque Internacional*, n°63, avril 1972, pp. 30-31.

dates mémorables de l'histoire du Chili et nous incitons à l'échange de délégations et de groupes touristiques entre les deux pays »[726].

La société a effectivement réussi à accélérer les interactions. Pour assurer une certaine visibilité au sein de la communauté ciblée, elle agit en accord avec les différents instituts chileno-soviétiques de culture (ICSC) qui reçoivent un large éventail d'objets artistiques destinés à être diffusés dans leurs locaux ou ailleurs. Nous analyserons en détail les méthodes de ces centres. Notons pour l'instant que des liens étroits se tissent entre les deux réseaux partenaires. L'essor des influences soviétiques est rendu possible grâce à une politique d'aide menée envers les contreparties chiliennes. Déjà en 1967, la Société URSS-Chili fait parvenir à l'ICSC de Santiago trois projecteurs de cinéma, deux magnétophones, un tourne-disque, trois projecteurs de diapositives, deux instruments de musique, 13 microphones, quatre machines à écrire, trois télévisions et un ensemble de livres, de films et de photographies[727]. Au début des années 1970, le représentant des institutions « d'amitié » à Santiago, Dmitri Pastoukhov, sollicite à ses supérieurs l'expédition de nombreux projecteurs, d'un piano, trois télévisions, 20 drapeaux de l'URSS, 300 disques de musique, 500 manuels de russe[728]. Avant la chute d'Allende en septembre 1973, la liste comprend même une voiture Lada[729]. Ainsi, grâce à la collaboration accrue de Moscou, les activistes locaux peuvent organiser des manifestations artistiques liées à la puissance de l'Est, permettant un rapprochement réel entre deux États qui ne commencent que petit à petit à mieux se connaître.

En bref, les efforts de la Société URSS-Chili, créée pour canaliser de manière plus efficace l'accroissement des échanges à l'ère de Frei, ont véritablement favorisé la massification de la réalité soviétique. La culture de l'URSS est progressivement devenue moins inhabituelle et énigmatique, s'insérant davantage dans les références quotidiennes des habitants. Ce phénomène s'explique aussi par d'autres facteurs que nous évaluerons par la suite : l'arrivée incessante de délégations d'artistes, l'agencement d'expositions et de conférences, la diffusion de revues sur différents aspects de l'URSS, entre autres initiatives.

Sur le sol de la superpuissance, surtout après la victoire de l'Unité populaire, la culture chilienne tend aussi à pénétrer de plus en plus. On a vu que la cérémonie inaugurale de la Société URSS-Chili, en septembre 1966, donne lieu à la prestation de l'ensemble folklorique *Los Quincheros*. Invités spécialement par le ministère de la Culture, les quatre intégrants

[726] "Sociedad 'URSS-Chile', crisol de la amistad", in *Enfoque Internacional*, n°73, février 1973, p. 29.
[727] GARF, Fonds 9576r, O.10, D.69, 4e trimestre 1966.
[728] GARF, Fonds 9576, O.10, D.152, 22 janvier 1971.
[729] GARF, Fonds 9574r, O.10, D.169, 23 juin 1972.

offrent 46 concerts dans 21 localités de l'URSS[730]. Un an plus tard, 300 personnes se rendent à la « Maison d'Amitié » de Moscou afin d'assister à une soirée commémorative pour fêter le 157e anniversaire de l'indépendance du Chili. Le président de la Société URSS-Chili et organisateur de la cérémonie Alexander Vichnievski prononce une allocution. Son discours est suivi par celui d'un ouvrier et d'un expert de l'Institut latino-américain de l'Académie des sciences. Ce rassemblement se clôt par un concert d'interprètes soviétiques accompagnés du groupe de musiciens chiliens de l'Université Patrice Lumumba[731]. Le 7 avril 1969, la bibliothèque d'État de littérature étrangère de Moscou accueille un vaste public qui remplit l'auditorium pour rendre hommage à la poétesse chilienne, prix Nobel en 1945, Gabriela Mistral. C'est à nouveau la Société URSS-Chili qui est chargée d'organiser cette manifestation. L'un des membres du comité directeur, le professeur Lev Ospovat, synthétise la vie et l'œuvre de l'écrivaine, née 80 ans plus tôt. Ses vers, traduits en russe par Ovadi Savich, sont lus dans les deux langues par des jeunes étudiants et la presse se fait l'écho de cet événement[732]. C'est aussi l'occasion d'inaugurer une exposition de plusieurs livres de Gabriela Mistral[733].

Pour l'ambassadeur chilien Óscar Pinochet de la Barra, « trois fronts » s'ouvrent en URSS en vue de faire fructifier « la bataille pour l'amitié » : le Comité des femmes soviétiques, l'Académie des sciences de la capitale et la Société URSS-Chili qui bénéficie, cette dernière, de la participation de militants engagés et enthousiastes, dont A. Vichnievski[734]. Interviewé en 1971, le chirurgien dévoile les efforts effectués par l'organisation : il dit être en train de concevoir une compilation d'articles sur « la culture au Chili » ainsi que des ouvrages commémoratifs sur l'indépendance du pays et des traductions de Pablo Neruda. L'institution qu'il préside a également mis en place des

> « …expositions de livres d'écrivains chiliens et latino-américains dans les bibliothèques les plus importantes de l'URSS, des expositions de photos ; elle a organisé des visites d'hôtes chiliens à des instituts, des écoles, des usines, des kolkhozes dans 15 républiques

[730] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1967, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 8 février 1967.
[731] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1967, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 21 septembre 1967.
[732] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1969, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 6 mai 1969.
[733] LUKASHINA, Svetlana, "Soviéticos honran memoria de Gabriela Mistral", in *Enfoque Internacional*, n°32, août 1969, pp. 36-37.
[734] ALEXANDER DUPLEICH, Carmiña et PINOCHET DE LA BARRA, Óscar, *Por Siberia al Sol Naciente*, *op. cit.*, p. 45.

de l'URSS et des conférences de visiteurs soviétiques revenant du Chili et de Chiliens qui visitent l'URSS »[735].

Cette déclaration témoigne de l'intensification des échanges culturels à l'ère d'Allende (1970-1973). Bien que les connexions dans ce domaine atteignent un rythme tout à fait considérable au cours de la période 1964-1970, il est certain qu'après la victoire électorale de la coalition de gauche les liens ont tendance à s'affermir. Nous avons largement insisté sur le fait que les décideurs du Kremlin n'ont guère voulu embrasser de manière trop explicite le projet d'Allende. Mais le manque de définition politique s'est vu en quelque sorte compensé par le resserrement des relations culturelles. Outre les soirées dédiées à célébrer la fête nationale du Chili, qui s'effectuaient systématiquement dans la décennie 1960, les responsables de la Société URSS-Chili commencent désormais à se réunir pour soutenir le nouveau gouvernement. Pour commémorer le deuxième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de l'UP, un grand rassemblement se déroule dans les locaux de la « Maison d'Amitié » moscovite. Comme d'habitude, Alexander Vichnievski est présent. Il est entouré de personnalités importantes du monde politique, notamment du chef du département latino-américain du ministère des Affaires étrangères et du vice-ministre de la Métallurgie. D'autres représentants du PCUS et des milieux syndicaux participent aussi à l'événement. Le discours principal est prononcé par l'académicien E. K. Fiodorov, qui s'était récemment rendu au Chili en tant que délégué du Conseil mondial de la paix. Après avoir souligné les transformations sociales et économiques aperçues lors de sa tournée, il cède la parole à deux représentants ouvriers d'une entreprise de construction[736].

Ce meeting, ainsi que le profil du public qui y est associé, confirme que dans un contexte d'affinité idéologique les activités de la Société URSS-Chili tendent à se politiser. Les initiatives culturelles ne cessent d'être encouragées[737] mais, dès lors, elles sont plus souvent accompagnées de manifestations de soutien politique. Cette logique est confirmée par l'organisation d'actes dits de « solidarité ». Dans la mesure où le gouvernement de Salvador Allende doit faire face à des dangers croissants, surtout à partir de 1972, les partenaires

[735] LOZINSKI, Konstantin, "Reportaje a un gran amigo de Chile: el cirujano Vishnievski", in *Enfoque Internacional*, n°49, février 1971, p. 15.
[736] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1972, Mario Darrigrandi au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 3 novembre 1972.
[737] D'ailleurs, en 1972, la Société URSS-Chili accueille le président de l'Institut chileno-soviétique de culture de Santiago Enrique Silva Cimma et le représentant de la Société des écrivains chiliens Edmundo Herrera. Ils reçoivent, en outre, des membres de l'ICSC d'Antofagasta et du port de San Antonio, une délégation de la mairie de Valparaíso, ville jumelée avec Novorossiisk, ainsi qu'un groupe de touristes chiliens. "Sociedad 'URSS-Chile', crisol de la amistad", in *Enfoque Internacional*, n°73, février 1973, p. 29.

soviétiques accentuent la mobilisation citoyenne. Bien avant l'intervention militaire de Pinochet, on évoquait déjà l'éventualité d'un coup d'État. La presse chilienne parlait davantage de « guerre civile » et l'avenir du projet de l'UP semblait de plus en plus compromis. Dans ce cadre menaçant, les adhérents de la Société URSS-Chili se réunissent en avril 1972 pour exprimer leur appui envers Santiago. À cette occasion, les spectateurs peuvent entendre le discours de deux éminentes célébrités : Valentina Terechkova et Aram Khatchatourian[738]. Plus tard, et face aux perspectives peu prometteuses, les décideurs du Kremlin décident d'octroyer le prix Lénine à Salvador Allende. C'est un bon moment pour manifester à nouveau l'élan solidaire des « amis » du Chili. La société se réunit à Moscou en mai 1973 et projette devant les invités un film documentaire ayant trait à la visite récente du président socialiste[739].

Tout ceci préfigure un phénomène sur lequel nous insisterons : le processus de « politisation » des relations culturelles, de plus en plus évident après l'ascension de Salvador Allende. Dans la partie qui sera consacrée aux voyages, nous verrons que dès la fin 1970, quand la culture devient aussi un instrument de solidarité politique, le profil des artistes ou des intellectuels se rendant en URSS se modifie en fonction des propensions idéologiques de chacun. Mais, avant de nous interroger sur ce point, il est important de compléter le tableau des organisations qui favorisent les interactions réciproques. La Société URSS-Chili est loin de constituer l'unique médiateur. Bien au contraire, un appareil imposant de structures diverses se met rapidement en place dans les années 1960 afin d'encourager le rapprochement.

4.2.2.-Une structure institutionnelle imposante : un amalgame complexe de volontés gouvernementales et extra-étatiques

Avant d'aborder le rôle tout à fait déterminant des instituts Chili-URSS, il nous semble opportun de faire référence aux réseaux non-gouvernementaux qui naissent ou se consolident dans les années 1960. En effet, certains groupes de Chiliens, poussés par des motivations

[738] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1972, Guillermo del Pedregal au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 21 avril 1972.
[739] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1973, Mario Darrigrandi au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 25 mai 1973.

différentes (affinité politique, intérêt culturel, curiosité), établissent des associations en vue de rendre plus fluides les rapports avec l'URSS. Avant la mise en place de liens politiques officiels avec l'Est, à la fin 1964, l'éloignement géographique et les enjeux de la guerre froide imposaient d'importants obstacles aux relations : les déplacements au-delà du « rideau de fer » étaient pour le moins une épreuve décourageante et l'obtention d'un visa, une démarche administrative contraignante.

Un premier pas est franchi, on l'a vu, grâce à l'initiative de l'homme d'affaires Raúl Vicherat qui décide d'instituer à Santiago, en 1959, une agence touristique afin d'ouvrir les frontières avec le « monde socialiste ». Rapidement, *Vía Mundi* commence à organiser des tournées d'artistes chiliens sur le territoire de l'URSS. Simultanément, elle programme des prestations d'ensembles soviétiques au Chili, comme celles des ballets *Beriozka* et *Stanislavski* au début de la décennie 1960[740]. À la même époque, la folkloriste Margot Loyola a la possibilité de faire connaître la musique traditionnelle de son pays dans 40 villes de quatre nations de l'Est (Pologne, Bulgarie, Roumanie et URSS) avant de couronner son circuit par des concerts dans dix républiques soviétiques, « dix mondes différents », dit-elle. L'organisation pratique de la tournée, qui se prolonge pendant près de deux ans, est assurée par *Vía Mundi*, l'agence de Vicherat[741]. Mais ces premiers résultats satisfaisants ne font pas pour autant disparaître les difficultés formelles. Plus tard, vers la mi-1960, *Vía Mundi* s'occupe du déplacement du critique littéraire Yerko Moretic et de sa femme, la journaliste communiste Virginia Vidal. D'après cette dernière, ce « maudit voyage », comme elle le qualifie, ne fut pas un exemple de bonne organisation : il a fallu 15 jours pour atterrir à Moscou ![742]

Les barrières inhérentes à ce genre de périples avant l'échange d'ambassadeurs, dans un cadre marqué par la méconnaissance réciproque et la circonspection officielle, entravent également les visites d'intellectuels soviétiques. C'est le cas pour les écrivains Margarita Aliguer et Constantin Simonov. Invités par la Société des écrivains chiliens (SECh) en 1964 sur la recommandation de Pablo Neruda, ils gagnent Paris où les représentants diplomatiques de Santiago devaient leur délivrer un visa. Mais les attentes sont vaines. Dans l'effervescence politique de la campagne présidentielle au Chili, qui fera accéder au pouvoir le démocrate-

[740] "Turismo chileno hacia la URSS", in *Enfoque Internacional*, n°17, mai 1968, p. 34.
[741] LOYOLA, Margot, *Por el mundo*, *op. cit.*, pp. 20-21. Entretien de l'auteur avec Margot Loyola et Osvaldo Cádiz, Santiago, 21 janvier 2013.
[742] Entretien de l'auteur avec Virginia Vidal, Santiago, 11 janvier 2013.

chrétien Eduardo Frei, la présence de Soviétiques n'est pas jugée souhaitable par le gouvernement[743].

Malgré tout, comme en témoignent les efforts de Raúl Vicherat, un dispositif embryonnaire pour les échanges de personnes prend bel et bien forme dès le début de la décennie. Plus tard, d'autres initiatives particulières de Chiliens accompagnent ces premiers tâtonnements. Sergio Venturino, un homme d'affaires proche du communisme, propriétaire du théâtre *Caupolicán* de Santiago, entame des démarches en vue d'inviter une troupe soviétique. Ses négociations auprès de l'ambassade à Moscou permettent au ballet moldave *Zhok*, composé de 84 artistes, de se présenter au Chili[744]. Peu de temps auparavant, ses tractations avaient rendu possible la visite éclatante du Cirque de Moscou. En 1967, Venturino se rend personnellement en URSS afin de négocier avec ses interlocuteurs d'autres manifestations culturelles et assure avoir réussi à boucler des accords pour la période 1968-1970[745]. De fait, sa persévérance permet d'ériger sa salle de spectacle (située en plein cœur de la capitale) en lieu récurrent de manifestations soviétiques : près de 70 000 spectateurs emplissent le *Caupolicán* à la mi-1967 pour admirer les chorégraphies du *Beriozka*[746] ; quelques mois plus tard, ce sera le tour du *Music Hall* de Moscou[747] ; en mai 1969, le théâtre accueille le Cirque d'État de la Hongrie[748]. À une époque où les liens culturels soviéto-chiliens n'obéissent pas encore à des plans contractualisés entre gouvernements (une première convention dans ce domaine sera signée en 1970), des établissements indépendants comme celui de Sergio Venturino sont appelés à favoriser les échanges pour accroître la présence soviétique.

Dans la sphère cinématographique, un groupe d'adhérents du PCCh cherche à transmettre le « septième art » soviétique. Pour ce faire, l'architecte Santiago Aguirre et son épouse Flor Auth (qui deviendra plus tard la compagne du compositeur Gustavo Becerra, lui aussi militant communiste) créent une société de distribution (*Sochildico*) qui programme des projections de films soviétiques dans tout le pays[749]. Déjà en 1967, ils participent aux négociations qui aboutissent à l'arrivée d'une délégation prestigieuse, composée notamment des cinéastes

[743] ALIGUER, Margarita, *Vozvraŝenie v Čili: dva putešestviâ*, Moskva, Sovetskij pisatel', 1966, pp. 173-175.
[744] AHMAEC, Dossier Países – Moscú 1969, Télégramme de Jorge Vega Saravia au ministre des Affaires étrangères, Moscou, 27 février 1969.
[745] "Un empresario chileno en la URSS", in *Druzhba=Amistad: Boletín del Instituto Chileno-Soviético*, n°6, mai 1967, p. 4.
[746] *El Siglo*, 19 juin 1967, p. 12.
[747] *El Siglo*, 30 septembre 1967, p. 1.
[748] *El Siglo*, 3 mai 1969, p. 6.
[749] Entretien de l'auteur avec Sergio Bravo, Viña del Mar, 24 janvier 2013.

Roman Karmen et Revaz Tchkheidze[750]. Par ailleurs, grâce à leurs collections, d'autres centres peuvent organiser des cycles de cinéma, comme celui qui se déroule dans les salles de l'Institut Chili-URSS de Santiago en août 1969 et qui affiche le célèbre *Cuirassé Potemkine* (1925) et la comédie *À la recherche du soleil* (1961). *Sochildico* agence aussi un Festival du film soviétique prévu pour le mois d'octobre de cette année[751].

Flor Auth et ses collaborateurs seront ensuite à l'origine du premier Festival du film chilien en URSS (1970), au cours duquel trois long-métrages (*El Chacal de Nahueltoro, Caliche Sangriento* et *Valparaíso, mi amor*) et plusieurs documentaires sont présentés au public moscovite. Accompagnée du réalisateur Aldo Francia, F. Auth atterrit dans la capitale soviétique afin de fournir les bobines et assurer leur vente auprès de ses homologues[752]. Leur séjour finit par dépasser les expectatives initiales. Les délégués non seulement garantissent la commercialisation des œuvres mais négocient avec succès un accord permettant un programme de collaboration avec l'émergente École de cinéma de Viña del Mar[753]. Moscou voit d'un bon œil les efforts entrepris par cette communauté de cinéphiles : suite à l'établissement de liens diplomatiques en 1964, Roris Tkachiev est nommé représentant officiel de Sovexportfilm à Santiago[754].

Dans un tout autre domaine, l'intérêt scientifique grandissant envers la réalité des sociétés de l'Est entraîne quelques initiatives provenant de milieux académiques. C'est ainsi que l'Université du Chili ouvre en 1966 l'Institut des études slaves qui se propose tout d'abord de diffuser la langue russe. Les accords interuniversitaires en vigueur permettent la collaboration de professeurs soviétiques. Mais l'équipe d'enseignants se compose également d'une première vague de diplômés chiliens ayant effectué des études à Moscou, dont l'ancien étudiant de l'Université Patrice Lumumba, Tomás Álvarez. Bien que l'initiative de créer ce centre provienne directement du recteur Eugenio González, le projet est conçu et coordonné par une jeune spécialiste de la littérature russe : María Cristina Duarte, première femme latino-américaine à avoir réussi une thèse de doctorat en URSS[755]. C'est elle qui dirige un institut qui constitue désormais une « nécessité » car, selon ses paroles, il est « impossible

[750] *El Siglo*, 30 mars 1967, p. 10.
[751] "*Enfoque* exhibe *El acorazado Potemkin*", in *Enfoque Internacional*, n°33, août 1969, p. 46.
[752] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1970, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 28 octobre 1970.
[753] FRANCIA, Aldo, *Nuevo cine latinoamericano en Viña*, Santiago, CESOC, 1990, pp. 151-152.
[754] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 1er novembre 1965.
[755] MANSILLA, Luis Alberto, "Lengua rusa en el Pedagógico", in *Enfoque Internacional*, n°16, avril 1968, p. 7.

d'ignorer que certains pays slaves, l'URSS en particulier, marchent en tête de la technique et des grandes réalisations culturelles de notre siècle »[756].

Le parcours universitaire de María Cristina Duarte est suivi de près par les représentants officiels de Santiago siégeant à Moscou. L'ambassadeur Máximo Pacheco est fier d'informer ses supérieurs que le sujet de la doctorante (« l'histoire des relations littéraires chileno-soviétiques de 1850 à 1917 ») a suscité un vaste intérêt au sein de la communauté intellectuelle de l'Université Lomonossov. Il n'oublie pas non plus de souligner qu'au cours de sa formation, M. C. Duarte a souvent été sollicitée pour prononcer des conférences et publier des articles rédigés en russe. Lors de la soutenance de thèse, à laquelle Pacheco ne manque pas d'assister, elle obtient l'unanimité du jury (16 votes). Pour manifester son admiration à l'égard du travail de la « première doctoresse latino-américaine » de l'Université d'État de Moscou, Pacheco convie la jeune diplômée, ainsi qu'un groupe de professeurs, à un cocktail à l'ambassade[757].

Cet exemple nous dévoile l'importance croissante des étudiants boursiers (seulement au sein de l'Université Lumumba ils sont au nombre de 141 en 1966[758]) pour comprendre le processus de consolidation des échanges avec l'État qui les accueille. En effet, les universitaires chiliens qui séjournent en URSS et bénéficient de l'aide financière de la superpuissance commencent, eux aussi, à s'organiser autour d'associations. Ils forment un ensemble folklorique pour faire découvrir aux Soviétiques les traditions musicales du Chili. D'après l'une de ses membres, Cristina Lártiga, étudiante de chimie à « la Lumumba », leurs prestations ont pu être appréciées par les habitants de Tbilissi et d'une ville du nord, pas loin de la Finlande. Ils passent aussi sur les écrans de la télévision d'Irkoutsk lors d'une mission de travail volontaire en Sibérie[759]. L'URSS encourage constamment ce genre de manifestations, ce qui permet notamment aux jeunes amateurs de se présenter, à trois reprises, au palais des congrès du Kremlin[760]. Mais leurs actions ne s'arrêtent pas là. Les boursiers développent une vie intense en collectivité au sein des résidences, agençant dans les emplacements réservés à cet effet des expositions sur le Chili, des rencontres sportives et des

[756] Cité in *Ibidem*.
[757] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1967, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 1er février 1967.
[758] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 9 juillet 1966.
[759] Entretien de l'auteur avec Cristina Lártiga, Santiago, 1er février 2013.
[760] CARO, Óscar, "La colonia estudiantil chilena en la URSS", in *Enfoque Internacional*, n°79, août 1973, p. 26.

cérémonies pour fêter les dates mémorables du pays. Ils parviennent même à transmettre une émission hebdomadaire grâce au soutien d'une radio moscovite[761].

Pour rassembler les différentes organisations éparpillées dans le territoire de l'URSS (Moscou, Bakou, Leningrad, Astrakhan, Kiev, Krasnodar et Odessa), un groupe d'allocataires chiliens de l'Université Patrice Lumumba prend l'initiative en février 1973 de convoquer une première conférence des étudiants chiliens. Ce rassemblement de près de 200 personnes aboutit à la création de l'ANECH (Association nationale des étudiants chiliens). Ils s'adressent ensuite à l'ambassade pour tenter d'obtenir la reconnaissance officielle du gouvernement et transmettre une série de pétitions[762], refusées toutefois sous prétexte de difficultés budgétaires[763]. Mais ce revers ne les décourage pas pour autant. L'ANECH organise des conférences sur le Chili dans des usines, des théâtres et des centres d'enseignements. Ses intégrants partent aussi en tournée dans différentes contrées de l'URSS pour rendre plus accessibles la musique ou la danse de leur pays[764]. Ils contribuent ainsi à un certain degré de diffusion de la culture chilienne qui parvient, petit à petit, à s'insérer dans la société soviétique.

Il est tout de même nécessaire de noter que la genèse de cette association n'obéit pas exclusivement à un désir de rapprochement artistique. La réunion inaugurale se déroule sous la devise éloquente : « Étudier davantage pour le Chili et la révolution ». Son nouveau comité dirigeant établit un certain nombre de principes qui ne cachent pas les motivations idéologiques. Les études en URSS sont perçues comme « une grande opportunité […] pour nous former au service de notre peuple ». De plus, parmi les buts affichés de l'ANECH, on trouve celui de « faire connaître les avancées du peuple du Chili et les réalisations du Gouvernement Populaire »[765]. Alors que le projet d'Allende est en train de faire face à des menaces grandissantes, ces jeunes sentent la nécessité de s'organiser pour défendre la « voie chilienne vers le socialisme ». Ce problème nous conduit à une seconde observation. Dès l'arrivée au pouvoir de Salvador Allende, on l'a vu, les échanges culturels URSS-Chili entrent dans une phase de « politisation ». Bien que les relations ne se développent pas de manière

[761] Entretien de l'auteur avec Cristina Lártiga, Santiago, 1er février 2013.
[762] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1973, Mario Darrigrandi au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 19 avril 1973.
[763] Parmi les requêtes effectuées, les étudiants sollicitent des instruments musicaux et d'autres matériels pour faciliter la tâche de l'ensemble folklorique composé, à ce stade, de 30 interprètes. Mais malgré l'avis favorable du chargé d'affaires Mario Darrigrandi, les autorités de La Moneda, accablées par les difficultés économiques qui s'abattent sur le pays, se voient forcées de refuser cette pétition. AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1973, Mario Darrigrandi au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 5 janvier 1973.
[764] CARO, Óscar, "La colonia estudiantil chilena en la URSS", in *Enfoque Internacional*, n°79, août 1973, p. 26.
[765] *Ibidem.*

exponentielle après 1970, elles s'articulent davantage autour d'institutions ou d'individus favorables aux intérêts du Kremlin et de l'UP, deux administrations qui partagent désormais des valeurs idéologiques communes.

Dominée par des représentants communistes ou, du moins, des « compagnons de route », la Société des écrivains chiliens (SECh) assume dès 1970 un rôle plus important pour faciliter les contacts avec les Soviétiques. Ainsi, en juin 1971, cinq romanciers sont accueillis en URSS pour participer aux commémorations de la naissance d'Alexandre Pouchkine. Conduits par le président de la SECh Luis Merino Reyes, ils doivent tous intervenir dans des colloques et des rencontres. Dans un compte rendu sur sa visite, Merino Reyes avoue être particulièrement excité par le voyage car, « pour un écrivain chilien de gauche », se rendre « dans la patrie du socialisme » constitue une opportunité exceptionnelle. Il fait l'éloge de la nation hôte : « Que de mensonges et de bassesses ont été écrits sur l'URSS ! Si elle s'était transformée en pierre, elle serait le plus grand des monuments »[766]. Selon l'un des visiteurs, le romancier Poli Délano – le seul qui reste encore en vie de nos jours et qui a bien voulu nous accorder une entrevue –, l'URSS avait fait directement parvenir une invitation à la SECh qui devait ensuite choisir cinq représentants. Tous les frais du séjour sont pris en charge par les organisateurs (« je n'ai pas dépensé un seul centime ») qui définissent un itinéraire en fonction des endroits fréquentés par Pouchkine (Leningrad, Kalinine, Moscou, Pskov)[767]. Quant à Francisco Coloane, le plus célèbre des délégués chiliens, il est un militant actif du PCCh et a déjà eu l'occasion de traverser le « rideau de fer »[768].

Les relations privilégiées que Moscou noue avec la SECh se confirment par la réponse favorable faite à la demande du poète Edmundo Herrera, un membre de la direction de la société d'écrivains qui souhaite connaître la puissance de l'Est. Par le biais de l'ambassadeur Guillermo del Pedregal, les responsables soviétiques annoncent leur volonté d'accueillir et de financer le séjour de l'homme de lettres[769]. Ce dernier est finalement très bien reçu par les activistes de la Société URSS-Chili[770], satisfaisant pleinement ses attentes[771]. Mais ces échanges ne s'effectuent pas à sens unique. Les Chiliens, eux aussi, transmettent des

[766] REYES, Luis Merino Reyes, "Chilenos y soviéticos", in *Enfoque Internacional*, n°55, août 1971, pp. 32-33.
[767] Entretien de l'auteur avec Poli Délano, Santiago, 29 janvier 2013.
[768] COLOANE, Francisco, *Los pasos del hombre: memorias*, Barcelona, Mondadori, 2000, pp. 126-127 et 229-233.
[769] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1972, Guillermo del Pedregal au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 26 avril 1972.
[770] "Sociedad 'URSS-Chile', crisol de la amistad", in *Enfoque Internacional*, n°73, février 1973, p. 29.
[771] "Los mundos de Edmundo Herrera", interview de Sandra Maldonado y Miguel Moreno, in www.poesias.cl/reportaje_edmundo_herrera.htm (site Internet consulté le 27 février 2015). L'itinéraire comprend aussi d'autres pays de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Tchécoslovaquie).

invitations à leurs homologues soviétiques, comme celle que la SECh propose en 1971 aux écrivains Mikhaïl Stemaj, Lev Yakimenko et Pavel Gruchko [772]. Dans le cadre de convergences idéologiques qui s'est instauré après la victoire d'Allende, les liens entre « organismes frères » s'accentuent au détriment des rapports moins « politisés » de la période démocrate-chrétienne. Alors que, par exemple, en 1966 *Los Quincheros*, un groupe ouvertement de droite, parcourt plusieurs localités de l'URSS, après 1970, ce phénomène a tendance à se raréfier. La sphère cinématographique nous offre ici un nouvel indice confirmant ce phénomène.

Chile Films, l'entreprise étatique visant à propulser le développement du cinéma, assume après 1970 de nouveaux objectifs. Sous la houlette du réalisateur Miguel Littín, nommé par le gouvernement en 1971, ses membres créent un centre de distribution destiné à diffuser les œuvres dans des bidonvilles ou au sein de syndicats et d'autres organisations de masse[773]. M. Littín lui-même se rend à Moscou à la mi-1971 pour solliciter une augmentation de l'assistance soviétique. Accompagné de l'ambassadeur Guillermo del Pedregal, il rencontre le président du comité d'État pour le cinéma, Alexeï Romanov, qui se montre d'ailleurs très favorable aux demandes de son homologue chilien[774].

À l'issue de cette réunion préparatoire, une délégation débarque à Santiago en juin 1973 pour concrétiser les plans discutés préalablement. Il s'agit d'une ambassade tout à fait remarquable qui dévoile les bonnes dispositions des chefs cinématographiques du Kremlin : elle est composée d'un groupe de négociateurs intimement liés au pouvoir (dont Boris Pavlenko, vice-président du Goskino, et Youri Jadzhaev, vice-président de Sovexportfilm) et de deux artistes : Youri Ozerov, auteur du très populaire film documentaire *Libération*, et de l'actrice Eva Kivi. Dans un entretien donné pendant sa tournée, Boris Pavlenko ne manque pas de faire l'éloge du travail entrepris par Chile Films : la volonté des Chiliens, dit-il, est dirigée à transformer le cinéma en « instrument efficace pour le processus de construction d'une nouvelle société ». C'est bien pour cela que, poursuit Pavlenko, l'aide de Moscou constitue désormais un geste « indispensable ». Il envisage même la possibilité de tourner une coproduction fondée sur le fameux recueil de poèmes du poète communiste Pablo Neruda,

[772] AHMAEC, Dossier Países – Moscú 1971, Télégramme de la Direction de diffusion culturelle et information extérieure, Santiago, 23 août 1971.
[773] CORVALÁN, Luis, *De lo vivido y lo peleado*, *op. cit.*, p. 130. Voir aussi la thèse de DEL VALLE, Ignacio, *Le « Nouveau cinéma latino-américain » : un projet de développement cinématographique sous-continental*, Thèse de doctorat, Université Toulouse 2 le Mirail, Toulouse, 2012, pp. 453-474.
[774] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1971, Guillermo del Pedregal au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 6 octobre 1971.

Chant Général[775]. Tout semble confirmer la nature fortement idéologique du voyage : les déclarations de Pavlenko, le projet conjoint d'adaptation du chef-d'œuvre de Neruda, le profil des délégués. Ce n'est pas non plus par hasard que ces derniers rencontrent le président Salvador Allende pour lui faire part de leur intention de réaménager les studios de Chile Films[776].

Ce plan ambitieux d'assistance ne pourra néanmoins produire les résultats espérés. Quelques mois après les discussions à Santiago, le coup d'État du 11 septembre renverse le gouvernement d'Allende, signant la fin de tout espoir de collaboration bilatérale. Mais, comme nous avons cherché à le démontrer, avant l'intervention des Forces armées, des institutions diverses (tant du côté chilien que soviétique) ont joué un rôle essentiel pour articuler les relations culturelles. Sans ces efforts collectifs, la présence de chaque pays sur le territoire de l'autre aurait été certainement moins importante. Non seulement les organisations étatiques ont participé à l'émergence de ce dispositif pour les échanges, mais maints acteurs indépendants ont aussi mené des actions en vue d'inciter à un rapprochement. Contrairement à l'appareil gouvernemental qui définit les rapports culturels URSS-Cuba, les contacts avec le Chili sont le résultat d'une myriade de volontés et d'engagements individuels. Le rôle décisif des instituts chileno-soviétiques de culture nous permettra de mieux saisir la dualité de ce phénomène.

4.2.3.-L'intense activité des instituts Chili-URSS de culture

Une première tentative institutionnelle visant à nouer des liens avec la puissance de l'Est surgit en 1936 dans le port de Valparaíso, situé à près de 100 kilomètres de la capitale. L'Association des amis de l'URSS tente d'atteindre ses objectifs à travers la distribution de deux périodiques (*Actualidad Soviética* et *Hechos de la URSS*) qui circulent pendant quelque temps malgré le manque d'intérêt des habitants. L'échec de cette initiative ne décourage pas pour autant les organisateurs qui décident de poursuivre leurs démarches à Santiago, où leurs activités devraient attirer davantage le public. Ils montent des conférences et des expositions

[775] "Colaboración soviética en despegue de cine chileno", in *Enfoque Internacional*, n°78, juillet 1973, p. 38.
[776] *El Siglo*, 10 juin 1973, p. 17.

mais la curiosité de la population demeure limitée[777]. Il faudra attendre le dénouement de la Seconde Guerre mondiale, qui engendre une admiration croissante à l'égard des sacrifices déployés par l'Armée rouge, pour voir apparaître une organisation solide d'échanges Chili-URSS.

C'est en juin 1944 qu'un groupe de professionnels à la sensibilité de gauche fonde à Santiago un organisme indépendant cherchant à rendre plus accessible le monde soviétique. Il s'agit de l'Institut chilien des relations culturelles avec l'URSS, présidé dans un premier temps par le médecin letton Alexander Lipschütz (1883-1980). Résidant au Chili depuis les années 1920, quand il est engagé par l'Université de la ville de Concepción, ce dernier est une figure majeure du milieu scientifique local. Après une brillante carrière académique et d'importantes recherches anthropologiques, il obtient la nationalité chilienne en 1941. Au-delà de ses mérites professionnels, il devient pour une partie de la gauche une véritable autorité intellectuelle : il est en effet très largement admiré pour sa sagesse ainsi que pour ses propres expériences de vie. Son passé à l'Est pendant les années révolutionnaires en Russie lui confère le statut de témoin direct des événements tant loués par les communistes locaux. Souvent appelé « le sage », il est même considéré par Pablo Neruda comme « l'homme le plus important du Chili »[778]. C'est donc une personnalité symboliquement notable, jouissant d'une vaste légitimité pour ses travaux irréprochables, qui assume la tâche de diriger l'institut.

Cette démarche prend place dans un contexte favorable au rapprochement avec Moscou, lors d'une campagne nationale visant à faire pression sur le gouvernement de Juan Antonio Ríos pour qu'il établisse des liens diplomatiques avec l'URSS (ce qui aura finalement lieu en 1944). Bien que les statuts soulignent le caractère strictement culturel de l'établissement, il est évident que ses membres partagent une admiration à l'endroit du « pays de Lénine ». Afin de propager une image séduisante du monde soviétique, les responsables garantissent un programme bien nourri d'activités (expositions, cours de russe, etc.) et cherchent à faciliter l'accès aux informations sur l'URSS. Parmi leurs objectifs, ils prévoient même de constituer un fonds spécial de littérature russo-soviétique dans la Bibliothèque nationale du Chili[779]. Il est vrai que des membres du PCCh sont à l'origine de cette initiative, mais l'organisme rassemble aussi des individus aux profils divers, ayant des approches différentes à l'égard de

[777] Pour plus d'informations, voir LAGOS, Gabriel, *Los intelectuales de Izquierda Chilenos y la Unión Soviética (1920-1945)*, Mémoire de Licence en histoire, Pontificia Universidad Católica de Chile, 1990.
[778] NERUDA, Pablo, "El hombre más importante de mi país", in LIPSCHÜTZ, Alejandro, *Nueva antología: 1911-1967. Escritos: Antropológicos, Políticos y Filosóficos*, Santiago, Consejo Nacional de la Cultura y las Artes, 2005, pp. 367-369.
[779] Instituto Chileno de Relaciones Culturales con la Unión Soviética, *estatutos*, Santiago, Imprenta Universitaria, 1944.

l'URSS. Dans les années 1960, leurs activités vont se multiplier rapidement, permettant l'ouverture de nombreuses filiales régionales et incitant à l'aide matérielle des partenaires soviétiques.

Les instituts chileno-soviétiques de culture (ICSC) appartiennent tous à la Commission de coopération intellectuelle du pays, une institution autonome créée en 1930 qui se propose de satisfaire une double ambition : coordonner les activités culturelles encouragées par divers établissements et nouer des liens avec le monde extérieur pour renforcer le rayonnement international du Chili. En contact direct avec l'UNESCO, elle se nourrit des efforts menés par toute une série d'instituts bilatéraux (chileno-américain, chileno-argentin, chileno-allemand, chileno-français, etc.), dont les ICSC[780]. Ainsi, ces organismes, bien que souvent gérés par des admirateurs de la superpuissance, s'inscrivent dans une politique culturelle plus large, relativement indépendante. D'ailleurs, lors des assemblées annuelles des organisations « d'amitié » avec les nations étrangères, le président de la Commission de coopération intellectuelle se trouve présent et effectue un rapport sur les activités de chacune[781]. Les ICSC détiennent donc un statut ambigu : si, d'une part, ils s'insèrent dans une démarche nationale indépendante, d'autre part, cela ne les empêche pas de recevoir systématiquement l'assistance de Moscou et d'enrôler des activistes du PCCh.

Suivant cette logique, ces instituts prospèrent dans la décennie 1960. L'ICSC de la capitale est, bien entendu, le centre le plus actif ; le noyau autour duquel la diffusion d'une image positive de l'URSS s'articule et se définit. Néanmoins, on ne pourrait point nier l'importance croissante des filiales régionales qui surgissent, ça et là, grâce à des motivations diverses. En 1969, avant le triomphe des forces de gauche rassemblées dans l'Unité populaire, le réseau est déjà très imposant. On découvre différents sièges dans le pays, de la frontière avec le Pérou aux rivages du détroit de Magellan : dans les villes d'Arica, Iquique, Antofagasta, Copiapó, La Serena, Valparaíso, San Antonio, Concepción, Temuco, Chillán, Valdivia, Osorno et Punta Arenas. Le centre de Santiago, situé en plein cœur de la capitale dans une flamboyante maison coloniale, réunit à cette époque 1 327 membres qui peuvent assister aux activités quotidiennes et s'inscrire aux cours dispensés[782]. Les ICSC continueront à se multiplier. Vers 1972, ils sont au nombre de 21, de loin le chiffre le plus élevé du sous-continent : le Pérou en

[780] Comisión Chilena de Cooperación Intelectual, *22 años de labor: 1930-1952*, Santiago, Universitaria, 1953, pp. 9-14.
[781] "El Instituto, ejemplo para otros", in *Druzhba=Amistad: Boletín del Instituto Chileno-Soviético*, n°10, septembre 1967, p. 8.
[782] "Actividades del Instituto Chileno-Soviético", in *Enfoque Internacional*, n°28, avril 1969, p. 47.

a 12, l'Uruguay, six[783]. C'est ce puissant mécanisme institutionnel, tout à fait exceptionnel dans le cadre de l'Amérique latine, qui a en charge d'organiser des événements liés à l'URSS.

La plupart de ces activités sont gratuites. En outre, les ICSC accueillent très régulièrement des artistes populaires, jouissant d'une large visibilité dans la population chilienne. C'est le cas des écrivains Pablo Neruda, Nicanor Parra, Manuel Rojas, Francisco Coloane, de la folkloriste Margot Loyola, de l'ensemble *Quilapayún* ou du compositeur Gustavo Becerra. Mais les ICSC n'invitent pas que des Chiliens : des figures importantes de l'URSS, comme le poète Evgueny Evtouchenko, le cosmonaute Alexeï Leonov ou le cinéaste Roman Karmen, ont également fréquenté les ICSC lors de leur séjour au Chili.

L'une des manifestations privilégiées est sans doute la projection d'œuvres cinématographiques. Pour cela, les filières comptent avec des salles adaptées et peuvent bénéficier de bobines et de projecteurs fournis par les organisations moscovites. En juin 1969, par exemple, tous les habitants de la capitale peuvent obtenir une invitation gratuite pour visionner dans l'Institut chileno-soviétique le célèbre film *Quand passent les cigognes*[784]. L'ICSC de Santiago possède des conditions adaptées, un grand auditorium et des moyens techniques modernes pour proposer des séances régulières de cinéma. Il conserve également une grande collection de films qui sont souvent empruntés par d'autres établissements du pays. En mai 1970, le documentaire *Lénine en Pologne* (1966) est apprécié par les élèves de deux centres d'enseignement scolaire (l'Institut national Diego Barros Arana et le *Liceo Amunátegui*) et par les étudiants de l'Université catholique du Chili. Les classiques des premières années révolutionnaires ne sont pas oubliés : *Octobre* de Sergueï Eisenstein devient l'objet de débats au cours d'un forum organisé par une école salésienne. De plus, en fournissant certains films à des chaînes de télévision, les membres des ICSC garantissent un élargissement de la diffusion du cinéma de l'URSS : en avril 1970, à l'occasion des commémorations pour les 100 ans du leader bolchevik, le Canal 13 (de l'Université catholique) et le Canal 7 (de l'État) décident de transmettre des programmations spéciales de documentaires sur Lénine[785]. On peut donc constater que grâce aux efforts des ICSC, la propagation du « septième art » soviétique commence à dépasser les milieux communistes. Par ailleurs, les spectateurs ne se trouvent pas toujours face à des œuvres de propagande, exaltant les valeurs révolutionnaires : ils peuvent aussi se familiariser avec des créations

[783] GOURÉ, Leon et ROTHENBERG, Morris, *Soviet Penetration of Latin America*, *op. cit.*, p. 177.
[784] "*Enfoque* presenta *Vuelan las cigüeñas*", in *Enfoque Internacional*, n°31, juillet 1969, p. 46.
[785] "Actividades del Instituto Chileno-Soviético de Cultura", in *Instituto Chileno-Soviético de Cultura*, 30 mai 1970.

moins militantes telles que *Quand passent les cigognes*, *Le Père du soldat*[786] ou encore *Solaris* d'Andreï Tarkovski[787].

Dans un tout autre domaine, les ICSC montent à un rythme soutenu des expositions temporaires. La maison de la capitale dispose de vastes locaux pour exposer des photographies ou d'autres productions artistiques envoyées spécialement de l'Est. Mais les centres provinciaux mènent, eux aussi, une action décisive dans ce sens. L'institut de Concepción, la deuxième ville du pays, présente un stand avec des gravures d'artistes soviétiques qui lui vaudra un prix spécial de la Foire de la région de Bío-Bío en 1972. C'est l'occasion d'exposer une gamme de photos, sélectionnées par Moscou et rassemblées sous le titre de « URSS et Amérique latine ». Les filiales de Talca et Valdivia arrangent à la même période des expositions de pièces artisanales soviétiques[788]. Si les conditions matérielles ne permettent pas la mise en place dans leurs salles de ces expositions, les instituts peuvent éventuellement solliciter un soutien externe. C'est le cas de l'ICSC de San Fernando qui inaugure, le 3 juin 1972, un salon d'art soviétique dans la Maison municipale de la culture. La cérémonie d'ouverture est un événement important qui compte sur la participation de trois représentants diplomatiques de l'URSS et de diverses autorités locales. Constamment visitée par des groupes de lycéens, l'exposition comprend aussi un programme de films documentaires[789].

Ces associations bilatérales agencent fréquemment des conférences d'artistes ou de spécialistes chiliens ayant eu la possibilité de se rendre de l'autre côté du « rideau de fer ». Ces personnalités, bien que pas nécessairement liées aux idéologies de gauche, transmettent souvent des impressions positives. Les responsables des ICSC s'efforcent d'attirer des noms connus du public, comme le romancier Manuel Rojas, Prix national de littérature, qui donne une conférence sur sa tournée de 1966[790]. Bien d'autres voyageurs s'adressent à leur retour aux auditeurs intéressés. Mais les ICSC invitent également des délégués soviétiques de passage au Chili. Déjà avant le rétablissement des relations officielles à la fin 1964, la poétesse Margarita Aliguer assiste à une soirée qui lui est consacrée à l'institut de Santiago. Elle est ensuite reçue par les membres de la filière de Valparaíso[791]. Pour profiter de la présence de trois spécialistes de l'URSS, dont le doyen de la Faculté de Philosophie de

[786] *El Mercurio*, 20 janvier 1968, p. 48.
[787] *El Siglo*, 10 juin 1973, p. 17.
[788] "Institutos Chileno-Soviéticos dinamizan su labor", in *Enfoque Internacional*, n°64, mai 1972, p. 20.
[789] "Exposición la *Gran Hazaña* recorre Chile", in *Enfoque Internacional*, n°66, juillet 1972, p. 22.
[790] *El Siglo*, 25 septembre 1967, p. 5.
[791] ALIGUER, Margarita, *Vozvraŝenie v Čili*, *op. cit.*, pp. 65 et 258.

l'Université Patrice Lumumba, l'ICSC de la capitale organise une table-ronde autour du thème « développement de l'enseignement actuel en URSS »[792]. Lors de la visite du jeune écrivain Evgueny Evtouchenko, son collègue chilien Nicanor Parra s'occupe d'effectuer une présentation sur la poésie soviétique dans ce même établissement[793]. Quand les invités se déplacent en dehors de Santiago, des réceptions peuvent avoir lieu dans de plus petites localités. Nombreux sont les habitants du port de San Antonio attirés par la rencontre avec le cosmonaute Alexeï Leonov programmée par la « maison d'amitié » locale[794]. Pendant son périple dans l'extrême sud du pays à la fin 1967, accompagné de Francisco Coloane, le « Jacques London chilien », Evgueny Evtouchenko est à nouveau à l'honneur. Cette fois, c'est l'Institut Chili-URSS de Punta Arenas qui lui consacre une soirée exceptionnelle et lui propose de réciter ses poèmes devant le public du Théâtre municipal de la « région de Magellan »[795].

D'autres activités sont proposées : chaque année les membres des associations mettent en place des actions pour commémorer les grandes dates de l'histoire soviétique (la Révolution d'Octobre, la naissance de Lénine, la formation de l'URSS) ; ils transmettent parfois des émissions de radio comme celle de février 1967 dédiée au pianiste Emil Gilels[796]. Les centres de Santiago et de San Antonio éditent des bulletins informatifs ; des concours pour faire connaître davantage la réalité soviétique sont aussi organisés[797]. En outre, les locaux des ICSC reçoivent des troupes théâtrales ou des groupes de musique qui exposent gratuitement leur talent devant les assistants. Loin d'être des interprètes en début de carrière ou en quête d'expérience, ils constituent souvent des ensembles consolidés. Les folkloristes du *Quilapayún*, qui intègrent la délégation chilienne présente à Moscou pour les fêtes du cinquantenaire de la Révolution bolchevique (1967), offrent une représentation dans l'auditorium de l'ICSC de Santiago[798]. Comme dans le cas du concert de 1968 de leur collègue Margot Loyola (conviée elle aussi à Moscou), l'entrée est libre[799]. À l'instar des compatriotes écrivains, qui rédigent des impressions de voyage – souvent très élogieuses – ou

[792] "Actividades del Instituto Chileno-Soviético de Cultura", in *Instituto Chileno-Soviético de Cultura*, 4 janvier 1969.
[793] *El Siglo*, 15 décembre 1967, p. 8.
[794] "Alexeï Leonov en San Antonio", in *Druzhba=Amistad: Boletín del Instituto Chileno-Soviético*, n°12, 1967, p. 11.
[795] COLOANE, Francisco, *Los pasos del hombre*, *op. cit.*, pp. 178-179.
[796] *El Siglo*, 3 février 1967, p. 9.
[797] C'est le cas d'un concours littéraire organisé en hommage aux 100 ans de Lénine et dont le premier prix consiste en un voyage pour se rendre en Union soviétique. *El Siglo*, 19 avril 1969, p. 4.
[798] *El Siglo*, 27 novembre 1970, p. 9.
[799] "Actividades del Instituto Chileno-Soviético de Cultura", in *Instituto Chileno-Soviético de Cultura*, 24 octobre 1968.

prononcent des conférences sur leurs tournées, les musiciens ne manquent pas, eux non plus, de témoigner de leur gratitude à l'égard des hôtes. Ce « geste de remerciement » prend le plus souvent la forme de prestations non rémunérées ayant naturellement lieu dans l'un des centres d'amitié Chili-URSS.

Parmi les tâches envisagées, ces organismes offrent quotidiennement des cours dans diverses disciplines. L'apprentissage de la langue russe constitue la cible principale des organisateurs, mais d'autres formations, nullement liées à la culture de l'URSS, sont simultanément proposées : pour fournir un exemple parlant, l'institut de San Antonio annonce en 1967 l'ouverture des inscriptions pour des cours d'anglais (la langue de « l'ennemi » !), de russe, de secrétariat, de guitare, de décoration, de sténographie et de dactylographie[800].

Bien que moins importante, l'activité éditoriale représente un autre centre d'intérêt des membres des ICSC. Certains d'entre eux entreprennent un travail de recherche qui aboutit à la publication exceptionnelle d'œuvres littéraires. Francisco Coloane écrit un long hommage en l'honneur du prix Nobel de littérature 1965, le militant du PCUS et figure majeure du « réalisme socialiste » Mikhaïl Cholokhov[801]. Alexander Lipschütz, pour sa part, publie un ouvrage ambitieusement intitulé *L'Orient et l'Occident, du néolithique au XX^e siècle*[802]. Dans les deux cas, l'édition des ouvrages est prise en charge par les *Publicaciones del Instituto Chileno-Soviético de Cultura*.

Outre la sélection des étudiants boursiers qualifiés pour s'inscrire à l'Université des peuples Patrice Lumumba – un sujet que l'on traitera plus en détail dans le chapitre V –, il est nécessaire de souligner que les instituts se consacrent parfois à des activités qui ne sont pas directement liées à l'Union soviétique. Nous avons vu que des formations dans des disciplines tout à fait différentes sont proposées (des cours de guitare, de peinture, de ballet, d'anglais). De plus, les maisons Chili-URSS célèbrent des festivités comme la journée internationale de

[800] "Cursos para 1967", in *Druzhba=Amistad: Boletín del Instituto Chileno-Soviético*, n°4, mars 1967, p. 9. C'est ici l'occasion de souligner l'activité tout à fait exceptionnelle et intense menée par l'Institut chileno-soviétique de la petite ville de San Antonio. Malgré les ressources limitées de ce groupe restreint mais obstiné, qui doit dans un premier temps lancer une campagne de dons et solliciter des vieilles chaises aux commerçants du port, ses responsables parviennent à transformer l'organisation en un centre actif. Fondé en 1965 par le médecin Enrique Lagos Pinto, qui devient le premier président, l'ICSC de San Antonio dévoile remarquablement le rôle crucial des motivations non officielles. L'institut réussit notamment à envoyer 53 représentants à Moscou à l'occasion du cinquantenaire de la Révolution d'Octobre, accueille le fameux cosmonaute Alexeï Leonov, publie un bulletin mensuel, instaure dans la ville les « jeudis culturels » et organise une rencontre poétique avec le grand poète chilien Pablo Neruda.

[801] COLOANE, Francisco, *"Ante el destino de un hombre" de Mijail Sholojov. Discurso pronunciado en la Universidad de Chile, con motivo de la adjudicación del Premio Nóbel a Mijail Sholojov*, Santiago, Publicaciones del Instituto Chileno-Soviético de Cultura, 1966.

[802] LIPSCHÜTZ, Alejandro, *Oriente y occidente, del neolítico al siglo XX*, Santiago, Publicaciones del Instituto Chileno-Soviético de Cultura, 1968.

la femme[803], consacrent des soirées ou des expositions à des artistes nationaux[804] et s'intéressent à des expressions culturelles de pays ouest-européens. En mai 1967, par exemple, le siège de San Antonio convie les habitants à une projection de la pièce *Les Précieuses ridicules* interprétée par des acteurs de la Comédie-Française. Elle est suivie d'une conférence sur le théâtre de Molière[805].

Ainsi, à travers ce vaste éventail d'activités accessibles pour tous et qui ne concernent pas toujours la culture de l'URSS, les ICSC parviennent à s'imposer comme des centres visibles et entreprenants dans les villes où ils s'érigent. Nous estimons qu'ils jouent un rôle essentiel pour comprendre l'évolution de l'image de l'URSS qui se diffuse au Chili. De fait, comme on le soulignera par la suite, l'intérêt suscité par les activités programmées est à l'origine d'une curiosité grandissante de la population locale à l'égard de Moscou. Ces efforts institutionnels, menés par des individus de diverses orientations idéologiques, modifient petit à petit les représentations dominantes envers l'URSS. Mais pour saisir le poids réel de ces actions, il est indispensable de se pencher d'abord sur la politique concrète du Kremlin destinée à épauler, et même à prendre secrètement en charge, les initiatives des sociétés Chili-URSS.

4.2.4.-Les instituts URSS-Chili : au service de la diplomatie culturelle de Moscou ?

Il est indéniable que les responsables soviétiques des politiques « d'amitié » coordonnent un programme soutenu et généreux de coopération avec leurs homologues du sous-continent. Les instituts bilatéraux bénéficient d'une aide consistante qui se consolide avec le temps et devient, dès les années 1960, un facteur clé de la « pénétration » des influences culturelles de l'URSS. Au Chili, un indice éloquent de cette « volonté solidaire » de Moscou est l'achat d'une nouvelle demeure pour l'Institut chileno-soviétique de Santiago. C'est en juin 1967 qu'est organisée l'inauguration d'une magnifique maison de trois étages située en plein centre de la ville (7 rue Ejército). Elle sera destinée à abriter le nombre croissant d'expressions culturelles et à assurer le déroulement normal des cours proposés. La cérémonie est dirigée

[803] "Día internacional de la mujer en el Instituto", in *Instituto Chileno-Soviético de Cultura*, 10 avril 1969.
[804] Un bon exemple de ce type d'événements a lieu à l'institut Chili-URSS de la capitale en octobre 1968, quand le Quatuor Santiago, rattaché à l'Université du Chili, offre un concert de musique classique avec des pièces de Mozart, Haydn et (quand même !) Tchaïkovski. "Actividades del Instituto Chileno-Soviético de Cultura", in *Instituto Chileno-Soviético de Cultura*, 24 octobre 1968.
[805] "Molière en el Instituto", in *Druzhba=Amistad: Boletín del Instituto Chileno-Soviético*, n°6, mai 1967, p. 8.

par le président de l'association, le militant du Parti radical – une organisation de centre – Alberto Baltra. Devant une délégation soviétique venue spécialement pour l'occasion, il prononce un discours pour remercier le Kremlin de l'acquisition du vaste établissement : l'immeuble comporte une bibliothèque, un grand hall d'entrée, une salle de lecture, une salle d'exposition, cinq salles de classe, une piste de danse et une cafétéria[806]. Deux ans plus tard, les partenaires soviétiques financent l'aménagement d'un auditorium de près de 200 places, destiné à la projection de films et au déploiement de toute sorte de spectacles. Ce plateau est d'ailleurs publiquement présenté lors d'une représentation du ballet moldave *Zhok* à la mi-1969[807].

L'envergure tout à fait considérable du bâtiment permet également la conservation des nombreux objets (bandes cinématographiques, livres, dictionnaires, revues, photos, tableaux, projecteurs, etc.) que les sociétés soviétiques envoient systématiquement. L'accumulation de ce matériel est censée favoriser la distribution de productions artistiques vers les différents centres qui constituent le réseau des instituts Chili-URSS. L'ambassade du Kremlin au Chili informe à la SSOD que suite à une réunion de délégués de chaque filiale, ces derniers ont décidé de faire de Santiago le noyau central du dispositif[808]. Ainsi, l'organisme reçoit tous les ans une aide substantielle en vue d'alimenter les activités culturelles se déroulant dans l'ensemble du pays. Mais cette politique de distribution existait avant l'établissement de rapports diplomatiques. Déjà en 1962, le Secrétaire général de l'ICSC de Valparaíso, Gilberto Zamorano, accuse réception de 102 manuels de russe et de disques pour l'apprentissage de la langue. Il annonce qu'une partie de ce matériel sera ensuite octroyée à l'Université du Chili et suggère l'envoi de films, spécialement de productions « concernant les vols cosmiques », pour ainsi satisfaire « la véritable anxiété de connaître tout ce qui est lié à l'URSS »[809]. D'après Zamorano, les œuvres cinématographiques s'avèrent particulièrement efficaces car

> « …elles sont le moyen le plus récurrent de notre propagande parmi les secteurs nombreux d'ouvriers, d'étudiants et le public en général puisque, depuis plusieurs mois, nous utilisons en soirée l'une des fenêtres de l'institut pour projeter [des films] vers l'extérieur, c'est-à-dire vers une place qui se trouve devant le siège »[810].

[806] *El Siglo*, 9 juin 1967, p. 5.
[807] "El teatro del Instituto Chileno-Soviético de Cultura", in *Enfoque internacional*, n°31, juillet 1969, p. 46.
[808] GARF, Fonds 9576r, O.10, D.87, 19 février 1967.
[809] GARF, Fonds 9576, O.8, D.112, 25 mai 1962.
[810] *Ibidem*.

Ce genre de pétitions semble avoir attisé l'intérêt des interlocuteurs qui ne tardent pas à y répondre de manière satisfaisante. En octobre 1963, la filiale de Santiago confirme la réception de méthodes de langues, d'ouvrages spécialisés, de projecteurs et de nombreuses boîtes avec des photographies[811]. Toute une série de revues traduites en espagnol (*Tiempos Nuevos, Unión Soviética, Mujer Soviética, Cultura y Vida, Literatura Soviética*) est également expédiée en direction de Valparaíso au début de l'année 1964[812]. Avec le temps, cette politique « d'assistance culturelle » aura tendance à se renforcer, embrassant des sphères de plus en plus étendues. Au cours de la seule année 1964, les sociétés moscovites fournissent 2 400 livres et brochures, des dizaines de bobines, deux projecteurs, des machines à écrire et un tourne-disque. De plus, pour assurer des formations ininterrompues de russe, la SSOD envoie en mission vers Santiago une professeur, Mme Vichnievskaïa[813]. À l'ère du gouvernement de l'UP, le représentant des associations « d'amitié » qui siège désormais au Chili, Dmitri Pastoukhov, croit convenable de demander à ses supérieurs des équipements pour « garantir le fonctionnement » du réseau d'instituts. La liste est longue : trois télévisions, sept projecteurs, un piano, des machines à écrire, des milliers de diapositives « sur le développement de l'industrie, l'agriculture, la culture », des drapeaux de l'URSS, des jeux d'échecs, 300 disques de musique, 500 manuels, 2 000 timbres pour une exposition ainsi que « l'envoi systématique de livres et de films » ![814]

On pourrait multiplier les exemples illustrant cette volonté d'assistance. Il suffit pour l'instant de mentionner que ces efforts grandissants se fondent sur un regard optimiste envers la capacité d'influence des organismes Chili-URSS. Les conseillers de l'ambassade remettent des rapports transmettant une vision encourageante de l'impact potentiel sur la population. En juillet 1965, Moscou reçoit des informations précises sur l'essor de la culture soviétique au Chili. Selon le signataire, les ICSC jouissent « d'une grande popularité » et sont à même de propager les « vérités de l'URSS ». Cependant, les profits que l'on pourrait tirer de cette situation ne sont guère suffisamment exploités, ce qui se manifeste par la précarité matérielle à laquelle les responsables des sociétés doivent faire face. Pour tenter de convaincre ses destinataires de la nécessité de soutenir davantage les partenaires locaux, le diplomate se sert d'un argument conçu pour frapper l'orgueil idéologique des autorités : afin d'assurer les

[811] GARF, Fonds 9576, O.10, D.13, 15 octobre 1963.
[812] GARF, Fonds 9495, O.10, D.29, 5 mars 1964.
[813] GARF, Fonds 9576r, O.10, D.50, janvier 1965.
[814] GARF, Fonds 9576, O.10, D.152, 22 janvier 1971.

séances de films soviétiques, les activistes de Valparaíso n'ont pas d'autre alternative que d'emprunter le projecteur de l'Institut chileno-nord-américain ![815]

En février 1967, Dmitri Pastoukhov rédige un rapport sur la dernière réunion des instituts Chili-URSS. Il souligne l'importance de la rencontre qui constitue « un grand encouragement pour animer le travail des succursales ». Mais si les discussions ont permis de mieux « coordonner toutes les activités », il est encore nécessaire de faire parvenir « un plus grand nombre d'ouvrages, de matériel informatif, d'expositions graphiques » ainsi que d'autres objets « dédiés au cinquantième anniversaire du pouvoir soviétique »[816]. Avec l'ascension politique de l'Unité populaire en 1970, la « pénétration culturelle » de l'URSS – et surtout l'intérêt pour la langue russe – devrait sortir renforcée. C'est du moins la conviction de l'ambassade qui regrette le manque d'un corpus suffisant de livres pour permettre le déroulement normal des ateliers. Même si les prix des formations sont abordables et que les étudiants sont en nombre croissant, les ICSC se voient dans l'incapacité de satisfaire pleinement les demandes car « le fonctionnement des cours est entravé par l'absence » de manuels. Face à ces carences, la mission diplomatique encourage les supérieurs à fournir au plus vite des méthodes de langue. Pour mettre l'accent sur le caractère urgent de cette assistance, le document souligne que pendant l'année 1970 près de 400 personnes se sont inscrites dans l'un des cours de russe de l'ICSC de Santiago et qu'à Valparaíso elles étaient au nombre de 175. Par ailleurs, l'association de la capitale a même décidé de mettre en place des programmes linguistiques d'été qui comptent déjà, en janvier 1971, 47 étudiants[817].

Ce qui ressort de ces rapports, c'est qu'une partie importante de la population chilienne commence à s'intéresser à la culture de l'URSS. Pour les représentants de Moscou à Santiago, il faudrait donc exploiter de manière plus efficace cette situation en consolidant le dispositif matériel des instituts. Ce genre de requête suscite, nous l'avons vu, une réaction favorable des « amitiés » soviétiques qui ne tardent pas à envoyer des productions artistiques et littéraires. Nul ne doute que les initiatives des ICSC s'inscrivent parfaitement dans les priorités de la diplomatie culturelle du Kremlin. Mais nous ne devons pas conclure pour autant que ce réseau est géré par la seule intervention de la « main invisible » des groupements communistes. Les comités de direction se composent d'une myriade d'individus aux sensibilités différentes, ce qui semble s'adapter aux stratégies de Moscou qui voient dans cette diversité un instrument utile.

[815] GARF, Fonds 9576r, O.10, D.50, 19 juillet 1965.
[816] GARF, Fonds 9576r, O.10, D.87, 19 février 1967.
[817] GARF, Fonds 9576, O.10, D.152, 20 janvier 1971.

La multiplicité d'appartenances idéologiques constitue en effet un facteur qui favorise le rayonnement des organisations bilatérales. Ce n'est pas pour rien que lors d'une réunion des filiales au début de l'année 1967, les délégués accentuent la nécessité d'interdire toute forme de « propagande politique », pouvant même entraîner « l'expulsion des membres ». Cette volonté peut sembler quelque peu contradictoire si l'on tient compte que l'ambassade de l'URSS suit de près la rencontre. Par ailleurs, selon l'un des fonctionnaires diplomatiques, ce rassemblement vise à évaluer les meilleurs moyens pour diffuser les « réussites du peuple soviétique »[818]. De surcroît, le PCCh parvient toujours à placer des militants – quoique auréolés de la légitimé que leur confère le statut d'artiste – qui garantissent « en coulisse » le bon fonctionnement des activités. La question du degré de présence des « alliés idéologiques » fait l'objet de polémiques. Comme le remarque le Soviétique V. K. Kazakov pendant sa tournée au sud du Chili, une intervention trop explicite du « parti frère » pourrait avoir des conséquences néfastes sur les objectifs des sociétés. À Temuco, les ambitions politiques des « amis »[819], qui cherchent à contrôler l'appareil dirigeant, risquent d'affaiblir les contacts avec des « personnes influentes ou de perdre des liens avec la radio et la presse, s'isolant de l'opinion publique de la ville ». Une situation semblable est appréciée avec inquiétude dans la ville de Valdivia. Par contre, à Osorno, le « tact et la connaissance de la vie sociale » du président de l'ICSC, Álvaro Borges, produisent une « impression très positive »[820].

Pour finir, et malgré certaines pressions du PCCh, c'est l'idée d'ouverture politique qui s'impose. L'Institut chileno-soviétique de Santiago a été dirigé pendant 13 ans par des adhérents du Parti radical, une organisation de centre nullement identifiée à l'URSS : Alberto Baltra entre 1960 et 1968, puis Enrique Silva Cimma (1968-1973) qui était en même temps président du Tribunal constitutionnel du Chili. Si l'assistance du Kremlin et le rôle des militants communistes nuancent l'indépendance politique des instituts, il est indéniable que ces derniers bénéficient du concours d'individus qui ne peuvent être considérés comme des activistes de gauche. Au sein de l'ICSC de Santiago, on identifie des membres tels que le député radical Jorge Cabello ou encore le militaire et ancien professeur du général Pinochet, Gregorio Rodríguez Tascón. Le conseiller de l'ambassade de l'URSS note que dans la ville de San Antonio la direction est composée d'un radical, d'un démocrate-chrétien et même d'un

[818] GARF, Fonds 9576r, O.10, D.87, 19 février 1967.
[819] « Ami » est un concept utilisé fréquemment dans les documents soviétiques pour faire référence aux communistes chiliens, toujours très fidèles aux orientations de Moscou.
[820] GARF, Fonds 9576r, O.10, D.107, 29 novembre 1968.

militant du Parti libéral[821], une organisation clairement située à l'aile droite de l'échiquier politique.

La participation de personnes aux profils différents est vue d'un bon œil par les représentants de Moscou qui savent pertinemment que cette diversité renforce le caractère « inclusif » des instituts. De la sorte, les activités organisées peuvent atteindre un public plus large, nullement limité aux seuls « compagnons de route », tout en confortant l'idée d'un « consensus » par rapport à la qualité de la culture soviétique. Au Chili, cette ouverture a effectivement favorisé l'accès aux expressions artistiques de l'Est, entraînant un intérêt accru envers ces manifestations. Mais au-delà des ambitions des décideurs, ce phénomène obéit également à une logique sociale complexe. Nous soutenons que la réalité soviétique, spécialement dans les années 1960, ne provoque pas un refus unanime des non communistes. L'URSS – nous y reviendrons dans le chapitre VII – représente aux yeux de beaucoup un monde énigmatique qui engendre davantage de curiosité que d'aversion. En ce sens, et sans aller à l'encontre des objectifs stratégiques de la propagande, la composition variée des ICSC reflète l'esprit particulier d'une époque caractérisée par un désir croissant de connaître ce qui existe de « l'autre côté du mur ». Ces « amitiés » sont, en définitive, des lieux symboliques ; des espaces créateurs de représentations sociales témoignant des ambivalences vis-à-vis du monde socialiste. À travers des programmes chargés d'activités, qui profitent de la participation de grands artistes du pays, les ICSC sont à même de diffuser une image positive de la culture soviétique.

Alors qu'à Cuba les « amitiés » avec l'URSS se vouent principalement à la consolidation des intérêts étatiques, au Chili, elles rendent compte de la complexité de la dynamique sociale. L'apparition tardive de l'Association cubano-soviétique (1969) contraste remarquablement avec la mise en place précoce – qui précède l'établissement de liens diplomatiques en 1964 – d'un vaste réseau d'institutions Chili-URSS. Cela n'implique pas pour autant que les relations culturelles de Moscou avec Santiago furent plus importantes qu'avec l'île des Caraïbes. À Cuba, où les échanges avec l'URSS s'entretenaient grâce à des programmes contractualisés au niveau des gouvernements, l'action des instituts semble moins déterminante. Si la volonté officielle n'entrave pas les interactions, le rôle des acteurs intermédiaires s'avère toutefois secondaire. C'est justement l'agencement rigoureux fixé par les autorités soviéto-cubaines qui explique le caractère limité du dispositif institutionnel.

[821] GARF, Fonds 9576r, O.10, D.50, 19 juillet 1965.

Dans une logique différente, au Chili, les sociétés « d'amitié » dévoilent des sensibilités sociales et politiques difficiles à saisir. Bien qu'elles s'inscrivent dans les objectifs de la diplomatie culturelle en favorisant la propagation d'une image attrayante de l'URSS, les ICSC répondent à des motivations multiples. Loin d'être le simple résultat d'un accord officiel, ils s'articulent autour d'un double processus. D'une part, Moscou met en place une politique d'assistance considérable en vue d'encourager l'action des filiales chiliennes et compte sur le soutien de membres du PCCh, d'autre part, des acteurs locaux qui ne partagent pas nécessairement les convictions communistes contribuent aussi à faire émerger ce réseau imposant. Nous sommes face à un phénomène qui entremêle actions étatiques et volontés individuelles. La nature exceptionnelle de l'appareil pour les échanges culturels (n'oublions pas que le Chili a le plus grand nombre d'associations bilatérales du continent) s'explique donc par les convergences d'objectifs et d'efforts variés.

Les exemples du Chili et de Cuba nous montrent à quel point l'ère d'ouverture de Nikita Khrouchtchev embrasse des « lieux de rencontres » de plus en plus étendus. Des espaces d'interactions entre les cultures, très restreints du temps de Staline, apparaissent dans des territoires traditionnellement négligés. Suivant les arguments de Sandrine Kott et Justine Faure, le « Sud » émerge dans les années 1960 pour se transformer en un terrain favorisant une forme de médiation entre les blocs [822] . Nous observerons maintenant que « l'internationalisme » poststalinien – notamment grâce à la mise en place d'institutions comme celles que nous venons d'évoquer – parvient également à intensifier les déplacements de personnes de part et d'autre de l'océan Atlantique.

[822] KOTT, Sandrine et FAURE, Justine, « Présentation », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°109, 2011, p. 9.

Chapitre V

L'essor des déplacements réciproques de part et d'autre de l'océan Atlantique (1959-1973)

> Ainsi passèrent les jours, *El Gordo* s'occupait de son amour et négligeait ses responsabilités pendant que *El Flaco* s'occupait de celles des deux ; et Irina, l'interprète, une blonde, mince, avec des lunettes, intolérablement cultivée et responsable, qui ne se montrait jamais fatiguée pour expliquer jusqu'à la satiété les inépuisables expositions des musées auxquels Larisa et *El Gordo* n'allaient jamais, se protégeant sous la devise qu'ils prononçaient à l'unisson : « entre la culture et la vie… », disait *El Gordo* dans un premier temps, et Larisa concluait dans un espagnol qu'elle avait appris au lit, « choisis la vie ! »[823].

L'année 1959 constitue le tournant décisif pour l'essor des échanges soviéto-latino-américains de personnes. Le nouveau régime de La Havane devient à bien des égards une « tête de pont » vers l'ensemble du continent. Pour Moscou, les tournées de figures importantes doivent transmettre une volonté renouvelée vis-à-vis du territoire outre-Atlantique. À l'inverse, l'URSS ouvre aussi ses portes à maintes personnalités cubaines et chiliennes qui deviennent des visiteurs de plus en plus réguliers. De fait, les déplacements de délégations représentant des domaines divers (littérature, sport, science, éducation, etc.) sont appelés à se transformer en une preuve tangible des bonnes dispositions de la superpuissance de l'Est. Dès le début de la décennie 1960, les frontières, qui semblaient auparavant presque infranchissables, ont tendance à s'ouvrir, bien qu'à des rythmes différents selon les cas : de façon très accélérée pour Cuba ; plus timidement en ce qui concerne le Chili. Deux mondes qui jusqu'alors s'ignoraient profondément commencent à se découvrir grâce, en partie, aux voyages d'un nombre grandissant d'intermédiaires.

Dans ce contexte de rapprochement, la société cubaine devient naturellement une cible privilégiée. La présence d'artistes soviétiques sur l'île doit désormais incarner l'expression la plus patente de « l'alliance soviéto-cubaine ». Mais le Kremlin ne borne pas cette nouvelle « diplomatie à visage humain » à la seule zone des Caraïbes. L'arrivée de délégués socialistes se fait également de plus en plus fréquente au sud du continent. Au Chili, ce phénomène s'avère particulièrement perceptible à partir de la fin 1964, quand le gouvernement de Frei

[823] DÍAZ, Jesús, *Las palabras perdidas*, Barcelona, Anagrama, 1996, p. 63.

rétablit les liens officiels avec l'URSS. Dès lors, les périples ne cessent de se multiplier, dépassant largement les milieux d'obédience communiste. Si l'accroissement des relations avec la « révolution castriste » témoigne d'affinités idéologiques, les interactions avec Santiago, surtout pendant les années 1960, rendent compte du caractère ambivalent de l'image de l'URSS. Nous verrons donc que, même si l'essor des voyages obéit à une réévaluation générale du rôle de l'Amérique latine aux yeux de Moscou, les dynamiques régionales présentent des spécificités bien distinctes.

5.1.-Un rapprochement fulgurant : la « ritualisation » des déplacements soviéto-cubains

Très tôt, avant même la consolidation de « l'entente URSS-Cuba », les Soviétiques s'efforcent de faire découvrir sur le territoire de l'île quelques grands noms de leur culture. Ils encouragent simultanément l'accueil croissant d'étudiants et d'artistes cubains afin de susciter un terrain propice pour des relations continues. Dans une première phase révolutionnaire (1959-1961), les voyages doivent témoigner des dispositions favorables de Moscou tout en permettant de sonder sur place le caractère d'un régime qui n'est pas encore tout à fait sur le chemin du socialisme. Au fur et à mesure que l'entente politique s'affermit, les premières incursions se multiplient à un rythme explosif, cessant d'être une situation exceptionnelle. Ainsi, aux yeux des Caribéens, l'arrivée incessante de délégués soviétiques contribue à rendre plus familière la réalité de l'URSS. Outre cela, le monde de l'Est devient la principale – voire la seule – destination pour une grande majorité de Cubains qui commencent à traverser le « rideau de fer » pour entamer des tournées ou suivre une formation.

5.1.1.-Les interactions humaines : une expression tangible du rapprochement politique

Bien que dans un premier temps les « barbudos » se montrent hésitants à l'égard du modèle communiste, la révolution entraîne une prompte ouverture envers l'Est. Nous avons vu qu'en décembre 1960 Che Guevara signe à Moscou un accord culturel prévoyant de

nombreux échanges de délégations[824]. Mais l'augmentation de déplacements précède cette convention qui ne fait qu'entériner une tendance déjà bien établie. Malgré l'absence de liens diplomatiques, l'année 1959 permet déjà à un groupe important de Cubains de séjourner en URSS et dans d'autres pays du camp socialiste. Le journaliste Honorio Muñoz décrit le périple d'une représentation hétéroclite qui visite à la mi-1959 la capitale de la superpuissance. Parmi les touristes, l'étudiante Telma Bordón et l'ouvrier d'une usine de tabac, Inaudi Kindelán, reçoivent une invitation prenant en charge la totalité du voyage[825]. À la même époque, Alberto Alonso prend la tête d'un groupe de danseurs qui parcourent Moscou, Riazan, Stalingrad, Krasnoïarsk, Novorossiisk et Sotchi et effectuent plus de 50 prestations. Ils sont accompagnés d'un ensemble de neuf percussionnistes, d'un chœur dirigé par Nilo Rodríguez et de la fameuse *Orquesta América*, initiatrice du style musical Cha-cha-cha. La réception semble avoir été chaleureuse, attirant l'intérêt d'un large public qui se précipite au spectacle. Afin de renforcer les impressions positives des artistes, les organisateurs montent des événements susceptibles de les captiver, comme la rencontre avec la célèbre ballerine Galina Oulanova[826].

Alors qu'avant 1959 les invitations étaient réservées à un nombre restreint de militants du PSP ou à des grandes figures de la scène artistique – telles qu'Alicia Alonso qui se produit en URSS en 1957[827] –, l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro suscite une intensification des échanges. Ce phénomène concerne également des personnalités soviétiques qui atterrissent à La Havane pour témoigner de l'esprit d'ouverture du Kremlin. C'est ainsi qu'au cours du premier semestre 1959 les « Stars du ballet », une représentation de 11 danseurs, font connaître aux Cubains près de 20 mises en scènes du Théâtre de l'Opéra et du Bolchoï[828]. La manifestation la plus spectaculaire de l'intérêt du Kremlin est, on l'a vu, la présence en février 1960 d'Anastase Mikoyan. D'après le témoignage de Nikita Khrouchtchev, l'objectif de ce voyage était de déceler les intentions des nouveaux leaders avant de mettre en place des plans concrets de coopération[829]. Mikoyan en sort séduit et sa visite aboutit à la signature d'une convention commerciale[830]. Mais au-delà de l'importance politique de cette tournée, la

[824] Ministerio de Relaciones Exteriores, *Tratados Bilaterales de Cuba*, *op. cit.*, p. 6.
[825] MUÑOZ, Honorio, "34 notas acerca de 6 días en Moscú", in *Hoy Domingo*, 4 octobre 1959, pp. 8-9.
[826] "Los artistas cubanos triunfan en la URSS", in *Hoy Domingo*, 8 novembre 1959, pp. 14-15.
[827] NABEL PÉREZ, Blas, *Las relaciones culturales Cuba-URSS*, *op. cit.*, p. 37.
[828] *Ibid.*, p. 39.
[829] KHROUCHTCHEV, Nikita, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 464.
[830] Anastase Mikoyan négocie un accord à travers lequel son pays s'engage à acheter 425 000 tonnes de sucre pour l'année 1960 et 1 million de tonnes annuellement pour la période 1961-1964. De plus, Moscou promet d'accorder aux révolutionnaires cubains un crédit de 100 millions de dollars. ANC, *Fondo Ministerio de*

mission est renforcée par un programme impressionnant d'activités culturelles, dont les concerts de trois des plus grands musiciens soviétiques : Emil Gilels, Leonid Kogan et Aram Khatchatourian. Ce dernier, qui dirige, rappelons-le, la Société URSS-Amérique latine, se montre particulièrement intéressé par la réalité de l'île. En compagnie de sa femme Nina Makarova, compositrice elle aussi, ils discutent pendant des heures avec des artistes cubains en vue d'évaluer les meilleurs moyens pour soutenir le développement de la musique locale[831].

C'est à ce moment-là, suite au rapport encourageant d'Anastase Mikoyan épaulé avec enthousiasme par Nikita Khrouchtchev, que les déplacements connaissent un essor considérable. Moscou deviendra la destination d'une jeune génération d'étudiants qui obtiennent des bourses pour se perfectionner en URSS. À la mi-1960, les responsables de la nouvelle ambassade à La Havane octroient à l'interprète Enrique Ubieta une allocation pour poursuivre sa formation au Conservatoire Tchaïkovski[832]. Carlos Fariñas, sans doute l'une des figures majeures de la musique cubaine, bénéficie de la même opportunité[833]. Ce ne sont que les premiers d'une longue série d'artistes qui commenceront à se former dans les pays de l'Est. Quelques mois plus tard, l'organisme étatique consacré au « septième art » (l'ICAIC), reçoit une offre lui permettant d'envoyer des boursiers à l'Institut supérieur du cinéma de Moscou. Pour ces derniers (Luis Felipe Bernaza, Idelfonso Ramos, etc.), cette expérience constitue un pas décisif vers une remarquable carrière cinématographique. Avec le temps, l'envoi régulier d'étudiants – qui ne cessera d'augmenter, atteignant environ 8 000 jeunes par an dans les années 1980 [834] – se consolidera grâce à des programmes d'échanges contractualisés au niveau des gouvernements. Le 16 novembre 1960, un accord « pour la préparation de spécialistes cubains » est scellé à Moscou. S'il ne s'agit ici que du premier protocole bilatéral dans le domaine de l'enseignement, les perspectives sont pourtant déjà

Relaciones Exteriores, dossier n°11, numéro d'ordre 197, "Comunicado conjunto soviético-cubano", La Havane, 13 février 1960, p. 81.

[831] HENRÍQUEZ, Antonieta, "Dos grandes músicos – Aram Jachaturián y Leonid Kogan", in *Hoy Domingo*, 14 février 1960, p. 7.

[832] ANC, *Fondo Ministerio de Relaciones Exteriores*, dossier n°28, numéro d'ordre 533, département des Affaires culturelles au ministre des Affaires étrangères, La Havane, 3 octobre 1960, p. 81.

[833] QUILLÉVÉRÉ, Marcel, « Symphonies et ballets aux résonances africaines », in MACHOVER, Jacobo (éd.), *La Havane 1952-1961. D'un dictateur l'autre : explosion des sens et morale révolutionnaire*, Paris, Éditions Autrement, 1994, p. 169.

[834] BAIN, Mervyn, *Soviet-Cuban relations, 1985 to 1991: Changing perceptions in Moscow and Havana*, Lanham, Lexington Books, 2007, p. 31. Dans l'ensemble de la population, ce chiffre représente près d'un Cubain sur 1000.

assez ambitieuses : le texte prévoit la formation en URSS de 400 étudiants universitaires et de 400 travailleurs spécialisés[835].

L'URSS khrouchtchévienne ne ménage pas ses efforts pour exprimer sa sympathie envers l'île. Des délégués de premier rang sont envoyés : en octobre 1960, le réalisateur Roman Karmen se trouve à Cuba[836] pour capter des images dans les lieux de combat de la révolution. Les résultats de ces journées de tournage se matérialisent en 1961 par le documentaire intitulé *L'Île en flammes* (ou *Alba de Cuba*, en espagnol). Mais Karmen profite également de ce séjour de trois mois pour rassembler de nombreuses images dans toutes les provinces du pays (une session du Conseil des Ministres, la route entreprise en 1956 par le navire *Granma*, les paysages de la *Sierra Maestra*). En tout, 25 000 mètres de pellicule[837] qui deviennent ensuite la source principale de deux autres films sur Cuba : *La lampe bleue* et *Quand la paix ne tenait qu'à un cheveu*[838]. Sur un terrain plus politique, une « mission de bonne volonté » est dirigée en 1961 par Mikhaïl Gueorgazde, secrétaire du Présidium du Soviet suprême. Il est escorté par une délégation composée notamment du futur ambassadeur aux États-Unis, Anatoli Dobrynine, et du vice-ministre du Commerce extérieur, Nikolaï Smeliakov[839]. À la même époque, la vice-ministre de la Santé publique est en tête d'une représentation soviétique conviée par la Fédération des femmes cubaines[840].

Mais, parmi ces tournées, la visite la plus marquante est celle de Youri Gagarine, en 1961, qui reçoit tous les honneurs à La Havane et participe aux fêtes du 26 juillet[841]. Sa présence est d'autant plus retentissante que son exploit le plus admiré – le premier vol effectué par un homme dans l'espace – n'a eu lieu que trois mois auparavant. Si ces voyages ont une portée hautement symbolique, il ne faut nullement croire que les déplacements de Soviétiques se limitent à des gestes ponctuels. Bien au contraire, le rapprochement s'accompagne d'une volonté de coopération technique qui entraîne l'établissement de plusieurs communautés d'experts à Cuba. Ainsi, en juin 1961, 300 spécialistes débarquent pour contribuer au

[835] ANC, *Fondo Ministerio de Relaciones Exteriores*, dossier n°6, numéro d'ordre 83, Dirección de Cancillería, "Memorándum", p. 129.
[836] ANC, *Fondo Ministerio de Relaciones Exteriores*, dossier n°11, numéro d'ordre 194, Santiago Álvarez au ministère des Affaires étrangères, La Habana, 12 octobre 1960, p. 38.
[837] KARMEN, Roman, *¡No pasarán!*, *op. cit.*, pp. 364-390.
[838] Pour confirmer ces informations, nous avons pu consulter le dossier « Roman Karmen » dans les Archives de l'ICAIC à La Havane.
[839] ANC, *Fondo Ministerio de Relaciones Exteriores*, dossier n°8, numéro d'ordre 135, Direction du protocole, 22 novembre 1961, pp. 165-166.
[840] *Ibid.*, p. 71.
[841] ANC, *Fondo Ministerio de Relaciones Exteriores*, dossier n°8, numéro d'ordre 135, Direction du protocole, "Ceremonial especial para el recibimiento oficial del comandante Yuri Gagarin, primer cosmonauta soviético, el día 24 de Julio a las 2 de la tarde en el aeropuerto internacional José Martí", 22 novembre 1961, p. 198.

développement agricole de l'île[842]. Au moment du départ, près d'un an après le début de leur mission, Fidel Castro en personne assiste aux cérémonies d'adieu pour faire part de sa reconnaissance[843]. Maintes autres équipes de techniciens s'installent en territoire caribéen pour répondre aux plans de collaboration[844].

Les accords qui voient le jour dès l'année 1960 permettent de consolider une relation continue qui tend à se « ritualiser » au cours de la décennie. L'accroissement des contacts est envisagé dans le protocole culturel signé par Ernesto Guevara à Moscou, en décembre 1960. Un deuxième traité cherche à favoriser, en juillet 1962, la communication aérienne entre les deux pays. Il est suivi six mois plus tard par la mise en place d'une ligne directe Moscou-La Havane pour passagers et marchandises. Cette tendance vers une plus grande flexibilité est couronnée en 1966 par une convention qui annule la nécessité d'obtenir un visa pour se rendre dans le territoire de la nation « alliée »[845].

C'est ainsi qu'un cadre favorable permet l'essor spectaculaire des déplacements. Ces derniers sont cependant méticuleusement contrôlés par les pouvoirs étatiques qui déterminent, lors de négociations réciproques, l'envergure des connexions. Il n'est nullement question – sauf brièvement au début de l'ère révolutionnaire – d'effectuer un voyage touristique à titre privé. Contrairement au cas des relations Chili-URSS, où l'autofinancement d'un séjour à Moscou est viable, ici, les gouvernements encadrent avec soin les voyageurs. Mais bien que les interactions obéissent aux seules volontés officielles, celles-ci n'en sont pas pour autant affaiblies. Sur les seules années 1959-1961, les Cubains peuvent apprécier les prestations de 11 danseurs, d'hommes de lettres tels Sergueï Smirnov, Boris Polevoï et Evgueny Evtouchenko, d'Aram Khatchatourian, Leonid Kogan, Emil Gilels et Mstislav Rostropovitch, du ballet folklorique de Géorgie, du Moïsseïev, des Chœurs de l'Armée rouge, des dessinateurs Victor Ivanov et Piotr Ossosvki, des cinéastes Mikhaïl Kalatozov, Roman Karmen et Serge Bondartchouk. Et la liste est encore loin de s'épuiser. Selon le chercheur cubain Blas Nabel Pérez, qui a dépouillé des archives en URSS, près de 3 000 artistes soviétiques atterrissent à Cuba pendant les 20 premières années de l'ère castriste.

[842] *Amistad fraternal e inquebrantable*, *op. cit.*, p. 14.
[843] "Enriquecieron una tierra rica", in *Cuba*, n°5, 1962, p. 60.
[844] La période qui entoure les événements de la crise des missiles (octobre 1962) voit l'arrivée d'un grand nombre de spécialistes à Cuba. Lors de la réunion du Présidium du 10 juin 1962, le ministre de la Défense de l'URSS, Rodion Malinovski, formule l'esquisse du plan qui aboutira à l'opération « Anadyr » et, en dernier lieu, à la crise des missiles. Outre le déploiement d'armes nucléaires, ce projet comprend également l'envoi de 50 874 membres de l'armée soviétique. FURSENKO, Aleksandr et NAFTALI, Timothy, *"One Hell of Gamble"*, *op. cit.*, pp. 187-188.
[845] *Amistad fraternal e inquebrantable*, *op. cit.*, pp. 15-16.

Inversement, cette même période (1959-1979) a connu le séjour dans la « patrie du communisme » d'environ 2 000 Cubains liés au milieu culturel[846].

Quelques cinéastes, écrivains ou musiciens majeurs du pays deviennent ainsi des « ambassadeurs » récurrents de leur culture en URSS. C'est le cas du grand cinéaste de l'ICAIC Santiago Álvarez. Ses documentaires sont visionnés dans des festivals d'Europe de l'Est, comme celui de Leipzig[847], et de Moscou, où il a l'occasion de se rendre à maintes reprises : sa première visite date de 1961 ; il y retourne en 1963 – moment où il rencontre, en compagnie de Fidel Castro, Nikita Khrouchtchev[848] –, puis en 1967. Dans les années 1970 son rôle de médiateur se consolide suite à de nombreuses visites[849]. Nicolás Guillén, considéré par le régime comme le « poète national », entretient aussi des rapports continus avec ses hôtes moscovites et rédige des poèmes à la gloire de la superpuissance[850]. Il déclare d'ailleurs que « Moscou est une ville très familière pour moi, […] c'est un amour de longue date ; à chaque fois que je reviens, je trouve qu'elle va de mieux en mieux »[851]. Enrique Pineda Barnet – qui s'occupe du scénario de la co-production *Soy Cuba* – est aussi un invité fréquent. Comme il nous l'a lui-même expliqué lors d'une entrevue, après un premier voyage en 1963, où il filme les chorégraphies du ballet *Giselle*, il commence à se rendre pratiquement tous les ans en URSS (voir annexe n°5). Cette assiduité lui permet de nouer des liens privilégiés avec des artistes du pays d'accueil (Andreï Tarkovski, Tatiana Samoïlova, Sergueï Ouroussevski) ou de présenter ses films dans différentes villes (Tachkent ou des localités de l'Estonie)[852]. Pineda Barnet est l'un des principaux émissaires de l'ICAIC au-delà du « rideau de fer » : cette position se confirme en 1969, quand il suit les productions cubaines durant le Festival du film de Moscou[853].

---

[846] NABEL PÉREZ, Blas, *Las relaciones culturales Cuba-URSS*, *op. cit.*, p. 44.

[847] Comme le montre Caroline Moine, la célébrité de Santiago Álvarez en Europe s'explique notamment par sa participation au Festival de films documentaires de Leipzig (RDA). Nommé une première fois jury en 1964, puis ensuite à quatre reprises, il se place en tête des étrangers les plus souvent invités. Parmi ses œuvres, sept ont été primées à Leipzig. MOINE, Caroline, *Cinéma et guerre froide. Histoire du festival de films documentaires de Leipzig (1955-1990)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014, p. 211.

[848] Par rapport à son voyage de 1963, Santiago Álvarez raconte que suite à un discours de Fidel Castro, le dirigeant soviétique n'a pas pu retenir son émotion et a commencé à frapper la table avec l'une de ses chaussures. Il le décrit comme une « personne drôle ; le sourire de Khrouchtchev était malin, malicieux ; il avait une allure vernaculaire qui ne semblait pas sérieuse ; j'ai eu l'impression qu'il s'agissait d'un hombre humble ». MORALES, Larry, *Memorias para un reencuentro: conversaciones con Santiago Álvarez*, La Habana, Unión, 2008, pp. 114-115.

[849] *Ibid.*, pp. 202-209.

[850] Pour un exemple éloquent de l'une de ces compositions dédiées à l'Union soviétique, voir GUILLÉN, Nicolás, "Unión Soviética", in *Islas*, vol. 9, n°2, 1967, pp. 19-21.

[851] FEIJÓO, Samuel, "Viaje a la Unión Soviética", in *Islas*, vol. 9, n°2, 1967, p. 239.

[852] Entretien de l'auteur avec Enrique Pineda Barnet, La Havane, 15 avril 2014.

[853] PINEDA BARNET, Enrique, "Consagración en Moscú", in *Cuba Internacional*, n°4, 1969, p. 20. Voir aussi les articles suivants : "Delegación cubana en la reunión de críticos de cine de países socialistas en Moscú", in

Beaucoup d'autres passeurs entament des tournées dans les nations de l'Est devenant, par la fréquence de leurs déplacements, d'importants médiateurs. Le cas du chorégraphe Alberto Alonso est intéressant. Après un séjour en URSS en 1959, il revient à la fin 1966 et rencontre Maïa Plissetskaïa qui lui demande de régler la mise en scène du ballet *Carmen*. La ministre de la Culture Ekaterina Fourtseva donne rapidement son accord – même si le « théâtre impérial n'aimait guère les chorégraphes étrangers » – car, selon Plissetskaïa, la dirigeante estime qu'il « est bon de renforcer l'amitié soviéto-cubaine »[854]. C'est ainsi que naît le fameux *Carmen Suite*, une œuvre arrangée par Rodion Chtchedrine sur base de la musique de Georges Bizet. Toujours dans le domaine de la danse, Menia Martínez profite des liens noués préalablement avec l'URSS, où elle a étudié avant 1959, pour devenir une intermédiaire privilégiée. Elle collabore avec Azari Plissetski à partir de 1963 – quand ce dernier s'installe à La Havane pour intégrer le Ballet national de Cuba[855] – et revient en Union soviétique : M. Martínez présente une mise en scène du *Don Quichotte* dans plusieurs villes (Riga, Leningrad, Moscou, Bakou, Novossibirsk, Tbilissi, etc.) au cours d'une tournée qui s'étend sur près d'un an (1965-1966)[856].

Les échanges universitaires comptent aussi d'importants représentants. L'écrivain et peintre Samuel Feijóo, qui est aussi professeur de l'Université centrale de Las Villas, commence à traduire dans les années 1960 des poètes russo-soviétiques. Après s'être lié d'amitié avec Iossif Grigoulevitch, membre de l'Académie des sciences de Moscou et auteur d'ouvrages sur l'histoire de l'Amérique latine[857], il est convié en URSS en tant que délégué de son institution. Ce voyage est aussi l'occasion de souder les relations avec l'Université de Kiev, de parcourir des régions insolites de Sibérie et d'Asie centrale, de donner des interviews et de connaître des intellectuels soviétiques. En outre, ce déplacement, qui démarre en mai 1964, s'avère une excellente opportunité professionnelle. C'est pendant ce séjour que l'Union des écrivains de l'URSS lui propose d'éditer en russe son roman *Juan Quinquín en Pueblo Mocho*[858]. Pour finir avec un exemple probant, nous pouvons évoquer le cas de l'actrice cubaine Ana Viña qui joue en 1966 dans un film soviétique basé sur *Ivanov,* la pièce d'Anton Tchekhov. Il s'agit ici de sa cinquième expérience cinématographique à Moscou ; elle a déjà

Cuba Internacional, n°20, 1971, p. 69 et PINEDA BARNET, Enrique, "Los días del agua", in *Cuba Internacional*, n°28, 1971, pp. 83-85.

[854] PLISSETSKAÏA, Maïa, *Moi, Maïa Plissetskaïa*, Paris, Gallimard, 1995, pp. 342-343.

[855] RASSI, Reynold, "Azari Plisetski: 'Me siento muy orgulloso y feliz porque el pueblo cubano me acepta como uno de sus artistas'", in *Artes y Letras: revista del Granma*, 17 juin 1967, p. 9.

[856] RASSI, Reynold, "'Mi deseo ahora es actuar para mi pueblo' – Menia Martínez", in *Granma*, 10 août 1966, p. 7.

[857] Plus tard, il sera identifié comme l'un des plus remarquables agents secrets de l'URSS.

[858] FEIJÓO, Samuel, "Viaje a la Unión Soviética", in *Islas*, vol. 9, n°2, 1967, pp. 83-306.

participé au tournage de quatre court-métrages produits par l'Institut du cinéma[859]. Les impressions positives suscitées par ses contributions et son maniement du russe lui permettront d'intégrer, cette fois en tant que protagoniste, la distribution d'un film d'Alexeï Spechnev.

Les déplacements servent également à réaffirmer les bonnes dispositions politiques. En effet, les voyages acquièrent un caractère significatif à l'ère de la « normalisation » (dès la fin 1968). Des personnalités de plus en plus importantes commencent à prendre part aux interactions dans la mesure où les affinités se renforcent. En novembre 1969, on peut voir le ministre de la Défense Andreï Gretchko couper de la canne à sucre dans une plantation de l'île en compagnie des frères Castro[860]. Alors que les convergences battent leur plein, quand La Havane a définitivement décidé de se rallier au camp socialiste, la ministre Ekaterina Fourtseva décide de se rendre, elle aussi, chez les « alliés caribéens » (novembre 1972). Sa visite se produit à l'occasion des « Journées de la culture soviétique », un événement conçu pour frapper les esprits et témoigner de la bonne volonté des autorités. Mais Fourtseva n'atterrit pas toute seule. Elle est escortée par une impressionnante délégation d'artistes : un grand ensemble rassemblé sous le nom de *Variedades de Moscú*, le chanteur populaire Muslim Magomayev, un ballet du Théâtre Kirov, une représentation de l'Orchestre nationale symphonique de l'URSS et un groupe de dramaturges[861]. Un an auparavant, nous l'avons vu, Alexis Kossyguine entame une visite dans l'île recevant cette fois, contrairement à sa précédente mission de 1967, l'accueil chaleureux des « barbudos ». Ces voyages deviennent tous des signes d'une « réconciliation » qui sera couronnée en janvier 1974 par la présence exceptionnelle de Léonid Brejnev à Cuba.

La « normalisation » politique s'accompagne d'un effort visant à extérioriser le nouvel état d'esprit par des tournées symboliques. Le périple de Fidel Castro en URSS en juin 1972, qui débouche sur la signature de cinq accords économiques, cherche à rendre visible la nouvelle « accolade »[862]. Outre la générosité de l'aide soviétique, les rencontres aboutissent à des discours élogieux des deux côtés. Tout est minutieusement mis en scène pour assurer l'impact de la visite : Castro est reçu à l'aéroport par les plus hauts dirigeants (Léonid Brejnev, Alexis

[859] "Una cubana interpreta a Chejov en ruso", in *Granma*, 20 août 1966, p. 5.
[860] SKIERKA, Volker, *Fidel Castro, « El Comandante »*, Paris, Alvik, 2004, p. 285.
[861] VÁSQUEZ, Omar, "Finaliza mañana la I Jornada de la Cultura Soviética en Cuba", in *Granma*, 11 novembre 1972, p. 1.
[862] La signification de ce voyage est d'autant plus éloquente qu'en novembre 1967 Fidel Castro avait refusé une invitation pour participer aux festivités du cinquantième anniversaire de la Révolution d'Octobre. Il se contentera d'envoyer une délégation subalterne.

Kossyguine et Nikolaï Podgorny) qui le font intervenir à de nombreuses rencontres[863]. Alors qu'il ne s'était pas rendu à Moscou depuis huit ans, l'année 1972 le voit débarquer à deux reprises : son séjour de décembre est particulièrement significatif puisqu'il s'agit cette fois de prendre part aux fêtes du cinquantenaire de la fondation de l'URSS[864].

Le 20e anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada devient l'excuse parfaite pour organiser une fête en l'honneur des Cubains. Les « Journées de la culture cubaine en URSS » se déroulent entre le 25 juillet et le 4 août de l'année 1973. Un programme intensif d'activités a lieu dans plusieurs villes de la superpuissance avec la participation de près de 100 artistes cubains[865]. Nous constatons qu'au-delà des accords économiques ou de la coopération technique, le processus d'affermissement des relations peut être aussi examiné sous le prisme des échanges de personnes[866]. Nous observerons maintenant que, suivant cette même logique, l'URSS tente de séduire les révolutionnaires par l'envoi systématique de grandes figures de la culture.

5.1.2.-La Havane : une destination inattendue pour d'éminentes personnalités soviétiques

Nous avons décrit la visite qu'Anastase Mikoyan effectue en février 1960, soit avant même l'officialisation des relations diplomatiques. Pour renforcer le poids de cette délégation, le dirigeant atterrit avec Emil Gilels, Leonid Kogan et le compositeur Aram Khatchatourian. Bien que les délégués cherchent à évaluer l'attitude des Cubains avant de définir un programme de coopération, cette présence montre qu'il existe déjà une disposition favorable. En effet, les concerts de ces grands maîtres ne constituent que l'une des premières manifestations d'une interaction artistique qui ne cessera de s'accroître.

Toujours dans le domaine de la musique dite « classique », un an après la visite de Khatchatourian, l'URSS envoie de nouveau l'une de ses célébrités les plus chères. Le violoncelliste Mstislav Rostropovitch est amené à jouer dans divers endroits (des théâtres de

[863] QUIRK, Robert, *Fidel Castro*, New York, London, Norton & Company, 1993, pp. 714-716.
[864] SKIERKA, Volker, *Fidel Castro*, *op. cit.*, p. 291.
[865] "Jornada Cultural en la URSS", in *Revolución y Cultura*, n°14, 1973, p. 79.
[866] D'ailleurs, en 1970 Cuba reçoit 114 artistes soviétiques et l'URSS accueille 115 personnes liées aux milieux culturels cubains. Academia de Ciencias de la URSS et Academia de Ciencias de Cuba, *Los vínculos ruso-cubanos, soviético-cubanos: siglos XVIII-XX*, La Habana, Ciencias Sociales, 1989, p. 167.

la capitale aux villages les plus reculés)[867]. Il doit aussi rencontrer ses collègues cubains et offrir des conférences sur la musique soviétique[868]. Rostropovitch reviendra à Cuba peu de temps avant sa disgrâce auprès des autorités du Kremlin : il accompagne, en octobre 1971, une délégation qui parcourt La Havane, Ciego de Ávila, Matanzas et Santiago[869]. Mais le violoncelliste n'est certainement pas le seul à nouer des liens avec les « amis » caribéens. Suite à un premier voyage en 1963, accompagné de son collègue violoniste Igor Frolov[870], David Oïstrakh revient à Cuba vers la fin 1971[871]. D'autres cas pourraient être cités dans le domaine de la musique : celui de Leonid Kogan, de retour lui aussi en 1971, ou celui du pianiste Evgueny Malinine, déjà bien connu du public lors de sa prestation de 1965[872]. Les responsables de la diplomatie culturelle de l'URSS visent à tirer profit des rapports préalables : il s'agit d'exploiter les relations tissées auparavant pour inciter à une réception favorable dans la société d'accueil. Moscou donc non seulement engendre des représentants fidèles à sa cause mais essaye de conforter le milieu artistique local, enclin à mieux accueillir des « vieilles connaissances ».

Tous les terrains de la culture et de la science connaissent des échanges accrus. Il en est un, nous semble-t-il, qui est cependant favorisé : la danse. Cette situation obéit à plusieurs raisons. En premier lieu, cette discipline s'est largement développée à Cuba et cela même avant le triomphe révolutionnaire. Le pays compte en 1959 une école confirmée qui rassemble d'excellents spécialistes, comme la célèbre ballerine Alicia Alonso. Les spectateurs cubains ont donc tendance à suivre de près ce genre de manifestations. Côté soviétique, les dirigeants savent pertinemment bien que la danse de leur pays est mondialement admirée pour sa qualité. Comme l'indique David Caute, la présence de danseurs à l'étranger s'est transformée en une stratégie cruciale dans la politique culturelle de l'ère poststalinienne. Il s'agit de l'un des points forts de la réalité artistique de l'Est et les décideurs sont désormais déterminés à en jouer. Alors qu'en Occident les prestations chorégraphiques demeurent pour la plupart confinées à un milieu restreint, l'audience en URSS s'avère bien plus vaste et diversifiée[873].

[867] "Rostropovich toca para nuestro pueblo", in *Hoy Domingo*, 9 avril 1961, p. 15.
[868] "Nuestra juventud en el Conservatorio de La Habana", in *Hoy Domingo*, 5 novembre 1961, p. 15.
[869] VÁSQUEZ, Omar, "Debuta mañana en Oriente la orquesta de Cámara del Conservatorio de Moscú", in *Granma*, 30 octobre 1971, p. 3.
[870] "Notas y reportajes", in *Casa de las Américas*, n°17-18, 1963, p. 85.
[871] VÁSQUEZ, Omar, "Debuta mañana en Oriente la orquesta de Cámara del Conservatorio de Moscú", in *Granma*, 30 octobre 1971, p. 3.
[872] "Sinfónica de Moscú: cuatro noches", in *Cuba*, janvier 1966, p. 10. À cette occasion, Malinine ne se présente pas seul dans les salles de spectacles cubaines. Il fait partie d'une représentation de l'Orchestre symphonique de Moscou composée notamment du fameux directeur Kirill Kondrachine et du violoniste Valeri Klimov.
[873] CAUTE, David, *The Dancer Defects*, *op. cit.*, pp. 468-471.

L'envoi de délégations de danseurs et de ballerines vise donc à propager le « caractère démocratique » des expressions culturelles.

Un troisième facteur mérite d'être pris en compte : contrairement à d'autres domaines, la sphère de la danse voit se tisser, avant l'avènement des frères Castro au pouvoir, des premiers liens qui seront ensuite exploités. Quelques professeurs russes, on l'a vu, vivent déjà dans l'île et jouent un rôle important dans la formation musicale du pays. La plus grande figure du ballet cubain, Alicia Alonso, a eu la possibilité de séduire le public moscovite en 1957[874]. Menia Martínez, disciple talentueuse d'Alonso, poursuit ses études à Leningrad (Saint-Pétersbourg) où elle séjourne pendant quatre ans avant 1959. Ce n'est pas par hasard qu'après la victoire révolutionnaire, elle sera invitée à danser avec les membres du Bolchoï et du Théâtre Kirov[875]. Grâce à ces contacts étroits, qui précèdent la période d'entente politique, les échanges dans le milieu de la danse peuvent se développer plus facilement.

Maïa Plissetskaïa, pourtant souvent contrôlée par les services de renseignement soviétiques[876], se rend une première fois à La Havane où elle attire près de 30 000 spectateurs[877]. Les cinq performances proposées en novembre 1965 semblent avoir séduit le public qui peut d'ailleurs l'admirer à nouveau à la fin 1968. Avec son partenaire Alexander Lavreniuk, elle offre une représentation de *La mort du cygne* – le ballet de Michel Fokine inspiré de la musique de Camille Saint-Saëns – et du *Carmen Suite* mis en scène par Alberto Alonso[878]. Les liens entre les écoles chorégraphiques des deux nations se resserrent davantage avec la présence à Cuba du frère de Maïa Plissetskaïa, Azari Plissetski. Lors de son premier voyage en 1963, quand il est censé demeurer pour un court séjour défini par un accord de coopération, on lui propose d'intégrer les rangs du Ballet national, devenant finalement « Premier danseur » de l'institution[879]. Le cas de Plissetski est remarquable car, non seulement il parvient à percer dans le monde du spectacle de la société d'accueil, mais il est aussi l'un des premiers à nouer des rapports plus intimes. De fait, il entretient une relation

[874] NABEL PÉREZ, Blas, *Las relaciones culturales Cuba-URSS*, *op. cit.*, p. 37.
[875] RASSI, Reynold, "'Mi deseo ahora es actuar para mi pueblo' – Menia Martínez", in *Granma*, 10 août 1966, p. 7.
[876] CAUTE, David, *The Dancer Defects*, *op. cit.*, p. 489.
[877] CARMONA, Darío, "Maya Plisestskaia: dos veces muere el cisne", in *La Gaceta de Cuba*, n°50, 1966, p. 14.
[878] "Un ole para Maia", in *Cuba*, n°80, 1968, p. 10.
[879] RASSI, Reynold, "Azari Plisetski: 'Me siento muy orgulloso y feliz porque el pueblo cubano me acepta como uno de sus artistas'", in *Artes y Letras: revista del Granma*, 17 juin 1967, p. 9.

amoureuse avec la ballerine Loipa Araujo avec qui il se marie en 1965[880]. C'est ici l'un des premiers exemples de relations personnelles aboutissant à la formation de familles mixtes[881].

À l'occasion du Festival international de ballet de La Havane en 1967, Moscou prévoit d'envoyer une délégation de très haut niveau. En effet, Ekaterina Maximova, l'une des artistes les plus admirées de son pays, accompagnée de son époux Vladimir Vassiliev, présentent dans la capitale une mise en scène de *Giselle*. Mais les Soviétiques visent plus haut. Pour renforcer le caractère symbolique de l'événement, et cela malgré un contexte politique tendu, ils sont aussi représentés par la mythique Galina Oulanova, qui suit en tant que spectatrice les performances de ses élèves[882]. Outre la présence de ces personnalités, la population peut également apprécier les ensembles traditionnels de l'URSS (les Chœurs de l'Armée rouge, le Moïsseïev en 1961, le Cirque de Moscou en 1964, le *Beriozka* et les Chœurs et Danses de la ville d'Omsk en 1967, une représentation du Bolchoï et du Kirov en 1972). Il faudrait aussi mentionner l'arrivée de professionnels qui viennent renforcer les programmes d'aide à destination des écoles de ballet : entre 1960 et 1970, sept instructeurs soviétiques participent à Cuba à des programmes de formation[883].

Dans la sphère cinématographique, le Kremlin sélectionne aussi ses plus grands talents pour flatter l'orgueil des habitants de l'île. Pendant la décennie 1960, des réalisateurs jouissant d'une indéniable renommée entament des tournées. Leur présence est une réponse aux plans de collaboration qui prévoient notamment la participation de cinéastes aux « Semaines du cinéma soviétique ». C'est ainsi que Serge Bondartchouk, mondialement connu pour son film *Le Destin d'un homme* et pour sa carrière de comédien, est accueilli en décembre 1960, mais (d'après sa traductrice) sans grand enthousiasme de sa part[884]. En 1965, ce sera le tour de Grigori Tchoukhraï, un auteur familier des Cubains grâce à son œuvre *La Ballade du soldat* (1959). Deux ans plus tard, en juin 1967, il est à nouveau reçu dans les

[880] "El cisne en La Habana", in *Cuba*, n°44, 1965, p. 29. La ballerine Loipa Araujo se rend à plusieurs reprises en URSS : elle entame une première tournée en 1960-1961 ; en 1964, elle accompagne le Ballet national de Cuba en URSS, en Chine, au Viêt-Nam et en Mongolie. En 1969, les Soviétiques lui décernent une médaille pour ses mérites et, dans les années 1970, elle continue à parcourir constamment les pays de l'Est. *Loipa Araujo: 30 Aniversario de su debut escénico*, La Habana, Gran Teatro, 1985.

[881] Pour davantage d'informations sur ce sujet, voir le chapitre 3 de l'ouvrage de PUÑALES-ALPÍZAR, Damaris, *Escrito en cirílico*, *op. cit.*, pp. 165-182.

[882] "Festival para un millón", in *Cuba*, n°63, 1967, pp. 52-60.

[883] Academia de Ciencias de la URSS et Academia de Ciencias de Cuba, *Los vínculos ruso-cubanos*, *op. cit.*, p. 167.

[884] Entretien de l'auteur avec Zoia Barach, La Havane, 27 mars 2014. Serge Bondartchouk est accueilli à Cuba une première fois en décembre 1960 (il reviendra en 1983, à l'occasion d'une rétrospective de son œuvre organisée par la cinémathèque cubaine) pour participer à la première « Semaine du cinéma soviétique ». Accompagné de sa femme, l'actrice Irina Skobtseva, il rencontre le directeur de l'ICAIC, Alfredo Guevara, et même Fidel Castro. MONCLAR, Juan, "Califican al Festival del cine soviético como el acontecimiento cinematográfico del año 1960", Archives ICAIC, dossier « I Semana de cine soviético (1960) », p. 1.

salles de l'ICAIC, où il partage le plateau avec le réalisateur Vassili Choukchine pour parler des « tendances actuelles du cinéma soviétique »[885]. Plus tard, à la fin des années 1970, Tchoukhraï revient pour tourner des scènes de son nouveau film, la réalisation italo-soviétique *La vie est belle* (1979)[886]. L'exemple le plus spectaculaire est sans doute celui de Mikhaïl Kalatozov, qui débarque en 1961 suite à un accord négocié par Mosfilm prévoyant la réalisation de la coproduction *Soy Cuba*. Après cette première inspection sur le terrain, Kalatozov et son équipe reviennent en 1963 pour amorcer le tournage du film qui sortira un an plus tard. Comme on le verra par la suite, c'est un échec retentissant. Mais le fait que les Soviétiques aient désigné leur cinéaste le plus prestigieux, universellement auréolé du succès obtenu au Festival de Cannes en 1958, constitue un indice révélateur. Ici, encore une fois, la coopération artistique, incarnée par la présence de figures éminentes, doit rendre compte de la volonté solidaire envers le nouvel allié.

D'autres sphères de la culture sont ciblées. Le metteur en scène Youri Lioubimov, qui a déjà atteint un grade de popularité en URSS avec la fondation du très innovateur Théâtre de la Taganka, se trouve à La Havane en novembre-décembre 1966 pour prendre part à une rencontre internationale de dramaturgie[887]. Il s'agit du VI[e] Festival latino-américain de théâtre, au cours duquel le Soviétique intervient à maintes reprises et peut rencontrer des auteurs de prestige, tels que l'Italien Dario Fo, la Française Simone Benmussa ou la Chilienne Isidora Aguirre[888]. Une première délégation d'écrivains parcourt le territoire des Caraïbes à la fin 1960, une année pendant laquelle Boris Polevoï, auteur de récits héroïques sur la « Grande Guerre patriotique », visite aussi le pays[889]. Ce dernier revient en 1962 pour remettre à Fidel Castro le Prix Lénine pour la paix. Lors de son séjour, Polevoï a la possibilité de s'entretenir avec Ernesto Guevara qui, à la grande surprise de l'écrivain, a déjà lu deux de ses romans : *Un homme véritable* et *Nous autres Soviétiques*[890]. Parmi les hommes de lettres, certains d'entre eux deviennent des « habitués » de l'île, comme Evgueny Evtouchenko[891], à qui l'on doit une partie du scénario de *Soy Cuba*, ou le poète et interprète Pavel Gruchko.

[885] "Punto y aparte", in *Cuba*, n°63, 1967, p. 50.
[886] "Filma en Cuba Grigori Chujrai", in *Granma*, 27 septembre 1979, Archives ICAIC, dossier « Grigori Chujrai ».
[887] "VI festival de teatro latinoamericano", in *Casa de las Américas*, n°40, 1967, p. 153.
[888] Archives de la Casa de las Américas, dossier « Segundo encuentro de teatristas (1966) », La Havane.
[889] Academia de Ciencias de la URSS et Academia de Ciencias de Cuba, *Los vínculos ruso-cubanos*, *op. cit.*, p. 163.
[890] POLEVOÏ, Boris, "El camarada Che", in *Islas*, n°39-40, 1971, pp. 69-74.
[891] Le rôle d'Evgueny Evtouchenko dans le rapprochement avec Cuba ne se limite pas à ses voyages. Il entretient de bons rapports avec des intellectuels et tente de diffuser une image séduisante de la nation latino-américaine. Selon Heberto Padilla, dans la *Pravda* « on pouvait lire presque tous les jours les poèmes enthousiastes écrits par

La présence de ce dernier permet de rappeler le rôle incontournable joué par des individus peu connus mais pas pour autant moins influents : les traducteurs. Dès les premières années de la décennie 1960, des spécialistes soviétiques commencent à s'intéresser davantage à la littérature cubaine. Nina Boulgakova, responsable de l'Amérique latine au sein de l'Union des écrivains, traduit des œuvres de certains de ses collègues cubains. De surcroît, elle les accueille souvent quand ces derniers se rendent en URSS. En effet, « l'inséparable Nina » s'occupe de son ami Samuel Feijóo pendant son séjour en 1964[892]. C'est elle aussi qui guide Renée Méndez Capote en 1965. Ce périple donnera lieu à une publication qui sera dédiée à Boulgakova et à la traductrice Ella Braginskaïa : « qui ont personnifié les Soviétiques : cordiaux, affectueux, sincères, aimables, bons »[893]. Plus tard, en 1970, l'écrivain Ángel Augier devient l'hôte de la « camarade Nina » qui lui montre les locaux de l'Union des écrivains[894]. Lisandro Otero discute avec elle de « l'affaire Soljenitsyne » et apprend avec surprise que l'écrivain soviétique a fait parvenir des manuscrits à l'étranger de manière clandestine[895]. Pour finir, c'est notamment grâce au travail de Boulgakova que la revue cubaine *Unión* parvient à faire sortir un numéro spécial consacré à la littérature soviétique[896]. Le cas de Nina Boulgakova constitue un témoignage révélant l'importance de ce genre de médiateurs pour favoriser le resserrement des liens culturels. Parmi ces derniers, les jeunes étudiants qui sortent de leur pays pour entamer des études dans les établissements de la nouvelle « puissance amie » seront aussi appelés à jouer un rôle crucial.

5.1.3.-L'Union soviétique forme une nouvelle génération de Cubains

L'une des manifestations les plus visibles de la montée des échanges est la présence massive d'étudiants cubains suivant des formations en URSS. Le protocole culturel signé à Moscou en décembre 1960 comprend déjà l'octroi de bourses d'études pour intégrer des

Eugène Evtouchenko pour célébrer les événements révolutionnaires à Cuba ». PADILLA, Heberto, *La Mauvaise mémoire*, Paris, Lieu Commun, 1991, pp. 78-79. Pour Vladislav Zubok, Evgueny Evtouchenko « devient l'ambassadeur poétique informel de l'Union soviétique à Cuba ». ZUBOK, Vladislav, *Zhivago's Children*, *op. cit.*, p. 119.

[892] FEIJÓO, Samuel, "Viaje a la Unión Soviética", in *Islas*, vol. 9, n°2, 1967, p. 305.

[893] MÉNDEZ CAPOTE, Reneé, *Crónicas de viaje*, *op. cit.*, p. 7.

[894] AUGIER, Ángel, "Problemas de la crítica literaria en la URSS", in *Unión*, n°2, 1970, p. 178.

[895] OTERO, Lisandro, *Llover sobre mojado*, *op. cit.*, p. 228.

[896] "Número especial dedicado a la literatura soviética", in *Unión*, 1973.

centres d'enseignements soviétiques[897]. Très vite, cette première esquisse de coopération éducationnelle est renforcée par des accords supplémentaires. Ernesto Guevara, qui est à ce stade ministre de l'Industrie, annonce en janvier 1961 que 2 600 étudiants se rendront bientôt dans un pays socialiste pour suivre un programme d'apprentissage. Selon Vladislav Zubok, en août de cette année, près de 1 000 Cubains s'inscrivent dans une institution de l'URSS[898]. Ces interactions sont encouragées au cours des décennies à suivre. Bien que nous ne connaissons malheureusement pas les statistiques officielles, le diplomate et dernier correspondant de la *Pravda* à La Havane, Alexander Moïsseïev, parle de 15 000 Caribéens ayant fréquenté des centres d'enseignement soviétiques pendant la guerre froide[899]. Mais cet ensemble important n'inclut que les personnes immatriculées dans des universités ou des établissements scolaires. Si l'on ajoute les formations proposées pour des techniciens, des militaires ou des ouvriers spécialisés, les chiffres s'élèveraient davantage encore[900].

Après la mise en application des premiers plans de collaboration soviéto-cubaine, la formation de traducteurs du russe devient une nécessité qui s'avère d'autant plus urgente que l'arrivée de spécialistes soviétiques s'intensifie. Ainsi, Fidel Castro propose en 1961 une série de bourses pour apprendre la langue de Pouchkine. Mariela Columbié, une jeune fille de 14 ans, fait partie des centaines de Cubains qui quittent cette année leur pays pour entamer un nouveau projet académique au-delà du « rideau de fer »[901]. Juan Luis Hernández Milián, qui avait déjà commencé des études d'architecture, accepte avec un groupe de 15 camarades de se rendre à Moscou pour un long séjour linguistique. À son retour, il est engagé en tant qu'interprète des techniciens soviétiques chargés de la construction d'équipements lourds. Avec le temps, et suite à d'autres périples en URSS pour perfectionner son niveau de russe, il s'intéresse à la littérature de la superpuissance et devient traducteur d'écrivains tels qu'Alexandre Pouchkine, Sergueï Essenine, Anna Akhmatova ou Evgueny Evtouchenko. Juan Luis Hernández contribue toujours aujourd'hui à familiariser les habitants de la province de Matanzas avec la poésie russo-soviétique[902]. L'ensemble de sa carrière est un témoignage révélateur de l'importance de ces voyages de formation pour constituer des premiers médiateurs entre les cultures. De fait, des Cubains comme J. L. Hernández sont à même de favoriser le rayonnement de l'art et de la vie de la superpuissance.

[897] Ministerio de Relaciones Exteriores, *Tratados Bilaterales de Cuba*, *op. cit.*, p. 6.
[898] ZUBOK, Vladislav, *Zhivago's Children*, *op. cit.*, p. 119.
[899] MOISÉEV, Alexander et EGÓROVA, Olga, *Los rusos en Cuba*, *op. cit.*, p. 119.
[900] Selon des informations extra-officielles qui nous ont été confiées, le nombre de diplômés cubains dans les diverses institutions soviétiques pendant la guerre froide est d'environ 22 000.
[901] PÉREZ, Víctor et SOCORRO, Pablo, *Dos pueblos hermanos*, La Habana, Editora Política, 1985, p. 212.
[902] Entretien de l'auteur avec Juan Luis Hernández Milián, Matanzas, 8 mars 2014.

C'est également le cas de Xiomara García. Elle se rend très jeune – à l'âge de 13 ans, après avoir participé à la fameuse campagne d'alphabétisation de 1961 – en URSS. Suite à une courte formation à l'Institut *Máximo Gorki* de La Havane, elle obtient une bourse soviétique pour intégrer une école préparatoire de langue russe à l'Université Lomonossov. À son retour deux ans plus tard, elle devient professeur de russe dans sa ville natale, Camagüey, puis dans la capitale. Ses liens avec le pays de l'Est sont toujours restés solides : en 1975, Xiomara García accepte une invitation pour suivre à Moscou un cours intensif de 45 jours, ce qui lui permet, dès 1977, de faire partie de l'équipe de la première filière latino-américaine de l'Institut Pouchkine. Pour couronner sa longue formation, elle décide vers la fin des années 1980 d'amorcer une thèse doctorale en URSS. À présent, étant enseignante de littérature russe à l'Université de La Havane, elle continue à contribuer au rayonnement de la langue et de la culture de Tolstoï[903].

Cette génération rend aussi possible l'installation des premières écoles de russe dans l'île. Malgré une maîtrise encore approximative de la langue, c'est grâce à la présence de ces nouveaux spécialistes, récemment revenus de l'URSS, que le Département de lettres de l'Université de La Havane peut ouvrir une licence de langues et littératures russes en 1962[904]. Deux autres établissements voient le jour en 1962 : l'Institut *Máximo Gorki* et l'Institut *Pablo Lafargue*, spécialisé dans les techniques de traduction. Dans ce contexte, l'intérêt envers la langue russe va naturellement s'accroître. Vers 1966, l'École Abraham Lincoln, où l'on enseigne gratuitement depuis 1961 plusieurs langues étrangères, a été fréquentée par 2 097 étudiants de russe[905]. Plus tard, dans les années 1970, la langue des « alliés » commence à être enseignée à l'école secondaire ; des émissions de radio et de télévision émettent des cours de russe[906].

Revenons maintenant aux nombreuses disciplines, tant universitaires que techniques ou militaires, étudiées dans le monde communiste. Parmi les 700 Cubains qui embarquent sur le navire *Gruzia* en 1961[907], on identifie des profils variés qui se dirigent vers des destinations

[903] Entretien de l'auteur avec Xiomara García, La Havane, 9 juillet 2015.
[904] Comme l'indique l'ancienne directrice du Département de langues et littératures non hispaniques de l'université, Graziella Pogolotti, il a fallu attendre les premiers diplômés cubains avant d'établir un programme sérieux de langue russe. Il y a eu, cependant, une tentative préalable, mais le manque de spécialistes a rendu stérile cet effort. Suite à un appel d'offre, un « personnage singulier » s'est présenté. Il s'agissait du professeur Petropavlovski, un « russe blanc » d'âge avancé, qui boitait ostensiblement et semblait peu qualifié pour le poste. Dans de telles conditions, « il était impossible d'ériger une structure solide », conclut G. Pogolotti. POGOLOTTI, Graziella, *Dinosauria soy*, *op. cit.*, p. 115.
[905] "Torre de Babel en el Vedado", in *Cuba*, juin 1966, p. 66.
[906] CINO COLINA, Ileana, "Enseñando ruso", in *Revolución y Cultura*, n°1, 2010, pp. 24-26.
[907] PÉREZ, Víctor et SOCORRO, Pablo, *Dos pueblos hermanos*, *op. cit.*, p. 217.

elles aussi différentes. La revue *Cuba* témoigne de cette diversité. À travers des interviews à des étudiants séjournant à l'Est, le rédacteur Sergio Alpízar montre en 1963 que les Cubains vivent dans des régions différentes (Tbilissi, Tachkent, Krasnodar, Stavropol, Kiev, Moscou) et n'ont pas tous le même âge : Ana Pelayo, par exemple, une jeune de 19 ans qui aspire à devenir professeur dans l'enseignement primaire, ne semble pas avoir beaucoup de points communs avec son camarade Serbelio Rodríguez, inscrit à 32 ans dans le Département d'économie de l'Université Patrice Lumumba[908]. Un deuxième reportage de la revue assure qu'à la fin 1963, les boursiers de l'île sont au nombre de 4 025 dans l'ensemble des pays socialistes. Il se réunissent entre eux, forment des associations et organisent des activités culturelles. D'après l'étudiante en ingénierie mécanique Alba Aguirre, ils ont même créé à Kiev un groupe de musique et de danse cubaines : à chacune de leurs prestations, dit-elle, « le succès de la fête était assuré »[909].

Mais, nous l'avons évoqué, les formations ne se limitent nullement à la sphère universitaire. La défense militaire s'érige en haute priorité des échanges. Nous ne sommes pas ici face à un exemple comme celui du Chili de Frei (1964-1970), où le manque d'affinité politique impose la prudence. Si la « coexistence pacifique » incite à multiplier des formes de coopération avec des nations dites « progressistes » – notion qui s'adaptait parfaitement au régime démocrate-chrétien –, à Cuba, les contacts revêtent aussi un enjeu sécuritaire. Valerio Panal, un soldat cubain qui manie déjà quelques rudiments de russe (il s'est incorporé à l'Institut *Máximo Gorki*), est sélectionné en 1964 pour intégrer l'Institut militaire de langues étrangères. L'objectif de ce programme de deux ans est de parvenir à maîtriser la terminologie technique des armements soviétiques envoyés. Pour cela, les étudiants reçoivent même un manuel bilingue (édité à Moscou) qui rassemble les spécificités des différents équipements. Les dix « compagnons de route » qui partent simultanément se distribuent ensuite les domaines à approfondir : c'est à Valerio Panal que revient la tâche d'apprendre le langage de l'aviation et des chars. Cette expérience en URSS lui permet d'entretenir des liens de longue durée. À 25 ans (soit en 1969), alors qu'il n'a pas complété ses études scolaires, il reçoit une deuxième bourse pour s'enrôler dans une école d'ingénieur de Leningrad. Après cinq années de cursus académique, Valerio Panal réussit finalement à obtenir son diplôme en géodésie et

[908] ALPÍZAR, Sergio, "Estudiantes Cubanos en la URSS", in *Cuba*, n°9, 1963, pp. 72-78.
[909] "El país de los cuatro mil Embajadores", in *Cuba*, n°18, 1963, p. 10.

cartographie[910]. Aujourd'hui, il est le responsable du fonds russe de la Bibliothèque nationale de Cuba.

Dans une sphère toute différente, près de 460 Cubains liés aux disciplines sportives se spécialisent au cours de la période 1960-1970 dans l'un des pays du camp socialiste. À Moscou, c'est l'Institut de la culture physique qui accueille la plupart des boursiers. Les relations dans ce domaine vont se fortifier davantage en 1973, lors de la signature d'une convention scellée entre les organismes sportifs de chaque État (l'INDER cubain et le Comité des sports d'URSS)[911]. Grâce à ce type d'accords, qui ne cessent d'être signés pendant toute la guerre froide, la réception d'étudiants dans la superpuissance deviendra pour les Cubains l'un des meilleurs moyens (et l'un des seuls) pour sortir de l'île. De fait, dans un pays politiquement isolé, la possibilité de se rendre en URSS pour se perfectionner constituait sans doute une chance inestimable. Comme le souligne l'écrivain Yoss, des milliers de jeunes « qui n'avaient jamais vu la neige ont traversé l'océan pour étudier dans une université soviétique, pour se faire ingénieur ou docteur, pour devenir ouvriers qualifiés dans le textile ou pour travailler simplement en tant que bûcheron dans la Sibérie glaciale »[912]. Peu importait le terrain de spécialisation ou la ville à laquelle les étudiants pouvaient être affectés. Les perspectives de découvrir un monde mystérieux et de vivre dans de biens meilleures conditions que dans leur pays d'origine, suffisaient pour encourager cette nouvelle génération à franchir le « rideau de fer ».

Les échanges universitaires se transforment ainsi en une des priorités du rapprochement. En 1965, les responsables de l'Université de Las Villas signent un accord avec leurs homologues de Kiev permettant l'envoi en Ukraine de 27 jeunes spécialistes. Le protocole prévoit aussi l'arrivée de professeurs soviétiques[913]. Un an plus tard, quand le recteur de l'Université de Las Villas, Sidroc Ramos, visite les pays socialistes, ce dernier ratifie les engagements précédents par la mise en place d'un nouveau plan de coopération. Le texte envisage l'échange de professeurs et d'étudiants, l'octroi de prix de russe et d'espagnol, ainsi que le partage de livres et de matériel pédagogique[914]. D'après Konstantin Katushev, ambassadeur de Moscou à Cuba entre 1982 et 1985, durant sa mission diplomatique, six institutions de Leningrad entretenaient des liens permanents avec l'Université de l'Orient,

[910] Entretien de l'auteur avec Valerio Panal, La Havane, 11 avril 2014.
[911] Academia de Ciencias de la URSS et Academia de Ciencias de Cuba, *Los vínculos ruso-cubanos*, *op. cit.*, pp. 228 et 237.
[912] YOSS, "Lo que dejaron los rusos", in *Temas*, n°37-38, 2004, p. 140.
[913] SIDROC, Ramos, "Informe del año académico de 1965", in *Islas*, vol. 8, n°1, 1966, pp. 48 et 57.
[914] RAMOS, Sidroc, "Lo visto, lo sentido, lo pensado: diario de un viaje en tres países", in *Islas*, vol. 9, n°1, 1967, p. 23.

l'Institut supérieur pédagogique *Frank País* (tous deux appartenant à la ville de Santiago) et l'Institut minier-métallurgique de Moa. En somme, le dispositif de collaboration éducative comprenait 24 institutions d'enseignement supérieur d'URSS et 11 centres cubains[915].

Outre la distribution de bourses d'études, la contribution des Soviétiques pour la formation de Cubains s'effectue également sur le territoire de l'île. À travers l'envoi d'instructeurs spécialisés ou la mise en place d'une assistance pour la création d'établissements, Moscou favorise la professionnalisation du pays. Le cas du professeur Youri Shashkov illustre l'intensité du phénomène. Avant d'être envoyé à Cuba en 1970 pour servir de traducteur, il s'était penché sur l'histoire de l'Amérique latine pour se faire une meilleure idée de la réalité de la région. Une fois sur place, il travaille au sein de l'Institut de géodésie et de cartographie et participe à la grande campagne de récolte de la canne à sucre (connue comme la *Zafra de los diez millones*). Avant de repartir en URSS en 1975, Y. Shashkov intègre les rangs d'un groupe de militaires soviétiques au sein duquel il deviendra interprète de sa collectivité : « en particulier, nous autres les traducteurs, nous étions toujours très occupés »[916]. Si l'on en croit les statistiques du diplomate Alexander Moïsseïev, au cours de la guerre froide près de 154 800 Cubains se forment dans des institutions ayant pu se constituer grâce à l'assistance de l'Union soviétique ![917]

Il est indubitable que l'URSS, par le biais de ce vaste programme de coopération éducative, a véritablement contribué à la formation de toute une génération de Cubains. Dans des disciplines tout à fait hétéroclites – qui vont des milieux artistiques aux cadres militaires, des programmes universitaires aux spécialités ouvrières – l'État soviétique s'est érigé en agent actif du développement professionnel de l'île. Il suffit aujourd'hui de parcourir les villes cubaines et de discuter avec leurs habitants pour s'apercevoir de l'impact des programmes proposés par Moscou. Quasiment toutes les familles comptent parmi leurs membres au moins une personne ayant effectué des études, à un moment donné de la guerre froide, dans une institution de l'Est. Il s'agit ici, nous semble-t-il, de la trace la plus substantielle et durable de la présence soviétique. Elle est d'autant plus importante qu'elle continue à agir dans l'évolution actuelle du pays, et cela malgré l'effondrement de l'URSS et la rupture de l'alliance après la chute du mur de Berlin. S'il y a eu à Cuba de « l'or de Moscou », c'est surtout sur le terrain de l'éducation qu'il faudrait creuser pour en trouver.

[915] Cité in MOISÉEV, Alexander et EGÓROVA, Olga, *Los rusos en Cuba*, *op. cit.*, p. 125.
[916] Cité in *Ibid.*, pp. 120-125.
[917] *Ibid.*, p. 119.

5.1.4.-La scène soviétique s'ouvre aux artistes cubains : face à un monde fermé, une porte vers l'étranger…

Vers la fin 1959, le Ballet national de Cuba, avec la ballerine Alicia Alonso, reçoit une invitation pour se produire en URSS. Ce n'est pas par hasard si cet ensemble est sélectionné pour représenter le pays. Alicia Alonso, on l'a vu, a déjà noué des rapports avec les Soviétiques lors d'une première tournée en 1957 et elle est amplement légitimée par une carrière qui lui a permis de danser sur les plus grands plateaux de la planète. De plus, les décideurs cubains sont conscients de la qualité de leur école de ballet qui peut ainsi s'ériger en une excellente « ambassade » de la culture de l'île. Avec un groupe de plusieurs danseurs (nous retiendrons les noms de Menia Martínez, Sonia Calero, Elena del Cueto et Agustín Gutiérrez), Alicia Alonso se produit à Moscou, Leningrad, Riazan, Tambov, Stalingrad, Krasnoïarsk, Novorossiisk et Sotchi. Le public soviétique, qui manifeste à l'époque une curiosité croissante envers la nation caribéenne[918], semble avoir rempli les salles de spectacles, au point qu'une prestation supplémentaire doit être organisée au Stade Lénine de la capitale. D'après Alberto Alonso, les habitants de Riazan, dans leur précipitation pour obtenir des places, brisent l'une des clôtures de l'entrée du théâtre. À Tambov, une nouvelle séance est ajoutée un dimanche matin. Il conclut, confirmant les hypothèses d'Anne Gorsuch, que le peuple de l'URSS « voit avec une énorme sympathie notre révolution »[919].

Cette tournée est un vigoureux point de départ pour une longue série de manifestations cubaines qui commencent à avoir lieu en URSS. Tout au long des années 1960, maints artistes traversent l'océan pour se présenter, souvent pour la première fois, devant un public étranger. Ces invitations constituent des occasions exceptionnelles de connaître un monde différent et de bénéficier des commodités offertes par les organisateurs, tout en confortant les aspirations professionnelles des hôtes. Au fur et à mesure que les tensions internationales s'accentuent, restreignant les destinations des Cubains, l'Est devient l'une des rares portes vers l'extérieur. C'est justement le caractère exceptionnel des périples qui explique l'engouement des visiteurs. Certains d'entre eux deviennent des hôtes réguliers, des médiateurs privilégiés entre les deux mondes. Mais pour s'assurer de leur fidélité, il ne suffit pas seulement de les inviter. Il est aussi nécessaire d'ouvrir aux Cubains les scènes de l'URSS pour susciter un sentiment

[918] Sur l'intérêt grandissant de la population soviétique envers la réalité et la culture cubaine, voir l'excellent article de GORSUCH, Anne, "'Cuba, My Love'", *op. cit.*, pp. 497-526.
[919] "Los artistas cubanos triunfan en la URSS", in *Hoy Domingo*, 8 novembre 1959, pp. 14-15.

de reconnaissance et flatter leur orgueil. Face à l'intérêt réel du public soviétique, la gratitude des délégués s'intensifie, créant souvent un profond attachement avec la société d'accueil.

Le poète Nicolás Guillén a déjà eu la possibilité de visiter l'URSS en 1949, quand il est invité par l'Union des écrivains. Il est par ailleurs l'un des membres à l'origine de l'Institut culturel soviéto-cubain créé en 1945 et son œuvre connaît des traductions en russe bien avant l'arrivée au pouvoir des frères Castro[920]. Il n'est donc pas étonnant que Guillén soit reçu avec cordialité par les Soviétiques. Suite à sa présence en URSS en 1964, quand il mène un itinéraire intense qui inclut notamment des interviews télévisées et un entretien avec Ilya Ehrenbourg[921], il rédige un poème élogieux. Ce témoignage littéraire montre l'importance toute particulière de ces voyages conçus pour émouvoir les convives. À l'instar de François Hourmant, nous constatons que les conditions des séjours dévoilent l'existence de « techniques d'hospitalité » visant à renforcer les « prédispositions favorables »[922]. Il en ressort que la publication d'impressions positives – formes de remerciements susceptibles d'exercer un certain impact sur les communautés locales – est un objectif désiré par les autorités soviétiques. En publiant dans les revues cubaines, N. Guillén satisfait les desseins des Soviétiques[923]. On le retrouve une nouvelle fois à Moscou à l'occasion du V^e^ Congrès de l'Union des écrivains de l'URSS en juin 1971, pendant lequel il intervient et montre avoir adopté pleinement la rhétorique du « réalisme socialiste » :

> « Je ne conçois pas, et je le dis avec toute franchise, camarades, qu'un écrivain de nos jours, surtout s'il appartient à un peuple sous-développé et en rébellion, tourne le dos à cette lutte, à ce peuple, se dévouant à des jeux de l'imagination, à des verbalismes sans transcendance, à des polychromies stériles […] Je ne conçois pas non plus qu'un authentique écrivain puisse présenter sans vergogne à un mineur, à un coupeur de canne à sucre, à un pétrolier, des textes qui constituent plutôt des hiéroglyphes. Surtout si l'auteur n'a pas suffisamment lutté pour que cet ouvrier puisse le comprendre. Ceci n'est pas une moquerie, c'est encore pire qu'une moquerie, c'est une trahison »[924].

Guillén n'est pas le seul Cubain présent à cette rencontre. Il est accompagné d'Ángel Augier, lui aussi un poète militant qui a une longue histoire d'amitié avec l'URSS. Il fait aussi

[920] NABEL PÉREZ, Blas, *Las relaciones culturales Cuba-URSS*, *op. cit.*, pp. 32-33 et 77.
[921] FEIJÓO, Samuel, "Viaje a la Unión Soviética", in *Islas*, vol. 9, n°2, 1967, pp. 238-239.
[922] HOURMANT, François, *Au pays de l'avenir radieux*, *op. cit.*, p. 128.
[923] « Nous marchons ainsi, libres toutes les deux, / face à un même ennemi que nous vaincrons, toutes les deux. / Prends donc, Union soviétique, je te le laisse, / prends mon cœur obscure et grand ouvert ; / on saura grâce à toi quel est le plus sûr chemin, / après tant de mer, on saura enfin grâce à toi où se trouve le port ». GUILLÉN, Nicolás, "Unión Soviética", in *Islas*, vol. 9, n°2, 1967, p. 21.
[924] GUILLÉN, Nicolás, "Documentos – Palabras pronunciadas en el Quinto Congreso de Escritores de la URSS", in *Unión*, n°4, 1971, pp. 160-161.

partie de la direction de l'Institut bilatéral Cuba-URSS inauguré en 1945 et a pu bénéficier d'une invitation pour se rendre au festival de poésie Pouchkine de 1969. Augier parcourt Moscou, Leningrad, Oulianovsk, puis il enchaîne avec des régions de Géorgie et d'Arménie. Il revient séduit par un pays « où le peuple travailleur se rend en masse aux musées, aux expositions, aux concerts »[925]. Les organisateurs, qui agencent soigneusement les itinéraires pour contenter le Cubain, sont certainement au courant des propensions prosoviétiques d'un hôte comme Ángel Augier. Ce dernier a par ailleurs déjà publié un article sur la présence de « la littérature russe dans les lettres cubaines »[926]. En 1965, il rédige un hommage au prix Nobel Mikhaïl Cholokhov[927]. Le couronnement de sa reconnaissance se concrétise par la publication d'un recueil de poèmes éloquemment intitulé *Do Svidanya*. Edité à 5 000 exemplaires, l'ouvrage paraît en 1971 et constitue un étonnant récit de voyage en vers qui surprend par des titres tels que « Lénine » ou « Variations sur le bouleau »[928]. Ici, comme dans l'exemple de Guillén, l'objectif de la « diplomatie touristique » du Kremlin est atteint. Cependant, malgré les modalités confortables du voyage, ce n'est pas toujours le cas.

Alors que l'une de ses œuvres est même traduite en russe[929], le romancier Lisandro Otero ne semble pas avoir été particulièrement attiré par le modèle de la superpuissance. Dans ses mémoires, il se remémore un périple « décourageant » entamé en 1961, durant lequel il a pu apprécier un système qui « trompait les espoirs » de la population[930]. Malgré son statut privilégié de journaliste, qui lui permet de rencontrer des artistes tels que Youri Lioubimov et Ilya Ehrenbourg, il n'est pas spécialement intéressé par la culture de l'URSS. Interrogé en 1963 sur la littérature du « réalisme socialiste », il déclare avec hostilité que « les résultats se sont avérés très négatifs »[931]. Les déplacements ultérieurs (Otero est à Moscou en 1966, puis en 1970) ne modifient guère sa perception. Pourtant, il est reçu par d'importantes personnalités politiques, comme la ministre Ekaterina Fourtseva qui, d'après l'écrivain, « contrôlait la culture sous les normes du tératologique réalisme socialiste ». Il décrit ensuite sa rencontre : « Fourtseva […] me parlait comme si j'étais un natif rustique de la Polynésie,

[925] POZO, Manuel, "Impresiones de la URSS del poeta Ángel Augier", in *Granma*, 22 juillet 1969, p. 5.
[926] GARCÍA, Ángel et MIRONCHUK, Piotr, *La Revolución de Octubre y su influencia en Cuba*, La Habana, Academia de Ciencias de Cuba, 1977.
[927] AUGIER, Ángel, "Mijail Sholojov: Premio Nobel 65", in *La Gaceta de Cuba*, n°47, 1965, pp. 3-5.
[928] AUGIER, Ángel, *Do Svidanya*, La Habana, Manjuarí, 1971.
[929] BRANDY, Roberto, "Literatura soviética", in *La Gaceta de Cuba*, n°62, 1967-1968, p. 12.
[930] OTERO, Lisandro, *Llover sobre mojado*, *op. cit.*, p. 173.
[931] FORNET, Ambrosio, "Entrevista con Lisandro Otero", in *La Gaceta de Cuba*, n°14-15, 1963, p. 4.

sous une forme de communication primitive, oscillant entre le paternalisme et la compassion »[932].

Mais bien que l'Union soviétique ne suscite pas toujours le même enthousiasme chez les visiteurs, ces derniers ne refusent jamais la possibilité de visiter le pays. La scène soviétique constitue un milieu prestigieux qui peut conduire à une véritable satisfaction professionnelle. Les réalisateurs de l'île sont souvent présents aux rencontres cinématographiques organisées à Moscou. Enrique Pineda Barnet est l'un des invités les plus fréquents. Après avoir séjourné à maintes reprises à Moscou au cours de la décennie 1960, nouant des liens d'amitié avec son traducteur Pavel Gruchko, il présente son film documentaire *Mella* au festival de la ville de Tachkent[933]. Les invitations en URSS lui permettent également d'assister à des événements culturels et de mener une activité journalistique. Il est présent aux séances du VI[e] Festival international de Moscou de 1969[934] et intègre, deux ans plus tard, une délégation de Cubains se rendant à une conférence de critiques de cinéma[935].

Les cinéastes sont de plus en plus représentés aux rencontres organisées en URSS. Un point fort de cette évolution est atteint quand *Lucía* obtient le premier prix du festival de cinéma moscovite (1969). Le metteur en scène du film, Humberto Solás, ainsi que l'actrice Eslinda Nuñez et le directeur de la photographie Jorge Herrera assistent aux cérémonies. Mais ce triomphe retentissant, qui continue à alimenter la fierté des Cubains, ne fait qu'entériner une tendance existante. Trois films ont déjà été projetés en 1961 et, deux ans plus tard, le court-métrage *Historia de una batalla* est récompensé par la médaille d'argent. Les réalisateurs Eduardo Manet et Óscar Valdés participent à la quatrième édition du festival, avant le succès de Santiago Álvarez, dont le documentaire *Hanoi, martes 13* reçoit un prix en 1967[936]. Ce dernier, on l'a vu, entretient des rapports réguliers avec les Soviétiques qui l'invitent à plusieurs reprises dans les années 1960. Plus tard, Santiago Álvarez accompagne Fidel Castro en URSS pour filmer le XXV[e] Congrès du PCUS (1976), tourne un documentaire sur le Kazakhstan en 1977 et intègre une délégation de cinéastes en 1979[937]. Ces tournées lui permettent également d'établir des contacts étroits avec certains de ses homologues. Álvarez

[932] OTERO, Lisandro, *Llover sobre mojado*, *op. cit.*, p. 191.
[933] Entretien de l'auteur avec Enrique Pineda Barnet, La Havane, 15 avril 2014.
[934] PINEDA BARNET, Enrique, "Consagración en Moscú", in *Cuba Internacional*, n°4, 1969, p. 20.
[935] "Delegación cubana en la reunión de críticos de cine de países socialistas en Moscú", in *Cuba Internacional*, n°20, 1971, p. 69.
[936] "Lucía en Moscú", in *La Gaceta de Cuba*, n°76, 1969, pp. 27-28.
[937] MORALES, Larry, *Memorias para un reencuentro*, *op. cit.*, pp. 205-209.

noue une amitié « profonde et effusive » avec Roman Karmen qui l'invite régulièrement dans sa datcha dans les environs de Moscou[938].

Outre ces quelques figures majeures de la culture cubaine, la scène soviétique s'ouvre aussi à des groupes bien plus nombreux. C'est d'ailleurs ce phénomène, par le caractère massif des délégations, qui s'avère le plus impressionnant. Rappelons d'abord que déjà en 1959 le *Ballet Nacional* propose près de 50 prestations dans des villes de l'Est. Les danseurs sont à nouveau à l'honneur dans les pays socialistes en 1964. Alicia Alonso et sa troupe, composée de 66 personnes, se présentent à Moscou, Kiev, Leningrad ainsi que dans des pays comme la Chine et le Viêt-Nam du Nord. En tout, ils donnent 63 représentations au cours d'une période de quatre mois[939]. En 1966, les groupes de musique *Los Zafiros*, *Los Modernistas*, *Los Papines*, des chanteurs comme Armando Bianchi, Rosita Fornés, Ramón Veloz, Coralia Fernández, Miguel Ojeda et un ensemble de danse dirigé par Joaquín Riviera, visitent 11 villes de l'URSS, dont Yalta et Kazan[940].

Le déplacement de ces ensembles va s'accélérer visiblement vers la fin des années 1960, quand les rapports entre La Havane et le Kremlin traversent une période de cordialité grandissante. De fait, l'échange culturel est à ce stade appelé à témoigner des bonnes dispositions réciproques. 45 artistes, rassemblés pour l'occasion sous l'appellation *Ritmos de Cuba*, entament une tournée dans les pays socialistes à la mi-1971[941]. Dans ce contexte de rapprochement, la commémoration de quelques dates marquantes sera l'occasion adéquate pour accueillir de nombreux interprètes. Pour célébrer les 20 ans de l'attaque de la caserne Moncada (1953), Moscou agence les imposantes « Journées de la culture cubaine ». Plus d'une centaine d'artistes sont invités afin de témoigner de l'intensité de cette nouvelle entente. Les prestations de l'Ensemble folklorique national, de l'Orchestre Aragón, des *Hermanos Bravo*, du violoniste Evelio Tieles, des chanteurs Elena Burke, Ramón Calzadilla, Iris Burguet, María Remolá, Silvio Rodríguez, parmi tant d'autres[942], sont censées transmettre l'art d'une nation qui est définitivement entrée dans le camp socialiste. Les invités participent à 159 activités programmées pour rendre hommage aux confrères révolutionnaires[943].

[938] *Ibid.*, pp. 53-54.
[939] SARAVIA, Nidia, "El Ballet Nacional de gira", in *Hoy Domingo*, 16 août 1964, p. 7 ; BELTRÁN, Alejo, "El mejor embajador: un conjunto de baile", in *Hoy Domingo*, 24 janvier 1965, p. 7.
[940] "Culminan gira en la URSS artistas cubanos", in *Granma*, 14 août 1966, p. 8.
[941] "Próxima gira de artistas cubanos a los países socialistas", in *Granma*, 18 mai 1971, p. 4.
[942] "Jornada de la Cultura en la URSS", in *Revolución y Cultura*, n°13, 1973, p. 78.
[943] "Jornada de la cultura cubana", in *Cuba Internacional*, n°50, 1973, p. 56.

Alors que l'URSS ouvre davantage ses frontières aux artistes en provenance de La Havane, le reste de la planète devient presque inaccessible pour la grande majorité de la population. Dans la mesure où le gouvernement castriste se range dans l'orbite de Moscou, le contact avec le monde occidental tend naturellement à se limiter. Comme nous avons cherché à le démontrer ici, le nombre de délégués augmente fortement à la fin de la décennie 1960, quand on assiste à la consolidation des rapports soviéto-cubains. Ainsi, face à un contexte international tendu, l'Union soviétique représente, malgré l'accablante distance géographique et culturelle, une porte ouverte vers l'étranger.

5.2.-De l'ignorance généralisée au rapprochement : Soviétiques au Chili et Chiliens en URSS

Rien n'indiquait, suite à l'arrivée au pouvoir du démocrate-chrétien Eduardo Frei, que les liens avec l'URSS se renforceraient. Cependant, la mise en place de relations diplomatiques s'accompagne très vite d'une accélération notable des interactions entre individus. Des délégations hétéroclites, parfois composées de représentants inattendus, incarnent sous le gouvernement Frei le nouvel état d'esprit qui s'installe entre les administrations chilienne et soviétique. Dans ces conditions prometteuses, l'ascension politique de l'Unité populaire ne représente pas un tournant majeur pour les échanges, bien que dans ce nouveau cadre d'affinités idéologiques les déplacements aient tendance à se politiser.

5.2.1.-Des déplacements grandissants qui dépassent les milieux militants (1964-1970)

À part quelques figures importantes du milieu artistique local (Luis Oyarzún, Flora Guerra), rares sont les artistes non communistes qui ont la possibilité de visiter l'URSS dans les années 1950. Les invitations du Kremlin étaient plutôt réservées à des représentants syndicaux ou à des militants du très fidèle « parti frère ». Dans un cadre où l'absence de liens diplomatiques tend à multiplier les difficultés formelles, les tentatives de franchir le « rideau de fer » ont été pour la plupart découragées. L'obtention d'un visa exigeait des démarches

longues et fastidieuses. Sans ambassade soviétique sur le territoire, les touristes devaient d'abord se rendre en Europe et attendre sur place (le plus souvent à Paris) l'autorisation des diplomates de Moscou[944]. Cette situation, on l'a vu, a commencé à se modifier à la fin de la décennie 1950, quand l'agence *Vía Mundi* voit le jour au Chili. Mais malgré ce premier pas, indissociable de la nouvelle volonté « internationaliste » de l'administration Khrouchtchev[945], les voyages demeurent sporadiques et concernent surtout des « compagnons de route ». Le véritable tournant qui va permettre une certaine « démocratisation » des déplacements est le rétablissement des relations officielles en novembre 1964.

C'est à partir de cette date que l'on constate une augmentation significative du nombre d'artistes chiliens présents en URSS. Les tractations menées à Moscou par l'ambassadeur Máximo Pacheco aboutissent à des accords qui comprennent des échanges culturels. Il est intéressant d'observer qu'à présent les représentants sélectionnés ne sont pas seulement des sympathisants de gauche, attirés par l'opportunité de connaître la « patrie du prolétariat ». Dès lors, nous identifions des voyageurs d'obédiences politiques diverses, voire même des fervents opposants du système communiste. Suite à des conversations avec des dirigeants de *Goskontsert*, un organisme appartenant au ministère de la Culture de l'URSS, l'ambassade du Chili annonce en mars 1966 que tout est en règle pour accueillir à Moscou le violoniste chilien Pedro d'Andurain et l'ensemble folklorique *Los Quincheros*[946]. Ainsi, ces deux délégations artistiques parcourent les républiques soviétiques et inaugurent une période riche en échanges réciproques. Mais si ces musiciens sont censés favoriser le rapprochement, ils ne sont pas pour autant partisans du Kremlin. Bien au contraire, le leader de *Los Quincheros*, Benjamín Mackenna, est connu pour ses prises de position conservatrices et pour ses affinités avec la droite (il sera un fervent défenseur de la dictature d'Augusto Pinochet). Il avoue d'ailleurs avoir eu de fortes appréhensions[947] avant d'entreprendre une tournée qui l'a amené à offrir 46 concerts dans 21 villes différentes[948]. Quant à Pedro d'Andurain, un interprète qui avait effectué des études à New York, il amorce sa tournée en novembre 1967 et joue devant des spectateurs de Kiev, Vilnius, Minsk, Krasnodar et Moscou[949].

---

[944] "Turismo chileno hacia la URSS", in *Enfoque Internacional*, n°17, mai 1968, p. 34.
[945] Sur ce point, voir l'article issu de la thèse de doctorat de RUPPRECHT, Tobias, "Socialist high modernity", *op. cit.*, pp. 505-528.
[946] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Rigoberto Díaz au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 12 mars 1966.
[947] Entretien de l'auteur avec Benjamín Mackenna, Santiago, 11 janvier 2013.
[948] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1967, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 8 février 1967.
[949] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1967, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 8 décembre 1967.

Après des réunions préparatoires avec des membres du gouvernement, ce sont les Soviétiques eux-mêmes qui choisissent les délégués invités, ce qui accentue le caractère significatif du choix. En décembre 1965, le vice-ministre de la Culture Ivan Tsvetkov prie l'ambassadeur chilien de lui envoyer davantage d'antécédents sur toute une série d'artistes. Ces derniers ont déjà été présélectionnés par les fonctionnaires du ministère qui font preuve d'une attention toute particulière à l'égard des visiteurs éventuels. Parmi les personnalités inclues dans la liste, on distingue le célèbre pianiste Claudio Arrau, le baryton Ramón Vinay et l'ensemble de musique antique de l'Université catholique de Santiago[950]. Sylvia Soublette, la directrice de cette compagnie qui se rendra finalement en URSS en 1966[951], est la femme du ministre des Affaires étrangères Gabriel Valdés. Il s'agit à nouveau d'un groupe de représentants nullement liés aux sphères de gauche. Ici, les décideurs de Moscou cherchent consciemment à encourager la présence de figures importantes de la culture chilienne sans faire de distinction politique explicite. L'objectif consiste à attirer des intellectuels qui dépassent les cercles prosoviétiques en vue d'engendrer de nouvelles loyautés. « L'offensive culturelle » de Moscou à l'ère de la détente vise à démontrer que la méfiance de la période stalinienne a été remplacée par une plus grande souplesse. Du moins dans la sphère de la culture, les autorités doivent manifester une tolérance accrue vis-à-vis des manifestations allogènes pour captiver un segment plus large de la population[952].

Pour de nombreux Chiliens, les tournées en URSS constituent une chance unique de se produire dans un grand pays où, malgré les défauts du système politique, la qualité de la formation artistique demeure incontestable. Le jeune pianiste Roberto Bravo, qui obtient une bourse du gouvernement polonais après sa participation au Concours international Frédéric Chopin, est déterminé à poursuivre ses études en URSS. Attiré par l'excellence du Conservatoire Tchaïkovski, il s'adresse à l'ambassade de son pays à Moscou pour exhorter les diplomates à intercéder en sa faveur auprès des Soviétiques. Bien que Máximo Pacheco ait demandé personnellement une allocation pour le musicien chilien, il reçoit une réponse négative prétextant l'échéance des candidatures pour l'année 1965-1966[953]. Mais malgré cette

[950] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 6 décembre 1965.
[951] L'ensemble de l'Université catholique du Chili multiplie ses prestations à Moscou, Leningrad, Tallin, Vilnius et Riga. AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1967, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 17 février 1967.
[952] Voir l'exemple éloquent des relations URSS-Brésil très bien analysées in RUPPRECHT, Tobias, "Socialist high modernity", *op. cit.*, pp. 509-510 et 515-522.
[953] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 17 novembre 1965.

première tentative décourageante, Roberto Bravo insiste et se voit finalement attribuer une bourse pour la saison suivante. Il est ravi de cette opportunité exceptionnelle :

> « …nous n'avions aucune sorte de préoccupations matérielles. Je recevais une rétribution de 150 roubles et je payais deux roubles par mois pour manger. Je vivais dans une excellente maison pour les étudiants du Conservatoire, avec tout le confort nécessaire. J'avais à ma disposition 148 roubles que je pouvais dépenser librement ; avec une somme pareille, on peut être Crésus à Moscou.
> L'expérience à Moscou a été décisive pour ma maturité en tant qu'artiste »[954].

Conscient des avantages exclusifs dont il jouit, il n'est pas pour autant un admirateur du modèle soviétique. Pour lui, les études au sein du Conservatoire Tchaïkovski constituent avant tout une situation inégalable pour sa formation professionnelle. Face aux enjeux de la guerre froide et au modèle idéologique de son pays d'accueil, Roberto Bravo reconnaît ne pas se sentir particulièrement concerné : « Je n'ai pas d'idée politique et jusqu'à présent je ne me suis pas posé la question de savoir avec quelle idéologie je suis pleinement d'accord »[955].

Dans une analyse de l'affrontement Est-Ouest, il serait inexact de vouloir tout saisir sous l'angle de la lutte idéologique. Comme le cas du jeune pianiste nous l'indique, les interactions culturelles obéissent à de multiples motivations ressenties par des individus aux sensibilités diverses. C'est souvent les valeurs culturelles en elles-mêmes qui incitent à chercher de nouvelles formes de contacts. Malgré son détachement à l'égard du communisme, le séjour de Roberto Bravo débouchera sur une nouvelle vie intimement liée à l'URSS : sans interrompre sa formation, il devient en octobre 1969 l'attaché culturel de la mission diplomatique de son pays[956]. Dans une optique plus personnelle, il se marie à Moscou avec Eva Graubin, une jeune Lettone qui suit aussi des cours de piano[957].

L'exemple de la pianiste Flora Guerra est surprenant. Même si elle n'est « pas une femme de gauche »[958], elle s'érige cependant en médiatrice régulière entre les deux cultures. Elle se trouve à Moscou à des périodes tout à fait différentes : en 1955, avant l'établissement de liens

[954] MANSILLA, Luis Alberto, "Roberto Bravo, un pianista que maduró en la URSS", in *Enfoque internacional*, n°20, août 1968, p. 3.
[955] *Ibidem.*
[956] YUDANOV, Nikolaï, "Roberto Bravo, intérprete, alumno y diplomático", in *Enfoque Internacional*, n°30, juin 1969, p. 34.
[957] MANSILLA, Luis Alberto, "Roberto Bravo y su esposa soviética", in *Enfoque internacional*, n°32, août 1969, p. 34.
[958] Entretien de l'auteur avec Enrique Silva Cimma, Santiago, 19 octobre 2007.

diplomatiques ; en 1965 et en 1967, sous la présidence de Frei ; et en 1972, à l'ère de Salvador Allende[959]. Pourtant, ses premières expériences ne s'avèrent pas satisfaisantes pour les organisateurs. Dans un rapport concernant la coopération culturelle avec le Chili, un des responsables de la SSOD se plaint de l'attitude indifférente, voire hostile, de la Chilienne. Au cours de sa visite de 1965, Flora Guerra refuse de se déplacer en dehors de la capitale, ne se montre guère intéressée par la vie en URSS et accepte de mauvais gré de se produire dans la « Maison d'Amitié » moscovite[960]. Mais ses réticences initiales semblent s'être atténuées avec le temps. Deux ans plus tard, elle offre des concerts en URSS, en Roumanie, en Pologne[961] et, en 1972, elle est à nouveau conviée par le ministère de la Culture soviétique. *Goskontsert* lui propose d'accompagner l'Orchestre symphonique de la ville de Zaporojie, en Ukraine, avant d'enchaîner avec des prestations à Kazan et Moscou. D'après l'ambassadeur du Chili du gouvernement d'Allende, Guillermo del Pedregal, « Mme Guerra est très connue des cercles musicaux de l'URSS, elle a eu beaucoup de succès lors de ses représentations et a reçu une invitation […] pour revenir quand elle le souhaite »[962].

Au-delà des sensibilités politiques, l'Union soviétique est majoritairement perçue par les Chiliens comme une grande puissance culturelle, qui a su développer une scène artistique de qualité indéniable. La possibilité de se présenter face à un public exigeant, habitué à des spectacles de haut niveau, est sans doute l'une des motivations majeures des délégués. Même le célèbre pianiste Claudio Arrau, auréolé d'une carrière qui le porte aux plus hauts sommets de la musique classique, visite Kiev, Leningrad et Moscou en 1968. Ici, les autorités soviétiques ont elles-mêmes intérêt à stimuler la présence d'une grande figure comme Arrau. À travers l'arrivée d'éminents artistes étrangers, le Kremlin cherche à favoriser la réception de sa culture. De fait, les fonctionnaires de *Goskontsert* ont tout intérêt à suggérer la venue du pianiste chilien, qui fait partie des noms proposés par le ministère de la Culture à l'ambassade de Santiago[963]. Les négociations se succèdent et finissent par aboutir à la consécration des efforts. Claudio Arrau amorce une série de concerts à Kiev, le 18 mai 1968, pour ensuite jouer à Leningrad avec l'Orchestre symphonique de la ville, conduit par l'éminent musicien Neeme

[959] *El Siglo*, 13 avril 1972, p. 11.
[960] GARF, Fonds 9576r, O.10, D.50, janvier 1965.
[961] *El Siglo*, 24 février 1967, p. 10.
[962] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1972, Guillermo del Pedregal au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 7 mars 1972.
[963] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 6 décembre 1965.

Järvi[964]. Dans la capitale soviétique, c'est Guennadi Rojdestvenski qui est chargé de diriger les deux concertos de Johannes Brahms offerts par le Chilien. Avant le retour du pianiste, le vice-ministre de la Culture organise un dîner en son honneur où Aram Khatchatouriam se trouve présent, en sa double qualité de compositeur et de président de l'Association URSS-Amérique latine[965].

Dans le cas que l'on vient d'évoquer, la diplomatie culturelle de Moscou parvient à satisfaire les prétentions des deux côtés. D'une part, le Kremlin souhaite voir arriver de figures notables de la scène artistique mondiale générant un certain retentissement international, d'autre part, les responsables chiliens désirent naturellement exporter leurs meilleurs talents. Malgré les différences idéologiques entre les deux régimes, c'est en partie cette convergence d'intérêts qui explique la mise en œuvre de nombreuses tournées dans les années 1960.

Le voyage de Malucha Solari, directrice de l'École de danse de l'Université du Chili, rend compte éloquemment de cette réalité. C'est à nouveau les initiatives de l'ambassadeur Máximo Pacheco qui se trouvent à la source du séjour de la ballerine. Il rencontre, en octobre 1967, la ministre Ekaterina Fourtseva ainsi que Sofia Golovkina, présidente de l'Académie chorégraphique du Bolchoï, afin de tracer les premiers contours d'une coopération dans le domaine de la danse. C'est alors qu'ils évoquent une éventuelle visite de Malucha Solari, dont la présence est censée concrétiser les négociations[966]. Cette dernière arrive à Moscou le 16 janvier 1968 pour se rendre quotidiennement dans les locaux du Bolchoï et s'entretenir avec ses homologues. Son séjour est un vrai succès marqué par la signature d'un programme d'échange pour les trois années suivantes, facilitant notamment l'assistance de professeurs soviétiques au Chili[967]. Sur un plan plus personnel, son périple se transforme en une opportunité inoubliable : malgré les températures glaciales de la saison hivernale, la danseuse parcourt avec engouement les rues de la capitale, s'arrête dans la totalité des stations de métro et ne refuse aucune invitation. Mais ses impressions positives de la société – « d'une qualité humaine à toute épreuve » – contrastent avec l'image mitigée qu'elle se forme du ballet en URSS. En faisant référence à l'Institut chorégraphique de Leningrad, elle constate avec

[964] Neeme Järvi, impressionné par l'excellence du Chilien, dira lors d'une interview à Radio Moscou que Claudio Arrau est « le plus grand maître de piano de notre ère ». AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1968, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 10 juin 1968.
[965] *Ibidem.*
[966] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1967, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 26 octobre 1967.
[967] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1968, Rigoberto Díaz au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 27 février 1968.

désappointement qu'il s'agit d'une « école trop conservatrice », dont « les mises en scène ne sont pas modernes et s'avèrent d'un naturalisme démodé »[968].

Il faudrait également mentionner le long séjour entamé par sept recteurs d'établissements supérieurs d'enseignement, y compris l'archevêque Alfredo Silva Santiago qui est à la tête de l'Université catholique de Santiago[969]. Le ministère de l'Éducation supérieure d'URSS leur propose de se rendre dans différents pays du camp socialiste à partir de mai 1967. Ainsi, les délégués peuvent multiplier leurs contacts avec des institutions soviétiques lors d'un circuit qui les amène à Moscou, Leningrad, Erevan, Kiev et Novossibirsk[970]. Les recteurs chiliens visitent ensuite la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie au cours d'un voyage qui se prolonge pendant près de deux mois[971]. Parmi ces visiteurs, c'est sans doute la présence de l'archevêque Alfredo Silva Santiago, un homme âgé connu pour la fermeté de ses positions religieuses, qui impressionne le plus. Un itinéraire spécial, conçu en fonction de son statut particulier, lui est réservé. L'homme d'Église peut ainsi se déplacer à 70 kilomètres de Moscou, à Zagorsk, pour s'enquérir de la situation de l'orthodoxie russe dans le monastère de la Trinité-Saint-Serge. Il converse avec des patriarches et tire des conclusions positives sur les études de théologie en URSS qu'il estime « très sérieuses »[972].

On observe grâce aux exemples examinés que les Soviétiques tentent – surtout dans les années 1960 – d'attirer des individus nullement liés aux influences communistes mais qui peuvent, à leur retour, diffuser une image moins hostile de l'URSS. L'objectif n'est certainement pas de convertir au socialisme un prélat comme Alfredo Silva Santiago mais plutôt d'atténuer ses préjugés. Si l'archevêque rentre dans son pays ayant une impression moins catastrophique de la vie religieuse en URSS, il s'agirait déjà d'une forme de victoire de la diplomatie de Moscou. On a vu qu'il n'est pas le seul à s'interroger sur le modèle soviétique : Flora Guerra, Benjamín Mackenna, Claudio Arrau, Sylvia Soublette, Malucha Solari – toutes des personnalités peu enclines à accepter le modèle politique du Kremlin –

[968] MANSILLA, Luis Alberto, "Malucha Solari cuenta sus impresiones de la URSS", in *Enfoque Internacional*, n°17, mai 1968, p. 11.
[969] Les autres personnalités invitées sont Horacio Aravena (Université technique d'État), Ignacio González (Université de Concepción), Arturo Zavala (Université catholique de Valparaíso), Carlos Ceruti (Université technique Federico Santa María), Félix Martínez (Université australe de Valdivia), Carlos Aldunate (Université du Nord d'Antofagasta) et le Secrétaire général du Conseil des recteurs du Chili, Luciano Cabalá.
[970] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1967, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 31 mai 1967.
[971] *El Siglo*, 27 avril 1967, p. 4.
[972] NIZSKI, Vadim, "Rector de la UC visita Monasterio Ruso", in *Enfoque Internacional*, n°8, juillet 1967, p. 21.

semblent avoir discerné sur place des aspects attrayants d'un pays méconnu qu'ils voyaient pourtant d'un œil suspicieux.

Mais l'intensification des tournées est un phénomène à double sens qui autorise aussi l'arrivée d'un nombre accru de Soviétiques sur le sol latino-américain. Des artistes sont envoyés au Chili suscitant l'intérêt au sein d'une communauté peu habituée à apprécier des prestations d'importantes personnalités étrangères. Sans vouloir être exhaustif, pendant l'administration Frei (1964-1970) les Chiliens ont reçu la visite des réalisateurs Roman Karmen et Revaz Tchkheidze, des écrivains Margarita Aliguer, Semion Kirsanov et Evgueny Evtouchenko, des interprètes Leonid Kogan, Igor Bezrodny, Nina Beilina, Sergueï Dorensky et Tatiana Nikolaïeva, de la ballerine Sofia Golovkina. Outre ces individus, c'est surtout la venue de grands ensembles qui constitue l'élément le plus spectaculaire. Comme à Cuba, le ballet *Beriozka*, les Chœurs de l'Armée rouge, le *Zhok* de Moldavie, le Moïsseïev ou un groupe de danse sibérienne, se classent parmi les représentants soviétiques qui déclenchent le plus d'émotion dans le public.

Les premiers accords culturels conclus après l'installation de l'ambassade en URSS permettent, par exemple, d'agencer la tournée retentissante du Cirque de Moscou à la fin 1966[973]. La délégation artistique dirigée par Nadejda Nadejdina, le *Beriozka*, visite une première fois le continent latino-américain, dont le Chili, en 1962. Cinq ans plus tard, l'ensemble, composé de 80 artistes, revient[974]. En 1967, les spectacles du *Music Hall* de Moscou remplissent les salles et sont suivis de près par la presse. Même le journal conservateur de droite *El Mercurio*, qui attaque avec ferveur les actions politiques du Kremlin, dédie un espace à la promotion d'un « spectacle qui émerveille grands et petits »[975]. L'ensemble moldave *Zhok*, composé de 84 intégrants, atterrit également au Chili en 1969[976]. L'ambassade de Moscou à Santiago annonce en mai 1968 la présence imminente du Ballet folklorique de Géorgie qui doit se présenter à Santiago ainsi que dans les principales villes du pays (jusque dans des localités proches du détroit de Magellan, dans l'extrême Sud)[977].

Ces représentations commencent à intéresser un spectre de plus en plus large de la population. Dans le chapitre VII nous tenterons de démontrer que cette présence renforcée a

[973] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Direction de la politique extérieure – Diffusion culturelle, n°1631, Santiago, 1er octobre 1966.
[974] "Beriozka viene a Chile", in *Enfoque Internacional*, n°5, mai 1967, p. 32 ; *El Siglo*, 1 juin 1967, p. 1 ; *El Siglo*, 2 juin 1967, p. 10.
[975] *El Mercurio*, 19 octobre 1967, p. 35.
[976] "Jok en Chile", in *Instituto Chileno-Soviético de Cultura*, 30 juin 1969.
[977] AHMAEC, Dossier Países – Moscou 1968, ambassade de l'Union des républiques socialistes soviétiques au ministère des Affaires étrangères du Chili, n°1631, Santiago, 13 mai 1968.

réellement contribué à adoucir les préjugés liés « au soviétique ». Soulignons pour l'instant que l'essor des interactions permet à certaines figures de la culture chilienne de devenir des intermédiaires entre les deux nations. Elles ont ainsi la possibilité de découvrir et de redécouvrir le monde de l'Est suscitant, la plupart du temps, des réactions enthousiastes. Nous verrons maintenant que ces passeurs sont souvent d'importantes autorités intellectuelles de la scène locale. Leurs témoignages, par conséquent, sont susceptibles d'avoir un réel impact au sein de la société.

5.2.2.-Des intermédiaires privilégiés : le cas de Pablo Neruda

Parmi les artistes du continent latino-américain, Pablo Neruda est probablement celui qui entretient les rapports les plus intimes avec Moscou. Les liens d'amitié qu'il a réussi à tisser avec le milieu culturel soviétique datent de l'année 1949, quand il effectue son premier déplacement dans la superpuissance[978]. Il est aussi, à partir de juillet 1945, un militant actif du Parti communiste de son pays[979] qui, on l'a vu, demeure l'une des organisations latino-américaines les plus fidèles à l'égard du Kremlin. Tant son attachement inébranlable envers le modèle de l'URSS que sa renommée internationale poussent les autorités soviétiques à lui attribuer une place tout à fait exceptionnelle. De fait, comme on le notera par la suite, Neruda jouit auprès des dirigeants d'un statut privilégié lui permettant de bénéficier d'avantages inaccoutumés et de se rendre de manière fréquente de l'autre côté du « mur ». Au Chili, c'est souvent l'auteur du *Chant général* qui reçoit les écrivains soviétiques, dont certains (Ilya Ehrenbourg, Margarita Aliguer, Semion Kirsanov ou Evgueny Evtouchenko) deviennent des amis proches. Depuis son séjour en URSS en 1949, Neruda commence à concevoir une œuvre à caractère idéologique qui témoigne avec ostentation de sa ferveur communiste. Il s'agit notamment de *Las uvas y el viento* (*Les raisins et le vent*), un ouvrage rédigé entre 1950 et 1953 qui reflète un enthousiasme exubérant. Nous pouvons notamment lire dans les pages du recueil un poème intitulé « l'Ange du Comité central » :

[978] SCHIDLOWSKY, David, *Neruda y su tiempo: las furias y las penas*, Santiago, RIL Editores, 2008, vol. 2: "1950-1973", pp. 789-795.
[979] NERUDA, Pablo, *Confieso que he vivido*, Santiago, Pehuén, 2008, p. 236.

« Union soviétique, tu fleuris
avec d'autres fleurs dans la terre
elles n'ont pas encore de nom.
Ta solidité est la fleur de l'arbre d'acier.
Ta fraternité est la fleur du pain fragrant.
Ton hiver est une fleur qui sous la neige
illumine l'amour sans menace »[980].

Et même des acclamations laudatrices que Neruda regrettera quelques années plus tard : « Stalinien. Nous portons ce nom avec orgueil. / Stalinien. Telle est la hiérarchie de notre temps ! »[981].

Dès lors, Pablo Neruda sera systématiquement choyé par les Soviétiques qui autorisent, par exemple, le voyage d'Ilya Ehrenbourg à l'occasion du cinquantième anniversaire du Chilien, célébré à Santiago en 1954[982]. La présence de l'intellectuel est d'autant plus significative qu'elle a lieu dans un contexte où les relations avec le sous-continent constituent encore un enjeu marginal pour Moscou. De plus, Neruda devient très tôt l'un des écrivains latino-américains les plus édités en russe : déjà en 1939, Ehrenbourg traduit un petit volume de poésie du Chilien. C'est le premier pas vers un enchaînement spectaculaire qui permettra la publication des œuvres de Neruda dans 11 langues des différentes républiques de l'URSS[983]. Son activisme est entretenu par l'accueil chaleureux fourni par ses amis de Moscou. En 1954, il est invité à participer au 2e Congrès des écrivains soviétiques, où il est entouré au quotidien par le luxe envoûtant du traditionnel hôtel Metropol. De retour au Chili, Neruda décide de rendre visible ses appréciations favorables en agençant un meeting public qui doit se dérouler dans un théâtre important de Santiago[984]. Sans vouloir nier la sincérité de l'engagement politique du poète, il est évident que les honneurs et les attentions qui lui sont réservés contribuent à conforter son enthousiasme vis-à-vis du modèle soviétique. Dans un article exalté, publié pour le cinquantenaire de la Révolution d'Octobre, il souligne que depuis le début de sa militance communiste, il s'efforce de fêter chaque anniversaire du soulèvement bolchevique. Pour conclure, avec l'ardeur qui le caractérise, il qualifie le dernier demi-siècle

[980] NERUDA, Pablo, *Las Uvas y el Viento*, Santiago, Debolsillo, 2003, p. 225.
[981] *Ibid.*, p. 121.
[982] SCHIDLOWSKY, David, *Neruda y su tiempo, op. cit.*, pp. 914-915.
[983] MELENTIEV, Yuri, "Hombre campana", in *Pablo Neruda: poeta y combatiente*, Buenos Aires, Axioma, 1975, p. 17.
[984] TEITELBOIM, Volodia, *Neruda*, Santiago, Editorial Sudamericana, 1996, pp. 368-369.

de l'histoire de l'URSS d'années de « progrès, d'épanouissement, de fermeté, de sagesse et de gloire »[985].

Les voyages à l'Est se ritualisent dès 1950, quand Pablo Neruda se rend pratiquement tous les ans pour intégrer le jury du Prix Staline pour la paix (rebaptisé Prix Lénine pour la paix en 1956), accordé par un comité international. Son séjour et ses déplacements sont entièrement pris en charge par les organisateurs qui se préoccupent d'agencer avec minutie chaque détail des itinéraires. Sa présence en URSS est l'occasion d'effectuer des périples inattendus (comme le voyage en transsibérien en 1951, un privilège rare pour un étranger), de prendre part à des réunions d'intellectuels et de recevoir les droits d'auteur (souvent généreux) pour la traduction de ses œuvres. Neruda s'érige ainsi en principal intermédiaire entre les cultures soviétique et latino-américaine.

La poétesse Margarita Aliguer se remémore avec nostalgie les deux séjours passés au Chili (en 1962-1963, puis en 1965), où elle fut accueillie par son homologue (elle passe même le nouvel an en compagnie de Neruda qui l'invite dans sa maison du port de Valparaíso). Elle conclut que, de par son engagement politique et sa grandeur littéraire, le Chilien constitue le prototype du poète idéal[986]. D'autres Soviétiques ont aussi la chance de le rencontrer durant des séjours en Amérique du Sud : c'est notamment le cas de Pavel Gruchko qui est reçu (après avoir été contacté par Neruda qui apprend qu'il est l'un de ses traducteurs) dans la maison côtière de la localité d'Isla Negra[987]. C'est l'amorce d'une collaboration étroite qui engendrera des projets conjoints : dans une interview en 1971, P. Gruchko rend compte de son travail de traducteur en signalant qu'il « tâche de faire connaître au lecteur soviétique tout ce qu'il [Neruda] a écrit de nouveau ». Le jeune Soviétique est à l'origine d'une édition en russe de *Fulgor y Muerte de Joaquín Murieta*, du recueil *Estravagario* ainsi que d'une anthologie de l'œuvre de Neruda destinée aux lycéens[988]. Grand ami des Cubains, Gruchko ne néglige pas pour autant ses collègues chiliens : ses traductions comprennent des titres de Carlos Pezoa Véliz, Gabriela Mistral, Vicente Huidobro, Gonzalo Rojas, parmi d'autres noms de la littérature chilienne[989].

Afin de renforcer les bonnes dispositions à l'endroit de Neruda, l'URSS envoie une délégation d'écrivains pour prendre part aux fêtes des 65 ans du poète, dont son ami de

[985] NERUDA, Pablo, "¡Honor a los cincuenta años de octubre!", in *Enfoque Internacional*, n°10, octobre 1967, p. 46.
[986] ALIGUER, Margarita, *Vozvraŝenie v Čili*, *op. cit.*, pp. 65 et 232-233.
[987] GRUSHKO, Pavel, "Déjenme solo con el día", in *Pablo Neruda: poeta y combatiente*, *op. cit.*, pp. 49-55.
[988] "Otra obra nerudiana cautiva a soviéticos", in *Enfoque Internacional*, n°57, octobre 1971, pp. 47-48.
[989] *Ibidem.*

longue date Semion Kirsanov[990]. D'autres cérémonies publiques dévoilent son statut exceptionnel aux yeux des Soviétiques : selon Máximo Pacheco, le récital que le Chilien offre en mai 1967 dans l'ambassade à Moscou s'avère un succès qui permet que des « personnalités remarquables du monde intellectuel et diplomatique de l'URSS rencontrent le poète et apprécient son œuvre »[991]. En 1969, Boris Polevoï, Margarita Aliguer, Pavel Gruchko et une pléiade d'étudiants et de journalistes se réunissent dans la Bibliothèque de littérature étrangère de Moscou pour commémorer la naissance de Neruda[992]. D'après l'homme de lettres Alekseï Sourkov, ce genre de manifestations attire de nombreux spectateurs qui se précipitent dans les lieux pour obtenir une place jusqu'à la dernière minute. Cet engouement s'explique, poursuit-il, par la popularité de l'œuvre de Neruda qui peut même être fréquemment écoutée à la radio ou à la télévision[993].

Mais les privilèges que Neruda détient auprès des autorités du Kremlin se manifestent également par des faveurs particulières. Il se permet en 1963 de s'adresser au directeur de la SSOD pour l'Amérique latine afin de solliciter une bourse pour le fils de son secrétaire, Homero Arce[994]. Après avoir reçu une réponse favorable, il profite de la bonne volonté de son interlocuteur pour transmettre une nouvelle requête. Il s'agit cette fois d'inviter deux écrivains chiliens, Marta Jara et José Zamudio, qui souhaitent visiter la puissance socialiste[995]. Plus tard, quand Neruda est nommé par Salvador Allende ambassadeur à Paris (1970-1972), il obtient une audience privée avec Léonid Brejnev. Lors de la visite du Premier secrétaire du PCUS en France, le poète cherche à le rencontrer pour lui faire part de ses inquiétudes à l'égard du « cas Soljenitsyne », une situation qui est en train de nuire, croit-il, aux intérêts des intellectuels de gauche. Brejnev le reçoit à l'ambassade d'URSS mais ses arguments ne semblent guère avoir produit l'effet désiré : le Soviétique l'écoute mais reste muet[996].

On constate alors que Neruda jouissait d'un statut véritablement particulier dans les milieux politiques et culturels de l'URSS. Les efforts des Soviétiques ne sont certainement pas stériles. Bien au contraire, l'accueil systématique de l'un des écrivains latino-américains les plus influents porte ses fruits. En effet, le Chilien transmet sa reconnaissance à de

[990] "Saludo soviético a Pablo Neruda", in *Instituto Chileno-Soviético de Cultura*, 7 août 1969.
[991] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1967, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 19 mai 1967.
[992] IVANOV, Yuri, "Un talento imperecedero: Velada de homenaje a Pablo Neruda", in *Enfoque Internacional*, n°34, octobre 1969, p. 45.
[993] SURKOV, Alexei, "Nuestro amigo Pablo", in *Pablo Neruda: poeta y combatiente*, *op. cit.*, pp. 11-12.
[994] GARF, Fonds 9576, O.10, D.13, 17 avril 1963.
[995] GARF, Fonds 5451, O.45, D. 2316, 14 juin 1963.
[996] EDWARDS, Jorge, *Adiós, poeta…*, *op. cit.*, p. 273 ; Entretien de l'auteur avec Jorge Edwards, Paris, 14 juin 2012.

multiples occasions : non seulement il rédige et publie des vers élogieux mais il organise aussi des rencontres pour rendre hommage à la Révolution russe. Souvent, il prononce des conférences sur le pays qu'il connaît si bien, comme celle qui aura lieu à Santiago en décembre 1967 et qui porte le titre de « 50 ans de poésie soviétique »[997].

C'est ainsi que Neruda devient, nous semble-t-il, le plus grand médiateur entre les cultures chilienne et soviétique. D'autres figures méritent toutefois d'être mentionnées. Militant communiste depuis les années 1940, Francisco Coloane, un nouvelliste connu pour ses récits maritimes, est aussi un visiteur assidu de l'URSS. Il effectue un premier périple en 1958 pour assister à la rencontre des écrivains afro-asiatiques de Tachkent[998]. Il y revient à plusieurs reprises. Après son voyage à la fin 1968, il consacre de nombreuses pages pour décrire, toujours sur un ton glorificateur, « le pouvoir des syndicats », le « charme spécial » de Riga et « Volgograd, la ville héroïque »[999]. En 1971, il accompagne une délégation de la Société des écrivains chiliens invitée pour participer aux fêtes commémoratives de la naissance de Pouchkine[1000]. Ces expériences stimulantes l'encouragent à témoigner de sa gratitude. En novembre 1961, Coloane propose une allocution à Santiago sur ses impressions de l'URSS[1001]. Il publie plus tard un long hommage consacré au récent prix Nobel Mikhaïl Cholokhov[1002] et assume une participation active dans la direction de l'Institut Chili-URSS de Santiago[1003].

De surcroît, à l'instar de son ami Neruda, Francisco Coloane est souvent chargé d'accueillir et de guider ses collègues soviétiques qui visitent le pays. Lors de l'arrivée de trois écrivains à Santiago (Sergueï Smirnov, Mikhaïl Dudin et Nina Boulgakova), c'est lui qui leur montre la ville et les emmène au Musée des Beaux-Arts[1004]. Quand il rencontre Evgueny Evtouchenko, « un mystérieux courant de sympathie réciproque s'est établi, comme si on avait été frères dans quelque existence antérieure ». Poussé par cette camaraderie spontanée, il décide d'accompagner le visiteur dans une excitante aventure dans les régions méridionales du Chili. Ainsi, Evtouchenko a la possibilité de parcourir les rivages hostiles du détroit de

[997] *El Siglo*, 12 décembre 1967, p. 9.
[998] COLOANE, Francisco, "Un viaje por la URSS 1968: en el metro de Moscú", in *Enfoque Internacional*, n°26, février 1969, p. 26.
[999] Voir la série d'articles : *Ibid.*, pp. 26-27 ; COLOANE, Francisco, "Viaje por la URSS 1968 (II): Viejo y nuevo rostro de Riga", in *Enfoque Internacional*, n°27, mars 1969, pp. 32-34 ; COLOANE, Francisco, "Viaje por la URSS (III): Viejo y nuevo rostro de Riga", in *Enfoque Internacional*, n°28, avril 1969, pp. 34-35.
[1000] Entretien de l'auteur avec Poli Délano, Santiago, 29 janvier 2013.
[1001] *El Siglo*, 6 novembre 1961, p. 6.
[1002] COLOANE, Francisco, *"Ante el destino de un hombre", op. cit.*
[1003] Entretien de l'auteur avec Enrique Silva Cimma, Santiago, 19 octobre 2007.
[1004] COLOANE, Francisco, "Con los escritores soviéticos", in *Aurora*, n°7, juin 1966, pp. 133-136.

Magellan et de connaître la Patagonie qu'il compare avec les interminables étendues de la Sibérie[1005]. Outre les incontestables mérites littéraires de Coloane, ses réseaux d'amitié et sa présence régulière dans le monde de l'Est lui permettent de bénéficier d'une renommée ascendante en URSS. Dans un premier temps, la revue *Novy Mir* traduit l'un de ses récits et, en 1963, paraît à Moscou une anthologie de nouvelles. Après son voyage en 1968, quand Coloane apporte deux de ses plus récentes créations, la revue moscovite *Littérature étrangère* décide de les publier. Le couronnement de son succès survient en octobre 1971, date à laquelle son roman *Le sillage de la baleine* est édité à 100 000 exemplaires. Au-delà de la fierté que cette reconnaissance peut susciter, ces traductions lui garantissent des revenus : les Soviétiques ne manquent pas de payer les droits d'auteur[1006].

Les deux intermédiaires mentionnés – Pablo Neruda et Francisco Coloane – militent activement dans le Parti communiste de leur pays. Cependant, il serait erroné de croire que c'est toujours le cas. Maints intellectuels entretiennent des liens cordiaux avec l'Est sans pour autant ressentir une admiration politique envers Moscou. Mais suite aux invitations, et malgré les divergences idéologiques, la plupart des voyageurs cherchent à témoigner de leur gratitude. Ces « gestes de remerciement » se manifestent par des conférences, des récits de voyage, des enregistrements de musique ou des expositions. Le romancier anarchiste Manuel Rojas, Prix national de littérature en 1957, prononce une allocution à Santiago à propos de sa tournée de 1966[1007]. La femme de lettres Luisa Kneer, qui n'appartient à aucune organisation politique, rassemble en 1968 un groupe de sympathisants pour fonder l'Institut culturel chileno-soviétique de La Serena[1008]. Elle ne se contente pas de cette initiative. Cette même année, Kneer fait paraître un petit ouvrage sur son périple où elle révèle l'intensité de sa nouvelle admiration[1009]. Nicanor Parra, un poète important qui a souvent fait preuve d'ambiguïté idéologique, demeure longuement en URSS et publie son recueil *Canciones rusas* (1967), dédié à Margarita Aliguer[1010]. Il offre aussi une conférence dans l'auditoire de l'Institut Chili-URSS[1011] et traduit des poètes soviétiques[1012]. *Los Quincheros* – l'ensemble

[1005] COLOANE, Francisco, *Los pasos del hombre*, *op. cit.*, pp. 172-173.
[1006] KESHISHEV, Vladimir, "Coloane, un escritor leído en la URSS", in *Enfoque internacional*, n°59, décembre 1971, p. 29.
[1007] *El Siglo*, 25 septembre 1967, p. 5.
[1008] *El Siglo*, 7 novembre 1970, p. 8.
[1009] KNEER, Luisa, *Una turista chilena en Rusia*, Santiago, Editores Arancibia Hermanos, 1968.
[1010] PARRA, Nicanor, *Canciones rusas*, Santiago, Universitaria, 1967.
[1011] *El Siglo*, 12 décembre 1967, p. 9.
[1012] "Recital de Nicanor Parra", in *Druzhba=Amistad: Boletín del Instituto Chileno-Soviético*, n°21, octobre 1968, p. 11.

dirigé par l'homme de droite Benjamín Mackenna qui se produit en URSS en 1966 – enregistre en langue russe l'une de ses chansons les plus célèbres (*El corralero*)[1013].

Nous pourrions multiplier les exemples. Il suffit ici de dire que les invitations pour se rendre en URSS entraînent, presque immanquablement, une réponse favorable susceptible de transmettre une vision positive. En tissant des liens avec des artistes non communistes, la diplomatie culturelle du Kremlin contribue à diffuser un côté attrayant de sa réalité. Sans oublier l'importance d'hommes comme Neruda ou Coloane, nous observons que dans les années 1960, les médiateurs chiliens dépassent largement les rangs du « parti frère ». Ainsi, une forme de fidélité à l'égard de Moscou s'instaure chez des personnalités qui ne sont nullement censées favoriser les intérêts de l'URSS. Nous verrons maintenant que cette diversité idéologique a tendance à se raréfier sous la présidence de Salvador Allende, quand les affinités politiques se renforcent.

5.2.3.-La « politisation » des échanges de délégations sous l'Unité populaire (1970-1973)

L'homme de gauche Salvador Allende accède au pouvoir au Chili en novembre 1970. Trois semaines plus tard, l'ambassadeur Óscar Pinochet de la Barra fait une demande de visa pour Juan Cobo, un journaliste d'origine espagnole qui devait se rendre à Santiago en tant que correspondant de la revue moscovite *Tiempos nuevos* (*Temps nouveaux*)[1014]. Le 26 novembre 1970, il envoie une nouvelle requête pour solliciter une autorisation de séjour pour le représentant du journal *Trud*[1015], G. Tikhonov[1016]. Dans ce nouveau contexte politique, les Soviétiques manifestent naturellement un plus grand intérêt à l'égard d'un pays qui a franchi un pas important dans la « voie vers le socialisme ». Dès lors, sans toutefois s'intensifier démesurément, les relations URSS-Chili deviennent plus idéologiques. Les échanges culturels auront aussi tendance à se politiser.

[1013] Entretien de l'auteur avec Benjamín Mackenna, Santiago, 11 janvier 2013.
[1014] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1970, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 25 novembre 1970.
[1015] *Trud* est un organe de presse important publié par le Conseil central des syndicats de l'URSS. Fondé en 1921, il atteint une circulation de 2 300 000 exemplaires. HOPKINS, Mark, *Mass media in the Soviet Union*, New York, Pegasus, 1970, p. 366.
[1016] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1970, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 26 novembre 1970.

Sous l'administration Allende, entre 1970 et 1973, Moscou cherche, on l'a vu, à multiplier les formes de coopération sans pour autant s'engager de manière trop explicite. Face aux risques d'une forte pénétration dans le continent de « l'ennemi », la sphère de la culture est désormais appelée à devenir un vecteur de l'affirmation des affinités. C'est ainsi que de nouveaux plans de collaboration, s'exprimant toujours par des voyages réciproques, voient le jour. L'URSS devient une destination importante pour maints artistes de gauche. Plus tard, quand La Moneda commence à rencontrer des difficultés croissantes (surtout à partir de 1972), l'accueil de Chiliens et l'envoi de représentants constituent pour Moscou autant de preuves de sa volonté solidaire. Mais au-delà des intentions de chacun, cette tendance est aussi renforcée par l'instauration d'un nouveau cadre formel pour les liens réciproques : en décembre 1970, les autorités signent un accord culturel et scientifique qui permettra de mieux planifier les contacts. Le ministre Clodomiro Almeyda souligne « l'énorme importance » de la convention qui débouchera, croit-il, sur des « avantages et des bénéfices insoupçonnés »[1017].

De fait, on peut observer qu'à partir de 1971 l'assistance soviétique se consolide grâce à une meilleure planification des programmes. Ces derniers sont censés servir les intérêts de Santiago et contribuer au renforcement de la « voie chilienne vers le socialisme ». Dans ce nouvel encadrement pour les relations bilatérales, établi par deux gouvernements qui partagent un projet politique convergeant, les séjours d'artistes et d'intellectuels tendent aussi à prendre un caractère plus politique. La Société des écrivains chiliens (SECh) multiplie les rapports avec ses homologues soviétiques. Dirigée par des hommes de lettres de gauche, dont plusieurs communistes, elle accueille une délégation composée de Mikhaïl Stelmaj, Lev Yakimenko, un spécialiste de l'œuvre de Cholokhov, et le traducteur Pavel Gruchko[1018]. Cinq romanciers, tous membres de la direction de la SECh, sont à leur tour reçus en URSS en juin 1971[1019]. Alors qu'avant 1970, les invitations s'adressaient individuellement à des écrivains importants d'obédiences diverses, désormais la SECh, dont la prédominance communiste est bien connue, devient l'intermédiaire principal. C'est ainsi qu'une sélection, inévitablement liée aux sensibilités politiques, s'opère. Les hommes de gauche Luis Merino Reyes, Poli Délano, Eulogio Joel, Francisco Coloane et Diego Muñoz atterrissent à Moscou pour participer à des rencontres qui dévoilent, elles aussi, la teneur idéologique des activités : l'un des forums auxquels ils prennent part porte sur « la littérature de masse et la littérature de

[1017] *La Nación*, 3 décembre 1970, p. 3.
[1018] AHMAEC, Dossier Países – Moscú 1971, Direction de la diffusion culturelle et de l'information extérieure, n°18412, Santiago, 23 août 1971.
[1019] REYES, Luis Merino Reyes, "Chilenos y soviéticos", in *Enfoque Internacional*, n°55, août 1971, pp. 32-33.

l'élite »[1020]. Par ailleurs, les intermédiaires soviétiques sont cette fois des membres de l'*establishment* officiel. Si auparavant les invités rencontraient des poètes tels que Evgueny Evtouchenko ou Margarita Aliguer, maintenant c'est Vitali Ozerov, vice-président de l'Union des écrivains, qui les accueille[1021]. Dans un compte rendu très engagé, le président de la SECh, Luis Merino Reyes, décrit la participation des Chiliens. Ses conclusions sont révélatrices :

> « Donner de la culture c'est donner du pouvoir. C'est comme donner de l'argent, mais on sait que les masses n'ont jamais reçu ni argent, ni pouvoir. […] L'écrivain soviétique ne se confronte pas à ces problèmes. Les poètes, romanciers et spécialistes vivent confortablement. Leurs institutions soignent leur argent mais peuvent aussi le dépenser avec générosité à des fins optimales »[1022].

Cette « politisation » des relations culturelles devient surtout visible dans le domaine musical, où un nombre grandissant d'interprètes « engagés » a la possibilité de se produire en URSS. L'ensemble *Quilapayún*, nommé « ambassadeur culturel » par le gouvernement d'Allende, se présente à Moscou à l'occasion d'une « Semaine de l'amitié URSS-Chili » organisée par le Comité des organisations de jeunesse. Leurs chansons à contenu social, comme la fameuse *Cantata Santa María de Iquique*, sont interprétées devant un public qui peut aussi apprécier la prestation d'Isabel Parra[1023]. Ils ne sont pas les seuls. Le chanteur-compositeur Víctor Jara, un militant communiste qui sera plus tard assassiné par la police secrète de Pinochet, bénéficie d'une invitation du ministère de la Culture de l'URSS. Le programme, qui doit débuter le 8 mai 1972 après un passage par Cuba, envisage des concerts dans diverses localités pendant près d'un mois[1024].

Vers la fin de l'administration de l'Unité populaire, quand l'avenir du gouvernement paraissait de plus en plus compromis, les ensembles folkloriques prennent part en URSS à des manifestations de soutien. Le groupe *Aparcoa*, qui compte parmi ses membres des partisans communistes, entame une tournée à la mi-1973 à Moscou, Kalinine, Leningrad, Kiev, entre autres villes. Invités par l'organisme du ministère de la Culture, *Goskontsert*, les cinq

[1020] *El Siglo*, 11 juin 1971, p. 12. Le sujet du colloque avait été défini en mars 1971 par une commission mixte qui devait mettre en place un premier programme de coopération culturelle suite à un accord scellé en 1970. *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1971*, Santiago, Calderón y Cía, p. 148.
[1021] REYES, Luis Merino Reyes, "Chilenos y soviéticos", in *Enfoque Internacional*, n°55, août 1971, p. 32.
[1022] *Ibidem.*
[1023] *El Siglo*, 27 novembre 1970, p. 2.
[1024] *El Siglo*, 18 février 1972, p. 11.

musiciens peuvent notamment se présenter dans la salle Tchaïkovski, où les spectateurs semblent avoir apprécié une chanson en l'honneur de Salvador Allende. L'un des membres d'*Aparcoa*, Felipe Canales, ne cache pas la nature militante de leur participation. Il affiche ouvertement la volonté politique du voyage ainsi que son admiration envers « les conquêtes du peuple soviétique ». Après avoir remercié « l'aide immense » fournie par Moscou aux nations qui « luttent pour le progrès social », Canales poursuit : la tournée n'a pas seulement « une finalité artistique mais aussi politique, car elle a permis de diffuser la position de notre peuple dans un moment très spécial de son histoire ». L'objectif est de contribuer au « renforcement et au progrès des œuvres entreprises par le Gouvernement Populaire »[1025]. Un dernier exemple confirme le caractère prioritaire que détient à ce stade la diffusion internationale de la « musique engagée ». Les instrumentistes de *Tiempo Nuevo*, représentants de la *Nueva Canción Chilena*[1026], bénéficient, eux aussi, d'une invitation de *Goskontsert*. Le programme, d'une durée de deux mois et demi, débute le 24 juin et comprend 28 prestations[1027].

Le soutien que les associations moscovites souhaitent témoigner au processus chilien se concrétise par la réception grandissante de « compagnons de route ». Comme nous l'avons indiqué précédemment, une diplomatie culturelle intensive pouvait compenser le manque d'un engagement plus direct, que le Kremlin n'était nullement disposé à octroyer. Une « Semaine de l'amitié URSS-Chili » a lieu en août 1972 au cours de laquelle les organisations de jeunesse de l'URSS accueillent leurs homologues des différents partis de gauche (PCCh, PSCh, MAPU, Gauche Chrétienne). À l'Université de Tachkent, les délégués assistent à un meeting pour protester contre « les férocités de l'impérialisme et de la réaction mondiale ». Le couronnement de ce voyage est marqué par la signature d'un communiqué conjoint visant à souligner les convergences idéologiques des deux parties[1028].

Ce genre de manifestations qui, on l'a vu, tendent à se reproduire dans la mesure où les difficultés s'intensifient au Chili, favorise la présence d'émissaires de l'Unité populaire. Contrairement aux priorités de l'époque de Frei, les autorités du Kremlin profitent désormais des invitations pour porter un message de sympathie envers le gouvernement d'Allende. Dans

[1025] "¡Bravo 'Aparcoa'!", in *Enfoque Internacional*, n°77, juin 1973, p. 32.
[1026] La *Nueva Canción Chilena* est un courant socio-musical qui s'est fortement développé avant le coup d'État de 1973, date à laquelle la plupart de ses représentants partent en exil. Il se caractérise par des mélodies inspirées de la tradition andine ainsi que par des textes fortement engagés. Parmi les artistes qui intègrent ce mouvement, les plus célèbres sont Víctor Jara, Patricio Manns, Ángel Parra et les ensembles *Quilapayún*, *Inti Illimani* et *Aparcoa*.
[1027] *El Siglo*, 16 juin 1973, p. 13.
[1028] OJRIMENKO, Valeri, "¡Que se fortalezca la amistad!", in *Enfoque Internacional*, n°67, août 1972, pp. 8-13.

la direction inverse, les itinéraires des visiteurs soviétiques acquièrent également une dimension nouvelle. Outre l'arrivée de personnalités politiques de premier ordre, telles que Andreï Kirilenko ou le maréchal Pavel Koutakhov[1029], chef de l'Armée de l'air, des figures majeures de la science et de l'art se rendent au Chili. L'homme qui préside la Société URSS-Chili, le chirurgien Alexander Vichnievski, parcourt le pays en novembre-décembre 1971. Bien que ce ne soit pas son premier voyage, ce périple se différencie visiblement de ses précédentes missions. Alors que dans les années 1960 la réception des hôtes soviétiques concernait surtout des cercles restreints (comme les instituts « d'amitié »), le médecin est reçu cette fois par le président Allende. Les activités agencées s'inscrivent, elles aussi, dans un programme propre à une visite officielle, ce qui dévoile l'importance que l'État lui attribue. Dans la capitale, Vichnievski prononce une conférence destinée aux chefs des services d'hygiène de l'armée et, poussé par le ministère de la Défense nationale, il se rend à l'Hôpital militaire de Santiago[1030]. Pour ne laisser aucun doute sur les sympathies réciproques, accentuant ainsi le caractère politique du séjour, Salvador Allende lui décerne une médaille[1031].

Vichnievski est loin d'être le seul Soviétique à être reçu au Palais de La Moneda. À la différence des missions antérieures à 1970, maintenant le président et son équipe ministérielle se transforment en interlocuteurs fréquents. En avril 1973, ce sera le tour de Roman Karmen. Dans une cérémonie réalisée au siège de la présidence, le cinéaste offre à Allende une copie de sa dernière production, *Le continent en flammes*. Le documentaire de Mosfilm, qui consacre une partie importante à l'histoire récente du Chili, dénonce les procédures de l'opposition anticommuniste et loue l'Unité populaire avant de décrire les luttes sociales d'autres pays latino-américains[1032]. Quant à une délégation du Goskino, qui débarque à Santiago en juin 1973, elle s'entretient avec Allende en vue d'analyser les possibilités de coopération. Dans un geste significatif, Moscou décide de renforcer la mission par la présence de Youri Ozerov, auteur du très populaire (et très politique) film *Libération*[1033].

[1029] Le maréchal Pavel Koutakhov atterrit au Chili pour prendre part aux fêtes nationales de septembre 1972. Pendant les cinq jours de sa tournée, il rencontre le président Allende, ainsi que tous ses ministres, et reçoit la plus haute distinction militaire, la « Grande étoile du mérite ». "Mariscal Pavel S. Kutajov huésped oficial de la FACH", in *Enfoque Internacional*, n°69, octobre 1972, p. 16.
[1030] À Valparaíso, à une centaine de kilomètres de Santiago, Vichnievski visite l'Hôpital naval où il s'entretient avec Jorge Kaplan, responsable de la première greffe cardiaque du Chili. "Vishnievski, feliz de haber visitado Chile", in *Enfoque Internacional*, n°60, janvier 1972, p. 28.
[1031] *Ibidem.*
[1032] "Cine", in *Enfoque Internacional*, n°77, juin 1973, p. 62.
[1033] *El Siglo*, 10 juin 1973, p. 17.

Parmi les invités qui reçoivent les honneurs officiels, c'est sans doute Valentina Terechkova qui laisse l'empreinte la plus durable sur la société. Avec une délégation de femmes soviétiques, elle séjourne au Chili en mars 1972 et suscite des réactions enthousiastes. Même la presse de droite a des paroles élogieuses à l'endroit de la cosmonaute (voir chapitre VII). À son arrivée, elle est saluée par les épouses des ministres de l'Unité populaire[1034] et Salvador Allende lui-même adresse un message émouvant à la « camarade Valentina »[1035]. Au cours de son circuit de deux semaines, V. Terechkova sera très souvent en compagnie de la femme du président Hortensia Bussi. Les hommages qui lui sont rendus se multiplient : elle est chaleureusement accueillie par les habitants d'un quartier qui porte son nom[1036] ainsi que par les représentants du Congrès[1037]. Ensuite, lors d'un déplacement dans le port de Valparaíso, elle est nommée « citoyen d'honneur » de la ville[1038]. Pour couronner son voyage retentissant, une manifestation est organisée dans l'imposant Stade nationale de Santiago[1039]. Mais l'événement le plus probant est l'audience avec le président Allende, quand ce dernier reçoit une maquette du véhicule spatial Soyouz et un livre dédicacé par des astronautes de l'URSS[1040]. Le séjour de Valentina Terechkova est encadré par les instances officielles, qui patronnent une partie importante des activités. Bien plus qu'une mission « d'amitié », la visite est avant tout un geste solidaire de soutien politique que les autorités chiliennes, dans un contexte d'hostilité croissante, comptent exploiter à leur profit.

Dans une zone menacée par la « puissance du Nord », l'URSS de Brejnev n'est guère disposée à soutenir un « second Cuba » sur le continent. On a vu que l'engagement du Kremlin envers le Chili d'Allende n'a pas pu remplir les attentes des dirigeants qui espéraient un appui plus consistant. La circonspection soviétique s'est, certes, manifestée par une politique d'aide prudente, mais elle a également impliqué une réévaluation des méthodes à employer. La diplomatie culturelle et, en particulier, l'envoi de grandes figures des milieux scientifique et artistique, s'est donc enrichie. Elle est devenue pour l'URSS un moyen adéquat pour continuer à soutenir un « régime ami » sans pour autant mener un programme de collaboration susceptible d'attiser la fureur de « l'ennemi ». Ainsi, la multiplication des voyages s'érige en une expression symbolique de sympathie. Nous verrons à présent que le monde soviétique s'ouvre aussi à de nombreux étudiants chiliens.

[1034] *El Siglo*, 26 mars 1972, p. 1.
[1035] *Ibid.*, p. 2.
[1036] *El Siglo*, 2 avril 1972, p. 9.
[1037] *El Siglo*, 5 avril 1972, p. 1.
[1038] "Valentina, mensajera de amistad y simpatía", in *Enfoque Internacional*, n°63, avril 1972, p. 37.
[1039] *El Siglo*, 5 avril 1972, p. 7.
[1040] *El Siglo*, 28 mars 1972, p. 7.

5.2.4.-Être étudiant chilien en URSS : une opportunité unique

Dans la diplomatie culturelle du Kremlin du temps de Khrouchtchev, la réception d'étudiants des pays dits du « Tiers-monde » constitue un trait marquant. En ce qui concerne les ressortissants latino-américains, très peu de jeunes étaient inscrits dans des établissements soviétiques avant la fin des années 1950. Deux phénomènes contribuent toutefois à modifier cette situation : d'une part, la récente politique d'ouverture envers le sous-continent qui fait suite au déclenchement révolutionnaire à Cuba et, d'autre part, la nouvelle volonté khrouchtchévienne matérialisée par la création de l'Université des peuples (nommée en 1961 Université Patrice Lumumba). Nous avons remarqué que les années 1960 voient l'arrivée d'un nombre impressionnant d'étudiants cubains qui s'installent dans différentes villes de l'URSS. C'est ici l'une des conséquences patentes de l'alliance mise en place entre les deux pays. Mais il ne faudrait pas croire pour autant que cette réalité touche uniquement les « alliés idéologiques ». Concernant le Chili, le début de la décennie (surtout à partir de 1965, après l'établissement de liens diplomatiques) permet le départ croissant d'étudiants qui cherchent, certains avec ardeur, à poursuivre leur formation dans la puissance socialiste. Mais, nous le verrons, les motivations de ces jeunes sont variées et n'obéissent pas toujours à une fidélité militante.

D'après l'ambassadeur Máximo Pacheco, en 1960, quand l'Université des peuples s'ouvre à Moscou, sept étudiants chiliens sont sélectionnés. Ce chiffre modeste témoigne de la place marginale que le pays, et en général l'ensemble de l'Amérique latine, occupe encore dans la stratégie soviétique. Cependant, dans la mesure où l'intérêt envers ce territoire s'accroît, l'enrôlement de Chiliens a tendance à augmenter[1041]. En 1965, toujours d'après les statistiques du diplomate, ils sont au nombre de 141[1042]. Avec le temps, l'octroi de bourses atteint une certaine régularité permettant la présence simultanée de près de 300 Chiliens dans des institutions supérieures d'URSS. La grande majorité d'entre eux intègre l'Université Patrice Lumumba : à la mi-1967, ils ne sont pas loin de 200. Ce nombre, qui peut paraître peu important, est en réalité une quantité considérable pour une nation comme le Chili. Comme le souligne l'ambassadeur Pacheco lors d'un entretien avec le recteur de « la Lumumba », il

[1041] Pour plus de détails sur les premiers étudiants chiliens en URSS (1960-1964), voir le rapport de l'ambassadeur Pacheco : AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 30 juin 1965.
[1042] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 9 juillet 1966.

s'agit de la plus grande collectivité d'universitaires chiliens dans une institution étrangère. De là l'intérêt tout particulier que Pacheco porte à la situation des étudiants et qui le pousse à solliciter une audience avec M. Rumyantsev, à la tête de l'institution universitaire[1043]. La principale inquiétude évoquée concerne la sélection des allocataires. Pour Pacheco, les critères établis ne garantissent pas le choix des meilleurs candidats puisque, en confiant la première phase de décision aux instituts Chili-URSS, les considérations politiques tendent à s'imposer[1044].

Nous constatons cependant que, bien que ce type de favoritisme ne soit pas à exclure, une certaine « démocratisation » du processus s'opère au fil de la décennie. En principe, deux instances doivent intervenir dans l'élection des boursiers. Dans un premier temps, les intéressés envoient leur dossier à l'ICSC de Santiago qui met en œuvre une sélection avant la confirmation définitive par la direction de l'université moscovite. Or, les ICSC sont souvent dirigés par des hommes politiques toutes tendances confondues [1045]. Certains non communistes participent donc à l'analyse des candidatures. Selon Cristina Lártiga, boursière à Moscou entre 1964 et 1970, parmi ses camarades, il y avait des démocrates-chrétiens et même des personnes de droite[1046]. Le président de l'Institut Chili-URSS de Santiago, Enrique Silva Cimma, affirme qu'il s'occupait personnellement de la sélection et qu'elle se faisait en tenant compte du parcours scolaire de chacun[1047]. Même si une majorité a un penchant favorable envers l'URSS, les résidents chiliens composent une communauté plutôt hétéroclite. Au Brésil, une logique analogue a pu être identifiée par Tobias Rupprecht. Selon lui, à la fin des années 1960, deux tiers des étudiants brésiliens à l'Université Lumumba (près d'une centaine au total) étaient apolitiques[1048]. Bien entendu, ceci n'exclut pas complètement les préférences d'ordre idéologique. On a vu que Pablo Neruda s'adresse en 1963 aux responsables de la SSOD afin de solliciter, avec succès, une bourse pour le fils de son secrétaire. La fille de Luis Guastavino, un important dirigeant du PCCh, parvient à se faire enrôler à l'Université des peuples peu après le coup d'État de 1973 qui force sa famille à s'exiler[1049]. Dans l'espoir d'exercer une influence sur le comité de sélection, le président de l'ICSC de San Antonio, Enrique Lagos Pinto, fait parvenir une lettre en 1968 au secrétaire général de la Société

[1043] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1967, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 1er juin 1967.
[1044] *Ibidem.*
[1045] Entre 1960 et 1973, on l'a vu, l'Institut chileno-soviétique de culture de Santiago est présidé par deux membres du centriste Parti radical : Alberto Baltra et Enrique Silva Cimma.
[1046] Entretien de l'auteur avec Cristina Lártiga, Santiago, 1er février 2013.
[1047] Entretien de l'auteur avec Enrique Silva Cimma, Santiago, 19 octobre 2007.
[1048] RUPPRECHT, Tobias, "Socialist high modernity", *op. cit.*, p. 527.
[1049] Entretien de l'auteur avec Luis Guastavino, Viña del Mar, 4 février 2013.

URSS-Chili. Par le biais de cette missive, il espère convaincre son destinataire de l'utilité d'accepter deux « collaborateurs efficaces de l'institut depuis son inauguration » : Humberto Rodríguez et Silvio Betancourt. Pour ce faire, Lagos Pinto insiste sur l'effet bénéfique qu'une réponse positive pourrait avoir sur le bon fonctionnement de l'association « d'amitié » :

> « Tant la direction que les membres [de l'Institut Chili-URSS de San Antonio] et la population de San Antonio seraient ravis si ces élèves obtenaient la sélection définitive. De cette façon, San Antonio sera cette année représentée à l'Université, ce qui constituerait un encouragement pour tous ces jeunes qui, en plus d'étudier, consacrent leurs heures libres au travail quotidien de l'Institut »[1050].

L'argument est simple mais convaincant : ce n'est pas seulement le projet des jeunes candidats qui est en jeu, mais l'intérêt même de la diplomatie de Moscou. En acceptant les boursiers du port de San Antonio, incitant à une forme de fierté locale, le système d'enseignement soviétique pourrait sortir renforcé aux yeux de la communauté. Nous pouvons ainsi apprécier que la phase de recrutement constitue un processus complexe dans lequel plusieurs acteurs interviennent poussés par des motivations, elles aussi, diverses.

L'un des objectifs principaux des postulants est d'améliorer leur qualité de vie dans un pays qui propose d'excellentes conditions pour les étudiants issus de pays sous-développés. Les allocations soviétiques, on l'a vu, incluent une longue série d'avantages que la plupart des Latino-américains ne pourraient pas décrocher chez eux. En bref, pour les habitants d'un pays pauvre, où les conditions des étudiants s'avèrent précaires, les programmes de Moscou représentent une chance unique. Nous avons vu que pour Roberto Bravo, qui disposait en tant que boursier du Conservatoire Tchaïkovski de 150 roubles par mois, on pouvait « être Crésus » en URSS avec une telle somme[1051]. Bien que les membres de l'UPL touchent un salaire inférieur (90 roubles par mois), cette subvention satisfait largement leur nécessité. Dans des conditions qui incluent l'hébergement dans des foyers universitaires et l'accès aux *stolovaïa* (des cantines peu onéreuses), les frais quotidiens ne représentent donc qu'une proportion modeste. Avec l'excédent, les Chiliens ont coutume d'acquérir des livres, des albums de musique ou des appareils photographiques, un objet particulièrement convoité. D'autres préfèrent épargner leur argent pour retourner au Chili durant les périodes

[1050] GARF, Fonds 9576-p, O.10, D.106, 8 juin 1968.
[1051] MANSILLA, Luis Alberto, "Roberto Bravo, un pianista que maduró en la URSS", in *Enfoque internacional*, n°20, 1968, p. 3.

estivales[1052]. Si l'on en croit l'étudiant Óscar Pinto, dès qu'il reçoit la bourse (la première semaine de chaque mois), il rassemble un groupe de compatriotes pour parcourir les commerces du centre de Moscou : « nous ravageons les librairies des rues Gorki et Kuznietski Most »[1053].

Mais au-delà du confort matériel, les aides soviétiques deviennent également une opportunité stimulante pour entamer des formations perçues comme supérieures à celles de la nation d'origine. Dans un rapport de 1966, l'ambassadeur Pacheco doit reconnaître que – malgré le regard méfiant qu'il porte aux objectifs de l'UPL – les propositions sont encourageantes : « L'un des aspects dramatiques du système éducationnel chilien, poursuit-il, réside dans l'impossibilité […] de recevoir tous les étudiants ». Face à ces difficultés insurmontables, « les perspectives offertes par l'Université Lumumba […] sont très séductrices »[1054]. Une fois installés à Moscou, les Chiliens peuvent bénéficier d'un mode de vie confortable et, surtout, très enrichissant. Pour beaucoup, c'est l'occasion de découvrir d'autres contrées du monde socialiste, voire d'Europe. Cristina Lártiga, qui intégrait l'ensemble de musique folklorique des étudiants chiliens, se remémore ses concerts à Tbilissi et dans une ville pas loin de la Finlande. Ses prestations se sont multipliées tout au long du séjour et elle a même eu la possibilité de se produire au Kremlin[1055]. Les travaux volontaires effectués pendant les mois de vacances permettent aussi de visiter les républiques soviétiques. Nadia Pérez, inscrite à la faculté d'agronomie de « la Lumumba », connaît ainsi les territoires sibériens. Malgré ses appréhensions initiales – « je pensais que c'était un désert de glace, d'ours » –, elle en revient séduite. À Novossibirsk, elle est impressionnée par la cité scientifique d'Akademgorodok. Le groupe d'étrangers prend part à des concerts de musique traditionnelle et fait du ski (au Chili, une activité réservée à un groupe très restreint). Mais la Sibérie n'est pas la seule destination à laquelle ils ont accès : après les examens, « la plupart des étudiants sont allés se reposer dans des endroits différents du pays soviétique. Quelques-uns sont allés en excursion à Riga, Tallin et d'autres villes de la Baltique », nous dit Nadia Pérez[1056].

De courts séjours à Leningrad sont souvent organisés par la communauté latino-américaine qui envisage aussi des déplacements plus ambitieux. À la fin des années 1960, quand

[1052] Entretien de l'auteur avec Cristina Lártiga, Santiago, 1er février 2013.
[1053] PINTO, Óscar, "¿Es difícil el idioma ruso ?", in *Enfoque Internacional*, n°24, décembre 1968, p. 43.
[1054] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 9 juillet 1966.
[1055] Entretien de l'auteur avec Cristina Lártiga, Santiago, 1er février 2013.
[1056] KRETOV, Leonid, "Nadia Pérez : "'Nuestra tarea, estudiar bien…'", in *Enfoque Internacional*, n°52, mai 1971, pp. 34-35.

l'activité touristique s'était considérablement élargie en URSS[1057], les boursiers peuvent obtenir des autorisations pour franchir la frontière de la « sphère socialiste ». Beaucoup partent en Suède pendant les vacances, où ils trouvent facilement des emplois saisonniers leur permettant d'obtenir de l'argent convertible. D'autres, comme Cristina Lártiga et son groupe d'amis, décident d'entamer un périple européen. Depuis le port d'Odessa, ils s'embarquent pour Varna, en Bulgarie, puis Istanbul, pour finalement traverser la mer Méditerranée et atteindre l'Italie et la France[1058]. Il faut noter ici que pour la grande majorité des Chiliens, ce type de voyage reste tout à fait inconcevable. Si la vie en URSS, un pays lointain et énigmatique, est en soi une découverte très intense, le séjour peut déboucher sur d'autres alternatives qui n'en rendent l'expérience que plus enrichissante.

L'ambassade de La Moneda interagit régulièrement avec les étudiants. Ces derniers sont notamment invités à prendre part aux activités culturelles officielles et rencontrent d'éminentes personnalités. Certains d'entre eux dansent pour Valentina Terechkova lors d'une réception qui lui est offerte par Óscar Pinochet de la Barra en février 1969[1059]. Quand Pablo Neruda se rend à Moscou en 1967, il ne manque pas d'aller saluer ses jeunes compatriotes[1060]. Outre ces événements exceptionnels, la mission diplomatique finance également les fêtes commémoratives de la journée nationale, le 18 septembre de chaque année : en 1968, la colonie universitaire est reçue à l'ambassade dans une ambiance festive animée par la musique et les danses traditionnelles, l'odeur des *empanadas*, plat typique du pays, et les bouteilles de vin rouge chilien spécialement commandées pour l'occasion[1061].

Mais malgré les rapports cordiaux, des inquiétudes surgissent. Dans les années 1960, deux éléments inquiètent particulièrement les représentants diplomatiques du Chili. En premier lieu, les ambassadeurs se méfient des objectifs réels de l'Université Patrice Lumumba. Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre I, le Kremlin cherche à former des personnes susceptibles de devenir de futurs leaders et de transmettre les principes acquis en URSS. Les échanges universitaires s'inscrivent donc parfaitement dans la diplomatie culturelle de Moscou[1062]. Les finalités visées et la qualité des programmes sont pointées par Máximo Pacheco qui transmet un rapport inquiet à ses supérieurs. Pour lui, l'intervention des instituts

[1057] Sur ce sujet, voir GORSUCH, Anne, *All This is Your World*, *op. cit.*
[1058] Entretien de l'auteur avec Cristina Lártiga, Santiago, 1er février 2013.
[1059] GAVRIKOV, Yuri, "Tereshkova en la Embajada de Chile", in *Enfoque Internacional*, n°28, avril 1969, pp. 38-39.
[1060] *Ibidem.*
[1061] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1968, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 24 septembre 1968.
[1062] BARGHOORN, Frederick, *The soviet cultural offensive*, *op. cit.*, p. 83.

Chili-URSS dans le recrutement dévoile l'importance des considérations idéologiques : le processus de sélection « ne prend guère en compte les nécessités du pays ni les possibilités professionnelles des étudiants »[1063]. L'excellence n'est pas l'objectif fondamental de l'établissement ; il s'agit plutôt de contribuer au renforcement des « mouvements de libération nationale ». Pour accentuer ses propos, il évoque une réunion avec le président de l'Académie des sciences, Mstislav Keldych, au cours de laquelle ce dernier signale que l'UPL « prépare de bons sous-ingénieurs ». Cette « considération péjorative » est, selon Pacheco, une manière subtile de reconnaître la médiocrité de l'institution[1064].

Le deuxième problème qui inquiète le diplomate est celui de la reconnaissance internationale des diplômes. Les dirigeants de l'Université Lumumba ne se sont pas manifestés sur ce point et semblent peu soucieux de l'avenir professionnel des boursiers. Sans un accord qui permette de valider les études en URSS, les étudiants pourraient se retrouver à leur retour face à une situation d'extrême précarité. Tout ceci est d'autant plus vrai que l'enseignement dispensé revêt, croit-il, un caractère « exotique », difficile d'appliquer aux réalités du Chili[1065]. Face à l'impossibilité de retrouver du travail, les jeunes diplômés ne tarderaient pas à réagir contre le gouvernement de Frei. Quand il rencontre en juin 1967 le recteur de l'UPL, Pacheco insiste sur cette question et avertit que cette hostilité s'orienterait aussi vers l'URSS : en s'apercevant que leurs études ne sont pas valables à l'étranger, « ils considèreront qu'ils ont été trompés » par l'université[1066]. La solution au problème passe par une meilleure sélection des boursiers ainsi que des disciplines étudiées. Si l'on privilégie des programmes utiles pour le pays (chimie, physique, mathématique, ingénierie), l'insertion professionnelle sera également plus aisée. Ainsi, afin de contrôler plus efficacement les futurs étudiants à Moscou, le ministère de l'Enseignement et le Conseil des recteurs du Chili doivent prendre part au comité de recrutement. Consulté à ce propos, le recteur Rumyantsev approuve explicitement la proposition[1067].

La conversation que Máximo Pacheco a avec l'autorité suprême de l'UPL a pour objectif de transmettre ses inquiétudes. Face aux bonnes dispositions de son interlocuteur, qui se montre tout à fait disposé à trouver des solutions, l'ambassadeur se sent désormais plus

[1063] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 9 juillet 1966.
[1064] *Ibidem*.
[1065] *Ibidem.*
[1066] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1967, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 1er juin 1967.
[1067] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 9 juillet 1966.

optimiste. Il y a de quoi. Quelques années plus tard, le ministère des Affaires étrangères chilien reçoit des propositions concrètes en vue de résoudre les principales difficultés évoquées plus haut. Pour compenser le monopole de l'Institut Chili-URSS dans l'octroi des allocations, Moscou propose, en mai 1969, 16 bourses d'études « que le Gouvernement de la République du Chili peut distribuer conformément à ses critères »[1068]. Il s'agit sans doute d'une réponse directe aux démarches de Pacheco.

De surcroît, alors qu'auparavant la grande majorité des Chiliens s'enrôlaient à l'UPL, les nouveaux plans d'échanges favorisent une diversification des établissements d'accueil. Désormais, un nombre croissant d'étudiants entame des formations à l'Université Lomonossov de Moscou ou dans d'autres centres importants du pays[1069]. Les nouvelles possibilités qui s'offrent aux Chiliens témoignent du passage d'une volonté propagandiste à une réelle collaboration académique, qui s'exprime notamment par un accord signé entre l'Université d'État Lomonossov et sa contrepartie, l'Université du Chili[1070]. Quant à la question de la reconnaissance des diplômes, les décideurs de l'URSS amorcent aussi des efforts pour normaliser le problème. En janvier 1971, Óscar Pinochet de la Barra est sollicité par le responsable des boursiers étrangers du ministère de l'Enseignement de l'URSS qui souhaite proposer un protocole à son interlocuteur. Ce projet cherche en premier lieu « à obtenir la reconnaissance au Chili des études réalisées » à l'UPL. En outre, il vise à imposer aux futurs étudiants des « normes plus strictes concernant la formation préalable, la discipline et la responsabilité envers les études »[1071]. En bref, ce dernier aspect met le doigt sur l'un des principaux soucis de Pacheco : la qualité des boursiers sélectionnés. Pour que la convention puisse entrer en vigueur le plus rapidement possible, une délégation composée de représentants du ministère des Affaires étrangères et de celui de l'Enseignement supérieur, ainsi qu'un membre de l'UPL, devrait se rendre au Chili en février 1971[1072]. Comme nous l'observons, les Soviétiques prennent en compte toutes les observations des autorités de l'ambassade et agissent en vue de trouver des solutions satisfaisantes.

[1068] AHMAEC, Dossier Países – Moscú 1969, ambassade de l'Union soviétique au ministère des Affaires étrangères du Chili, n°152, Santiago, 20 mai 1969.
[1069] Par exemple, deux jeunes violonistes, Álvaro Gómez et Pedro Ortiz de Zárate, sont sélectionnés pour poursuivre leur formation dans le Conservatoire Tchaïkovski. AHMAEC, Dossier Países – Moscú 1969, Télégramme de Jorge Vega Saravia au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 7 octobre 1969.
[1070] Voir AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1970, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 23 juillet 1970.
[1071] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1971, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 15 janvier 1971.
[1072] *Ibidem.*

Il est difficile de savoir exactement si les nouveaux diplômés auraient pu s'insérer facilement dans les milieux professionnels du Chili. Le coup d'État de septembre 1973 entraîne une condamnation virulente de toutes les influences soviétiques. Les anciens étudiants à Moscou sont écartés de leur fonction et certains subissent même la répression du régime anticommuniste de Pinochet. Naturellement, ceux qui sont encore en URSS – près de 300 selon nos estimations – y restent pour la plupart. Toutefois, nous sommes en mesure de croire que les préoccupations de Pacheco s'avèrent quelque peu exagérées. Dans le Chili d'avant 1973, avoir un titre étranger, surtout s'il émane d'une puissance perçue comme hautement avancée, est vu d'un bon œil. Cristina Lártiga signale qu'à son retour en 1970, elle n'a eu aucune difficulté à être embauchée. Avec l'une de ses camarades, elle est engagée par l'Université technique d'État avant de partir en mission au sud du pays (Punta Arenas) pour développer des projets pétrochimiques. Ses compatriotes connaissent, d'après elle, un sort similaire : « tout le monde a trouvé du travail dans sa spécialité »[1073]. Suivant l'analyse stimulante de Tobias Rupprecht, même si une partie importante de la population pouvait condamner le système politique ou les aspects autoritaires de l'URSS, les avancées de la superpuissance alimentaient à cette époque l'image d'une « modernité socialiste ». Le succès des missions spatiales (intelligemment exploité par les Soviétiques) et les exploits technologiques ont pu captiver une tranche importante de la population latino-américaine[1074]. C'est notamment cette vision prédominante, dépassant largement les cercles de militants communistes, qui explique le statut favorable des anciens étudiants à Moscou. On constate ainsi que l'ensemble du parcours entamé par les boursiers présente des aspects avantageux. Si les conditions de vie s'améliorent pour la plupart et le séjour en URSS constitue une expérience à plusieurs égards enrichissante, le retour est aussi censé représenter une nouvelle opportunité. Cependant, le renversement militaire du gouvernement d'Allende, le 11 septembre 1973, ébranlera ces perspectives prometteuses.

Pour finir, il est important de s'interroger sur les attentes de la « diplomatie éducationnelle » de Moscou et, plus globalement, de la volonté d'accroître les échanges de personnes. Après un examen des interactions avec la Cuba révolutionnaire et le Chili (1964-1973), nous observons que les visées diffèrent dans chacun des territoires. Même si à la fin des années 1960, et surtout à l'ère de l'Unité populaire, quelques Chiliens intègrent des

[1073] Entretien de l'auteur avec Cristina Lártiga, Santiago, 1er février 2013.
[1074] RUPPRECHT, Tobias, "Socialist high modernity", *op. cit.*, p. 522.

établissements prestigieux, la majorité est enrôlée à l'UPL. On voit donc que contrairement aux Caribéens, qui commencent à fréquenter les meilleurs centres d'enseignements soviétiques, les Chiliens sont destinés prioritairement à l'université « pour l'amitié des peuples ». Dans la mesure où les relations entre Moscou et La Havane s'affermissent, Cuba cesse de faire partie de la catégorie du « Tiers-monde » pour intégrer le rang des « pays alliés ». L'enjeu des échanges est tout autre qu'à Santiago. Il s'agit de contribuer au renforcement d'un « État ami » qui fait désormais partie du même camp idéologique, c'est-à-dire d'offrir une assistance en vue de consolider la sphère socialiste toute entière. Dans une autre logique, et même si les affinités s'accentuent sous Allende, la présence majoritaire de Chiliens à l'UPL montre les limites de l'engagement soviétique. Loin de constituer une exception, le Chili s'inscrit dans la politique de propagande définie pour l'ensemble des nations dites du « Tiers-monde ». Il n'est pas question d'ériger un plan de coopération d'une envergure majeure. Si Santiago demeure une cible comme les autres, la collaboration éducative envers Cuba se transforme en expression tangible d'un partenariat entre « frères politiques ». Ainsi, il s'avère évident que l'objectif est moins d'aider une nation étrangère que de renforcer le « modèle socialiste ».

Dans ce chapitre, nous avons pu apprécier que – tant à Cuba qu'au Chili – les contacts avec les Soviétiques se multiplient amplement dans les années 1960. En Amérique latine, cet effort devient particulièrement visible suite aux espoirs réveillés par l'arrivée de Castro au pouvoir, mais aussi par le rapprochement diplomatique avec des nations comme le Chili. Il est indispensable de distinguer la politique à l'égard d'un « confrère idéologique » de celle qui est menée avec un « État progressiste ». Dans le cas de Cuba, il s'agit de protéger le communisme international et donc de se renforcer de l'intérieur ; dans celui du Chili, de diffuser une meilleure image de l'URSS pour affaiblir la position étatsunienne dans sa zone d'influence.

Dans les deux pays, les délégués débarquent de plus en plus fréquemment, rendant la culture soviétique moins énigmatique. En outre, les Latino-américains bénéficient à cette époque de nouvelles possibilités pour visiter le « camp socialiste » grâce aux invitations et aux plans de coopération culturelle. Mais il est essentiel ne pas réduire le phénomène des voyages réciproques à leur simple trajectoire ou aux conditions matérielles. À l'instar de François Hartog, nous sommes convaincus qu'il faut dépasser une vision centrée sur la matérialité du déplacement pour le concevoir plutôt comme un « regard », comme un

« opérateur discursif », à la source de la construction d'un « schéma narratif »[1075]. Dans cette ligne d'analyse, Sylvain Venayre propose une « histoire culturelle du voyage » qui doit se focaliser sur les sensibilités individuelles et les effets de la rencontre. De fait, le périple n'est pas qu'une expérience physique ; il acquiert aussi un « sens » et agit sur les représentations, personnelles ou collectives, vis-à-vis d'une altérité[1076].

Nous nous interrogerons dans un chapitre suivant sur le poids que ces visites exercent sur les images prédominantes des Latino-américains envers l'URSS. Mais, avant, il est important de souligner que les êtres humains ne sont pas les seuls à voyager. Un large éventail de productions matérielles (livres, photographies, tableaux, films, expositions) sont également envoyées au-delà des frontières afin d'inciter à un rapprochement culturel. Comme nous allons l'examiner, ces « échanges artistiques » représentent, eux aussi, un volet majeur des relations grandissantes entre Moscou et le continent latino-américain.

[1075] HARTOG, François, *Mémoire d'Ulysse*, *op. cit.*, pp. 15-16.
[1076] VENAYRE, Sylvain, « Présentation : pour une histoire culturelle du voyage », *op. cit.*, pp. 5-9.

Chapitre VI

L'évolution des échanges artistiques : la réception et la distribution de productions culturelles à l'ère du rapprochement soviéto-latino-américain (1959-1973)

> Le camarade Marcos s'est pris le front, a réfléchi pendant une longue minute avant de dire que son nom de guerre était Tchapaïev. J'ai fait comme lui et me suis mis à chercher parmi les références dignes de mon admiration. Écartant Sandokan et Capitaine Nemo, j'ai choisi Pavel Korchagin, le héros komsomol de *Et l'acier fut trempé*[1077].

Si, on l'a dit, les interactions entre individus deviennent très vite un signe visible de « l'alliance soviéto-cubaine », l'envoi de productions artistiques vers la « nation amie » compose un deuxième volet d'une coopération culturelle accrue. Côté cubain, les habitants se trouvent rapidement en mesure de se familiariser avec les expressions de la culture soviétique. Des livres[1078], revues, expositions, films, articles de mode, photographies, etc. viennent élargir les connaissances à l'égard d'un État jusque-là largement méconnu. Cette nouvelle présence, soudée grâce à l'échange d'objets symboliques, dévoile souvent un aspect plus humain de l'URSS, mais ne suscite pas pour autant l'admiration unanime des locaux. Au Chili, bien que l'ampleur des influences de Moscou soit certainement moindre, les manifestations artistiques contribuent à rendre plus familière la puissance socialiste. Même si les conditions politiques n'autorisent pas une intensité des liens culturels telle que celle qui s'opère avec La Havane, la présence grandissante de l'URSS se reflète également par la distribution de plus en plus ambitieuse de revues, brochures, photos, tableaux, bobines, etc.

Mais, tant à Cuba qu'au Chili, les contacts ne se limitent pas à la réception d'objets d'art. Dans les années 1960, la population soviétique peut à son tour avoir accès à des expositions ou des festivals concernant les réalités latino-américaines. Ces manifestations sont bien sûr plus aisées et massives quand elles ont trait à Cuba, un pays allié de Moscou, mais nous

[1077] SEPÚLVEDA, Luis, *L'Ouzbek muet et autres histoires clandestines*, Paris, Métailié, 2015, p. 20.

[1078] Comme nous le verrons dans ce chapitre, le livre soviétique s'est transformé en un produit courant d'exportation. Les responsables de la diplomatie culturelle étaient conscients de l'impact que le contenu et la qualité de ces ouvrages pouvaient avoir sur les populations des pays moins développés. Comme le souligne Claude Hauser et François Vallotton, l'échange de ce type de « produits symboliques peut modifier les systèmes de représentations » et devenir un important « vecteur d'acculturation ». HAUSER, Claude et VALLOTTON, François, « Introduction », in HAUSER, Claude, LOUÉ, Thomas, MOLLIER, Jean-Yves et VALLOTTON, François, *La diplomatie par le livre*, *op. cit.*, pp. 8-11.

verrons que les autorités chiliennes entament, elles aussi, des efforts considérables en vue de propager la culture de leur pays au sein de l'URSS. Nous examinerons, dans un premier temps, le rôle des échanges artistiques dans le cadre de relations politiques étroites entre le régime castriste et Moscou. Dès les premiers mois de la révolution, le Kremlin cherche à faire preuve de bonne volonté par l'agencement d'expositions, la transmission de textes littéraires, l'édition de revues, l'organisation de conférences ou la mise en place de programmes de collaboration cinématographique. Néanmoins, les divergences de vues en matière de conceptions artistiques sont à l'origine d'une certaine tension dans les milieux culturels qui aura toutefois tendance à s'amoindrir vers la fin des années 1960. Dans un second temps, nous tenterons de démontrer que la diplomatie de l'URSS agit aussi, et de manière notoire, dans le Chili de Frei et d'Allende (1964-1973). Non seulement les autorités moscovites visent à intensifier leur influence à travers un projet puissant de « pénétration culturelle » mais elles sont ouvertes à accepter en URSS des expressions artistiques de Chiliens. L'internationalisme khrouchtchévien à l'ère de la « coexistence pacifique » entraîne ce double phénomène permettant une visibilité nouvelle des cultures tant en Amérique latine que dans les républiques soviétiques.

6.1.-Une longue série de manifestations culturelles qui reflètent la nouvelle « entente » URSS-Cuba

À l'aube de la révolution de 1959, quand la plupart des Cubains ne sont guère enclins à accepter une entente durable avec le Kremlin, les réticences de la population envers le communisme demeurent visibles. À Moscou, même si des autorités telles que Nikita Khrouchtchev et Anastase Mikoyan voient d'un bon œil l'évolution cubaine, des doutes persistent à l'égard du projet castriste. La présence culturelle doit ainsi permettre de faciliter un rapprochement en vue d'évaluer les premières actions du régime et d'adoucir les préjugés de la société caribéenne. Quand « l'alliance URSS-Cuba » entre définitivement en vigueur, durant les années 1960 et 1961, les échanges artistiques se transforment très vite en un témoignage palpable de « l'amitié » réciproque. Cependant, les tensions idéologiques qui se déclenchent suite à la crise des missiles et qui se multiplient dangereusement jusqu'à la fin 1968, s'accompagnent d'un regard méfiant sur la culture soviétique. Malgré l'intensité des

contacts dans ce domaine et les importants programmes de collaboration, le « réalisme socialiste » ainsi que d'autres formes d'expression soviétique sont constamment vilipendés. Toutefois, le temps de la « normalisation » pousse à un rapport de moins en moins hostile et aboutit à des convergences croissantes entre les milieux culturels. L'année 1971, qui inaugure ce qui a été qualifié de « quinquennat gris », marque un tournant avec l'appropriation d'éléments du modèle intellectuel incarné par l'URSS.

6.1.1.-L'évolution d'un milieu littéraire qui dévoile un rapport ambigu

Avant l'avènement des révolutionnaires au pouvoir, rares sont les influences culturelles russo-soviétiques sur l'île. La superpuissance constitue un monde énigmatique dont on ne connaît à peine que quelques grands noms de la littérature classique. Certains militants du PSP, équivalent à Cuba du Parti communiste, ont pu lire des récits épiques du « réalisme socialiste » mais cette situation reste un phénomène marginal, limité à un cercle très restreint. L'intellectuelle cosmopolite, née à Paris en 1931, Graziella Pogolotti, reconnaît avoir été influencée dans sa jeunesse par un « imaginaire » édifié par les lectures d'écrivains russes : « Les espaces infinis – forêts et steppes interminables – ont rempli mon imagination enfantine ». Ensuite, elle souligne l'influence de « l'univers tragique » forgé par l'atmosphère dostoïevskienne et son admiration tardive pour « la densité masquée sous l'apparente transparence de Tolstoï »[1079]. Mais, si la littérature russe est accessible pour une fille issue d'une famille d'artistes (son père est le célèbre peintre cubain Marcelo Pogolotti), cela s'avère moins évident pour l'écrasante majorité de la population. Juan Luis Hernández, pourtant aujourd'hui l'un des principaux traducteurs de littérature russophone à Cuba, avoue qu'avant son séjour d'étude en URSS en 1961, il ne connaissait « ni Pouchkine, ni Akhmatova, ni Essenine, rien, je ne connaissais rien à tout cela ». Sa passion pour la littérature en général l'avait rapproché des œuvres de Dostoïevski et de Tolstoï mais ses notions s'arrêtaient là[1080].

La connaissance, même parcellaire de la culture soviétique, tend à se développer dans les années qui suivent la révolution de 1959, quand la maison d'édition d'État (*Imprenta*

[1079] POGOLOTTI, Graziella, "La estepa y el laberinto", in *Revolución y Cultura*, n°1, 2010, pp. 22-23.
[1080] Entretien de l'auteur avec Juan Luis Hernández Milián, Matanzas, 8 mars 2014.

Nacional[1081]) commence à éditer des romans « réalistes socialistes » de qualité variable : du prix Nobel Mikhaïl Cholokhov à des auteurs moins importants tels qu'Alexander Bek, Boris Polevoï ou Nikolaï Ostrovski[1082]. Mais malgré l'engouement naissant envers la littérature militante, ce sont surtout les auteurs avant-gardistes occidentaux (nord-américains et ouest-européens) qui inspirent l'imagination des lecteurs cubains. Même les organes issus de la révolution privilégient, dans un premier temps, des écrivains comme Jean-Paul Sartre, Eugène Ionesco, Marcel Proust, Frank Kafka, James Joyce, John Dos Passos, J. D. Salinger[1083]. En septembre 1964, la revue *Unión*, appartenant à l'Union des écrivains et des artistes (UNEAC), fait paraître un numéro spécial consacré au surréalisme, une tendance constamment vilipendée par les Soviétiques[1084]. Le commentaire, difficilement concevable quelques années plus tard, souligne l'intérêt artistique et politique de ce courant. Afin de répondre aux critiques des plus intransigeants, les rédacteurs insistent sur l'idée que le

> « …surréalisme est loin d'être une simple aventure esthétique : il s'est consacré avec ardeur depuis le premier moment à la vie même ; il a compris l'importance de la révolution de notre siècle et y a participé […]
> Le surréalisme a su saisir les hurlements dramatiques des hommes douloureusement conscients de l'avènement de la grande crise du capitalisme. 'La poésie doit être faite par tous', a dit Lautréamont ; il faut 'changer la vie', a dit Rimbaud. Le surréalisme a lutté sous ces étendards. C'est pour cela que nous nous adressons à certains de ses plus remarquables représentants pour exprimer notre désir de leur rendre hommage dans ces 40 premières années »[1085].

Le resserrement ultérieur des liens politiques et économiques avec Moscou va toutefois s'accompagner d'une augmentation graduelle des influences littéraires de l'Est. Nous avons observé que de grands noms du « réalisme socialiste », tels que Boris Polevoï ou Sergueï Smirnov, commencent à parcourir l'île pour entrer en contact avec les collègues cubains et

[1081] Peu après l'éclatement révolutionnaire, c'est le fameux romancier Alejo Carpentier qui assume la tâche de diriger la *Imprenta Nacional*. L'éclectisme qui l'a toujours caractérisé se reflète dans le choix des œuvres publiées. Plus que d'éditer des textes révolutionnaires, la priorité est surtout de diffuser les classiques de la littérature universelle. D'autres maisons d'édition qui surgissent dans le courant de la décennie 1960 (comme la *Editora Nacional*) se proposent des objectifs similaires. CASAMAYOR CISNEROS, Odette, *Lectures de Cuba : Entre récit et réalité (Études sur les rapports entre le récit cubain contemporain et la réalité sociale)*, Thèse de doctorat, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 2002, p. 60.
[1082] FORNET, Ambrosio, "El Quinquenio Gris: Revisitando el término", in *Criterios*, 2007, p. 5. Voir aussi l'article de POKROVSKAIA, I., "Colaboración cultural (1960-1972)", in Academia de Ciencias de la URSS et Academia de Ciencias de Cuba, *Los vínculos ruso-cubanos, soviético-cubanos: siglos XVIII-XX*, La Habana, Ciencias Sociales, 1989, pp. 161-162.
[1083] ROJAS, Rafael, *El estante vacío*, *op. cit.*, p. 72.
[1084] CAUTE, David, *The Dancer Defects*, *op. cit.*, p. 541.
[1085] *Unión*, juillet-septembre 1964, pp. 3-4.

multiplier les conférences. Une première délégation d'écrivains soviétiques, composée de Sergueï Smirnov, de l'Ukrainien Dmytro Pavlychko, de J. Gulian et de la traductrice Elena Kolchina, rencontre la population cubaine à la fin 1960. C'est ici le premier d'une longue série de séjours qui permettront des interactions croissantes entre les intellectuels des deux mondes : dans les années 1960, « l'île de la liberté » est visitée par Margarita Aliguer, par le Moldave Grigori Vieru, par Boris Polevoï, par la poétesse Rimma Kazakova, et tant d'autres[1086]. Par le biais de ces nouvelles influences, les grandes épopées romanesques du « réalisme socialiste » commencent à intéresser un public de plus en plus large. Parmi les jeunes miliciens qui doivent faire face à la tentative d'invasion de la baie des Cochons, en avril 1961, certains sont familiarisés avec des romans tels que *Los hombres de Panfilov*, *La carretera de Volokolamsk* (d'Alexander Bek) ou *Así se templó el acero* (de Nikolaï Ostrovski) et en connaissent même des passages par cœur[1087]. Désormais, la littérature soviétique officielle est diffusée au sein des écoles de formation militaire pour inculquer des principes révolutionnaires[1088].

Mais, petit à petit, une brèche s'entrouvre entre ceux qui défendent les doctrines soviétiques et les intellectuels qui sont à la recherche d'une voie indépendante et originale[1089]. Globalement, le milieu littéraire cubain s'avère, dans la décennie 1960, bien plus hétéroclite que celui de la superpuissance socialiste. Ce n'est pas non plus par hasard que – parmi les hommes de lettres soviétiques qui acquièrent une certaine visibilité à Cuba – on trouve le jeune poète Evgueny Evtouchenko, auteur controversé de *Autobiographie précoce* (1963), Isaac Babel et Alexandre Soljenitsyne. En effet, l'histoire de l'enfer stalinien des goulags, décrit dans *Une journée d'Ivan Denissovitch*, est traduite par une institution étatique en 1965[1090].

[1086] POKROVSKAIA, I., "Colaboración cultural", *op. cit.*, pp. 163-164.
[1087] Ce n'est pas un phénomène à sens unique. Côté soviétique, la littérature cubaine se fait de plus en plus familière grâce aux efforts des maisons d'édition. En effet, le triomphe des rebelles de la *Sierra Maestra* suscite un intérêt grandissant pour la réalité de Cuba, ce qui se manifeste par de nombreuses publications. Déjà en 1959, paraît une anthologie de poésie cubaine (25 000 exemplaires), suivie très rapidement d'un recueil de poèmes de Nicolás Guillén (200 000 exemplaires !). D'autres auteurs importants, tels que Roberto Fernández Retamar, Fayad Jamís, Alejo Carpentier, José Soler Puig, Lisandro Otero, Onelio Jorge Cardoso, Samuel Feijóo, sont également édités en URSS pendant les années 1960. Selon une chercheuse soviétique, entre 1960 et 1971, 134 titres de littérature cubaine sont publiés dans la superpuissance, ce qui représente près de 4 860 000 exemplaires. *Ibid.*, pp. 162-163. En outre, à partir de 1968 une nouvelle collection, la « Bibliothèque de la littérature cubaine », est créée pour contribuer à la diffusion des écrivains caribéens. NABEL PÉREZ, Blas, *Las relaciones culturales Cuba-URSS*, *op. cit.*, p. 47.
[1088] BRAVO UTRETA, Sonia (éd.), *El Universo en un solo pecho*, La Habana, Letras Cubanas, 1986, p. 15.
[1089] POGOLOTTI, Graziella, *Dinosauria soy*, *op. cit.*, pp. 119-120.
[1090] Entretien de l'auteur avec Ambrosio Fornet, La Havane, 8 juillet 2015.

En dépit de ces différences initiales, les intellectuels des deux pays nouent rapidement des liens grâce au renforcement de la collaboration. Heberto Padilla, par exemple, qui sera en 1971 brutalement réprimé pour ses vers jugés « subversifs », travaille à Moscou dès 1962 pour l'édition en espagnol du périodique *Novedades de Moscú*[1091]. Le journaliste et écrivain Juan Arcocha devient pour sa part correspondant en URSS du journal *Revolución*[1092]. La presse contribue grandement à familiariser la société soviétique avec un monde auparavant méconnu mais qui suscite de plus en plus de curiosité et d'admiration. Si l'on suit l'analyse d'Anne Gorsuch, l'histoire contemporaine de Cuba inspire alors un enthousiasme exacerbé. Si les plus âgés, excités par l'élan des « barbudos », peuvent à nouveau se sentir « comme des garçons », les jeunes perçoivent enfin l'esprit d'une révolution qu'ils n'ont pas connue. Cette exaltation s'exprime par la multiplication d'articles concernant l'île : si en 1959, la *Pravda* et *Izvestia* publient 71 articles sur Cuba, ce chiffre s'élève à 572 en 1960 et à près de 1 000 un an plus tard. Des œuvres comme celle de l'écrivain Genrikh Borovik, *Kak eto bylo na Kybe*, jouissent d'une certaine popularité et sont éditées à plus de 100 000 exemplaires[1093]. Dès septembre 1964, la revue *Cuba*, intitulée à partir de 1969 *Cuba Internacional*, commence à sortir en russe. Pour assurer son bon fonctionnement, le journaliste Sergio Alpízar, ancien étudiant de l'Université Lomonossov, est nommé rédacteur en chef[1094]. Il collabore avec des collègues soviétiques pour assurer l'édition mensuelle des 36 pages qui composent le périodique[1095]. Quant au dessinateur Rafael Morante, lui aussi boursier d'une institution moscovite, il s'occupe de la direction artistique et envoie régulièrement des illustrations[1096].

La presse de l'URSS accroît également sa présence sur le territoire caribéen. Déjà, à la fin 1959, Nikolaï Chiguir débarque à Cuba pour ouvrir le siège de TASS. Il y demeure jusqu'en 1963 avant de revenir en 1975 pour une période de cinq ans[1097]. En février 1961, l'agence RIA Novosti fait paraître le premier numéro en espagnol du mensuel *URSS*. Les bureaux de la rédaction se trouvent dans le quartier de El Vedado, à La Havane, où des journalistes soviétiques et cubains travaillent en collaboration pour informer avec profusion sur l'état des relations réciproques[1098]. Cette revue, éditée par RIA Novosti mais imprimée à Cuba, constitue un signe remarquable de l'intérêt de l'URSS et de l'envergure du rapprochement

[1091] PADILLA, Heberto, *La mauvaise mémoire*, *op. cit.*, p. 73.
[1092] LEANTE, César, *Revive, historia. Anatomía del castrismo*, Madrid, Biblioteca Nueva, 1999, p. 107.
[1093] GORSUCH, Anne, "'Cuba, My Love'", *op. cit.*, pp. 504-505.
[1094] "La revista Cuba en ruso", in *Cuba*, septembre 1964, p. 30.
[1095] "Cuba: una revista que habla dos idiomas", in *Cuba*, juin 1965, p. 46.
[1096] Entretien de l'auteur avec Rafael Morante et Teresa Blanco, La Havane, 4 avril 2014.
[1097] PÉREZ, Víctor et SOCORRO, Pablo, *Dos pueblos hermanos*, *op. cit.*, pp. 45-47.
[1098] "La revista URSS", in *Cuba*, novembre 1964, p. 54.

bilatéral[1099]. Un large éventail de périodiques, traduits à Moscou et distribués dans plusieurs pays du sous-continent, attirent l'intérêt tant pour leur contenu que pour leur qualité matérielle. Dans les décennies 1960 et 1970, les Cubains peuvent lire le très convoité *Sputnik*, ainsi que *La Mujer Soviética*, *Unión Soviética*, *El Deporte en la URSS*, *Novedades de Moscú*, *Panorama Olímpico*, *Misha*, entre autres[1100]. Ainsi, la littérature et l'activité journalistique se transforment en outils majeurs pour souder « l'alliance soviéto-cubaine ».

Dans la mesure où La Havane entre dans une phase de développement inspirée de plus en plus du modèle socialiste, d'autres formes d'influence se font visibles. Comme l'intellectuel cubain Yoss l'a pertinemment démontré, la science-fiction soviétique se propage abondamment et rencontre dans l'île des lecteurs enthousiastes. Bien que l'importation de ce genre de littérature soit plus importante dans les années 1970 et 1980, certains ouvrages sont déjà disponibles dans les décennies précédentes. Il s'agit notamment d'exemplaires publiés par les maisons d'édition *Progreso* ou *MIR*, spécialisées dans la traduction d'œuvres écrites en russe. C'est ainsi que des classiques de la science-fiction comme *La Nébuleuse d'Andromède* d'Ivan Efremov ou *Il est difficile d'être un dieu* des frères Strougatski peuvent être lus par les Cubains[1101].

Au-delà de l'envoi de textes soviétiques, le resserrement des liens et les plans de coopération favorisent des projets conjoints ainsi que des initiatives provenant des milieux locaux. Grâce à l'aide de Nina Boulgakova, Samuel Feijóo, l'un des artistes les plus remarqués de Cuba, traduit en espagnol une sélection de poètes russes et soviétiques dans laquelle on peut lire, par exemple, les « vers pour Fidel » d'E. Evtouchenko. L'ouvrage paraît à 10 000 exemplaires à La Havane en 1966[1102]. Un effort similaire est accompli deux ans plus tard par le poète Roberto Fernández Retamar qui propose aux lecteurs un recueil de « cinq écrivains de la Révolution russe » (Alexandre Blok, Viatcheslav Ivanov, Isaac Babel, Vladimir Maïakovski et Victor Chklovski). Dans la préface du livre, l'éditeur dévoile ses

[1099] *URSS*, n°6, juin 1963. Il s'agit malheureusement du seul exemplaire de la revue *URSS* que l'on a pu consulter. Suite au désengagement progressif des Soviétiques à la fin de l'ère de Gorbatchev, les influences de Moscou commencent à être perçues d'un mauvais œil et certaines revues liées à l'URSS disparaissent mystérieusement des archives. C'est en 1989 que Fidel Castro décide de suspendre la circulation de revues telles que *Spoutnik* et *Les Nouvelles de Moscou*.
[1100] YOSS, "Lo que dejaron los rusos", in *Temas*, n°37-38, 2004, p. 140.
[1101] YOSS, "Los futuros de la hoz y la palma: la influencia de las utopías de cuño soviético en la ciencia ficción cubana", in YOSS, *La quinta dimensión de la literatura: Reflexiones sobre la ciencia ficción en Cuba y el mundo*, La Habana, Letras Cubanas, 2012, p. 114.
[1102] BULGAKOVA, Nina et FEIJÓO, Samuel (éds.), *Poetas rusos y soviéticos: Selección*, La Habana, Editora Universitaria, 1966.

intentions et rend compte de son admiration à l'égard d'une génération de poètes jusqu'alors peu connus dans son pays :

> « Aujourd'hui, à cinquante ans du mémorable octobre 1917, quand une ère nouvelle a commencé sur terre, nous devons dire que la production littéraire de ces hommes […], écrite avec du sang, fut grandiose et digne ; ils ont contribué pour que, dans tous les domaines, le cœur du monde reste sur la terre et pour que l'on puisse, ici et aujourd'hui, le regarder avec une admiration et un respect profonds »[1103].

Ce type d'hommage littéraire se fait de plus en plus fréquent à la fin des années 1960[1104]. Afin de témoigner de convergences accrues, et de la plus grande acceptation de la littérature de l'Est, l'organe de l'UNEAC, *Unión*, sort un numéro spécial consacré aux auteurs soviétiques. C'est un effort considérable qui a nécessité la collaboration de plusieurs traducteurs et dessinateurs. Une équipe d'écrivains cubains d'une indéniable renommée (Pedro de Oraá, Eliseo Diego, Gustavo Eguren, José Martínez Matos) réalise des recherches pour sélectionner les textes publiés : des essais de théoriciens soviétiques, des extraits de Boris Pasternak, Maxime Gorki, Anna Akhmatova, Marina Tsvetaïeva, et d'autres créateurs moins célèbres, remplissent les 418 pages de la revue. Le commentaire introductif est cette fois explicite quant à la volonté d'honorer la nation de Lénine :

> « Nous offrons ce numéro comme un hommage d'une amitié et d'une sympathie totale au peuple héroïque qui a ouvert, avant les autres, le chemin vers les grandes révolutions de notre siècle »[1105].

Alors que les affinités avec les cercles littéraires de l'URSS se consolident, l'éclectisme de la littérature cubaine, qui a caractérisé, on l'a vu, une grande partie de la décennie 1960, commence à perdre du terrain. Le « réalisme socialiste » remplace petit à petit des étagères les romans avant-gardistes du XX^{e} siècle et certains Cubains sont accusés de concevoir des « écrits antirévolutionnaires ». Un signe inquiétant a lieu en 1968, quand Antón Arrufat et Heberto Padilla obtiennent le prix Julián del Casal de l'UNEAC. La décision du jury

[1103] FERNÁNDEZ RETAMAR, Roberto (éd.), *Cinco escritores de la Revolución Rusa*, La Habana, Instituto del Libro, 1968, p. XV.
[1104] Voir aussi la sélection de quinze nouvelles russes (de Gogol à Gorki, en passant par Tolstoï, Leskov ou Andreïev) établie par le traducteur et critique littéraire cubain RODRÍGUEZ FEO, José (éd.), *Cuentos rusos*, La Habana, Instituto del Libro, 1968.
[1105] *Unión*, numéro spécial consacré à la littérature soviétique, 1973, p. 6.

international chargé de décerner cette récompense ne convainc pas les dirigeants de l'Union des écrivains (UNEAC) qui acceptent, à contrecœur, de publier les œuvres mais ajoutent une « déclaration » troublante :

> « Ainsi, et en exécution de ce qui précède, le comité directeur de l'UNEAC tient à faire état ici même de son total désaccord avec les prix décernés aux œuvres de poésie et de théâtre […] La direction de l'UNEAC n'entend pas renoncer au droit ni au devoir qu'elle a de veiller au maintien des principes sur lesquels est bâtie notre Révolution, parmi lesquels figure sans conteste celui de sa propre défense, aussi bien contre ses ennemis déclarés et agissant au grand jour, que contre ceux – et ce sont les plus dangereux – qui recourent à des moyens plus subtils et astucieux pour agir. […]
> Dès lors, à qui – au singulier ou au pluriel – peuvent profiter de tels livres ? Servent-ils notre Révolution, calomniée sous cette forme, blessée et trahie par de tels procédés ?
> Non, évidemment, notre foi révolutionnaire nous autorise à dénoncer cette poésie et ce théâtre comme servant nos ennemis, et leurs auteurs comme les artistes dont ils ont besoin pour alimenter leur cheval de Troie à l'heure où l'impérialisme se décidera à mettre à exécution sa politique d'agression armée en attaquant Cuba de front. En voici pour preuves les commentaires que cette situation est en train de susciter dans une certaine presse yankee et d'Europe occidentale, et la défense, ouverte parfois et 'entrouverte' d'autres fois, à laquelle elle a commencé à donner naissance dans cette presse »[1106].

Bien que les œuvres de Padilla (le recueil de poèmes *Fuera de juego*) et d'Arrufat (la pièce de théâtre *Los siete contra Tebas*) paraissent malgré l'hostilité des représentants de l'UNEAC, elles sont vite mises hors de circulation. Antón Arrufat entre dans une longue phase de silence et se voit désormais contraint à travailler discrètement dans une bibliothèque publique. Sa prochaine publication ne sortira pas avant l'année 1984, quand les exigences de la politique culturelle s'assoupliront[1107]. Mais si le sort du jeune dramaturge semble difficile à vivre, celui que subit le poète Heberto Padilla est bien pire encore. Ses vers sont qualifiés de « subversifs ». Une longue polémique s'ensuit déclenchant la fameuse « affaire Padilla »[1108]

[1106] « Déclaration de l'UNEAC », in PADILLA, Heberto, *Hors-jeu*, Paris, Seuil, 1969, pp. 10 et 18.
[1107] PADURA, Leonardo et KIRK, John (éds.), *La cultura y la revolución cubana. Conversaciones en La Habana*, San Juan, Editorial Plaza Mayor, 2002, pp. 76-81.
[1108] Cette « affaire » déclenche une immense polémique internationale qui tend à « désacraliser » la Révolution cubaine aux yeux de maints intellectuels du monde occidental. Des journaux prestigieux, tels que le français *Le Monde* ou l'espagnol *Madrid*, publient des « lettres ouvertes » pour demander des explications aux autorités de l'île et dénoncer des méthodes jugées « staliniennes ». Parmi les signataires, on trouve des anciens défenseurs de la révolution castriste (Simone de Beauvoir, Italo Calvino, Pier Paolo Pasolini, Mario Vargas Llosa, Jean-Paul Sartre, Juan Goytisolo, Jorge Semprún ou Susan Sontag). Pour approfondir sur ce sujet, voir le chapitre intitulé « Por fin explotó la bomba » de FORNET, Jorge, *El 71*, *op. cit.*, pp. 187-200. D'après le romancier chilien José Donoso, le « cas Padilla » est l'événement qui fait s'effondrer l'enthousiasme presque unanime du milieu littéraire latino-américain à l'égard du projet cubain. DONOSO, José, *Historia personal del "boom"*, *op. cit.*, pp. 60-61.

qui aboutit à son emprisonnement en 1971. Il est ensuite contraint de prononcer une autocritique publique et sombre dans un mutisme total jusqu'en 1979, date à laquelle il est finalement autorisé à quitter le pays pour se rendre aux États-Unis. Il est intéressant de constater que parmi les poèmes condamnés, on trouve des critiques plus ou moins directes du régime cubain mais aussi du modèle soviétique. N'oublions pas qu'Heberto Padilla a pu connaître l'URSS au début de la décennie 1960, quand il est engagé en tant que journaliste de la revue *Les Nouvelles de Moscou*. Il écrit notamment une composition intitulée « Chanson de la tour Spaskaïa » (l'une des portes du Kremlin) : « Le gardien / de la tour Spaskaïa / ne sait pas / que sa tour n'est que du vent. / Il ne sait pas / que sur le pavé / subsiste encore la trace / des exécutions. / Que, parfois, / éclate un pampre sanglant. / Que retentissent les chants / de la défunte cour. / Que dans l'obscure mansarde / les espions sont à l'affût. / Il ignore / qu'il n'est pas de terreur qui puisse / se cacher dans le vent »[1109].

La répression accrue des intellectuels est aussi de plus en plus liée à leur position vis-à-vis du « frère aîné ». Alors qu'auparavant le regard critique envers la superpuissance était tout à fait envisageable – et en partie partagé par Fidel Castro lui-même ou par Che Guevara –, à ce stade Moscou devient l'allié incontournable qu'il faut respecter et soigner. Le monde culturel cubain entre dans une étape qualifiée par Ambrosio Fornet de « quinquennat gris »[1110] (1971-1976), caractérisée par l'adoption d'un modèle inspiré des paramètres normatifs de l'URSS. Le couronnement de cette tendance surviendra en avril 1971, à l'occasion du 1er Congrès national de l'éducation et de la culture. Le discours du « Líder Máximo » vise globalement à délimiter de façon stricte la place des artistes dans la société et à extirper certaines « aberrations sociales » fréquentes dans les milieux intellectuels. Concernant la littérature :

> « Nous devons établir cependant un principe quant à la priorité pour les livres publiés par l'Institut du Livre. Ce principe peut se résumer en ces termes : l'Institut du Livre imprimera premièrement des livres pour l'éducation ; deuxièmement, des livres pour l'éducation, et troisièmement, encore des livres pour l'éducation. Je crois être assez clair.
> On a publié certains livres. Peu importe leur nombre. Pour des questions de principe, il y a des livres dont on ne doit même pas publier un exemplaire, même pas un chapitre, même pas une page, même pas une lettre ! »[1111].

[1109] PADILLA, Heberto, *Hors-jeu*, *op. cit.*, p. 97.
[1110] FORNET, Ambrosio, "El Quinquenio Gris", *op. cit.*
[1111] CASTRO, Fidel, "Discurso de clausura", in *Casa de las Américas*, n°65-66, 1971, p. 25.

Ensuite, Fidel Castro menace les « rats intellectuels », les « parasites improductifs » et tous ceux qui ne sont pas disposés à suivre la nouvelle politique culturelle, en annonçant les priorités de l'activité artistique :

> « Pour notre peuple révolutionnaire, la valeur des créations culturelles et artistiques est en fonction directe de leur utilité ; nous leur reconnaissons une valeur dans la mesure où elles contribuent à la libération de l'homme, au bonheur de l'homme.
> Notre évaluation est politique. Il ne peut y avoir de valeur esthétique sans contenu humain »[1112].

Ce message devient, en définitive, l'un des piliers d'un édifice culturel renouvelé, marqué par l'imprégnation croissante, aussi bien artistique qu'administrative, des influences soviétiques[1113]. Dès lors, la littérature cubaine suivra une voie tout à fait différente de celle de la décennie 1960. Suivant le modèle de l'URSS, les autorités de la culture officielle, emportées par l'allocution de Fidel Castro, cherchent à uniformiser la création littéraire en fonction des « nécessités urgentes » de la révolution. Ce revirement s'exprime, on l'a vu, par l'importation massive des « récits héroïques » du « réalisme socialiste »[1114] ou par la popularité de textes de science-fiction promettant la consécration de « l'avenir radieux ». L'une des conséquences les plus visibles de la mainmise de l'État est la place prioritaire acquise par les romans policiers. Rédigés pour la plupart par des agents de police à la retraite, ces ouvrages élaborent des histoires didactiques rythmées par le conflit latent entre criminels individualistes (« antirévolutionnaires ») et « héros positifs ». Ces derniers incarnent le peuple au pouvoir et s'érigent en modèle idéal de citoyen socialement responsable[1115]. Nous avons évoqué les traits principaux du « quinquennat gris » (d'autres, comme le poète César López, préfèrent le qualificatif de « décennie noire »[1116]) caractérisé par une standardisation culturelle largement inspirée des doctrines soviétiques. Mais, comme on a tenté de le démontrer, avant de voir se consolider les convergences entre la politique littéraire des deux États, il a fallu traverser une décennie complexe et éclectique. Durant les années 1960, les

---

[1112] *Ibid.*, p. 28.
[1113] Une délégation soviétique est d'ailleurs présente à l'occasion du 1er Congrès de 1971. Dirigés par le président du Gosplan, Nikolaï Baïbakov, les représentants de Moscou sont venus pour négocier des plans de collaboration dans des domaines divers. *Ibid.*, p. 31.
[1114] L'influence de Mikhaïl Cholokhov devient à ce stade incontournable. En 1975, il se transforme en l'écrivain du camp socialiste le plus édité par les maisons d'édition cubaines. BRAVO UTRETA, Sonia, *El Universo en un solo pecho*, *op. cit.*, pp. 15-16.
[1115] LUCIEN, Renée Clémentine, « Quel homme nouveau pour l'utopie révolutionnaire », in MOULIN CIVIL, Françoise, *Cuba 1959-2006*, *op. cit.*, pp. 28-29.
[1116] FORNET, Ambrosio, "El Quinquenio Gris", *op. cit.*, p. 20.

cercles intellectuels étaient à la recherche de références et s'interrogeaient sans arrêt sur leur place dans le processus révolutionnaire. Cette évolution est aussi perceptible dans d'autres sphères artistiques de l'île.

6.1.2.-Les nouvelles interactions entre deux industries cinématographiques qui s'ignoraient profondément

L'entente soviéto-cubaine se reflète très vite dans l'activité cinématographique. Il suffit de comparer le nombre de sorties de films soviétiques à La Havane pour prendre la mesure du nouveau contexte. Alors qu'en 1959 – quand la rupture avec les États-Unis n'est pas encore intervenue – une seule production de l'URSS est présentée en première dans la capitale[1117], deux ans plus tard ce chiffre s'élève à 56. Inversement, les sorties américaines (218 films en 1959 !) chutent : 10 en 1961. Pour être plus précis, la dernière projection d'une œuvre du « voisin du Nord » a lieu le 15 mai, soit une semaine après l'établissement de relations diplomatiques avec Moscou. Pour compenser la disparition du cinéma étatsunien, le « septième art » des pays socialistes commence à dominer la programmation dès 1961 (voir annexe n°1).

Mais au-delà de l'accès grandissant aux productions des studios moscovites, le début de la décennie voit également surgir toute une série de films destinés à exprimer l'enthousiasme vis-à-vis de l'évolution révolutionnaire de Cuba. Déjà en 1960, Samouïl Bubrik réalise deux documentaires sur l'île des Caraïbes : un premier ayant trait à la visite retentissante d'Anastase Mikoyan et un second qui s'intitule *Viva Cuba*[1118]. Plus tard, c'est le célèbre cinéaste Roman Karmen qui viendra témoigner de son enthousiasme pour le régime castriste. Le Soviétique, on l'a vu, se rend à Cuba à plusieurs reprises pour capter des images qui deviendront la source de nombreux films. Il parvient même à reconstituer des épisodes de la lutte insurrectionnelle et notamment le débarquement du yacht *Granma* (1956). Accompagné du scénariste Genrikh Borovik, qui publiera plus tard un ouvrage très populaire sur son

[1117] Il s'agit de l'œuvre primée à Cannes en 1958 de Mikhaïl Kalatozov, *Quand passent les cigognes*. Archives ICAIC, dossier « Películas exhibidas comercialmente en Cuba en el año 1959 », pp. 1-14.
[1118] Je souhaiterais remercier très profondément mon collègue doctorant et ami Victor Barbat de m'avoir indiqué cette piste. Le nom de Bubrik lui est apparu lors de ses multiples recherches dans les archives moscovites. Ceci dans le cadre de sa thèse de doctorat concernant le travail du réalisateur soviétique Roman Karmen.

expérience à Cuba, Karmen se trouve à La Havane en mai 1961 pour présenter *L'Île en flammes* (*Alba de Cuba* en espagnol) et prononcer des conférences. Selon Karmen, son documentaire a produit en URSS une vague de solidarité. Le jour de sa sortie, le public, qui a rempli l'une des salles les plus grandes de Moscou, était en émoi[1119]. Comme nous l'avons indiqué, les visites successives de Karmen lui permettent de collecter suffisamment de matériel pour tourner deux autres documentaires : *La lampe bleue* et *Quand la paix ne tenait qu'à un cheveu*. Ce dernier, qui semble n'avoir jamais été montré à La Havane, retrace les journées amères vécues par le peuple cubain au temps de la crise des missiles de 1962. On y voit aussi les préparatifs militaires en vue d'une attaque éventuelle de Washington et des protestations dans plusieurs pays du monde contre le blocus américain[1120].

Parmi les différentes manifestations qui dévoilent la volonté de resserrer les liens entre les industries cinématographiques, les cycles de films soviétiques, qui commencent à être organisés à Cuba à partir de 1960, constituent un indice révélateur. L'envergure de ces « Semaines » ainsi que leur mise en place précoce indiquent éloquemment que les échanges dans le domaine du cinéma sont devenus une expression privilégiée de « l'amitié » bilatérale. Ceci est d'autant plus frappant que les délégués envoyés par Moscou sont souvent des personnalités de premier rang. En décembre 1960, quand la première « Semaine de cinéma soviétique » est inaugurée dans la capitale, le comédien et réalisateur Serge Bondartchouk se trouve parmi les hôtes (voir annexe n°6). Il est vrai qu'il n'est pas encore le directeur du monumental *Guerre et Paix*, véritable consécration de sa carrière, mais son prestige s'est récemment vu renforcé par le succès international du film *Le Destin d'un homme* (1959). À ses côtés, sa femme Irina Skobtseva, actrice célèbre elle aussi, intègre une délégation composée de quatre « émissaires » : outre le couple, les cinéastes Igor Talankine et Gueorgui Danielia sont venus pour présenter leur film *Serioja* [1121] . Qualifié « d'événement cinématographique de l'année », le programme de la « Semaine » suscite l'intérêt de nombreux spectateurs. Près de 7 000 personnes assistent aux présentations des titres tels que *La Ballade du soldat* ou *La Lettre inachevée* et, d'après la presse locale, elles sont contraintes de faire une queue de 300 mètres. L'importance de cette prestigieuse délégation est saisie et saluée par les autorités de l'île qui décident de se rendre à la séance du samedi soir.

[1119] "Conferencia de prensa con el cineasta soviético Román Karmén celebrada el jueves 18 de mayo de 1961, a las 11 a. m. en el Instituto Cubano del Arte e Industria Cinematográficos", in Archives ICAIC, dossier « Roman Karmen », pp. 1-2.
[1120] "Exhiben un documental más de Cuba", in *El Mundo*, 16 février 1963, in Archives ICAIC, dossier « Roman Karmen ».
[1121] "Nota de prensa: prestigiosos artistas soviéticos visitan nuestra capital invitados por el ICAIC", in Archives ICAIC, dossier « I Semana de cine soviético (1960) », pp. 1-2.

Accompagné de son frère Raúl et de Vilma Espín, Fidel Castro vient rencontrer les invités, loue la qualité des œuvres et prononce un poème soviétique à la gloire de la Révolution cubaine[1122].

Un an plus tard, en décembre 1961, un deuxième cycle de films soviétiques est organisé. C'est l'occasion d'apprécier *Ciel pur* de Grigori Tchoukhraï, *Kotchoubeï* de Youri Ozerov et six autres productions. Comme l'année précédente, l'événement est à nouveau honoré de la présence de figures importantes de l'URSS. Nina Drobysheva et Evgueny Ourbanski, tous deux acteurs de *Ciel pur*, atterrissent sur le sol cubain en compagnie de deux fonctionnaires du ministère de la Culture. Ces derniers sont chargés d'évaluer la mise en place de plans supplémentaires de coopération[1123]. La qualité des films présentés ne s'amoindrit pas l'année d'après, en février 1963 plus précisément, lors de la troisième « Semaine » : cette fois, le public peut admirer le premier long-métrage d'Andreï Tarkovski, *L'Enfance d'Ivan*, qui est perçu par les journalistes cubains comme le moment de genèse d'un « nouveau courant du cinéma soviétique »[1124]. D'autres cinéastes importants sont représentés : Mikhaïl Romm avec *Neuf jours d'une année* (1962), Stanislav Rostotski avec *Sur les sept vents* (1962) ou Lev Koulidjanov avec *Quand les arbres étaient grands* (1961). Cette fois, les présentations ne se bornent pas à la seule ville de La Havane ; les films et la délégation (l'acteur Nikolaï Rybnikov et sa collègue Larisa Luzhina) se déplacent sur le territoire du pays[1125].

Il serait fastidieux de passer en revue chaque cycle de cinéma soviétique organisé à Cuba. Mais il est intéressant de remarquer que, suite à la « Semaine » de 1963, ces activités culturelles ont tendance à s'espacer. De fait, il faudra attendre la fin 1966 pour voir renouer ce genre de manifestations. La cinquième « Semaine » n'interviendra pas avant le mois de novembre 1970. Cette interruption patente, qui contraste avec la régularité des premières années, ne doit pas vraiment nous étonner : elle s'explique par la période de dissension politique – particulièrement intense entre 1965 et 1968 – que nous avons évoquée dans le chapitre III. En revanche, avec l'avènement de la décennie 1970, quand les relations entre La Havane et Moscou se sont parfaitement normalisées, les cycles soviétiques reprennent leur rythme annuel. Nous constatons donc que les échanges culturels peuvent se transformer en un

[1122] MONCLAR, Juan, "Califican al Festival del cine soviético como el acontecimiento cinematográfico del año 1960", Archives ICAIC, dossier « I Semana de cine soviético », pp. 1-4.
[1123] "Balance de la Segunda Semana de Cine Soviético en la Habana", in *Sierra Maestra*, 3 fevrier 1962, in Archives ICAIC, dossier « II Semana de cine soviético (1961) ».
[1124] "3 Semana de Cine Soviético", in *Cine Cubano*, n°10, mai 1963, in Archives ICAIC, dossier « III Semana de cine soviético (1963) ».
[1125] "Cine soviético en Camagüey", in *Adelante*, 17 février 1963, in Archives ICAIC, dossier « III Semana de cine soviético (1963) ».

baromètre révélateur des sensibilités idéologiques. Si dans un premier temps l'envoi de délégations dévoile les bonnes dispositions du Kremlin, leur absence ultérieure rend compte des appréhensions réciproques et de la remise en question de la pertinence de « l'alliance URSS-Cuba ».

Revenons maintenant à la phase initiale des interactions dans le domaine cinématographique, une phase marquée par la multiplication des projets conjoints. Outre l'envoi régulier de films et de délégués, l'URSS se préoccupe aussi de recevoir des représentants de l'île pour tenter d'influer les conceptions artistiques des cinéastes. Comme nous l'avons observé dans le chapitre précédent, l'Institut supérieur du cinéma de Moscou octroie des bourses à des jeunes artistes de l'ICAIC pour leur permettre d'entamer une formation professionnelle. Dans un pays où la plupart des réalisateurs agissent de manière autodidacte, ces séjours en URSS sont susceptibles d'exercer une influence durable sur leur art. C'est ainsi que Jorge Fraga, Rafael Morante, Idelfonso Ramos ou Luis Felipe Bernaza reçoivent d'avantageuses allocations entre 1961 et 1963. Cette initiative s'avère efficace. Jorge Fraga, par exemple, est à l'origine d'un documentaire intitulé *Amistad* (« Amitié ») ayant trait à la visite de Léonid Brejnev à Cuba en 1974[1126]. Les affinités de ces premières années s'expriment aussi par le tournage d'un documentaire dirigé par le Cubain Roberto Fandiño, *Gente de Moscú* (1963), une tentative pour montrer différentes facettes de la vie quotidienne des habitants moscovites[1127].

Du côté soviétique, l'intérêt envers l'embryonnaire cinématographie cubaine s'accroît sensiblement. En 1962, Sovexportfilm acquiert trois long-métrages : *Historias de la revolución*, *Realengo 18* et *El joven rebelde*. Un an plus tard, le même organisme achète deux nouveaux films (*Las doce sillas* et *Cuba 58*) et cinq court-métrages[1128]. C'est ainsi que les premières « Semaines de cinéma cubain » peuvent être organisées à Moscou. Suite à celle de 1962 qui inaugure ce type d'activité, une deuxième a lieu en 1964. Pour renforcer le caractère symbolique de l'événement, les responsables décident de le faire débuter à l'occasion des fêtes du 26 juillet, date de l'attaque contre la caserne Moncada. Outre le film *Cuba 58*, la

[1126] PUÑALES-ALPÍZAR, Damaris, *Escrito en cirílico*, *op. cit.*, p. 256.
[1127] Il est tout de même nécessaire de souligner que la volonté de tourner en URSS se fait plus ostensible dans le courant de la décennie 1970. C'est à cette période qu'on verra apparaître des films tels que *Amistad* (1975), de Jorge Fraga, ou *Con Maiakovski en Moscú* (1976), de Víctor Casaus. *Ibid.*, pp. 255-256. Le couronnement de cette tendance survient en 1977 avec l'exécution d'un projet cinématographique d'une énorme ampleur. Il s'agit de *La sexta parte del mundo*, un documentaire conçu pour commémorer les soixante ans de la Révolution d'Octobre. L'idée était de filmer la réalité de toutes les républiques soviétiques et de distribuer chaque unité géographique à un réalisateur différent. Entretien de l'auteur avec Enrique Pineda Barnet, La Havane, 15 avril 2014.
[1128] POKROVSKAIA, I., "Colaboración cultural", *op. cit.*, p. 173.

« Semaine » de 1964 constitue une opportunité de voir un documentaire sur le héros cubain de la fin du XIX[e] siècle, José Martí, les productions de Roman Karmen ainsi que toute une série de *Noticieros*[1129] (des images d'actualités produites par l'ICAIC témoignant des grands événements du pays et du monde)[1130]. L'enthousiasme soviétique aboutit à la conception d'un projet remarquable, qui incarne de manière éloquente l'importance nouvelle que la révolution des « barbudos » acquiert aux yeux des Soviétiques.

C'est en octobre 1961 qu'une équipe de cinéastes débarque à La Havane pour définir sur place les derniers détails d'une coproduction sur l'histoire récente de Cuba. Sa réalisation est confiée à Mikhaïl Kalatozov, une figure auréolée du succès international de *Quand passent les cigognes*, et à son fidèle directeur de la photographie Sergueï Ouroussevski. Pour le scénario, les décideurs du ministère de la Culture pensent au poète Evgueny Evtouchenko, l'un des écrivains les plus en vogue en URSS. Il s'agit donc d'un plan extrêmement ambitieux, rassemblant trois éminents artistes qui devront se consacrer pendant près de trois ans à l'exécution de *Soy Cuba*. Au cours de la conférence de presse que les Soviétiques donnent le 19 octobre 1961 au siège de l'ICAIC, Kalatozov prétend même avoir abandonné un projet qui l'occupait depuis près d'un an et demi pour entamer cette nouvelle mission[1131]. Nous pouvons constater que – par les noms qui y sont engagés ainsi que par les efforts pratiques impliqués – l'aboutissement du film constitue une véritable priorité de la cinématographie soviétique. Plus tard, afin de faire intervenir les auteurs locaux et justifier le caractère binational de l'œuvre, Enrique Pineda Barnet s'associe à Evtouchenko pour rédiger « à quatre mains » le scénario[1132]. D'autres Cubains jouent également un rôle prépondérant : Carlos Fariñas, un compositeur majeur de l'île, réalise la musique ; René Portocarrero, peintre célèbre d'une longue trajectoire, est chargé de confectionner les costumes et de concevoir l'affiche de *Я – Куба*.

Mais, malgré la collaboration de tous ces grands artistes, la coproduction est, à sa sortie en 1964, un échec total. La presse cubaine s'acharne sur l'œuvre et surtout sur le caractère jugé « exotique » des images et du scénario. En URSS, les autorités ne semblent pas satisfaites et cette réalisation sombre dans l'oubli jusque dans les années 1990, quand elle est redécouverte

[1129] Suite à un accord entre l'ICAIC et l'Ina, signé à La Havane en 2012, les autorités cubaines ont confié aux Français la numérisation et restauration de ces images, classées par l'Unesco au « registre de la mémoire du monde ». À la grande satisfaction des chercheurs intéressés, l'Ina partage désormais l'exploitation de la collection qui sera donc disponible dans les archives.
[1130] "La semana de films cubanos", in Archives ICAIC, dossier « Semana de cine cubano en la URSS », pp. 1-2.
[1131] "Entrevista de prensa a los cineastas soviéticos Kalatozov, Urusevsky, etc. el día 19 de octubre, 1961 en el edificio ICAIC", in Archives ICAIC, dossier « Mijail Kalatozov », p. 3.
[1132] Entretien de l'auteur avec Enrique Pineda Barnet, La Havane, 15 avril 2014.

par des cinéastes nord-américains[1133]. En ce qui concerne les contacts entre les industries de cinéma des deux pays, l'impasse décourage visiblement les plans de coopération. En effet, malgré l'intensité des contacts culturels, qui se multiplient vers la fin de la décennie 1960, *Soy Cuba* est la première et la seule coproduction soviéto-cubaine de la guerre froide. Si dans un premier temps, le directeur de l'ICAIC, Alfredo Guevara, fait preuve d'un enthousiasme exubérant vis-à-vis de ses collègues soviétiques, après la sortie du film, il se montre clairement plus réservé. Pendant la conférence de presse d'octobre 1961, il déclare être « honoré de la présence d'un groupe de […] représentants du premier pays qui a réussi à libérer l'art cinématographique du contrôle commercial ». Leur mission, « d'une signification politique » puisqu'elle est la preuve de « la grande amitié qui unit les peuples et les artistes de l'Union soviétique et de Cuba », contribue à la « professionnalisation » du cinéma de l'île. Alfredo Guevara exprime aussi son souhait de mettre en place d'autres coproductions avec les pays socialistes[1134]. Ses visées vont cependant se modifier après l'échec de 1964. Désormais, il ne sera plus question de privilégier des projets conjoints avec l'URSS. Consulté en 1969 sur la possibilité d'établir d'autres accords avec les partenaires soviétiques, il déclare être opposé aux conditions des coproductions. Il estime qu'une coopération entre « un pays hautement développé » et un « autre qui commence sa phase de développement » devrait avant tout aider à la formation d'une expérience cinématographique authentique, ce qui « supposerait de confier la réalisation, la caméra, l'édition, la bande sonore, etc. aux artistes du pays en développement ». C'est une claire allusion au projet de *Soy Cuba*. Ensuite, il n'hésite pas à souligner que « les productions provenant des pays socialistes se perdent souvent dans une rhétorique artistique, un néo-conservatisme ou un quasi-total manque de rythme »[1135]. Pour le réalisateur cubain et membre-fondateur de l'ICAIC, Manuel Pérez Paredes, que nous avons pu interroger sur cette question, l'autonomie culturelle constituait un principe fondamental. Les responsables de l'ICAIC considéraient que tout programme de collaboration avec l'Est pouvait entraver les objectifs de « non subordination ». Dans ce sens, poursuit-il, la « très mauvaise » réception de *Soy Cuba* renforça cette idée[1136].

Le résultat catastrophique de *Soy Cuba* explique en partie l'amoindrissement de la coopération entre l'ICAIC et les organismes soviétiques. Pour autant, les liens ne

[1133] Pour suivre l'histoire de la réception et de l'évolution ultérieure de ce film controversé, le documentaire de Vicente Ferraz, *Soy Cuba ou le mammouth sibérien* (2005), nous offre un excellent témoignage.
[1134] "Entrevista de prensa a los cineastas soviéticos Kalatozov, Urusevsky, etc. el día 19 de octubre, 1961 en el edificio ICAIC", in Archives ICAIC, dossier « Mijail Kalatozov », pp. 1-2.
[1135] "Reconocer en el cine la imagen", *op. cit.*, pp. 180-181.
[1136] Entretien de l'auteur avec Manuel Pérez Paredes, La Havane, 7 avril 2014.

s'interrompent pas complètement. Des cinéastes cubains continuent à se rendre en URSS et participent, souvent avec succès, à des rencontres cinématographiques. Nous avons examiné le cas de *Lucía*, le film d'Humberto Solás qui obtient le premier prix lors du VI[e] Festival de Moscou en 1969. *Hanoi, martes 13*, le documentaire de Santiago Álvarez, s'est fait décerner une mention deux ans plus tôt. Le coscénariste de *Soy Cuba*, Enrique Pineda Barnet, qui a été amené à séjourner à Moscou pour coordonner son travail avec E. Evtouchenko, maintient ses rapports préalables avec les collègues soviétiques : dans les années 1960 et 1970, il est souvent de retour en URSS en tant qu'envoyé spécial de l'ICAIC pour informer sur la réception des réalisations cubaines. L'actrice Ana Viña reçoit une proposition en 1966 pour jouer le rôle principal dans un projet des studios Mosfilm[1137]. Afin de fêter le cinquantenaire de la Révolution d'Octobre, des bobines sont envoyées à La Havane pour permettre de projeter des œuvres soviétiques. Trois délégués, dont l'important metteur en scène Gueorgui Danielia, connu pour le succès de sa comédie *Romance à Moscou* (1963), sont sélectionnés pour donner plus d'éclat aux commémorations. Ils prononcent une conférence dans le cinéma *La Rampa* de la capitale[1138].

Ainsi, malgré les vicissitudes des rapports dans le domaine cinématographique, les interactions ne cessent jamais de se développer. L'ICAIC reçoit régulièrement des films et d'autres matériels qui sont stockés dans les réserves de l'institut. L'Ukrainienne Zoia Barach – interprète récurrente des délégations soviétiques dès 1963 qui sera plus tard appelée par Alfredo Guevara pour s'occuper des archives sur l'URSS – souligne la « quantité incroyable » d'informations cumulées par l'ICAIC. La cinémathèque de Cuba disposait, d'après elle, de nombreux « trésors » provenant des pays socialistes :

> « Pendant longtemps, la cinémathèque fut un centre privilégié, peut-être le seul de l'hémisphère occidental, pour se renseigner sur le cinéma soviétique. Cela était dû aux étroites relations entre les deux pays »[1139].

C'est grâce à cette riche collection que la traductrice a pu publier à Cuba, en 2008, un ouvrage ambitieux sur l'histoire du cinéma soviétique[1140].

[1137] "Una cubana interpreta a Chejov en ruso", in *Granma*, 20 août 1966, p. 5.
[1138] "Estrenarán en la URSS 20 películas durante los festejos del cincuentenario", in *Granma*, 6 novembre 1967, p. 6.
[1139] BARACH, Zoia, *El cine soviético del principio al fin*, La Habana, ICAIC, 2011, p. 16.
[1140] *Ibid.*

Tout ceci montre que, dans le contexte latino-américain, Cuba jouit d'un statut exceptionnel et que cette position favorise, plus que dans n'importe quel autre pays du continent, une grande proximité avec le cinéma soviétique. Des tensions ont sans doute existé, des réticences aussi, mais au final la régularité des liens a permis de rapprocher efficacement deux industries cinématographiques qui se méconnaissaient profondément avant 1959.

6.1.3.-Les expositions et les journées commémoratives : deux manifestations patentes du rapprochement

On pourrait dire que, d'une certaine manière, l'alliance soviéto-cubaine a débuté par une exposition. De fait, quand en février 1960, Anastase Mikoyan atterrit sur l'île avec une imposante foire « des réalisations scientifiques, technologiques et culturelles de l'URSS », il profite de sa visite pour signer avec ses hôtes les premiers accords économiques. À son retour, enthousiasmé par la ferveur des révolutionnaires, il recommande à Nikita Khrouchtchev d'affermir les relations avec La Havane. En outre, cette grande manifestation ne dévoile pas uniquement l'ouverture des Soviétiques mais aussi la volonté des Cubains d'évaluer la possibilité d'une entente avec Moscou. C'est d'ailleurs un groupe de représentants du régime castriste, impressionné par l'ampleur de l'exposition lors de sa mise en place au Mexique, qui sollicite les organisateurs pour qu'ils la transfèrent à Cuba. Les objets exhibés – près de 16 000 pièces ayant trait à la géographie, au système de santé et de l'enseignement, à l'architecture urbaine, aux techniques agricoles et industrielles, aux expressions artistiques et, bien sûr, au cosmos – étaient initialement destinés à être présentés à New York, puis dans la capitale mexicaine. Or, suite à la demande des Cubains, Mikoyan, suivi de musiciens notables comme Aram Khatchatourian, fait un dernier voyage pour inaugurer l'exposition à La Havane. Le succès est immédiat. Non seulement les autorités parviennent à négocier l'achat d'un million de tonnes de sucre par an, mais les « barbudos » (les frères Castro et Che Guevara en tête) parcourent les stands soviétiques. Comme le révèle la presse américaine, l'événement devient même plus populaire que le carnaval ; 800 000 habitants de l'île, soit un huitième de la population, visitent la foire[1141].

[1141] RUPPRECHT, Tobias, *Soviet Internationalism after Stalin, op. cit.*, p. 46.

C'est ici la première d'une longue liste d'expositions qui, de part et d'autre de l'océan Atlantique, seront appelées à symboliser « l'amitié URSS-Cuba ». Les peintres cubains peuvent rapidement présenter leurs œuvres dans des salles soviétiques. En 1960, des artistes tels que Carmelo González Iglesias, Atilano Armenteros ou Ana Rosa Gutiérrez envoient des travaux qui sont ensuite exposés à Moscou, Kiev, Odessa et Riga, attirant près de 250 000 personnes[1142]. Deux ans plus tard, les tableaux d'une vaste sélection de plasticiens parcourent les pays socialistes (sauf la RDA dont les autorités ont refusé d'exposer la collection). Il s'agit d'un éventail diversifié de 23 artistes et de 94 toiles, représentant des courants différents et pas toujours appréciés par les dirigeants du Kremlin : « Presque toutes les figures les plus représentatives de notre art plastique contemporain. […] Figuratifs, abstraits, surréalistes »[1143]. De fait, les créateurs (Servando Cabrera Moreno, Salvador Corratgé, Antonia Eiriz, Sandú Darié, René Portocarrero, Raúl Martínez, Amelia Peláez, Luis Martínez Pedro, entre autres) sont tous des peintres très remarqués qui incarnent les tendances le plus avant-gardistes du siècle. Malgré les quelques appréhensions des amphitryons (nous y reviendrons dans le chapitre suivant), la délégation cubaine – la journaliste et critique d'art Graziella Pogolotti, le peintre Servando Cabrera Moreno et l'architecte Raúl Oliva – parvient à faire installer les œuvres dans une galerie de l'avenue Kuznietski Most, en plein cœur de Moscou. Les Soviétiques s'occupent également de financer l'édition des catalogues et des affiches[1144]. D'après G. Pogolotti, l'événement, qui s'étend sur trois semaines, attire l'intérêt du public. Parmi les visiteurs (1 500 au cours des deux premiers jours), beaucoup manifestent une « énorme curiosité intellectuelle » et participent activement aux débats :

> « …le public soviétique est sans doute le plus passionné et polémique que nous avons pu voir. […] Ils [les Soviétiques] peuvent passer des heures dans une salle pour observer un échange d'opinion. Ils sont toujours prêts à découvrir, avec un sourire malin, la trace d'une possible contradiction »[1145].

Bien que les expositions cubaines continuent à être présentées en Union soviétique et dans toutes les « démocraties populaires » en général, la décennie 1960 ne semble pas avoir connu une manifestation de l'ampleur de la précédente. Comme dans le cas des relations cinématographiques, cette situation est associée au climat tendu qui s'impose après la crise

[1142] POKROVSKAIA, I., "Colaboración cultural", *op. cit.*, p. 170.
[1143] POGOLOTTI, Graziela, "Pintura cubana en los países socialistas", in *La Gaceta de Cuba*, n°10, 1962, p. 16.
[1144] Entretien de l'auteur avec Graziella Pogolotti, La Havane, 7 mai 2014.
[1145] POGOLOTTI, Graziela, "Pintura cubana en los países socialistas", in *La Gaceta de Cuba*, n°10, 1962, p. 19.

des missiles et qui perdure jusqu'à la fin de l'année 1968. C'est précisément en décembre de cette année qu'une importante collection de sculptures est envoyée à Prague, Varsovie, Sofia et Moscou. Parmi les huit artistes exposés, se repèrent des sensibilités esthétiques divergentes qui vont de l'expressionisme monumental de José Antonio Díaz Peláez au style plus attaché à la réalité d'Enrique Moret[1146]. Comme dans l'exemple antérieur, l'éclectisme qui caractérise la scène artistique des années 1960 est dévoilé dans les salles des nations de l'Est. Ce n'est pas par hasard qu'un poète comme Evgueny Evtouchenko, figure emblématique du « dégel » et défenseur de la diversité de moyens d'expression, s'appuie sur l'art cubain pour soutenir ses positions. Lors d'une fameuse controverse avec Nikita Khrouchtchev, en décembre 1962, il souligne la nécessité d'autoriser l'existence de « plusieurs écoles de peinture ». En vue de nier l'incompatibilité supposée entre le communisme et les tendances abstraites, il propose d'examiner la situation à Cuba :

> « Dans cette dernière période de ma vie, j'ai été étroitement lié à Cuba. J'aime beaucoup l'art abstrait cubain […] qui est très populaire parmi les habitants et les leaders. Fidel Castro l'aime aussi. L'art abstrait cubain est en train d'aider la Révolution cubaine et tous deux marchent de concert dans la même voie. Je pense que notre art, y compris les abstractionnistes, suit aussi la même ligne droite des protecteurs du communisme »[1147].

La « normalisation » des rapports avec Moscou s'accompagne d'une intensification de la présence artistique cubaine dans les villes d'URSS. Les exemples sont trop nombreux pour être tous mentionnés. Contentons-nous pour l'instant de remarquer que les plasticiens cubains trouvent leur place dans les salles les plus prestigieuses du pays : pour les 20 ans de l'attaque contre la Moncada, la galerie Rastrelli de l'Ermitage accueille 31 paysages, 56 gravures et 96 affiches appartenant aux collections du Musée des Beaux-Arts de La Havane[1148].

Il serait presque rébarbatif de passer en revue l'ensemble des expositions soviétiques qui se tiennent à Cuba durant les quinze premières années du régime castriste. Surtout si l'on tient compte du fait que ces dernières s'avèrent bien plus nombreuses que celles que les Cubains organisent sur le territoire soviétique. Cette disparité ne doit pas nous étonner. Elle s'explique par la différence de moyens ainsi que par la richesse culturelle historique de la superpuissance. Pour témoigner de cette variété notons que, outre les catégories

[1146] "Las obras viajan", in *Unión*, n°4, 1968, pp. 238-239.
[1147] JOHNSON, Priscilla, *Khrushchev and the Arts: The Politics of Soviet Culture, 1962-1964*, Cambridge, M.I.T. Press, 1965, pp. 121-122.
[1148] "Plástica cubana en el Ermitage", in *Cuba Internacional*, n°49, 1973, p. 73.

traditionnelles comme la littérature, les arts plastiques ou le cinéma, d'autres sphères sont aussi représentées. En 1961, la mode soviétique est à l'honneur à La Havane. Une couturière de l'Institut de la culture de la mode se trouve présente dans la capitale pour coordonner la mise en place de l'exposition, laquelle se déroule dans les couloirs de l'imposant Capitole et consiste en un ensemble de vêtements de presque toutes les républiques de l'URSS[1149]. Les belles éditions soviétiques, qui attirent souvent les regards des Cubains moins habitués aux images colorées et à la qualité des feuilles satinées des couvertures[1150], font aussi l'objet d'expositions. À la mi-1968, l'hôtel *Habana Libre* inaugure dans l'une de ses salles une foire du livre soviétique pour enfants[1151]. En 1972, pour fêter les cinquante ans de l'URSS, les habitants de Camagüey peuvent apprécier une exposition sur les « réussites intégrales » de la superpuissance ainsi qu'un cycle parallèle de films ayant trait au même sujet[1152].

Ce dernier exemple annonce un phénomène patent. Les dates commémoratives constituent toujours un moment privilégié pour diffuser la culture dans le pays de l'autre et, logiquement, pour multiplier les expositions. En URSS, les autorités prennent l'habitude de célébrer deux événements liés à l'histoire cubaine. D'une part, le jour de la fête nationale, le 26 juillet, quand en 1953 les jeunes rebelles attaquent la caserne de la Moncada. D'autre part, la naissance de « l'apôtre » José Martí, poète, penseur et combattant pour l'indépendance de l'île. Héros omniprésent, dont le buste apparaît dans toutes les institutions publiques de Cuba, Martí a toujours été revendiqué par le gouvernement comme le précurseur de la pensée révolutionnaire. Les Soviétiques connaissent l'importance de cette personnalité et ne manquent pas de la mettre à l'honneur. Ses poèmes sont traduits en russe et son anniversaire, le 28 janvier, est systématiquement fêté. En 1971, la « Maison d'Amitié » moscovite, en présence d'une délégation d'écrivains cubains (dont Ángel Augier), organise une soirée significative : le directeur de la revue *Sovetskaïa Kultura* prononce un discours, de même que l'historienne Adelaïda Zorina, qui parle de l'histoire de Cuba au temps de Martí. Pavel Gruchko, hôte familier des Cubains, lit des poèmes du « héros national » avant la clôture de la rencontre suite à une intervention d'Augier[1153].

[1149] ÁLVAREZ, Justina, "La moda en la URSS: entrevista con Elena Solowjeva", in *Hoy Domingo*, 6 août 1961, p. 7.

[1150] Selon Yoss, les revues soviétiques (*Sputnik*, *La Mujer Soviética*, *El Deporte en la URSS*, etc.) disparaissent très vites des kiosques et des librairies. Non seulement elles sont lues avec engouement mais elles sont souvent utilisées pour recouvrir les cahiers des lycéens ! YOSS, "Lo que dejaron los rusos", in *Temas*, n°37-38, 2004, p. 140.

[1151] "Abren exposición de libros infantiles soviéticos", in *Granma*, 12 juillet 1968, p. 3.

[1152] "Exposición, en Camagüey, sobre los éxitos integrales de la Unión Soviética", in *Granma*, 28 décembre 1972, p. 2.

[1153] "URSS-Cuba: En memoria de José Martí", in *Granma*, 3 février 1971, p. 2.

Mais c'est surtout le 26 juillet qui déclenche le plus d'activités en URSS. Pour cette occasion, une exposition est ouverte à la Bibliothèque Lénine en 1965[1154] et Radio Moscou consacre une émission à l'art de Cuba[1155]. Dans les années 1970, on l'a vu, cette date devient le moment idéal pour mettre en œuvre les grandioses « Journées de la culture cubaine ». Pendant près de dix jours, ces fêtes débouchent sur de nombreuses activités, organisées dans plusieurs villes d'URSS, auxquelles plus de 100 artistes caribéens prennent part. Réciproquement, le gouvernement de l'île privilégie aussi deux dates marquantes de l'histoire soviétique : le jour de la naissance de Lénine (22 avril) et le triomphe de la Révolution d'Octobre. Nous avons observé que le cinquantenaire de l'insurrection de 1917 est largement célébré à Cuba. En 1971, les frères Evelio et Cecilio Tieles, qui ont tous deux eu la possibilité d'étudier au Conservatoire Tchaïkovski, sont engagés pour rendre hommage à la puissance socialiste à travers un concert de sonates russo-soviétiques. La prestation a lieu le 4 novembre au Palais des Beaux-Arts de La Havane[1156].

Le 22 avril est indéniablement la date qui suscite la plus grande unanimité parmi les Cubains. Alors que certains remettent en question le rôle conducteur de l'URSS, personne ne nie les mérites de Lénine ou la pertinence de sa théorie révolutionnaire. Malgré les différences idéologiques, particulièrement importantes dans la décennie 1960, rares sont ceux qui ne se considèrent pas « marxistes-léninistes ». Cette unanimité contribue à donner un plus grand éclat aux commémorations de la naissance du leader. Initialement, ce sont les membres du PSP qui manifestent le plus de ferveur. Un numéro spécial du supplément culturel de leur journal *Hoy* apparaît le 24 avril 1960 pour les 90 ans de la naissance de Lénine[1157]. L'Association d'amitié cubano-soviétique est intentionnellement inaugurée le 22 avril pour compléter les événements prévus pour les 99 ans du « Bolchevik »[1158]. Un an plus tard, le centenaire du « guide du prolétariat mondial » propose un programme bien nourri d'activités, dont une exposition de livres russes et soviétiques. Pour sa part, le mensuel *La Gaceta de Cuba* édite un numéro en l'honneur de Lénine avec des commentaires élogieux d'éminents intellectuels cubains[1159]. Pour finir avec un exemple révélateur, un complexe monumental de 670 hectares, baptisé « parc Lénine », est définitivement ouvert le 22 avril 1972, à près de 25

[1154] "КУБА: 26 de julio", in *Cuba*, n°40, 1965, p. 74.
[1155] "5 breves", in *Cuba*, n°41, 1965, p. 61.
[1156] "Notas musicales", in *La Gaceta de Cuba*, n°98, 1971, p. 19.
[1157] *Hoy Domingo*, 24 avril 1960.
[1158] "Constituida anoche la Asociación de Amistad Cubano-Soviética", in *Granma*, 23 avril 1969, p. 1.
[1159] *La Gaceta de Cuba*, n°82, 1970.

kilomètres de La Havane. On le voit, le fondateur de l'URSS est devenu un pilier clé du panthéon héroïque cubain.

Tous ces échanges artistiques, d'une étonnante envergure, sont planifiés par des commissions mixtes qui commencent à s'entretenir suite à l'accord culturel signé par Ernesto Guevara à Moscou en décembre 1960. Dès lors, des négociateurs des deux États, représentant différents domaines (cinéma, littérature, éducation, sport, etc.), se réunissent à Cuba ou en URSS pour agencer les calendriers annuels d'activités. Ce sont donc des agents d'institutions officielles qui définissent l'évolution et l'ampleur des rapports. Dans une logique bien différente, la convention culturelle URSS-Chili – bien qu'elle soit envisagée dès 1965 – ne sera pas scellée avant 1970. Comme on le constatera, la méfiance des autorités démocrates-chrétiennes entrave les tractations qui s'étendent pendant cinq longues années. Ainsi, la période qui nous intéresse est marquée par deux étapes bien distinctes : une première (1964-1970) au cours de laquelle les échanges obéissent à des volontés diverses, souvent non-étatiques ; et une seconde (1970-1973), où ce sont des commissions binationales qui prennent la relève. La signature du protocole coïncide presque parfaitement avec l'ascension politique d'Allende et donc avec une phase de plus grande affinité idéologique entre les gouvernements. Nous examinerons maintenant le chemin épineux vers l'officialisation des rapports et l'impact de ce long processus de négociation sur la teneur des interactions artistiques.

6.2.-Les interactions artistiques avant et après le triomphe d'Allende : continuités et ruptures

Le protocole culturel signé en 1970, résultat d'une négociation longue et tendue, entérine un processus amorcé cinq ans plus tôt, quand l'administration Frei rétablit les relations politiques avec l'URSS. Mais, bien que l'accord confirme une tendance évidente, il entraîne également des changements dans la manière de gérer les échanges artistiques. Si, auparavant, les tractations se multipliaient et concernaient des instances diversifiées, après 1970, c'est une commission mixte qui est censée mettre en place un programme pour les deux années à venir. La place d'organismes non-gouvernementaux, tels que les « amitiés Chili-URSS », tend donc à s'amoindrir dans un contexte où les affinités étatiques s'accroissent. Nous verrons toutefois

que les liens dans le domaine littéraire, cinématographique ou dans les arts plastiques ne subissent pas de rupture substantielle et qu'une certaine continuité des relations est perceptible avant et après la victoire de l'Unité populaire.

6.2.1.-Un long chemin vers l'officialisation des relations culturelles : l'accord soviéto-chilien (1970)

La signature d'une convention culturelle semble être, pour les Soviétiques, un objectif prioritaire. Quelques mois après l'arrivée au Chili de l'ambassadeur Alexander Anikine, en 1965, ce dernier transmet aux responsables du ministère des Affaires étrangères un projet d'accord. Mais cet empressement suscite les appréhensions des Chiliens qui croient voir dans les intentions du diplomate une volonté de politiser les échanges et de les exploiter au profit de son pays. Le département européen de la politique étrangère de La Moneda annonce que le texte sera minutieusement analysé avant de rédiger un « contre-projet »[1160]. Pour sa part, à Moscou, Máximo Pacheco sollicite davantage d'informations et obtient du président du comité d'État pour les relations culturelles avec l'extérieur des exemplaires de protocoles semblables scellés avec l'Italie et le Danemark[1161]. Avec ces antécédents, les autorités chiliennes examinent le contenu du document soviétique et, à travers un message de mars 1966, proposent toute une série de modifications. Au-delà de quelques susceptibilités d'ordre rédactionnel, les points principaux de divergence sont liés aux effets politiques éventuels des échanges. En matière d'enseignement, par exemple, le Chili souhaite limiter les contacts au niveau universitaire pour éviter la participation d'étudiants de moins de 18 ans, plus susceptibles d'être séduits par la propagande des hôtes[1162].

Mais il existe un deuxième élément qui inquiète davantage les décideurs. Comme nous l'avons évoqué, le projet comprend la constitution d'un comité binational qui devait s'occuper de définir un calendrier précis pour les initiatives culturelles. Ce qui préoccupe l'administration Frei, c'est de réussir à contrôler la totalité des activités par le biais des

[1160] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Direction de la politique étrangère à Máximo Pacheco, Aérogramme n°81, Santiago, 2 décembre 1965.
[1161] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 11 décembre 1965.
[1162] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Direction de la politique étrangère à Máximo Pacheco, n°31 Confidentiel, Santiago, 13 septembre 1966.

négociations entamées par ce comité. Dans ce sens, nul autre organisme ne doit être en mesure d'intervenir dans le programme. Bien entendu, le gouvernement démocrate-chrétien pense aux instituts chileno-soviétiques qui agissent pour répandre une image favorable de la puissance socialiste. Son but est donc d'affaiblir le potentiel propagandiste des échanges en limitant la contribution d'organisations prosoviétiques. C'est pour cela que l'ambassadeur Pacheco reçoit à la fin 1966 un rapport avec des instructions précises et un état des conversations entretenues entre Santiago et les représentants de Moscou. Jusqu'à présent, nous l'avons vu, la sélection des boursiers se faisait grâce au concours de l'Institut Chili-URSS de Santiago, qui examinait les candidatures et proposait une liste à l'Université Patrice Lumumba. L'accord conçu par les Soviétiques laisse entrevoir que cette tâche continuera de revenir à des « institutions non-gouvernementales ». Or, pour les Chiliens, l'octroi d'allocations d'études doit devenir une « activité privative de la commission mixte » pour éviter « des problèmes de caractère politique ». Malgré le ton inflexible de la dépêche, La Moneda est toutefois consciente de la nécessité de céder sur quelques points pour aboutir à un résultat concret[1163].

Nonobstant, les démarches ultérieures s'avèrent infructueuses. Lors d'une réunion rassemblant Máximo Pacheco et le vice-président du comité d'État pour les relations culturelles de l'URSS, ce dernier regrette que son interlocuteur soit opposé aux échanges de lycéens mais accepte de céder sur ce sujet. Là où les négociateurs ne trouvent pas d'accord, c'est sur la centralisation autour du comité mixte. Pour le Soviétique, les membres de la commission ne seraient pas en condition de « sélectionner scientifiquement les étudiants » car ils n'auraient guère suffisamment d'antécédents académiques pour prendre une bonne décision. La procédure envisagée par le Chili, poursuit-il, n'a jamais été employée par Moscou avec d'autres partenaires internationaux. Afin de trouver un moyen terme entre les deux postures, Pacheco propose une nouvelle formule : la sélection des boursiers pourra se faire par le ministère des Affaires étrangères en collaboration avec le Conseil des recteurs du Chili et suite à un appel à candidature public[1164]. Une semaine plus tard, le 9 décembre 1966, à l'occasion d'une nouvelle entrevue avec M. Peslyak, le vice-président du comité, l'ambassadeur obtient une réponse décevante. Bien que les Soviétiques aient accepté de supprimer d'autres incises controversées mais d'une importance mineure, ils ne sont pas

[1163] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Direction de la politique étrangère à Máximo Pacheco, n°41 Confidentiel, Santiago, 19 novembre 1966.
[1164] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 2 décembre 1966.

disposés à admettre la proposition chilienne : il est impossible de centraliser le contrôle des étudiants qui se rendent à l'Université des Peuples Patrice Lumumba car ces jeunes prennent la décision à titre privé. Face à l'insistance de Pacheco, qui ne comprend pas pourquoi on ne pourrait pas introduire des critères pour sélectionner les futurs « lumumbistes », Peslyak avance une explication déconcertante : « il ne s'agit pas d'une université étatique mais d'une université privée ! »[1165]. L'Institut chileno-soviétique de Santiago continuerait donc de jouer un rôle dans le choix des allocataires, une situation que les autorités démocrates-chrétiennes ne sont nullement prêtes à tolérer.

Les désaccords persistent tout au long de l'année 1967. La partie chilienne insiste sur la nécessité d'éliminer l'article qui fait référence à la participation éventuelle de médiateurs non-étatiques (« institutions, organisations, personnalités qui se consacrent à l'activité culturelle ») et maintient à cet égard une attitude intransigeante. La direction européenne de la politique étrangère demande à l'ambassadeur Pacheco de « réitérer que notre position est inflexible et n'admettra aucune modification »[1166]. Ainsi, les discussions se multiplient mais ne semblent pas porter leurs fruits. En outre, à ces quelques difficultés pratiques – comme le remplacement des interlocuteurs soviétiques suite à la suppression du comité d'État pour les relations culturelles avec l'étranger –, s'additionne l'éternel problème des interactions non officielles. En décembre 1967, les deux parties conviennent que la commission doit se réunir « au moins une fois par an », à Santiago ou à Moscou, pour établir un programme d'échanges. Mais le Chili souhaite ajouter un élément décisif dans la phrase concernant les prérogatives de cette instance : au lieu de « planifier et programmer les échanges », le comité mixte devrait « planifier et programmer *tous* les échanges ». Le but est bien évidemment de limiter la place des instituts binationaux qui se vouent, aux yeux des autorités démocrates-chrétiennes, à une politique de propagande. Le chef de mission chilien tente de convaincre les Soviétiques de la pertinence de canaliser l'ensemble des initiatives par des négociations officielles. De cette manière, l'Institut Chili-URSS de Santiago, exemple saisi par Pacheco, devra encadrer ses actions à travers la commission annuelle. Seule l'Université du Chili pourra échapper à cette norme et agir indépendamment. Après avoir exposé ses critères, le diplomate propose la formule suivante :

[1165] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 9 décembre 1966.
[1166] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1967, Álvaro Droguett à Máximo Pacheco, n°3 Confidentiel, Santiago, 16 mars 1967.

« …toute personne physique ou morale qui réalise une activité d'échange culturel ou scientifique entre les deux pays devra exclusivement le faire à travers de ladite commission mixte »[1167].

Mais pour les responsables du Kremlin, cette proposition est absolument inacceptable. N'oublions pas que les organismes « d'amitié » de Moscou envoient systématiquement des matériels aux contreparties chiliennes et comptent sur elles pour diffuser une image séduisante du pays. L'action indépendante des instituts Chili-URSS ainsi que leurs liens extra-étatiques avec les organisations moscovites font partie de la stratégie globale de la diplomatie culturelle de l'URSS. Il semble clair que, sous cette forme, le projet d'accord ne peut aboutir à un résultat mutuellement satisfaisant.

De fait, suite à cette dernière réunion du 20 décembre 1967, les efforts s'estompent et les pourparlers cessent d'avoir lieu. À cela, il faut ajouter le fait que Máximo Pacheco est appelé par le président Frei au début de l'année 1968 pour occuper le poste de ministre de l'Éducation nationale. Dans ce contexte de désaccords, qui révèle éloquemment, d'une part, le désir de Moscou d'exploiter les échanges et, d'autre part, les craintes de « pénétration idéologique » des Chiliens, les négociations entrent dans une phase de silence. Mais le nouveau représentant diplomatique, Óscar Pinochet de la Barra, ne veut pas voir échouer un projet de si longue haleine. Pour trouver une solution à « l'impasse », il croit nécessaire de changer d'interlocuteurs. Si auparavant les discussions concernaient, côté soviétique, des représentants du comité d'État pour les relations culturelles, puis du ministère des Affaires étrangères, désormais Pinochet de la Barra est décidé de faire intervenir le Comité central du PCUS. Comme il l'indique dans son rapport d'avril 1969, derrière toutes les subtilités juridiques du protocole, le point principal de divergence est le choix des futurs étudiants de l'Université Lumumba. Óscar Pinochet s'attaque donc à ce problème et parvient à inclure parmi les responsabilités de la commission mixte « la forme de l'octroi des bourses ». Ceci n'implique pas un véritable changement de méthode mais permet d'envisager, à l'avenir, la réévaluation de l'actuelle procédure de sélection. De la même manière, les négociateurs pourraient imposer une orientation sur le type d'études effectuées en URSS. Il est essentiel, poursuit le diplomate, de privilégier des enseignements « utiles » pour le Chili (ingénierie, médecine, etc.) et de restreindre le nombre d'allocataires dans des disciplines telles que l'histoire ou la philologie, des cursus qui attirent souvent plus de personnes orientés à gauche.

[1167] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1967, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 21 décembre 1967.

Selon Pinochet de la Barra, la nouvelle rédaction de l'article autoriserait à agir dans ce sens et à intervenir sur la qualité des étudiants[1168].

Dans ces nouvelles conditions plus rassurantes, l'attitude du gouvernement chilien, qui souhaite trouver une issue à cette longue affaire, s'assouplit. Dans la mesure où le comité binational peut participer à l'encadrement des séjours dans les universités soviétiques, les autorités considèrent que leur position se renforce. Si avant, l'intégralité du processus dépendait d'agents non-étatiques, désormais la sphère officielle bénéficie d'une certaine capacité d'intervention. Même si cette marge de manœuvre demeure étroite, il s'agit tout de même, pour l'administration Frei, d'un pas en avant. La proposition de Pinochet de la Barra, permettant de discuter au sein de la commission mixte la concession des bourses pour les « lumumbistes », est bien accueillie par La Moneda qui autorise finalement la signature de l'accord. Le 16 février 1970, cinq ans après la première proposition de l'ambassadeur Alexander Anikine, le texte définitif est finalement approuvé. Dans un geste significatif, c'est l'ancien ambassadeur Máximo Pacheco, lors d'une visite à Moscou en tant que ministre de l'Éducation, qui est chargé de signer l'accord. Ainsi, après des années de tractations, ses précédents efforts sont enfin couronnés[1169].

Mais tous les obstacles ne sont pas encore levés. Pour permettre l'entrée en vigueur du protocole culturel, le Congrès national du Chili doit le ratifier, ce qui a lieu en octobre 1970[1170]. Il faudra cependant encore attendre la fin 1970, c'est-à-dire les lendemains de l'élection du président socialiste Salvador Allende, pour que le ministre des Affaires étrangères, Clodomiro Almeyda, et l'ambassadeur de l'URSS à Santiago, Nikolaï Alekseïev, scellent définitivement « l'accord de coopération culturelle et scientifique »[1171]. Le point 9 de la convention décrit les fonctions de la commission mixte (qui doit être composée d'au moins trois représentants de chaque pays) et, comme prévu, inclut parmi les attributions la « forme d'octroi des bourses ». Il s'agit ici du grand sujet de discussion des années précédentes, enfin désentravé. Outre cette prérogative, cette instance est censée se réunir au minimum une fois par an en vue de confectionner un programme d'échanges, d'évaluer les conditions de financement et d'examiner « l'état et le développement des relations culturelles et scientifiques »[1172]. Les autres articles du document (12 au total) comprennent des interactions

[1168] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1969, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 24 avril 1969.
[1169] "Máximo Pacheco: 'Me he sentido muy feliz…'", in *Enfoque Internacional*, n°40, avril 1970, pp. 28-29.
[1170] *El Siglo*, 29 octobre 1970, p. 6.
[1171] *La Nación*, 3 décembre 1970, p. 3.
[1172] *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1970*, *op. cit.*, pp. 256-257.

multiples dans des domaines, eux aussi, diversifiés. Ils envisagent premièrement l'encouragement de la collaboration dans la recherche scientifique et technique, la salubrité, l'éducation, les arts, la littérature, le cinéma, la radiodiffusion, la télévision et le sport. Pour ce faire, les deux parties doivent organiser des visites réciproques de spécialistes chargés de réaliser des projets conjoints et de prononcer des conférences dans le pays d'accueil. L'article 4 octroie une place privilégiée à l'enseignement et prévoit l'envoi de professeurs, de diplômés, d'étudiants ainsi que de publications et matériels d'étude. La mise en œuvre d'expositions, de festivals de cinéma, de traductions littéraires, de rencontres sportives et de coopérations médicales est aussi prévue par le protocole[1173].

Suivant les principes de la convention, la première réunion de la commission chileno-soviétique se tient à Santiago entre le 15 et le 19 mars de l'année 1971. Le plan annuel qui en découle s'avère très nourri. Parmi les activités mises au point, on retrouve l'échange de nombreuses délégations d'experts, l'offre de 49 bourses pour étudier dans différents centres d'enseignement soviétiques, l'organisation de plusieurs expositions chiliennes en URSS et inversement, l'envoi de trois « maîtres de danse classique » pour assister le ballet de l'Université du Chili, le transfert d'émissions de radio, de télévision et d'autres matériels pour commémorer les fêtes nationales de chaque pays. Et la liste est encore longue[1174]. Mais malgré l'intensité de ce programme facilité par les convergences politiques qui caractérisent désormais les rapports entre les deux États, la mise en vigueur de l'accord ne constitue pas, nous semble-t-il, un tournant radical. Bien qu'à ce stade les procédés qui activent les relations aient changé, s'inscrivant dans une logique contractualisée au niveau des gouvernements, nous distinguons davantage d'éléments de continuité entre les administrations de Frei et d'Allende. Comme nous chercherons à le démontrer dans les deux parties suivantes, l'avènement de l'ère des « affinités idéologiques », qui coïncide avec la signature définitive de la convention culturelle, n'entraîne pas d'explosion des échanges artistiques.

[1173] *Ibid*., pp. 255-256.
[1174] Voir le "Programa de colaboración cultural y científica entre la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas y la República de Chile para 1971", in *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1971*, Santiago, Editorial Universidad Católica, pp. 142-153.

6.2.2.-Sous Eduardo Frei, une convergence de volontés pour les échanges (1964-1970)

Dès l'ouverture de l'ambassade chilienne à Moscou, en 1965, Máximo Pacheco fait des échanges artistiques l'une des priorités de sa mission. L'accroissement de la présence culturelle de son pays en URSS tient en grande partie à son acharnement, mais il serait injuste de ne pas souligner que le diplomate rencontre chez ses interlocuteurs de très bonnes dispositions. L'un des événements majeurs de la première phase des relations fut la mise en place de l'exposition *Rostro de Chile* (« Visage du Chili »), une sélection de 350 photographies ayant trait à la géographie et aux habitants de la nation sud-américaine. En vue d'assurer une certaine visibilité des œuvres, Pacheco s'adresse en décembre 1965 au ministère de la Culture de l'URSS pour solliciter un « local adéquat » et suggère une galerie de l'avenue Kuznietski Most[1175]. Il obtient finalement ce qu'il désire puisqu'en mai 1966 l'exposition est ouverte au public dans la salle n°1 du Parc Gorki, « l'une des meilleures de Moscou », considère-t-il. De plus, le comité d'État pour les relations culturelles avec l'étranger s'occupe d'éditer des affiches et des programmes qui s'avèrent « de qualité et de bon goût ». La cérémonie inaugurale compte sur la participation du vice-ministre des Affaires étrangères de l'URSS, parmi d'autres dirigeants importants, et d'une assistance de près de 600 personnes. Selon l'ambassadeur, l'affluence augmente quotidiennement, formant de « longues queues » à l'entrée de la salle[1176].

Voici un premier exemple qui témoigne des efforts efficaces effectués par Pacheco. Nous avons observé dans le chapitre V que des initiatives semblables avaient été accomplies pour intensifier les prestations d'artistes chiliens sur le territoire soviétique (Claudio Arrau, *Los Quincheros*, Pedro d'Andurain, entre autres). Outre l'organisation d'activités, le représentant de Santiago tâche aussi de constituer une collection de documents variés pour faciliter la diffusion culturelle de son pays. Il estime nécessaire de doter l'ambassade d'une sélection de littérature chilienne, « surtout la plus récente », pour la partager avec les revues locales qui « sollicitent constamment ce type de matériel ». Avec ceci, il espère que le gouvernement lui enverra une biographie de chaque auteur, des diapositives illustrant les arts plastiques, des disques de musique ainsi qu'une série de périodiques (*Orfeo, Mapocho, Anales de la*

[1175] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1965, Máximo Pacheco au ministère de la Culture de l'URSS, Moscou, 20 décembre 1965.
[1176] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 2 juin 1966.

Universidad de Chili, Boletín del Instituto de Literatura Chilena)[1177]. De fait, comme M. Pacheco le pressent intelligemment, la collecte de littérature et d'autres productions culturelles est une condition indispensable pour inciter à une plus grande « pénétration » de l'art chilien : en janvier 1967, il reçoit de la part de la direction de la politique extérieure deux exemplaires du roman *Caballo de Copas* de Fernando Alegría pour que l'Union des écrivains de l'URSS puisse le traduire[1178].

Pendant l'administration démocrate-chrétienne, maints autres projets vont se concrétiser, familiarisant petit à petit les Moscovites avec une réalité largement méconnue auparavant. À la mi-1968, Óscar Pinochet de la Barra informe le gouvernement d'une nouvelle exposition concernant le travail artisanal au Chili. Comme dans le cas précédent, les Soviétiques réservent l'une de leurs salles les plus importantes : celle de l'Association des artistes d'URSS de la rue Gorki (aujourd'hui rue Tverskaïa). Les objets présentés en juillet-août 1968 sont issus des plus diverses régions du Chili ; des villages proches du désert d'Atacama aux localités de l'extrême Sud, en passant par l'Île de Pâques. Les 300 pièces collectées sont arrivées en URSS sur le voilier-école de la marine chilienne, l'*Esmeralda*, ce qui souligne d'autant plus la volonté de rapprochement du gouvernement Frei[1179]. Il faut remarquer que, même si Moscou est naturellement la ville qui accueille la plupart des œuvres chiliennes, certaines sont également montrées ailleurs. C'est le cas d'une exposition de peintres chiliens inaugurée à l'Ermitage (Saint-Pétersbourg) à l'occasion de la fête nationale de 1966[1180] et d'une deuxième offerte par l'Institut Chili-URSS de San Antonio à la ville de Tachkent[1181]. D'autres activités similaires sont organisées avant la fin du mandat d'Eduardo Frei (des « figuratifs chiliens » exposent en 1966 à Moscou et Leningrad, 500 livres peuvent être appréciés dans la Bibliothèque de langues étrangères en 1969, etc.), mais il serait trop long de multiplier les exemples. Notons toutefois que les initiatives des diplomates permettent aussi d'accroître la présence soviétique au Chili, où les habitants commencent à s'intéresser à la réalité de la superpuissance.

Nous avons vu que les « maisons d'amitiés » bilatérales jouent un rôle prépondérant pour la propagation de l'art soviétique sur tout le territoire du pays. Ces nombreux instituts (ils sont

[1177] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 3 décembre 1966.
[1178] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1967, Luis Melo à Máximo Pacheco, Santiago, 19 janvier 1967.
[1179] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1968, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 17 juillet 1968.
[1180] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 28 septembre 1966.
[1181] "Arte popular de Chile en Moscú y Tashkent", in *Enfoque Internacional*, n°22, octobre 1968, p. 28.

au nombre de 21 en 1972[1182]) reçoivent systématiquement des productions culturelles des associations partenaires de l'Est, ce qui les autorise à mettre en place des activités presque permanentes. À titre d'exemple, l'Institut URSS-Chili de Santiago ouvre, en juin 1968, une exposition du livre soviétique qui comprend des ouvrages de différents formats, traduits en plusieurs langues (anglais, français, italien, espagnol). C'est grâce à la collaboration avec *Mezhdunarodnaïa Kniga* que ces exemplaires, qui doivent ensuite parcourir d'autres villes, peuvent être diffusés[1183]. On observe qu'au Chili la culture de l'URSS est en mesure de se propager par le biais des efforts conjugués de différents milieux. Si dans l'exemple évoqué, il s'agit de la volonté de groupes prosoviétiques, dans d'autres circonstances c'est l'État qui favorise ce genre de projets. En mai 1969, la Bibliothèque nationale de Santiago, avec le soutien de l'ambassade de Moscou, accueille 50 gravures d'artistes soviétiques qui seront offertes par la suite au Musée des Beaux-Arts[1184]. Le même établissement inaugure une « Exposition antarctique chileno-soviétique » (les deux nations possèdent des bases dans le Pôle Sud) réunissant des instruments scientifiques, des maquettes d'infrastructures, des plans du « continent glacial » ainsi que des photographies sur la vie et le travail dans l'Antarctique. Les Forces armées du Chili sont à l'origine de l'événement qui est ouvertement soutenu par Gabriel Valdés, le ministre des Affaires étrangères, présent à l'inauguration[1185].

L'Université catholique de Santiago – qui a connu une phase d'importantes mobilisations (1967-1973) débouchant sur des transformations réelles de la structure administrative – collabore avec l'Institut Chili-URSS pour mettre en œuvre une exposition sur les différentes « nationalités » de l'URSS. Le hall central du siège principal (*Casa Central*) de l'institution d'enseignement accueille les pièces rassemblées sous la dénomination d'*Imagen de la URSS* entre le 24 octobre et le 5 novembre 1969[1186]. Ainsi, un amalgame de volontés hétérogènes, pas toujours enclines à accepter le modèle soviétique, contribue à rendre plus accessible la réalité du pays. Dans les années 1960, alors que les différences idéologiques entre les gouvernements demeurent latentes, la culture soviétique peut tout de même s'ouvrir un chemin au Chili grâce aux actions simultanées d'organismes indépendants et étatiques.

Ce phénomène est rendu possible par la mise en place de plusieurs projets de coopération activés pendant la seconde moitié de la décennie 1960. Nous avons vu que l'ambassade de Santiago à Moscou avait négocié un programme dans le domaine de la danse permettant la

[1182] GOURÉ, Leon et ROTHENBERG, Morris, *Soviet Penetration of Latin America*, *op. cit.*, p. 177.
[1183] "Libros soviéticos en Chile", in *Enfoque Internacional*, n°19, juillet 1968, p. 38.
[1184] "Grabados soviéticos en la Biblioteca Nacional", in *Enfoque Internacional*, n°30, juin 1969, p. 45.
[1185] "Exposición antártica chileno-soviética", in *Enfoque Internacional*, n°34, octobre 1969, p. 46.
[1186] "En la UC: Imagen de la URSS", in *Instituto Chileno-Soviético de Cultura*, 29 novembre 1969.

présence de spécialistes soviétiques dans le pays. Suite à la visite de Malucha Solari (janvier-février 1968), directrice de l'École de danse de l'Université du Chili, un accord est scellé pour les trois années à venir : en 1968, deux professionnels de l'Académie chorégraphique du Bolchoï devront se rendre à Santiago pour assister leurs homologues et dicter des séminaires. Une bourse sera également octroyée à un danseur chilien pour se perfectionner à Moscou pendant deux ans. Ce plan doit se répéter dans le courant de l'année 1969. Pour couronner les échanges, en 1970 la présidente de l'Académie chorégraphique du Bolchoï, Sofia Golovkina, visiterait ses partenaires de l'Université du Chili[1187]. Malgré la grève des enseignants de 1968, qui a dû retarder d'un an le programme du protocole, le ministère de la Culture de l'URSS accepte de maintenir en vigueur la convention[1188].

Dans un autre domaine, les années de Frei voient aussi émerger des accords plus spécifiques, comme celui noué entre la Municipalité de Valparaíso et la ville de Novorossiisk (située sur les rivages de la mer Noire). C'est en 1968, lors de la visite en URSS du maire du port chilien, que le jumelage entre les deux localités est signé. Pour fortifier davantage les liens réciproques, une délégation, dirigée par le membre du Soviet suprême Vladimir Sorokine, débarque à Valparaíso[1189]. Les quatre représentants de Novorossiisk, invités pour une quinzaine de jours, entament leur périple en mars 1968[1190]. Outre le déplacement de délégués, ce projet cherche à encourager l'échange de correspondance entre les habitants et les organisations sociales de chaque ville et il aboutit à la mise en place d'expositions[1191].

Le monde littéraire s'érige en agent actif du rapprochement culturel à l'ère de Frei. Grâce au travail de traduction d'Ovadi Savich, la collection « les bijoux de la poésie lyrique » publie à Moscou une sélection de la poétesse Gabriela Mistral, prix Nobel en 1954. Ce recueil, qui sera suivi d'une étude critique de l'œuvre de la Chilienne, sort en 1966 à 50 000 exemplaires[1192]. Voici un exemple qui dévoile l'intérêt renouvelé des écrivains soviétiques à l'égard des collègues latino-américains. De fait, après le rétablissement des relations diplomatiques, les titres d'auteurs chiliens se multiplient en URSS. Nous avons vu que le jeune traducteur de Neruda, Pavel Gruchko, ne s'était pas contenté de traduire en russe les

[1187] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1968, Rigoberto Díaz au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 27 février 1968.
[1188] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1969, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 7 février 1969.
[1189] "Alianza Valparaíso-Novorossiisk", in *Enfoque Internacional*, n°21, septembre 1968, p. 13.
[1190] AHMAEC, Dossier Países – Moscú 1968, ambassade du Chili à Moscou au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 20 février 1968.
[1191] "'Que se multipliquen los éxitos de jóvenes chilenos'", in *Enfoque Internacional*, n°75, avril 1973, p. 27.
[1192] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 19 janvier 1966.

écrits du fameux poète : il fait de même avec les travaux de Carlos Pezoa Véliz, Gabriela Mistral, Vicente Huidobro, Gonzalo Rojas, Antonio Bórquez Solar, Humberto Díaz Casanueva, Alberto Rubio et même du chanteur populaire Abraham Jesús Brito[1193].

De plus, dans la mesure où les contacts bilatéraux s'élargissent, l'intérêt académique envers le pays sud-américain a, lui aussi, tendance à augmenter. Durant l'année 1965, des spécialistes, qui intègrent l'Institut de l'Amérique latine et l'Institut ethnographique de Moscou, font paraître une œuvre sur le Chili. Le volume, qui compte avec la collaboration de Chiliens (Orlando Millas, María Cristina Duarte et Joaquín Gutiérrez), se divise en trois parties ayant trait à l'économie, la politique et la culture de la nation. Même si Máximo Pacheco manifeste ses réserves à l'égard de « l'image unilatérale de la réalité » et de certaines « généralisations », il faut toutefois reconnaître qu'il s'agit d'un effort considérable. 15 intellectuels se sont investis pour permettre l'impression de ces 10 000 exemplaires et, au début de l'année 1966, une deuxième édition de l'ouvrage est en cours. En outre, les auteurs envisagent la publication d'un deuxième texte, entièrement consacré à la culture chilienne, pour lequel ils souhaitent engager la participation de l'ambassadeur Pacheco[1194]. À ce stade, le Chili peut aussi faire l'objet d'inspiration littéraire. L'auteur « réaliste socialiste » Sergueï Smirnov, qui visite le pays en 1966, livre ses impressions dans un ouvrage intitulé *En el país más lejano* (« Dans le plus lointain pays »). Au fil des 23 chapitres, Smirnov décrit avec profusion les paysages qu'il a pu apprécier ainsi que la personnalité de ses amis chiliens : Pablo Neruda, Francisco Coloane, Juvencio Valle, Gonzalo Rojas, Lautaro Núñez[1195]. Un projet similaire est entrepris par la femme de lettres Margarita Aliguer, qui compose en 1966 un beau récit de voyage (elle séjourne au Chili en 1962-1963, puis en 1965)[1196].

En sens inverse, la littérature soviétique connaît une plus grande vulgarisation au sein de la société chilienne qui a un accès grandissant aux revues traduites en espagnol. Le mensuel *Enfoque Internacional*, l'une des sources principales de notre analyse, paraît dès 1967. Il s'agit d'un périodique édité par RIA Novosti mais imprimé à Santiago, qui informe abondamment sur les relations bilatérales et les différentes facettes de la vie en URSS. Écrits par des intellectuels des deux pays, les articles de la revue sont souvent d'enthousiastes apologies du modèle socialiste. Il n'est pas rare de lire dans ces pages des récits de voyage de

[1193] "Otra obra nerudiana cautiva a soviéticos", in *Enfoque Internacional*, n°57, octobre 1971, pp. 47-48.
[1194] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 14 janvier 1966.
[1195] JACHATUROV, Karen, "Smirnov y *En el país más lejano*: de Brest a Chile", in *Enfoque Internacional*, n°28, avril 1969, pp. 36-37.
[1196] ALIGUER, Margarita, *Vozvraŝenie v Čili*, *op. cit.*

Chiliens récemment revenus d'URSS. Des images en couleurs de très bonne qualité (ce qui est rarement le cas dans un État comme le Chili) illustrent des aspects de la réalité soviétique et des méthodes de langue simplifiées y sont proposées[1197]. À côté de cette initiative, vif témoignage du renforcement des liens à l'époque du gouvernement Frei, nous retrouvons, en 1967, d'autres titres exportés systématiquement par Moscou : *Tiempos Nuevos, Unión Soviética, Mujer Soviética, Deportes en la URSS, Cultura y Vida, Literatura Soviética, Films Soviéticos, Novedades de Moscú.* Ces organes sont facilement accessibles ; ils peuvent être acquis dans des librairies et même dans certains kiosques[1198]. Il est également possible de s'abonner et de bénéficier d'une réduction du prix à partir de l'achat de trois publications[1199].

Enfin, il faut faire allusion aux rapports accrus qui se développent dans la sphère cinématographique. Comme dans la Cuba castriste, le public peut aussi assister à des projections dans le cadre de « cycles du film soviétique ». Mais, contrairement à ce qui survient à La Havane, où les rétrospectives sont agencées par l'organisme d'État (ICAIC), au Chili, le cinéma de l'Est se diffuse par des moyens plus divers. Bien entendu, les instituts Chili-URSS, notamment celui de Santiago qui compte une grande salle de projection, préparent avec régularité ce type d'événements. Cependant, d'autres organisateurs peuvent prendre part à leur mise en place. En 1967, Roman Karmen assiste à un festival de cinéma co-organisé par la Municipalité de Santiago, l'Institut chileno-soviétique et la société de distribution *Sochildico*[1200]. La Maison de la culture de la municipalité de San Miguel finance un festival du film soviétique en avril 1969[1201] et, quelques mois plus tard, la salle *Victoria* propose aux spectateurs des œuvres telles que *La prisonnière du Caucase*, *La fidélité d'une mère* et *Le don paisible*[1202].

Pour couronner l'essor des échanges artistiques avec l'URSS au cours de la période démocrate-chrétienne, à la toute fin du mandat de Frei, un festival de cinéma chilien se déroule à Moscou. Il s'agit, selon l'ambassadeur Pinochet de la Barra, de la première rétrospective jamais consacrée à son pays dans le monde entier. Trois long-métrages et

[1197] La revue *Enfoque Internacional* sort son dernier numéro en août 1973, soit peu de temps avant le coup d'État d'Augusto Pinochet qui annulera naturellement toute possibilité de poursuivre ce type de projets.
[1198] Bien que les périodiques soviétiques soient facilement accessibles au Chili, il nous semble que leur impact n'a pas largement dépassé les cercles de militants pro-URSS. Bien entendu, c'est avant tout les communistes qui lisaient avec enthousiasme les revues exportées par Moscou. César Godoy Urrutia, par exemple, un militant de longue date qui a pu se rendre à plusieurs reprises en URSS, signale qu'il consultait chaque semaine la version espagnole de *Novoe Vremja* (*Tiempos Nuevos*). GODOY URRUTIA, César, *Vida de un agitador*, Culiacán, Universidad Autónoma de Sinaloa, 1982, p. 192.
[1199] *El Siglo*, 11 octobre 1967, p. 11.
[1200] *El Siglo*, 30 mars 1967, p. 10.
[1201] *El Siglo*, 1er avril 1969, p. 10.
[1202] "Festival de cine soviético en Santiago", in *Enfoque Internacional*, n°35, novembre 1969, p. 46.

plusieurs documentaires sont ainsi présentés dans « un des cinémas les plus populaires de la capitale, situé en plein centre », grâce à la gestion de Sovexportfilm[1203]. Ce dernier exemple constitue encore un indice éloquent qui montre à quel point les interactions dans le domaine artistique étaient importantes dans les années 1960. Nous avons observé que les échanges avaient pu se consolider bien avant l'avènement de l'Unité populaire et l'implantation d'une nouvelle ère d'affinité politique. Un vaste réseau d'institutions et de volontés individuelles, qui contraste avec la centralisation étatique caractérisant les relations Cuba-URSS, incite à un profond rapprochement entre les cultures. Les années ultérieures n'affaiblissent pas le rôle toujours actif et influent des organismes autonomes au Chili bien qu'elles entraînent un affermissement des rapports bilatéraux et une certaine polarisation idéologique autour de la culture soviétique.

6.2.3.-Un nouveau cadre politique et légal pour les interactions artistiques soviéto-chiliennes (1970-1973)

Comme dans le cas des voyages réciproques d'artistes et d'intellectuels, les années 1970 permettent de renforcer les projets conjoints ainsi que les échanges de productions culturelles. L'intensification des rapports dans ce domaine constitue d'ailleurs un objectif souhaité par les deux administrations qui partagent désormais des convictions idéologiques. Côté soviétique, dans un territoire lointain comme le Chili, dominé par le regard inquiet du Département d'État américain, il n'est pas prudent de faire preuve d'un excès d'enthousiasme militant. En revanche, les coopérations cinématographiques et littéraires, ou l'échange d'expositions, ne sont guère susceptibles d'enflammer la colère de la Maison-Blanche. La convention culturelle qui entre définitivement en vigueur en décembre 1970, un mois après le serment du président socialiste nouvellement élu, constitue un deuxième facteur favorable à l'élargissement des relations.

Les liens réciproques à l'ère de l'Unité populaire se trouvent largement déterminés par le programme issu de la première commission mixte, réunie à Santiago en mars 1971. Cela ne veut pas dire que l'ensemble des rapports artistiques ou scientifiques soit fixé par cette

[1203] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1970, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 28 octobre 1970.

nouvelle instance. Des manifestations se mettent en œuvre de manière plus spontanée suite à des initiatives diverses, mais il semble évident que l'on entre dans une période où les liens s'organisent de manière plus systématique.

L'une des conséquences logiques de cette « ritualisation » est une certaine politisation de la plupart des événements, désormais soutenus par l'administration Allende. Ainsi, à la mi-1971, c'est le gouvernement chilien qui invite officiellement Evgueny Evtouchenko pour se produire à Santiago. La salle la plus importante de la capitale (le Théâtre Municipal) est réservée pour un « concert poétique » couronné par la présence du jeune écrivain soviétique[1204]. Quant aux expositions qui parcourent le sol chilien, elles acquièrent aussi une dimension plus militante. Alors que dans les années 1960, la Bibliothèque nationale accueillait des gravures d'artistes soviétiques ou des maquettes de l'Antarctique, maintenant les sujets présentés ont trait aux grandes dates de l'histoire de la superpuissance. L'exposition inaugurée en mai 1972 dans la principale bibliothèque d'État du pays s'intitule *La Gran Hazaña* (« Le grand exploit ») et rassemble des documents illustrant « l'héroïsme de la lutte antifasciste ». Cette activité s'inscrit dans les cérémonies commémoratives du 9 mai 1945, date de la capitulation nazie face aux troupes de l'Armée rouge, et s'accompagne d'une conférence sur les « Forces armées de l'URSS » (prononcée par l'attaché militaire de l'ambassade de Moscou) et d'un cycle de films sur la « Grande guerre patriotique »[1205]. *La Gran Hazaña* se déplace et peut être appréciée par la population de la ville de San Fernando, avant de revenir à Santiago, dans la commune de Providencia, et de repartir vers La Serena et Chuquicamata[1206].

La *Villa Lenin*, un bidonville de la municipalité de San Miguel, à Santiago, réalise un hommage au leader bolchevik qui prête son nom à la communauté : les honneurs comprennent une exposition sur le « développement du travail » et sur le livre en URSS, la projection de documentaires et une conférence du professeur communiste César Godoy Urrutia[1207]. Même le Musée des Beaux-Arts de Santiago, le plus important du pays, présente l'œuvre de Soviétiques, comme celle du peintre remarqué Ilya Glazounov qui visite le Chili à la mi-1973 (il sera surpris par le coup d'État de Pinochet en septembre)[1208]. Le but de ce

[1204] *El Siglo*, 17 juin 1971, p. 7.
[1205] "Santiago recordó la Gran Hazaña", in *Enfoque Internacional*, n°65, juin 1972, p. 24.
[1206] "Exposición la 'Gran Hazaña' recorre Chile", in *Enfoque Internacional*, n°66, juillet 1972, p. 22.
[1207] "Exposición fotográfica en San Miguel y Coquimbo", in *Enfoque Internacional*, n°76, mai 1973, p. 37.
[1208] *El Siglo*, 4 juillet 1973, p. 3.

dernier, dans son premier périple latino-américain, est de parcourir le territoire en vue de réunir des esquisses et de concevoir un album sur le paysage et les travailleurs chiliens[1209].

À l'occasion du cinquantenaire de l'URSS, la ville de Coquimbo, à près de 500 kilomètres au nord de la capitale, met en place un programme riche en animations. Des panneaux photographiques sont affichés dans le bâtiment du gouvernement régional. Lors de la cérémonie inaugurale, les plus hauts dirigeants de Coquimbo, dont le maire socialiste Carlos Yusta, ainsi que 600 habitants, se trouvent présents et reçoivent des documents (livres, brochures, albums) édités par l'agence RIA Novosti[1210]. Si au cours de la décennie précédente ce sont surtout les représentants des associations « d'amitié » ou les intellectuels « camarades » qui prennent part aux cérémonies, nous remarquons que désormais les autorités officielles n'hésitent pas à soutenir les initiatives liées à l'URSS. Une logique similaire est visible durant les traditionnelles commémorations de la Révolution d'Octobre. Ces manifestations, il est vrai, ont toujours eu lieu, mais avec l'avènement de l'Unité populaire au pouvoir, elles se consolident et deviennent un enjeu d'État. La participation d'acteurs gouvernementaux, qui épaulent ouvertement les actes, contribue à renforcer l'envergure des festivités. En novembre 1971, le Théâtre *Caupolicán* accueille d'importantes figures du milieu politique alors que, à l'ambassade de Moscou, Alexander Basov reçoit Salvador Allende. Le président n'assiste pas seul à la réception de la mission diplomatique : le ministre de l'Intérieur, José Tohá, ainsi que celui des Affaires étrangères, Clodomiro Almeyda, peuvent aussi féliciter Basov pour les 54 ans de l'insurrection de 1917[1211]. La Chambre des députés participe aux commémorations à travers une session extraordinaire pendant laquelle des parlementaires de toutes tendances interviennent. Après les discours de représentants communistes, socialistes et de membres du Parti radical, un démocrate-chrétien et même un militant de droite, Domingo Godoy du Parti national, prennent la parole[1212]. Cette fête imposante, qui s'étend à plusieurs localités du Chili, est une circonstance appropriée pour multiplier les activités artistiques concernant la « patrie du prolétariat ». Des expositions sont inaugurées dans la colline Santa Lucía, en plein cœur de la capitale, dans la commune populaire de Las Barrancas, dans les salles de la Bibliothèque nationale et dans la ville de Concepción. De nombreuses prestations musicales – dont celle du groupe *Quilapayún* qui interprète des chansons russes –, des conférences et des projections cinématographiques ont

[1209] *El Siglo*, 6 juillet 1973, p. 13.
[1210] "Exposición fotográfica en San Miguel y Coquimbo", in *Enfoque Internacional*, n°76, mai 1973, p. 37.
[1211] "Chile entero: saludo a la Revolución de Octubre", in *Enfoque Internacional*, n°59, décembre 1971, p. 37.
[1212] *Ibid*, p. 39.

lieu au cours d'un événement qui n'aura certainement pas laissé indifférents les habitants du pays[1213].

D'autres cérémonies plus symboliques, visant à confirmer l'intensité de « l'amitié Chili-URSS », comptent sur la présence d'autorités étatiques. Quand, en avril 1973, l'ambassadeur soviétique est chargé d'offrir au gouvernement quatre tableaux du peintre Piotr Ossosvki, c'est le siège du ministère de l'Éducation qui ouvre ses portes pour un rassemblement fastueux. Le ministre Jorge Tapia s'entretient avec les diplomates invités au cours d'une riche soirée artistique : on lit des poèmes de Maïakovski, de Boris Sloutski et d'Evtouchenko et le public peut apprécier les chorégraphies de deux ensembles de danse chiliens ainsi que la musique de plusieurs folkloristes[1214].

Côté soviétique, la « pénétration » artistique du Chili a aussi tendance à s'intensifier. À l'instar du programme établi en mars 1971 par la commission mixte[1215], 30 peintures d'enfants chiliens sont envoyées à Moscou[1216]. Comme prévu, les créations sont exposées dans la « Maison d'Amitié » simultanément avec une série d'affiches. Concernant ces dernières, l'ambassadeur Guillermo del Pedregal les avait prêtées peu avant aux étudiants de l'Université Lumumba afin qu'ils puissent les diffuser lors d'une tournée en Géorgie. Pour tenter de propager davantage la culture de son pays, le diplomate envisage de présenter les œuvres dans une salle appartenant au Mouvement des pionniers de l'URSS[1217]. Mais le domaine dans lequel l'intérêt renouvelé envers la nation sud-américaine se fait le plus remarquer est le cinéma. Des documentaires chiliens, au contenu fortement politique, sont projetés lors d'une séance parallèle du VII[e] Festival de Moscou, en 1971, obtenant un prix spécial du Komsomol[1218]. Outre la présence grandissante de films, les bonnes volontés aboutissent également à des plans de coopération. Nous avons vu que l'ambassadeur Guillermo del Pedregal et le directeur de Chile Films, Miguel Littín, rencontrent le président

[1213] *Ibid*, pp. 37-39.
[1214] "Gobierno de la URSS donó a Chile 4 pinturas realistas de P. Osovski", in *Enfoque Internacional*, n°76, mai 1973, p. 37.
[1215] "Programa de colaboración cultural y científica entre la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas y la República de Chili para 1971", in *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1971*, *op. cit.*, p. 147.
[1216] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1971, Direction de la diffusion culturelle et de l'information extérieure à l'ambassadeur du Chili en URSS, n°17256, Santiago, 6 août 1971.
[1217] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1971, Guillermo del Pedregal au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 8 septembre 1971.
[1218] VASILKOVA, Ina, "Cine chileno en Festival de Moscú", in *Enfoque Internacional*, n°56, septembre 1971, p. 35.

du Goskino pour négocier un plan d'aide[1219]. Ces démarches portent leurs fruits. Roman Karmen se rend au Chili à la mi-1971 pour rassembler des images qui lui permettront de réaliser des documentaires sur le pays[1220]. Le premier d'entre eux, qui sort en 1973 et est offert par le cinéaste à Allende lors d'une visite ultérieure, s'intitule *Le continent en flammes*[1221]. Des représentants des institutions cinématographiques d'URSS s'entretiennent même avec le chef d'État chilien en juin 1973 pour définir un vaste projet d'assistance[1222] mais l'intervention militaire de septembre interrompt pour toujours le plan envisagé.

Le processus de « politisation » des échanges artistiques est également perceptible sur le sol soviétique. Dans la mesure où les difficultés rencontrées par La Moneda s'accentuent, la présence de la culture chilienne commence à être utilisée pour faire transmettre des messages de solidarité. La diffusion au sein de la société soviétique de la réalité du nouveau « pays ami » est un objectif visé par les organisations moscovites. Les actions dans ce sens de la Société URSS-Chili ont été analysées dans le chapitre IV. Soulignons ici que ces efforts sont accompagnés d'autres initiatives significatives. Suite à une invitation des Jeunesses des partis de l'Unité populaire, une délégation du Komsomol visite le Chili pendant 23 jours. Il s'agit d'une athlète de haut niveau, de plusieurs étudiants, d'un ingénieur des mines, d'un professeur d'espagnol et d'un dirigeant politique qui, à leur retour, se vouent à faire connaître leurs expériences. Ils parcourent des théâtres, des universités, des associations culturelles et offrent des interviews dans la presse pour témoigner de leur impression à l'égard du « processus chilien »[1223].

Sur le terrain littéraire, des écrivains « engagés » jouissent en URSS d'une visibilité de plus en plus large. L'œuvre la plus remarquée de Diego Muñoz, membre du PCCh, est traduite en langue russe : il s'agit du roman très militant, sorti en 1953, *Carbón*. L'histoire relate les luttes quotidiennes d'un groupe de mineurs du charbon qui, inspirés des enseignements du « père » du mouvement ouvrier Luis Emilio Recabarren, s'insurgent contre l'autorité. Lorsqu'il s'aperçoit que le texte de Muñoz est lu par des travailleurs de la zone de l'Oural, le sculpteur soviétique Grigori Sorokine décide de dédier un bas-relief à l'auteur chilien[1224]. Ce n'est pas un hasard si *Carbón* intéresse des artistes en URSS. À travers sa littérature, Diego Muñoz cherche à favoriser les intérêts de son parti, l'un des plus fidèles du

[1219] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1971, Guillermo del Pedregal au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 6 octobre 1971.
[1220] *El Siglo*, 8 juillet 1971, p. 11.
[1221] *El Siglo*, 29 mai 1973, p. 12.
[1222] *El Siglo*, 10 juin 1973, p. 17.
[1223] *El Siglo*, 2 mars 1972, p. 28.
[1224] "Diego Muñoz en obra de un escultor ruso", in *Enfoque Internacional*, n°59, décembre 1971, p. 29.

continent à l'égard des doctrines prêchées par Moscou. D'ailleurs, les références à la superpuissance ne sont pas absentes du livre. Outre les commentaires laudatifs à l'endroit des leaders de la Révolution d'Octobre (y compris Staline), le texte se clôt par le départ du navire « Mikoyan ». Pendant que le brise-glace s'éloigne vers l'horizon du Pacifique, les mineurs chantent « l'Internationale » et les « drapeaux chiliens et soviétiques flottent au vent »[1225].

Les liens bilatéraux se resserrent amplement dans le domaine journalistique. Nous avons vu dans le chapitre V que, dès l'ascension au pouvoir d'Allende, des correspondants soviétiques débarquent à Santiago. La presse chilienne renforce aussi sa présence à Moscou, où l'on voit atterrir notamment Jorge Soza, représentant du journal communiste *El Siglo* et « militant complaisant envers la réalité » de l'URSS[1226]. Le *Colegio Nacional de Periodistas* signe en août 1972 un accord avec les homologues de l'Union des journalistes soviétiques. Au-delà des propos très politiques de la convention (qui fait un appel à « lutter contre les persécutions des journalistes progressistes »), le texte prévoit l'échange d'informations, la mise en place d'expositions photographiques et le financement de séjours permettant de réaliser des reportages sur le pays visité[1227]. Sous la présidence d'Allende, les protocoles entre institutions se multiplient : à l'occasion de la visite à Moscou du recteur de l'Université du Nord, Miguel Campo, ce dernier établit un accord avec l'Université Lomonossov[1228].

Comme il était indiqué dans le programme de la commission mixte, la collaboration des écoles de ballet de l'URSS, connues pour leur excellence technique, se consolide. L'Université du Chili accueille des « maîtres » de la danse soviétique et le Théâtre Municipal de Santiago fait appel au Bolchoï pour professionnaliser l'institution. Alexander Prokofiev reçoit une invitation pour diriger et composer les chorégraphies du ballet du traditionnel théâtre de la capitale chilienne[1229].

Toujours sur le plan des interactions artistiques, le contexte des années 1970 favorise naturellement le travail et les objectifs des instituts Chili-URSS. Non seulement ces organismes deviennent de plus en plus nombreux mais leurs visées sont désormais facilitées par les pouvoirs publics. Alors qu'auparavant l'administration Frei se méfiait de leurs activités et cherchait à les décourager, maintenant elles sont complémentaires des intérêts de

[1225] MUÑOZ, Diego, *Carbón*, La Habana, Editorial de Arte y Literatura, 1976, p. 262.
[1226] ORELLANA, Carlos, *Penúltimo Informe: memoria de un exiliado*, Santiago, Editorial Sudamericana, 2002, p. 107.
[1227] "Convenio entre periodistas de la URSS y Chile", in *Enfoque Internacional*, n°68, septembre 1972, p. 24.
[1228] "Firmado primer convenio entre las Universidades de Moscú y Antofagasta", in *Enfoque Internacional*, n°78, juillet 1973, p. 33.
[1229] *El Siglo*, 25 juillet 1973, p. 14.

La Moneda. Dans un cadre d'affinités accrues avec le modèle soviétique, les actions de ces organismes peuvent devenir des manifestations compatibles avec les efforts gouvernementaux. Ainsi, en 1972, les 17 instituts bilatéraux obtiennent enfin un statut juridique[1230]. Les partenaires moscovites savent pertinemment que ces centres jouent un rôle clé pour propager la culture de la « nation de Lénine » et renforcent leur aide. Nous avons observé que les responsables de la SSOD[1231], qui envoient systématiquement des matériels destinés à être utilisés par les instituts (manuels de russe, photographies, revues, etc.), accélèrent leur coopération au temps de l'Unité populaire. C'est ainsi qu'en 1972, la liste d'objets transmis s'élargit considérablement et comprend neuf projecteurs de cinéma, 100 téléphones, 30 jeux d'échecs, 20 drapeaux de l'URSS, huit machines à écrire, de nombreux magnétophones et même une voiture Lada[1232].

Peu avant la chute tragique de Salvador Allende, la commission mixte soviéto-chilienne se réunit une dernière fois pour définir un programme d'échanges culturels et scientifiques pour la période 1973-1974. Bien que ces activités n'aient pu finalement porter leurs fruits, l'ampleur du plan constitue un indice significatif. L'accord établi lors de cette troisième rencontre bilatérale, signé à Santiago le 3 septembre 1973, était très ambitieux : les institutions d'enseignement en URSS s'engagent à financer les études de 104 étudiants et à envoyer des spécialistes au Chili pour des missions académiques (notamment des professeurs d'arts plastiques) et le ministère de la Culture soviétique prévoit d'envoyer des expositions sur le pays, dont une collection de photos qui sera ensuite offerte à l'Institut Chili-URSS[1233]. Alors que l'administration Frei concevait le travail de la commission comme un levier pour contrer les influences des organismes prosoviétiques, à l'ère d'Allende, c'est cette même instance qui prévoit l'octroi des œuvres aux instituts, encourageant ainsi leurs activités et leur impact sur la population. La réception et l'envoi de délégués concernent les disciplines les plus variées : de la musique à l'architecture, en passant par le cinéma, l'édition, le graphisme, la télévision, la radiophonie, le sport (en particulier, les échecs), la culture physique, etc. L'accroissement des interactions cinématographiques est spécifiquement visé : deux professionnels du comité d'État pour le cinéma de Moscou devront atterrir au Chili pour étudier la planification des studios, de nombreuses bobines seront échangées, un festival du

[1230] *El Siglo*, 2 avril 1972, p. 6.
[1231] L'Union des Sociétés soviétiques pour l'amitié et les relations culturelles avec les pays étrangers (SSOD) créée en 1958 pour remplacer la VOKS.
[1232] GARF, Fonds 9574r, O.10, D.169, 23 juin 1972.
[1233] "Programa de colaboración cultural y científica entre la República de Chile y la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas para el año 1973", in *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1973*, Santiago, Editorial Universidad Católica, pp. 198-201.

film d'URSS sera organisé par les responsables de Chile Films avec la participation d'une délégation soviétique. La production d'œuvres conjointes sera également envisagée[1234]. En tout, 55 articles qui augurent une augmentation très considérable des rapports artistiques, scientifiques, sportifs, médicaux et éducatifs[1235]. Ce plan montre notamment à quel point la collaboration culturelle est devenue un terrain privilégié pour les décideurs de chaque nation. Ainsi, pendant les trois ans du gouvernement d'Allende, les contacts artistiques se sont transformés en volet essentiel des relations, en substitut à l'engagement militant susceptible d'attiser les tensions internationales.

Comme dans le cas des interactions individuelles entre l'URSS et le continent latino-américain, les échanges « d'objets symboliques » (films, tableaux, expositions photographiques, livres, revues et d'autres manifestations artistiques) dévoilent les vicissitudes des priorités de Moscou à l'égard de Cuba et du Chili. Le phénomène que nous avons analysé constitue aussi une preuve tangible de la manière dont ces contacts évoluent en fonction des réalités politiques. À Cuba, un pays allié qui s'insère pleinement dans la voie du socialisme, la « pénétration artistique » de la superpuissance s'accroît et se consolide grâce à des volontés officielles. Bien que ce processus s'atténue un peu au cours des phases de plus haute tension (surtout entre 1966 et 1968), les liens demeurent indubitablement plus importants qu'avec Santiago. Mais, concernant le cas chilien, il est fondamental de faire une distinction, plus qualitative que quantitative, entre les rapports culturels avant et après 1970. En effet, les acteurs qui participent et incitent à un renforcement des échanges ont changé. Alors que l'administration Frei porte un regard méfiant envers certaines organisations (dont les instituts Chili-URSS) et craint un débordement incontrôlé de la propagande soviétique, les années de l'Unité populaire témoignent de l'installation d'une logique bien différente. Désormais contractualisés au niveau des États et gérés par une commission binationale, les échanges entrent dans une phase plus politisée, similaire au fonctionnement qui détermine les interactions entre Moscou et La Havane. Ainsi, le changement de méthodes qui fait suite à l'ascension politique d'Allende, le rôle d'agents non-étatiques sous Frei, la croissance exponentielle des rapports soviéto-cubains au début de la décennie 1960 – puis au temps de la « normalisation » (1968-1973) – et, finalement, l'amoindrissement relatif dans les années de

[1234] *Ibid.*, pp. 203-205.
[1235] *Ibid.*, pp. 196-208.

crise avec le régime castriste, sont autant de signes éloquents qui montrent que l'évolution des contacts artistiques a bien fluctué au gré des considérations politiques.

Suivant la première acception de la notion de « culture » que nous avons développée dans l'introduction (l'ensemble de productions humaines susceptibles d'acquérir une importance idéologique)[1236], nous constatons que les matériels transmis et reçus revêtent une importance politique, devenant pour certains un « instrument » de diplomatie (URSS) et, pour d'autres, une influence qu'il convient d'estomper (gouvernement de Frei) ou de stimuler (gouvernement d'Allende et de Castro). Il est vrai, toutefois, que maints acteurs du processus agissent en vue de favoriser un rapprochement culturel sans pour autant viser des objectifs stratégiques particuliers. C'est le cas de quelques artistes qui, sans être de gauche, s'engagent dans les instituts d'amitié avec l'URSS ou de Soviétiques désirant ardemment connaître l'Amérique latine pour découvrir un monde mystérieux et lointain. Tout ceci nous invite à examiner ce phénomène d'un œil plus attentif et à le comprendre dans toutes ses ambiguïtés et contradictions. Sans nier l'existence de motivations idéologiques de la part des États, il est essentiel, nous semble-t-il, de distinguer les intérêts officiels des sensibilités et des attentes sociales, qui s'avèrent d'ailleurs souvent divergentes. Comme le souligne pertinemment Peter Burke, il faut éviter de reproduire une vision fragmentaire de la culture, incapable d'expliquer la manière dont nous engendrons nos propres synthèses individuelles ou collectives[1237]. En effet, le produit culturel importé n'est jamais consommé de façon tout à fait passive ; il fait l'objet d'une « appropriation nouvelle » qui débouche sur une réinterprétation du message initial. Même si c'est la « conjoncture du contexte d'accueil » qui détermine ce que l'URSS souhaite transmettre dans chaque pays[1238], nous verrons dans le chapitre suivant que la présence culturelle en Amérique latine a produit des représentations complexes, parfois ambivalentes, échappant souvent aux associations abusives entre politique et culture.

[1236] Voir, par exemple, SOUTOU, Georges-Henri, « Conclusion », *op. cit.*
[1237] BURKE, Peter, *Formas de historia cultural*, Madrid, Editorial Alianza, 2000, p. 264.
[1238] ESPAGNE, Michel, *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris, PUF, 1999, pp. 21-23.

Chapitre VII

Culture et imaginaires : les représentations sociales en Amérique latine vis-à-vis « du soviétique »

> Je viens d'un tout petit pays – lui a dit Pedro. Tania a ensuite traduit. Un pays qui commence seulement à faire le socialisme.
> L'homme ivre a répondu. Tania a dû traduire à nouveau :
> -J'espère que vous n'allez pas le faire comme ici.
> Pedro semblait décontenancé et je lui ai dit :
> -Partons, mec.
> Et nous avons salué nos hôtes et, comme quand nous avions pêché des *tomoyos* à Isla Negra, on s'est dirigé vers l'arrêt de bus. On ne disait rien. Mes mains dans les poches et avec un serrement de gorge, je marchais, frappais les pierres que je croisais dans la rue, tout en mordant mes gros mots, et non seulement à cause du mec des harengs mais à cause de tout, car je m'étais rendu compte que c'est partout pareil, même dans les vignes du Seigneur[1239].

Comme le souligne Marie-Pierre Rey, rares sont les pays au XX^e^ siècle qui alimentent autant de mythes, autant de regards fantasmagoriques, que la Russie soviétique[1240]. Ce phénomène, nous semble-t-il, est d'autant plus puissant en Amérique latine, un territoire lointain et historiquement détaché de la sphère de l'Est. Les échanges culturels – la transmission d'objets symboliques et la présence de part et d'autre d'individus – contribuent à forger des imaginaires qui se transmettent au sein des sociétés en fonction des contextes locaux. Dans la Cuba actuelle, l'écrasante majorité des habitants a au moins un membre de la famille ayant eu la possibilité de séjourner en URSS. Contrairement au Chili, où les liens avec l'Est furent plus sporadiques, tous les Cubains sans exception se sentent concernés, direct ou indirectement, par l'URSS. Si le rapprochement autorise un renforcement des interactions sur le territoire chilien, ces dernières sont relativement faibles par rapport à celles de l'île des Caraïbes. Cet écart détermine naturellement les singularités des représentations collectives qui évoluent de manière bien différente dans les deux pays. Alors que dans la Cuba castriste, la

[1239] DÉLANO, Poli, *Por las calles del mundo*, Santiago, Mago, 2009, p. 195.
[1240] REY, Marie-Pierre, « L'Europe occidentale dans les représentations politiques et mentales des décideurs soviétiques », in FRANK, Robert, *Images et imaginaire dans les relations internationales*, *op. cit.*, p. 157.

proximité et la dépendance croissante vis-à-vis de l'URSS incitent souvent à la prudence et créent de fortes appréhensions envers la culture soviétique, au Chili, la qualité et le caractère exceptionnel des manifestations propagent une image « adoucie » de l'Est et relativisent les préjugés politiques.

7.1.-Admiration, assimilation et résistances à l'égard « du soviétique » : les ambivalences des relations Cuba-URSS

Bien qu'à Cuba les tensions à l'égard du modèle soviétique demeurent profondes, il serait erroné de nier l'existence de secteurs éprouvant une admiration envers Moscou. Ces cercles de fidèles sont souvent liés au PSP, un parti qui dès ses origines fait de l'URSS son modèle d'inspiration. Avec le temps, les défenseurs de la puissance socialiste se multiplient et incluent notamment les Cubains qui ont été séduits lors d'un séjour en URSS. Ainsi, dans la seconde moitié des années 1960, les ex-boursiers et d'autres visiteurs assidus viennent élargir les rangs des « compagnons de route ». Cependant, tous ces voyages ne débouchent pas forcément sur des impressions positives. Nous observerons que les représentations critiques demeurent fortes au sein de la communauté. La méfiance à l'égard d'un système politique et culturel jugé rigide, les tensions idéologiques entre les gouvernements, le sentiment anticommuniste d'avant 1959 et la persistance de stéréotypes, sont quelques-uns des facteurs expliquant l'ampleur des appréhensions. Les regards divergents font exploser maintes polémiques publiques qui révèlent, direct ou indirectement, la disparité des positions vis-à-vis « du soviétique ».

7.1.1.-Un milieu culturel divisé : les polémiques autour de l'assimilation du modèle soviétique

Avant l'éclatement révolutionnaire, à Cuba comme dans toute l'Amérique latine, les préjugés anticommunistes sont nombreux et passionnés. Si les militants du PSP croient avec ardeur en « l'avenir radieux » du monde soviétique, la plupart méconnaissent profondément la

réalité de l'Est ou entretient une vision entourée d'ombres. Valerio Panal, qui se fait sa propre idée lors de son séjour d'étude à partir de 1964, se rappelle qu'à Cuba il était fréquent d'entendre que « les Russes mangeaient des hommes »[1241]. Le cosmonaute cubain Arnaldo Tamayo Méndez confirme cette appréciation dans une hilarante anecdote contée dans ses mémoires. Quand *mamá Mariana*, sa grand-mère, apprend son départ imminent vers l'URSS, elle s'est mise à « pleurer en silence ». Selon Tamayo Méndez, cette réaction s'explique par l'influence du « courant anti-communiste » qui disséminait avant 1959 des commentaires tels que : « 'là-bas on tue les enfants, on les mange, on les envoie à Cuba en boîtes de conserve', parmi un tas d'autres sottises mensongères »[1242]. Quand les produits soviétiques commencent à se commercialiser davantage, après la révolution castriste, ces rumeurs s'accentuent et « incroyablement ma grand-mère a cessé d'ingérer de la *carne rusa* [viande de bœuf en conserve] » : « elle craignait d'être en train de manger son petit-fils chéri »[1243].

Même parmi les habitants qui soutiennent avec conviction les efforts révolutionnaires des « barbudos », les sensibilités anti-communistes restent importantes. « Je suis fidéliste, pas communiste », soulignait la grand-mère de Xiomara García, une jeune étudiante qui part à Moscou vers la fin 1963[1244]. D'autres simplement n'ont guère de connaissances sur l'Est. Interrogé sur l'image qu'il avait de la réalité soviétique avant son départ en 1961, le traducteur Juan Luis Hernández Milián confesse que « jamais mon esprit ne s'est préoccupé de savoir ce qu'était la Russie. Rappelle-toi que quand je monte sur le bateau, je ne connaissais aucun mot de russe »[1245]. De fait, dans une île située dans les Caraïbes, dominée avant 1959 par l'omniprésence de la culture américaine, rares sont les références sérieuses sur l'URSS. Dans la mesure où les relations avec Moscou se consolident, beaucoup décident de traverser la frontière Est-Ouest. Mais leur motivation est surtout liée au désir d'éprouver l'expérience du voyage plutôt qu'à l'espoir de découvrir le « paradis communiste ».

Au sein des milieux intellectuels, les généralisations sont aussi très courantes et conditionnent un regard méfiant envers la culture soviétique. La vision réductrice d'une pratique circonscrite aux paramètres du « réalisme socialiste » pousse de nombreux Cubains à juger sévèrement les créations artistiques de l'Est. À l'inverse, les sympathisants de l'URSS défendent coûte que coûte le modèle du « frère aîné » et souhaitent que leur pays suive la même ligne. C'est le cas de Juan Marinello, un poète cubain qui fut aussi ministre du PSP

[1241] Entretien de l'auteur avec Valerio Panal, La Havane, 11 avril 2014.
[1242] TAMAYO MÉNDEZ, Arnaldo, *Un cubano en el cosmos*, *op. cit.*, p. 51.
[1243] *Ibidem.*
[1244] Entretien de l'auteur avec Xiomara García, La Havane, 9 juillet 2015.
[1245] Entretien de l'auteur avec Juan Luis Hernández Milián, Matanzas, 8 mars 2014.

dans les années 1940 et qui réédite en 1960 un ouvrage controversé : *Conversación con nuestros pintores abstractos* [« Conversation avec nos peintres abstraits »]. À l'instar de Nikita Khrouchtchev, farouche adversaire des tendances abstraites[1246], Marinello cherche à dénoncer la « prison » dans laquelle certains peintres se trouvent enfermés. Pour lui, il est nécessaire de dissuader ceux qui « s'amadouent dans une forme aseptique, froide, faussement intellectuelle, abstraite, qui obstrue les voies de l'émotion et de la grandeur » afin d'aboutir à une « peinture digne de notre peuple »[1247].

Ainsi, en présence de deux visions contradictoires qui se font face, les cercles intellectuels de l'île tendent à se diviser, donnant lieu à de multiples débats associés, d'une manière ou d'une autre, à la pertinence du modèle soviétique. Il est important de faire référence à quelques-unes de ces discussions puisqu'elles révèlent certains traits des représentations vis-à-vis du monde au-delà du « rideau de fer ». Pendant que certains souhaitent voir Cuba suivre un chemin inspiré de la politique culturelle du Kremlin, d'autres privilégient un modèle indépendant et décidemment opposé aux codes inflexibles du « réalisme socialiste ». La grande majorité des querelles des années 1960 éclate par l'incompatibilité de points de vue sur la forme que l'art doit prendre pour aider le processus révolutionnaire. Derrière les arguments se cachent souvent des positions divergentes relatives à l'assimilation du modèle soviétique. Face à des opinions comme celle de Juan Marinello sur l'abstractionnisme, inévitablement liées aux théories prépondérantes en URSS, des artistes locaux réagissent pour défendre une perspective plus large de la culture.

Dans une réponse voilée à l'ouvrage de ce dernier, l'un des précurseurs de la science-fiction cubaine, Óscar Hurtado, publie un article pour indiquer que la pluralité « est le produit de la dynamique de l'homme et de l'univers ». Il est donc inutile de diviser les courants en « réalistes, surréalistes, abstraits pour ensuite les refuser en fonction de leur utilité », car cela impliquerait de « séparer les parties du tout pour attribuer une dimension totale à la

[1246] Plusieurs anecdotes rendent compte de l'hostilité de Nikita Khrouchtchev envers l'art abstrait. Lors de « l'exposition du Manège » en 1962, les œuvres de l'atelier-école d'Eli Belioutine, un ancien membre de l'Union des artistes expulsé à cause de sa défense de l'abstraction, sont grossièrement rejetées par Khrouchtchev. Alors que Mikhaïl Souslov s'écrie « il faut les étrangler ! », le Premier secrétaire du PCUS exclame : « C'est de la merde ! », avant de qualifier les jeunes peintres de « pédérastes ». Suite à cet épisode, la critique soviétique officielle applique aux artistes concernés l'étiquette « d'abstrait », un concept considéré comme péché idéologique car, selon la définition de l'Académie des arts, « l'abstraction n'est pas une forme, mais une idéologie, c'est une catégorie idéologique ». PODZEMSKAIA, Nadia, « Provocation et dissidence dans l'art soviétique », in DARRAGON, Éric (éd.), *La provocation : une dimension de l'art contemporain (XIX^e^-XX^e^ siècles)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, pp. 54-57.

[1247] MARINELLO, Juan, "Ese tiempo ha llegado", in *Hoy Domingo*, 19 mai 1960, p. 5.

partie »[1248]. Suite à un cycle d'auditions musicales organisé par l'UNEAC en 1961, les compositions des Cubains enflamment une controverse alimentée par les critiques des visiteurs allemands et soviétiques. La polémique concerne surtout la position des musiciens « plus avancés » de l'île qui ont

> « …exposé leur critère selon lequel le développement de techniques et de styles nouveaux – comme le dodécaphonisme, la musique aléatoire, le micro-tonalisme, l'athématisme, la musique concrète et l'électronique – constituent des conquêtes de l'humanité qui, dépouillées de toute orthodoxie et dogmatisme, peuvent être exploitées par les compositeurs de notre ère pour enrichir leurs travaux »[1249].

Ici, la posture des invités de l'Est, qui manifestent leur appréhension à l'égard de « l'avant-gardisme » des Cubains, renforce les préjugés locaux envers le manque d'innovation de l'art soviétique. Elle dévoile également la brèche qui sépare les milieux artistiques de part et d'autre de l'océan Atlantique. De fait, dans ces premières années révolutionnaires – avant l'établissement d'une politique culturelle contrôlée par les pouvoirs étatiques – un esprit de liberté et d'expérimentation incessante s'empare de plusieurs artistes. Cette « ébullition » s'exprime par la recherche de références intellectuelles diverses donnant accès à des œuvres d'écrivains vilipendés par Moscou. Nous avons vu que le surréalisme était ouvertement apprécié dans les cercles littéraires. Le Théâtre de l'absurde[1250] trouve aussi sa place dans des revues de l'île, où l'on peut lire, par exemple, des commentaires d'Eugène Ionesco[1251]. Même les déclarations controversées d'Alain Robbe-Grillet se diffusent à Cuba. *Casa de las Américas* reproduit en 1964 un article du Français qui constitue un affront direct à la notion « d'art révolutionnaire » dominante en URSS : Robbe-Grillet reconnaît que « du point de vue de la société », ses romans « ne servent pas à grand-chose » et conclut que la politisation de la littérature n'est que « le respect des règles, la réduction de la pensée à des stéréotypes, la terreur panique à toute contestation »[1252].

[1248] HURTADO, Óscar, "El arte abstracto", in *Casa de las Américas*, n°2, août-septembre 1960, pp. 80-81.
[1249] *Casa de las Américas*, n°9, novembre-décembre 1961, p. 122.
[1250] Comme le démontre David Caute, le Théâtre de l'absurde est accusé par les responsables de la politique culturelle de Moscou de constituer un « art décadent ». Ce regard méfiant est particulièrement hostile dans le cas d'Eugène Ionesco, un dramaturge qui se qualifiait « d'anarchiste de droite » et qui, pour répondre aux critiques, prévenait contre le risque de réduire les manifestations esthétiques à un langage de propagande. CAUTE, David, *The Dancer Defects*, *op. cit.*, pp. 337-340.
[1251] IONESCO, Eugène, "El teatro de vanguardia", in *Casa de las Américas*, n°4, janvier-février 1961, pp. 17-24.
[1252] ROBBE-GRILLET, Alain, "La literatura perseguida por la política", in *Casa de las Américas*, n°26, octobre-novembre 1964, pp. 152-154.

Dans ce contexte d'effervescence culturelle, il est donc compréhensible que pour certains Cubains, les pratiques esthétiques du « réalisme socialiste » peuvent sembler quelque peu désuètes. Quand Lisandro Otero – un homme de lettres qui remporte en 1963 un important prix littéraire de l'île pour son roman *La situación* – est interrogé sur la littérature soviétique, il déclare que

> « …Marx n'a jamais parlé de réalisme socialiste. Lénine non plus. Le réalisme socialiste […] fut énoncé par Jdanov au cours du Premier congrès des écrivains soviétiques de 1934. Les résultats se sont avérés jusqu'à présent très négatifs »[1253].

Des leaders politiques de premier rang émettent, eux aussi, de sérieuses réserves à l'égard des conceptions artistiques de l'URSS. Dans un ouvrage retentissant, Che Guevara estime que le « réalisme socialiste » a été édifié « sur les bases de l'art du siècle passé » et est, par conséquent, susceptible de mettre « une camisole de force à l'expression artistique de l'homme qui naît et se construit aujourd'hui »[1254]. Même le communiste de longue date et l'un des hommes les plus influents du régime, Carlos Rafael Rodríguez, nie l'existence d'un art réellement « réactionnaire ». Il avoue avoir défendu le « réalisme socialiste » mais, à présent, il a pris conscience « de toutes les mauvaises choses » que cette doctrine représente[1255].

Dans les années 1960, l'identification de l'activité créatrice en URSS aux définitions rigides du « réalisme socialiste » contribue à entretenir une vision peu attirante de la culture soviétique. D'autres personnalités, cependant, surtout des sympathisants du PSP, prônent une forme d'art plus bornée, agissant en fonction des impératifs idéologiques. C'est le cas de Blas Roca, ancien militant PSP et interlocuteur privilégié du Kremlin[1256], à l'origine, en décembre 1963, d'une vive polémique sur la pertinence de projeter des « films occidentaux » (tels que *La Dolce Vita* de Federico Fellini, *Accattone* de Pier Paolo Pasolini ou *L'Ange exterminateur* de Luis Buñuel). Dans la rubrique *Aclaraciones* du journal communiste *Hoy*, Blas Roca, se faisant écho de commentaires qui circulent dans son milieu, critique les messages portés par les films ; des messages qui s'avèrent, selon lui, nocifs dans « l'édification d'une nouvelle société où l'individualisme doit laisser la place au collectif ». Mais si B. Roca considère que

[1253] FORNET, Ambrosio, "Entrevista con Lisandro Otero", in *La Gaceta de Cuba*, n°14-15, mars 1963, p. 4.
[1254] GUEVARA, Che, « Le socialisme et l'homme à Cuba », in GUEVARA, Che, *Le socialisme et l'homme : écrits politiques*, Bruxelles, Aden, 2006, pp. 132-133.
[1255] RODRÍGUEZ, Carlos Rafael, "Problemas del arte en la Revolución", in *Revolución y Cultura*, n°1, octobre 1967, pp. 30-31.
[1256] Sur le rôle de Blas Roca dans le processus de consolidation des rapports soviéto-cubains, voir l'ouvrage riche en détails : FURSENKO, Aleksandr et NAFTALI, Timothy, *"One Hell of Gamble"*, *op. cit.*

les valeurs des œuvres de Fellini, Pasolini et Buñuel « ne sont pas recommandables pour notre peuple »[1257], le directeur de l'ICAIC Alfredo Guevara pense, quant à lui, qu'elles sont nécessaires pour « pénétrer le monde dans toutes ses subtilités »[1258]. Sans oublier de reconnaître l'existence d'un « abîme » profond qui sépare les avis des Cubains sur le problème de la « signification de la culture », A. Guevara riposte en soulignant que « l'art n'est pas de la propagande ». Ici, ce qui nous interpelle davantage, c'est qu'une nouvelle fois la vision restreinte de Roca est conçue comme un prolongement des doctrines du « réalisme socialiste » :

> « Ce n'est pas la première fois que nous entendons ces 'chants de sirènes' : le héros positif, la nécessité d'une fin joyeuse, la morale constructive, l'élaboration d'archétypes, en un mot, ledit réalisme socialiste. […] On nous présente comme réaliste et socialiste un art souvent réactionnaire, un art-opium, assoupissant ou excitant, dans lequel on offre aux spectateurs ou aux lecteurs des archétypes abstraits – vraiment abstraits –, comparables à la fausseté et l'irréalité des meilleurs personnages de Corín Tellado. […] Si, comme on nous le recommande, nous nous limitions à projeter des œuvres d'agitation, […] la multiplicité des chemins […] serait substituée par une propagande édulcorée avec des formules esthétisantes. Le public, quant à lui, serait réduit à une masse de 'bébés' alimentés de 'bouillie idéologique' par des infirmières maternelles »[1259].

Pour le réalisateur Manuel Pérez Paredes, qui compare le point de vue de Blas Roca à une « fatale conception d'inspiration soviétique de l'époque de Staline »[1260], cette polémique dépasse largement le problème du contenu de quelques films occidentaux. Nous partageons l'avis du cinéaste selon lequel nous sommes face à deux opinions incompatibles sur la manière dont l'art doit contribuer à inculquer le socialisme à Cuba. Il s'agit de différentes formes de concevoir le rôle de la culture dans le processus révolutionnaire : d'une part, un projet plus flexible et indépendant qui met en valeur la diversité de l'art occidental, et, d'autre part, un modèle plus contrôlé, sans doute inspiré de la politique de Moscou. Ainsi, dans ces premières années de régime castriste, le monde intellectuel va se fragmenter en diverses sensibilités qui reflètent des représentations opposées par rapport à la culture soviétique. Selon Graziella Pogolotti, cette scission s'est accentuée lors de la proclamation du caractère

[1257] "Preguntas sobre películas", in POGOLOTTI, Graziella (éd), *Polémicas culturales de los 60*, La Habana, Letras Cubanas, 2007, pp. 145-148.
[1258] "Alfredo Guevara responde a las *Aclaraciones*, HOY-La Habana, miércoles 18 de diciembre de 1963", in GUEVARA, Alfredo, *Revolución es lucidez*, La Habana, ICAIC, 1998, p. 204.
[1259] *Ibid.*, pp. 204-205.
[1260] PÉREZ PAREDES, Manuel, "El ICAIC y su contexto entre 1959 y 1963: Nacimiento, primeros pasos, primeros contratiempos…", in *Conquistando la utopía: El ICAIC y la Revolución 50 años después*, La Habana, Ediciones ICAIC, 2010, p. 61.

socialiste de la révolution, en avril 1961. Dans les arts plastiques, où l'influence des avant-gardes demeure puissante parmi les artistes, ces divisions s'avèrent profondes. Même dans le courant dit « didactique » – continue Pogolotti –, celui qui privilégie la dimension sociale et éducative de l'art, deux traditions se font face : la « réaliste socialiste » et la seconde, « de plus grande portée en Amérique latine », influencée par le muralisme mexicain[1261].

Dans le domaine cinématographique, trois tendances tentent aussi d'imposer leurs formules[1262]. Les militants proches du communisme orthodoxe, dont plusieurs responsables du Conseil national de la culture (CNC), cherchent à écarter les manifestations susceptibles de propager des messages « antirévolutionnaires ». Face à eux, les autorités de l'ICAIC ambitionnent d'obtenir le monopole de la production et de la programmation à travers une politique plus ouverte mais pas tout à fait dépourvue de dogmatisme. D'ailleurs, quand Alfredo Guevara et ses collaborateurs parviennent à faire censurer le documentaire *PM* (mai 1961)[1263], ils réussissent finalement à s'imposer à un troisième courant : celui qui agit autour du journal *Lunes de Revolución*. De fait, l'énorme polémique qui éclate suite à la diffusion de *PM* reflète éloquemment les tensions dans le milieu culturel ainsi que la diversité des approches.

Les artistes liés à *Lunes* forment le secteur le plus libéral. Défenseurs d'une grande autonomie vis-à-vis du politique, ils ont pour la plupart une image négative du modèle soviétique et brandissent les principes de la diversité et de l'indépendance. Très influents dans les premières années de la révolution, ils seront petit à petit mis à l'écart dans la mesure où l'État assume un rôle plus actif. Leur journal *Lunes de Revolución,* où quasiment toutes les sensibilités trouvent leur place (« du surréalisme à l'existentialisme »[1264]), atteint une diffusion de 250 000 exemplaires, qui en fait le supplément le plus important de l'histoire latino-américaine[1265]. Mais, à la mi-1961, les tensions entre les différents secteurs de la culture provoquent la disparition de la revue en faveur d'un art plus idéologique. Lors des

[1261] POGOLOTTI, Graziella, *Dinosauria soy*, *op. cit.*, pp. 118-119.
[1262] PÉREZ PAREDES, Manuel, "El ICAIC y su contexto", *op. cit.*, pp. 53-54.
[1263] Le documentaire *PM*, réalisé par les collaborateurs de *Lunes de Revolución*, Sabá Cabrera Infante et Orlando Jiménez Leal, décrit la vie nocturne de La Havane. Ce film, d'une durée de 16 minutes, offre selon les membres de l'ICAIC qui parviennent à le censurer, un cadre « qui appauvrit, défigure et dénature l'attitude du peuple cubain contre les attaques astucieuses de la contre-révolution ». En définitive, la prohibition de *PM* n'est que le prétexte qui a permis à l'ICAIC d'imposer ses critères en matière de politique cinématographique. Suite aux discussions, Fidel Castro, sans avoir vu le documentaire, soutient le projet plus politisé d'Alfredo Guevara et ses collaborateurs. DEL VALLE, Sandra, "Definirse en la polémica: *PM, Cecilia* y *Alicia*…", in *Conquistando la utopía*, *op. cit.*, pp. 63-71.
[1264] ARTAZAR, Kepa, "El Ejercicio de Pensar: The Rise and Fall of *Pensamiento Crítico*", in *Bulletin of Latin American Research*, vol. 24, n°103, 2005, p. 351.
[1265] WILLIAM, Luis, *Lunes de Revolución: literatura y cultura en los primeros años de la Revolución cubana*, Madrid, Verbum, 2003, p. 21.

réunions qui déterminent la clôture de *Lunes*, présidées par des militants PSP, les intellectuels sont accusés « d'être ennemis de l'Union soviétique et de provoquer une division au sein de la révolution »[1266]. Les dispositions envers l'URSS sont, en partie, à l'origine de cette marginalisation. Le poète Pablo Armando Fernández, qui voyage en URSS en 1960, tire des conclusions très négatives de son séjour : « cela m'a effrayé », reconnaît-il. À son retour, il commence à critiquer ouvertement l'URSS avant d'être réprimandé[1267]. Le dramaturge Antón Arrufat estime que Moscou a voulu imposer son modèle à Cuba, incitant à un resserrement des possibilités artistiques. L'auteur, qui sera exclu du monde littéraire entre 1968 et 1981, croit aujourd'hui que ce sont les influences du système soviétique qui ont poussé à une centralisation de la culture autour d'une institution unique[1268]. Nous constatons donc que le rétrécissement de la richesse culturelle est associé par certains acteurs à la politisation du régime et à l'essor des rapports avec Moscou.

Ainsi, les artistes qui conservent une image hostile à l'égard du monde socialiste sont progressivement mis à l'écart des plus hautes responsabilités. Bien qu'une certaine forme de liberté d'expression perdure jusqu'à la fin des années 1960, le rapport au monde soviétique devient graduellement un élément décisif pour se faire une place à l'intérieur de la révolution. Cependant, la décennie 1960 voit le surgissement d'intenses désaccords politiques entre La Havane et Moscou, visibles surtout entre 1962 et 1968. Dans ce climat tendu, quand Fidel Castro lui-même n'hésite pas à interpeler les alliés de l'Est, les appréhensions vis-à-vis « du soviétique », on le verra, sont loin de disparaître.

7.1.2.-Malgré l'alliance politique, les appréhensions demeurent

L'un des reproches le plus souvent adressés aux Soviétiques est celui de leur incapacité de saisir réellement la réalité de l'île. Pour certains Cubains, les représentants de la puissance socialiste portent un regard jugé « exotique » et maintiennent des opinions stéréotypées sans chercher à mieux pénétrer dans l'identité du pays. L'image d'une superpuissance prête à aider au développement de Cuba mais ne faisant guère d'efforts suffisants pour comprendre les

[1266] *Ibid*., p. 51.
[1267] "Pablo Armando Fernández: Dentro del juego", in PADURA, Leonardo et KIRK, John (éds.), *La cultura y la revolución cubana. Conversaciones en La Habana*, San Juan, Editorial Plaza Mayor, 2002, p. 162.
[1268] "Antón Arrufat: Un escritor al que sigue latiendo el corazón", in *Ibid*., pp. 72-73.

singularités sociales se répand. Beaucoup croient identifier ce phénomène dans les manifestations culturelles ayant trait à la nation caribéenne. C'est notamment le cas d'Enrique Pineda Barnet qui, lors de son séjour moscovite en 1962, assiste à une représentation de *El cumpleaños de Teresa*. Il s'agit d'une pièce de théâtre qui, « malgré ses bonnes intentions », n'était qu'une « succession d'erreurs chargée de mauvais goût et de déformations subjectives et pittoresques sur la réalité cubaine »[1269]. Ses expériences dans le tournage de la coproduction de M. Kalatozov, *Soy Cuba*, n'adoucissent pas les réticences du cinéaste : selon Pineda Barnet, « Staline Kalatozov », comme il le qualifie pour sa froideur, ne souhaitait pas rencontrer la population. Il restait assis dans la voiture et scrutait de loin les paysages susceptibles d'être utilisés pour le film[1270]. Quant à la relation avec Evgueny Evtouchenko, avec qui il partage la tâche de rédiger le scénario, Pineda admet ne pas avoir eu la même vision du message qu'il fallait transmettre : « le plus difficile avec lui c'était nos optiques, nos tempéraments différents et nos styles divergents »[1271].

Parmi les différentes expressions culturelles qui surgissent pour faire preuve de « l'amitié », la littérature, on l'a vu, occupe une place importante. Des traductions d'auteurs cubains s'éditent de plus en plus à Moscou. Mais, ici aussi, les intellectuels de l'île trouvent des raisons de ne pas être tout à fait satisfaits. Quand, en 1963, le spécialiste de littérature hispano-américaine, Lev Ospovat, publie un compte rendu d'une anthologie cubaine dans la revue soviétique publiée en espagnol, *Cultura y Vida*, les poètes Roberto Fernández Retamar et Fayad Jamís lui adressent une lettre pour lui faire part de leurs objections. D'après les signataires, l'article reproduit une erreur en associant leur œuvre à la « génération intermédiaire » : celle qui « est arrivée à la courageuse poésie civique suite à une phase de pessimisme et d'isolement »[1272]. Dans un contexte de ferveur militante, ce que les Cubains reprochent à L. Ospovat c'est de nier le caractère social de leur poésie prérévolutionnaire. Selon eux, « avant cet événement décisif, notre poésie s'était déjà rapprochée de la réalité, dans un processus que la révolution n'a fait que précipiter ». Le Soviétique « confond les générations » : « Comment peut-on nous situer dans la génération intermédiaire, soit dans la même catégorie d'écrivains de cinquante ans qui ont une œuvre à part entière ? ». Puis, ils concluent : « nous sommes la génération contemporaine de Fidel Castro et nous espérons que, dès lors, vous nous donniez la joie d'être appelés la 'génération de la révolution' »[1273].

[1269] PINEDA BARNET, Enrique, "Después de pasar un charco", in *Cine Cubano*, n°9, 1962, p. 64.
[1270] Entretien de l'auteur avec Enrique Pineda Barnet, La Havane, 15 avril 2014.
[1271] Cité in PUÑALES-ALPÍZAR, Damaris, *Escrito en cirílico*, *op. cit.*, p. 289.
[1272] "Aclaraciones: dos cartas", in *Unión*, n°8-9, septembre-décembre 1963, p. 110.
[1273] *Ibid.*, pp. 110-112.

Humblement, le professeur soviétique répond quelques semaines plus tard pour présenter ses excuses et reconnaître son erreur[1274].

Le meilleur exemple d'incompréhension de la part des Soviétiques est sans doute celui de *Soy Cuba*. Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre précédent, la presse spécialisée et le public ont très mal réagi lors de la sortie de la coproduction en 1964. L'œuvre de Kalatozov a été vivement accusée de répandre des stéréotypes sur l'histoire cubaine et de présenter une image exotique du pays. Ces arguments sont, par ailleurs, compréhensibles. Le film débute par un long plan aérien captant le territoire caribéen en plongée. L'île apparaît dépourvue de trace de civilisation, comme un territoire sauvage, inhabité. L'impression d'exotisme s'accentue par des sons de tambours qui rappellent davantage les danses tribales africaines que les rythmes de la musique cubaine. Soudain, une voix féminine prononce l'expression qui donne le titre au film : « Soy Cuba » (« Je suis Cuba »). Cette phrase se répétera de manière incessante tout au long des 140 minutes de la réalisation, à des moments qui sont censés représenter l'essence de l'identité cubaine. Les scènes s'enchaînent dans une suite d'archétypes et d'explosions dramatiques où l'on voit apparaître le « méchant capitaliste » et ses acolytes cubains, les prostituées d'avant la révolution ou les agriculteurs exploités par « l'impérialisme du dollar ». Ainsi, malgré les efforts de Mikhaïl Kalatozov, qui souhaite « pénétrer l'esprit du peuple »[1275], cette tentative de déceler une dimension profonde du pays sera ardemment critiquée par les spectateurs.

Il est important d'examiner ce type de sources audiovisuelles pour nous interroger sur les imaginaires des Cubains. D'une part, la massification « du visuel » dans les sociétés contemporaines doit nous pousser à prendre davantage en considération le rôle des images pour éclairer la structuration de représentations collectives. D'autre part, la participation du public cinématographique, bien plus nombreux que celui d'autres formes artistiques, nous incite à évaluer les perceptions que les films peuvent induire chez les spectateurs[1276]. Dans une nation comme Cuba, où les long-métrages locaux restent limités par les difficultés budgétaires et où les œuvres étrangères se font rares à cause du blocus américain[1277], une

[1274] *Ibid.*, p. 112.
[1275] PINEDA BARNET, Enrique, "Después de pasar un charco", in *Cine Cubano*, n°9, 1962, p. 61.
[1276] Sur l'importance d'appliquer les images dans une histoire contemporaine des représentations politiques, voir DELPORTE, Christian, *Images et politique en France au XX^e siècle*, Paris, Nouveau monde éditions, 2006, pp. 7-18.
[1277] Pour se faire une idée de la place du cinéma local et étranger dans la programmation de l'île, il est intéressant de noter qu'en 1964, l'année de la sortie de *Soy Cuba*, sept films cubains (dont trois coproductions) ont été projetés pour la première fois sur les écrans. Quant aux œuvres ouest-européennes (majoritairement françaises et italiennes), elles se limitent à 34 d'un total de 192. Seulement deux productions latino-américaines et quatre

coproduction comme *Soy Cuba* est à même de susciter un large intérêt de la communauté. Bien que tous les habitants n'assistent pas aux représentations, les commentaires – très majoritairement négatifs – ont pu rapidement se répandre, diffusant un sentiment d'hostilité envers le film, encore perceptible de nos jours. Pour la critique ukrainienne Zoia Barach, qui travaille à La Havane lors de la sortie de *Soy Cuba*, l'échec s'explique par « l'incompréhension » d'un public habitué à des films plus courts : « on critiquait toujours au cinéma soviétique son rythme considéré trop lent »[1278]. Selon le cinéaste Manuel Pérez Paredes, l'incompatibilité de sensibilités esthétiques est au centre des désaccords. À ce stade, quand les traces des influences du cinéma étatsunien sont encore patentes, les Cubains n'étaient pas encore prêts à assimiler le style singulier du « septième art » soviétique : les « dynamiques », les « rythmes narratifs » n'étaient pas les même, conclut Manuel Pérez[1279].

Mais l'argument le plus régulièrement invoqué est celui qui souligne l'inadaptation de l'image « exotique » donnée par Kalatozov. Pratiquement toutes les personnalités que nous avons interviewées ont visionné le film et ont ressenti une forte réticence. Aujourd'hui, malgré la « redécouverte » de *Soy Cuba*, qui s'est transformé en une œuvre culte, ils maintiennent leur première impression et continuent à considérer la coproduction comme un indice de l'incapacité des anciens « alliés » à cerner la réalité de l'île. Interrogé à ce propos, Ambrosio Fornet n'oublie pas l'impact de cet échec « total et absolu ». Il qualifie les dialogues de « discours réaliste socialiste » avant de s'exclamer : « qu'est-ce que c'est que ça ! Les Cubains ne parlent pas comment ça, *chico* ! »[1280]. Le critique de *Bohemia*, Luis López, est particulièrement dur envers l'argument de *Soy Cuba*. Pour lui, il s'agit d'une « escroquerie totale, d'un échec artistique bruyant » ou encore « d'une incroyable et monstrueuse déformation ». Il accuse surtout la « caméra insupportable et faussement audacieuse d'Ouroussevski », la « faible position dialectique » du scénario qui tend à diviser les personnages en deux groupes antagonistes et l'utilisation abusive de certains symboles nullement originaux (comme la colombe blanche qui meurt dans la scène des manifestations étudiantes). De surcroît, ce qui se trouve au cœur du commentaire de López est l'absence de fidélité historique ; autrement dit, l'incapacité des Soviétiques à saisir l'essence de l'histoire. À la place, le film propose une « approximation anecdotique » qui, augure-t-il, ne plaira pas aux spectateurs : « ils savent que ce caractère nous est étranger. Que rien ne fut ainsi. Que rien

japonaises sortent en salle cette année. Le reste est composé de films provenant des pays socialistes, dont 43 de l'URSS. Archives ICAIC, dossier « Estrenos comerciales de Cuba 1964 ».

[1278] Entretien de l'auteur avec Zoia Barach, La Havane, 27 mars 2014.

[1279] Entretien de l'auteur avec Manuel Pérez Paredes, La Havane, 7 avril 2014.

[1280] Entretien de l'auteur avec Ambrosio Fornet, La Havane, 8 juillet 2015.

ne put être ainsi »[1281]. Comme cet article l'annonce éloquemment, même l'aspect le plus admirable à nos yeux – les prouesses techniques de la caméra de Sergueï Ouroussevski – est perçu comme un signe supplémentaire d'exagération. Ce n'est pas par hasard qu'une rédactrice du périodique *Revolución* fait paraître un commentaire ironique sous le titre « Ouroussevski danse le twist »[1282].

Outre cet exemple probant, dans la Cuba castriste des années 1960, le cinéma de l'URSS est loin de faire l'unanimité. Nous avons vu que le chef de l'ICAIC, Alfredo Guevara, qualifie les films soviétiques de « néo-conservateurs » et leur impute le « quasi-total manque de rythme »[1283]. Manuel Pérez Paredes reconnaît que, face à la disparition des productions hollywoodiennes en 1961, il a fallu importer d'urgence des productions de l'Est pour remplir la programmation. Cela a été fait même si de nombreux films « étaient de très mauvaise qualité et, pour comble, très ennuyeux, réduisant l'assistance du public »[1284]. Dans ses mémoires, l'écrivain César Leante évalue le cinéma du bloc socialiste. Après avoir indiqué sa préférence pour l'école polonaise, suivie par la tchécoslovaque, il place celle de l'URSS au dernier rang de la hiérarchie[1285]. Xiomara García, qui a pu connaître la culture soviétique dès 1963 lors de son premier séjour à Moscou, devient une ardente défenseuse des films soviétiques face à « des gens qui n'assimilaient pas le rythme trop lent, […] encore aujourd'hui certaines personnes ne s'identifient pas »[1286].

La première réalisation locale qui a trait à la superpuissance est le documentaire de 16 minutes du Cubain Roberto Fandiño, *Gente de Moscú* (1963). Mais loin de faire une description louangeuse, Fandiño offre un témoignage mitigé de la réalité capturée. Moscou est présentée dans sa quotidienneté, souligne Julio García Espinosa, « sans retouches », sans « plans grandiloquents ni textes rhétoriques »[1287]. Avec un tel message, cette vision

[1281] LÓPEZ, Luis, "No Soy Cuba", in *Bohemia*, n°56, 21 août 1964, pp. 24-25.
[1282] ESPINOSA DOMÍNGUEZ, Carlos, "The Mammoth That Wouldn't Die", in LOSS, Jacqueline et PRIETO, José Manuel, *Caviar with Rum*, *op. cit.*, p. 112. L'agitation excessive de la caméra avait déjà été repérée par le romancier et critique cinématographique Guillermo Cabrera Infante qui juge sévèrement la production antérieure de Kalatozov et Ouroussevski, *Quand passent les cigognes*. Pour le Cubain, dans le contexte de l'URSS poststalinienne, « n'importe quel film qui oserait faire bouger la caméra […] devait produire le succès qu'a produit Kalatozov avec sa caméra qui vole comme une cigogne ». L'enthousiasme envers la Palme d'Or de 1958 s'explique par la « propagande » ainsi que par « le désir de voir une résurrection » dans le cinéma soviétique. CABRERA INFANTE, Guillermo, *Un oficio del siglo veinte*, La Habana, Ediciones R, 1963, pp. 474-475.
[1283] "Reconocer en el cine la imagen", *op. cit.*, pp. 180-181.
[1284] PÉREZ PAREDES, Manuel, "El ICAIC y su contexto", *op. cit.*, p. 51.
[1285] LEANTE, César, *Revive, historia*, *op. cit.*, p. 104.
[1286] Entretien de l'auteur avec Xiomara García, La Havane, 9 juillet 2015.
[1287] GARCÍA ESPINOSA, Julio, "Nuestro cine documental", in *Cine Cubano*, n°23-24-25, 1964, p. 8.

« apolitique » ne plaît pas à l'ambassadeur soviétique à La Havane et le documentaire sombre rapidement dans l'oubli avant l'exil de son réalisateur à la fin de la décennie[1288].

Si les différences en matière de création cinématographique demeurent importantes, témoignant de l'accablante distance qui sépare les cultures, c'est surtout dans le domaine des arts plastiques que cette césure provoque le plus de réserves. La première moitié de la décennie 1960 voit à Cuba un essor surprenant de manifestations d'avant-garde. Héritiers de l'éclectisme prérévolutionnaire, des peintres tels que Raúl Martínez, Juan Tapia Ruano, Loló Soldevilla, Rafael Corratgé, Luis Martínez Pedro, Antonia Eiriz, Ángel Acosta León, René Portocarrero ou Mariano Rodríguez font preuve d'une capacité d'appropriation des *ismes* du XX^{e} siècle. Du surréalisme à l'expressionnisme, en passant par les tendances abstraites, quasiment tous les courants influents des années précédentes connaissent un représentant dans l'île des Caraïbes. Cette richesse contraste avec l'uniformité que le Kremlin cherche à imposer dans ce domaine (Khrouchtchev lui-même s'est à plusieurs reprises emporté contre les « arts décadents »). Interrogée à La Havane sur sa vie en URSS, Zoia Barach souligne « qu'ici il y a toujours eu plus d'ouverture […] Personne ne pouvait imaginer qu'une peinture abstraite puisse décorer le bureau d'un chef, cependant, cela arrivait à Cuba »[1289]. Quand Evgueny Evtouchenko visite le Musée des Beaux-Arts, il en sort impressionné et note les noms des artistes qui l'intéressent : Víctor Manuel, Amelia Peláez, Carlos Enríquez, Hugo Consuegra, Fayad Jamís[1290]. Il acquiert ensuite des tableaux du « surréaliste » Ángel Acosta León et s'avoue séduit par les plasticiens cubains : « Une exposition de peinture française a eu lieu récemment à Moscou mais je dois dire que […] nous avons reçu une impression plus forte de la peinture cubaine », confesse E. Evtouchenko[1291]. Ce n'est pas par hasard qu'à la fin 1962, lors d'une controverse avec Nikita Khrouchtchev sur l'abstractionnisme, le jeune poète soviétique évoque l'exemple de Cuba pour tenter de convaincre son interlocuteur : « L'art abstrait cubain est en train d'aider la Révolution cubaine »[1292].

Dans ce contexte d'expérimentation artistique, il n'est pas étonnant que de nombreux Cubains aient été déçus par les œuvres exposées dans les salles soviétiques. Samuel Feijóo nous offre ici un exemple éloquent. Un seul bémol vient entacher son récit de voyage extrêmement élogieux. Après avoir visité le Musée d'État d'Ukraine en 1964, il écrit que

[1288] LOSS, Jacqueline, *Dreaming in Russian*, *op. cit.*, pp. 79-80.
[1289] Entretien de l'auteur avec Zoia Barach, La Havane, 27 mars 2014.
[1290] PINEDA BARNET, Enrique, "El Cadillac de puro charol", in *Cine Cubano*, n°8, 1962, p. 54.
[1291] JAMÍS, Fayad, "Eugenio Evtushenko", in *Hoy Domingo*, 31 décembre 1961, p. 7.
[1292] JOHNSON, Priscilla, *Khrushchev and the Arts*, *op. cit.*, pp. 121-122.

« outre quelques paysages, la peinture est, à mon avis, faible ». Ensuite, en faisant allusion aux contraintes du « réalisme socialiste », il observe

> « …qu'il faut offrir au créateur […] le droit de connaître tous les styles artistiques pour qu'il choisisse celui qui convient le plus à son développement. […] Tous les styles, toutes les expériences et formes d'expression, aident l'homme dans son développement. […] L'académie qui oblige à réaliser un type d'art en particulier est néfaste ; c'est de la congélation, de l'anti-vie. C'est enfermer un oiseau dans une cage. […] Il y eut des barbares qui ont arraché les yeux du rossignol – qui chante mieux dans le nuit – pour qu'il chante dans des ombres perpétuelles. L'oiseau chante bien quand il est libre, à sa guise, regardez-le, allez dans les bois. Quand il prépare ses 'cages esthétiques' pour les créateurs, l'académicien rigoureux ne fait pas preuve de connaissance de la nature humaine, ni de l'art humain »[1293].

L'uniformité de la peinture soviétique est souvent l'aspect qui déplaît le plus. Parmi les partisans de l'URSS, il est probable que certains insistent davantage sur ce point pour revêtir leurs récits d'une forme d'objectivité aux yeux des lecteurs. Le supplément du PSP, *Hoy Domingo*, publie les impressions d'Honorio Muñoz à la fin 1959. Lors de son périple moscovite, il fait l'éloge du pays et du système socialiste mais, suite à la visite de la Galerie Tretiakov, il ne peut pas cacher sa désillusion : « c'est un énorme témoignage, plus pour la quantité que pour la qualité. [Je n'ai découvert] aucun peintre extraordinaire »[1294]. L'organe communiste transcrit quelques mois plus tard les commentaires du plasticien Mariano Rodríguez qui a, lui aussi, la possibilité de parcourir les salles de la collection Tretiakov. « Ce que j'ai vu, observe le Cubain, m'a semblé très faible dans son expression. […] Il y a peut-être des bons peintres mais je ne les ai pas connus »[1295]. Même un PSP historique comme Carlos Rafael Rodríguez se permet de critiquer l'intransigeance de ses « frères aînés » envers l'art abstrait : « la persécution de certaines manifestations artistiques est devenue plus nocive pour l'Union soviétique que [leurs] effets »[1296].

La danse cubaine prend aussi ses distances vis-à-vis des puissantes influences du ballet soviétique. Malgré l'essor de la coopération et la présence de plus en plus nombreuse de chorégraphes de l'Est, l'école d'Alicia Alonso cherche à préserver son autonomie et à développer des techniques originales : « Ce qui est naturel pour les Soviétiques – remarque la

[1293] FEIJÓO, Samuel, "Viaje a la Unión Soviética", in *Islas*, vol. 9, n°2, 1967, p. 159.
[1294] MUÑOZ, Honorio, "34 notas acerca de 6 días en Moscú", in *Hoy Domingo*, 4 octobre 1959, p. 8.
[1295] "Mariano de regreso", in *Hoy Domingo*, 29 novembre 1959, p. 11.
[1296] RODRÍGUEZ, Carlos Rafael, "Problemas del arte en la Revolución", in *Revolución y Cultura*, n°1, octobre 1967, p. 30.

fameuse ballerine du *Ballet Nacional* – était mimétique à nos yeux, une forme de maniérisme ». A. Alonso a même découragé ses élèves d'étudier en URSS pour éviter une assimilation de styles[1297].

Tous ces témoignages confirment qu'un regard méfiant vis-à-vis de la culture soviétique s'est bel et bien répandu dans les années 1960. Alors que le régime castriste ne contrôle pas encore complétement la création esthétique, laissant une certaine liberté d'expression, beaucoup croient discerner dans l'art soviétique la sévérité inébranlable de la mainmise du Kremlin. Comme le souligne pertinemment le chercheur Rafael Rojas, les intellectuels de la première génération révolutionnaire perçoivent l'URSS avec un « mélange d'admiration et de mépris ». C'est au cours de ces années que toute une série de stéréotypes sur le monde soviétique s'enracinent dans les mentalités. La brutalité, l'isolement, la froideur, le sentimentalisme, sont autant d'exemples de préjugés qui commencent à être associés aux *bolos* (les « quilles » en français, un concept très usité qui fait référence à la rigidité des Soviétiques)[1298].

Outre les différences de conceptions artistiques, il faut souligner également l'impact de l'attitude hermétique de la colonie soviétique à Cuba. Les nombreux ingénieurs et techniciens qui viennent s'installer pour accomplir des missions diverses demeurent dans des communautés isolées et n'entretiennent guère de liens avec les locaux. Comme l'indique Damaris Puñales-Alpízar, les « zones de contact » sont très limitées : les étrangers habitaient dans des complexes immobiliers séparés du reste de la population et bénéficiaient de magasins, transports et parcs exclusifs. De plus, ils avaient accès à des produits rares et inscrivaient leurs enfants dans des écoles spéciales[1299]. Ce manque d'intégration est perçu par beaucoup comme un indice de méfiance, voire d'hostilité à leur endroit. De surcroît, le statut privilégié des hôtes engendre des tensions et des dénonciations d'injustices sociales. Il s'agit ici d'un des facteurs clés qui explique l'existence d'un rapport tendu envers « le soviétique ». Cependant, dans la mesure où ces représentations hostiles se propagent, d'autres Cubains découvrent des aspects bien plus encourageants de la puissance et adoptent, en conséquence, une posture exaltante. Il s'agit surtout d'individus qui peuvent jouir de l'hospitalité de Moscou ou de ceux qui entament des formations académiques à l'Est. Ce secteur de la

[1297] Cité in "Introduction", in LOSS, Jacqueline et PRIETO, José Manuel, *Caviar with Rum*, *op. cit.*, pp. 2-3.
[1298] ROJAS, Rafael, "*Souvenirs* de un Caribe soviético", in *Encuentro de la cultura cubana*, n°48-49, 2008, p. 24.
[1299] PUÑALES-ALPÍZAR, Damaris, *Escrito en cirílico*, *op. cit.*, p. 118.

population est à même de diffuser l'image d'une nation généreuse, prospère et accueillante, accentuant ainsi l'ambivalence du regard cubain vis-à-vis de l'URSS.

7.1.3.-Le rôle des voyages chez les nouveaux alliés : expérimenter l'écrasante altérité

Pour analyser les perceptions de ceux qui ont la possibilité de visiter ou de vivre en URSS, nous examinerons trois types de sources : les mémoires, les récits de voyages et les entretiens oraux. Cependant, ces témoignages posent des difficultés que nous ne pouvons pas omettre avant d'envisager une interprétation des imaginaires sociaux. Les affinités ou désillusions politiques, les conditions éditoriales, le type de lecteur visé ou les effets du temps écoulé, constituent autant d'obstacles qui nuisent à l'éclairage de la réalité « expérimentée ». Mais, si ces sources ne nous autorisent guère à reconstruire un « monde objectif », elles peuvent toutefois devenir de bons instruments pour déceler la pensée de l'auteur et, par extension, les traits dominants de la mentalité de son pays d'origine[1300]. Ainsi, ces impressions constituent un point de départ pertinent pour approfondir des aspects tels que les perceptions sociopolitiques, les supports identitaires, les préjugés positifs ou négatifs, les attentes, le « choc de l'altérité ». Nous verrons que les carnets de voyages, les souvenirs et les mémoires de Cubains offrent des pistes profitables pour tisser une histoire des représentations collectives alimentées par la puissance socialiste.

La première remarque à souligner est qu'avant l'éclatement révolutionnaire à Cuba en 1959, rien ne laissait supposer que ces pays entameraient une longue histoire commune. La plupart des particularités de chaque nation semblent constituer l'extrême opposé de celles du nouvel allié : climat, histoire, langue, nature, architecture, sensibilités culturelles, habitudes alimentaires, etc. Par ailleurs, que ce soit un commentaire louangeur ou un récit critique, tous les témoignages insistent sur le caractère presque infranchissable de cet écart. Heberto Padilla, un poète qui s'installe à Moscou en 1962 pour travailler dans l'édition espagnole de *Les nouvelles de Moscou*, décrit son séjour comme « l'apprentissage d'un monde totalement distinct du mien »[1301]. Interrogé par Evgueny Evtouchenko sur ses impressions de Moscou, il avoue que même si « j'avais lu beaucoup de descriptions, j'avais vu quantité de photos et de

[1300] SANHUEZA, Carlos, *Chilenos en Alemania y alemanes en Chile: viaje y nación en el siglo XIX*, Santiago, LOM Ediciones, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, 2006, p. 36.
[1301] PADILLA, Heberto, *La mauvaise mémoire*, *op. cit.*, p. 137.

films […] je ne l'avais jamais imaginé comme cela »[1302]. Sidroc Ramos, dans une tentative assez mitigée de synthétiser les principales différences entre son pays et l'URSS, rend bien compte de l'écrasante distance qui les éloigne :

> « …je retrouve une atmosphère différente, lointaine et sédative ; une autre situation historique, psychologique et géographique ; une autre manière d'exprimer les inquiétudes cardinales. Les règles de vie sont ici plus figées, presque statiques. Le temps pour le travail et le loisir est mesuré comme une norme sacrée. On y trouve d'autres différences dans la disposition au travail volontaire, l'abondance de biens de consommation, la sensation d'un développement qui n'est pas exposé à des agressions imprévues, le poids des motivations matérielles »[1303].

Cet extrait, nous semble-t-il, est un bon point de départ pour se faire une idée de l'impact de l'expérience vécue dans le monde de l'Est puisque son auteur insiste tant sur des aspects matériels (les conditions de travail, la géographie) qu'émotionnels (le rapport au temps, la sensation de vulnérabilité). Il nous indique ainsi les multiples dimensions de la frontière qui sépare l'île des Caraïbes de la « nation de Lénine ».

Plusieurs éléments ont marqué les Cubains-voyageurs : les températures glaciales, l'abondance des agapes, la somptuosité des spectacles artistiques, la place de la culture dans la société, les traditions gastronomiques, les caractéristiques vestimentaires, le contraste des caractères, la fréquence des toasts. La brèche la plus évidente réside probablement dans les conditions climatiques. Pour ceux qui viennent d'un pays où il ne neige jamais et où les températures ne descendent guère en dessous de 15°C, l'hiver moscovite constitue un choc considérable. Dans ses correspondances, Pedro Mir, un poète d'origine cubano-dominicaine, exprime la double sensation ressentie par le climat en URSS : d'une part, la crainte de ne pas pouvoir supporter les effets d'un froid qui « glace les moustaches », d'autre part, la beauté des paysages enneigés, inimaginables dans les îles centre-américaines[1304]. Le romancier José Soler Puig se remémore un périple collectif dans les rues de Moscou, quand l'un de ses compatriotes a préféré rester à l'hôtel « par peur du froid ». À Irkoutsk, il a pu voir tomber la

[1302] *Ibid.*, p. 124.
[1303] RAMOS, Sidroc, "Lo visto, lo sentido, lo pensado: diario de un viaje en tres países", in *Islas*, vol. 9, n°1, 1967, pp. 52-53.
[1304] Dans un beau passage d'une lettre rédigée à Moscou en 1966, Pedro Mir qualifie la neige de « spectacle digne d'être vu ». Il est charmé par l'ambiance hivernale, empreinte de beauté et de joie, quand un « bonhomme de neige est une victoire ; un combat de neige, une fête ». Cependant, l'hiver peut aussi être « traître » car « parfois on ne sent pas comment le froid entre sournoisement à l'intérieur de nous, comme un couteau ». C'est alors que « la tuberculose, ou pour le moins la grippe, s'empare de nous ». De Pedro Mir à Luis Emilio Mir, Moscou, 1966, in MIR, Pedro, *Nunca me gustó la correspondencia*, La Habana, Extramuros, 2008, p. 83.

neige pour la première fois de sa vie[1305]. Pour les plus enthousiastes, l'hostilité du climat soviétique peut être détournée en vue de faire ressortir la prévoyance ou la générosité des hôtes. L'ancien étudiant en URSS dans les années 1960, Juan Luis Hernández Milián, n'oublie pas la surprise de ses « compagnons de route » lorsque, peu avant de débarquer à Odessa, plusieurs canots viennent leur apporter des habits d'hiver. Ensuite, les Soviétiques amènent les jeunes Cubains dans les Grands Magasins, le *Goum,* pour leur acheter des vêtements : les écharpes, les *chapkas*, les manteaux, les grosses chaussettes en laine et d'autres accessoires indispensables étaient compris dans la bourse d'étude[1306].

Outre l'extrême altérité que représente le climat, les traditions alimentaires ont laissé une empreinte durable chez les Cubains. Bien que les recettes soviétiques ne soient pas toujours du goût des visiteurs, ce qui est le plus souvent remarqué c'est l'abondance des banquets ainsi que la présence immanquable de la vodka, une boisson capable de faire parler même les plus timides. Samuel Feijóo assiste en 1964 à plusieurs réceptions organisées pour accueillir des invités étrangers. Parmi ces rencontres, il en est une qui l'a particulièrement marqué. Il s'agit « d'un repas de fous » comprenant plus de 500 convives. Dans une ambiance festive, embellie par des danses traditionnelles et des interprétations musicales, Feijóo doit finalement s'avouer « vaincu » après avoir avalé du poisson, du caviar, du poulet, du riz, des pommes de terre, du saucisson, du yaourt, du bortsch, des salades, des *vareniki* (sorte de raviolis russes), des fruits, des sauces diverses. Tout cela sans compter sa participation aux toasts incessants stimulés par l'effet enivrant de la vodka, du vin, du champagne et du cognac[1307]. Lorsque Renée Méndez Capote se rend en URSS pour représenter son pays à la « Semaine de la culture cubaine », elle est accueillie avec profusion, surtout à l'heure des repas. Déjà, pendant le déplacement aérien La Havane-Moscou, elle est servie à quatre reprises. Afin de souligner la qualité des menus, elle décrit en détail les produits proposés : du caviar noir et rouge, différentes sortes de pains, du beurre, des fromages, du saucisson fumé, du poisson, de la viande, des pommes de terre, des petits pois, des jus aux saveurs variées, des fruits, des salades, des « vins exquis », de la vodka, du thé, du café. Même l'eau minérale lui semble bonne[1308] ! D'un point de vue pratique, les résidents cubains identifient aussi dans l'alimentation une préoccupation toute particulière de l'État. Les personnes que nous avons interrogées soulignent toujours la diversité et accessibilité des *stolovaïa*. Xiomara García, par exemple, nous fait savoir que la

[1305] SOLER PUIG, José, "A mí me lavaron el cerebro", in *Hoy Domingo*, 4 décembre 1960, pp. 11-13.
[1306] Entretien de l'auteur avec Juan Luis Hernández Milián, Matanzas, 8 mars 2014.
[1307] FEIJÓO, Samuel, "Viaje a la Unión Soviética", in *Islas*, vol. 9, n°2, 1967, p. 149.
[1308] MÉNDEZ CAPOTE, Reneé, *Crónicas de viaje*, *op. cit.*, p. 9.

nourriture ne constituait pas une dépense importante. Bien au contraire, dans les restaurants universitaires, si l'on ne désirait pas faire de frais, il était possible de déguster gratuitement et à volonté de la « salade de vitamines », un mélange de différents fruits et légumes abondamment servis dans un grand bol au centre de la salle[1309].

Mais si pour les admirateurs du système, ces repas sont un témoignage de la générosité des Soviétiques ou des acquis sociaux de l'État, pour les moins militants, il s'agit plutôt d'un excès superflu qui contredit l'égalité sociale prônée par le régime. Enrique Pineda Barnet se dit scandalisé de voir qu'au Kremlin des « tours de caviar » sont destinées à satisfaire l'appétit insatiable des diplomates alors que, peu avant, il avait aperçu une vieille dame manger des œufs crus qu'elle venait de faire tomber par terre[1310]. Un sentiment semblable est exprimé dans un poème d'Heberto Padilla, qui a connu de près les formalités agaçantes des réceptions moscovites lors de son long séjour :

> « Puis nous allons au restaurant, nous buvons du vin en
> croquant des pommes,
> nous mangeons de la viande d'agneau
> avec une eau-de-vie de cerises,
> 'Mais cette paix (s'écrie Judith comme qui émergerait du lac
> Balaton) cette paix est immorale' »[1311].

De fait, si pour certains les rencontres officielles sont une occasion de profiter des « plaisirs de la vie », d'autres voient derrière ces fastueuses réunions une mise en scène qui cache la bureaucratie du régime. Le cinéaste Eduardo Manet, qui visite au moins cinq fois les pays de l'Est dans les années 1960, croit bien connaître « les règles du jeu de ces rencontres internationales », où le « rituel ne changeait jamais ». Il s'agissait plutôt, poursuit le mémorialiste, d'un « dialogue de sourds », de « petites comédies » qui n'aboutissaient pas à des résultats concrets car les « véritables décisions se prenaient au-dessus de nos têtes » : « Nous n'étions que des apparatchiks faisant semblant de mériter nos salaires »[1312], conclut-il. Le cas de Manet est intéressant puisque, ici, au lieu de l'amener à réaffirmer ses convictions révolutionnaires, les voyages lui ont fait perdre son « innocence idéologique ». Il parvient

[1309] Entretien de l'auteur avec Xiomara García, La Havane, 9 juillet 2015.
[1310] Entretien de l'auteur avec Enrique Pineda Barnet, La Havane, 15 avril 2014.
[1311] PADILLA, Heberto, *Hors-jeu*, *op. cit.*, p. 75.
[1312] MANET, Eduardo, *Mes années Cuba*, *op. cit.*, pp. 247-248.

ainsi à mesurer le poids réel du Parti, le caractère superficiel des « politesses de rigueur » et à deviner l'évolution que son pays connaîtra s'il suit la ligne soviétique[1313].

Si les contraintes de la diplomatie ou les programmes de ces visites engendrent des réactions mitigées – qui vont de la fascination pour la générosité des hôtes au sentiment d'hypocrisie et d'injustice – il y a un aspect qui semble produire l'unanimité des voyageurs : la place de l'art et de la littérature dans la société. Les prestations grandioses des ensembles soviétiques alimentent l'idée que l'URSS est bel et bien une imposante puissance culturelle. À l'occasion d'un immense congrès consacré à la mémoire de Taras Chevtchenko, Samuel Feijóo est ébloui par la performance d'un chœur de 2 000 chanteurs ! Mais, outre ces spectacles qui font la fierté des Soviétiques, c'est aussi l'accès à la culture qui est constamment souligné. Honorio Muñoz constate qu'à Moscou « tout le monde lit, dans les escalators du métro, dans les wagons de train, dans les bus, dans les trams, dans les cafés, dans les rues. Il y a une bibliothèque pour 450 habitants ». Ce qui l'a le plus impressionné, c'est « la volonté de chacun de tout savoir. Être bien informé est une habitude ; être cultivé, une vocation nationale »[1314]. Le nombre de librairies, toujours « débordées d'acheteurs », a également frappé Renée Méndez Capote[1315].

Globalement, même ceux qui ressentent de fortes appréhensions à l'égard du système du Kremlin trouvent des espaces culturels satisfaisants et peuvent bénéficier de l'intensité de la programmation artistique. Le dissident Heberto Padilla se remémore avec nostalgie les soirées littéraires en compagnie du couple Evtouchenko, d'Andreï Voznessenski, de Vassili Aksionov ou de Bella Ajmadullina. Quand il est invité à la datcha de l'écrivain et traducteur Pavel Antokolski, où il fait la connaissance de deux poètes géorgiens, il passe un excellent moment pendant lequel « on buvait, on mangeait et on récitait des poèmes, l'un après l'autre »[1316]. Enrique Pineda Barnet se plonge avec engouement dans la vie culturelle de l'URSS : il participe à « une rencontre inoubliable » avec les membres du théâtre expérimental de l'Université de Moscou, parcourt des galeries d'art (où il est séduit par les icones d'Andreï Roublev et les tableaux avant-gardistes de Kasimir Malevitch) et assiste aux spectacles du Ballet Moïsseïev[1317]. Plus tard, il pourra bénéficier d'une invitation pour l'avant-première du chef-œuvre d'Andreï Tarkovski, *Andreï Roublev*, « le film le plus intéressant du cinéma

[1313] *Ibid.*, pp. 248 et 261.
[1314] MUÑOZ, Honorio, "34 notas acerca de 6 días en Moscú", in *Hoy Domingo*, 4 octobre 1959, p. 9.
[1315] MÉNDEZ CAPOTE, Reneé, *Crónicas de viaje*, *op. cit.*, p. 18.
[1316] PADILLA, Heberto, *La mauvaise mémoire*, *op. cit.*, pp. 131 et 136.
[1317] PINEDA BARNET, Enrique, "Después de pasar un charco", in *Cine Cubano*, n°9, 1962, pp. 56-66.

soviétique après l'âge d'or des premiers temps »[1318]. Lisandro Otero, qui voit dans les pays socialistes un panorama « décourageant », admire toutefois les représentations du Théâtre de la Taganka et invite à Cuba son directeur Youri Lioubimov[1319]. Il est reçu pendant cinq heures chez Ilya Ehrenbourg – qui lui raconte des anecdotes sur Pablo Picasso ou Pablo Neruda –, se dit « ébloui » par l'art populaire des musées et écoute des concerts de Tchaïkovski et de Glinka [1320]. Nous observons donc que dans les années 1960, quand une forme de « déstalinisation culturelle » s'est amorcée, même les Cubains les plus critiques ou les plus avant-gardistes, découvrent un entourage culturel qui leur plaît.

D'autres aspects de la réalité soviétique ont marqué les esprits des visiteurs : le métro moscovite (« mon premier éblouissement », nous dit Xiomara García[1321]), la difficulté de la langue, la curiosité envers leur pays (« tous nos hôtes aiment Cuba, […] je n'avais jamais rencontré dans un peuple autant d'amour », témoigne Sidroc Ramos[1322]) et surtout la beauté de la ville de Leningrad. Toutefois, ces impressions ne s'expliquent pas toujours par l'admiration idéologique, mais aussi par l'intensité du sentiment de dépaysement. De fait, tant pour les « compagnons de route » que pour les visiteurs moins politisés, les périples en URSS constituent toujours une succession de chocs, intensifiés par l'extrême disparité des conditions locales. Mais, avec le temps et l'avènement d'une nouvelle phase des relations Cuba-URSS caractérisée par l'accroissement des convergences, les représentations collectives ont tendance à s'améliorer. L'essor des invitations contribue à engendrer une image plus exaltante d'une puissance qui commence à être perçue comme l'horizon révolutionnaire à atteindre. Vers la fin de la décennie 1960, la « patrie du prolétariat », accueillante et généreuse, séduit davantage une population qui s'intègre de plain-pied au camp socialiste. L'enthousiasme renouvelé envers l'URSS, ainsi que le sentiment d'appartenance à sa sphère d'influence, est éloquemment exprimé par un poème d'Otto Fernández, intitulé *Amanecer en Moscú* (« L'aube à Moscou ») :

« Je sens la tiédeur de ton bras
ton bras de frère aîné, camarade ;
et désormais peu importe que les mots

[1318] PINEDA BARNET, Enrique, "Las pasiones según Andrés", in *Cine Cubano*, n°37, 1966, pp. 47-49.
[1319] Youri Lioubimov se rend finalement à Cuba à la fin 1966, à l'occasion du VI[e] Festival latino-américain de théâtre de La Havane.
[1320] OTERO, Lisandro, *Llover sobre mojado*, *op. cit.*, pp. 173, 228 et 263-269.
[1321] Entretien de l'auteur avec Xiomara García, La Havane, 9 juillet 2015.
[1322] RAMOS, Sidroc, "Lo visto, lo sentido, lo pensado: diario de un viaje en tres países", in *Islas*, vol. 9, n°1, 1967, p. 20.

roulent, montent comme de la poussière sans destin
ou que le froid perce lentement mes os.
Je suis avec toi […]
et je souris et je sens que Moscou entre dans mon cœur
comme les bras tendres d'une mère »[1323].

7.1.4.-Suite à la « normalisation », les impressions louangeuses se multiplient

Comme mentionné dans le chapitre précédent, la période 1968-1971 entraîne toute une série de signes qui annoncent l'adoption d'une politique culturelle inspirée de l'appareil administratif soviétique. Les polémiques suscitées par les œuvres d'Antón Arrufat et Heberto Padilla, l'emprisonnement de ce dernier, la marginalisation des écrivains plus avant-gardistes, le surgissement d'une forme de « réalisme socialiste tropical » et, surtout, le Congrès national de l'éducation et de la culture (avril 1971), témoignent d'un resserrement des espaces de libertés artistiques au profit d'un projet plus contrôlé par les pouvoirs publics. La diversité éditoriale est remplacée par une planification minutieusement mise en œuvre par le Conseil national de la culture (CNC). Pour l'une des figures majeures du milieu intellectuel des années 1960, Ambrosio Fornet, évoquer l'URSS auprès de ces nouveaux dirigeants « c'était comme parler de meringues au miel à la sortie des écoles »[1324]. La littérature soviétique « officielle » commence à remplacer les grands classiques universels pour servir de modèle esthétique aux nouvelles générations d'écrivains. Ainsi, la population associe de plus en plus régulièrement la puissance socialiste aux grandes sagas nées de la plume de Mikhaïl Cholokhov, Constantin Simonov ou Nikolaï Ostrovski[1325].

Les représentations louangeuses se nourrissent également des expériences transmises par les nombreux visiteurs qui se rendent en URSS. Dans la mesure où les liens interétatiques s'intensifient, la possibilité de voyager au-delà du « rideau de fer » se fait de moins en moins rare. Si nous rassemblions les hôtes sporadiques, les étudiants boursiers et les militaires qui suivent des programmes de formation, nous constaterions que presque toutes les familles cubaines comptent au moins un membre ayant pu séjourner en URSS. Leurs impressions – qui sont dans la plupart des cas, par l'exceptionnalité du vécu, positives – peuvent se

[1323] FERNÁNDEZ, Otto, "Amanecer en Moscú", in *Unión*, mars 1972, p. 176.
[1324] Entretien de l'auteur avec Ambrosio Fornet, La Havane, 8 juillet 2015.
[1325] N'oublions pas que Mikhaïl Cholokhov devient en 1975 l'écrivain du camp socialiste le plus édité à Cuba. BRAVO UTRETA, Sonia, *El Universo en un solo pecho*, *op. cit.*, pp. 15-16.

transmettre au sein d'une communauté qui s'intéresse davantage au camp socialiste. Fortifiée par les programmes d'aide et par l'arrivée croissante de produits en provenance de l'Est, l'image d'une Union soviétique généreuse et exemplaire se répand.

Les années 1970, et surtout la décennie 1980, voient un processus de « soviétisation » de l'île des Caraïbes. Comme un groupe de jeunes chercheurs l'a récemment souligné, la Cuba castriste de cette époque est envahie par une « culture matérielle » soviétique massive et variée[1326]. Les Cubains reçoivent des électroménagers (frigos, ventilateurs, machines à laver, fers à repasser, radios, télévisions, etc.) fabriqués en URSS, consomment des aliments tels que les « viandes russes » ou la crème fraîche (*smetana*), lisent les revues soviétiques traduites en espagnol (*Sputnik, Novedades de Moscú, Misha*), regardent les dessins animés connus comme les *muñequitos rusos*[1327] et remplissent leurs bibliothèques d'ouvrages édités par *Progreso, MIR* ou *Raduga*. Dans un pays où les importations se trouvent limitées par les effets de l'embargo, certains produits soviétiques acquièrent une vaste popularité. C'est le cas des voitures (*Lada, Moskvitch, Volga, Niva*), dont la modernité contraste avec les automobiles étatsuniennes de l'ère prérévolutionnaire. En 2009, un groupe de propriétaires a même créé le *Club de Autos Rusos*, une association qui organise des courses et facilite l'échange d'informations[1328].

Au moment même où la présence matérielle s'intensifie, la culture soviétique se propage avec de plus en plus de vigueur. En 1969, l'Association cubano-soviétique voit le jour à La Havane et s'installe dans un immeuble luxueux du centre d'*El Vedado*. Elle ouvrira plus tard des filières nationales, notamment dans la ville de Santiago et de Camagüey. Les responsables de ces nouvelles institutions sont des « amis » fidèles de l'URSS qui cherchent naturellement à diffuser une image engageante. Son président est Antonio Nuñez Jiménez, l'un des premiers « barbus » à entamer une mission officielle à Moscou[1329] et ancien élève de l'Université Lomonossov. D'autres membres de l'organisation, tels que Nicolás Guillén, Zoilo Marinello ou Julio le Riverend[1330], ont toujours fait preuve d'une fidélité prosoviétique inébranlable. Ces efforts institutionnels sont alimentés par l'effervescence des ex-étudiants qui reviennent à

[1326] Pour approfondir sur ce sujet, voir l'excellent article de PUÑALES-ALPÍZAR, Damaris, "De la materialidad soviética, sus huellas e implicaciones. Apuntes para una reflexión", in PUÑALES-ALPÍZAR, Damaris, *Escrito en cirílico*, *op. cit.*, pp. 311-353.
[1327] JÁCOME, Aurora, "The *Muñequitos Rusos* Generation", in LOSS, Jacqueline et PRIETO, José Manuel, *Caviar with Rum*, *op. cit.*, pp. 27-35.
[1328] PUÑALES-ALPÍZAR, Damaris, *Escrito en cirílico*, *op. cit.*, p. 322.
[1329] Sur la mission de Antonio Nuñez Jiménez en URSS (1960) et ses impressions de voyage, voir NÚÑEZ JIMÉNEZ, Antonio, "Informe al pueblo sobre su viaje a la URSS", in *Obra revolucionaria*, La Habana, Imprenta Nacional de Cuba, 1960.
[1330] "Dos palabras, un solo significado: Amistad дружба", in *Cuba Internacional*, n°1, juillet 1969, p. 31.

Cuba en gardant de fortes attaches avec la nation d'accueil. Xiomara García, on l'a vu, devient professeur de russe dans plusieurs centres d'enseignement ; Juan Luis Hernández traduit des poèmes d'auteurs soviétiques peu connus et enseigne à Matanzas la littérature russe ; Valerio Panal est souvent sollicité pour servir d'interprète aux techniciens qui débarquent dans l'île. Ainsi, nous observons que les boursiers trouvent à leur retour un métier en rapport avec l'URSS. Même aujourd'hui, malgré la rupture et les traumatismes de la fin de la guerre froide, ces derniers continuent à maintenir un lien avec le pays qu'ils ont pu connaître dans les années 1960 (V. Panal est responsable du fonds russe de la Bibliothèque nationale, X. García est en charge de la chaire de littérature russe à l'Université de La Havane, etc.).

Face à la pénétration massive « d'objets culturels », les Cubains s'habituent à une esthétique de type soviétique qui réussit à s'ancrer dans le paysage quotidien de l'île (les logements sociaux de la périphérie de La Havane ou le Parc Lénine témoignent de cette « soviétisation » de la ville). Dès les premières années de la décennie 1970, même les critiques traditionnelles à l'égard du « réalisme socialiste » tendent à s'atténuer au profit d'une vision plus militante de l'art dans la société. Dans une interview de 1971, l'intellectuel Salvador Bueno insiste sur la nécessité de concevoir des œuvres littéraires en fonction de l'image que le régime veut transmettre. Si, en 1968, Manuel Pedro González se réjouissait de la sortie du roman de Valentin Kataïev (*Le St Puits*) – « une grande victoire pour les écrivains et les artistes qui luttent contre la vulgarité officielle »[1331] –, Bueno prônait plus tard une « politique culturelle adaptée aux réalités des lecteurs » pour que ces derniers ne reçoivent pas « une expression défigurée de la conscience qu'ils sont en train développer »[1332]. Les deux commentaires apparaissent dans le même organe de presse (*La Gaceta de Cuba*) avec trois ans d'écart, un bref intervalle mais pendant lequel la mainmise de l'État dans les affaires culturelles a ostensiblement redoublé.

Même dans les milieux cinématographiques, où les critiques à l'égard de la lenteur des productions soviétiques (on l'a vu avec l'exemple de *Soy Cuba*) ont toujours été très sévères, on observe une tendance à l'assimilation. Il est intéressant de signaler que désormais les films de l'Est sont vus sous le prisme d'une vision militante, ce qui entraîne des interprétations parfois fallacieuses mais ajustées aux attentes d'une communauté de plus en plus politisée.

[1331] À la fin de son article, Salvador Bueno observe que le roman « novateur » et « subversif » de Kataïev est une « ironie sanglante dirigée aux écrivains majoritaires qui ont accepté et cultivé le 'réalisme socialiste', un courant qui s'est avéré très funeste pour la littérature soviétique des 20 dernières années ». GONZÁLEZ, Manuel Pedro, "Apostilla a una insólita novela rusa", in *La Gaceta de Cuba*, n°63, février-mars 1968, p. 12.
[1332] "Hungría de cerca, entrevista", in *La Gaceta de Cuba*, n°95, août 1971, p. 25.

D'ailleurs, quand l'œuvre controversée d'Andreï Tarkovski, *Solaris* (1972), sort à Cuba, la revue *Cine Cubano* publie des chroniques pour défendre le « message idéologique » caché derrière les images du film. Pour Roberto Branly, qui se rend en URSS dans les années 1960, il s'agit d'une réponse ferme au « défaitisme » de *2001, l'Odyssée de l'espace* et de la cinématographie occidentale en général. Alors que le jeune Tarkovski ne prétend nullement s'ériger en défenseur du projet politique de son pays, le Cubain est convaincu que *Solaris* constitue un « chant au caractère épique de l'être humain » ainsi qu'au « critère internationaliste d'une société future dont les germes ont commencé à jaillir […] depuis un demi-siècle de révolutions »[1333].

L'exaltation du « frère aîné » devient particulièrement évidente dans les textes littéraires. Le choix éditorial – soigneusement contrôlé par l'appareil étatique à partir de 1971 – dévoile les affinités de la nouvelle phase des relations et la « littérature engagée », cubaine et étrangère, se diffuse davantage. Plusieurs exemples pourraient être mentionnés. Un seul suffit pour donner le ton de la nouvelle période qui s'amorce en 1971 : il s'agit du recueil d'Ángel Augier, significativement intitulé *Do Svidanya*. Parmi les poèmes de l'ouvrage, qui retracent les impressions de l'auteur suite à son dernier voyage en URSS, le titre « Dans le lac Sevan » révèle la nouvelle proximité sentimentale qui lie Cubains et Soviétiques :

« Malgré les différences
– Cuba, une île, une terre entourée d'eau,
Sevan, un lac, de l'eau entourée de terre –
de terre en terre,
d'eau en eau,
la distance entre Cuba et Sevan n'existe plus :
elle a été abolie par la poésie »[1334].

De fait, dans les années 1970, la littérature perd sa marge d'autonomie pour s'ériger en un instrument de conscience révolutionnaire. Ainsi, dans un pays où l'art acquiert désormais une forte dimension idéologique et la présence soviétique s'accroît considérablement grâce aux programmes d'aides et aux importations, l'URSS parvient à renforcer son influence. Dans les milieux politiques et culturels, cette dernière devient, aux yeux de la plupart, le principal modèle à suivre. Mais la popularité « du soviétique » ne se restreint pas aux cercles dirigeants. La « pénétration » grandissante de produits et de collaborateurs de l'Est, qui imposent leurs

[1333] BRANLY, Roberto, "Solaris: en la órbita de la ciencia-ficción", in *Cine Cubano*, n°81-82-83, 1973, p. 152.
[1334] AUGIER, Ángel, *Do Svidanya*, *op. cit.*, p. 19.

techniques dans des domaines tels que l'architecture ou l'ingénierie, consolide un processus de « soviétisation » de la vie quotidienne de l'île. Aujourd'hui encore, après avoir traversé une longue période de précarité suite à la chute du mur de Berlin, nombreux sont les habitants qui gardent un souvenir attendri des années 1970 et 1980. Pour un groupe de jeunes chercheurs cubains et américains, la présence matérielle colossale de l'URSS, qui contraste violemment avec la crise du *Período Especial* (1991-1995), engendre un sentiment de « nostalgie » vis-à-vis de « l'ère soviétique ». Ce concept (« nostalgie ») est d'ailleurs devenu le point de départ théorique de plusieurs études liées aux conflits identitaires provoqués à Cuba par la rupture avec Moscou[1335]. Mais il a fallu attendre une longue phase de réticence et de méfiance avant de voir la consolidation définitive des influences du Kremlin. Malgré l'intensité des rapports politiques, l'imaginaire social à l'égard de l'URSS dans les années 1960 est tiraillé par un amalgame d'admiration, d'appréhension et de refus. Nous verrons maintenant qu'au Chili, où la présence de Moscou n'a jamais connu la même intensité qu'à Cuba, la diplomatie culturelle de la puissance soviétique a réellement contribué à adoucir les préjugés de la communauté.

7.2.-Au Chili : des relations culturelles qui adoucissent les préjugés politiques

Si à Cuba la culture soviétique est souvent perçue comme une forme d'imposition, au Chili, où le contexte ne laisse guère soupçonner une offensive de Moscou, la présence artistique de l'URSS est à l'origine d'une remise en cause des stéréotypes. Toutefois, malgré l'imposante distance qui sépare les deux pays, tous les Chiliens n'entretenaient pas des préjugés négatifs vis-à-vis de l'Est. Les personnes proches du Parti communiste, l'un des plus fidèles soutiens des doctrines prêchées par le Kremlin, conçoivent la « patrie du prolétariat » comme un « horizon paradigmatique » à atteindre. Dans la mesure où des manifestations de qualité incontestable (des prestations de grands ensembles soviétiques, la visite de cosmonautes, d'interprètes ou de sportifs de haut niveau, etc.) se diffusent, une frange de la population chilienne découvre des aspects séduisants de l'URSS. Ainsi, pendant que

[1335] Voir, par exemple, PUÑALES-ALPÍZAR, Damaris, *Escrito en cirílico*, *op. cit.* ; LOSS, Jacqueline, *Dreaming in Russian*, *op. cit.*; RODRÍGUEZ, Reina María, "Nostalgia", in LOSS, Jacqueline et PRIETO, José Manuel, *Caviar with Rum, op. cit.*, pp. 37-53.

l'imaginaire local envers la superpuissance se complexifie, les prédispositions négatives tendent, quant à elles, à s'atténuer.

7.2.1.-La communauté procommuniste et le « frère aîné » : une fidélité inébranlable

Parmi les organisations politiques de gauche, c'est le Parti communiste (PCCh) qui entretient l'image la plus exaltante du camp socialiste. Défenseurs dévoués de l'URSS face aux grandes polémiques internationales, les communistes chiliens se prononcent souvent pour soutenir la position du « frère aîné » et attaquer celle des adversaires idéologiques. Que ce soit suite à l'intervention à Budapest (1956), la rupture sino-soviétique, le « défi castriste » des années 1960 ou l'invasion de la Tchécoslovaquie (1968), ils prennent toujours parti en faveur des dirigeants moscovites[1336]. En 1956, quand Nikita Khrouchtchev dénonce les excès de l'ère stalinienne, les membres du PCCh acceptent avec amertume cette révélation inattendue et suivent strictement la ligne établie par le XX^{e} Congrès du PCUS : la « coexistence pacifique ». Dès lors, les communistes deviennent des adeptes acharnés de la « voie institutionnelle » pour atteindre le pouvoir[1337], une thèse qui connaîtra sa concrétisation lors du triomphe de Salvador Allende en 1970. Mais l'acceptation du discours de Khrouchtchev ne s'opère pas sans frapper durablement les esprits. Pour certains, c'est un véritable traumatisme qui ébranle tout un système de valeurs fondé sur « l'infaillibilité » du « leader suprême ».

Le cinéaste Sergio Bravo, engagé dans les Jeunesses du PC, se remémore cette période de ferveur : l'ouvrage de Staline, *Cuestiones del leninismo*, était la « bible » pour lui et pour ses camarades jusqu'au jour où ils ont été convoqués pour apprendre la « dure réalité » : « on ne comprenait rien », insiste-t-il. Dans un premier temps, certains soupçonnaient que la personne chargée d'effectuer la déclaration était un agent secret de la CIA, « un type de la police politique »[1338]. Le poète Pablo Neruda témoigne aussi du choc émotionnel produit par la « déstalinisation » : c'est un événement qui a « rongé l'âme du citoyen Neruda », remarque

[1336] CORVALÁN MÁRQUEZ, Luis, *Del anticapitalismo al neoliberalismo en Chile*, *op. cit.*, pp. 52-53.
[1337] RIQUELME, Alfredo, *Rojo atardecer*, *op. cit.*, p. 70.
[1338] Entretien de l'auteur avec Sergio Bravo, Viña del Mar, 24 janvier 2013.

son amie Virginia Vidal[1339]. Plus tard, l'écrivain observera dans ses mémoires que le rapport du XX^{e} Congrès du PCUS

> « …fut une houle qui nous poussa, tous les révolutionnaires, vers des situations et des conclusions nouvelles. Face à l'angoisse engendrée par ces dures révélations, nous avons éprouvé le sentiment de naître une seconde fois »[1340].

Mais, loin d'affaiblir l'engagement de la communauté communiste, l'année 1956 débouche sur un soutien renforcé à l'administration poststalinienne. Quand les tensions entre Moscou et Pékin battent leur plein, Neruda rédige un article pour attaquer le modèle chinois et dénoncer le culte de la personnalité de Mao[1341]. Face à l'imminence de l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, le Comité central du PCCh se réunit régulièrement pour évaluer la situation, bien que, au cours des discussions, personne ne manifeste une opinion contraire à Moscou. Luis Guastavino, le premier à prendre la parole au Parlement pour soutenir la décision du Kremlin, confesse aujourd'hui que la vision du Parti se limitait à une analyse binaire : « c'était la lutte de la révolution face à une contre-révolution qui avançait de plus en plus […] les forces de la bourgeoisie cherchaient à renverser le gouvernement communiste »[1342]. En 1967, Luis Corvalán, Secrétaire général du PCCh, publie un article dans la *Pravda* pour s'opposer aux doctrines cubaines qui prêchaient une accélération du processus révolutionnaire par la lutte armée. Il défend le chemin préconisé par Moscou et le rôle prépondérant du prolétariat en faisant preuve d'une admirable capacité d'adopter le discours officiel du Mouvement communiste international guidé par l'URSS[1343].

Outre les controverses politiques, il est important de rappeler que le PCCh compte parmi ses membres des figures illustres du milieu culturel du pays. Des artistes ou des écrivains tels que Pablo Neruda, Alexander Lipschütz, Francisco Coloane, Volodia Teitelboim, Juvencio Valle, Víctor Jara, Nicomedes Guzmán, Luis Enrique Délano ou Gustavo Becerra militent dans les rangs du Parti et s'expriment pour dévoiler leur admiration à l'égard de Moscou. Il s'agit ici de figures remarquables de la culture chilienne, d'importantes références

[1339] VIDAL, Virginia, *Neruda: Memoria crepitante*, Valencia, Tilde, 2003, p. 80. Pour plus d'informations sur l'évolution idéologique de Pablo Neruda tout au long de sa vie, voir PEDEMONTE, Rafael, "Pablo Neruda, su tiempo y el 'sentido de la historia': postura ideológica y creación poética durante la Guerra Fría", in *Revista Ayer*, vol. 98, n°2, 2015, pp. 159-185.
[1340] NERUDA, Pablo, *Confieso que he vivido*, Santiago, Pehuén, 2008, p. 322.
[1341] NERUDA, Pablo, "El humo de la pagoda", in *Enfoque Internacional*, n°21, septembre 1968, p. 12.
[1342] Entretien de l'auteur avec Luis Guastavino, Viña del Mar, 4 février 2013.
[1343] DEVLIN, Kevin, "El reto castrista al comunismo", *op. cit.*, pp. 220-221.

intellectuelles, respectées et admirées par un nombre d'habitants qui dépassent les cercles prosoviétiques. Leur témoignage est donc susceptible de favoriser l'image de la superpuissance. Si des intellectuels connus pour leur sagacité ou des artistes talentueux visitent l'URSS et témoignent de leur enthousiasme, c'est que tout ne doit pas être si noir. Nombreux sont ceux qui ont expérimenté ce genre de réflexions, incitant à une remise en question des convictions sur le monde de l'Est. Ce n'est pas un hasard si l'ancien communiste Sergio Muñoz reconnaît que l'un des arguments qui le pousse à prendre la carte du Parti était le rôle des intellectuels engagés : « Si Pablo Neruda et d'autres personnes intellectuellement respectables ont opté pour le communisme, c'est qu'il y a de solides raisons pour cela »[1344].

Le groupe d'experts sur l'Amérique latine créé à l'OTAN fait aussi remarquer la place toute particulière de ces savants. Les délégués occidentaux voient dans la volonté soviétique de rallier les artistes ou académiciens l'une des réussites de « l'offensive culturelle » de Moscou. Sans oublier que Neruda, « l'intellectuel le plus influent du Chili, […] est un communiste convaincu »[1345], ils mettent en garde contre le « degré alarmant » de militantisme prosoviétique dans les universités du sous-continent. Ces inquiétudes sont particulièrement pertinentes, poursuivent-ils, dans un pays comme le Chili, où « la menace communiste provient d'une pénétration efficace des milieux intellectuels »[1346].

C'est ainsi que, grâce aux paroles louangeuses de ces quelques grands noms de la culture, une image plus séduisante de la réalité soviétique commence à gagner les esprits d'une partie de la société. Le discours de « compagnons de route » de prestige constitue, nous semble-t-il, un puissant facteur à l'origine d'une représentation plus engageante et moins tranchée de l'URSS. Par leur intervention dans des organes de presse ou des meetings publics, des expositions, des conférences ou des concerts, ces communistes ou sympathisants jouissent d'une large visibilité leur permettant d'agir sur les spectateurs. Cette capacité d'influence se consolide dans les années 1960, quand les voyages de Chiliens de l'autre côté du « rideau de fer » tendent à s'accélérer. Les séjours à l'Est confortent naturellement les prédispositions favorables des communistes qui reviennent dans leur pays imprégnés d'une dévotion renforcée. De fait, l'extrême idéalisation de « l'horizon révolutionnaire » les empêche parfois de distinguer les aspects moins alléchants du régime. Souvent, le périple dans le camp socialiste constitue un moment marquant de leur formation idéologique, voire l'aboutissement

[1344] MUÑOZ, Sergio, *Ardua libertad*, Temuco, Ediciones Universidad de la Frontera, 1995, p. 22.
[1345] Archives OTAN, *C-M (61) 123*, « La situation en Amérique latine : Rapport du Groupe ad hoc d'Experts sur l'Amérique latine », Bruxelles, 1er décembre 1961, p. 20.
[1346] Archives OTAN, *C-M (62) 33*, « La situation en Amérique latine : Rapport du Groupe ad hoc d'Experts sur l'Amérique latine », Bruxelles, 6 avril 1962, pp. 5 et 13.

de leur parcours militant. Les voyages, conditionnés par une image radieuse du « paradis soviétique », fortifient chez les communistes l'imaginaire préexistant. Lorsque le jeune Carlos Berger peut enfin connaître Moscou en 1970 pour suivre une formation politique, il écrit à sa mère que, contrairement aux mauvais augures de sa cousine, le pays s'avère « meilleur que ce que je pensais »[1347]. Dans ses actuelles réflexions sur sa vie militante, Francisco Torrejón reconnaît que sa conviction du rôle conducteur du Kremlin s'est confortée suite à un voyage en URSS (1972) :

> « J'ai conclu qu'il s'agissait d'une grande nation et, de plus, d'une grande puissance guidée par le système socialiste que nous souhaitions aussi avoir dans notre patrie. Allende avait amorcé la période au cours de laquelle nous avions l'intention d'atteindre cela »[1348].

Ainsi, portés par l'exaltation de l'expérience vécue, ces partisans expriment presque immanquablement des impressions glorificatrices. Le poète communiste Juvencio Valle, Prix national de littérature en 1966, se rend en URSS et publie à son retour des vers élogieux. Sous le titre *Adiós que me voy llorando* (« Je vous dis au revoir en pleurant »), il rend compte de l'effet presque mystique produit par le « pèlerinage » dans la « patrie du prolétariat » :

> « Ici, je ne peux que changer de peau,
> respirer l'air froid par mon corps,
> trembler comme un fil électrique ;
> ici, je reviens à la vie,
> je renais de mes cendres pour vivre à nouveau »[1349].

L'un des vers du poème reflète éloquemment la position hiérarchisée des Chiliens face au « guide » de la révolution mondiale : « Je suis à Moscou et j'observe la marche du soleil soviétique »[1350]. Juvencio Valle ne se contente pas de cette composition gratifiante, il publie plus tard un récit de voyage dans les pages du périodique de son parti, *El Siglo*[1351]. Nous avons vu dans le chapitre V que Francisco Coloane, lui aussi Prix national de littérature (1964), entame d'importants efforts en vue de transmettre une image idéalisée du « frère

[1347] BERGER, Eduardo (éd.), *Desde Rusia con amor: Cartas de Carlos Berger a su familia*, Santiago, Pehuén, 2007, p. 15.
[1348] TORREJÓN, Francisco, *Relatos de un obrero. Vida de un comunista*, Luciérnaga Ediciones, Santiago, 2010, p. 168.
[1349] VALLE, Juvencio, "Un salto con impulso", in *Enfoque Internacional*, n°6, juin 1967, p. 21.
[1350] *Ibidem.*
[1351] *El Siglo*, 9 février 1967, p. 7.

aîné ». Conscients de la légitimité d'un auteur de la taille de Coloane, les responsables de l'Institut Chili-URSS font souvent appel à lui pour renforcer l'envergure des manifestations organisées. Le compositeur Gustavo Becerra, le musicien Víctor Jara, le savant d'origine lettone Alexander Lipschütz, parmi d'autres célébrités communistes, assument eux aussi une participation active dans les organisations « d'amitié ». Beaucoup participent également aux imposantes commémorations des dates marquantes de l'URSS. Un immense rassemblement a lieu dans la capitale Santiago pour célébrer les 50 ans de la Révolution d'Octobre. À cette occasion, les mélodies populaires de *Los Labradores*, de *Millaray*, de Víctor Jara se confondent avec les interprétations du pianiste Valentín Trujillo ou avec les discours de Pablo Neruda[1352]. Deux ans plus tard, pour le 52e anniversaire de l'insurrection bolchévique, le salon d'honneur de l'Université du Chili accueille des figures telles que Francisco Coloane et Alexander Lipschütz[1353].

D'autres exemples probants révèlent l'intensité de la fidélité des artistes engagés. Contentons-nous de souligner que les efforts de ces derniers visant à défendre le Kremlin face aux controverses du communisme international ou à propager une image laudatrice de l'URSS ont exercé un impact réel au sein de la communauté. Le poids indéniable des opinions d'intellectuels comme Francisco Coloane, Pablo Neruda, Alexander Lipschütz a contribué à atténuer les préjugés suscités traditionnellement par l'univers mystérieux de l'Union soviétique et des « pays satellites». Il s'agit donc d'un groupe de médiateurs fidèles, souvent célèbres et influents, agissant dans une même direction. Reprenant l'analyse de Michel Espagne sur les « transferts culturels », la formation de « réseaux » est un phénomène fondamental pour expliquer les conditions de circulation des idées et, en dernier lieu, les modalités de réception de la culture étrangère[1354]. Nous avons pu constater que les communistes chiliens constituent un véritablement noyau de « passeurs » qui interviennent efficacement en vue d'encourager un rapprochement entre ces deux mondes, lesquels commencent seulement à se connaître. Il ne faudrait cependant pas négliger le contrepoids exercé par les réseaux anticommunistes qui cherchent, quant à eux, à répandre une représentation terrifiante du « pays des Soviets » pour contrecarrer les initiatives des sympathisants de l'URSS[1355]. Toutefois, malgré l'opposition de ces regards divergents, les

[1352] *El Siglo*, 4 novembre 1967, p. 9.
[1353] "52 aniversario de la Gran Revolución Socialista de Octubre", in *Instituto Chileno-Soviético de Cultura*, 29 novembre 1969.
[1354] ESPAGNE, Michel, *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris, PUF, 1999, pp. 30-33.
[1355] Sur l'anticommunisme au Chili dans les années 1960, voir les travaux de Marcelo Casals, en particulier : CASALS, Marcelo, "'Chile en la encrucijada'. Anticomunismo y propaganda en la 'campaña del terror' de las

commentaires de certains communistes de renom sont à l'origine d'une plus large acceptation de la réalité soviétique. Mais, comme nous tâcherons de le démontrer à présent, les militants de gauche ne sont pas les seuls à favoriser la transmission d'une vision plus stimulante de l'Est.

7.2.2.-Le voyage et le retour : d'immanquables « gestes de gratitude »

Suite au rétablissement des relations diplomatiques Santiago-Moscou, le déplacement de personnes de part et d'autre du « rideau de fer » devient un phénomène de plus en plus fréquent. Des plans d'échanges bilatéraux débouchent sur des séjours de Chiliens en URSS. Si avant l'arrivée au pouvoir de Frei, les délégations étaient composées essentiellement de « camarades idéologiques », après 1964 les profils des voyageurs se diversifient. Ainsi, des non communistes, voire parfois des sympathisants de droite, se rendent en URSS poussés par des motivations diverses. On remarque que même ceux qui ne soutiennent pas le modèle socialiste témoignent souvent à leur retour de leurs impressions. Si pour les « compagnons de route » ces manifestations constituent une bonne occasion pour propager une image glorificatrice du système, les visiteurs non engagés ne demeurent pas pour autant indifférents. La plupart ont pu découvrir au moins un aspect positif d'une réalité auparavant méconnue. Stimulés par un sentiment de gratitude ou par la nécessité de transmettre l'impact encore vif exercé par la rencontre, les artistes invités s'expriment publiquement. Les références ayant trait à l'URSS tendent ainsi à se diversifier rendant plus complexe l'imaginaire social à l'égard de la puissance.

Globalement, les récits des visiteurs chiliens soulignent les mêmes éléments que leurs homologues de Cuba. Les températures hivernales, la magnificence du métro de Moscou ou du paysage urbain de Leningrad, l'abondance des agapes, la répétition des toasts, l'excellence des ensembles artistiques, sont autant de traits qui ont suscité des commentaires. Outre cela, la difficulté du russe est souvent signalée, parfois avec profonde frustration, par les Chiliens impuissants qui se sentent incapables de saisir complètement la culture d'accueil. Contrairement à beaucoup de Cubains qui, on l'a vu, parviennent à se communiquer en russe

---

elecciones presidenciales de 1964", in HARMER, Tanya et RIQUELME, Alfredo, *Chile y la Guerra Fría global*, *op. cit.*, pp. 89-111.

grâce aux formations proposées dans le pays, pour les Sud-américains, cet obstacle rend « l'expérience soviétique » moins authentique et affaiblit l'intensité de l'interaction avec le monde parcouru. Il s'agit ici du plus grand remord du jeune communiste Carlos Berger qui se plaint à plusieurs reprises de l'impossibilité de vaincre la « barrière de la langue ». Dans l'une des ses lettres, il fait part à sa mère de ses regrets :

> « Quant au russe, il faut absolument que je me débrouille pour l'étudier et l'apprendre autant que possible. C'est absurde de rester ici un an et de repartir sans ne rien savoir, condition dans laquelle je me retrouve maintenant »[1356].

Le professeur Luis Oyarzún note dans son journal intime que son séjour constitue sa « première expérience dans un pays où je ne comprends pas un seul mot »[1357]. Francisco Coloane, pourtant toujours accompagné de ses amis bilingues, relate ses tentatives infructueuses de se communiquer avec les habitants : « Le mur de la langue nous sépare », indique-t-il. Face à cette fatalité, il fallait se contenter « d'un sourire muet »[1358]. Malgré ses deux tournées musicales dans le camp de l'Est, dont une qui s'est étendue sur près de deux ans, la folkloriste Margot Loyola confesse qu'elle n'a pas réussi à nouer de liens d'amitié : « c'est à cause de la langue, ah, la langue, on parlait avec les mains, avec les mains ! »[1359]. Après avoir vécu un incident désagréable à l'aéroport de Cheremetievo, l'éditeur Carlos Orellana regrette de ne pas avoir suivi l'affirmation de Karl Marx selon laquelle « les langues étrangères sont des outils dans la lutte pour la vie ». Il découvre avec désappointement « les barrières qui se lèvent entre les êtres humains à cause du manque de maîtrise des langues »[1360]. L'ignorance du russe est probablement le plus grand obstacle entravant une immersion profonde dans le monde soviétique. Pour certains, surtout pour les plus « engagés », la langue frustre leur désir de comprendre la réalité de la patrie admirée, une patrie qu'ils souhaiteraient cerner dans son intégralité ; pour d'autres, elle restreint les possibilités d'interaction sociale et limite l'intensité de la découverte. Toujours est-il que pour l'ensemble des visiteurs, la distance infranchissable de la langue est l'un des grands bémols empêchant de satisfaire toutes les expectatives du voyage.

[1356] BERGER, Eduardo, *Desde Rusia con amor, op. cit.*, p. 37.
[1357] OYARZÚN, Luis, *Diario íntimo, op. cit.*, p. 277.
[1358] COLOANE, Francisco, *Los pasos del hombre, op. cit.*, p. 230.
[1359] Entretien de l'auteur avec Margot Loyola et Osvaldo Cádiz, Santiago, 21 janvier 2013.
[1360] ORELLANA, Carlos, *Penúltimo Informe*, *op. cit.*, pp. 102-103.

En ce qui concerne les perceptions plus positives, c'est surtout l'accès à des manifestions artistiques de qualité qui frappe le plus durablement les esprits. Même chez les farouches opposants du modèle socialiste, la culture peut déclencher une relativisation des stéréotypes. Les « gestes de gratitude », une forme de témoignage visant à mettre en valeur un bon côté de la nation visitée, rendent souvent compte de ce phénomène. Bien sûr, ce sont les militants du « parti frère » qui réagissent de manière plus vive et enthousiaste : les communistes agencent des assemblées publiques, prennent part aux commémorations de la Révolution d'Octobre, prononcent des conférences ou organisent des expositions. Mais il ne faut nullement réduire les « gestes de gratitude » aux seuls voyageurs de gauche. Les membres de *Los Quincheros*, connus pour leur position de droite, enregistrent en russe l'une de leurs chansons les plus célèbres : *El Corralero*. Le leader du groupe Benjamín Mackenna, que nous avons pu interroger à ce sujet, reconnaît que lors d'une tournée en 1966, il fut séduit par le haut niveau des prestations artistiques. Outre les exploits des ensembles traditionnels, c'est aussi le caractère massif de la culture qui l'impressionne : « on s'est vite rendu compte que c'était bien supérieur à ce que nous avions ici ». Benjamín Mackenna constate ensuite que « des concerts avaient lieu dans toutes les villes » ; « dans toutes les places publiques il y avait des tables d'échecs »[1361].

Le deuxième ambassadeur de l'administration Frei, Óscar Pinochet de la Barra, ne cache pas ses appréhensions vis-à-vis d'un modèle de société qui s'accommode mal de ses convictions démocrates-chrétiennes. Mais ce pays où « la haine des classes s'est érigée en philosophie de vie » compte toutefois des « grandes ballerines dont la performance est toujours merveilleuse ». Les Chœurs de l'Armée rouge, le Moïsseïev, le *Beriozka* et même les ensembles régionaux sont, pour le diplomate, « d'une qualité hors norme ». Grâce à leur discipline, musicalité et enthousiasme, les danseurs parviennent à créer une « totale communion avec le public ». En tant qu'étrangers, poursuit le couple Pinochet de la Barra dans leur mémoire écrit à quatre mains,

> « …nous sentions le caractère slave dans notre sang latino, comme s'il s'agissait de parents proches, et nous sortions du théâtre en croyant que nous avions mieux compris le peuple russe que lors des ennuyeux discours et des longues argumentations »[1362].

[1361] Entretien de l'auteur avec Benjamín Mackenna, Santiago, 11 janvier 2013.
[1362] ALEXANDER DUPLEICH, Carmiña et PINOCHET DE LA BARRA, Óscar, *Por Siberia al Sol Naciente*, *op. cit.*, pp. 33-34.

Dans un rapport sur le tourisme en URSS, l'ambassadeur affirme que la bureaucratie et l'incapacité de comprendre le comportement occidental font parfois que les visiteurs « oublient l'extraordinaire qualité des villes, des musées, des paysages et des spectacles de toutes sortes que nous pouvons apprécier ici »[1363]. Ces deux témoignages complémentaires s'avèrent éloquents car, à travers eux, Pinochet de la Barra distingue explicitement l'effet « du politique » de celui exercé par l'attrait de la culture. Pour un homme de centre et de tradition catholique, pour qui le communisme athée de l'URSS aurait dû provoquer un rejet immédiat, les exploits artistiques du pays d'accueil adoucissent les divergences idéologiques.

Il n'est pas le seul non communiste à être séduit par les prouesses de la culture soviétique. La compositrice Margot Loyola est impressionnée par les excellents moyens de la pratique musicale. L'impact devient d'autant plus frappant que les conditions locales sont souvent précaires et les carences importantes. C'est d'ailleurs à Moscou qu'elle achète son premier magnétophone, un appareil qu'elle a dû faire délivrer en bateau (il pesait près de 25 kilos). On lui propose également d'enregistrer un disque de longue durée (*Long Play*). Sous le regard attentif de cinq experts soviétiques, Margot Loyola parvient à un résultat tout à fait satisfaisant : « ce fut une excellente expérience », conclut-elle. De retour dans son pays, fière d'elle-même, elle fait écouter le disque à son ancienne maître, Blanca Hauser : « avec une telle élève, je peux mourir tranquille », lui dit-elle[1364]. Sa gratitude s'exprime par une participation active dans l'Institut chileno-soviétique de Santiago. En 1968, M. Loyola figure dans la programmation de l'organisme, où elle offre un concert gratuit[1365]. Le jeune pianiste et boursier du Conservatoire Tchaïkovski, Roberto Bravo, qui reconnaît son indifférence vis-à-vis du politique (« jusqu'à présent, je ne me suis pas posé la question de savoir avec quelle idéologie je suis pleinement d'accord »[1366]), finit par se mettre au service de la mission diplomatique de son pays. Il devient, en 1969, l'attaché culturel à Moscou et contribue ainsi au rapprochement entre les deux États.

Nicanor Parra, un auteur souvent critiqué pour son manque de définition idéologique, reçoit grâce à Margarita Aliguer une invitation lui permettant de séjourner en URSS. Il y demeure plusieurs mois et consacre une partie de son temps à traduire des poètes russes et

[1363] AHMAEC, Dossier Países – Rusia 1969, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 10 février 1969.
[1364] LOYOLA, Margot, *Por el mundo, op. cit.*, pp. 13 et 23. Entretien de l'auteur avec Margot Loyola et Osvaldo Cádiz, Santiago, 21 janvier 2013.
[1365] "Actividades del Instituto Chileno-Soviético de Cultura", in *Instituto Chileno-Soviético de Cultura*, 24 octobre 1968.
[1366] MANSILLA, Luis Alberto, "Roberto Bravo, un pianista que maduró en la URSS", in *Enfoque internacional*, n°20, août 1968, p. 3.

soviétiques. Son travail aboutit à des publications ayant trait à la nation visitée. N. Parra, Prix national de littérature en 1969 et un des écrivains les plus importants du sous-continent, rédige dans un premier temps un livre qu'il intitule *Canciones rusas*. Ses initiatives ne s'arrêtent pas là. L'Université catholique du Chili édite en 1971 une collection de « poésie russe contemporaine » traduite et sélectionnée par Nicanor Parra. En collaboration avec un spécialiste soviétique, il avait déjà fait paraître à Moscou une première version de ce volume publiée par les Éditions du Progrès. En outre, de retour à Santiago, il accepte des invitations de l'Institut Chili-URSS. Devant un public prestigieux, dont l'ambassadeur Alexander Anikine, Evgueny Evtouchenko, Juvencio Valle et Alexander Lipschütz, Nicanor Parra propose une conférence à l'occasion du cinquantenaire de la Révolution de 1917 intitulée « cinquante ans de poésie soviétique »[1367].

Le romancier Manuel Rojas, auréolé lui aussi du Prix national de littérature (1957), n'a jamais caché sa sensibilité anarchiste. Malgré cela, il accepte en 1966 une invitation pour visiter la puissance socialiste et, à son retour, prononce une allocution dans les locaux de l'Institut Chili-URSS[1368]. La participation de M. Rojas aux activités de la « maison d'Amitié » constitue sans nul doute un triomphe de la diplomatie moscovite. Pour finir, nous pouvons aussi évoquer le cas de Luisa Kneer, une femme de lettres qui parcourt Moscou et Leningrad en 1967 avec une délégation de 43 touristes sud-américains. Elle revient profondément impressionnée par l'expérience vécue. Bien que L. Kneer n'appartienne pas à une organisation politique, sa nouvelle ferveur prosoviétique se laisse apercevoir dans un récit de voyage élogieux où, emportée, elle décrit la superpuissance comme

> « …un élan de rénovation, de nouvelles entreprises ; un rythme accéléré de nouvelles constructions, d'avancées qui étonnent l'humanité depuis des années. […]
> Mais tout ça ce n'est qu'une ébauche, qu'un pâle reflet de ce qu'est Moscou, de ce qu'est toute la Russie, la Russie des grands centres d'enseignement, avec ses progrès météoriques et son formidable plan éducationnel »[1369].

Son enthousiasme se poursuit lorsqu'elle rassemble dans la ville de La Serena – située à près de 500 kilomètres au nord de Santiago – un groupe de sympathisants pour fonder en 1968 une filière de l'Institut Chili-URSS[1370]. C'est une façon de laisser une trace tangible de

[1367] *El Siglo*, 15 décembre 1967, p. 8.
[1368] *El Siglo*, 25 septembre 1967, p. 5.
[1369] KNEER, Luisa, *Una turista chilena en Rusia*, *op. cit.*, p. 23.
[1370] *El Siglo*, 7 novembre 1970, p. 8.

ses impressions favorables. Grâce à cette association, elle est en mesure d'organiser des activités pour transmettre ce qu'elle a tant apprécié dans « la terre rouge et colossale de Lénine »[1371]. Comme dans les exemples précédents, ces deux initiatives – l'inauguration de l'institut et la publication du récit de voyage – constituent une forme de reconnaissance qui remplit une double ambition : témoigner de la gratitude pour la qualité de l'accueil et rendre ostensible l'éblouissement produit par la nation visitée.

Si l'élan des grandes figures du communisme chilien est susceptible de favoriser la diffusion d'une meilleure image de l'URSS, les témoignages de voyageurs d'autres tendances idéologiques peuvent s'avérer d'autant plus retentissants. Les déclarations d'un anarchiste comme Manuel Rojas, d'un démocrate-chrétien comme Óscar Pinochet de la Barra ou d'un non militant comme Nicanor Parra, montrent que le monde soviétique – ou du moins certains aspects du pays – peut exercer un pouvoir de fascination sur un secteur plus large de la communauté. Les « gestes de gratitude », effectués presque immanquablement par des délégués de tous les profils, attestent une forme d'acceptation unanime envers la qualité de la culture soviétique. Ainsi, comme nous l'observerons maintenant, l'attrait des expressions artistiques prend parfois le pas sur les considérations politiques, ébranlant la rigidité du schéma de guerre froide Est-Ouest.

7.2.3.-La culture soviétique suscite un intérêt qui dépasse les cercles de militants

Lors de l'entretien qu'il nous a accordé, Enrique Silva Cimma, président de l'Institut culturel Chili-URSS de Santiago (1968-1973) et membre actif du centriste Parti radical, se remémore l'un des spectacles de danse soviétique ayant eu lieu dans la capitale. En compagnie de sa femme et de l'ancien président de droite Jorge Alessandri, il assiste à une représentation du Bolchoï qui suscite son enthousiasme : « Le Bolchoï avait beaucoup de poids, remarque-t-il, c'était quelque chose de fantastique »[1372]. En effet, dans le Chili des années 1950-1960, ce genre de manifestation artistique, même si elle provient du « camp idéologique » opposé, éveille la curiosité d'une partie de la population qui dépasse largement les milieux de gauche. Dans un contexte où les événements culturels de qualité internationale

[1371] KNEER, Luisa, *Una turista chilena en Rusia*, *op. cit.*, p. 9.
[1372] Entretien de l'auteur avec Enrique Silva Cimma, Santiago, 19 octobre 2007.

sont plutôt sporadiques, ceux qui s'intéressent à la danse, au cirque ou à la musique « savante » ne refusent guère la possibilité d'assister à une prestation soviétique. Pour un secteur important de la société, l'URSS est perçue, certes, comme un État autoritaire, où les libertés sont limitées, mais où les valeurs scientifiques et artistiques ont atteint un niveau incontestable. La présence intermittente de grands ensembles soviétiques – le ballet *Beriozka*, le Cirque de Moscou, avec en tête le fameux clown Oleg Popov, le *Zhok* de Moldavie ou le *Music Hall* de Moscou – provoque un réel engouement au sein de la communauté locale qui afflue en masse dans les salles de spectacles.

Avant d'accepter une invitation pour se produire en URSS, le chanteur Benjamín Mackenna a déjà pu apprécier au Chili les vertus des artistes de l'Est. Il laisse ainsi de côté ses préjugés politiques (n'oublions pas que B. Mackenna est un homme ouvertement de droite) pour pouvoir admirer le Cirque de Moscou, présent au Chili en 1966 : « nous ne pouvions pas imaginer ce genre de décor […] La scène était comme celle d'un théâtre symphonique ». Ensuite, quand les Chœurs de l'Armée rouge sont en tournée dans le pays, il est en mesure de confirmer ses impressions positives : « je n'avais jamais vu une chose pareille », conclut-il[1373]. Les folkloristes Margot Loyola et Osvaldo Cádiz partagent aussi ce type de sentiment. Interrogés sur leur intérêt de connaître la scène artistique de l'URSS, ils pointent le pouvoir évocateur des ballets qui

> « …arrivaient de là-bas ; le *Beriozka*, le Moïsseïev, ils étaient de très haut niveau, avec d'excellents musiciens, d'excellents danseurs, une mise en scène extraordinaire, alors on se disait : 'tout là-bas doit être d'un niveau très élevé' »[1374].

Le *Beriozka* en particulier, un ensemble qui parcourt le territoire chilien à deux reprises (1962 et 1967), semble avoir marqué les esprits[1375]. Sous la tutelle Nadejda Nadejdina, les 80 danseurs qui intègrent le *Beriozka* proposent, lors de leur seconde visite, dix représentations dans différentes localités[1376]. Il en va de même pour le *Music Hall* de Moscou qui parvient

[1373] Entretien de l'auteur avec Benjamín Mackenna, Santiago, 11 janvier 2013.
[1374] Entretien de l'auteur avec Margot Loyola et Osvaldo Cádiz, Santiago, 21 janvier 2013.
[1375] Il faut toutefois signaler que les délégations du *Beriozca* qui se produisent en Amérique latine ne représentent qu'un ensemble réduit de la compagnie moscovite. Lors de son séjour en URSS, le membre des Jeunesses communistes Carlos Berger est en mesure de comparer les deux mises en scène : « ici, c'est un spectacle beaucoup plus extraordinaire qu'au Chili. Le décor est spectaculaire, les chorégraphies et les luxueuses scénographies changent à chaque numéro et les ballerines folkloriques sont une merveille ». BERGER, Eduardo, *Desde Rusia con amor*, *op. cit.*, p. 69.
[1376] "Beriozka viene a Chile", in *Enfoque Internacional*, n°5, mai 1967, p. 32 ; *El Siglo*, 1 juin 1967, p. 1 ; *El Siglo*, 2 juin 1967, p. 10.

même à attirer l'attention de la presse de droite. En 1967, le journal conservateur *El Mercurio*, qui tend toujours à attaquer vigoureusement les décisions du Kremlin[1377], consacre cependant un espace à la promotion d'un « spectacle qui vaut la peine d'être vu » et qui « émerveille grands et petits ». « Les ballerines russes débordent d'art et de beauté », poursuit le périodique avant de déclarer : « c'est dommage qu'elles partent »[1378]. Quelques jours plus tard, le même organe conclut que le « succès obtenu [par le *Music Hall*] […] confirme les critiques favorables » suscitées par « cette extraordinaire ambassade d'art soviétique »[1379]. *El Mercurio* réserve également des paroles élogieuses à des réalisations récentes des studios de la superpuissance. Un titre comme *Le père du soldat* de Revaz Tchkheidze, un directeur d'origine géorgienne qui s'est rendu au Chili en 1967, séduit le critique du journal qui qualifie le film de « récit solide et émotif ». Malgré le caractère récurrent du sujet – « un vieux Géorgien qui arrive au front et se transforme en héros patriotique » –, « la magnifique photographie » parvient à offrir des « moments émouvants sans toutefois délester la sobriété et la simplicité ». Le compte rendu se clôt par un commentaire laudatif soulignant que « l'œuvre soviétique enlace des petites estampes pour créer une atmosphère émouvante et d'une simplicité poétique »[1380].

D'autres personnalités du monde culturel de l'URSS jouissent d'une large sympathie parmi les habitants. Le jeune poète Evgueny Evtouchenko, invité en 1968 par l'Université du Chili pour réciter ses vers en compagnie de Pablo Neruda[1381], est de retour en 1971. Cette fois, le théâtre le plus prestigieux du pays, le *Municipal* de Santiago, organise un « concert poétique » avec sa participation[1382]. De manière générale, les interprètes et chorégraphes soviétiques sont bien connus des spectateurs, voire même admirés par les élites sociales du pays. En 1970, avant l'arrivée au pouvoir de Salvador Allende, la Lituanienne Genovaite Sabaliauskaite reçoit une invitation pour diriger le ballet du Théâtre municipal[1383]. À l'ère du président démocrate-chrétien Eduardo Frei (1964-1970), cette dernière institution, traditionnellement

[1377] Le chercheur Eduardo Santa Cruz, qui consacre un ouvrage à l'évolution de la presse chilienne au XX^e siècle, souligne que l'entreprise *El Mercurio* est celle qui a « imposé le modèle libéral de presse » dans le pays. Vers les années 1960, ce journal devient le « porte-parole » des monopoles financiers « nationaux et transnationaux ». Selon l'auteur, la raison d'être d'*El Mercurio* est de plus en plus liée à l'existence du système capitaliste. SANTA CRUZ, Eduardo, *Prensa y Sociedad en Chile, Siglo XX*, Santiago, Editorial Universitaria, 2014, pp. 96-99. Il est important de tenir compte du caractère fortement idéologique de cet organe de presse car, nous semble-t-il, certains de ces articles soutiennent notre hypothèse selon laquelle la société chilienne entretenait un rapport ambivalent vis-à-vis « du soviétique ».
[1378] *El Mercurio*, 19 octobre 1967, p. 35.
[1379] *El Mercurio*, 25 octobre 1967, p. 41.
[1380] *El Mercurio*, 20 janvier 1968, p. 48.
[1381] *El Mercurio*, 7 janvier 1968, p. 42.
[1382] *El Siglo*, 17 juin 1971, p. 7.
[1383] *El Siglo*, 30 août 1970, p. 10.

fréquentée par les milieux les plus conservateurs du Chili, ouvre sa scène à plusieurs représentants du « camp socialiste ».

Les Soviétiques ne sont pas les seuls délégués de l'Est à atterrir au Chili. En 1967, le Tchécoslovaque Jindrich Rohan est à Santiago suite à un accord avec l'Université du Chili. Sa mission comprend de nombreuses activités, dont la direction de l'Orchestre symphonique[1384]. Il reviendra six ans plus tard, peu avant le coup d'État militaire de Pinochet, pour clôturer la saison musicale du *Municipal*[1385]. La présence de Rohan permet de consolider les liens musicaux avec le « pays satellite ». Quand l'Orchestre de chambre de Prague offre une représentation au *Teatro Oriente*, situé dans l'une des communes les plus riches de la capitale, la presse de droite fait paraître des articles louangeurs. En juin 1973, alors que le pays subit une polarisation politique d'une gravité extrême, l'ensemble praguois parvient à imposer « une sensation de remerciement festif et de franche admiration face à une telle maîtrise ». « Les savoureux passages des solistes – continue le critique Ernesto Strauss –, en particulier celui du flûtiste, ainsi que le tempo ailé et les délicieuses diversités dynamiques, ne sont que quelques détails d'un résultat splendide »[1386]. L'année du cinquantenaire de la Révolution d'Octobre (1967), quatre interprètes soviétiques (Sergueï Dorensky, Nina Beilina, Marina Goglidze-Mdivani et Igor Bezrodny) se produisent sur le plateau du *Municipal*. Les prestations font suite à un programme d'échanges patronné par la mairie de Santiago, contrôlée à ce stade par un militant démocrate-chrétien[1387]. Ici, comme dans les exemples précédents, la renommée des musiciens ou des danseurs l'emporte sur les considérations d'ordre idéologique. Le talent des artistes de l'Est finit ainsi par captiver un public prêt à contempler les expressions culturelles des Soviétiques sans pour autant s'ouvrir aux influences politiques.

Les représentations ambiguës à l'égard « du soviétique » sont également alimentées par les progrès scientifiques. La « conquête de l'espace » et la mise en orbite de Gagarine en 1961 ont considérablement accru le prestige international de l'URSS tout en obligeant les plus réticents à reconnaître le développement technique de la superpuissance. Les exploits des cosmonautes renforcent la césure de plus en plus profonde entre la méfiance envers le système politique de Moscou et la reconnaissance de l'excellence des spécialistes. L'ambassadeur démocrate-chrétien Pinochet de la Barra définit Mstislav Keldych, le

[1384] *El Siglo*, 15 mars 1967, p. 10 ; *El Siglo*, 3 avril 1967, p. 10.
[1385] *El Siglo*, 29 juin 1973, p. 14.
[1386] *El Mercurio*, 27 juin 1973, p. 35.
[1387] *El Siglo*, 17 avril 1967, p. 10 ; *El Siglo*, 26 avril 1967, p. 10.

président de l'Académie des sciences de l'URSS qu'il rencontre durant sa mission diplomatique, comme « l'un des Soviétiques qui nous a le plus impressionnés, tant pour son prestige à l'intérieur du pays que pour sa qualité humaine et sa culture absolument supérieure à celle du reste de ses compatriotes »[1388]. Le chirurgien et président de la Société URSS-Chili, Alexander Vichnievski, est qualifié par le radical Enrique Silva Cimma « d'éminent professeur de cardiologie ». Consulté ensuite sur l'imaginaire local envers le monde soviétique, il estime que l'URSS suscitait de la « curiosité » : « par exemple – nous dit Silva Cimma – ce professeur Vichnievski… c'était une éminence en URSS et il s'avère que cette même éminence était le président de l'Institut soviéto-chilien »[1389]. Lors de sa tournée à l'Est, Margot Loyola découvre avec étonnement un niveau de professionnalisme inconcevable dans son pays natal. Elle n'oublie pas les prouesses du « formidable » Oleg Popov mais souligne qu'il ne s'agissait pas d'un cas isolé : « tous les clowns avaient ce niveau-là, ils devaient étudier sept ans pour obtenir leur diplôme, sept ans ! Ils étudient même la psychologie »[1390]. Le sport soviétique compte également quelques personnalités familières des spectateurs. Le gardien de but Lev Yachine, surnommé « l'araignée noire » par ses admirateurs, devient une véritable légende lors du Mondial de football organisé au Chili en 1962. En 1968, les habitants de Santiago peuvent même aller voir un film sur le footballeur et sur « ses magnifiques arrêts de but, jamais dépassés par aucun autre gardien »[1391].

Parmi toutes les célébrités soviétiques, ce sont les cosmonautes qui inspirent le plus d'admiration chez les Chiliens. Nicanor Parra, toujours ironique et peu enclin à s'emporter pour une cause politique, rend toutefois un hommage littéraire à Youri Gagarine dans son recueil de poèmes *Canciones rusas* :

> « Les étoiles se réunissent autour de la terre
> comme des grenouilles à travers l'étang
> pour discuter du vol de Gagarine. […]
> Les étoiles sont folles de rage
> Gagarine, entre-temps,
> maître et seigneur du système solaire
> s'amuse à leur tirer la queue »[1392].

[1388] ALEXANDER DUPLEICH, Carmiña et PINOCHET DE LA BARRA, Óscar, *Por Siberia al Sol Naciente*, *op. cit.*, p. 45.
[1389] Entretien de l'auteur avec Enrique Silva Cimma, Santiago, 19 octobre 2007.
[1390] Entretien de l'auteur avec Margot Loyola et Osvaldo Cádiz, Santiago, 21 janvier 2013.
[1391] *El Mercurio*, 4 mars 1968, p. 40.
[1392] PARRA, Nicanor, *Canciones rusas*, *op. cit.*, pp. 52-53.

Beaucoup vilipendent le modèle soviétique, ou encore le manque de libertés politiques, mais il est difficile d'envisager des critiques à l'égard des cosmonautes, véritables moteurs du savoir universel. Certains d'entre eux, comme Alexeï Leonov, visitent le pays et s'entretiennent avec la population. Mais c'est surtout la tournée de Valentina Terechkova en 1972 qui frappe le plus durablement les esprits. Nous avons évoqué (chapitre V) la visite au Chili de la première femme à avoir effectué un vol dans l'espace. Même si, rappelons-nous, la mission de V. Terechkova est conçue comme un « geste solidaire » destiné à soutenir un régime ébranlé par la contestation interne, sa présence suscite des commentaires élogieux dans les milieux les plus diversifiés. Si le journal de droite *El Mercurio* accuse le Kremlin d'interdire l'action de l'opposition (« ils ne possèdent pas de parti pour les représenter ni d'organe de presse pour faire connaître leurs points de vue, ni même pas le droit légal de les propager de vive voix »[1393]), quelques jours plus tard le même périodique célèbre l'arrivée de celle qui a démontré que « la femme pouvait faire ce que les hommes réalisent »[1394]. Sur un ton dulcifié, les journalistes d'*El Mercurio* rendent compte des activités de la cosmonaute, sans passer sous silence l'activisme politique qui se forme autour d'elle :

> « à côté de son cœur, l'Étoile d'or des héros du peuple soviétique, une médaille qu'elle obtint suite à son exploit cosmique. […] Elle [Valentina Terechkova] répondit à toutes les requêtes des gens et de certains journalistes de la télévision et de la radio qui prenaient note de ses réponses […] de nombreux membres des Jeunesses communistes brandissaient des affiches, dont l'une en russe. On chantait l'International et des airs politiques de ce genre pendant que des cris de bienvenue à la délégation présidée par la cosmonaute se laissaient entendre »[1395].

Mais le commentaire le plus probant est sans doute celui qui paraît le 29 mars. L'article, rédigé par un journaliste aux mœurs conservatrices, est particulièrement éloquent puisque son auteur s'efforce d'ajuster l'image de Valentina Terechkova au modèle de société qu'il défend. Il détourne certains traits de la personnalité de Terechkova en veillant à ne pas évoquer le développement technologique de l'URSS. Ainsi, le premier élément que le chroniqueur souligne est l'importance du travail de la Soviétique pour la reconnaissance du rôle de la femme. Elle entre donc dans un panthéon universel féminin érigé sur des figures qui ont su « revendiquer leur genre » : « comme avant, sur des terrains divers, l'ont fait la Grande

[1393] *El Mercurio*, 7 mars 1972, p. 3.
[1394] *El Mercurio*, 29 mars 1972, p. 3.
[1395] *El Mercurio*, 26 mars 1972, pp. 27 et 35.

Catherine, Madame Curie ou Thérèse d'Avila »[1396]. Ensuite, le journal soulève le mode de vie exemplaire d'une personnalité qui, malgré les tentations de la célébrité, a continué à mener une existence appuyée sur des valeurs traditionnelles. Loin des extravagances que le poids de la popularité pourrait entraîner, après sa sortie orbitale V. Terechkova s'est

> « …mariée avec un collègue et a eu un enfant. Elle a montré que non seulement la capacité physique de la femme résistait autant que celle de l'homme, mais qu'après tant de vicissitudes et de tensions, elle était encore capable d'accomplir la mission que la nature lui a confiée pour la conservation de l'espèce »[1397].

Nous constatons à travers cet exemple révélateur que l'exploit de Valentina Terechkova ainsi que sa présence au Chili peuvent contribuer à diffuser une face différente de la réalité soviétique. Même pour des conservateurs ou des détracteurs acharnés du modèle socialiste, les avancées de la puissance, incarnées par des individus moins associés aux confrontations politiques (Terechkova, Gagarine, Yachine, Keldych, etc.), aident à tempérer les antipathies idéologiques. Le développement culturel, scientifique ou sportif, apprécié par une large partie de la société en dépit des querelles politiques, permet de mettre en avant un visage plus humain de la société soviétique. Le renforcement de la distinction entre « idéologie » et « culture » engendre une curiosité grandissante envers l'URSS. Nous observerons maintenant qu'à partir de la mi-1960, les profils divers au sein des « institutions d'amitié » dévoilent éloquemment la portée de ce phénomène.

7.2.4.-Culture ou politique ? Pour comprendre l'intensification des relations URSS-Chili

Peu de temps après la reprise des relations diplomatiques, un conseiller de l'ambassade de Moscou à Santiago informe ses supérieurs des activités des instituts Chili-URSS de culture. Le signataire témoigne dans le rapport de son optimisme : selon lui, les associations « d'amitié » bénéficient d'une grande popularité au sein de la population, ce qui explique également la participation d'individus aux « convictions politiques diverses ». À l'instar du fonctionnaire, nous croyons également que cette situation « est très éloquente et met en

[1396] *El Mercurio*, 29 mars 1972, p. 3.
[1397] *Ibidem.*

évidence le grand intérêt qu'éprouve la société chilienne pour la réalité soviétique ». Afin de renforcer ses arguments, le conseiller signale que l'Institut Chili-URSS de San Antonio vient d'élire un comité de direction composé d'un démocrate-chrétien et d'un membre du Parti libéral[1398]. Bien que la présence de militants de droite ne constitue pas une tendance récurrente, il est indubitable que, dans le Chili des années 1960, les manifestations culturelles de l'URSS attirent des personnes d'obédiences différentes. Cette relative ouverture autour des valeurs moins politiques de la superpuissance est perceptible dans les instituts chileno-soviétiques. N'oublions pas que pendant 13 ans les présidents de la filière principale, celle de Santiago, appartiennent au centriste Parti radical : Alberto Baltra entre 1960 et 1968 et Enrique Silva Cimma de 1968 jusqu'au coup d'État de septembre 1973. Quand nous avons interrogé ce dernier sur les motivations qui l'ont poussé à accepter ce poste, il nous a signalé que sa tâche était de « stimuler la connaissance réciproque de la culture, […] il n'y avait pas de connotation politique »[1399]. Si cette affirmation mérite d'être relativisée – comme nous l'avons fait dans le chapitre IV –, il est tout de même certain que l'enrôlement dans les instituts reflète une volonté d'ouverture vis-à-vis de l'URSS. Figurent sur les listes d'adhérents de nombreux radicaux ainsi que d'autres personnalités nullement liées aux organisations communistes (le cas du militaire et ancien professeur d'Augusto Pinochet, Gregorio Rodríguez Tascón, qui devient vice-président de la maison d'amitié de Santiago, s'avère particulièrement éloquent).

De surcroît, dans le Chili du gouvernement de Frei, le rapprochement avec l'Est ne concerne pas uniquement l'URSS. Des ambassades s'ouvrent aussi en Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Bulgarie et Roumanie[1400]. Parallèlement, les liens extra-officiels avec les « pays satellites » ont tendance à s'affermir, permettant un essor des relations culturelles avec le bloc socialiste. Les rapports avec ces autres nations dépassent les objectifs de notre thèse, mais il est toutefois intéressant de constater que des sociétés « d'amitié » voient également le jour avec la Roumanie, la Pologne, la Bulgarie, la RDA, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Chine, Cuba ou même avec l'Albanie et la Corée du Nord[1401]. L'activité de ce vaste réseau d'associations vient conforter l'idée d'une certaine souplesse de la société chilienne à l'égard de la culture du « bloc communiste ». Quand en 1971 l'Institut Chili-RDA désigne son comité directionnel, la population a pu s'étonner du nom du sénateur radical

[1398] GARF, Fonds 9576r, O.10, D.50, 19 juillet 1965.
[1399] Entretien de l'auteur avec Enrique Silva Cimma, Santiago, 19 octobre 2007.
[1400] *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1965*, Santiago, Editorial Universidad Católica, p. 163.
[1401] GOURÉ, Leon et ROTHENBERG, Morris, *Soviet Penetration of Latin America*, *op. cit.*, p. 177.

Fernando Luengo, nouveau président de l'organisme. Il assume cette responsabilité avec les vice-présidents Anselmo Sule, radical lui aussi, le député Julio Silva Solar, de la Gauche Chrétienne, et le communiste Víctor Contreras Tapia[1402]. Cet exemple est représentatif de la diversité des instituts. En s'engageant dans ces associations, les représentants peuvent satisfaire leur désir de se rapprocher d'un monde mystérieux tout en bénéficiant de spectacles de qualité ou, éventuellement, d'invitations pour se rendre à l'Est. Ainsi, ce phénomène nous invite à déplacer l'accent traditionnellement mis sur les stratégies politiques pour souligner les aspirations personnelles des acteurs concernés. Le rapprochement avec l'URSS ou les États de sa sphère d'influence peut se transformer en une excitante expérience humaine ou esthétique.

Mais la participation dans les ICSC offre également des avantages politiques. Alberto Baltra, à la tête de la filière de Santiago pendant huit ans, cherche à rallier la volonté des communistes autour de sa candidature lors d'une élection complémentaire en 1968. Suite au décès inattendu du sénateur José García, A. Baltra obtient la majorité des voix et devient parlementaire de la circonscription provinciale Bíobio, Malleco et Cautín. Au cours du processus électoral, le PCCh mène une campagne décidée en sa faveur sans laquelle la victoire aurait été moins probable. Il s'agit ici d'un des premiers pas vers un rapprochement fulgurant entre les forces de gauche et le Parti radical. Les efforts d'Alberto Baltra en vue de diffuser une image engageante de l'URSS ainsi que sa participation prolongée dans l'ICSC ont sans doute fait pencher la balance en faveur de la décision de l'appuyer. Mais il serait inexact de réduire les motivations de Baltra à des considérations purement pragmatiques. Son activisme relève aussi d'une fascination réelle pour le monde de l'Est. Bien avant l'élection de 1968, suite à un périple en URSS, en Yougoslavie et en RDA, il retourne au Chili visiblement séduit par l'expérience. Dans un ouvrage paru en 1963, il transmet ses impressions favorables sur les trois nations parcourues et accuse les médias dominants du pays de déformer volontairement l'image de la superpuissance : « les classes dominantes, par l'usage abusif des organes de diffusion qu'elles contrôlent grâce au pouvoir de l'argent, altèrent la réalité et offrent une image adaptée à leurs intérêts »[1403]. Ensuite, Baltra défend l'existence d'un système démocratique dans le camp de l'Est et poursuit sa description des conditions sociales et culturelles sur un ton fortement apologétique.

[1402] *El Siglo*, 19 août 1971, p. 5.
[1403] BALTRA, Alberto, *Tres países del mundo socialista: La Unión Soviética, la Democracia Popular Alemana, Yugoeslavia*, Santiago, Editorial del Pacífico, 1963, p. 9.

Chez un non communiste comme Alberto Baltra, plusieurs facteurs interviennent pour expliquer la militance active dans les ICSC : fascination envers le monde de l'Est, motivations électorales, gratitude pour l'hospitalité, intérêt pour l'art soviétique, possibilité d'obtenir des invitations, etc. Certes, souvent la frontière entre « le politique » et l'action culturelle s'estompe. Tel est le cas des intellectuels engagés ou des parlementaires de gauche qui s'efforcent de transmettre une image positive de la « patrie du prolétariat ». Mais, parallèlement, nous avons pu identifier de nombreux exemples (les militants centristes des instituts « d'amitié » ou les artistes non communistes qui se sentent attirés par la réalité soviétique) où « culture » et « politique » constituent deux sphères indépendantes, relevant de logiques différentes. Les sensibilités sociales ne vont pas toujours de pair avec les intérêts affichés des milieux politiques.

Le cas des étudiants chiliens à Moscou confirme cette dernière affirmation. Pour beaucoup, les bourses soviétiques constituent une chance splendide de poursuivre des formations difficilement envisageables au Chili. Si l'on croit Cristina Lártiga, parmi ses camarades de « la Lumumba », il y avait des démocrates-chrétiens et même une jeune fille de droite qui a par la suite soutenu le coup d'État de Pinochet[1404]. Dans ses mémoires, le journaliste Joaquín Gutiérrez évoque l'exemple de la mathématicienne Inés Harding, une Chilienne diplômée qui parvient à obtenir une allocation de l'Unesco pour continuer ses études à l'Université Lomonossov. Elle arrive à Moscou au début de la décennie 1960 pour profiter de cette « formidable opportunité de pouvoir […] étudier dans l'une des meilleures universités du monde sans devoir travailler en même temps ». Pourtant, I. Harding ne cache pas ses appréhensions à l'endroit du pays d'accueil : « La politique ne l'avait jamais intéressée mais, qu'elle le veuille ou pas, toutes les légendes noires qui circulent autour de l'URSS s'étaient infiltrées dans sa tête et elle venait morte de peur », nous dit le mémorialiste[1405]. Dans ces deux cas de figure (ainsi que dans celui du pianiste Roberto Bravo déjà analysé), c'est avant tout la qualité indéniable des centres d'enseignement soviétiques qui incite les étudiants à franchir la frontière Est-Ouest. Ici, encore une fois, le développement technique ou culturel de l'URSS prend le pas sur les craintes politiques des Chiliens. Il ne faudrait pas non plus écarter l'existence de sensibilités plutôt indifférentes à l'égard des grands enjeux de la guerre froide. Pour certains, la priorité est de pouvoir bénéficier du prestige et de l'excellence de l'éducation en URSS, même si ce choix heurte les dispositions idéologiques personnelles ou familiales.

[1404] Entretien de l'auteur avec Cristina Lártiga, Santiago, 1er février 2013.
[1405] GUTIÉRREZ, Joaquín, *La URSS tal cual*, Santiago, Nascimento, 1967, p. 141.

Plusieurs indices nous poussent donc à appréhender l'intensification des relations Chili-URSS comme le résultat de volontés hétéroclites. La nécessité de mieux connaître un monde distant mais de plus en plus présent dans les imaginaires engendre une curiosité croissante et enrichit les regards locaux envers l'Est. Stimulés par une myriade de motivations diverses, souvent ambivalentes, nombreux sont les Chiliens qui cherchent à se rapprocher de l'URSS sans pour autant s'ériger en défenseurs du modèle socialiste. La possibilité d'instrumentaliser les valeurs artistiques de l'URSS en fonction des profits politiques a sans doute été à l'origine de certains agissements. Mais restreindre un phénomène si riche et complexe aux seuls enjeux stratégiques d'une diplomatie culturelle serait mal comprendre les mobiles d'une société en transformation. Comment peut-on expliquer le voyage en URSS du très conservateur archevêque Alfredo Silva Santiago en 1967 ? Ou la tournée de l'ensemble folklorique de droite *Los Quincheros* un an auparavant ? Que peut pousser des démocrates-chrétiens à s'engager dans les instituts chileno-soviétiques ? Comment se fait-il que Gregorio Rodríguez Tascón soit à la fois un militaire proche de Pinochet et vice-président de la maison « d'amitié » de Santiago ? Dans le contexte de la guerre froide en Amérique latine, où les références idéologiques circulent amplement au sein d'une communauté en effervescence, la diversité des représentations « du soviétique » peut nous offrir quelques éléments de réponse à ces interrogations.

Selon l'historien américain Eric Zolov, pendant les *Global Sixties* – une notion qui cherche à rendre compte des influences transnationales conditionnant les politiques des États au cours de la décennie – l'Amérique latine est devenue une source féconde et un incubateur de représentations complexes[1406]. De fait, la figure du Che, mort dramatiquement au cours de guérilla en Bolivie, les interminables discours publics de Fidel Castro, la « voie chilienne » d'Allende, son décès lors du coup d'État de Pinochet en 1973, les dictatures militaires et les atrocités commises, etc., sont autant de moteurs nourrissant un regard passionné et complexe envers le continent. Inversement, la distance géographique et les préjugés contribuent à engendrer sur le sol latino-américain de multiples stéréotypes à l'égard de l'étranger, et très spécialement de l'extrême altérité qu'est le monde de l'Est. Mais, il est très important de souligner ici que ces visions sont loin d'être homogènes dans l'ensemble du continent.

[1406] ZOLOV, Eric, "Introduction: Latin America in the Global Sixties", in *The Americas*, vol. 70, n°3, 2014, p. 354.

Comme nous avons souhaité le démontrer dans ce chapitre, la société chilienne et cubaine réagissent bien différemment face à la présence grandissante « du soviétique ».

Alors que dans l'île des Caraïbes, « l'omniprésence » de l'URSS entraîne pour certains un processus de « désacralisation » de sa culture, au Chili, même pour les non communistes, les manifestations soviétiques sont une formidable opportunité de découvrir des spectacles de qualité. Cette disparité de vues s'explique en partie par les différences notoires de l'évolution politique. Cuba subit durablement les effets du blocus occidental, limitant sérieusement l'accès aux produits, dont les expressions artistiques, d'une grande partie du globe. Face aux carences que cette situation engendre, le Kremlin décide de mener un plan ambitieux de coopération, lequel aboutit à une intensification visible de ses influences sur l'île. C'est ainsi que s'amorce « l'entente soviéto-cubaine », un processus qui s'accompagne, d'une part, de l'adoption d'un mode de gouvernement inspiré du modèle socialiste et, d'autre part, de la « pénétration » massive de la culture soviétique dans le territoire. Dans le courant de la décennie 1960, les exploits des artistes de l'Est cessent donc d'apparaître comme des performances exceptionnelles pour s'inscrire davantage dans la vie quotidienne. Dans un contexte où l'accablante dépendance par rapport à Moscou atteint un point de non-retour, suscitant maintes appréhensions au sein de la population, la diplomatie culturelle de l'URSS est souvent perçue comme une forme supplémentaire d'imposition (« nous étions des souris de laboratoire, une chose exotique »[1407], observe le cinéaste Enrique Pineda Barnet).

Au Chili, en revanche, un pays moins susceptible de devenir la nouvelle cible du PCUS, les spectacles (*Beriozka*, Cirque de Moscou, Bolchoï, etc.) ou les délégués de renom (ballerines, cosmonautes, sportifs ou scientifiques) incarnent le côté positif d'une nation politiquement controversée. Si le système soviétique fait souvent l'objet de violentes réactions, la culture est, quant à elle, plus rarement attaquée. L'URSS renvoie pour la majorité des Chiliens à un monde mystérieux ; à une réalité souvent diffamée, d'autres fois admirée, mais dans tous les cas moins capable qu'à Cuba d'agir concrètement sur le territoire. Par conséquent, aux yeux des Sud-américains, l'art soviétique n'est guère considéré comme un instrument sous-jacent d'intervention idéologique. Au sein d'une communauté moins dépendante des directives du Kremlin, les prestations de Soviétiques tendent à être dissociées des visées stratégiques du Politburo.

Il est toujours plus aisé de critiquer ce qui est familier, ce qui nous appartient. Outre l'harmonisation politique, l'insertion de La Havane dans le camp socialiste transforme la

[1407] Entretien de l'auteur avec Enrique Pineda Barnet, La Havane, 15 avril 2014.

culture soviétique en une sorte de patrimoine commun. Les romans épiques de M. Cholokhov, A. Bek ou N. Ostrovski se publient massivement, le russe est enseigné dans les écoles et des milliers de Cubains entament des formations chez le « frère aîné ». Face aux craintes d'uniformisation, nombreux sont ceux qui manifestent leur hostilité à l'égard du « réalisme socialiste », une doctrine jugée avec sévérité mais qui prend simultanément une place importante dans l'île. Ce type d'inquiétudes n'est point ressenti au Chili où, même au sein des communautés de gauche, il n'a guère été question d'imposer une variante locale du modèle soviétique pour l'art. Nulle raison ne permet donc de croire que la présence de l'URSS entraînerait une nouvelle politique culturelle d'État. Alors qu'à Santiago, les représentations de l'Est sont des événements rares, reconnus pour leur qualité indéniable, à Cuba, la montée des influences suscite la méfiance de ceux qui appréhendent l'adoption des codes esthétiques du Kremlin.

Conclusion

Pour une « histoire triangulaire » des relations internationales durant la guerre froide : Cuba-Union soviétique-Chili

L'élaboration de cette thèse fut d'abord l'histoire d'un choix ; un choix difficile à faire. Nos expériences et nos recherches préalables nous incitaient à approfondir la politique internationale de l'URSS en Amérique latine. Dans cette optique, dès les premières semaines de travail nous nous sommes plongé dans la lecture d'ouvrages portant sur ce sujet. Très vite, cependant, nous avons compris qu'il était impossible de réduire la présence soviétique sur le continent à une doctrine cohérente applicable à l'ensemble du territoire. L'évolution des rapports avec chaque pays présentait des traits propres.

Si les autorités du Kremlin condamnent fermement le coup d'État militaire qui renverse le gouvernement d'Allende en septembre 1973, elles nouent paradoxalement d'importants liens commerciaux avec les dictatures anticommunistes qui dominent l'Argentine à partir de 1976[1408]. Une situation analogue a lieu dans le Brésil du pro-américain Emílio Garrastazu Médici (1969-1974), ce qui semblait confirmer la nature pragmatique des priorités de Moscou en Amérique latine[1409], traditionnellement considérée comme une « zone d'influence » des États-Unis. Mais si ces premiers antécédents nous poussaient à mettre en valeur les considérations économiques et l'importance des rapports de forces pendant la guerre froide, comment expliquer alors l'engagement décidé et non dépourvu de risques de Nikita Khrouchtchev à Cuba, une île située à moins de 100 miles de « l'ennemi du Nord » ? Il était clair à nos yeux qu'une part de « romantisme idéologique » avait été à l'origine de « l'alliance cubano-soviétique ».

Nous avons ensuite découvert avec surprise que l'URSS de Léonid Brejnev loue systématiquement la politique réformiste du Péruvien Juan Velasco Alvarado, un général qui rejette pourtant la doctrine communiste. La collaboration avec Lima se renforce et, à l'aube de la décennie 1970, le Pérou devient le seul pays sud-américain à recevoir des armes en provenance de la superpuissance[1410]. Le Mexique et l'Uruguay, deux nations qui tissent des liens avec Moscou bien avant l'ère d'ouverture poststalinienne, attiraient aussi notre attention

[1408] VACS, Aldo César, *Discreet Partners*, *op. cit.*, pp. 24-65.
[1409] TURRENT, Isabel, "La Unión Soviética en América Latina", *op. cit.*, pp. 77-82.
[1410] BERRIOS, Rubén et BLASIER, Cole, "Peru and the Soviet Union", *op. cit.*, p. 376.

et nous stimulaient à examiner ce phénomène dans la longue durée. Étonnement, le Costa Rica, un petit pays d'Amérique centrale qui compte moins de deux millions d'habitants en 1970, envoie un nombre inhabituel d'étudiants dans des institutions d'enseignement soviétiques[1411], nous suggérant l'existence d'une relation particulière entre deux États que rien ne semble rapprocher.

Autant de données disparates, souvent contradictoires, qui nous ont permis de dresser un double constat : d'une part, par la diversité des conjonctures, la rédaction d'une histoire générale des rapports soviéto-latino-américains n'était pas envisageable dans le cadre d'une recherche doctorale ; d'autre part, avant de définir l'objet de notre thèse, il s'avérait indispensable de sélectionner des cas de figure dont la portée nous autoriserait à tirer des conclusions plus globales. Le choix des réalités à étudier s'est ainsi transformé en la première grande question de notre projet ; une question d'autant plus pertinente que cette « aventure » aboutirait forcément à des missions de recherche sur le terrain. Dans un premier temps, le Chili nous est apparu comme une option naturelle, non seulement pour notre parcours de vie personnel mais aussi pour le caractère exemplaire de l'évolution historique du pays au temps de la guerre froide : les rapports avec l'URSS se sont largement développés durant les administrations du démocrate-chrétien Eduardo Frei (1964-1970) et du président autoproclamé marxiste-léniniste Salvador Allende (1970-1973). Nous étions donc face à deux phases distinctes qui dévoileraient, nous semblait-il, deux formes différentes d'articuler les relations.

Le second choix nous a fait par contre longuement hésiter. Après avoir songé à l'Argentine, au Brésil, au Pérou et même au Mexique, nous nous sommes décidé pour Cuba, bien que non sans avoir éprouvé de fortes appréhensions. Si l'île des Caraïbes, nous en étions certain, nous offrait un terrain de recherche profitable, l'accroissement vertigineux des interactions avec l'URSS dans les décennies 1960-1970-1980 et, par conséquent, des sources susceptibles d'être exploitées, risquait de nous précipiter dans un chantier inabordable. Motivé par les conseils de nos proches, nous avons finalement relevé le défi, et cela sans l'avoir jamais regretté.

On pourrait se demander à présent pourquoi s'acharner à produire une histoire « multidirectionnelle » des relations internationales au lieu de se contenter de retracer les rapports bilatéraux entre deux États. Loin de nous restreindre à une confrontation entre pôles

[1411] ROJAS, Francisco, "Diplomatic, Economic, and Cultural Linkages between Costa Rica and the Soviet Union", *op. cit.*, p. 263.

dominants (Moscou / Washington), nous soutenons l'idée que la guerre froide est un phénomène multipolaire qui s'accommode difficilement des schémas réducteurs Est-Ouest. L'étude de ce long processus – qui a si profondément marqué les esprits des habitants de la planète pendant près de 50 ans – gagnerait davantage en clarté si l'on s'efforçait à construire des interprétations à une échelle multilatérale. En décelant les particularités des contacts établis par l'URSS avec, d'un côté, le régime castriste et, de l'autre, le Chili de Frei et d'Allende, puis en les articulant pour discerner l'impact de chaque logique sur les autres, nous aspirions à offrir une approche comparative et « pluricausale » des relations. Sur la base de cette « triangulation Moscou-La Havane-Santiago », nous espérions être en mesure d'ouvrir des nouvelles voies explicatives pour mieux saisir les processus décisionnels ainsi que les motivations individuelles et collectives. Plusieurs passages de cette thèse attestent ces interconnexions.

Alors que les rapports cubano-soviétiques traversent une période de crispation, expliquée en partie par le rapprochement diplomatique de l'URSS avec les « gouvernements bourgeois » du sud du continent (dont, exemple par excellence, l'administration Frei), Fidel Castro condamne violemment La Moneda pour témoigner de son insatisfaction. Quand le « Líder Máximo » accuse Santiago d'être « complice du blocus impérialiste contre Cuba »[1412], plus que les autorités chiliennes, c'est surtout les dirigeants de Moscou qui sont visés. Sans vilipender directement le seul pays qui à même de soutenir son régime, en évoquant le Chili, Castro entend transmettre son message aux Soviétiques de manière moins frontale. De la même manière, dans la mesure où le discours radical des Cubains commence sérieusement à gêner les autorités et, par-là, à ébranler la légitimité même de la doctrine du Mouvement communiste international, le Kremlin réagit en faisant appel à des militants des « partis frères » pour prévenir les « barbudos ». En vue de ne pas créer de conflit diplomatique majeur, le PCUS s'abstient de répondre publiquement aux accusations castristes mais offre la tribune de la *Pravda* en juillet 1967 au Secrétaire général du PCCh, Luis Corvalán. Le Chilien remplit pleinement son rôle d'intermédiaire en faisant preuve d'une remarquable capacité d'appropriation de la rhétorique officielle de Moscou[1413]. Dans ce cas, c'est la voix du PCUS qui s'exprime à travers la plume d'un de leurs « fils fidèles » pour avertir la « brebis égarée » avant d'adopter une posture plus menaçante.

[1412] *Granma : résumé hebdomadaire*, La Havane, 31 juillet 1966, p. 11.
[1413] DEVLIN, Kevin, "El reto castrista al comunismo", *op. cit.*, pp. 220-221.

Plus tard, à l'ère de la « normalisation » URSS-Cuba, le Chili permettra de rendre explicites les nouvelles priorités de La Havane. Lors de sa tournée chilienne à la fin 1971, quand l'île des Caraïbes s'est définitivement tournée vers un chemin politique inspiré du modèle de l'Est, Fidel Castro ne cesse de rendre hommage à « l'internationalisme généreux » de l'URSS et encourage Allende à consolider ses liens avec les Soviétiques. La validité accordée à la « voie institutionnelle vers le socialisme » prônée par l'Unité populaire est un moyen pour le « Comandante » d'annoncer au monde la fin de l'étape « foquiste » et l'acceptation du principe de la « coexistence pacifique », ligne générale de la politique extérieure de Moscou. Cependant, au fond de lui-même, Castro n'est pas encore convaincu de l'efficacité du « chemin constitutionnel ». Les déceptions éprouvées durant son séjour au Chili – fortement intensifiées suite au coup d'État de Pinochet – finissent par confirmer le faible potentiel révolutionnaire de l'Amérique latine et poussent le dirigeant à raffermir sa « solidarité » avec l'Afrique, où des centaines de milliers de Cubains s'engageront dans des mouvements de libération nationale. Ainsi, La Havane renoue avec ses convictions insurrectionnelles sans pour autant froisser les alliés soviétiques, à ce stade, les seuls qui peuvent assurer la survie du régime.

Outre les rapports interaméricains, l'expérience soviétique à Cuba détermine également la disposition de la superpuissance de l'Est dans d'autres contrées du sous-continent. Si Fidel Castro recommande à son ami Salvador Allende de nouer des relations étroites avec Moscou, ce dernier s'avouera pourtant déçu du manque de décision de l'administration Brejnev. Malgré les espoirs placés dans le « frère aîné », les délégués (dont le président lui-même) qui débarquent en URSS pour convaincre les hôtes de s'engager plus décidemment dans une alliance avec Santiago ne parviennent qu'à arracher une aide modeste, insuffisante pour contrer la contestation interne. Face aux sacrifices imposés par la défense de l'île des Caraïbes – l'un des facteurs de la chute de Nikita Khrouchtchev en 1964 –, l'entourage de Brejnev n'est guère disposé à voir apparaître un « second Cuba » en Amérique latine. Certes, l'ascension d'un gouvernement « anti-impérialiste » pouvant affaiblir la position hégémonique des États-Unis dans sa « chasse gardée » est une situation souhaitable, mais il en va autrement de la mise en place d'une entente solide et coûteuse comme celle établie avec La Havane. Dans un cadre de difficultés financières, marqué par une vision plus pragmatique des affaires internationales, le Kremlin fait preuve de prudence pour ne pas anéantir les gains du rapprochement avec l'Occident (n'oublions pas que Richard Nixon s'était rendu à Moscou en 1972) et éviter un engagement qui entraînerait des coûts trop importants. En ce sens,

l'Unité populaire est une « victime » du contexte, mais elle est également une « victime » des prétendus risques, aussi bien politiques qu'économiques, qu'une trop grande proximité pourrait provoquer ; des risques éloquemment confirmés par l'exemple cubain quelques années auparavant.

Nous pourrions multiplier les cas attestant les « influences triangulaires » ainsi que les pays qui interviennent dans cette structuration complexe (le Brésil de Joao Goulart, le Pérou de Velasco Alvarado ou le Nicaragua des Sandinistes sont autant de réalités qui mériteraient d'être analysées dans une perspective globale). Contentons-nous d'observer que les évolutions politiques du Chili et de Cuba non seulement influent réciproquement les deux États latino-américains mais conditionnent aussi les priorités de l'URSS sur le continent. Si le « tournant communiste » du régime castriste attise l'enthousiasme de Khrouchtchev et l'incite à définir une politique concrète sur l'ensemble du territoire d'outre-mer, les conséquences de l'alliance avec La Havane découragent ses successeurs de mener une stratégie analogue envers le projet de l'Unité populaire, qui semblait pourtant conforter la doctrine de la « coexistence pacifique ».

C'est dans cette perspective que la notion de « guerre froide globale », formulée par l'historien Odd Arne Westad, prend tout son sens[1414]. Les conflits de la seconde moitié du XX^{e} siècle ne se réduisent pas à une rivalité bilatérale Est-Ouest. Ils doivent être compris comme un amalgame de tensions dans lequel participent divers acteurs qui s'inscrivent dans une toile complexe de références idéologiques. Nous sommes, certes, face à deux grands systèmes qui s'affrontent (le communisme soviétique et le capitalisme américain), mais cette tension est modelée par la progression d'autres influences tout aussi déterminantes en Amérique latine : outre le « foquisme » de Che Guevara et de Régis Debray, soutenu et propagé par l'administration castriste, les thèses maoïstes, le courant de pensée « tiers-mondiste », les doctrines sociales de l'Église, la « théorie de la dépendance », pour en nommer quelques-unes.

Si l'adoption d'une approche globale, incarnée dans cette thèse par la « triangulation URSS-Chili-Cuba », éclaircit davantage la portée internationale de la guerre froide, une analyse des interactions dépassant la sphère politico-diplomatique peut aussi nous permettre de mieux saisir les dynamiques locales. Les relations culturelles, conçues ici dans le sens

[1414] WESTAD, Odd Arne, *La guerre froide globale*, *op. cit.*

large évoqué dans l'introduction, dévoilent des logiques sociales plus difficiles à saisir. Le « combat pour les idées », nous l'avons vu, amène les autorités de chaque bloc à mettre en œuvre des stratégies visant à la propagation universelle d'une image séduisante du modèle représenté. En prenant la mesure de la diplomatie culturelle de l'URSS en Amérique latine, l'affrontement Est-Ouest nous est apparu comme une confrontation atypique, comme une rivalité qui se joue davantage sur le terrain des « cœurs et des esprits ». Outre la dimension psychologique de la guerre froide, déjà largement décortiquée par une génération prolifique de chercheurs contemporains, ce qui nous intéresse avant tout de mettre en relief c'est la diversité des engagements individuels et collectifs. Nul ne doute que le Kremlin et les « sociétés d'amitié » aient mis en place des efforts considérables pour renforcer la présence de l'URSS dans le monde. L'accroissement notoire des échanges artistiques soviéto-latino-américains dans les années 1960, ainsi que l'explosive accélération des déplacements d'individus de part et d'autre du « rideau de fer », attestent cette véritable priorité de la politique extérieure au temps de la guerre froide. Mais, quel serait l'intérêt de décrire en détail chaque point de la « stratégie culturelle » si l'on ne prenait pas en compte les effets sur les populations visées ? Faut-il réduire la montée des contacts réciproques au seul résultat d'une action officielle ? Et, si nous convenons qu'il ne s'agit nullement d'un phénomène unidirectionnel, quelle est donc la part des efforts extra-gouvernementaux ?

En évaluant l'envergure des contacts bilatéraux, plus que faire une histoire de « l'instrumentalisation » de la culture, nous avons tenté de déceler la place et les sensibilités des acteurs concernés. Dans une exploration plus subtile des multiples facettes des relations entre les deux mondes, une analyse faisant intervenir pouvoirs publics et volontés individuelles nous invite à relativiser le rôle tout-puissant accordé à la « propagande ». Pour ne pas sur-dimensionner le poids du *soft power* étatique et éviter un schéma à sens unique, la remise en valeur des motivations profondes, personnelles ou institutionnelles, nous a semblé nécessaire. Par le biais d'un examen de sources diversifiées (de nombreuses archives diplomatiques, mais aussi des récits de voyage, des mémoires, des périodiques répandus et d'autres de faible circulation, des entretiens oraux, des correspondances, etc.), nous avons pu repérer des « logiques souterraines » qui tissent une dimension moins connue des rapports.

Bien qu'à Cuba les échanges culturels, scientifiques et sportifs avec l'URSS s'organisent au niveau des gouvernements suite à la signature d'accords bilatéraux, la présence croissante de la littérature soviétique n'obéit pas simplement à une planification contrôlée par le Kremlin. L'amitié qui se noue entre Samuel Feijóo et Nina Boulgakova, entretenue grâce à de

longs séjours dans le pays de leur homologue respectif, aboutit à une coopération féconde qui débouche sur des résultats imprévus. Grâce à l'aide de la spécialiste soviétique, Feijóo traduit des écrivains russophones et publie son travail dans sa revue de la province de Villa Clara, *Islas*. Toujours avec Boulgakova, il fera ensuite paraître un recueil incluant des passages des très controversés Boris Pasternak (qui avait été violemment condamné par les autorités et forcé à décliner le prix Nobel en 1958), Anna Akhmatova et Nikolaï Zabolotski, ainsi que des poèmes de la « génération du dégel » : Robert Rojdestvenski, Bella Akhmadoulina, Boulat Okoudjava et Evgueny Evtouchenko[1415], tous des auteurs qui ont connu des difficultés dans leur pays[1416]. Ce dernier d'ailleurs est un visiteur assidu de l'île et devient vite proche de plusieurs intellectuels cubains (Heberto Padilla, Enrique Pineda Barnet, César Leante) qui peuvent ainsi être introduits dans des milieux « alternatifs » de la vie moscovite (le Théâtre de la Taganka, le cercle littéraire d'Andreï Voznessenski, etc.). Dans les années 1960, l'État cubain, tourné essentiellement vers l'urgence de la situation politique, laisse d'importants espaces à l'expression culturelle. Par exemple, les responsables des maisons d'édition jouissent à ce stade d'une certaine liberté d'action et publient des textes d'Isaac Babel ou d'Alexandre Soljenitsyne. Une situation analogue est observable sur le terrain des arts plastiques où des peintres avant-gardistes tels que Marc Chagall, Kasimir Malevitch ou Alexandre Rodtchenko sont bien connus des plasticiens locaux. À l'encontre de ce que nous pourrions penser, même si nous sommes face à deux nations de la sphère communiste, la transmission des savoirs ne se limite pas aux grands noms du « réalisme socialiste ». En marge du gouvernement castriste, des passeurs non officiels interviennent également permettant une diffusion plus large de la culture russe et soviétique.

Si la place des acteurs indépendants ne doit pas être négligée dans le cas cubain, cela est d'autant plus patent au Chili, un pays où les initiatives autonomes demeurent importantes. Nous avons observé que les instituts « d'amitié », véritables moteurs des rapports culturels, mobilisent des individus aux sensibilités diverses et n'agissant point pour défendre le modèle socialiste. De la même manière, d'autres intermédiaires inattendus, comme la pianiste Flora Guerra ou les folkloristes de droite de l'ensemble *Los Quincheros*, contribuent à diffuser la musique chilienne dans le monde de l'Est et inversement. Des démarches individuelles faisant suite à une invitation en URSS – ce que nous avons qualifié de « gestes de gratitude » (un

[1415] BULGAKOVA, Nina et FEIJÓO, Samuel, *Poetas rusos y soviéticos*, *op. cit.*
[1416] Dans un ouvrage d'une richesse exceptionnelle, Vladislav Zubok évoque les problèmes politiques confrontés par ces écrivains et, en faisait allusion au grand roman de Boris Pasternak, avance la notion « d'enfants de Jivago ». ZUBOK, Vladislav, *Zhivago's Children*, *op. cit.*, pp. 168-179.

récit de voyage, une conférence, une exposition, un enregistrement, etc.) – sont systématiquement effectuées par des artistes qui voyagent à titre privé. Le rapprochement chileno-soviétique, nous l'observons, n'est dans aucun cas le résultat exclusif de déterminations étatiques ou de la diplomatie de Moscou ; la multiplication des interactions s'axe autour d'un faisceau complexe rassemblant des volontés éparpillées qui n'obéissent pas toujours à des espoirs de conversion politique.

Aujourd'hui, à une époque qui nous permet de prendre de la distance vis-à-vis des anciennes rivalités idéologiques, il est préférable d'éviter l'usage de concepts héritiers de la rhétorique de guerre froide. Des notions telles que « pénétration culturelle », « subversion », « propagande » tendent à présenter les échanges internationaux comme l'aboutissement logique des ambitions sous-jacentes des grandes puissances. À l'opposé des théories « complotistes », qui risquent de gommer le rôle des citoyens ordinaires, sans lesquels toute tentative d'agir à l'extérieur échoue immanquablement, nous avons voulu démontrer que l'établissement de relations répond à des actions émanant de divers secteurs. Toutefois, ces efforts en vue de rapprocher les cultures, qu'ils viennent de la sphère publique ou de la société civile, se trouvent inévitablement influencés par les images entretenues à l'égard de « l'autre ». Les États, nul n'en doute, interviennent pour vendre une autoreprésentation séduisante et favoriser le rayonnement d'une face finement sélectionnée de leur réalité. Mais les politiques des décideurs sont elles-mêmes modelées par des articulations mentales qui conditionnent l'opération diplomatique à mener. De fait, la spécificité culturelle transmise à l'étranger s'ajuste aux caractéristiques présumées de la communauté et donc aux visions prépondérantes, toujours fragmentaires, de la société ciblée.

Inversement – et c'est ici, nous semble-t-il, l'un des points essentiels pour comprendre l'impact social de la guerre froide –, la nouvelle proximité produit aussi dans les pays récepteurs des images, voire des stéréotypes, qui façonnent les représentations collectives et, en dernier lieu, les engagements des individus. Dans le dernier chapitre de cette thèse, nous avons cherché à mesurer l'effet de la présence soviétique au Chili et à Cuba. La révolution de la *Sierra Maestra* inaugure une nouvelle ère des rapports soviéto-latino-américains qui, outre les manifestations concrètes du rapprochement (envoi de délégations, accords commerciaux, échanges d'objets artistiques, etc.), entraîne également une curiosité croissante envers le monde de l'Est. « Le soviétique » est de plus en plus présent sur le continent, suscitant des réactions mitigées et parfois des espoirs ou des craintes. Ainsi, les références s'enrichissent et érigent un regard particulier de la confrontation globale, poussant un certain nombre de

personnes à s'investir résolument pour une cause. Nous avons insisté sur l'importance des représentations vis-à-vis de la superpuissance socialiste puisque nous avons la conviction que c'est dans les tréfonds de l'esprit humain que nous pouvons mieux appréhender l'impact profond de la guerre froide.

Mais, loin d'engendrer une image homogène sur le continent, « l'internationalisme » soviétique des années 1960 et les interactions culturelles qui en découlent créent des impressions hétéroclites, édifiées en fonction des conjonctures politiques et sociales. Nous avons vu à travers les exemples du Chili et de Cuba que les singularités de chaque contexte sont à la base des imaginaires liés à l'URSS. Alors que les Chiliens peuvent découvrir un côté moins militant de la culture de l'Est, beaucoup de Cubains, témoins de l'implantation désormais incontournable de Moscou, craignent l'adoption d'un modèle inspiré du « réalisme socialiste ». Cette constatation, qui nous invite à mettre l'accent sur les divergences régionales, constitue un argument supplémentaire en faveur d'une histoire comparative des rapports internationaux. La mise en évidence de « connexions triangulaires » établies entre le Chili, l'Union soviétique et Cuba – trois pays historiquement et géographiquement éloignés mais qui tissent des liens accrus dans les années 1960-1970 – révèle les limites d'une conception purement binaire des rapports entre les nations et confirme la pertinence d'une « histoire connectée » de la guerre froide[1417]. Rappelons ici quelques pistes allant dans ce sens et qui mériteraient d'être explorées plus assidument.

L'évolution de Cuba, pays considéré par certains comme la « tête de pont » du communisme, conditionne en partie l'image de l'URSS en Amérique latine, à une période où les circulations Est-Ouest passent souvent par des acteurs de l'île qui filtrent à leur tour le type de « culture socialiste » à transmettre. Mais si les contacts privilégiés des Cubains peuvent créer des amalgames dans le reste du continent, la coopération avec le gouvernement réformiste de Frei témoigne de la « flexibilité diplomatique » du Kremlin et incite d'autres États de la zone à suivre l'exemple du Chili (suite aux tractations diplomatiques et commerciales avec Santiago, l'Uruguay, la Colombie, l'Équateur, la Bolivie, le Venezuela et le Costa Rica entament des négociations similaires avec Moscou). Il faudrait, bien sûr, multiplier les perspectives multilatérales et s'intéresser davantage à d'autres pays latino-américains qui entrent aussi dans l'engrenage complexe des articulations URSS-Amérique

[1417] Sur la nécessité de multiplier les « approches intra-régionales » pour mieux saisir la « guerre froide latino-américaine », voir HARMER, Tanya, "The Cold War in Latin America", in KALINOVSKY, Artemy et DAIGLE, Craig (éds.), *The Routledge Handbook of the Cold War*, London, New York, Routledge, 2014, p. 144 ; BRANDS, Hal, *Latin America's Cold War*, *op. cit.*, pp. 2-3.

latine. Notre travail n'est qu'une ébauche des perspectives offertes par une histoire qui ne fait que commencer à s'élucider. En effet, l'étude des relations entre ces deux sphères si lointaines, dont la portée a été trop souvent restreinte par les passions politiques, demeure toujours aujourd'hui à un stade embryonnaire.

Le continent latino-américain, nous l'avons brièvement indiqué dans l'introduction, n'a été que superficiellement incorporé dans les débats académiques concernant les grandes dissensions idéologiques de la guerre froide[1418]. De surcroît, la persistance d'une énorme disproportion entre les nombreuses analyses consacrées aux rapports avec les États-Unis et l'intérêt secondaire que suscitent les liens avec l'Union soviétique exige un effort résolu de la communauté historienne. Cette thèse ne prétend nullement avoir comblé ce vide. Bien au contraire, plus que jamais, des possibilités accrues s'offrent aux personnes qui désirent approfondir le sujet. Les documents soviétiques que nous avons consultés nous sont parvenus par l'intermédiaire de la spécialiste Olga Ulianova et ne représentent qu'un modeste éventail du corpus disponible dans les archives russes. Côté cubain, le pays connaît actuellement un processus d'ouverture internationale qui débouchera sans doute sur un accès grandissant à des dossiers longuement confinés dans des placards fermés à clef. Le désir de partager les expériences vécues au cours de ces 57 années de « révolution » se laisse déjà respirer dans l'air nouveau de l'île caribéenne. Quant au Chili, la plupart des fonds y sont accessibles mais ils ont été insuffisamment exploités. Si l'on joint à cela les multiples possibilités existant dans l'ensemble des nations latino-américaines, dont la plupart ont tourné la page de l'autoritarisme et des dictatures militaires, nous pourrons prendre la mesure de l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir. Les études des interactions entre l'URSS et le Nouveau Monde, longtemps dominées par l'ardeur des rivalités politiques, forment encore une toile largement inachevée. Nous espérons avoir pu ajouter à cette esquisse une touche qui contribuera à l'éclairer mais, surtout, qui incitera d'autres chercheurs à compléter le tableau général de ce que nous avons appelé la « guerre pour les idées » en Amérique latine.

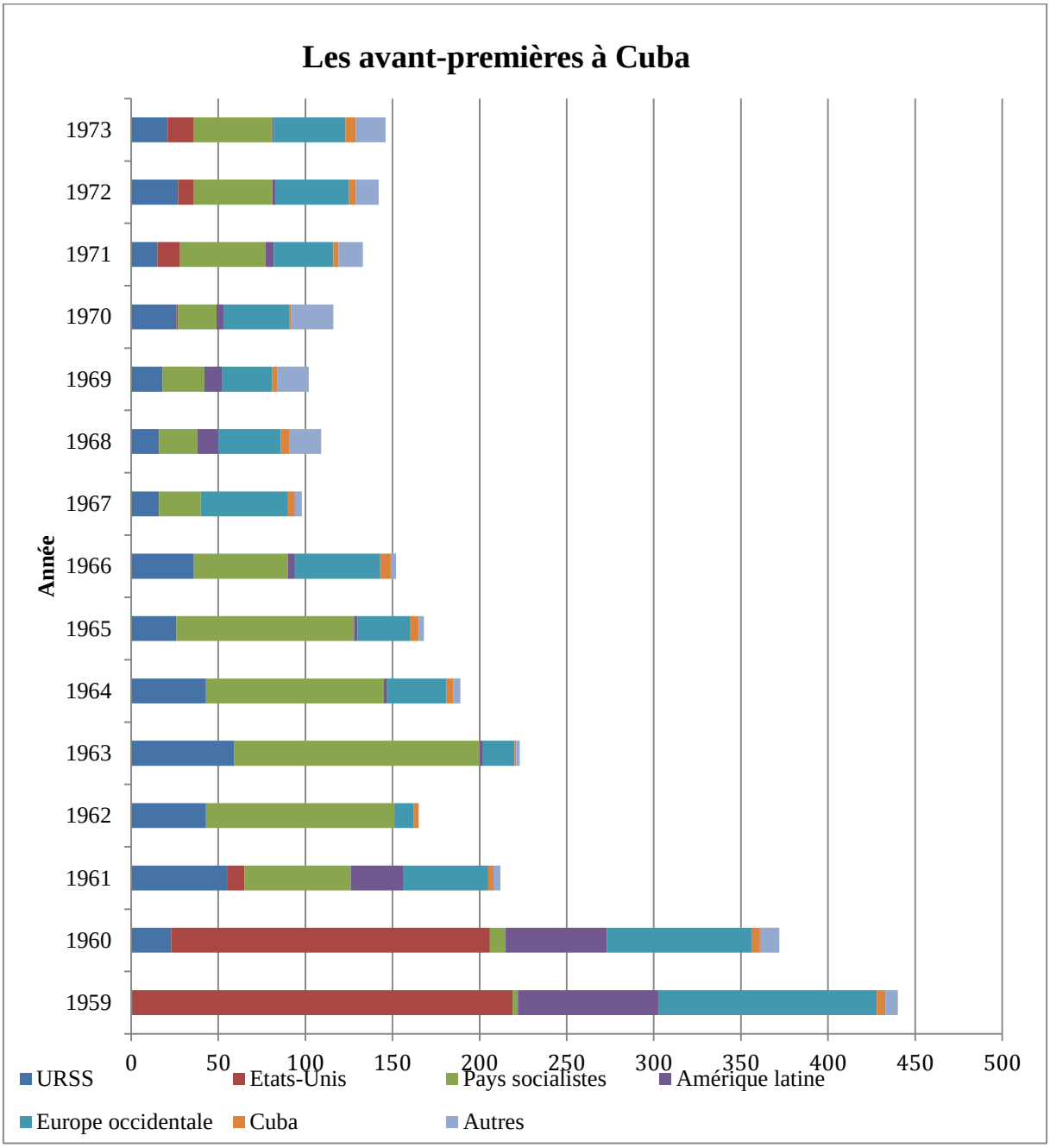
[1418] JOSEPH, Gilbert, "What We Know and Should Know", *op. cit.*, pp. 9-10 ; HARMER, Tanya, "The Cold War in Latin America", *op. cit.*, pp. 133-134.

ANNEXES

Annexe n°1

Les sorties cinématographiques dans les salles à Cuba (1959-1973)[1419]

Source : Archives ICAIC, La Havane, dossier « Estrenos comerciales de Cuba » (1959-1973).



[1419] Nous n'avons pas pu identifier le pays d'origine de tous les films sortis à Cuba au cours de l'année 1960. Parmi les 382 titres qui figurent dans les listes des archives de l'ICAIC, 17 sont de nationalité inconnue. Une certaine marge d'erreur doit donc être prise en compte pour l'année 1960.

Annexe n°2

Extraits du discours du président de Cuba, Manuel Urrutia, lors de la cérémonie d'accueil de l'ambassadeur des États-Unis, Philip Bonsal (3 mars 1959)

Source : ANC, *Fondo Ministerio de Relaciones Exteriores*, dossier n°9, numéro d'ordre 159, "Discurso del ciudadano presidente doctor Manuel Urrutia", 3 mars 1959, pp. 41-43.

Votre Excellence Monsieur l'ambassadeur,

Je vous remercie pour les vœux de progrès et de prospérité que son Excellence, le major-général Dwight Eisenhower, a bien voulu me transmettre par votre intermédiaire et auxquels je réponds avec la plus grande sincérité en transmettant pour ma part mes vœux les plus fervents de bonheur au grand peuple nord-américain.

Certainement, tant les États-Unis que Cuba obéissent à une même idéologie démocratique, républicaine et libérale. Si en matière de politique étrangère le peuple cubain s'est manifesté résolument aux côtés des démocraties chaque fois qu'une forme d'absolutisme international est apparue, dans la vie intérieure du pays il a toujours démontré un amour profond de la liberté, faisant preuve de courage dans sa lutte profondément dévouée et d'un héroïsme impressionnant contre la domination étrangère et la tyrannie locale.

C'est pour cette raison que le peuple cubain admire profondément les créateurs de la politique des États-Unis, les héros immortels que furent Washington et Jefferson, Lincoln et Franklin Roosevelt et, dans la sphère de la pensée pure, des figures aussi éminentes que Ralph Waldo Emerson, Washington Irving et Walt Whitman, car ils ont incarné les plus hautes vibrations de l'idéalisme qui anoblit la vie individuelle et collective, les principes de liberté, le respect de la loi et la confraternité humaine. […]

Les idéaux de justice, d'amour, d'altruisme, qui ont animé les hommes-guides déjà mentionnés sont les mêmes qui animent la jeunesse cubaine pendant ces jours décisifs de l'histoire dans sa lutte héroïque contre la tyrannie, sous la glorieuse direction du commandant en chef de la révolution, le docteur Fidel Castro […]

C'est que le peuple de Cuba a toujours maintenu comme principe suprême de la société humaine la primauté de l'esprit sur la matière ; la proclamation, en tant que loi permanente de la vie placée au-dessus de l'exercice de la force, de la justice et de la solidarité parmi les

peuples libres ; preuve en est l'action prodigieuse qui a récemment permis le renversement de l'une des dictatures les plus abjectes et sanguinaires que l'histoire ait jamais connue.

En vertu de cette identification avec les principes démocratiques, le peuple de Cuba s'est rangé aux côtés des États-Unis durant les deux dernières Guerres mondiales ; et quand des nations inspirées du despotisme cherchaient à détruire les institutions sur lesquelles reposent la démocratie et la liberté, Cuba, dans un effort gigantesque, a tout fait pour les défendre, surtout d'un point de vue pratique, en envoyant des matières premières indispensables pour l'alimentation des peuples et, enfin, pour la victoire finale.

Le gouvernement de la révolution, Votre Excellence, est tout disposé à réaffirmer ses liens historiques d'amitié et de compréhension avec les États-Unis, particulièrement dans les sphères politiques, économiques et culturelles car, ainsi, sur une base d'amitié sincère et de considération réciproque, non seulement nous effectuons une action solidaire mais nous promouvons aussi le renforcement du Système Régional Interaméricain tel qu'il a été conçu par Simón Bolívar et les constructeurs de la Démocratie américaine. […]

Vous affirmez, Votre Excellence, qu'il est nécessaire de lutter inlassablement pour la démocratie et, par conséquent, pour l'éradication de toute menace des systèmes totalitaires, qu'ils soient de droite ou de gauche. La Révolution cubaine partage cet avis et soutient également la nécessité de faire disparaître les causes à l'origine des tyrannies politiques qui ont ensanglanté sauvagement nos peuples. Nous sommes face à une crise globale, face à deux conceptions antagonistes du monde et de la vie. D'un côté, notre culture occidentale, qui a comme devise le respect des valeurs de l'esprit et des droits de l'homme. De l'autre, celle qui s'empare de la souveraineté des peuples et de la conscience individuelle par le biais de la persécution et de la mort. Comme vous le rappelez, dans ce drame universel qui hante l'humanité, il n'existe qu'un moyen de parvenir au développement de toutes les potentialités individuelles ; c'est celui qui vise à défendre coûte que coûte la liberté, la démocratie et la justice.

Excellence : croyez-moi quand je vous dis que c'est pour moi un honneur de recevoir de vos mains les lettres de créance qui vous accréditent comme ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique auprès du gouvernement que je préside ; croyez-moi aussi que c'est une véritable satisfaction de vous assurer que vous allez toujours rencontrer, tant chez le peuple qu'au sein du gouvernement de la République de Cuba, la meilleure disposition et bonne volonté à l'égard de votre mission diplomatique.

Annexe n°3

Lettre de Máximo Pacheco et Óscar Pinochet de la Barra adressée au président Eduardo Frei à propos d'une conversation entretenue à Moscou avec Nikolaï Podgorny (11 février 1970)

Source : AEF, Dossier 57, Máximo Pacheco et Óscar Pinochet de la Barra à Eduardo Frei, Moscou, 11 février 1970.

Moscou, le 11 février 1970

Excellence, Monsieur,
Eduardo Frei
Président de la République
Santiago

Très cher président,

Nous avons le plaisir de vous informer que le ministre de l'Éducation nationale Máximo Pacheco, accompagné de l'ambassadeur Óscar Pinochet de la Barra, a été reçu aujourd'hui au Kremlin par le président du Soviet suprême, Nikolaï Podgorny.

L'entretien a duré une heure et demie.

Durant cette entrevue, le ministre Pacheco a informé le président Podgorny qu'il était porteur d'une lettre personnelle du président Frei et a procédé à sa lecture avec traduction simultanée.

Après la lecture, le président Podgorny a prié le ministre Pacheco de transmettre ses remerciements sincères au président Frei pour ce message, reçu avec une satisfaction toute spéciale des mains de son ami Pacheco. Ensuite, il a déclaré : « quant à la lettre, son contenu coïncide parfaitement avec le point de vue soviétique. Pendant le gouvernement du président Frei, les relations se sont beaucoup développées. Je vous ai déjà dit que le président Frei est en train de développer une politique indépendante, bien différente de celle des autres pays du continent.

En matière de politique internationale, nos objectifs sont les mêmes. En ce qui concerne la culture et la science, on avance bien. Mais ce n'est pas le cas du commerce, où nous sommes dans une impasse malgré l'écoulement de trois années depuis la signature de la convention commerciale. Nous sommes cependant optimistes ».

Le président Podgorny a ensuite demandé des renseignements sur la situation du Chili et a dit : « Vous préparez des élections, n'est-ce pas ? Nous allons en avoir en juillet en Union soviétique, pour le Soviet suprême, mais il me semble que les vôtres seront plus agitées… Combien de candidats avez-vous ? Trois ? Sont-ils les candidats définitifs ? Pourquoi ne pas réélire le président Frei qui est en train de faire un si bon travail ? »

Pacheco : Malheureusement, notre Constitution ne nous autorise pas à réélire le président Frei malgré le fait qu'il jouisse de beaucoup de prestige et de popularité et que le peuple chilien souhaiterait le réélire.

Podgorny : « Une Constitution qui empêche la réélection du président Frei est une mauvaise Constitution ».

Pacheco : Si vous nous aidez avec quelques-uns de vos amis au Chili, nous pourrons modifier la Constitution pour permettre la réélection du président Frei.

Podgorny : « On vous aidera ! Mais si le président Frei ne vient pas me voir, comment peut-on discuter de cela ? Y a-t-il des rideaux de fer qui l'empêchent d'effectuer un tel voyage ? S'il vient, je lui payerai le retour au Chili. Ministre, vous devez convaincre le président Frei de venir visiter l'URSS pendant son mandat ; ici, nous l'accueillerons très bien ».

Podgorny : Vous avez eu des difficultés au Chili avec les militaires. Cela nous inquiète. Pourquoi ne m'expliquez-vous pas ce qu'il s'est passé ?

Pacheco lui explique en détail la portée du mouvement subversif du général Viaux et les contacts qu'il a entretenus avec des extrémistes de droite et de gauche.

Podgorny : Est-ce que le Parti communiste est extrémiste ?

Pacheco : Non, il est démocratique. La droite extrême est le Parti national et le parti extrémiste de gauche est le Parti socialiste d'Allende.

Podgorny : Je suis au courant de la position adoptée par le Parti communiste pendant le soulèvement.

Pacheco lui offre une longue explication sur la position adoptée par le Parti communiste.

Podgorny demande à Pacheco de lui expliquer la situation électorale du Chili.

Pacheco lui explique en détail l'existence et la signification des trois candidatures pour les prochaines élections présidentielles et le danger d'une éventuelle rupture de notre tradition

démocratique, un fait qui serait regrettable non seulement pour le Chili mais aussi pour l'Union soviétique.

En outre, le ministre Pacheco lui a fait savoir que Radomiro Tomic est le « même Tomic que vous avez connu en Union soviétique. Comme il l'a expliqué en détail à Moscou au vice-ministre des Affaires étrangères Vassili Kouznetsov, Radomiro Tomic souhaiterait vous manifester que sa position internationale sera comparable à celle du président Frei ».

Podgorny le remercie pour ces éclaircissements sur la situation pré-électorale et lui manifeste qu'ils sont très utiles car, de loin, il est difficile de se faire une idée claire. « L'élection de septembre, continue-t-il, est un problème du peuple chilien et ses résultats dépendent du travail des partis. Bien sûr, nous sommes très intéressés et nous souhaitons savoir qui sera élu et quelle sera la ligne du prochain gouvernement. Nous ne sommes pas indifférents. Les relations entre les deux pays ont beaucoup progressé avec Frei, il y a de bonnes perspectives pour qu'elles progressent encore davantage dans cette même ligne. La politique de Frei nous a été favorable ainsi qu'aux forces démocratiques. Bien entendu, ce serait dommage que le résultat des élections arrête ou dénature ce progrès. Le Chili a un rôle très important en Amérique latine et son influence s'exerce surtout sur les pays qui n'ont pas une politique progressiste. Si vous continuez comme cela, je pense que vous aurez de bons rapports avec Cuba, mais il faudra encore attendre un peu pour franchir ce pas. Ce serait dommage que les militaires s'emparent du pouvoir. Nous espérons que les Chiliens soutiendront les cercles progressistes qui mènent le pays sur la bonne voie. Si à Moscou nous avions plus de gens qui parlent espagnol, nous les enverrions au Chili pour qu'ils puissent voter pour les démocrates-chrétiens. Je vous prie de réitérer mes remerciements au président Frei pour sa lettre et de lui transmettre mon désir de le rencontrer à Moscou. Je souhaite que le peuple chilien choisisse un bon président. Je suis très content, ministre, de vous revoir puisque nous sommes de vieux amis et je vous apprécie beaucoup. Transmettez mes amitiés à votre femme et à tous vos enfants. Je leur souhaite beaucoup de bonheur et j'espère qu'ils n'oublieront pas le russe. Je vous félicite, vous et votre femme, car j'ai appris que vous avez eu une fille et que vous l'avez appelée Natacha, un très beau prénom russe qui est aussi le prénom de ma fille. Je vous prie, ministre Pacheco, de revenir à Moscou quand vous le souhaitez car nous savons bien que vous êtes un grand ami de l'URSS et que vous avez beaucoup de connaissances ici qui vous apprécient beaucoup. Je vous prie, ministre, de dire au président Frei que nous sommes très satisfaits de l'ambassadeur Pinochet qui travaille avec honnêteté pour le renforcement des relations entre les deux pays ».

Ce qui précède est une reproduction presque textuelle de la conversation que nous avons eue avec le président Podgorny.

Avec la plus grande affection, vos amis qui vous apprécient beaucoup,

Máximo Pacheco
Óscar Pinochet

Annexe n°4

Extraits de l'entretien de l'auteur avec Luis GUASTAVINO, ancien membre du Parti communiste du Chili, Viña del Mar (Chili), 4 février 2013

Luis Guastavino : Mais il faut que je te dise aussi que les fonctionnaires communistes dans le monde entier, les partis communistes de chaque pays, sont financés en grande partie par l'URSS ; tous les partis reçoivent de l'aide après l'envoi en URSS d'un formulaire, autrement tout cela n'aurait pas pu être possible ; et le PCCh n'est pas une exception. […] Ce que je veux dire par là c'est que l'URSS a financé, a donné beaucoup d'argent dans le monde entier, produisant une grande plus-value, beaucoup d'argent. […]

Mais, en plus, le ballet, les chœurs, le Chœur de l'Armée rouge, les chœurs de l'URSS, l'activité culturelle extraordinaire et les écoles, l'école soviétique, les enfants dans les écoles maternelles, les pionniers, des mouvements énormes dans toute l'URSS, et en outre les jeunes, le Komsomol, les Jeunesses communistes de l'URSS qui ont réussi à avoir 40 millions de militants. […] Crois-moi que tout cela a rayonné dans le monde. En 1957, la première fois que je suis allé en URSS, j'ai été au Festival mondial de la jeunesse et des étudiants, […] c'était énorme, c'était la première fois que l'URSS s'ouvrait de cette manière ; nous étions 36 000 délégués étrangers et on s'est tous réunis là-bas ; c'était un spectacle merveilleux, plus de 120 000 jeunes des républiques soviétiques sont venus à Moscou pour ce Festival mondial.

Rafael Pedemonte : Combien de Chiliens étiez-vous à peu près ?

L.G. : 165. La délégation était à ma charge. […] J'avais déjà été à un événement du communisme international au cours de l'année 1953, à la Conférence mondiale de la défense des droits de la jeunesse, en Autriche, à Vienne, et on m'a emmené à la montagne, à Semmering. […] J'ai dû partager la cabane avec un jeune Cubain, on a noué un lien d'amitié et on a parlé ; lui était un jeune communiste cubain et moi j'étais un jeune communiste chilien, et on a parlé, on a beaucoup discuté ; et lui il m'a parlé de son frère avec un amour profond, mais son frère ne partageait pas sa même position politique : c'était Raúl Castro. Et c'est avec lui que j'ai passé tout ce temps là-bas, nous sommes devenus très amis et on a continué à se voir après, à chaque fois que j'allais à Cuba, on se réunissait et on discutait, bref. […]

Je suis allé en 1957 à Moscou et je notais déjà… tout était organisé de façon impressionnante, le stade de Moscou pour l'inauguration, je m'en rappelle comme si c'était hier, parce que toutes ces choses-là restent très fortement gravées. Je suis allé après des dizaines de fois en URSS et à Moscou, mais cette image je l'ai encore à l'esprit, parce que c'était la première fois que j'y allais et parce que l'organisation était parfaite. L'URSS avait atteint un tel développement ; 30 ans seulement après la Révolution russe, et comment imaginer l'étendue des résultats auxquels ce processus avait abouti ? Enfin, tout cela constituait la source grâce à laquelle le mouvement communiste a continué de progresser dans le monde. Le prestige de l'URSS, les activités culturelles, les instituts chileno-soviétiques, colombiano-soviétiques, péruviano-soviétiques surgissaient de partout. […]

R.P. : Qui créait ces instituts ?

L.G. : Le parti. Le PCCh avec les ambassades soviétiques de chaque pays. […] Il faut que je te dise aussi que l'URSS avait une très grande machine de propagande qui bénéficiait par ailleurs de la propagande anticommuniste du monde occidental, et principalement de celle des États-Unis, contre l'URSS, car tout cela nourrissait la propagande communiste et lui donnait un sens de « ou eux, ou nous » et dans le monde capitaliste, il y avait trop de gens qui n'aimaient pas le système capitaliste. […] L'influence soviétique était très grande ; ils travaillaient très intelligemment dans toutes les sphères, amplement, ouverts à se mettre en rapport avec d'autres forces non communistes des différents pays, enfin, ils invitaient beaucoup de monde en URSS et organisaient des visites guidées pour montrer les beautés et les aspects positifs.

R.P. : Quant au Festival, vous étiez invités par l'URSS ou vous utilisiez vos propres ressources ?

L.G. : Oui, bien sûr. Chaque pays payait ses billets, sauf une petite quantité ; par exemple, moi je n'ai pas dû payer, parce que j'étais dirigeant des Jeunesses et une partie des billets était offerte par les Soviétiques.

Parfois, on recevait des aides par l'intermédiaire d'autres pays de l'orbite soviétique. Par exemple, on nous a fait don de l'imprimerie *Horizonte* ; c'était un cadeau, un don de la RDA. S'agissait-il de l'argent de la RDA ou de l'URSS ? C'était un seul tout.

R.P. : Vous parlez de quelle année ?

L.G. : En 1959, 1960, dans les années 1960.

R.P. : Des fonctionnaires sont-ils venus aussi ?

L.G : Ils sont venus pour la mettre en place. Et ils ont fait de même avec la Colombie ; j'ai connu l'imprimerie soviétique de la Colombie, d'autres étaient tchécoslovaques. […] Ma fille m'a dit une fois à Moscou, quand elle étudiait à l'Université Patrice Lumumba, elle m'a dit : « papa, ici il n'y a pas que 16 républiques, elles sont 18, les 16 républiques géographiques, plus le PCUS et l'Armée rouge. Combien coûte tout cela à l'économie du pays ? Non seulement le PCUS de Russie, mais le Mouvement communiste international ».

R.P. : Quand est-elle allée à l'Université Lumumba ?

L.G. : De 1974 ou 1975 à 1981-82, puis elle est allée en Suède et maintenant elle est médecin pédiatre de l'Hôpital Sótero del Río. Et mon autre fils, Gonzalo, le deuxième, qui est aussi médecin chirurgien a aussi étudié là-bas. Je suis allé beaucoup de fois en URSS et j'ai essayé de connaître le plus possible, mais le problème de la langue était vraiment un problème infranchissable.

R.P. : Vous avez toujours été invité par les dirigeants soviétiques ?

L.G. : Oui, toujours, toujours. Je n'ai jamais payé un seul billet. De plus, j'ai vécu un an et demi en URSS, dans l'École supérieure du PCUS. […]

R.P. : À quel moment avez-vous fait cela ?

L.G. : C'était en 1981. […] Après le coup d'État, je vivais en exil en Italie et de là on m'a envoyé étudier en URSS. J'étais un cadre du PCCh, il s'agissait d'une espèce d'école supérieure. Je connais donc très bien tout cela, j'ai pu le connaître en profondeur. En outre, j'ai aussi passé mes vacances là-bas, avec Nora, ce qui m'a permis de connaître d'autres aspects. J'y ai été aussi à cause de problèmes de santé ; accueilli dans des hôpitaux merveilleux. Ma fille me disait : « ce sont les hôpitaux du PCUS, les cliniques du PCUS », un monde à part ; bien sûr, elle était en contact avec la réalité réelle, qui était différente. […]

Il y avait un côté religieux à tout cela. […] Je le souligne beaucoup car, je pense, cela m'a beaucoup influencé. J'étais à l'Université en 1954, j'étudiais pour être professeur d'espagnol […] et, tout d'un coup, je tombe sur un petit livre, un opuscule qui s'intitulait *Le Marxisme et*

la linguistique, auteur… Joseph Staline. Je l'ai lu comme si c'était un oracle, enfin, c'était extraordinaire. Est-ce que c'était vrai tout ce qu'il disait ? Est-ce que cela correspondait scientifiquement à une étude réelle de la linguistique ? Peu importe. L'essentiel c'était que LUI aussi avait des connaissances de linguistique. LUI, LUI, avec majuscule, c'est-à-dire Dieu. Je partageais ce type d'idée, sans aucun doute. Une foi, une foi aveugle, je dirais.

R.P. : Mais, à cette époque, y avait-il des débats sur l'image de Staline au sein du PCCh ?

L.G. : Non, non, non.

R.P. : Quand commencent les premières manifestations de dissidence ?

L.G. : En 1956, avec le rapport Khrouchtchev.

R.P. : Mais la fidélité se maintient ?

L.G. : Oui.

R.P. : Y a-t-il eu des discussions après la rupture sino-soviétique ?

L.G. : Aucune. Lors de la rupture sino-soviétique, nous nous sommes mis aux côtés de l'URSS, tous. J'ai même prononcé une conférence pour expliquer les différences idéologiques que représentait le chemin chinois par rapport à celui de l'URSS. […]

R.P. : En ce qui concerne le conflit croissant entre Cuba et l'URSS, y a-t-il eu des positions procubaines ? Au moment des discussions sur les voies révolutionnaires, entre 1963 et 1968.

L.G. : Non, l'URSS n'a pas participé à tout cela, elle s'est retirée. En Amérique latine, le PCUS a laissé beaucoup de place à Cuba. C'était surtout les directives cubaines et je pense qu'au sein du PCUS il n'y a pas eu une perception totale de la réalité latino-américaine, elle était plutôt analysée comme un seul bloc, sans distinguer les particularités de la réalité latino-américaine. C'est bien pour cela que le triomphe à Cuba de la voie armée a tellement influencé. En plus, il s'agissait d'une insurrection victorieuse, là, à côté des États-Unis, ce qui était d'une importance énorme pour l'URSS. Cette île en face des États-Unis, à 90 miles des États-Unis, et l'URSS l'a soutenue, l'a aidée, coûte que coûte ; les chiffres évoqués sont

incroyables et ils doivent être encore plus grands, parce que cela était plus précieux que les investissements faits dans la propagande. Une révolution victorieuse. […]

Après il y a eu une impasse, une divergence idéologique et politique avec Cuba, quand Fidel Castro a voulu faire de la voie armée le seul chemin possible pour la révolution en Amérique latine. Nous étions spécifiquement dans une autre ligne. […] C'était en 1967. […] Il n'y a jamais eu de brouille publique concernant l'URSS. L'URSS a laissé agir Fidel Castro et les Cubains, qui n'intervenaient pas non plus directement dans la politique chilienne, car ils se sont rendu compte que leurs « frères », ou « demi-frères », les socialistes, les communistes, « les gauches », nous avions une position différente sur la voie armée pour la révolution. Nous étions en faveur des urnes, en faveur des alliances, des pactes, des accords. C'est donc très important d'avoir cela en tête, parce que l'URSS n'a jamais joué un rôle majeur dans ces questions.

Il faut que je te dise que j'ai vécu un épisode très intéressant. À l'approche de l'élection présidentielle de 1970, j'étais très actif dans la campagne de Salvador Allende, et un jour le Parti communiste m'appelle et me dit : « écoute, Salvador Allende lui-même nous a demandé de t'envoyer à Cuba le 26 juillet 1970 pour que tu parles avec Fidel Castro et que tu lui expliques le phénomène chilien, comment est le processus chilien. Nous allons donc opérer ainsi… ». Et effectivement nous nous sommes mis d'accord avec Salvador Allende et il s'agissait justement de cela.

Nous sommes restés une nuit entière, de 9 heures moins 5 à 7 heures et demi du matin, 6 heures et demi en réalité puisqu'on a dû aller, avec Fidel, à l'aéroport. […] Mais en bref, nous sommes restés réunis avec Fidel Castro toutes ces heures-là […] dans l'Université de La Havane et, à un moment donné, je devais lui parler de cela. J'attendais. Le curé Juan Ochagavía de la revue *Mensaje* était aussi présent ; c'était un grand ami, et lui aussi était très impressionné par Fidel, bien sûr, enfin. Et, à un moment donné, je lui dis, je commence à lui expliquer les particularités chiliennes ; que nous étions les « fils » de la lutte des masses, de la lutte des alliés, de la politique d'accords avec d'autres forces et des urnes, de l'urne, au Chili, nous résolvons tout à travers les urnes. […] Ce que nous connaissions comme la « singularité nationale ». Nous avions besoin d'un appel de la part de Cuba, d'une position ouverte de Cuba concernant cette possibilité ; convaincre Fidel que la révolution était possible en respectant les caractéristiques du Chili et que le 4 septembre de l'année 1970 le projet dirigé par Salvador Allende pouvait devenir réalité. […] Ah, et j'ai aussi rappelé à Fidel que Lénine

dans son livre *Le gauchisme : la Maladie infantile du communisme* dit textuellement : « il est possible d'atteindre la révolution par la voie électorale, ce serait une fleur rare, dit-il, mais c'est quand même possible en fonction des particularités nationales ». Et je rappelle tout cela à Fidel, en développant tout un discours, et quand j'ai eu fini, Manuel Piñeiro dit : « c'est-à-dire qu'au Chili ce sera le bordel ! ». « Oui… ». Dans le sens qu'un grand triomphe du peuple est possible, mais pour lui cela voulait aussi dire que cette situation pouvait créer une réaction de la droite et déclencher… il avait en partie raison. […] La réunion a eu lieu le 26 juillet. Une semaine avant les élections au Chili, les premiers jours du mois d'août ou à la fin du mois de juillet, Fidel Castro déclare qu'au Chili le triomphe révolutionnaire à travers l'élection de Salvador Allende est possible. C'était un très grand soutien à ce qu'on lui avait dit.

R.P. : Et Castro vous a dit cela directement ou il s'est montré plutôt sceptique quand vous avez eu la possibilité de discuter du sujet ?

L.G. : Il n'était pas sceptique, il était très réceptif.

R.P. : Très enthousiaste ?

L.G. : Non, je n'irais pas jusque-là, car le sujet était très délicat, en lien avec des questions profondes dans son esprit. Mais il ne connaissait pas le Chili, il n'avait jamais vécu au Chili, et je lui ai bien expliqué toute l'histoire, celle du Parti communiste, du Parti socialiste, des luttes que nous avons menées ; le chemin était celui du Parlement, le chemin démocratique, etc., etc.

R.P. : Il semblait donc tout à fait ouvert à d'autres voies qui n'étaient pas nécessairement les siennes ?

L.G. : Oui, oui. C'est bien pour cela qu'il a dit ce qu'il a dit. C'était un très grand succès. En bref, je crois que l'URSS a joué dans cela un rôle d'arrière-garde ; elle était attentive, bien sûr, mais plutôt que Salvador Allende, etc. la carte de l'URSS était Fidel Castro. La Révolution cubaine était la tranchée conquise et cimentée de l'URSS en Amérique latine et, par conséquent, Cuba a joué un rôle décisif.

R.P. : Certains chercheurs disent qu'Allende aurait été très déçu après son voyage en URSS en 1972, car il n'a finalement pas obtenu les crédits qu'il souhaitait. […] Est-ce que ce fut réellement une grande désillusion ?

L.G. : Je pense qu'on peut le dire. […] Il a toujours été très fidèle envers l'URSS, il n'allait donc rien dire de manière publique, mais c'est sûr qu'il n'a pas obtenu tout ce qu'il voulait ; c'était en plus un moment très difficile, le cadre était très compliqué.

R.P. : Vous croyez donc que c'est là la raison pour laquelle il n'a pas obtenu…

L.G. : Pas seulement. Je pense que l'URSS avait beaucoup de problèmes économiques. C'était un moment très difficile à l'échelle internationale, la compétition avec les États-Unis, surtout dans l'espace, faisait dépenser beaucoup d'argent à l'URSS. De plus, l'URSS avait beaucoup d'autres intérêts dans le monde, en Europe et ailleurs, le problème de l'eurocommunisme. […] Nous ne faisions pas partie des priorités et nous n'avions pas eu non plus, en tant que pays, de bons représentants à Moscou, pour préparer le terrain.

R.P. : Quels étaient ces représentants à Moscou ? Est-ce que le PCCh avait des représentants permanents à Moscou à cette époque ?

L.G. : Non. En plus, tiens compte du fait que les ambassadeurs chiliens du gouvernement de l'Unité populaire à Moscou n'étaient pas des communistes. […] Nous n'avions pas de bonnes figures auprès du PCUS, pas seulement auprès du gouvernement, mais auprès du PCUS non plus.

Le PCUS a joué un rôle très important dans la solidarité. J'ai, par exemple, travaillé pour l'organisation de la Conférence mondiale de la solidarité avec le Chili, à Madrid en 1978, et l'appui du PCUS était impressionnant. […]

Quant à la Tchécoslovaquie, cela a été impressionnant. Ce mardi 20 août, « maudit » mardi 20 août. Le jour de l'invasion des chars soviétiques. Figure-toi que j'ai été – et cela confirme ce que je t'ai dit quant au caractère religieux de l'adhésion communiste – le premier communiste chilien à s'exprimer sur ce point. Ce mardi là j'étais en train de travailler sur un dossier parlementaire avec Enrique Silva Cimma à 8 heures et demi du matin, et quand je suis descendu, vers 9 heures, je suis tombé sur un ami avocat qui me dit : « *Lucho*, les chars soviétiques sont entrés dans Prague ». Nous, les communistes chiliens, nous avions organisé

sept sessions du Comité central au cours du dernier mois pour analyser la situation tchécoslovaque, l'une à côté de l'autre, parfois deux par semaine. […]

C'était pour nous la lutte de la révolution contre la contre-révolution, et la contre-révolution ne cessait d'avancer, etc. etc. […] Nous avions suivi tout cela car le Mouvement communiste international, aussi bien en Égypte qu'en République dominicaine, en Espagne comme au Chili, uniformisait ses partis communistes et les informait sur ce qui allait se produire dans le monde et, dans cette optique, cette avancée des forces contre-révolutionnaires, de la bourgeoisie qui voulait renverser le gouvernement communiste, était très importante. C'était la force solidaire envers l'URSS et le Mouvement communiste mondial pour défendre le socialisme en Tchécoslovaquie. […]

Je suis arrivé au Parlement. J'étais le premier parlementaire et il était 10 heures moins le quart du matin. À 10 heures, les gens ont commencé à arriver, le lieu était rempli de journalistes et parmi eux mon ami du journal *El Siglo*, Emilio Rojo ; il s'en souvient bien lui, à chaque fois qu'on se voit on en parle. […] Je prononce un discours enflammé sur la solidarité de l'URSS à l'égard de la République socialiste tchécoslovaque et je raconte comment cela s'était passé […] un discours très applaudi par le Parti, sans aucune hésitation.

R.P : Y a-t-il eu des voix dissidentes au cours de ce débat ?

L.G. : Dans le PCCh, aucune.

Annexe n°5

Extraits de l'entretien de l'auteur avec Enrique PINEDA BARNET, écrivain, cinéaste et coscénariste du film *Soy Cuba*, La Havane (Cuba), 15 avril 2014

Rafael Pedemonte : Pourriez-vous me parler de la première fois que vous êtes allé en URSS, de votre premier contact avec le monde soviétique ?

Enrique Pineda Barnet : J'y suis allé pour la première fois… je ne suis pas tout à fait sûr, car j'oublie les dates, mais c'était vers 1963-64. Quelle en était la circonstance ? Je venais d'arriver à l'ICAIC […] et en 1963, je suis convoqué par la présidence de l'ICAIC pour me dire : « un cinéaste soviétique viendra bientôt à Cuba pour tourner un film sur la Révolution cubaine, […] je voudrais que tu sois son assistant ». Et c'est ainsi qu'on me présente Kalatozov et Ouroussevski, et Bela Fridman, la femme d'Ouroussevski. C'est mon premier contact avec eux.

Je vais maintenant te résumer ma relation avec eux : […] Ouroussevski ne parlait pas un seul mot de langue autre que le russe […], mais c'était l'homme le plus expressif du monde, avec ses yeux, ses mains, sa passion. Kalatozov était un Géorgien typique et, quand je dis Géorgien, je pense inévitablement à Staline, alors tu peux bien t'imaginer l'image que j'ai eue de « Staline Kalatozov ». Je ne l'ai jamais supporté. Le genre de questions qu'il posait était « y a-t-il ici du Coca-Cola ? ». C'était très désagréable. […] Et il était toujours sur sa Cadillac noire, vernie, et de là il ne sortait jamais, il regardait tout depuis son siège. […]

R.P. : Vous parliez comment avec eux ?

E.P.B. : Après on a eu un interprète qui travaillait pour l'ambassade soviétique. J'étais donc un peu mal à l'aise au début. Mais Bela… elle parlait anglais, espagnol, français, une polyglotte intelligente, cultivée, raffinée, extraordinaire, une femme merveilleuse. […] C'était elle la gestionnaire, pendant qu'Ouroussevski prenait des photos, il prenait tout en photo avec une énorme avidité. C'est ainsi que se sont déroulés nos premiers rapports, difficilement.

Mais le voyage nous a permis de créer des liens. J'ai commencé à mieux comprendre ce Kalatozov-là, si dur. J'ai compris qu'il était un « grand bébé ». […] Un type gâté, un peu orgueilleux et qui inventait des histoires incroyables. Il disait qu'il avait été l'amant de Marlene Dietrich et ce genre de choses. Il inventait, quoi. […]

Par contre, Ouroussevski, avec sa merveilleuse simplicité, c'est lui qui m'a appris mes premiers mots de russe, car je ressentais un grand besoin de me communiquer avec lui. […] Lui et Bela, je les ai aimés de tout mon cœur.

R.P. : Vous avez gardé contact avec eux ?

E.P.B. : Bien sûr. […] J'ai commencé à mieux comprendre le « grand bébé », mais toujours avec une certaine distance. Par ailleurs, j'ai noué des liens étroits avec l'équipe, jusqu'au jour de l'arrivée d'Evtouchenko. Evtouchenko est arrivé, arrogant, une arrogance maïakovskienne, mais il n'était pas à la hauteur. Il voulait être comme Maïakovski, il était arrogant, insolent, très pompeux, il faisait des grands gestes quand il parlait, comme dans un orchestre, et Kalatozov aimait beaucoup cela. Alors Kalatozov s'adressait aux acteurs et il leur demandait plus de *temperament, temperament.* Tu ne peux pas demander plus de *temperament* à un acteur cubain qui est, en soi, *temperament* […] car cela devient de l'exagération. C'était là l'un des grands conflits du film. […]

Ensuite, Evtouchenko est devenu un véritable touriste de Miami, un touriste de pacotille, un touriste de ceux qui achètent des crocodiles empaillés pour les montrer à tout le monde, et des maracas, et des chapeaux de paille. […] Mais c'était lui le scénariste du film. Ensuite, on m'a demandé de devenir le scénariste cubain. Je comprenais, naturellement, car ils voulaient faire une histoire sur mes propres expériences, des expériences qu'un écrivain russe ne pourrait pas comprendre, même s'il étudiait beaucoup. […] On a dû donc travailler ensemble, de façon relativement harmonieuse car on a décidé de discuter les sujets d'abord, mais après chacun écrivait de son côté ; ensuite, on discutait de nouveau et on mélangeait les histoires.

R.P. : Evtouchenko, écrivait-il aussi en espagnol ?

E.P.B. : Non, en russe. Il y avait un traducteur. D'abord nous avions un interprète, mais ensuite j'ai rencontré à Moscou un poète, un poète juif qui s'appelait Pavel Gruchko. […] Les traducteurs russes étaient brillants. Ils ont traduit toute la bonne littérature hispanique. J'ai donc proposé le nom de Pavel Gruchko à Kalatozov comme traducteur.

R.P. : Pourquoi êtes-vous allé à Moscou cette fois-là ?

E.P.B. : Pour écrire, pour écrire le scénario. J'écrivais le scénario et ensuite on en parlait chez Kalatozov.

R.P. : Ce fut donc un long processus ?

E.P.B. : Très long, très long. Je suis resté des mois et, quand on avait le temps, on voyageait pour connaître d'autres endroits. Bref, ils m'ont amené à Leningrad, à Odessa et on a même vu ensemble un film d'Eisenstein. […] Les différentes versions de *Qué viva México*, d'Eisenstein. Et Ouroussevski, qui voulait vraiment que je connaisse mieux la culture russe, m'a amené à la Galerie Tretiakov, au Musée Pouchkine, il m'a amené partout, à la petite maison de Kandinsky et, surtout, au Théâtre de la Taganka. C'était un théâtre divin, avec un excellent directeur. Génial. Extraordinaire. C'est grâce à lui que j'ai connu toutes ces belles personnes. […] C'est aussi grâce à eux que j'ai connu Tatiana Samoïlova, qui est devenue une très grande amie, on a même eu une petite liaison. Une petite mais très, très belle aventure. […]

R.P. : Qui organisait vos séjours, l'Institut du cinéma de Moscou ?

E.P.B. : Bien sûr, Mosfilm. J'ai fait beaucoup de voyages. Je suis allé à Tachkent pour présenter un de mes films, *Mella*. Il a reçu un prix. […] On m'a aussi publié des poèmes.

R.P. : En russe ?

E.P.B. : En russe. Des bonnes traductions de Pavel. […] Dans la *Pravda*, *Izvestia*, j'ai beaucoup publié, et en russe. […] Enfin, je suis allé à Odessa et, plus tard, beaucoup plus tard, après le décès de Kalatozov, d'Ouroussevski, de Bela, j'ai été invité au Festival de Moscou, l'un des derniers festivals de Moscou, dans les années 1980. Il y avait Vanessa Redgrave, que je connaissais déjà. Il y avait Mastroianni, qui jouait dans un film. […] J'étais à l'aéroport avec Fernando Pérez, un autre réalisateur cubain. Nous allions à Odessa et figure-toi que je tombe sur quelqu'un : c'était Tatiana Samoïlova, elle était plus ronde. Elle m'a pris dans ses bras en pleurant. C'était si beau !

R.P. : Que s'est-il passé finalement avec le film *Soy Cuba ?* […] Qui a eu l'idée de faire ce film, Kalatozov lui-même ?

E.P.B. : Je pense que c'était Kalatozov car c'est lui qui m'a amené chez Fourtseva, ministre de la Culture. […] Kalatozov agissait de manière très politicienne, très bien d'ailleurs. Il m'offrait d'excellentes conditions de vie, je vivais à l'Hôtel Moscou.

R.P. : On vous a payé pour ce travail ?

E.P.B. : Non, mais je recevais une allocation pour vivre. […] Je vivais très bien, j'en avais même trop.

R.P. : Et à Cuba ?

E.P.B. : Non, pas à Cuba. […] Ici, je recevais juste mon salaire de l'ICAIC.

Mais à Moscou j'ai aussi rencontré Youri Gagarine, il m'a pris dans ses bras et il m'a embrassé. […]

R.P. : C'était le président de l'Association d'amitié soviéto-cubaine.

E.P.B. : Oui, mais pas à l'époque. À ce moment-là, c'était Khatchatourian. […]

R.P. : Vous l'avez rencontré aussi ?

E.P.B. : Oui, j'ai connu beaucoup de personnes intéressantes. L'homme le plus important qu'Ouroussevski m'a présenté c'était Tarkovski. On est devenus de grands amis, une amitié pour toute la vie. C'était un être merveilleux. Mais j'ai aussi connu d'autres belles personnes, comme Tchoukhraï, un type adorable. Il m'a enseigné beaucoup de techniques de transmissions de pensées et d'autres choses un peu ésotériques pour les cours de théâtre. Je les ai beaucoup utilisées à cette époque.

R.P. : Vous aviez des rapports étroits, privilégiés, avec l'URSS, vous voyagiez régulièrement. Comment cela se fait-il ?

E.P.B. : *Soy Cuba*.

R.P. : Le film a été bien reçu ?

E.P.B. : Non, très mal. Très mal ici, mais aussi là-bas. Personne n'a aimé le film. […]

R.P. : Vous avez vécu en URSS ou vous y alliez seulement de manière sporadique ?

E.P.B. : De manière sporadique. Je séjournais à l'Hôtel Moscou.

R.P. : C'était apparemment un très grand hôtel.

E.P.B. : Un hôtel très officiel. C'est là que j'ai rencontré Neruda. Pavel Gruchko me l'a présenté. J'ai eu une terrible impression, parce que Neruda avait beaucoup de rancune contre Cuba, contre Retamar, contre les poètes cubains. […] Il m'a tourné le dos et il est parti.

R.P. : Je suppose que c'était après la lettre ?

E.P.B. : Bien sûr, après. […]

R.P. : Vous êtes allé combien de fois à l'URSS ?

E.P.B. : Presque tous les ans. […]

R.P. : Vous étiez probablement le principal représentant de l'ICAIC en URSS.

E.P.B. : Pour eux, probablement. […]

R.P. : Quelle était l'image que vous aviez de l'URSS avant le premier voyage ? C'était quoi l'URSS pour vous ?

E.P.B. : Mes principales impressions étaient très mauvaises. La première fois que je suis allé au Kremlin, à une réception au Kremlin, il y avait une telle magnificence, même les tzars n'en faisaient pas autant. J'ai été très déçu. J'avais vu des scènes tragiques, par exemple, dans un petit village j'ai vu une vieille dame qui portait un panier d'œufs et elle a trébuché contre une voie ferrée, elle est tombée avec son panier et elle a commencé à manger ses œufs crus. C'est une image douloureuse, très triste, une image de misère. Et donc quand j'arrive et je vois la magnificence du Kremlin, où j'ai vu des tours de caviar, des pyramides de caviar, et toutes ces bêtes. La diplomatie du monde est dégoûtante. Ils étaient dégoûtants. Ils avaient des sacs pour emporter du caviar avec eux. Pendant qu'ils mangeaient, j'imaginais la petite vieille avec ses œufs crus […] Et ils parlaient de liberté, avec une telle répression ! Car elle se faisait sentir la répression, tout le temps, tout le temps.

Plus tard, je suis allé en Estonie, quand Julio García Espinosa a fait son grand film pour les 60 ans de la révolution, *La sexta parte del mundo.*

R.P. : Parlez-moi un peu de ce projet. Comment est née l'idée ?

E.P.B. : C'est un projet très intéressant. Pour le 60^{e} anniversaire de l'URSS, Julio propose de faire un film avec toutes les républiques soviétiques. […] Chaque réalisateur pouvait choisir une république, après on devait y aller et faire un documentaire sur cette république. J'ai beaucoup aimé cette idée. Mais après elle a été limitée, car ils ont imposé des paramètres très spécifiques de ce qu'il fallait montrer : la grandeur et le détail, la grandeur et le détail de chaque république. […] J'ai beaucoup tourné dans le Baltique.

R.P. : Combien de personnes faisaient partie de cette équipe ?

E.P.B. : Autant que le nombre de républiques. Pour diriger, il fallait un directeur de la photographie, chacun amenait un assistant et une rédactrice. […]

R.P. : Qui a financé ce projet, l'ICAIC ?

E.P.B. : La fusion soviéto-cubaine.

R.P. : Et vous êtes restés combien de temps ?

E.P.B. : Un peu plus d'un mois, cela nous a permis de connaître l'Estonie, une beauté, la Lettonie. […]

R.P. : Je voulais vous posez une dernière question concernant la réception du cinéma cubain en URSS. […] Comme vous étiez souvent à Moscou, vous pouvez peut-être me donner votre vision de la façon dont le cinéma cubain était perçu en URSS. Il se diffusait ?

E.P.B. : Non, pas tant que ça. Il se diffusait pour des raisons politiques. […]

Je me suis rendu compte que pour eux nous étions des souris de laboratoire, une chose exotique, « l'île de la liberté ». « Est-ce que vous utilisez des chaussures ? ».

R.P. : Et côte cubain, le cinéma soviétique était-il populaire ? Ou il était aussi planifié pour des raisons politiques ?

E.P.B. : Il y avait une forme de planification politique, mais il était plus populaire. Il était présent dans les salles, dans la rue. […] *Quand passent les cigognes*, waouh, carton plein ! *La lettre inachevée*, carton plein ! Les films de Tchoukhraï étaient aussi très appréciés et même un certain nombre de films de guerre. […] De toute manière, il y a eu une forme de résistance, surtout de la part des intellectuels. […] Par contre, le cinéma de l'Est, le cinéma tchécoslovaque, polonais, hongrois, ce cinéma-là était très apprécié. […] Il était plus intéressant, plus constructif, nettement plus complexe, plus intelligent, de bon goût. Vraiment, des films exceptionnels. Andrzej Wajda, par exemple.

Annexe n°6

Délégation de cinéastes soviétiques à La Havane à l'occasion de la première « Semaine de cinéma de l'URSS » (décembre 1960)

Source : Archives ICAIC, dossier « I Semana de cine soviético (1960) ».

De gauche à droite : Serge Bondartchouk, Irina Skobtseva, Raúl Castro, Vilma Espín

Annexe n°7

Santiago Álvarez et Roman Karmen à Moscou à l'occasion de la projection du film *Cumbite* lors de la « Semaine de cinéma cubain » (1964)

Source : Archives ICAIC, dossier « Semana de cine cubano en la URSS ».

Bibliographie

Sources inédites

Archives historiques du ministère des Affaires étrangères du Chili (AHMAEC) (Santiago, Chili)

-Fondo Países (Rusia)

Année 1965 :

1965 – Rusia (Notas, Aerogramas) ; 1965 – Rusia (Oficios Confidenciales)

Année 1966 :

1966 – Rusia (Notas, Aerogramas) ; 1966 – Rusia (Oficios Confidenciales) ; 1966 – Rusia (Oficios Ordinarios)

Année 1967 :

1967 – Rusia (Oficios Confidenciales) ; 1967 – Rusia (Oficios Ordinarios)

Année 1968 :

1968 – Moscú (Oficios, Télex, Notas) ; 1968 – Rusia (Oficios Confidenciales) ; 1968 – Rusia (Oficios Ordinarios, Aerogramas)

Année 1969 :

1969 – Moscú (Oficios, Notas) ; 1969 – Rusia (Oficios Confidenciales) ; 1969 – Rusia (Oficios Ordinarios, Aerogramas)

Année 1970 :

1970 – Rusia (Aerogramas, Oficios Ordinarios n°1) ; 1970 – Rusia (Oficios Confidenciales, notas) ; 1970 – Rusia (Oficios Ordinarios n°2)

Année 1971 :

1971 – Moscú (Oficios Ordinarios, Aerogramas, Notas) ; 1971 – Rusia (Oficios Confidenciales) ; 1971 – Rusia (Oficios Ordinarios) ; 1971 – Rusia (Oficios Ordinarios, Aerogramas)

Année 1972 :

1972 – Rusia (Oficios Confidenciales, Aerogramas) ; 1972 – Rusia (Oficios Ordinarios)

Année 1973 :

1973 – Rusia (Oficios Confidenciales, Oficios Ordinarios)

Archives Casa Museo Fundación Eduardo Frei Montalva (Santiago, Chili)

-Dossiers :

57, 60

Archives nationales de Cuba (ANC) (La Havane, Cuba)

-Fondo MINREX

Dossiers : 1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 18, 25, 28, 29, 30, 37, 47

-Fondo Especial

Dossiers : 5, 14

Archives de l'Institut cubain de l'art et de l'industrie cinématographique (ICAIC)

(La Havane, Cuba)

Dossiers :

-I Semana de cine soviético (1960)

-II Semana de cine soviético (1961)

-III Semana de cine soviético (1963)

-IV Semana de cine soviético (1966)

-V Semana de cine soviético (1970)

-VI Semana de cine soviético (1971)

-VII Semana de cine soviético (1974)

-Estrenos comerciales de Cuba (1959-1973)

-Festivales soviéticos en cinemateca

-Semana de cine cubano en la URSS

-Cine cubano en el exterior

-Roman Karmen

-Grigori Chujrai

-Mijail Kalatozov

-Serguei Bondarchuk

Archives de la Casa de las Américas (La Havane, Cuba)

-Dossier :

Segundo encuentro de teatristas (1966)

Archives OTAN (Bruxelles, Belgique)

-Série AC 52 – Comité de l'information et des relations culturelles (1956-1960)
-Série AC 127 – Comité économique (1965-1966)
-Série C-M – Memoranda du Conseil de l'Atlantique Nord (1956-1973)
-Série C-R – Procès-verbaux des discussions du Conseil de l'Atlantique Nord (1961-1971)
-Série PO – Cabinet du secrétaire général (1962)

Sources imprimées

Revues et périodiques

-*A.B.S.*, Bruxelles (1957)
-*Aurora*, Santiago (1964-1968)
-*Bohemia*, La Habana (1961)
-*Casa de las Américas*, La Habana (1960-1972)
-*Cine Cubano*, La Habana (1960-1973)
-*Cuba*, La Habana (1962-1973)
-*Cultura y Vida*, Moscou (1964-1973)
-*Druzhba=Amistad: Boletín del Instituto Chileno-Soviético*, San Antonio (1967)
-*El Caimán Barbudo*, La Habana (1969-1973)
-*Enfoque Internacional*, Santiago (1967-1973)
-*Études soviétiques*, Paris (1963)
-*Hoy Domingo*, La Habana (1959-1965)
-*Instituto Chileno-Soviético de Cultura*, Santiago (1967-1969)
-*Islas: revista de la Universidad Central de las Villas*, Santa Clara, (1959-1973)
-*La Gaceta de Cuba*, La Habana (1962-1973)
-*Novedades de Moscú*, Moscú (1968)

-*Pueblo y Cultura*, La Habana (1964-1964)
-*Revolución y Cultura*, La Habana (1967-2010)
-*Temps nouveaux*, Moscou (1956-1958)
-*Unión*, La Habana (1962-1973)
-*URSS*, La Habana (1963)

Presse quotidienne

-*El Mercurio*, Santiago (1962-1973)
-*El Siglo*, Santiago (1967-1973)
-*Granma*, La Habana (1959-1973)
-*Juventud Rebelde*, La Habana (1972-1973)
-*La Nación*, Santiago (1970)

Sources éditées

-AGUILAR, Luis (éd.), *Marxism in Latin America*, New York, Alfred A. Knopf, 1968.
-BERGER, Eduardo (éd.), *Desde Rusia con amor: Cartas de Carlos Berger a su familia*, Santiago, Pehuén, 2007.
-BRAVO UTRETA, Sonia (éd.), *El Universo en un solo pecho*, La Habana, Letras Cubanas, 1986.
-BULGAKOVA, Nina et FEIJÓO, Samuel (éds.), *Poetas rusos y soviéticos: Selección*, La Habana, Editora Universitaria, 1966.
-CABRERA INFANTE, Guillermo, *Un oficio del siglo veinte*, La Habana, Ediciones R, 1963.
-"Chile en los archivos de la URSS (1959-1973): Comité Central del PCUS y del Ministerio de Relaciones Exteriores de la URSS", in *Estudios Públicos*, n°72, 1998, pp. 391-443.
-CASTRO Fidel, *Palabras a los intelectuales*, La Habana, Consejo Nacional de Cultura, 1961.
-CASTRO, Fidel, *Seconde déclaration de La Havane*, La Havane, s. éd., 1962.
-CLISSOLD, Stephen (éd.), *Soviet Relations with Latin America, 1918-68: a Documentary Survey*, London, Oxford University Press, 1970.
-COLOANE, Francisco, *"Ante el destino de un hombre" de Mijail Sholojov. Discurso pronunciado en la Universidad de Chile, con motivo de la adjudicación del Premio Nóbel a Mijail Sholojov*, Santiago, Publicaciones del Instituto Chileno-Soviético de Cultura, 1966.

-*Commandant Ernesto Che Guevara : Message à la Tricontinentale*, La Havane, Secrétariat exécutif de l'OSPAAAL, 1967.
-*Cuba-Chile*, La Habana, Ediciones Políticas, Comisión de Orientación Revolucionaria del Comité Central del Partido Comunista de Cuba, 1972.
-FERNÁNDEZ RETAMAR, Roberto (éd.), *Cinco escritores de la Revolución Rusa*, La Habana, Instituto del Libro, 1968.
-FRADKINE, Alexandre (éd.), *Le monde sous un même toit. Documents sur les études et la vie des étudiants de l'Université de l'amitié des peuples Patrice Lumumba à Moscou*, Moscou, Éditions de l'Agence de presse Novosti, 1973.
-GÓMEZ, Manuel, "From Mexico to Moscow", in *Survey: a Journal of Soviet and East European Studies*, n°53, 1964, pp. 33-47.
-GONZÁLEZ, Reynaldo (éd.), *Gagarin y Girón: unidos en el recuerdo*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1981.
-GUEVARA, Alfredo, *Revolución es lucidez*, La Habana, ICAIC, 1998.
-GUEVARA, Alfredo, *Tiempo de fundación*, Madrid, Iberautor, 2003.
-*La gira de Chile: documentos especiales*, Santiago, Quimantú, 1973.
-LEONOV, Nikolaï, "El general Nikolaï Leonov en el CEP", in *Estudios Públicos*, n°73, 1999, pp. 65-102.
-LIPSCHÜTZ, Alejandro, *Nueva antología: 1911-1967. Escritos: Antropológicos, Políticos y Filosóficos*, Santiago, Consejo Nacional de la Cultura y las Artes, 2005.
-*Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1964*, Santiago, Editorial Universidad Católica.
-*Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1965*, Santiago, Editorial Universidad Católica.
-*Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1970*, Santiago, Editorial Universidad Católica.
-*Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1971*, Santiago, Editorial Universidad Católica.
-*Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1972*, Santiago, Editorial Universidad Católica.
-*Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1973*, Santiago, Editorial Universidad Católica.
-Ministerio de Relaciones Exteriores, *Tratados Bilaterales de Cuba*, La Habana, República de Cuba, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1963.

-MIR, Pedro, *Nunca me gustó la correspondencia*, La Habana, Extramuros, 2008.
-MORALES, Larry, *Memorias para un reencuentro: conversaciones con Santiago Álvarez*, La Habana, Unión, 2008.
-NÚÑEZ JIMÉNEZ, Antonio, "Informe al pueblo sobre su viaje a la URSS", in *Obra revolucionaria*, La Habana, Imprenta Nacional de Cuba, 1960.
-« OLAS : 1ère conférence de l'organisation latino-américaine de solidarité (La Havane, août 1967) », in *Cahiers libres*, n°106-107, Paris, François Maspero, 1967.
-OSWALD, Gregory (éd.), *Soviet Image of Contemporary Latin America: A Documentary History, 1960-1968*, Austin, Texas Press, 1970.
-*Pablo Neruda: poeta y combatiente*, Buenos Aires, Axioma, 1975.
-PADURA, Leonardo et KIRK, John (éds.), *La cultura y la revolución cubana. Conversaciones en La Habana*, San Juan, Editorial Plaza Mayor, 2002.
-PÉREZ PAREDES, Manuel, "El ICAIC y su contexto entre 1959 y 1963: Nacimiento, primeros pasos, primeros contratiempos…", in *Conquistando la utopía: El ICAIC y la Revolución 50 años después*, La Habana, Ediciones ICAIC, 2010, pp. 42-61.
-POGOLOTTI, Graziella (éd.), *Polémicas culturales de los 60*, La Habana, Letras Cubanas, 2007.
-QUEZADA, Abraham (éd.), *Correspondencia entre Pablo Neruda y Jorge Edwards. Cartas que romperemos de inmediato y recordaremos siempre*, Santiago, Alfaguara, 2007.
-*Relaciones soviético-latinoamericanas (recopilación de documentos)*, Moscú, Academia de Ciencias de la URSS, 1981.
-RODRÍGUEZ FEO, José (éd.), *Cuentos rusos*, La Habana, Instituto del Libro, 1968.
-*XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. 14-25 février 1956. Recueil de documents*, Paris, Cahiers du Communisme, 1956.
-SMETS, Paul-F. (éd.), *La pensée européenne et atlantique de Paul-Henri Spaak : 1942-1972*, t. 1, Bruxelles, Goemaere, 1980.

Mémoires, souvenirs et récits de voyage

-ALEXANDER DUPLEICH, Carmiña et PINOCHET DE LA BARRA, Óscar, *Por Siberia al Sol Naciente*, Santiago, Editorial del Pacífico, (s/d).
-ALIGUER, Margarita, *Vozvraŝenie v Čili: dva putešestviâ*, Moskva, Sovetskij pisatel', 1966.
-BALTRA, Alberto, *Tres países del mundo socialista: La Unión Soviética, la Democracia Popular Alemana, Yugoeslavia*, Santiago, Editorial del Pacífico, 1963.

-COLOANE, Francisco, *Los pasos del hombre: memorias*, Barcelona, Mondadori, 2000.
-CORVALÁN, Luis, *Santiago Moscú Santiago: apuntes del exilio*, Madrid, Coirón, 1983.
-CORVALAN, Luis, *De lo vivido y lo peleado*, Santiago, Lom, 1997.
-DONOSO, José, *Historia personal del "boom"*, Santiago, Alfaguara, 2007.
-EDWARDS, Jorge, *Persona non grata*, Santiago, Alfaguara, 2007.
-EDWARDS, Jorge, *Adiós, poeta…*, Barcelona, Tusquets, 1990.
-EVTOUCHENKO, Eugène, *Autobiographie précoce*, Paris, René Julliard, 1963.
-FRANCIA, Aldo, *Nuevo cine latinoamericano en Viña*, Santiago, CESOC, 1990.
-GODOY URRUTIA, César, *Vida de un agitador*, Culiacán, Universidad Autónoma de Sinaloa, 1982.
-GUTIÉRREZ, Joaquín, *La URSS tal cual*, Santiago, Nascimento, 1967.
-KARMEN, Roman, *¡No pasarán!*, Moscú, Progreso, 1976.
-KHROUCHTCHEV, Nikita, *Souvenirs*, Paris, Robert Laffont, 1971.
-KNEER, Luisa, *Una turista chilena en Rusia*, Santiago, Editores Arancibia Hermanos, 1968.
-LAGOS, Ricardo, *Mi vida. De la infancia a la lucha contra la dictadura*, Santiago, Penguin Random House, 2013.
-LEANTE, César, *Revive, historia. Anatomía del castrismo*, Madrid, Biblioteca Nueva, 1999.
-LECHUGA, Carlos, *Cuba and the Missile Crisis: The dramatic inside story by Carlos Lechuga, Cuba's UN Ambassador*, Melbourne, New York, Ocean Press, 2001.
-LEONOV, Nikolaï, *Liholet'e*, Moskva, Meždunarodnye otnošenia, 1994.
-LOYOLA, Margot, *Por el mundo: memorias de viaje*, Santiago, Sello Raíces, 1989.
-MANET, Eduardo, *Mes années Cuba*, Paris, Bernard Grasset, 2004.
-MARTÍN, Marcos, *Reportajes desde la Unión Soviética*, Moscú, Agencia de Prensa Novosti, 1981.
-MÉNDEZ CAPOTE, Reneé, *Crónicas de viaje*, La Habana, Ediciones Unión, 1966.
-MUÑOZ, Sergio, *Ardua libertad*, Temuco, Ediciones Universidad de la Frontera, 1995.
-NERUDA, Pablo, *Confieso que he vivido*, Santiago, Pehuén, 2008.
-OCAMPO, Eduardo, *Bucarest-Moscú-Praga: contactos culturales a través de un viaje por la República Popular Rumana, la Unión Soviética y Checoeslovaquia*, Cochabamba, Imprenta Universitaria, 1962.
-ORELLANA, Carlos, *Penúltimo Informe: memoria de un exiliado*, Santiago, Editorial Sudamericana, 2002.
-OTERO, Lisandro, *Llover sobre mojado. (Una reflexión personal sobre la historia)*, Madrid, Clásicos Libertarias, 1999.

-OTTONE, Ernesto, *El viaje rojo: un ejercicio de memoria*, Santiago, Debate, 2014.
-OYARZÚN, Luis, *Diario de Oriente: Unión Soviética, China e India*, Santiago, Universitaria, 1970.
-OYARZÚN, Luis, *Diario íntimo*, Santiago, Universidad de Chile. Facultad de Ciencias Físicas y Matemáticas, Departamento de Estudios, 1995.
-PADILLA, Heberto, *La mauvaise mémoire*, Paris, Lieu Commun, 1991.
-PLISSETSKAÏA, Maïa, *Moi, Maïa Plissetskaïa*, Paris, Gallimard, 1995.
-POGOLOTTI, Graziella, *Dinosauria soy: memorias*, La Habana, Unión, 2011.
-ROY, Manabendra Nath, *M. N. Roy's Memoirs*, Bombay, Allied Publishers Private Limited, 1964.
-SILVA CIMMA, Enrique, *Memorias privadas de un hombre público*, Santiago, Editorial Andrés Bello, 2000.
-TAMAYO MÉNDEZ, Arnaldo, *Un cubano en el cosmos*, La Habana, Verde Olivo, 2013.
-THAYER, William, *Memorias ajenas*, Santiago, Andrés Bello, 2012.
-TORO HERRERA, Alejandro, *Memorias de un comunista discrepante. Contra el stalinismo y la aventura*, Santiago, LOM, 2014.
-TORREJÓN, Francisco, *Relatos de un obrero. Vida de un comunista*, Luciérnaga Ediciones, Santiago, 2010.
-TRUMAN, Harry, *Mémoires*, Paris, Plon, 1956, vol. 2 : « Années d'épreuves et d'espérance. L'Alliance atlantique, 1946-1950 ».

Sources littéraires

-ALBERTO, Eliseo, *Informe contra mí mismo*, México D.F., Alfaguara, 1997.
-ARMENTEROS, Antonio, *País que no era*, La Habana, Letras Cubanas, 2005.
-AUGIER, Ángel, *Do Svidanya*, La Habana, Manjuarí, 1971.
-CARPENTIER, Alejo, *Le Siècle des Lumières*, Paris, Gallimard, 1980.
-COFIÑO, Manuel, *La última mujer y el próximo combate*, La Habana, Editorial de Arte y Literatura, 1975.
-COSSÍO WOODWARD, Miguel, *Sacchario*, La Habana, Instituto Cubano del Libro, 1972.
-DÉLANO, Poli, *Por las calles del mundo*, Santiago, Mago, 2009.
-DÍAZ, Jesús, *Las palabras perdidas*, Barcelona, Anagrama, 1996.
-MERLE, Robert, *Malevil*, Paris, Gallimard, 2012.
-MUÑOZ, Diego, *Carbón*, La Habana, Editorial de Arte y Literatura, 1976.

-NERUDA, Pablo, *Trois poèmes*, Paris, GLM, 1949.
-NERUDA, Pablo, *Las Uvas y el Viento*, Santiago, Debolsillo, 2003.
-NERUDA, Pablo, *Canción de gesta. Las piedras de Chile*, Buenos Aires, Debolsillo, 2004.
-NERUDA, Pablo, *Canto General*, Santiago, Pehuén, 2008.
-PADILLA, Heberto, *Hors-jeu*, Paris, Seuil, 1969.
-PARRA, Nicanor, *Canciones rusas*, Santiago, Universitaria, 1967.
-PEREIRA, Manuel, *El Ruso*, La Habana, Letras Cubanas, 1980.
-SEPÚLVEDA, Luis, *L'Ouzbek muet et autres histoires clandestines*, Paris, Métailié, 2015.
-VEGA SEROVA, Anna Lidia, *Ánima fatua*, Letras Cubanas, La Habana, 2011.

Autres sources imprimées

-*Amistad fraternal e inquebrantable*, Moscú, Agencia de Prensa Novosti, 1973.
-ARON, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962.
-BITAR, Sergio, *Chile 1970-1973: Asumir la historia para construir el futuro*, Santiago, Pehuén, 1995.
-Comisión Chilena de Cooperación Intelectual, *22 años de labor: 1930-1952*, Santiago, Universitaria, 1953.
-DEBRAY, Régis, *Révolution dans la révolution ? & autres essais*, Paris, François Maspero, 1972.
-DEBRAY, Régis, *La critique des armes 1*, Paris, Seuil, 1974.
-FERNÁNDEZ RETAMAR, Roberto, "Introducción", in DEBRAY, Régis, *¿Revolución en la revolución?*, La Habana, Casa de las Américas, 1967.
-GUEVARA, Che, *La guerre de guérilla*, Paris, Flammarion, 2010.
-GUEVARA, Che, « Le socialisme et l'homme à Cuba », in GUEVARA, Che, *Le socialisme et l'homme : écrits politiques*, Bruxelles, Aden, 2006.
-KHROUCHTCHEV, Nikita, *Ce que je pense de la coexistence pacifique*, Paris, Plon, 1960.
-KOESTLER, Arthur, *Le Yogi et le Commissaire*, Paris, Le Livre de Poche, 1969.
-Instituto Chileno de Relaciones Culturales con la Unión Soviética, *estatutos*, Santiago, Imprenta Universitaria, 1944.
-*Invitación al diálogo. América Latina: reflexiones acerca de la cultura del continente*, Moscú, Progreso, 1990.
-LÉNINE, Vladimir, *L'État et la révolution. La doctrine marxiste de l'État et les tâches du prolétariat dans la révolution*, Paris, Science Marxiste, 2006.

-LÉNINE, Vladimir, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Paris, Science Marxiste, 2010.
-LÉNINE, Vladimir Ilitch, *Que faire ?*, Paris, Édition du Seuil, 1966.
-LEONOV, Nikolaï, "La Inteligencia soviética en América Latina durante la Guerra Fría", in *Estudios Públicos*, n°73, 1999, pp. 31-63.
-LIPSCHÜTZ, Alejandro, *Oriente y occidente, del neolítico al siglo XX*, Santiago, Publicaciones del Instituto Chileno-Soviético de Cultura, 1968.
-*Loipa Araujo: 30 Aniversario de su debut escénico*, La Habana, Gran Teatro, 1985.
-MARTNER, Gonzalo, *El Gobierno del Presidente Salvador Allende, 1970-1973: una evaluación*, Concepción, LAR, 1988.
-MARX, Karl et ENGELS, Friedrich, *Manifeste du parti communiste*, Paris, Flammarion, 1998.
-MARX, Karl, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Les éditions sociales, 2008.
-PÉREZ, Víctor et SOCORRO, Pablo, *Dos pueblos hermanos*, La Habana, Editora Política, 1985.
-TEITELBOIM, Volodia, *Neruda*, Santiago, Editorial Sudamericana, 1996.
-TSE-TOUNG, Mao, *Problèmes de la guerre et de la stratégie*, Pékin, Édition en langue étrangère, 1961.
-VIDAL, Virginia, *Neruda: Memoria crepitante*, Valencia, Tilde, 2003.

Personnalités interviewées

-Enrique Silva Cimma, président de l'Institut Chili-URSS de culture, 19 octobre 2007, Santiago.
-Jorge Edwards, écrivain chilien, 14 juin 2012, Paris.
-Benjamín Mackenna, musicien chilien, 11 janvier 2013, Santiago.
-Virginia Vidal, écrivaine chilienne, 11 janvier 2013, Santiago.
-Margot Loyola et Osvaldo Cádiz, folkloristes chiliens, 21 janvier 2013, Santiago.
-Sergio Bravo, cinéaste chilien, 24 janvier 2013, Viña del Mar.
-Poli Délano, écrivain chilien, 29 janvier 2013, Santiago.
-Cristina Lártiga, étudiante chilienne de l'Université d'Amitié des Peuples Patrice Lumumba, 1er février 2013, Santiago.
-Luis Guastavino, dirigeant du Parti communiste du Chili, 4 février 2013, Viña del Mar.
-José Luis Hernández Milián, écrivain et traducteur cubain, 8 mars 2014, Matanzas.

-Zoia Barach, critique russe de cinéma résidant à La Havane depuis 1963, 27 mars 2014, La Havane.
-Rafael Morante, dessinateur et écrivain cubain, et Teresa Blanco, écrivaine cubaine, 2 avril 2014, La Havane.
-Manuel Pérez Paredes, cinéaste cubain, 7 avril 2014, La Havane.
-Valerio Panal, militaire cubain et étudiant en URSS, 11 avril 2014, La Havane.
-Enrique Pineda Barnet, cinéaste cubain, 15 avril 2014, La Havane.
-Graziella Pogolotti, écrivaine cubaine, 7 mai 2014, La Havane.
-Ambrosio Fornet, écrivain et essayiste cubain, 8 juillet 2015, La Havane.
-Xiomara García, professeur de russe cubaine et étudiante en URSS, 9 juillet 2015, La Havane.

Instruments de travail

-*Diccionario biográfico de Chile*, Santiago, Empresa Periodística Chile, 1976-1978.
-*Manuel de l'OTAN*, Bruxelles, 1995.
-QUÉTEL, Claude (dir.), *Dictionnaire de la guerre froide*, Paris, Larousse, 2008.

Livres et articles

Théorie politique et marxisme

-BALL, Terence et BELLAMY, Richard (éds.), *Historia del pensamiento político del siglo XX*, Madrid, Akal, 2013.
-HOBSBAWM, Eric, *Marx et l'histoire*, Paris, Hachette, 2010.
-LÖWITH, Karl, *Histoire et Salut : Les présupposés théologiques de la philosophie de l'histoire*, Paris, Gallimard, 2002.
-MARCUSE, Herbert, *Le marxisme soviétique. Essai d'analyse critique*, Paris, Gallimard, 1963.
-MARIE, Jean-Jacques, *Le trotskysme*, Paris, Flammarion, 1970.

-RIOUX, Jean-Pierre, « L'association en politique », in RÉMOND, René (éd.), *Pour une histoire politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, pp. 87-120.

Histoire culturelle et théorie des représentations sociales

-BLANTON, Casey, *Travel Writing: the Self and the World*, New York, London, Routledge, 2002.
-BURKE, Peter, *Formas de historia cultural*, Madrid, Editorial Alianza, 2000.
-DANESI, Marcel et PERRON, Paul, *Analyzing Cultures: An Introduction & Handbook*, Bloomington, Indiana University Press, 1999.
-DELPORTE, Christian, *Images et politique en France au XX^e siècle*, Paris, Nouveau monde éditions, 2006.
-ESPAGNE, Michel, *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris, PUF, 1999.
-GEERTZ, Clifford, *The Interpretation of Cultures: Selected Essays*, New York, Basic Books, 1973.
-HARTOG, François, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2012.
-HARTOG, François, *Mémoire d'Ulysse. Récits sur la frontière en Grèce ancienne*, Paris, Gallimard, 1996.
-JUNG, Carl Gustav, *Types Psychologiques*, Genève, Georg & Cie, 1968.
-JUNG, Carl Gustav, *Dialectique du Moi et de l'Inconscient*, Paris, Gallimard, 1973
-JUNG, Carl Gustav, *Essai d'exploration de l'inconscient*, Paris, Denoël, 2003.
-KROEBER, Alfred et KLUCKHOHN, Clyde, *Culture: A Critical Review of Concepts and Definitions*, Cambridge, Peabody Museum of American Archaeology and Ethnology, 1952.
-PITTOCK, Joan et WEAR, Andrew (éds.), *Interpretation and Cultural History*, Basingstoke, MacMillan, 1991.
-POIRRIER, Philippe, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Édition du Seuil, 2004.
-ROJEK, Chris et URRY, John (éds.), *Touring Cultures: Transformations of travel and theory*, London-New York, Routledge, 1997.
-SANHUEZA, Carlos, *Chilenos en Alemania y alemanes en Chile: viaje y nación en el siglo XIX*, Santiago, LOM Ediciones, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, 2006.
-SIRINELLI, Jean-François et VIGNE, Éric, « Introduction : Des cultures politiques », in SIRINELLI, Jean-François (éd.), *Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, 1992, vol. 2 : « Cultures », pp. I-XI.

-STEPHANSON, Anders, "Commentary: Considerations on Culture and Theory", in *Diplomatic History*, vol. 18, n°1, 1994, pp. 107-119.
-VENAYRE, Sylvain, « Présentation: pour une histoire culturelle du voyage au XIX^{e} siècle », in *Sociétés & Représentations*, n°21, 2006, pp. 5-21.
-VON MARTELS, Zweder (éd.), *Travel Fact and Travel Fiction: Studies on Fiction, Literary Tradition, Scholarly Discovery and Observation in Travel*, Leiden, New York, Köln, E. J. Brill, 1994.
-VOVELLE, Michel, « Des mentalités aux représentations : entretien avec Michel Vovelle », in *Sociétés et Représentations*, n°12, 2001-2002, pp. 15-28.

Approches des relations internationales

-BADEL, Laurence, *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XX^{e} siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010.
-BRAILLARD, Philippe et DE SENARCLENS, Pierre, « Idéologie et relations internationales: le cas des relations soviéto-américaines », in *Relations Internationales*, n°25, 1981, pp. 113-133.
-COMPAGNON, Olivier, « L'Euro-Amérique en question. Penser les échanges culturels entre l'Europe et l'Amérique latine », in LEMPÉRIÈRE, Annick, *Penser l'histoire de l'Amérique latine : hommage à François-Xavier Guerra*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2012, pp. 289-303.
-FRANK, Robert (éd.), *Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938*, Paris, CNRS, 1994.
-FRANK, Robert (éd.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012.
-GADDIS, John Lewis, "The Emerging Post-Revisionist Synthesis on the Origins of the Cold War", in *Diplomatic History*, vol. 7, n°3, 1993, pp. 171-190.
-GIENOW-HECHT, Jessica et SCHUMACHER Frank (éds.), *Culture and International History*, New York, Berghahn Books, 2003.
-GOULD-DAVIES, Nigel, "Rethinking the Role of Ideology in International Politics during the Cold War", in *Journal of Cold War Studies*, vol. 1, n°1, 1999, pp. 90-109.
-GRIFFITH, Robert, "The Cultural Turn in Cold War Studies", in *Reviews in American History*, vol. 29, n°1, 2001, pp. 150-157.
-HOGAN, Michael et PATERSON, Thomas (éds.), *Explaining the History of American Foreign Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

-HOGAN, Michael (éd.), *America in the World. The Historiography of American Foreign Relations since 1941*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
-JEFFORDS, Susan, "Commentary: Culture and National Identity in U.S. Foreign Policy", in *Diplomatic History*, vol. 18, n°1, 1994, pp. 91-96.
-KAMMEN, Michael (éd.), *The Past before Us: Contemporary Historical Writing in the United States*, Ithaca, Cornell University Press, 1980.
-KRAMER, Mark, "Ideology and the Cold War", in *Review of International Studies*, vol. 25, n°4, 1999, pp. 539-576.
-KUKLICK, Bruce, "Commentary: Confessions of an Intransigent Revisionist about Cultural Studies", in *Diplomatic History*, vol. 18, n°1, 1994, pp. 121-124.
-LAPID, Yosef et KRATOCHWIL, Friedrich (éds.), *The Return of Culture and Identity in IR Theory*, London, Lynne Rienner, 1996.
-LEFFLER, Melvyn, "Review Essay: The Cold War: What Do 'We Now Know'?", in *The American Historical Review*, vol. 104, n°2, 1999, pp. 501-524.
-MAY, Elaine, "Commentary: Ideology and Foreign Policy. Culture and Gender in Diplomatic History", in *Diplomatic History*, vol. 18, n°1, 1994, pp. 71-78.
-NINKOVICH, Frank, "Ideology, the Open Door, and Foreign Policy", in *Diplomatic History*, vol. 6, n°2, 1982, pp. 185-208.
-NINKOVICH, Frank, "Interests and Discourse in Diplomatic History", in *Diplomatic History*, vol. 13, n°2, 1989, pp.135-161.
-NINKOVICH, Frank, "Review Assay: No Post-Mortems for Postmodernism, Please", in *Diplomatic History*, vol. 22, n°3, 1998, pp. 451-466.
-RENOUVIN, Pierre et DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1964.
-ROSENBERG, Emily, "'Foreign Affairs' after World War II: Connecting Sexual and International Politics", in *Diplomatic History*, vol. 18, n°1, 1994, pp. 59-70.
-WOHLFORTH, William, "Ideology and Cold War", in *Review of International Studies*, vol. 26, n°2, 2000, pp. 327-331.

Histoire générale de la guerre froide

-APPLEMAN WILLIAMS, William, *The Tragedy of American Diplomacy*, Cleveland, New York, The World Publishing Company, 1959.

-BOSC, Robert, *Guerres Froides et affrontements de 1950 à 1980 : analyse et prospective internationale*, Paris, Aubier Montaigne, 1973.
-BOYLE, Peter, "Review Article: The Cold War Revisited", in *Journal of Contemporary*, vol. 35, n°3, 2000, pp. 480-489.
-DELMAS, Claude, *Armements nucléaires et guerre froide*, Paris, Flammarion, 1971.
-DELMAS, Jean et KESSLER, Jean (éds.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide, 1947-1953*, Bruxelles, Complexe, 1999.
-DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Librairie Dalloz, 1966.
-GADDIS, John Lewis, *We Now Know: Rethinking Cold War History*, Oxford, Oxford University Press, 1997.
-GADDIS, John Lewis, *The Cold War: A New History*, New York, Penguin Books, 2007.
-GROSSER, Pierre, *Les temps de la guerre froide. Réflexions sur l'histoire de la guerre froide et sur les causes de sa fin*, Bruxelles, Complexe, 1995.
-HITCHCOCK, William, *The Struggle for Europe: the History of the Continent since 1945*, London, Profile Books, 2003.
-HOBSBAWM, Eric, *L'Âge des extrêmes : le Court Vingtième Siècle, 1914-1991*, Bruxelles, Complexe, 2000.
-HUNTINGTON, Samuel, "The Erosion of American National Interests", in *Foreign Affairs*, vol. 76, n°5, 1997, pp. 28-49.
-IMMERMAN, Richard, *John Foster Dulles: Piety, Pragmatism, and Power in U.S. Foreign Policy*, Wilmington, SR Books, 1999.
-JUDT, Tony, *Après-guerre : une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, Hachette Littérature, 2007.
-LALOY, Jean, *Entre guerres et paix : 1945-1965*, Paris, Plon, 1966.
-LEDUC, Victor, *La coexistence pacifique*, Paris, René Julliard, 1962.
-LEFFLER, Melvyn, *For the Soul of Mankind: the United States, the Soviet Union, and the Cold War*, New York, Hill and Wang, 2007.
-LUNDESTAD, Geir, "Empire by Invitation? The United States and Western Europe, 1945-1952", in *Journal of Peace Research*, vol. 23, n°3, 1986, pp. 263-277.
-MARCOU, Lilly, *Le mouvement communiste international depuis 1945*, Paris, PUF, 1990.
-MELANDRI, Pierre, *La politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, 1982.

-OSGOOD, Kenneth, *Total Cold War: Eisenhower's Secret Propaganda Battle at Home and Abroad*, Lawrence, University Press of Kansas, 2006.
-RABE, Stephen, *The Killing Zone: The United States Wages Cold War in Latin America*, New York, Oxford, Oxford University Press, 2012.
-SOUTOU, Georges-Henri, *La guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
-SOUTOU, Georges-Henri, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, PUF, 2007.
-SURI, Jeremi, *Power and Protest: Global Revolution and the Rise of Detente*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2003.
-WESTAD, Odd Arne (éd.), *Reviewing the Cold War: Approaches, Interpretations, Theory*, London, Portland, Frank Cass, 2001.
-WESTAD, Odd Arne, *La guerre froide globale : le tiers-monde, les États-Unis et l'URSS (1945-1991)*, Paris, Payot, 2007.
-WESTAD, Odd, "The New International History of the Cold war: Three (Possible) Paradigms", in *Diplomatic History*, vol. 24, n°4, 2000, pp. 551-565.

Histoire générale de l'Union soviétique

-BROUÉ, Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste : 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997.
-CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène, *La Déstalinisation commence*, Bruxelles, Complexe, 1984.
-FIGES, Orlando, *Natasha's Dance. A Cultural History of Russia*, London, Penguin Books, 2003.
-FITZPATRICK, Sheila, *La Revolución rusa*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores, 2008.
-GRAZIOSI, Andrea, *Histoire de l'URSS*, Paris, PUF, 2010.
-HANSON, Philip, *The Rise and Fall of the Soviet Economy: An Economic History of the USSR from 1945*, London, Pearson Education, 2003.
-HOFFMAN, David, *The Dead Hand: The Untold Story of the Cold War Arms Race and Its Dangerous Legacy*, New York, Anchor Books, 2010.
-HOPKINS, Mark, *Mass media in the Soviet Union*, New York, Pegasus, 1970.
-KAGARLITSKY, Boris, *Los intelectuales y el estado soviético*, Buenos Aires, Prometeo, 2006.
-LAZITCH, Branko, *Le Rapport Khrouchtchev et son histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1976.
-MARCOU, Lilly, *Ilya Ehrenbourg : un homme dans son siècle*, Paris, Plon, 1992.

-MEDVEDEV, Roy, *Khrushchev*, Oxford, Basil Blackwell, 1982.
-PIKHOIA, Rudolf, "Certain Aspects of the 'Historiographical Crisis', or the 'Unpredictability' of the Past", in *Russian Studies in History*, vol. 40, n°2, 2001, pp. 10-31.
-SAPIR, Jacques, *Les fluctuations économiques en URSS, 1941-1985*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1989.
-TAUBMAN, William, *Khrushchev: The Man and his Era*, New York, London, Norton & Company, 2003.
-WERTH, Alexander, *The Khrushchev Phase: the Soviet Union Enters the "Decisive" Sixties*, London, Robert Hale, 1961.
-ZUBOK, Vladislav, *Zhivago's Children: The Last Russian Intelligentsia*, Cambridge, London, Belknap Press of Harvard University Press, 2009.

Histoire des relations internationales de l'Union soviétique

-ANDREW, Christopher et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB à l'assaut du tiers-monde : agression-corruption-subversion, 1945-1991*, Paris, Le Grand Livre du Mois, 2008.
-BARTENEV, Vladimir, « L'URSS et l'Afrique noire sous Khrouchtchev : la mise à jour des mythes de la coopération », in *Outre-mers. Revue d'Histoire*, vol. 95, n°354-355, 2007, pp. 63-82.
-BOQUÉRAT, Gilles, *Les avatars du non-alignement : l'Inde et les politiques d'aide américaine et soviétique de l'indépendance à la conférence de Tachkent (1947-1966)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997.
-CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène et SCHRAM, Stuart, *L'URSS et la Chine devant les révolutions dans les sociétés pré-industrielles*, Paris, Armand Colin, 1970.
-CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène, « L'URSS et le monde extérieur. Révolution et intérêt national. 1917-1941, in *Relations Internationales*, n°22, 1980, pp. 103-123.
-CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène, « L'Union soviétique et l'Europe depuis 1945 », in *Opinion publique et politique extérieure. 1945-1981*, Rome, École Française de Rome, 1985, pp. 241-255.
-CAUTE, David, *Les compagnons de route, 1917-1968*, Paris, Robert Laffont, 1979.
-DALLIN, David, *Soviet foreign Policy after Staline*, Philadelphia, J.B. Lippincott Company, 1961.
-DULLIN, Sabine, *Des hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Paris, Payot, 2001.

-DONALSON, Ronald (éd.), *The Soviet Union in the Third World: Successes and Failures*, London, Westview Press, 1981.
-ENGERMAN, David, "The Second World's Third World", in *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, vol. 12, n°1, 2011, pp. 183-211.
-GARTHOFF, Raymond, "Some Observations on Using the Soviet Archives", in *Diplomatic History*, vol. 21, n°2, 1997, pp. 243-257.
-GOMART, Thomas, *Double détente: les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.
-HASLAM, Jonathan, "Russian Archival Revelations and Our Understanding of the Cold War", in *Diplomatic History*, vol. 21, n°2, 1997, pp. 217-228.
-HASLAM, Jonathan, *Russia's Cold War: from the October Revolution to the Fall of the Wall*, New Haven, Yale University Press, 2011.
-HOURMANT, François, *Au pays de l'avenir radieux. Voyages des intellectuels français en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, Paris, Aubier, 2000.
-KATSAKIORIS, Constantin, « Transferts Est-Sud. Échanges éducatifs et formation de cadres africains en Union soviétique pendant les années soixante », in *Outre-mers, revue d'histoire*, vol. 95, n°354-355, 2007, pp. 83-106.
-KNIGHT, Amy, "The Selling of the KGB", in *The Wilson Quarterly*, n° 24, 2000, pp. 16-23.
-KOTT, Sandrine et FAURE, Justine, « Présentation », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°109, 2011, pp. 2-10.
-LÉVESQUE, Jacques, *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*, Paris, Armand Colin, 1988.
-LÉVESQUE, Jacques, « Essai sur la spécificité des relations entre l'URSS et l'Europe de l'Est de 1945 à 1989 », in *Relations Internationales*, n°148, 2011, pp. 7-15.
-LIPKIN, Mikhaïl, « Avril 1952, la conférence économique de Moscou : changement de tactique ou innovation dans la politique extérieure stalinienne », in *Relations Internationales*, n°147, 2011, pp. 19-33.
-MASTNY, Vojtech, *The Cold War and the Soviet Insecurity: the Stalin years*, Oxford, New York, Oxford University Press, 1996.
-MACDONALD, Douglas, "Communist Bloc Expansion in the Early Cold War. Challenging Realism, Refuting Revisionism", in *International Security*, vol. 20, n°3, 1995-1996, pp. 152-188.
-MENDRAS, Marie, « Le tiers-monde dans la doctrine soviétique des relations internationales », in *Relations Internationales*, n°45, 1986, pp. 87-97.

-MOURIN, Maxime, *Les relations franco-soviétiques (1917-1967)*, Paris, Payot, 1967.
-PEDEMONTE, Rafael, « La Belgique et l'OTAN face à l'Union soviétique. Rupture et reprise des relations culturelles suite à la crise hongroise (1956-1960) », in *Revue belge d'Histoire contemporaine* (RBHC), vol. XLV, n°1, 2015, pp. 48-74.
-REY, Marie-Pierre, « Introduction : l'URSS et le Sud », in *Outre-mers, revue d'histoire*, vol. 95, n°354-355, 2007, pp. 5-8.
-REY, Marie-Pierre, « Diplomatie et diplomates soviétiques à l'ère du dégel, 1953-1964 », in *Cahiers du monde russe*, vol. 44, n°2-3, 2003, pp. 309-322.
-REY, Marie-Pierre, « L'URSS et l'Europe occidentale de 1956 à 1975 : de l'ignorance méfiante à la coopération », in *Relations Internationales*, n°82, 1995, pp. 237-249.
-REY, Marie-Pierre, « Puissance régionale ? Puissance mondiale ? Le point de vue des décideurs soviétiques, 1953-1975 », in *Relations Internationales*, n°92, 1997, pp. 391-400.
-REY, Marie-Pierre, *La tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Paris, Publication de la Sorbonne, 1991.
-ULAM, Adam, *Expansion and Coexistence. The History of Soviet Foreign Policy, 1917-67*, London, Secker & Warburg, 1968.
-WESTAD, Odd, "Secrets of the Second World: The Russian Archives and the Reinterpretation of Cold War History", in *Diplomatic History*, vol. 21, n°2, 1997, p. 259-271.
-WOHLFORTH, William, "New Evidence on Moscow's Cold War: Ambiguity in Search of Theory", in *Diplomatic History*, vol. 21, n°2, 1997, pp. 229-242.
-WOLFE, Thomas, *Soviet Power and Europe: 1945-1970*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1970.
-ZUBOK, Vladislav et PLESHAKOV, Constantine, *Inside the Kremlin's Cold War. From Stalin to Khrushchev*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1996.
-ZUBOK, Vladislav, *A failed Empire: the Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2007.

Guerre froide et culture

-CAUTE, David, *The Dancer Defects: the Struggle for Cultural Supremacy during the Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 2003.
-CHARTREUX, Félix, « La sortie du film *Quand passent les cigognes* en France. Configuration d'un succès cinématographique soviétique en 1958 », in *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 26, 2007, pp. 151-167.

-DOLLOT, Louis, *Les relations culturelles internationales*, Paris, PUF, 1968.
-DU BOIS, Pierre, « Guerre froide, propagande et culture (1945-1953) », in *Relations Internationales*, n°115, 2003, pp. 437-454.
-DUBOSCLARD, Alain, GRISON, Laurent, JEAN-PIERRE, Laurent [et al.], *Entre rayonnement et réciprocité. Contributions à l'histoire de la diplomatie culturelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.
-ELLISTON, Jon, *Psywar on Cuba: the Declassified History of U.S. Anti-Castro Propaganda*, New York, Ocean Press, 1999.
-FRANK, Robert, « Introduction », in *Relations Internationales*, n°115, 2003, pp. 319- 323.
-FLEURY, Antoine et JÍLEK, Lubor (éds.), *Une Europe malgré tout : 1945-1990. Contacts et réseaux culturels, intellectuels et scientifiques entre européens dans la guerre froide*, Bruxelles, Peter Lang, 2009.
-GONÇALVES Stéphanie, *Une guerre des étoiles. Les tournées de ballet dans la diplomatie culturelle de la Guerre froide (1945-1968)*, Thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles, 2015.
-GUILBAUT, Serge, *Comment New York vola l'idée d'art moderne. Expressionisme abstrait, liberté et guerre froide*, Paris, Hachette Littératures, 2006.
-HAUSER, Claude, LOUÉ, Thomas, MOLLIER, Jean-Yves et VALLOTTON, François, *La diplomatie par le livre : réseaux et circulation internationale de l'imprimé de 1880 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde, 2011.
-HIXSON, Walter, *Parting the Curtain: Propaganda, Culture and the Cold War, 1945-1961*, New York, St. Martins's Press, 1998.
-KRABBENDAM, Hans et SCOTT-SMITH, Giles (éds.), *The Cultural Cold War in Western Europe. 1945-1960*, London, Frank Cass, 2003.
-KUZNICK, Peter et GILBERT, James (éds.), *Rethinking Cold War Culture*, Washington D.C., Smithsonian, 2010.
-MAJOR, Patrick et MITTER, Rana, *Across the Blocs: Cold War Cultural and Social History*, London, Frank Cass, 2004.
-MARÈS, Antoine, « La culture comme instrument de la politique extérieure des démocraties populaires : l'exemple franco-tchécoslovaque », in *Relations Internationales*, n°115, 2003, pp. 425-436.
-MILZA, Pierre, « Culture et relations internationales », in *Relations Internationales*, n°24, 1980, pp. 361-379.

-MOINE, Caroline, *Cinéma et guerre froide. Histoire du festival de films documentaires de Leipzig (1955-1990)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014.
-OKRET-MANVILLE, Christine, « La politique étrangère culturelle, outil de la démocratie, du fascisme et du communisme. L'exemple du British Council, 1934-1953 », in *Relations Internationales*, n°115, 2003, pp. 399-410.
-ORY, Pascal, « De la diplomatie culturelle à l'acculturation », in *Relations Internationales*, n°116, 2003, pp. 479-481.
-PENDERGAST, William, "The political uses of cultural relations", in *Il Politico*, n°4, 1973, pp. 682-695.
-PÉTERI, György (éd.), *Imagining the West in Eastern Europe and the Soviet Union*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2010.
-PREVOTS, Naima, *Dance for Export. Cultural Diplomacy and the Cold War*, Middletown, Wesleyan University Press, 2001.
-RICHMOND, Yale, *Cultural Exchange and the Cold War. Raising the Iron Curtain*, University Park, The Pennsylvania State University Press, 2003.
-SIRINELLI, Jean-François et SOUTOU, Georges-Henri (éds.), *Culture et Guerre froide*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2008.
-STONOR SAUNDERS, Frances, *La CIA y la guerra fría cultural*, Madrid, Debate, 2001.
-SHAW, Tony, "The Politics of Cold War Culture", in *Journal of Cold War Studies*, vol. 3, n°3, 2001, pp. 59-76.
-SHAW, Tony et YOUNGBLOOD, Denise, *Cinematic Cold War: The American and Soviet Struggle for Hearts and Minds*, Lawrence, University Press of Kansas, 2010.
-WHITFIELD, Stephen, *The Culture of the Cold War*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1996.

Politique culturelle de l'Union soviétique

-BARBÉRIS, Patrick et CHAPUIS, Dominique, *Roman Karmen : une légende rouge*, Paris, Seuil, 2002.
-BARGHOORN, Frederick, *The Soviet Cultural Offensive: The Role of Cultural Diplomacy in Soviet Foreign Policy*, Connecticut, Greenwood Press, 1976.
-DAVID-FOX, Michael, *Showcasing the Great Experiment: Cultural Diplomacy and the Western Visitors to the Soviet Union, 1921-1941*, New York, Oxford University Press, 2012.

-DRAGOMIR, Lucia, « L'Union des écrivains : Un modèle institutionnel et ses limites », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°109, 2011, pp. 59-70.
-FAYET, Jean-François, « La Société pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger (VOKS) », in *Relations Internationales*, n°115, 2003, pp. 411-423.
-GALLINARI, Pauline, *Cinéma et communisme en France de la Libération au milieu des années 1960*, Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, 2009, 2 tomes.
-GLANTS, Musya et KACHURIN, Pamela, "Culture, the Soviet Union, and the Cold War", in *Journal of Cold War Studies*, vol. 4, n°1, 2002, pp. 3-5.
-GORSUCH, Anne, *All This is Your World: Soviet Tourism at Home and Abroad after Stalin*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
-GOULD-DAVIES, Nigel, "The Logic of Soviet Cultural Diplomacy", in *Diplomatic History*, vol. 27, n°2, 2003, pp. 193-214.
-KOZOVOÏ, Andreï, *Par-delà le mur : la culture de guerre froide soviétique entre deux détentes*, Paris, Complexe, 2009.
-JOHNSON, Priscilla, *Khrushchev and the Arts: The Politics of Soviet Culture, 1962-1964*, Cambridge, M.I.T. Press, 1965.
-MAZUY, Rachel, « Les 'Amis de l'URSS' et le voyage en Union soviétique : La mise en scène d'une conversion (1933-1939) », in *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 5, n°18, 1992, pp. 108-128.
-MAZUY, Rachel, « Le tourisme idéologique en Union Soviétique », in *Relations Internationales*, n°102, 2000, pp. 201-217.
-PODZEMSKAIA, Nadia, « Provocation et dissidence dans l'art soviétique », in DARRAGON, Éric (éd.), *La provocation : une dimension de l'art contemporain (XIX^{e}-XX^{e} siècles)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, pp. 47-63.
-ROTH-EY, Kristin, *Moscow Prime Time: How the Soviet Union Built the Media Empire that Lost the Cultural Cold War*, Ithaca, London, Cornell University Press, 2011.

<u>La guerre froide en Amérique latine</u>

-BARTLEY, Russell, "The Piper Played to Us All: Orchestrating the Cultural Cold War in the USA, Europe, and Latin America", in *International Journal of Politics, Culture, and Society*, vol. 14, n°3, 2001, pp. 571-619.
-BLOCH, Avital et RODRÍGUEZ, María del Rosario, (éds.), *La Guerra Fría y las Américas*, Morelia, Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo, 2013.

-BRANDS, Hal, *Latin America's Cold War*, Cambridge, Harvard University Press, 2010.
-CASTAÑEDA, Jorge, *Utopia Unarmed: The Latin America Left after the Cold War*, New York, Knopf, 1993.
-GILBERT, Joseph et SPENCER, Daniela, *In From the Cold: Latin America's New Encounter with the Cold War*, Durham, Duke University Press, 2008.
-GLEIJESES, Piero, *Shattered Hope: The Guatemalan Revolution and the United States, 1944-1954*, Princeton, Princeton University Press, 1991.
-GONZÁLEZ, Marianne et PALIERAKI, Eugenia (éds.), *Revoluciones imaginadas. Itinerario de la idea revolucionaria en América Latina contemporánea*, Santiago, RIL Editores, 2013.
-GOSSE, Van, *Where the Boys Are: Cuba, Cold War America and the Making of a New Left*, London, New York, Verso, 1993.
-GRANDIN, Greg, *The Last Colonial Massacre: Latin America in the Cold War*, Chicago, University of Chicago Press, 2011.
-HARMER, Tanya et RIQUELME, Alfredo (éds.), *Chile y la Guerra Fría global*, Santiago, RIL Editores, 2014.
-HARMER, Tanya, "The Cold War in Latin America", in KALINOVSKY, Artemy et DAIGLE, Craig (éds.), *The Routledge Handbook of the Cold War*, London, New York, Routledge, 2014, pp. 133-148.
-HARMER, Tanya, *Allende's Chile & the Inter-American Cold War*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2011.
-JOHNSON, Cecil, *Communist China & Latin America, 1959-1967*, New York, London, Columbia University Press, 1970.
-MASSÓN SENA, Caridad (éd.), *Comunismo, socialismo y nacionalismo en Cuba (1920-1958)*, La Habana, Instituto Cubano de Investigación Cultural Juan Marinello, 2013.
-PELLICER DE BRODY, Olga, "Cuba y América Latina: ¿Coexistencia pacífica o solidaridad revolucionaria?", in *Foro Internacional*, vol. 12, n°3, 1972, pp. 297-307.
-PLÁ LEÓN, Rafael et GONZÁLEZ ARÓSTEGUI, Mely (éds.), *Marxismo y Revolución: escena del debate cubano en los sesenta*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, Centro de Investigación y Desarrollo de la Cultura Cubana Juan Marinello, 2006.
-PURCELL, Fernando et RIQUELME, Alfredo (éds.), *Ampliando miradas: Chile y su historia en un tiempo global*, Santiago, RIL Editores, Instituto de Historia. Pontificia Universidad Católica de Chile, 2009.

-RAMM, Hartmut, *The Marxism of Régis Debray. Between Lenin and Guevara*, Lawrence, The Regents Press of Kansas, 1978.
-RATLIFF, William, *Castroism and communism in Latin America, 1959-1976: the varieties of Marxist-Leninist experience*, Washington D.C., American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1976.
-SPENCER, Daniela (éd.), *Espejos de la guerra fría: México, América Central y el Caribe*, México D.F., Porrúa, 2004.
-SPENCER, Daniela, "Revolutions and Revolutionaries in Latin America under the Cold War", in *Latin American Research Review*, vol. 40, n°3, 2005, pp. 377-389.
-YING-HSIANG, Cheng, *Idylle sino-cubaine, brouille sino-soviétique*, Paris, Armand Colin, 1973.
-ZOLOV, Eric, "Introduction: Latin America in the Global Sixties", in *The Americas*, vol. 70, n°3, 2014, pp. 349-362.

Relations URSS-Amérique latine

-ABTOUR, Georges-Henri, « L'URSS et l'Amérique latine pendant la guerre froide. Présence soviétique et action communiste dans un continent en révolutions, 1944-1964 », in *Outre-mers, revue d'histoire*, vol. 95, n°354-355, 2007, pp. 9-22.
-BARK, Dennis, *The Red Orchestra: 1, Instruments of Soviet Policy toward Latin America*, Stanford, Hoover Institution Press, 1986.
-BARTLEY, Russell (éd.), *Soviet Historian on Latin America. Recent Scholarly Contributions*, Madison, University of Wisconsin Press, 1978.
-BERRÍOS, Rubén et BLASIER, Cole, "Peru and the Soviet Union (1969-1989): Distant Partners", in *Journal of Latin American Studies*, vol. 23, n°2, 1991, pp. 365-384.
-BLASIER, Cole, *The giant's rival. The USSR and Latin America*, Pittsburgh, University of Pittburgh Press, 1987.
-BLASIER, Cole et VACS, Aldo, "América Latina frente a la Unión Soviética", in *Foro Internacional*, vol. 24, n°2, 1983, pp. 199-211.
-CABALLERO, Pablo, *Latin America and the Comintern, 1919-1943*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.
-CÁRDENAS, Héctor, *Historia de las relaciones entre México y Rusia*, México D.F., Fondo de Cultura Económica, 1993.

-CHESTON, Stephen et LOEFFKE, Bernard, *Aspects of Soviet Policy toward Latin America*, New York, MSS Information Corporation, 1974.
-CHING, Erik, "Latin American Materials in the Comintern Archives", in *Latin American Research Review*, vol. 35, n°1, 2000, pp. 138-149.
-DAVYDOV, Vladimir, "Latinoamericanística en el cruce de caminos. Alcances anteriores y búsquedas actuales", in *REDIAL*, n° 6-7, 1995-1996, pp. 19-32.
-DINERSTEIN, Herbert, "Soviet Policy in Latin America", in *The American Political Science Review*, vol. 61, n°1, 1967, pp. 80-90.
-DILLON, Dorothy, *International Communism and Latin America: Perspectives and Prospects*, Gainesville, University of Florida Press, 1962.
-GILBERT, Isidoro, *El oro de Moscú. Historia secreta de la diplomacia, el comercio y la inteligencia soviética en la Argentina*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2007.
-GOURÉ, Leon et ROTHENBERG, Morris, *Soviet Penetration of Latin America*, Miami, University of Miami, 1975.
-HERMAN, Donald (éd.), *The Communist Tide in Latin America: A Selected Treatment*, Austin, The University of Texas, 1973.
-HOUGH, Jerry, "The Evolving Soviet Debate on Latin America", in *Latin America Research Review*, vol. 16, n°1, 1981, pp. 124-143.
-HOUGH, Jerry, *The struggle for the Third World. Soviet Debates and American Options*, Washigton D.C., The Brookings Institution, 1986.
-INSULZA, José Miguel, "La Unión Soviética y América del Sur", in *Foro Internacional*, vol. 28, n°4, 1988, pp. 770-780.
-KAUFMAN, Edy, *The Superpowers and their Spheres of Influence. The United States and the Soviet Union in Eastern Europe and Latin America*, London, Croom Helm, 1976.
-LEIKEN, Robert, "Eastern Winds in Latin America", in *Foreign Policy*, n°42, 1981, pp. 94-113.
-MILLER, Nicola, *Soviet Relations with Latin America, 1959-1987*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.
-MUÑIZ, Carlos, *La URSS y América Latina (50 años de relaciones diplomáticas y económicas)*, Lima, Francisco Moncloa, 1968.
-OSWALD, Gregory et STROVER, Anthony (éds.), *La Unión Soviética y la América Latina*, México D.F., Letras, 1972.

-PASZYN, Danuta, *The Soviet Attitude to Political and Social Change in Central America, 1979-1990: Case Studies on Nicaragua, El Salvador and Guatemala*, London, MacMillan Press, 2000.

-PEDEMONTE, Rafael, « La guerre froide culturelle en Amérique latine : les espaces d'amitié et d'échange avec l'Union soviétique », in JARAK, Diego (dir.), *Cahiers des Amériques – Figure de l'Entre : Amitiés. Le cas des mondes Américains*, vol. 2 - Dialogues, 2012, pp. 137-152.

-PEDEMONTE, Rafael, "Una historiografía en deuda: las relaciones entre el continente latinoamericano y la Unión Soviética durante la Guerra Fría", in *Historia Crítica*, n°55, 2015, pp. 231-254.

-POPE, Ronald, "Soviet Foreign Policy toward Latin America", in *World Affairs*, vol. 135, n°2, 1972, pp. 139-170.

-POPPINO, Rollie, *International Communism in Latin America. A History of the Movement, 1917-1963*, New York, The Free Press, 1966.

-PRIZEL, Ilya, *Latin America through Soviet Eyes. The Evolution of Soviet Perceptions during the Brezhnev Era, 1964-1982*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

-RAPOPORT, Mario, "Argentina and the Soviet Union: History of Political and Commercial Relations (1917-1955)", in *The Hispanic American Historical Review*, vol. 66, n°2, 1986, pp. 239-285.

-RAPOPORT, Mario, *Las Relaciones argentino-soviéticas en el contexto internacional, un análisis histórico*, Washington D.C., The Wilson Center, 1986.

-RAPOPORT, Mario, *Política y Diplomacia en la Argentina. Las relaciones con EE.UU. y la URSS*, Buenos Aires, Tesis, 1987.

-RUPPRECHT, Tobias, "Socialist high modernity and global stagnation: a shared history of Brazil and the Soviet Union during the Cold War", in *Journal of Global History*, n°6, 2011, pp. 505-528.

-RUPPRECHT, Tobias, *Soviet Internationalism after Stalin: Interaction and Exchange between the USSR and Latin America during the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

-SIZONENKO, Alexander, *La URSS y Latinoamérica: Ayer y hoy*, Moscú, Progreso, 1972.

-SMITH, Wayne (éd.), *The Russians aren't Coming. New Soviet Policy in Latin America*, Boulder & London, Lynne Rienner Publishers, 1992.

-THEBERGE, James (éd.), *Soviet Seapower in the Caribbean: Political and Strategic Implications*, New York, Praeger, 1972.

-THEBERGE, James, *Presencia soviética en América Latina*, Santiago, Editorial Gabriela Mistral, 1974.
-TURRENT, Isabel, "La Unión Soviética en América Latina: el caso de Brasil", in *Foro Internacional*, vol. 27, n°1, 1986, pp. 75-101.
-VACS, Aldo César, *Discreet Partners: Argentina and the USSR since 1917*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1984.
-VARAS, Augusto, (éd.), *Soviet-Latin American Relations in the 1980s*, Boulder & London, Westview Press, 1987.

Relations URSS-Chili

-ÁLVAREZ, Rolando, *Arriba los pobres del mundo: cultura e identidad política del Partido Comunista de Chile entre democracia y dictadura: 1965-1990*, Santiago, LOM ediciones, 2011.
-BARBAT, Victor, « Roman Karmen, un soviétique au Chili : campagne de tournage et solidarité à l'Est autour du film *Le Cœur de Corvalán* », in BARBAT, Victor et ROUDÉ, Catherine (éds.), *De l'Unité populaire à la transition démocratique : représentations, diffusions, mémoires cinématographiques du Chili, 1970-2013*, actes des journées d'étude, Paris, 9-10 octobre 2013.
-CORVALÁN MARQUÉZ, Luis, *Del anticapitalismo al neoliberalismo en Chile. Izquierda, centro y derecha en la lucha entre los proyectos globales. 1950-2000*, Santiago, Editorial Sudamericana, 2001.
-DUPOUY, Cristobal, *Les relations entre l'Union soviétique et l'Unité populaire du Chili, 1970-1973*, Mémoire de Maîtrise en histoire, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2000.
-FERMANDOIS, Joaquín, *Chile y el mundo: 1970-1973: la política exterior del gobierno de la Unidad Popular y el sistema internacional*, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, 1985.
-FERMANDOIS, Joaquín, "¿Peón o actor? Chile en la Guerra Fría (1962-1973)", in *Estudios Públicos*, n°72, 1998, pp. 149-171.
-HAMBURG, Roger, "Soviet Foreign Policy, the Church, the Christian Democrats, and Chile", in *Journal of Inter-American Studies*, vol. 11, n°4, 1969, pp. 605-615.
-HASLAM, Jonathan, *The Nixon Administration and the Death of Allende's Chile. A Case of Assisted Suicide*, London, Verso, 2005.

-HALPERIN, Ernst, *Nationalism and Communism in Chile*, Cambridge, Center for International Studies, 1965.
-KAUFMAN, Edy, "La política exterior de la Unidad Popular chilena", in *Foro Internacional*, vol. 17, n°2, 1976, pp. 244-274.
-LAGOS, Gabriel, *Los intelectuales de Izquierda Chilenos y la Unión Soviética (1920-1945)*, Mémoire de licence, Pontificia Universidad Católica de Chile, 1990.
-NOGEE, Joseph et SLOAN, John, "Allende's Chile and the Soviet Union: A Policy Lesson for Latin American Nations Seeking Autonomy", in *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 1, n°3, 1979, pp. 339-368.
-PALIERAKI, Eugénia, *Histoire critique de la « nouvelle gauche » latino-américaine. Le* Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) *dans le Chili des années 1960*, Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Pontificia Universidad Católica de Chile, Paris, 2009, 2 tomes.
-PEDEMONTE, Rafael, "La diplomacia cultural soviética en Chile (1964-1973)", in *Revista Bicentenario*, vol. 9, 2010, pp. 57-100.
-PEDEMONTE, Rafael, « Les voyages internationaux, une force sous-jacente de la diplomatie de la guerre froide ? Les échanges humains chileno-soviétiques (1959-1973) », in *Hypothèse 2013*, vol. 17, n°1, 2014, pp. 57-67.
-RIQUELME, Alfredo, *Rojo atardecer: el comunismo chileno entre dictadura y democracia*, Santiago, Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, 2009.
-SALGADO, Alfonso, "Antroponimia leninista: Santiago de Chile, 1914-1973", in *Seminario Simon Collier 2009*, Santiago, Pontificia Universidad Católica de Chile, Instituto de Historia, 2010.
-SCHIDLOWSKY, David, *Neruda y su tiempo: las furias y las penas*, Santiago, RIL Editores, 2008, vol. 2: "1950-1973".
-SIGMUND, Paul, "The 'invisible Blockade' and the Overthrow of Allende", in *Foreign Affairs*, vol. 52, n°2, 1974, pp. 322-340.
-TURRENT, Isabel, *La Unión Soviética en América Latina: El caso de la Unidad Popular, 1970-1973*, México D.F., El Colegio de México, 1984.
-ULIANOVA, Olga, "Izquierda chilena y la URSS en la década de los cincuenta: en los orígenes de la 'vía chilena' (a través de los documentos de archivos soviéticos)" (texte inédit).

-ULIANOVA, Olga et FEDIAKOVA, Eugenia, "Algunos aspectos de la ayuda financiera del Partido Comunista de la URSS al comunismo chileno durante la Guerra Fría", in *Estudios Públicos*, n° 72, 1998, pp. 113-148.
-ULIANOVA, Olga, "La Unidad Popular y el Golpe Militar en Chile: Percepciones y análisis soviéticos", in *Estudios Públicos*, n° 79, 2000, pp. 83-171.
-ULIANOVA, Olga, "Corvalán for Bukovsky: a real exchange of prisoners during an imaginary war. The Chilean dictatorship, the Soviet Union, and US mediation, 1973-1976", in *Cold War History*, vol. 14, n°3, 2014, pp. 315-336.
-VERA CASTILLO, Jorge (éd.), *La política exterior chilena durante el gobierno del presidente Salvador Allende: 1970-1973*, Santiago, Instituto de Estudios de las Relaciones Internacionales Contemporáneas, 1987.

Relations URSS-Cuba

-Academia de Ciencias de la URSS et Academia de Ciencias de Cuba, *Los vínculos ruso-cubanos, soviético-cubanos: siglos XVIII-XX*, La Habana, Ciencias Sociales, 1989.
-ANDERSON, Jon, *Che Guevara: A Revolutionary Life*, New York, Grove Press, 1997.
-BAIN, Mervyn, "Havana and Moscow, 1959-2009: The Enduring Relationship?", in *Cuban Studies*, n°41, 2010, pp. 126-142.
-BAIN, Mervyn, *Soviet-Cuban relations, 1985 to 1991: Changing perceptions in Moscow and Havana*, Lanham, Lexington Books, 2007.
-BARACH, Zoia, *El cine soviético del principio al fin*, La Habana, ICAIC, 2011.
-BLASIER, Cole, "El fin de la asociación soviético-cubana", in *Estudios Internacionales*, n°103, 1993, pp. 296-340.
-BLIGHT, James et BRENNER, Philip, *Sad and Luminous Days: Cuba's Struggle with the Superpowers after the Missile Crisis*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2002.
-BLIGHT, James, ALLYN, Bruce et WELCH, David, *Cuba on the Brink: Castro, the Missile Crisis, and the Soviet Collapse*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2002.
-FURSENKO, Aleksandr et NAFTALI, Timothy, *"One Hell of Gamble": Khrushchev, Castro, and Kennedy, 1958-1964*, New York, London, Norton & Company, 1997.
-GARCÍA, Ángel et MIRONCHUK, Piotr, *Esbozo histórico de las relaciones entre Cuba-Rusia y Cuba-URSS*, La Habana, Academia de Ciencias de Cuba, 1976.
-GARCÍA, Ángel et MIRONCHUK, Piotr, *La Revolución de Octubre y su influencia en Cuba*, La Habana, Academia de Ciencias de Cuba, 1977.

-GLEIJESES, Piero, *Conflicting missions: Havana, Washington and Africa, 1959-1976*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2002.
-GORSUCH, Anne, "'Cuba, My Love': The Romance of Revolutionary Cuba in the Soviet Sixties", in *American Historical Review*, vol. 120, n°2, pp. 497-526.
-GOTT, Richard, *Cuba: a New History*, New Haven, Yale University Press, 2004.
-JACKSON, Bruce, *Castro, the Kremlin, and communism in Latin America*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1969.
-LAGONOTTE, Claire, « L'URSS et Cuba, 1959-1972. Des relations opportunistes et conflictuelles », in *Outre-mers, revue d'histoire*, vol. 95, n°354-355, 2007, pp. 23-36.
-LAMBERG, Roberto, "La formación de la línea castrista desde la conferencia Tricontinental", in *Foro Internacional*, vol. 8, n°3, 1968, pp. 278-301.
-LATRÈCHE, Leila, *Cuba et l'URSS. 30 ans d'une relation improbable*, Paris, L'Harmattan, 2011.
-LÉVESQUE, Jacques, *L'URSS et la révolution cubaine*, Paris, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques ; Montréal, Presse de l'Université de Montréal, 1976.
-LOSS, Jacqueline, *Dreaming in Russian: The Cuban Soviet Imaginary*, Austin, University of Texas Press, 2013.
-LOSS, Jacqueline et PRIETO, José Manuel (éds.), *Caviar with Rum: Cuban-USSR and the Post-Soviet Experience*, New York, Palgrave Macmillan, 2012.
-PAVLOV, Yuri, *Soviet-Cuban Alliance: 1959-1991*, New Brunswick, Transaction Publishers, 1994.
-MIRANDA MARSHALL, Porfirio, "Las relaciones culturales entre Cuba y la URSS", in *Monotemática n°6*, La Habana, 1975.
-MOISÉEV, Alexander et EGÓROVA, Olga, *Los rusos en Cuba. Crónicas históricas: juicios y testimonios*, La Habana, Editora Abril, 2010.
-NABEL PÉREZ, Blas, *Las relaciones culturales Cuba-URSS, 1530-1989*, Moscú, Oficina de Cultura Embajada de la República de Cuba, 1989.
-PUÑALES-ALPÍZAR, Damaris, *Escrito en cirílico: el ideal soviético en la cultura cubana posnoventa*, Santiago, Cuarto Propio, 2012.
-QUIRK, Robert, *Fidel Castro*, New York, London, Norton & Company, 1993.
-ROJAS, Rafael, "*Souvenirs* de un Caribe soviético", in *Encuentro de la cultura cubana*, n°48-49, 2008, pp. 18-33.
-SKIERKA, Volker, *Fidel Castro: "El Comandante"*, Paris, Alvik, 2004.

-SUÁREZ, Andrés, *Cuba: Castroism and Communism, 1959-1966*, Cambridge (Mass.), London, M.I.T. Press, 1969.
-TORRES RAMÍREZ, Blanca, *Las relaciones cubano-soviéticas (1959-1968)*, México D.F., El Colegio de México, 1971.
-VILLALBA GARRIDO, Evaristo Villalba, *Cuba y el turismo*, La Habana, Ciencias Sociales, 1993.
-YOSS, "Lo que dejaron los rusos", in *Temas*, n°37-38, 2004, pp. 138-144.

Culture en Amérique latine

-ARTARAZ, Kepa, "El Ejercicio de Pensar: The Rise and Fall of *Pensamiento Crítico*", in *Bulletin of Latin American Research*, vol. 24, n°103, 2005, pp. 348-366.
-CASAMAYOR CISNEROS, Odette, *Lectures de Cuba : Entre récit et réalité (Études sur les rapports entre le récit cubain contemporain et la réalité sociale)*, Thèse de doctorat, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 2002.
-DAWES, Greg, *Poetas ante la modernidad: las ideas estéticas y políticas de Vallejo, Huidobro, Neruda y Paz*, Madrid, Fundamentos, 2009.
-DEL VALLE, Ignacio, *Le « Nouveau cinéma latino-américain » : un projet de développement cinématographique sous-continental*, Thèse de doctorat, Université Toulouse 2 le Mirail, Toulouse, 2012.
-DEL VALLE, Sandra, "Definirse en la polémica : *PM*, *Cecilia* y *Alicia*…", in *Conquistando la utopía: El ICAIC y la Revolución 50 años después*, La Habana, Ediciones ICAIC, 2010, pp. 62-91.
-FRANCO, Jean, *The Decline and Fall of the Lettered City: Latin America in the Cold War*, Cambridge, Harvard University Press, 2002.
-FRENK, Susan, "Two Cultural Journals of the 1960s: *Casa de las Américas* and *Mundo Nuevo*", in *Bulletin of Latin American Research*, vol. 3, n°2, 1984, pp. 83-93.
-FORNET, Ambrosio, "El Quinquenio Gris: Revisitando el término", in *Criterios*, 2007, pp. 1-22.
-FORNET, Jorge, *El 71: anatomía de una crisis*, La Habana, Letras Cubanas, 2013.
-HUERTAS, Begoña, *Ensayo de un cambio: la narrativa cubana de los 80*, La Habana, Casa de las Américas, 1993.
-KAPCIA, Antoni, *Havana: The Making of Cuban Culture*, Oxford, Berg, 2005.

-KUMARASWAMI, Par, “Cultural Policy, Literature and Readership in Revolutionary Cuba: The View from the 21st Century”, in *Bulletin of Latin American Research*, vol. 26, n°1, 2007, pp. 69-87.
-KUMARASWAMI, Par, “Cultural Policy and Cultural Politics in Revolutionary Cuba: Re-reading the Palabras a los intelectuales (Words to the Intellectuals)”, in *Bulletin of Latin American Research*, vol. 28, n°4, 2009, pp. 527-541.
-LUIS, William, *Lunes de Revolución: literatura y cultura en los primeros años de la Revolución cubana*, Madrid, Verbum, 2003.
-MACHOVER, Jacobo (éd.), *La Havane 1952-1961. D’un dictateur l’autre : explosion des sens et morale révolutionnaire*, Paris, Éditions Autrement, 1994.
-MARTÍNEZ PÉREZ, Liliana, *Los hijos de Saturno: Intelectuales y revolución en Cuba*, México D.F., Porrúa, 2006.
-MILLER, Nicola, *In the Shadow of the State: Intellectual and the Quest for National Identity in Twentieth Century Spanish America*, London, Verso, 1999.
-MILLER, Nicola, “A Revolutionary Modernity: The Cultural Policy of the Cuban Revolution”, in *Journal of Latin American Studies*, n°40, 2008, pp. 675-696.
-MOULIN CIVIL, Françoise (éd.), *Cuba 1959-2006 : révolution dans la culture, culture dans la révolution*, Paris, L’Harmattan, 2008.
-PEDEMONTE, Rafael, “Pablo Neruda, su tiempo y el ‘sentido de la historia’: postura ideológica y creación poética durante la Guerra Fría”, in *Revista Ayer*, vol. 98, n°2, 2015, pp. 159-185.
-RODRÍGUEZ MONEGAL, Emir, *El Boom de la Novela Latinoamericana*, Caracas, Tiempo Nuevo, 1972.
-RODRÍGUEZ MONEGAL, Emir, *Neruda: le voyageur immobile*, Paris, Gallimard, 2001.
-ROJAS, Rafael, *El estante vacío: literatura y política en Cuba*, Barcelona, Anagrama, 2009.
-SANTA CRUZ, Eduardo, *Prensa y Sociedad en Chile, Siglo XX*, Santiago, Editorial Universitaria, 2014.
-YOSS, *La quinta dimensión de la literatura: Reflexiones sobre la ciencia ficción en Cuba y el mundo*, La Habana, Letras Cubanas, 2012.

Table des matières

Table des sigles et abréviations 2

Remerciements 4

Introduction. La culture et l'Amérique latine : un nouveau paradigme pour décentrer l'étude de la guerre froide 6

Pourquoi la culture ? 7

Vers une définition de la « culture » appliquée aux relations internationales 8
Les approches culturelles dans l'historiographie de la guerre froide 13

Pourquoi l'Amérique latine ? : Dettes et limites de l'historiographie 20

Problématique, sources et plan 29

Chapitre introductif. D'une révolution à une autre : les rapports entre l'Union soviétique et l'Amérique latine avant l'insurrection cubaine (1917-1959) 36

1.-L'Amérique latine aux yeux des dirigeants soviétiques : un enjeu secondaire ? 36

2.-Les contacts embryonnaires avant la guerre froide 40

3.-L'Union soviétique dans une « zone d'influence » américaine : prudence et rapprochements (1947-1956) 43

4.-L'Amérique latine d'avant 1959 pour le Kremlin : une tabula rasa ? 46

Chapitre I. La « guerre froide globale » : un affrontement idéologique 54

1.1.-Une guerre pour les idées 55
1.1.1.-Le caractère dissuasif de « l'équilibre nucléaire » : du déclenchement de la guerre froide à « l'ère de la détente » 56
1.1.2.-La « coexistence pacifique » et l'émergence du Tiers-monde dans la politique extérieure du Kremlin 60
1.1.3.-De la conférence de Bandung à la Révolution cubaine 66

1.2.-La diplomatie culturelle de guerre froide 71
1.2.1.-La « quatrième dimension » de la diplomatie américaine : La politique culturelle internationale de Washington 71
1.2.2.-Le dispositif soviétique : un programme ambitieux de propagande culturelle 78
1.2.3.-La « guerre froide culturelle » en Amérique latine 85

Chapitre II. Deux nouveaux partenaires de Moscou sur le continent américain : une première phase d'intensification des rapports avec Cuba et le Chili 94

2.1.-Une rencontre qui ne va pas de soi : les vicissitudes de la formation de l'alliance cubano-soviétique (1959-1963) 95

2.1.1.-Les relations sous l'ère Batista : le rôle du Parti socialiste populaire (PSP) et les premiers contacts entre Soviétiques et révolutionnaires cubains 95
2.1.2.-Une première phase d'ambiguïté et de scepticisme (1959-1961) 100
2.1.3.-Cuba à la recherche d'une identité révolutionnaire autonome : la pensée politique d'Ernesto Che Guevara 107
2.1.4.-La crise des missiles et la montée des tensions (1962-1963) 112

2.2.-Le Chili d'Eduardo Frei : un allié potentiel pour Moscou ? Les relations officielles au cours des années 1960 116
2.2.1.-Des premiers signes de rapprochement au rétablissement des liens diplomatiques avec le monde socialiste (1958-1965) 117
2.2.2.-Un développement accéléré des relations officielles URSS-Chili pendant l'administration Frei (1965-1970) 122
2.2.3.-Un acteur de première importance : l'ambassade du Chili à Moscou 127
2.2.4.-Les décideurs soviétiques : un regard positif de l'administration Frei ? 132

Chapitre III. Un chemin difficile vers la consolidation des rapports entre alliés idéologiques (1966-1973) 140

3.1.-Une voie épineuse vers la stabilisation des relations soviéto-cubaines : affinités idéologiques ou pragmatisme ? 141
3.1.1.-Comment faire la révolution en Amérique latine ? Moscou / La Havane, deux modèles incompatibles 141
3.1.2.-L'imbroglio théorique : le « castrisme » face à la « coexistence pacifique » 147
3.1.3.-La Havane opte pour la « normalisation » : une convergence de facteurs 153
3.1.4.-La « voie chilienne » et la réorientation de la politique extérieure de Cuba 157

3.2.-Les relations URSS-Chili au cours d'une période d'affinité politique : espoirs et désillusions de Salvador Allende (1970-1973) 166
3.2.1.-L'Union soviétique : « frère aîné » du marxisme chilien ? 166
3.2.2.-L'essor de la coopération et des contacts bilatéraux : continuité ou rupture ? 173
3.2.3.-Des appréhensions malgré les sympathies politiques… 180
3.2.4.-Le 11 septembre 1973 et la cessation immédiate des relations 188

Chapitre IV. Le « dispositif du rapprochement » : un vaste réseau institutionnel pour l'encadrement des relations culturelles 196

4.1.-La Révolution cubaine et « l'offensive culturelle » de l'URSS en Amérique latine 198
4.1.1.-Le tournant de 1959 et l'émergence à Moscou de nouvelles organisations 198
4.1.2.-Les relations culturelles officielles limitent la mise en place d'institutions « d'amitié » cubano-soviétiques 204
4.1.3.-L'émergence tardive de l'Association cubano-soviétique de culture : un signe de désintérêt ? 211

4.2.-Un vaste « dispositif institutionnel » pour les relations culturelles soviéto-chiliennes .. 215
4.2.1.-La Société URSS-Chili prend le relais en 1966… 216
4.2.2.-Une structure institutionnelle imposante : un amalgame complexe de volontés gouvernementales et extra-étatiques 222
4.2.3.-L'intense activité des instituts Chili-URSS de culture 230
4.2.4.-Les instituts URSS-Chili : au service de la diplomatie culturelle de Moscou ? 237

Chapitre V. L'essor des déplacements réciproques de part et d'autre de l'océan Atlantique (1959-1973) 244

5.1.-Un rapprochement fulgurant : la « ritualisation » des déplacements soviéto-cubains 245
5.1.1.-Les interactions humaines : une expression tangible du rapprochement politique .. 245
5.1.2.-La Havane : une destination inattendue pour d'éminentes personnalités soviétiques 253
5.1.3.-L'Union soviétique forme une nouvelle génération de Cubains 258
5.1.4.-La scène soviétique s'ouvre aux artistes cubains : face à un monde fermé, une porte vers l'étranger… 264

5.2.-De l'ignorance généralisée au rapprochement : Soviétiques au Chili et Chiliens en URSS 269
5.2.1.-Des déplacements grandissants qui dépassent les milieux militants (1964-1970) .. 269
5.2.2.-Des intermédiaires privilégiés : le cas de Pablo Neruda 277
5.2.3.-La « politisation » des échanges de délégations sous l'Unité populaire (1970-1973) 283
5.2.4.-Être étudiant chilien en URSS : une opportunité unique 289

Chapitre VI. L'évolution des échanges artistiques : la réception et la distribution de productions culturelles à l'ère du rapprochement soviéto-latino-américain (1959-1973) 300

6.1.-Une longue série de manifestations culturelles qui reflètent la nouvelle « entente » URSS-Cuba 301
6.1.1.-L'évolution d'un milieu littéraire qui dévoile un rapport ambigu 302
6.1.2.-Les nouvelles interactions entre deux industries cinématographiques qui s'ignoraient profondément 311
6.1.3.-Les expositions et les journées commémoratives : deux manifestations patentes du rapprochement 318

6.2.-Les interactions artistiques avant et après le triomphe d'Allende : continuités et ruptures 323
6.2.1.-Un long chemin vers l'officialisation des relations culturelles : l'accord soviéto-chilien (1970) 324
6.2.2.-Sous Eduardo Frei, une convergence de volontés pour les échanges (1964-1970) . 330
6.2.3.-Un nouveau cadre politique et légal pour les interactions artistiques soviéto-chiliennes (1970-1973) 336

Chapitre VII. Culture et imaginaires : les représentations sociales en Amérique latine vis-à-vis « du soviétique » 346

7.1.-Admiration, assimilation et résistances à l'égard « du soviétique » : les ambivalences des relations Cuba-URSS 347
7.1.1.-Un milieu culturel divisé : les polémiques autour de l'assimilation du modèle soviétique 347
7.1.2.-Malgré l'alliance politique, les appréhensions demeurent 354
7.1.3.-Le rôle des voyages chez les nouveaux alliés : expérimenter l'écrasante altérité ... 362
7.1.4.-Suite à la « normalisation », les impressions louangeuses se multiplient 368

7.2.-Au Chili : des relations culturelles qui adoucissent les préjugés politiques 372
7.2.1.-La communauté procommuniste et le « frère aîné » : une fidélité inébranlable 373
7.2.2.-Le voyage et le retour : d'immanquables « gestes de gratitude » 378
7.2.3.-La culture soviétique suscite un intérêt qui dépasse les cercles de militants 383
7.2.4.-Culture ou politique ? Pour comprendre l'intensification des relations URSS-Chili 389

Conclusion. Pour une « histoire triangulaire » des relations internationales durant la guerre froide : Cuba-Union soviétique-Chili 396

Annexe n°1. Les sorties cinématographiques dans les salles à Cuba (1959-1973) 408

Annexe n°2. Extraits du discours du président de Cuba, Manuel Urrutia, lors de la cérémonie d'accueil de l'ambassadeur des États-Unis, Philip Bonsal (3 mars 1959) 410

Annexe n°3. Lettre de Máximo Pacheco et Óscar Pinochet de la Barra adressée au président Eduardo Frei à propos d'une conversation entretenue à Moscou avec Nikolaï Podgorny (11 février 1970) 412

Annexe n°4. Extraits de l'entretien de l'auteur avec Luis GUASTAVINO, ancien membre du Parti communiste du Chili, Viña del Mar (Chili), 4 février 2013 416

Annexe n°5. Extraits de l'entretien de l'auteur avec Enrique PINEDA BARNET, écrivain, cinéaste et coscénariste du film Soy Cuba, La Havane (Cuba), 15 avril 2014 424

Annexe n°6. Délégation de cinéastes soviétiques à La Havane à l'occasion de la première « Semaine de cinéma de l'URSS » (décembre 1960) 430

Annexe n°7. Santiago Álvarez et Roman Karmen à Moscou à l'occasion de la projection du film Cumbite lors de la « Semaine de cinéma cubain » (1964) 432

Bibliographie 434

Table des matières 466

Index des noms propres 470

Index des noms propres

A

Acosta León, Ángel, 359
Adenauer, Konrad, 63
Aguirre Cerda, Pedro, 41
Aguirre, Alba, 261
Aguirre, Isidora, 257
Aguirre, Mirta, 198
Aguirre, Santiago, 224
Aguirre, Severo, 97
Ajmadullina, Bella, 366
Akhmatova, Anna, 259, 302, 307, 402
Aksionov, Vassili, 366
Aldunate, Carlos, 275
Alegría, Fernando, 331
Alekseïev, Nikolaï, 121, 177, 328
Alessandri, Jorge, 117, 118, 383
Alexeiev, Alexander, 103, 104, 105, 108, 112, 147, 153
Aliguer, Margarita, 223, 234, 276, 277, 279, 280, 282, 285, 304, 334, 381
Allende, Beatriz, 159
Almeida, Rafael, 214
Almeyda, Clodomiro, 171, 176, 284, 328, 338
Alonso, Alberto, 246, 251, 255, 264
Alonso, Alicia, 199, 213, 246, 254, 255, 264, 268, 360, 361
Alonso, Aurelio, 157
Alpízar, Sergio, 261, 305
Althusser, Louis, 148
Álvarez, Santiago, 250, 267, 317, 432
Álvarez, Tomás, 225
Amado, Jorge, 85
Ampuero, Raúl, 167
Anguita, Eduardo, 85
Anikine, Alexander, 121, 123, 135, 324, 328, 382
Antokolski, Pavel, 366
Appleman Williams, William, 15
Araujo, Loipa, 256
Aravena, Horacio, 275
Árbenz, Jacobo, 39, 45, 69, 86
Arce, Homero, 280
Arcocha, Juan, 305
Arismendi, Rodney, 47
Armenteros, Atilano, 319
Arrau, Claudio, 271, 273, 274, 275, 330
Arrufat, Antón, 307, 308, 354, 368
Augier, Ángel, 43, 198, 258, 265, 321, 371
Auth, Flor, 224, 225
Aylwin, Patricio, 125

B

Babel, Isaac, 260, 304, 306, 402
Baïbakov, Nokolaï, 310
Baillou, Jean, 16
Ballesteros, Eugenio, 123
Baltra, Alberto, 238, 241, 290, 390, 391
Barach, Zoia, 50, 317, 357, 359
Barbat, Victor, 311
Barrios, Eduardo, 85
Basov, Alexander, 172, 177, 178, 183, 184, 338
Batista, Fulgencio, 42, 95, 96, 97, 98, 100, 199
Baudrillard, Jean, 19
Beard, Charles, 13
Becerra, Gustavo, 224, 233, 374, 377
Beilina, Nina, 276, 386
Beis, Gabriel, 16
Bek, Alexander, 303, 304, 395
Belioutine, Eli, 349
Bemis, Flagg, 13
Benedetti, Mario, 87
Benmussa, Simone, 257
Berger, Carlos, 376, 379, 384
Beria, Lavrenti, 58
Bernaza, Luis Felipe, 209, 247, 314
Berquist, Laura, 110
Betancourt, Silvio, 291
Bezrodny, Igor, 276, 386
Bianchi, Armando, 268
Bitar, Sergio, 180
Bizet, Georges, 251
Blasier, Cole, 25
Blest, Clotario, 48
Blight, James, 147
Blok, Alexandre, 306
Bolívar, Simón, 411
Bondartchouk, Serge, 209, 249, 256, 312
Bonsal, Philip, 102, 410

Bordón, Telma, 246
Borges, Jorge Luis, 87, 241
Borovik, Genrikh, 305, 311
Bórquez Solar, Antonio, 334
Boukovski, Vladimir, 190
Boulgakova, Nina, 89, 258, 281, 306, 401
Boulganine, Nikolaï, 46, 68
Braginskaïa, Ella, 89, 258
Brahms, Johannes, 274
Brandy, Roberto, 210
Bravo, Leopoldo, 44
Bravo, Roberto, 271, 272, 291, 381, 392
Bravo, Sergio, 373
Brejnev, Léonid, 33, 114, 126, 131, 134, 141, 142, 153, 171, 179, 180, 252, 280, 288, 314, 396, 399
Brenner, Philip, 147
Brito, Abraham Jesús, 334
Bubrik, Samouïl, 311
Bueno, Salvador, 370
Buñuel, Luis, 351, 352
Burguet, Iris, 268
Burke, Elena, 268
Burke, Peter, 344
Bussi, Hortensia, 288

C

Cabalá, Luciano, 275
Cabello, Jorge, 241
Cabrera Infante, Guillermo, 358
Cabrera Infante, Sabá, 353
Cabrera Moreno, Servando, 319
Cádiz, Osvaldo, 384
Calero, Sonia, 264
Calvino, Italo, 211, 308
Calzadilla, Ramón, 268
Campo, Miguel, 341
Canales, Felipe, 286
Cantoni, Federico, 38
Carbó, Sergio, 97
Cárdenas, Lázaro, 42
Cardoso, Onelio Jorge, 304
Carpentier, Alejo, 43, 198, 303, 304
Carter, Jimmy, 26
Casaus, Víctor, 314
Castillo Velasco, Jaime, 125
Castro, Raúl, 99, 101, 104, 205, 416
Caute, David, 254, 350
Ceruti, Carlos, 275
Chagall, Marc, 402
Chartreux, Félix, 84
Chatalov, Vladimir, 206, 214
Chevtchenko, Taras, 366
Chiguir, Nikolaï, 305
Chklovski, Victor, 306
Cholokhov, Mikhaïl, 236, 266, 281, 284, 303, 310, 368, 395
Chostakovitch, Dmitri, 83
Choukchine, Vassili, 257
Chtchedrine, Rodion, 251
Cid, Teófilo, 85
Cliburn, Van, 78
Clissold, Stephen, 22
Cobo, Juan, 89, 178, 283
Coloane, Francisco, 119, 228, 233, 235, 236, 281, 283, 284, 334, 374, 376, 377, 379
Columbié, Mariela, 259
Consuegra, Hugo, 359
Contreras Tapia, Víctor, 391
Coombs, Philip, 71
Corratgé, Salvador, 206, 319, 359
Corvalán Márquez, Luis, 167
Corvalán, Luis, 145, 158, 169, 170, 172, 177, 184, 190, 374, 398
Cossío Woodward, Miguel, 107
Cuevas Mackenna, Francisco, 118
Cumings, Bruce, 11
Cumplido, Francisco, 187

D

d’Andurain, Pedro, 270, 330
Dagnino, Julio, 187
Danielia, Gueorgui, 312, 317
Darié, Sandú, 319
Darrigrandi, Mario, 187, 188, 227
David-Fox, Michael, 79
Davies, Sarah, 76
de Beauvoir, Simone, 308
de Gaulle, Charles, 125
de Gonich, Mariana, 199
de Madariaga, Salvador, 87
de Oraá, Pedro, 307
Debray, Régis, 148, 149, 150, 152, 153, 400
Defrance, Corine, 16
del Canto, Hernán, 184
del Cueto, Elena, 264
del Pedregal, Guillermo, 118, 185, 186, 187, 228, 273, 339

Délano, Luis Enrique, 374
Délano, Poli, 228, 284
Delmas, Claude, 57
Depkat, Volker, 12
Derrida, Jacques, 19
Díaz Casanueva, Humberto, 334
Díaz Peláez, José Antonio, 320
Diego, Eliseo, 307
Dinerstein, Herbert, 21
Dobrynine, Anatoli, 248
Donoso, José, 92, 308
Dorensky, Sergueï, 276, 386
Dorticós, Osvaldo, 103, 205
Dos Passos, John, 303
Dostoïevski, Fiodor, 302
Drobysheva, Nina, 313
Duarte, María Cristina, 225, 226, 334
Dudin, Mikhaïl, 281
Dulles, John Foster, 77
Duroselle, Baptiste, 15, 16

E

Edwards, Jorge, 85, 87, 101
Efremov, Ivan, 306
Egorova, Lidia, 212
Eguren, Gustavo, 307
Ehrenbourg, Ilya, 49, 265, 266, 277, 278, 367, 449
Eiriz, Antonia, 319, 359
Eisenhower, Dwight, 56, 73, 77, 101, 410
Eisenstein, Sergueï, 233, 426
Engels, Friedrich, 116, 150
Enríquez, Carlos, 359
Escalante, Aníbal, 147
Espagne, Michel, 377
Espín, Vilma, 313
Espinosa, Arturo, 214
Essenine, Sergueï, 259, 302
Evtouchenko, Evgueny, 131, 209, 233, 235, 249, 257, 258, 259, 276, 277, 281, 285, 304, 306, 315, 317, 320, 337, 339, 355, 359, 362, 366, 382, 385, 402, 425

F

Faivovich, Ángel, 118
Fandiño, Roberto, 314, 358
Fanon, Frank, 167
Fariñas, Carlos, 247, 315
Faure, Justine, 243
Fayet, Jean-François, 79
Feijóo, Samuel, 251, 258, 304, 306, 359, 364, 366, 401
Fellini, Federico, 351, 352
Fermandois, Joaquín, 47, 160
Fernández Oña, Luis, 158
Fernández Retamar, Roberto, 149, 213, 304, 306, 355
Fernández, Coralia, 268
Fernández, Otto, 367
Fernández, Pablo Armando, 354
Figueroa, Luis, 171, 176, 177
Fiodorov, E. K., 221
Fo, Dario, 257
Fokine, Michel, 255
Fornés, Rosita, 268
Fornet, Ambrosio, 309, 357, 368
Fortuny, José Manuel, 45
Foucauld, Michel, 19
Fourtseva, Ekaterina, 251, 252, 266, 274, 426
Fraga, Jorge, 314
Francia, Aldo, 225
Frank, Robert, 12, 16
Freud, Sigmund, 9
Fridman, Bela, 424
Frolov, Igor, 254
Fursenko, Aleksandr, 99

G

Gaddis, John Lewis, 56, 59
Gagarine, Youri, 204, 205, 213, 248, 386, 387, 389, 427
García Espinosa, Julio, 358, 428
García Márquez, Gabriel, 87
García, José, 391
García, Xiomara, 260, 348, 358, 364, 367, 370
Garrastazu Médici, Emilio, 396
Geertz, Clifford, 11
Ghioldi, Rodolfo, 152
Giáp, Nguyên Võ, 150
Gilels, Emil, 235, 247, 249, 253
Glazounov, Ilya, 131, 337
Godoy Urrutia, César, 335, 337
Godoy, Domingo, 338
Goglidze-Mdivani, Marina, 386
Golovkina, Sofia, 274, 276, 333
Gomart, Thomas, 196
Gómez, Álvaro, 295
González Iglesias, Carmelo, 319

González Videla, Gabriel, 44
González, Eugenio, 225
González, Galo, 48
González, Gary, 214
González, Ignacio, 275
González, Manuel Pedro, 370
Gorbatchev, Mikhaïl, 306
Gorki, Maxime, 307
Gorkin, Julián, 87
Gorsuch, Anne, 264, 305
Goulart, Joao, 400
Gould-Davies, Nigel, 55
Gouré, Leon, 91
Goytisolo, Juan, 308
Graham, Martha, 75
Graubin, Eva, 272
Gretchko, Andreï, 252
Grigoulevitch, Iossif, 134, 251
Gromyko, Andreï, 121, 127, 134, 171, 189
Gruchko, Pavel, 89, 229, 257, 267, 279, 280, 284, 321, 333, 425, 427
Guastavino, Luis, 99, 119, 159, 169, 186, 290, 374, 416
Guénard, Annie, 16
Gueorgazde, Mikhaïl, 200, 248
Guerra, Flora, 269, 272, 275, 402
Guevara, Alfredo, 208, 209, 213, 256, 316, 317, 352, 353, 358
Guevara, Ernesto, 44, 98, 99, 100, 101, 104, 106, 107, 108, 109, 110, 115, 136, 143, 148, 149, 153, 167, 173, 204, 211, 245, 249, 257, 259, 309, 318, 323, 351, 400
Guilbaut, Serge, 74
Guillén, Nicolás, 49, 85, 198, 205, 213, 250, 265, 266, 304, 369
Gutiérrez, Agustín, 264
Gutiérrez, Ana Rosa, 319
Gutiérrez, Joaquín, 334, 392
Guzmán, Nicomedes, 374

H

Hamburg, Roger, 21
Harding, Inés, 392
Harmer, Tanya, 173
Hart, Armando, 106
Hartog, François, 13, 297
Hauser, Blanca, 381
Herman, Donald, 23
Hernández Milián, Juan Luis, 207, 259, 302, 348, 364
Herrera, Edmundo, 221, 228
Herrmann, Irène, 78
Hixson, Walter, 77
Hoffman, David, 59
Hough, Jerry, 21, 25, 203
Hourmant, François, 265
Huidobro, Vicente, 279
Hunt, Michael, 11
Hurtado, Óscar, 349

I

Ibáñez del Campo, Carlos, 85
Immerman, Richard, 10
Insunza, Jorge, 169
Ionesco, Eugène, 303, 350
Iriye, Akira, 11
Irving, Washington, 410
Ivanov, Viatcheslav, 306

J

Jadzhaev, Youri, 229
Jamís, Fayad, 304, 355, 359
Jara, Marta, 280
Jara, Víctor, 285, 374, 377
Järvi, Neeme, 274
Jdanov, Andreï, 351
Jiménez Leal, Orlando, 353
Joel, Eulogio, 284
Jung, Carl Gustav, 9, 10

K

Kafka, Frank, 303
Kalatozov, Mikhaïl, 84, 209, 249, 257, 311, 315, 316, 355, 356, 357, 358, 424, 425, 426, 435
Kaplan, Jorge, 287
Karmen, Roman, 191, 206, 209, 225, 233, 248, 249, 268, 276, 287, 311, 312, 315, 335, 340, 432
Karol, K. S., 149
Kataïev, Valentin, 370
Katsakioris, Constantin, 68
Katushev, Konstantin, 262
Kazakova, Rimma, 304
Keldych, Mstislav, 131, 294, 386, 389
Kennan, George, 14, 43, 60
Kennedy, John F., 71

Khatchatourian, Aram, 49, 83, 90, 105, 185, 200, 201, 205, 216, 222, 247, 249, 253, 318, 427
Khrouchtchev, Nikita, 44, 46, 55, 58, 61, 62, 63, 65, 68, 69, 78, 80, 81, 84, 92, 95, 100, 103, 105, 108, 112, 113, 114, 115, 120, 133, 141, 166, 243, 246, 247, 250, 270, 289, 301, 318, 320, 349, 359, 373, 396, 399, 400, 419
Kindelán, Inaudi, 246
Kirilenko, Andreï, 126, 135, 287
Kirsanov, Semion, 200, 276, 277, 280
Kivi, Eva, 229
Kneer, Luisa, 282, 382
Kogan, Leonid, 49, 83, 105, 247, 249, 253, 254, 276
Kontchalovski, Andreï, 209
Kossyguine, Alexis, 119, 122, 126, 128, 134, 146, 153, 156, 160, 171, 252, 253
Kott, Sandrine, 243
Koulidjanov, Lev, 313
Koutakhov, Pavel, 287
Kouznetsov, Vassili, 188, 189, 414
Kozovoï, Andreï, 84
Kuzmichev, Vladimir, 125, 200

L

Lagos Pinto, Enrique, 236, 290, 291
Lagos, Ricardo, 187
Lane, Julian, 102
Lártiga, Cristina, 201, 226, 290, 292, 293, 296, 392
Lavreniuk, Alexander, 255
Le Riverand, Julio, 213
Leante, César, 358, 402
Lechuga, Carlos, 112
Leduc, Victor, 62
Leffler, Melvyn, 15
Lénine, Vladimir, 37, 39, 40, 47, 99, 116, 119, 150, 155, 167, 212, 233, 235, 322, 351, 420
Leonov, Alexeï, 233, 235, 236, 388
Leonov, Nikolaï, 28, 36, 44, 69, 99, 104, 133, 178, 179, 182
Leontieva, Anna, 199
Lévesque, Jacques, 25, 62
Lincoln, Abraham, 102, 410
Lioubimov, Youri, 257, 266, 367
Lipkin, Mikhaïl, 61
Lipschütz, Alexander, 231, 236, 374, 377, 382
Littín, Miguel, 229, 339
Lleras Restrepo, Carlos, 145
López, César, 310
López, Luis, 357
Loyola, Margot, 49, 223, 233, 235, 379, 381, 384, 387
Lucas, Scott, 72
Luengo, Luis Fernando, 123, 391
Lundestad, Geir, 17
Lundin, Youri, 218
Luzhina, Larisa, 313

M

Macdonald, Douglas, 14
Mackenna, Benjamín, 270, 275, 283, 380, 384
Magomayev, Muslim, 252
Maïakovski, Vladimir, 306, 339, 425
Maidanik, Kiva, 182, 190
Makarova, Natalia, 83
Makarova, Nina, 247
Malenkov, Gueorgui, 58
Malevitch, Kasimir, 366, 402
Malinine, Evgueny, 254
Malinovski, Rodion, 249
Manet, Eduardo, 267, 365
Manuel, Víctor, 359
Mao, 150, 167, 189, 374
Marès, Antoine, 16
Marighella, Carlos, 167
Marinello, Juan, 95, 97, 205, 348, 349
Marinello, Zoilo, 213, 369
Martí, José, 315, 321
Martínez Matos, José, 307
Martínez Pedro, Luis, 319, 359
Martínez, Félix, 275
Martínez, Menia, 251, 255, 264
Martínez, Raúl, 319, 359
Martner, Gonzalo, 171, 180, 181
Marx, Karl, 116, 150, 169, 351, 379
Matte, Arturo, 118
Maximova, Ekaterina, 256
Mazuy, Rachel, 197
Mendelyevich, Lev, 136
Méndez Capote, Renée, 210, 258, 364, 366
Merino Reyes, Luis, 228, 284
Mier Febles, Juan, 155
Mikhaïlov, Sergueï, 202

Mikoyan, Anastase, 42, 99, 104, 108, 112, 128, 134, 246, 247, 253, 301, 311, 318
Mikoyan, Sergo, 183, 189, 202, 203
Millas, Orlando, 178, 334
Miller, Nicola, 26, 27, 39, 46
Milza, Pierre, 16
Minà, Gianni, 113
Minaïev, Sergueï, 212
Mir, Pedro, 363
Mistral, Gabriela, 220, 279, 333, 334
Moïsseïev, Alexander, 259, 263
Mollet, Guy, 63
Morante, Rafael, 209, 305, 314
Moret, Enrique, 320
Moretic, Yerko, 223
Morgenthau, Hans, 14
Motherwell, Robert, 74
Mouraviev, Vassili, 125
Muñiz, Carlos, 22
Muñoz, Diego, 284, 340
Muñoz, Honorio, 246, 360, 366
Muñoz, Sergio, 375

N

Nadejdina, Nadejda, 276, 384
Naftali, Timothy, 99
Nagy, Irme, 68
Nasser, Gamal Abdel, 69
Nehru, Jawaharlal, 63, 68
Neruda, Pablo, 49, 85, 87, 119, 171, 200, 220, 223, 229, 231, 233, 236, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 290, 293, 333, 334, 367, 373, 374, 375, 377, 385, 427
Nikiforov, Boris, 202
Nikolaïeva, Tatiana, 49, 276
Nixon, Richard, 101, 180, 399
Novikov, I., 124
Nuñez Jiménez, Antonio, 213, 369
Nuñez, Eslinda, 267
Núñez, Lautaro, 334

O

Ochagavía, Juan, 420
Oïstrakh, David, 49, 83, 254
Ojeda, Miguel, 268
Okoudjava, Boulat, 402
Oliva, Raúl, 319
Oliva, Tomás, 206
Orellana, Carlos, 379
Ortiz de Zárate, Pedro, 295
Ortiz, Fernando, 43, 198
Ospovat, Lev, 220, 355
Ossosvki, Piotr, 249, 339
Ostrovski, Nikolaï, 99, 303, 304, 368, 395
Oswald, Gregory, 22, 46
Otero, Lisandro, 149, 258, 266, 304, 351, 367
Ottone, Ernesto, 165, 190
Oulanova, Galina, 246, 256
Ourbanski, Evgueny, 313
Ouroussevski, Sergueï, 84, 209, 250, 315, 357, 358, 424, 425, 426, 427
Oyarzún, Luis, 85, 119, 120, 269, 379
Ozerov, Vitali, 285
Ozerov, Youri, 229, 287, 313

P

Pacheco, Máximo, 121, 122, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 186, 187, 202, 226, 270, 271, 274, 280, 289, 292, 293, 294, 295, 296, 324, 325, 326, 327, 328, 330, 331, 334, 412, 413, 414, 415
Padilla, Heberto, 257, 305, 307, 308, 309, 362, 365, 366, 368, 402
Palieraki, Eugenia, 167
Panal, Valerio, 261, 348, 370
Parra, Ángel, 286
Parra, Isabel, 285
Parra, Nicanor, 233, 235, 282, 381, 382, 383, 387
Pasolini, Pier Paolo, 308, 351, 352
Pasternak, Boris, 307, 402
Pastoukhov, Dmitri, 219, 239, 240
Pavlenko, Boris, 229, 230
Pavlychko, Dmytro, 304
Pearson, Lester Bowles, 63
Peláez, Amelia, 319, 359
Pelayo, Ana, 261
Peña, Lázaro, 97
Pérez Paredes, Manuel, 99, 316, 352, 357, 358
Pérez, Fernando, 426
Pérez, Nadia, 292
Perkins, Dexter, 13
Perón, Juan Domingo, 39, 42, 44
Peslyak, M., 325
Pezoa Véliz, Carlos, 279, 334
Philippi, Julio, 119
Picasso, Pablo, 367

Pineau, Christian, 63
Piñeiro, Manuel, 421
Piniau, Bernard, 16
Pinochet de la Barra, Óscar, 131, 137, 174, 186, 217, 220, 283, 293, 295, 327, 328, 331, 335, 380, 381, 383, 386, 412
Pinochet, Augusto, 23, 26, 32, 33, 164, 175, 185, 189, 190, 222, 241, 270, 296, 386, 390, 392, 393, 399
Pinto, Óscar, 292
Plissetskaïa, Maïa, 82, 83, 251, 255
Plissetski, Azari, 251, 255
Podgorny, Nikolaï, 125, 126, 130, 136, 137, 138, 171, 183, 253, 412, 413, 414, 415
Pogolotti, Graziella, 260, 302, 319, 352
Pogolotti, Marcelo, 302
Polevoï, Boris, 99, 210, 249, 257, 280, 303, 304
Pollo, Jorge, 147
Pollock, Jackson, 74
Pope, Ronald, 23
Popov, Oleg, 384, 387
Porter, Charles, 101
Portocarrero, René, 315, 319, 359
Pouchkine, Alexandre, 228, 259, 281, 302
Prats, Carlos, 179
Prestes, Luis Carlos, 41
Prizel, Ilya, 28, 39
Prokofiev, Alexander, 341
Proust, Marcel, 303
Puñales-Alpízar, Damaris, 361

Q

Quirk, Catherine, 22

R

Ramos, Idelfonso, 209, 247
Ramos, Sidroc, 262, 363, 367
Rand, Ayn, 77
Razlivajin, Alexeï, 125
Recabarren, Luis Emilio, 340
Remolá, María, 268
Renouvin, Pierre, 15, 16
Rey, Marie-Pierre, 38, 60, 346
Rimbaud, Arthur, 303
Ríos, Juan Antonio, 231
Riviera, Joaquín, 268
Riza, Bayram, 22
Roa, Raúl, 205
Robbe-Grillet, Alain, 211, 350
Roca, Blas, 97, 102, 351, 352
Roche, François, 16
Rodríguez Monegal, Emir, 87
Rodríguez Tascón, Gregorio, 241, 390, 393
Rodríguez, Carlos Rafael, 95, 351, 360
Rodríguez, Enrique, 115
Rodríguez, Humberto, 291
Rodríguez, Mariano, 359, 360
Rodríguez, Nilo, 246
Rodríguez, Serbelio, 208, 261
Rodríguez, Silvio, 268
Rodtchenko, Alexandre, 402
Rohan, Jindrich, 386
Rojas, Gonzalo, 279, 334
Rojas, Manuel, 233, 234, 282, 382, 383
Rojdestvenski, Guennadi, 274
Rojdestvenski, Robert, 402
Rojo, Emilio, 423
Romanenko, Youri, 205
Romanov, Alexeï, 229
Romm, Mikhaïl, 313
Roosevelt, Franklin, 102, 410
Rostotski, Stanislav, 313
Rostropovitch, Mstislav, 83, 249, 253, 254
Rothenberg, Morris, 91
Rothko, Mark, 74
Roy, Manabendra Nath, 37
Rubio, Alberto, 334
Rumyantsev, M., 290, 294
Rumyantseva, Nadezhda, 217
Rupprecht, Tobias, 28, 296
Rybnikov, Nikolaï, 313

S

Sabaliauskaite, Genovaite, 385
Saint-Saëns, Camille, 255
Salgado, Alfonso, 47
Salon, Albert, 16
Samoïlova, Tatiana, 250, 426
Santamaría, Haydée, 211
Sartre, Jean-Paul, 87, 88, 211, 303, 308
Savich, Ovadi, 220, 333
Semprún, Jorge, 308
Sepúlveda, Adonis, 184
Shashkov, Youri, 263
Shaw, Tony, 76
Shepitko, Larisa, 209
Shubin, Vitali, 125

Silva Cimma, Enrique, 221, 241, 290, 383, 387, 390, 422
Silva Santiago, Alfredo, 275, 393
Silva Solar, Julio, 391
Simonov, Constantin, 49, 223, 368
Sirinelli, Jean-François, 10, 16
Skobtseva, Irina, 256, 312
Sloutski, Boris, 339
Smeliakov, Nikolaï, 248
Sobolev, A. N., 189
Solari, Malucha, 274, 275, 333
Solás, Humberto, 267, 317
Soldatov, Alexander, 147
Soldevilla, Loló, 359
Soler Puig, José, 363
Soljenitsyne, Alexandre, 258, 280, 304, 402
Sontag, Susan, 308
Sorokine, Grigori, 340
Sorokine, Vladimir, 333
Soublette, Sylvia, 271, 275
Sourkov, Alekseï, 280
Souslov, Mikhaïl, 349
Soza, Jorge, 341
Spaak, Paul-Henri, 61, 63
Spechnev, Alexeï, 252
Staline, Joseph, 31, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 50, 52, 58, 60, 61, 63, 64, 67, 79, 83, 84, 85, 86, 87, 92, 97, 243, 341, 352, 355, 373, 419
Stemaj, Mikhaïl, 229
Stonor Saunders, Frances, 73, 87
Strauss, Ernesto, 386
Strover, Anthony, 22
Sule, Anselmo, 391
Suri, Jeremi, 59

T

Talankine, Igor, 312
Tamayo Méndez, Arnaldo, 205, 348
Tapia Ruano, Juan, 359
Tapia, Jorge, 339
Tarkovski, Andreï, 234, 250, 313, 366, 371, 427
Taubman, William, 65
Tavernier, René, 87
Tchekhov, Anton, 251
Tchkheidze, Revaz, 225, 276, 385
Tchoukhraï, Grigori, 84, 209, 256, 257, 313, 427, 429
Terechkova, Valentina, 131, 132, 185, 222, 288, 293, 388, 389
Thayer, William, 125, 128, 136
Theberge, James, 23
Tieles, Evelio, 268, 322
Tikhonov, Gueorgui, 179, 283
Tirkin, Vladimir, 217
Tkachiev, Roris, 225
Tohá, José, 338
Tolstoï, Léon, 302, 307
Tomic, Radomiro, 116, 126, 137, 138, 414
Toro Herrera, Alejandro, 169
Torrejón, Francisco, 376
Trotski, Léon, 167
Trujillo, Valentín, 377
Truman, Harry, 56, 57, 60, 72
Tsvetaïeva, Marina, 307
Tsvetkov, Ivan, 271
Turrent, Isabel, 26, 27

U

Ubieta, Enrique, 247
Ulianova, Olga, 28, 30, 184, 189, 405
Urrutia, Manuel, 102, 103, 410

V

Valdés, Gabriel, 116, 121, 126, 128, 154, 271, 332
Valdés, Óscar, 267
Valle, Juvencio, 334, 374, 376, 382
Vallotton, François, 300
Van Acker, Achille, 63
Vargas Llosa, Mario, 87, 308
Vassiliev, Nikolaï, 216
Vassiliev, Vladimir, 256
Velasco Alvarado, Juan, 24, 154, 161, 178, 179, 183, 396, 400
Veloz, Ramón, 268
Venayre, Sylvain, 13, 298
Venturino, Sergio, 224
Viaux, Roberto, 413
Vicherat, Raúl, 119, 223, 224
Vichnievski, Alexander, 131, 216, 217, 220, 221, 287, 387
Vidal, Virginia, 223, 374
Videla, Jorge Rafael, 26, 189
Vieru, Grigori, 304
Vigne, Éric, 10
Viña, Ana, 251
Vinay, Ramón, 271

Volski, Victor, 182, 200
Vovelle, Michel, 11
Voznessenski, Andreï, 366, 402

W

Wajda, Andrzej, 429
Westad, Odd Arne, 28, 56, 64, 65, 400
Whitfield, Stephen, 77
Whitman, Walt, 410
Wilgress, Leolyn Dana, 75

Y

Yachine, Lev, 217, 387, 389
Yakimenko, Lev, 229, 284
Yelín, Saúl, 210
Yoss, 262, 306, 321
Yusta, Carlos, 338

Z

Zabolotski, Nikolaï, 402
Zamorano, Gilberto, 238
Zamudio, José, 280
Zavala, Arturo, 275
Zolov, Eric, 393
Zorina, Adelaïda, 321
Zorina, Irina, 189
Zubok, Vladislav, 58, 114, 259, 402